



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





ORD·UNIVERSITY·LIBRARY











---

On dépose deux exemplaires de cet Ouvrage à la Bibliothèque Royale, pour la conservation du droit de propriété.

---

# JOURNAL DU PALAIS,

PRÉSENTANT

LA JURISPRUDENCE

DE LA COUR DE CASSATION

ET

DES COURS ROYALES,

sur l'APPLICATION DE TOUS LES CODES FRANÇAIS AUX QUESTIONS  
DOUTEUSES ET DIFFICILES.

NOUVELLE ÉDITION,

REVUE, CORRIGÉE ET MISE DANS UN NOUVEL ORDRE,

PAR M. BOURGOIS,

AVOCAT A LA COUR ROYALE DE PARIS, ET PRINCIPAL RÉDACTEUR DE CE JOURNAL.

TOME XXIII.

(DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE, AN 1821.)

---

PARIS,

AU BUREAU DU JOURNAL DU PALAIS,

RUE DE JÉRUSALEM, N° 3, PRÈS LE PALAIS DE JUSTICE,

ET CHEZ GUIRAUDET, IMPRIMEUR,

RUE SAINT-HONORÉ, N° 315.

1826.



349.44

J86

684615

# JOURNAL DU PALAIS.

## COUR D'APPEL DE LIMOGES.

*Pères et mères naturels ont-ils le droit d'émanciper leurs enfans ? (Rés. aff.)* Cod. civ., art. 383 et 477.

*Peuvent-ils nommer valablement un curateur à leurs enfans, sans l'assistance du conseil de famille ? (Rés. nég.)* Cod. civ., art. 460.

LES MARIÉS FOURNEAUX, C. ADELAÏDE FOURNEAUX.

Le 2 janvier 1783, Jean-Baptiste Fourneaux, horloger à Limoges, contracta mariage avec demoiselle Valerie Vacher, au valant ne naquit de cette union. Après plusieurs années de cohabitation paisible, Valerie Vacher conçut la pensée d'aller auprès d'elle Julienne Jabely, sa nièce. Un coïncident ne tarda pas à s'établir entre Fourneaux et la compagne d'enfance de sa femme. Les signes les plus évidens manifestèrent bientôt, Julienne Jabely, devenue enceinte, vint à recevoir, dans la maison où l'avait appelée Valerie Vacher, l'hospitalité dont elle avait violé tous les devoirs. — Le 5 mai 1785, elle donna le jour à une fille ; et le lendemain Jean-Baptiste Fourneaux, assisté de deux témoins, présenta à l'officier de l'état civil un enfant qu'il déclara être né en sa maison, se nommer Adelaïde Fourneaux, et être naturelle de Julienne Jabely et de lui, ce que les deux témoins attestent véritable. Aucune mention n'est faite du mariage dans les liens duquel Jean-Baptiste Fourneaux est engagé. L'enfant ainsi reconnu est rapporté dans la maison où il était né, rien n'était changé, où rien ne devait changer ; il y est resté et élevé pendant quinze années.

En 1800, Valerie Vacher, inquiète et malade, voulut faire testament. « Je donne et lègue, dit-elle, à la nommée Adelaïde, fille naturelle de Marie Jabely, ma nièce l'une et l'autre, tout ce que je possède de mes biens en toute propriété et jouissance, pour n'entrer en possession qu'après la cessation de l'union conjugale.



de mort de la princesse Adélaïde de

le 18 mai 1814.

Adélaïde de France, fille de Louis XVI, et de Marie Antoinette, elle de la République, et de la Convention, et que

rater de la Convention, et de la Convention.

cté de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

de la Convention, et de la Convention.

naturels. Le droit de correction accordé aux pères, le respect commandé aux enfans, l'obligation qui leur est imposée d'obtenir le consentement de leurs père et mère à leur mariage, la réciprocité d'obligations pour les alimens, tout prouve que la loi n'a pas attaché à la légitimité seule ce pouvoir paternel qui protège et qui surveille. Elle a donc accordé la tutelle légale au père et à la mère naturels ; et comment pourrait-elle refuser ? L'enfant naturel n'a-t-il pas besoin de protection et d'appui ? Où en chercherait-il ? Les liens du sang le rattachent qu'à ceux qui lui ont donné la vie ; il n'a pas d'autre famille, tout le reste lui est étranger. Voudrait-on punir par cette privation la faute à laquelle il doit l'existence ? Mais la tutelle est une charge ; n'est-elle ni peut jamais être un avantage. Les coupables seraient déchargés d'un devoir, et la victime seule en souffrirait.

La mère naturelle est donc tutrice de ses enfans. Au surplus cette question est mise dans la cause. Le droit d'émanciper n'est pas une conséquence de la tutelle, mais de la qualité de père ou de mère. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point, et des arrêts ont jugé que la mère qui avait été déchue de la tutelle n'en avait pas moins conservé le droit d'émanciper (1) ; et comme Jabeley a donc pu émanciper Adélaïde sa fille, cette émancipation n'a rien d'irrégulier.

Maintenant, doivent toujours les héritiers Fourniaux, et Adélaïde a reçu et donne quittance d'une somme mobilière sous l'assistance de son curateur, et elle demande à être restituée contre cette quittance, sous le prétexte que son curateur n'est illégalement nommé. C'est une erreur : sous l'ancien droit, le mineur choisissait lui-même son curateur ; mais le choix a été fait par la mère et par la fille. Pourquoi en serait-il autrement sous le Code ? N'est-il pas juste et raisonnable que celui qui renonce à son autorité par l'émancipation ait le droit de choisir celui qui doit le remplacer ? On invoque l'art. 180, qui parle d'un curateur nommé par le con-

(1) Voy. un arrêt de la Cour de Colmar, du 17 juin 1807, et un arrêt de la Cour de Paris, du 6 mai 1808, tom. 8, pag. 105, et tom. 9, pag.

seil de famille; mais dans cet article il est question du conseil de tutelle, et dans ce cas il est juste et prudent de ne pas se fier à celui qui doit rendre le compte le choix du père ou de la mère qui doit le surveiller. Ce cas n'est nullement le cas de l'art. 480 est sans application à l'espèce. Au surplus, en faisant la nomination irrégulière, qu'en résulterait-il? Quel serait pu la faire annuler. Mais cette nullité devait être prononcée. Jusque là on pouvait traiter valablement avec le conseil. Le vice de la nomination non annulée ne porte donc aucune atteinte à l'acte.

Les pères et mères des enfans naturels, de par la nature même, n'ont pas la plénitude de la puissance paternelle. Nous remontons aux lois de ce peuple qui nous a laissés le souvenir de sa gloire, les monumens de sa sagesse, nous trouvons dans la puissance paternelle un véritable despotisme dont le poids ne retombe jamais sur les enfans naturels. Cette puissance farouche, admise dans quelques tines de novices, entièrement bannie de quelques autres, ne s'est jamais en France que sur les enfans légitimes. Les lois de la révolution ne statuaient rien à cet égard, et renvoyait au Code civil: c'est donc là qu'il faut chercher les règles à suivre.

Le Code civil a adopté la puissance paternelle avec les modifications jugées nécessaires, mais il n'en a appliqué que l'usage qu'aux enfans nés du mariage. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir le titre du Code qui traite de la *Puissance paternelle*: on y voit à chaque pas la preuve que la législation s'est occupée que des enfans légitimes. Il est vrai que le droit de correction est donné au père naturel; il est vrai que l'enfant naturel est obligé d'obtenir le consentement de son père et mère à son mariage; mais ce sont là des exceptions qui résultent du lien naturel. Quant aux droits civils, aux droits utiles que donne la puissance paternelle, ils sont refusés aux pères et mères naturels, juste punition d'une faute que les lois ne peuvent récompenser. Il faut donc reconnaître que la puissance paternelle, proprement dite, n'est pas accordée aux pères et mères naturels.

Cela posé, la mère naturelle peut-elle être tutrice légale de son enfant? Ce qui vient d'être dit répond d'avance à la question.

La tutelle est une conséquence, un supplément de l'autorité paternelle.

La loi accorde la tutelle légitime au survivant des père et mère, jusqu'à la dissolution du mariage, et de la survie de l'un d'eux, et de l'époux qui survit ; c'est tout ce que la loi dispose : nulle part on ne trouve un mot qui applique sa disposition aux pères et mères. Et comment pourrait-on prétendre le contraire ? La loi qui défère à la mère légitime la tutelle légitime, ne crée-t-elle pas de graves difficultés au conseil d'Etat, et ne fut-ce qu'avec cette modification, que l'époux pourrait lui donner un conseil spécial, sans l'avis duquel elle ne pourrait prendre aucune précaution semblable n'aurait pu se pour la mère légitime, à laquelle l'application de cette disposition n'est pas possible. La mère légitime obtiendrait donc une confiance que la mère légitime ! Comment admettre une pareille hypothèse ?

Ma mère, continue Adélaïde, n'avait pas la puissance paternelle ; si elle n'était pas ma tutrice, elle n'aurait pu m'émanciper, n'aurait pu surtout transmettre à un autre des droits que moi-même n'ai pas. Ce curateur, indépendamment du défunt père de ma mère, et en la supposant ma tutrice, ne peut évidemment connaître que par le conseil de famille. Or, toute curatelle est dative ; dans tous les cas où la loi ne prescrit la nomination d'un curateur, elles ont été créées par un conseil de famille. Jamais, quoiqu'il en soit dans le ressort du parlement de Paris, on n'a pu choisir lui-même son curateur ; jamais le conseil de famille n'a pu le faire par le tuteur qui émane de lui, et qui ne peut être appelé à choisir celui qui surveille ses comptes. La loi dit-il expressément que le compte sera rendu au conseil de famille d'un curateur nommé par le conseil de famille, mais sans parler-ils toujours de ce curateur déjà nommé par le conseil de famille et donc radical-ement, et n'a pu produire aucun effet. Tous les actes pour lesquels l'intervention d'un curateur était nécessaire, et que j'ai vu accomplir, sans donc avoir de plein droit, *ipso jure*,

*irrita sunt*, ainsi que le dit la loi 3, au Code, de *tutore*.

Le 2 janvier 1821, ARRÊT de la Cour d'appel de M. de Bernard premier président, MM. Dumon avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. de l'procureur-général; — Considérant que, pour se question de savoir si Marie Jabely a pu émanciper sa fille naturelle, il est inutile d'examiner si elle a sa tutrice légale, parce qu'il est constant en principe que le pouvoir de l'émancipation n'est point exclusivement à la qualité de tuteur, mais bien à celle de père ou de mère; qu'il s'agit seulement de savoir si ce pouvoir est accordé par la loi aux pères et mères naturels comme aux pères et mères légitimes; — Considérant qu'il résulte de l'esprit de la loi sur la tutelle actuelle sur les enfans naturels, et des dispositions du titre 583 du Code civil, que la loi a admis les pères et mères naturels à participer à la puissance paternelle attribuée aux pères et mères légitimes; que, l'émancipation étant une conséquence de la puissance paternelle, il en résulte que ce droit est commun aux pères et mères légitimes et naturels; que ces inductions sont confirmées par la disposition du titre 477 du Code civil, qui, par la généralité de ses termes, n'établit aucune différence entre les pères et mères légitimes et les pères et mères naturels, par rapport au droit d'émancipation; qu'on ne peut supposer une exclusion qui n'est prononcée par la loi; qu'ainsi le tribunal d'où vient l'arrêt est erré en déclarant l'émancipation d'Adélaïde nulle; — Sur la seconde question, considérant que, bien que Marie Jabely n'ait pu émanciper sa fille, il n'en résulte nullement qu'elle doit lui nommer un curateur; que le fait de l'émancipation est le dernier acte de l'autorité et de la puissance paternelle des pères et mères sur leurs enfans, et que, ce dernier acte accompli, il ne leur appartient plus d'exercer à leur égard le pouvoir tel que celui de leur choisir un curateur; que le mode de nomination du curateur est déterminé par l'article 477 du Code civil; que vainement prétendrait-on qu'il ne s'agit que d'un cas particulier auquel se rap-



de cet article, c'est-à-dire à la reddition du compte de l'usage que, la loi n'ayant nulle part indiqué que, outre la désignation du curateur il n'en pouvait en outre, il conclure que celle indiquée par l'art. 250 est seule due comme pour tous autres; qu'on ne peut pas dire non plus la nécessité de l'intervention du conseil de famille; la nomination du curateur n'est applicable qu'aux enfants naturels, parce qu'il serait absurde que la loi eût donné des privilèges moins étendus aux pères et mères naturels qu'aux pères et mères naturels; Mais l'appellation de tout est appelé au royaume, en ce que par celui il est nécessaire et toute l'émancipation faite par Julien de la personne d'Adelinde Fourmeaux; — En attendant, cependant, déclare l'acte d'émancipation régulière et valide, ordonne que le pécuniaire sortant pour le surplus soit payé à l'effet, etc. »

## COUR DE CASSATION

*Un acte arbitral est-il valable, quoique le compromis en soit reproché, si la preuve de cet acte résulte d'une transcription et d'un acte même, que des conclusions en soient tirées par les parties devant les arbitres, et en cours de procédure ?* Répon. aff. Cod. de proc., art. 1005.

Le 10<sup>th</sup> Helley, C. 1831 1001 A L'ANALYSE.

Un acte arbitral est-il valable, quoique le compromis en soit reproché, si la preuve de cet acte résulte d'une transcription et d'un acte même, que des conclusions en soient tirées par les parties devant les arbitres, et en cours de procédure ? Répon. aff. Cod. de proc., art. 1005.

Un acte arbitral est-il valable, quoique le compromis en soit reproché, si la preuve de cet acte résulte d'une transcription et d'un acte même, que des conclusions en soient tirées par les parties devant les arbitres, et en cours de procédure ? Répon. aff. Cod. de proc., art. 1005.

mis résulte de la sentence arbitrale et de l'enregistrement dit e imprimis, sous la date du 9 mai 1818; que même compromis a été copié en entier dans ladite sentence.

Pourvoi en cassation par le sieur Helley, pour prétendue violation de l'art. 1005 du Code de procédure. Cet art. porte que « le compromis pourra être fait par procès-verbal devant les arbitres choisis, ou par acte devant notaire ou sous signature privée ». — Il ne s'agissait pas de l'espèce de la forme du compromis. Le demandeur soutenait qu'il n'existait pas : car, disait-il, s'il avait été un compromis entre les parties, les époux Lemarie en auraient un double qu'il leur serait facile de produire, et cet acte serait annexé à la sentence arbitrale. A défaut de représentation du compromis, les premiers juges ont cru trouver preuve de son existence dans la mention de son enregistrement, sa transcription au jugement arbitral et la comparution des parties devant les arbitres. Mais ces indices, ces indices, ne remplissent pas le vœu de la loi, qui exige que l'existence du compromis soit constatée par une des formes qu'elle indique.

Et d'ailleurs, quand ces indices suffiraient pour établir l'existence du compromis, il resterait bien d'autres difficultés à résoudre : celles de savoir si cet acte a été revêtu des formalités nécessaires pour sa validité, par exemple si les objets en litige ont été désignés spécifiquement, ce que l'art. 1006 prescrit à peine de nullité, et par conséquent si les arbitres ont été constitués régulièrement; s'ils ont rempli leur mission dans le délai de trois mois; car pour proclamer la validité d'un acte il ne suffit pas de dire qu'il a existé, il faut en outre montrer ses dispositions, l'exécution des formalités qu'il exige, et c'est à quoi on ne parvient que par la représentation de l'acte même. — Le demandeur invoque la jurisprudence de la Cour de cassation, confirmée par un arrêt du 17 février 1807, qui a décidé dans le cas où la preuve de l'existence d'un testament avait été établie tellement par les flammees, a été ordonnée, il est établi que ce testament était régulier et revêtu des formes voulues par la loi. (Voy. le tom. 6, pag. 96.)

Le 6 janvier 1819, arrêt de la section des requêtes.

## COUR DE CASSATION

*ordon de Pensey*, président, M. Borel de Bretizel rapporteur, M. Lefebvre avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joussier, avocat-général ; — Attendu, sur le premier moyen, réquisitoire de la partie, tendant à la violation de l'art. 1065 du Code de procédure civile, que ni cet article ni aucune autre disposition du Code n'exigent la représentation matérielle du compromis, hors de l'ordonnance d'exequatur ; que, dans l'espèce, l'existence d'un compromis résulte tant de sa transcription au greffe arbitral que de la présence des parties et des conclusions par elles prises devant ledit arbitre ; que cette dernière circonstance, et celle de l'enregistrement dudit compromis à l'audience, le 9 mai 1818, publient suffisamment que le compromis a été signé des parties, et ainsi l'observation de l'art. 1065 du Code de procédure ; — REJETTE, &c.

## COUR DE CASSATION

*biens non vendus provenant d'une succession recueillie par la république, comme représentant un émigré, doivent-ils, dans le cas où cet émigré amnistie est décidé avant la loi du 5 décembre 1813, être rendus à ses héritiers ?* — La réclusion de ceux qui, au temps de l'ouverture de la succession, doivent appeler à les recueillir, comme les seuls susceptibles les plus proches du défunt ? (Rép. aff.)

Les comtes DE COSSA, C. LES COMTES DE BITHUNE.

La réquisition en migration du comte de Bédane Sully, lui-même et l'ordonnance de déport en 1793, nommée Marie-Eugénie de Bédane-Sully-Lesclapart, ne de son mariage avec le comte de Bédane-Sully. Cet enfant étant décédé en 1794, la succession est devenue vacante, comme représentant son père.

Le comte de Bithune, rentré en France, en vertu de l'amnistie de l'an 10, n'a contracté ni aucun mariage, d'où sont

issus des enfans , et il est décédé avant la loi du 5 décembre 1814 , qui a fait aux émigrés la remise de ceux de leurs biens meubles non vendus , qui se trouvent encore entre les mains de l'Etat.

Parmi les immeubles dépendans de la succession de l'enfant du premier lit du comte de Béthune , échue au fise , quelques uns n'avaient point été aliénés. Les comtes de Carion , héritiers collatéraux de cet enfant , et qui , à l'époque de son décès , se trouvant ses parents les plus proches après son père , ont contesté aux enfans du second lit le droit de recueillir ces biens non vendus.

Ils ont opposé aux mineurs de Béthune : 1<sup>o</sup> qu'ils n'avaient de leur côté aucun droit pour réclamer les biens provenant de la succession de l'enfant du premier lit , puisque , n'étant pas eux-mêmes nés ni conçus au moment de l'ouverture de la succession , ils ne pouvaient être considérés ni comme ses héritiers , ni comme ses parens ;

2<sup>o</sup> Qu'ils n'avaient pas plus de droits en leur qualité d'héritiers de leur père , par la raison qu'il était frappé de mort civile par l'effet de son inscription sur la liste des émigrés au temps de la mort de son fils du premier lit , et que sa mort civile l'avait rendu incapable de succéder , que l'arrêté de la loi émanée obtenue ne l'avait rétabli dans la jouissance de ses droits civils que pour l'avenir , sans porter aucune atteinte aux effets produits par sa mort civile pour le passé , et que l'un de ces effets avait été de l'exclure de la succession de son fils , ouverte en 1794 , durant sa mort civile.

Le 9 mars 1818 , jugement du tribunal de première instance siégeant à Douai , qui rejette les moyens proposés par les comtes de Carion , et envoie les mineurs de Béthune en possession des biens non vendus , confisqués sur la succession de l'enfant du premier lit de leur père.

Ce jugement est confirmé , sur l'appel , par un arrêt de la Cour royale de Douai , du 30 juin 1819 , conçu dans les termes suivans : « La Cour , vu l'art. 2 de la loi du 5 décembre 1814 ainsi conçu : « Tous les biens meubles et immeubles séquestrés ou confisqués pour cause d'émigration , ainsi que ceux advenus à l'Etat pour cause de partage , successions ou pro-

successions, qui n'ont pas été vendus et sont actuellement parties du domaine de l'État, seront rendus à ceux qui en étaient propriétaires, ou à leurs héritiers ou ayans cause.

Attendu qu'il est évident que, par ces mots, *à ceux qui en étaient propriétaires, ou à leurs héritiers ou ayans cause*, la loi entendait les rendre à ceux qui en ont été dépossédés par les lois relatives à l'émigration, et par conséquent que les biens vendus par suite de la succession de Marie-Eugène-Gaston-Louis-Castelle de Béthune doivent être rendus à son père, son héritier, en vertu de la loi du 17 nivôse an 2, et par suite aux enfans du second lit de ce dernier, condamnant les comtes de Carnon à abandonner aux mineurs de Béthune la propriété et jouissance des bois dont il s'agit.

L'arrêt est déposé à la Cour de cassation par les comtes de Carnon; ils lui reprochent d'avoir violé tout à la fois les lois sur les successions et l'art. 2 de la loi du 3 décembre 1813.

Mais, le 5 janvier 1821, arrêt de la section des requêtes, M. Henrion de Pansey président, M. Housset rapporteur, M. Durieux avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Joubert, avocat-général; — Attendu que le jeune de Béthune, issu du premier mariage du comte de Béthune avec la fille du marquis de La Fayette, est mort investi des droits héréditaires de sa mère; que ces biens ont été dévolus au comte de Béthune, son père, par la loi du 17 nivôse an 2; que le père en était saisi suivant le droit commun; que ce droit a été seulement suspendu par suite des lois sur l'émigration, qui l'avaient transmis au ~~État~~; mais que, les droits civils ayant été depuis rétablis aux émigrés, la transmission opérée d'après la loi du 3 décembre 1813 n'a pu être faite par l'État, qui a été tenu au maintien de l'hérédité, qu'à l'indulgence du comte de Béthune, comme ancien propriétaire, en qualité d'héritier de son fils; — Rejetter, etc.

*Note.* La Cour de cassation a jugé, par arrêt du 7 août 1820, que la succession d'un émigré amnistié après son décès n'est véritablement ouverte qu'au jour de l'amnistie, et qu'elle est dévolue aux parents du défunt étant en ordre de lui succe-



der à cette époque, à l'exclusion de ceux qui auraient recu la succession, si elle se fût ouverte au moment de la mortuelle de l'émigré. Cet arrêt, comme celui qui précède fondé sur le principe que c'est l'époque de l'amnistie ou la restitution, et non celle du décès de l'émigré, qu'il faut considérer, pour décider quels sont ceux qui sont habiles à succéder. ( Voy. aussi l'arrêt Duclaux, tom. 21, pag. 43.

### COUR DE CASSATION.

*Lorsque le conseil de l'accusé est appelé comme témoin aux débats, l'accusé doit-il, A PEINE DE NULLITÉ, pendant l'audition de ce témoin, être assisté d'un autre conseil choisi par lui, ou nommé par le président? (Rés. aff.)* Code d'inst. crim., art. 294 et 319.

PAUL FOLLACCI.

Du 4 janvier 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. Baris président, M. Busschop rapporteur, M. Nicod avocat par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Hua, avocat général; — Vu l'art. 294 du Code d'instruction criminelle portant : « L'accusé sera interpellé de déclarer le choix qu'il aura fait d'un conseil pour l'aider dans sa défense, sinon le juge lui en désignera un sur-le-champ, à peine de nullité de tout ce qui suivra. »; — Vu aussi l'art. 319 du même Code qui est ainsi conçu : « Après chaque déposition, le président demandera au témoin si c'est de l'accusé présent qu'il a entendu parler; il demandera ensuite à l'accusé s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui. — Le témoin ne pourra être interrompu; l'accusé ou son conseil pourront le questionner par l'organe du président, après sa déposition, et dire, tant contre lui que contre son témoignage, tout ce qui pourra être utile à la défense de l'accusé. »; — Considérant que l'avocat Gaffori, conseil choisi par l'accusé, aux termes dudit art. 294, a été appelé comme témoin par le Ministère public, et entendu en cette qualité aux débats; que, pendant l'audition de ce témoin, il n'a pas été fait choix

chargé d'un autre conseil, et qu'à défaut de ce choix, il n'en a pas été nommé un d'office par le président; que, par une partie des débats, il n'y a donc eu pour l'accusé ni pour d'un conseil de sa part, ni nomination pour lui par le président; qu'ainsi l'accusé a été privé, pendant cette époque de réclusion, sans son fait et sans le fait du conseil par lui antérieurement choisi, de l'assistance d'un conseil; que conséquemment il n'a pu pour des moyens de défense que l'art. 319 prescrit l'autorisant à faire valoir par son conseil, comme par lui-même, contre la deposition de chaque témoin; qu'il y a eu en l'infraction à la disposition du lit art. 294, prescrite à peine de nullité; D'après ces motifs, faisant droit au pourvoi de Paul Follace, Cassé et Annulé les débats, et par suite l'arrêt de condamnation rendu contre Paul Follace.

## COUR DE CASSATION.

*L'art. 363 du Code pénal, qui autorise les tribunaux correctionnels à réduire les peines de l'emprisonnement et de l'amende, et même à ne prononcer que l'une ou l'autre de ces peines, lorsque les circonstances sont atténuantes et que le préjudice causé n'excède pas vingt-cinq francs, est-il applicable aux peines prononcées par la loi sur la censure des journaux? (Rés. nég.)*

DU VOYER.

Du 3 janvier 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. Barthe président, M. de Chantereine rapporteur, M. Odillon-Barrot, avocat, par lequel:

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Hua, avocat-général. Vu les dispositions de l'art. 5 de la loi du 51 mars 1820 ainsi conçue: « Tout propriétaire ou éditeur responsable qui aurait fait imprimer et distribuer une feuille, ou une livraison d'un journal ou écrit périodique, sans l'avoir communiqué au censeur avant l'impression, ou qui aurait inséré dans une desdites feuilles ou livraisons un article non communiqué et non approuvé, sera puni correctionnellement d'un emprisonnement d'un mois à six mois, et d'une amende

arrestation en a tiré la conséquence que l'ordre du commandant de police en vertu duquel des gendarmes avaient voulu arrêter ne pouvait pas être considéré comme un ordre d'autorité publique; que les officiers de police, comme tous autres fonctionnaires, n'avaient de pouvoir qu'autant qu'ils le conféraient la loi, et que, dès qu'ils sortaient du cercle de leurs attributions légitimes, ils perdaient ce caractère de puissance coercitive qui commande la soumission et le respect des citoyens. Supposez, disait-il, qu'un simple particulier lancé contre moi un mandat d'arrestation, que la gendarmerie se soit chargée du soin de l'exécuter, et que j'aie résisté à la force par la force: on n'irait pas, sans doute, jusqu'à prétendre que je pourrais être accusé et puni comme coupable de rébellion. Eh bien, quelle différence y a-t-il entre un homme privé qui usurpe un pouvoir quelconque, et un fonctionnaire public qui s'arroge un pouvoir qui ne rentre dans ceux que la loi lui a conférés? Ne sont-ils pas l'un et l'autre dans la voie de l'arbitraire? leurs actes ne sont-ils pas frappés de la même nullité? leurs injonctions ne sont-elles pas également privées de toute force obligatoire? Continuant le sieur Bernard, l'illégalité de l'action de la puissance publique dirigée contre ma liberté constitue nécessairement la légalité de ma résistance. Punir un citoyen pour n'avoir pas obéi à un fonctionnaire public qui n'avait pas le droit de lui commander, ce serait organiser l'arbitraire, et substituer la volonté mobile et souvent injuste des hommes à la volonté immuable et impartiale de la loi.

Du 5 janvier 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. de la Roche président, M. Busschop rapporteur, M. Buchot avocat général, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Hua, avocat général.....; — Considérant, sur le cinquième moyen pris de la fausse application de l'art. 209 du Code pénal, que résulte du texte formel de cet article qu'il y a crime ou délit de rébellion toutes les fois qu'il y a attaque ou résistance avec violence et voies de fait envers la force publique agissant pour l'exécution des ordres de l'autorité publique; qu'il résulte d'après l'instruction du procès, et déclaré con-





mente ? Rés. nég. Cod. civ., art. 25, 144, 147, 162, 163, 191 et 548.

LA DEMOISELLE JOLLIOT, C. LES HÉRITIERS MARTIN.

Le sieur *Martin*, ordonné prêtre en 1791, fut hanté par les événements de la révolution, de cesser l'exercice de son sacerdoce. Après la terreur, le sieur *Martin*, au lieu de reprendre les fonctions ecclésiastiques, parcourut une carrière civile : il se fit agent d'affaires.

Il paraît que, vers le milieu de l'année 1815, l'état du sieur *Martin* s'affaiblit considérablement, et qu'il lui échappa quelques traits de folie assez graves pour éveiller l'attention de sa famille, qui provoqua son interdiction dès le mois de mai de la même année. Mais les parens ne donnèrent point suite à cette demande, qui ne fut reprise que dix mois après.

Cependant, le 22 février 1816, le sieur *Martin*, après des publications préalables, épousa la demoiselle *Jolliot*. Le mariage fut passé devant notaire, quelques jours avant la célébration, et fut précédé d'une donation mutuelle, générale et irrévocable, en faveur du survivant des époux.

La folie du sieur *Martin* se renouvelait de temps en temps, et sa situation empirant chaque jour, sa famille reprit la poursuite d'interdiction, et la fit prononcer par un jugement du 30 juillet 1816. *Martin* est conduit à l'hospice de Charenton; il y meurt le 9 octobre suivant.

Le 28 janvier 1817, le sieur *Jacquin* et consorts, collatéraux du sieur *Martin*, du sang de la femme *Jolliot* ont fait une demande en nullité de son mariage et de ses conventions matrimoniales. Cette demande est fondée sur le vice de l'état du sieur *Martin* dans les ordres sacrés, et sur son incompétence notoire à l'époque du mariage.

La demoiselle *Jolliot* soutient les héritiers non recevables, attendu que l'action en nullité n'est ouverte aux collatéraux que dans les trois cas prévus par les art. 144, 147, 148 et 163 du Code civil; que le vice reproché au mariage du sieur *Martin* n'est spécifié par aucun de ces articles; qu'en conséquence il n'est point permis de suppléer au silence de la loi, et d'admettre d'autres moyens de nullité que ceux qu'elle a formellement fixés.

du 10 juillet 1817, jugement du tribunal civil de la Seine, lequel a déclaré nul et déclaré les héritiers nullement obligés.

Le 10 août, arrêt de la Cour royale de Paris qui confirme la sentence des juges. Cet arrêt est ainsi conçu : La Cour, vu l'acte de non recevoir, considérant que l'art. 184 du Code de procédure civile, et la section 1<sup>re</sup> de l'ordonnance de 1834, ne sont pas applicables, et la section 1<sup>re</sup> de l'ordonnance de 1834, toutes les fois que cette nullité est absolue et indépendante de tout ce qui touche le fond, et à l'égard du mariage, résultant de l'engagement de mariage dans les ordres sacrés, considérant qu'il est constant que le défendeur était engagé dans les ordres sacrés ; que jusqu'à la mort du roi, il était roi de France, comme dans tout le cours de sa vie, que l'engagement dans les ordres sacrés était un empêchement absolu du mariage ; que ce point n'a été ni contesté ni débattu, et que si, vu d'un temps, il y avait eu une erreur par une induction de l'art. 184 du Code de procédure civile, qui déclarait nul et déclaré nul un mariage, que cette erreur était une erreur commune, produite par l'effet de la section 1<sup>re</sup> de l'ordonnance de 1834, a dû cesser avec la promulgation de la Charte, qui, en déclarant la religion catholique, apostolique et romaine, religion de l'Etat, a donné à l'Etat la force de loi de l'Etat, relative à la religion de l'Etat ; — A l'égard du mariage, considérant que la démission du mariage, en déclarant nul et déclaré nul le mariage, avant et depuis son mariage, n'a pu être faite que par l'extinction et le mariage, et non par l'extinction ; que, dès lors, l'acte de non recevoir, dans lequel, suivant l'art. 184 du Code, il n'y avait rien de plus ; — En ce qui touche les effets civils du mariage, considérant que Marie-Alexandrine Juchot, d'un côté, et le sieur Juchot, de l'autre, la Cour met ce point à part, déclare nul et de nul effet le mariage contracté le 10 janvier 1817, entre Marie-Alexandrine Juchot et le sieur Juchot, ensemble l'acte du 8 dudit mois de janvier, contenant les conventions relatives audit mariage.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 184 du Code civil, et pour excès de pouvoir. — Pour attaquer un mariage dit la demanderesse, il faut le concours de deux conditions : il faut que le moyen de nullité ait été prévu, spécifié par le texte formel, et que celui qui le propose en ait reçu l'autorisation d'une loi positive. Ce principe est incontestable.

Et d'abord, le premier moyen de nullité proposé par les intimés du sieur Martin n'est prévu par aucune loi, et cela suffit pour l'écarter. Ensuite, eût-il été prévu, il n'appartient pas aux adversaires : ils seraient par conséquent non recevables à l'invoquer. A l'égard des collatéraux, l'art. 184 du Code civil a précisé les différens cas dans lesquels l'action en nullité leur est ouverte. Ils sont au nombre de cinq : l'âge, la bigamie, la parenté, le défaut de publicité, l'incapacité de l'un des civils. Hors de ces hypothèses, il n'y a plus d'action pour les collatéraux, et dans ces hypothèses mêmes, leur action n'est admise qu'autant qu'ils ont un intérêt né et actuel. Les intimés Martin ne se placent dans aucune des espèces prévues : ils sont donc non recevables dans leur demande en nullité par le moyen qu'ils invoquent, lors même qu'il serait fondé. Ils auraient nécessairement leur échapper. En effet, la question n'était pas de savoir si la prêtrise établit une incapacité. Bien si cette incapacité, supposée réelle, pouvait être invoquée par les collatéraux. Or le problème était forcément résolu en leur faveur par l'art. 184 du Code. Ce moyen leur est épuisé. Les collatéraux ne sont point chargés du maintien de la publicité : le seul mobile qui les fait agir, c'est l'intérêt pécuniaire. Mais cet intérêt n'est pas assez favorable, assez puissant pour qu'on doive les admettre indistinctement à proposer toute sorte de moyens de nullité : il faut donc qu'ils se contentent de ceux qui leur ont été limitativement fixés par la loi.

Mais, a dit la Cour royale, l'art. 184 du Code est seulement énonciatif, et non limitatif des nullités qui appartiennent aux collatéraux ; et s'emparant de cette proposition, les intimés citeront pour exemples le mariage d'un individu déclaré mort civil, celui contracté entre l'adultère et l'adultère dont la nullité appartient incontestablement aux collatéraux. Mais ces moyens n'ont pas été prévus par l'art. 184.

ne ont puë dans l'art. 348, qui interdit le mariage  
 à qui est l'ad. pté, n'est pas, le seule. Cet article  
 ne s'applique à la parenté adoptive la probat on de  
 l'ad. pté naturelle par l'art. 16 et 17. Ainsi,  
 l'ad. pté ne s'éc. rive; et le mariage que celle res  
 pect de la parenté adoptive pourrait être rep. r. par l'art.  
 348, serait moins en vertu de l'art. 348 qu'en con  
 séq. de l'art. 16 du Code. Quant à la demoiselle, les hé  
 ritiers n'étant non recevables à la pr. p. et comme  
 l'ad. pté. Leur droit, leur règle de conduite, tout  
 est par l'art. 17 du Code. La demoiselle est pour eux  
 une opposition au mariage, mais sans une cause de  
 nullité.

En conséquence, reprenant les défendeurs, que la Cour a déboutés, la présente au thugbré des impôts



dirimans du mariage. Mais le silence du Code n'est équivoque, et ne peut être pris pour un refus de cet empêchement. Avant la révolution, la loi positive n'avait réglé cette matière, et cependant les Cours souveraines étaient unanimes; partout les mariages des prêtres étaient déclarés nuls. On les annulait par application des lois de l'Eglise, qui, sur ce point de discipline, ont la même force que les lois de l'Etat. Que dans les temps de schisme et d'hérésie cette jurisprudence ait sommeillé, que même les papes immoraux aient implicitement permis le mariage des prêtres, cela se conçoit; mais aujourd'hui que ces maximes sont plus, aujourd'hui que l'art. 6 de la Charte a consacré les anciennes maximes, il n'est plus permis de mettre en avant l'incapacité du prêtre et la nullité du mariage qu'il contracte.

De quelle nature est cette nullité? C'est évidemment une nullité absolue, d'ordre public, et qui peut être proposée par tous ceux qui ont intérêt à s'en prévaloir. Autrefois les collatéraux étaient admis à la proposer. Il n'y a point de loi qui leur en prive aujourd'hui de ce droit. L'exercice de ce droit est indépendant du silence du Code, parce que ce n'est pas précisément de cette loi, mais bien de l'art. 6 de la Charte que dérive la nullité du mariage, et par suite le droit de l'attaquer. Au surplus, l'art. 184 du Code civil dispose en termes généraux, mais non pas exclusifs, de toutes les nullités si claires, si certaines, si essentielles à l'ordre public, qu'il ne faut pas de loi pour autoriser les particuliers à les invoquer; lorsqu'elles ont intérêt à le faire, il en faudra une pour leur en interdire la faculté. Par exemple, viendra-t-on contester aux collatéraux le droit d'attaquer le mariage de leur parent contracté depuis sa naissance? Ou ne l'osera point, parce que l'intention du législateur a été formellement manifestée par la discussion au conseil d'Etat et au Tribunat. Cependant la faculté de proposer cette nullité n'est accordée aux collatéraux ni par l'art. 184, ni par aucun autre article du Code civil. Opposer que dans ce cas il n'y a point de mariage, c'est une véritable subtilité. L'incapacité de l'individu mort civilement n'est ni plus consistante, ni plus absolue que celle du prêtre. Il y a mariage de

que l'on ne dans l'autre. Mais il n'est point valable aux  
la loi civile. Il faut donc en faire prononcer la nullité.  
et la force de reconnaître que la prescription du ma-  
la loi civile et l'obligation peut durer, et elle est en-  
en outre à l'action des collatéraux en nullité. L'opé-  
soit être péral de la loi civile n'aurait pas de sens.  
et il est que l'art. 18, du Code civil n'est point li-  
proposant sur les autres. L'ordonnance nullité toutes les  
de nullité est admette, et qu'en le déclarant ainsi,  
après, c'est en conformité aux principes de la matière,  
et à l'art. 18. Ce principe a été de l'importance du pré-  
de l'ordonnance et de l'état de l'ordonnance : un acte ne peut va-  
à l'ordonnance, et la nullité d'un acte n'est point d'ac-  
à l'ordonnance, il est d'écarter, et quelle peut être proposée  
à l'ordonnance, et par conséquent par les héritiers.  
L'ordonnance, article de la section civile, M. Bignon  
et M. F. 2, des rapporteurs, MM. Tais cyre et Secré-  
par lequel :

COEUR, Sur les conclusions confirmées de M. Jourde,  
avocat, et après qu'il en a été délibéré en la chambre  
Vu l'art. 18, du Code civil ; Attendu que,  
à l'égard de la législation, les collatéraux ne sont re-  
à l'ordonnance les héritiers que les père et mère sont l'ordres  
et par la loi ; que ce principe est établi par la  
art. 18, avec le art. 27, et l'art. 17, 161,  
art. 17, 18 du Code civil, qui même loi n'est con-  
ordonnance et de l'ordonnance, dans les cas qui ont donné lieu  
à l'ordonnance du mariage dans il s'agit, le droit de  
à l'ordonnance. Que, sous ce rapport, en supposant  
à l'ordonnance que l'on a été la base de l'ordonnance a été  
à l'ordonnance et de l'ordonnance que la loi a été attachée  
à l'ordonnance aux du sieur Martin le droit de les pro-  
à l'ordonnance et de l'ordonnance de Paris, et de l'ordonnance  
à l'ordonnance et de l'ordonnance et de l'ordonnance par l'ordonnance  
à l'ordonnance et de l'ordonnance dont il se prévalent, et  
à l'ordonnance et de l'ordonnance, et l'ordonnance et de l'ordonnance,  
à l'ordonnance et de l'ordonnance, un droit qu'aucun d'ordonnance  
à l'ordonnance ; Casse, etc. »

## COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

*Le célibataire qui a fait une donation déguisée sous d'un contrat onéreux, et qui s'est marié ensuite, est-il admis à prouver cette simulation et à demander la révocation de l'acte, dans l'intérêt des enfans provenus du mariage ? ( Rés. aff. )*

LE SIEUR DARMENTE, C. LA DAME BUZY.

En général, les parties contractantes ne sont point obligées à arguer de simulation les actes qu'elles ont consentis librement et sans aucune violence praticquée à leur égard. Ce principe, établi par Danty, dans son *Traité de la Prétention*, chap. 7, a été consacré, depuis le Code, par plusieurs arrêts, notamment par un arrêt de la Cour de Paris, du 29 avril 1809, rapporté dans ce recueil, pag. 529. L'inconvénient de revenir contre des actes consentis par eux la présomption légale, le danger des prétentions, la difficulté de distinguer les signes de la simulation, et enfin le peu de faveur qui mérite une partie qui vient révoquer un acte d'une sorte de violence faite à la loi, lorsqu'elle en est complice, tels sont les motifs qui ont fait introduire cette règle salutaire, sans laquelle les contrats les plus respectables n'auraient plus qu'une existence précaire et incertaine. La Cour royale de Toulouse n'a-t-elle pas reconnu le principe en général, mais elle a pensé qu'il était susceptible d'exception dans le cas où, comme dans l'espèce, la simulation avait profité qu'à l'une des parties, et qu'elle avait pu éluder une disposition légale sur la révocabilité des donations pour cause de survivance d'enfans ; elle a vu que le père qui avait posé la simulation pour faire revivre un contrat infecté de ce vice agissait bien moins dans son intérêt que dans celui de ses enfans, et qu'alors son acte était déguisé par les art. 960 et 965 du Code civil. Sous ce rapport l'arrêt de la Cour royale nous paraît complètement

Le sieur Darmenté portait à la dame Buzé, sa femme, une tendre affection, et plus d'une fois il avait exprimé l'intention





et concordantes. Telle est l'opinion de d'Argentré sur l'article de la Coutume de Bretagne, et la raison qu'il en donne, c'est qu'un contrat qui est nul ne peut être appelé contrat, n'est pas susceptible d'exécution. *Contractus habent, substantiam vero nullam: nulla quippe conventio inutilis, nulla est actus agitur, sed fingitur.* C'est aussi l'avis de Dumoulin, sur la Coutume de Paris.

Au surplus, on peut admettre, dans l'hypothèse, la généralité du principe posé par le tribunal civil, sans en redouter les conséquences. En effet, sur quoi ce principe est-il fondé? Sur ce que personne ne peut être admis à invoquer sa propre turpitude pour sa défense. Ainsi, lorsque la simulation d'un acte est entachée de recel, de la part de celui qui l'attaque, aucune intention frauduleuse; lorsque le fait que l'on a cherché à couvrir d'un voile mystérieux ne fut point son ouvrage; lorsque enfin la simulation a été innocente de sa part, et qu'elle ne devait lui profiter en aucune manière, il est évident que cette partie peut s'élever sans honte contre son propre engagement et en demander la nullité. C'est une exception à la règle générale, exception que la seule raison indique, et qui, d'ailleurs, est appuyée des plus graves autorités.

Le sieur Darmenté peut-il être soupçonné de s'être rendu volontairement complice de la simulation qui a prévalu au contrat dont il s'agit. Non, sans doute; car donner une donation sous la forme d'un contrat onéreux, c'est chercher à la mettre à l'abri de la révocation prononcée par la loi en cas de survenance d'enfants; c'est vouloir tromper la sage prévoyance du législateur, qui, pensant bien que l'auteur du bienfait ne se serait pas ainsi dépouillé s'il avait eu des enfans, rappelle la libéralité dans ses titres du moment qu'il devient père. Or, comment supposer que le sieur Darmenté, aspirant encore aux douceurs de la paternité, ait voulu renoncer au droit de reconnaître sa donation, si la Providence comblait ses vœux, et que, méconnaissant l'indivisible des affections, il ait entendu se défaire de sa part de ses propres enfans! Ce serait ôter à la nature, offenser la raison, que d'admettre une pareille hypothèse: ce serait rendre le donateur gratuitement complice d'un acte

elle sans aucun intérêt pour lui, devait exclusivement tourner à l'avantage du donataire. L'intention du sieur Darmont, d'appliquer par sa position, il était alors célibataire, et voulait donner à sa sœur des preuves de sa bienveillance. Il lui était indifférent, pour arriver à ce but, de prendre la forme de la donation ou du contrat onéreux, la loi lui permettant de faire indistinctement ce qu'il aurait pu faire d'une manière directe. Mais comme la dame Bazzy n'avait pas des vices aussi pures, et qu'elle voulait, comme elle l'a dit elle-même, her son frère d'une manière irrévocable, il est évident que celui-ci, en prenant la forme de l'obligation, n'a fait que céder à l'influence du donataire, et qu'il a donné franchement dans le piège qu'il-même lui tendait (1). Il est donc certain que la dame Bazzy est le seul auteur de la fraude, que cette fraude ne devait profiter qu'à elle seule, que son frère n'en fut point complice, qu'il avait même un intérêt contraire : d'où il résulte que ce dernier est aujourd'hui nécessaire à l'attaquer, pour écarter de simulation, l'acte dans lequel il a figuré comme

Maintenant, l'obligation des 6,000 fr. est-elle une donation déguisée. Si c'est une donation, doit-elle être révoquée par la survenance d'enfants. Tels sont les deux points qui restent à examiner.

Quant à la simulation de l'acte, il est impossible d'en douter. Toutes les circonstances se réunissent pour l'établir. D'abord les liens qui unissent entre les parties contractantes, l'amitié qui existait entre elles, l'intention manifestée plus d'une fois par le sieur Darmont de faire passer toute sa fortune dans la main de son neveu, le premier testament fait à son profit, voilà surtout de tels qui prêtent à la donation un caractère de vérité et de sincérité très-frappant. Mais si l'on veut ajouter à ces circonstances, l'impression du défaut absolu de fortune de la part de la dame Bazzy, qui n'a reçu en mariage que 500 fr. ; l'amour-propre qu'elle avait de prêter à son frère une somme

(1). On offrirait de prouver que la dame Bazzy avait dit à plusieurs personnes, qu'elle parvenait à rentrer en grâce avec son frère, et le le trait de telle manière qu'il ne pourrait plus révoquer ses libéralités.

aussi considérable ; enfin , et surtout les clauses insolites de l'acte, qui ne rendent le prêt exigible qu'au décès du prêteur débiteur, et le dispensent du paiement des intérêts pendant sa vie, on sera forcé de céder à l'évidence , et de reconnaître dans tous ces indices le véritable caractère de l'acte , c'est d'une donation déguisée sous l'apparence d'un contrat onéreux.

Que cette donation, bien que cachée sous la forme d'un prêt ait été révoquée par la survenance d'un enfant du donateur, c'est un point trop constant pour qu'on puisse élever le moindre doute à cet égard. L'art. 965 du Code civil déclare nulle sans effet toute clause ou convention par laquelle le donateur aurait renoncé à la révocation de la donation pour survenance d'enfant. Or il importe peu que cette renonciation ait été faite directement ou par une voie détournée ; elle est toujours nulle aux yeux de la loi, et par conséquent elle ne peut faire obstacle à la révocation.

Dans l'intérêt de l'intimée , on s'est d'abord efforcé de justifier la fin non recevoir adoptée par les premiers juges. — C'est un principe incontestable , a dit son défenseur , que les parties contractantes ne sont pas recevables à attaquer de simulation les actes qu'elles ont bénévolement consentis. Il n'y a d'exception à ce principe que pour le cas où la simulation du contrat est prouvée par un autre acte du fait des mêmes parties. Mais, lorsque l'un des contractans oppose à l'autre une prétendue simulation, sans en avoir la preuve par écrit , il ne doit s'en prendre qu'à lui-même d'avoir négligé cette précaution : la présomption est alors pour la vérité de l'acte ; et les règles du droit , les saines maximes de l'équité, la rigueur des ordonnances qui défendent d'admettre des présomptions ou la preuve vocale contre et outre le contenu aux actes, tout s'oppose à ce qu'on puisse attaquer aussi légèrement un contrat qui a pour lui l'autorité et le sceau de la loi, et qui fait foi de son contenu jusqu'à l'inscription de faux. Si, sur de simples présomptions ou sur l'offre d'une preuve par témoins, toujours suspecte, il était permis d'attaquer une convention régulière ; s'il était possible à l'une des parties de se soustraire à son obligation en disant : « L'acte est simulé, j'offre de le prouver ;

les témoins sont prêts, je supplie la justice de les entendre. Mais, s'il y avait plus rien de stable dans la société ; les contrats les plus saints, les actes les plus sacrés, n'auraient plus qu'une existence métraine et incertaine, et les fortunes les mieux établies pourraient être impunément compromises. Ainsi, un débiteur, malgré l'authenticité de son obligation, pourra se dispenser de payer ; en produisant, à l'appui de deux ou trois témoins commandés, que son engagement est une donation déguisée, que la dette venant d'enfant à son père nulle ou révocable. Ce n'est point la loi, c'est la loi : c'est au contraire et grave inconvénient qu'elle a voulu prévenir en proscrivant, par l'art. 1541 du Code civil, la preuve testimoniale contre et outre le contenu aux actes. Ainsi, de deux choses l'une, ou le contrat est tenu, ou il est nul : dans le premier cas, l'équité veut qu'il soit fidèlement exécuté de part et d'autre ; dans le second, aucune des parties ne sera recevable à l'alléguer, parce que la simulation est un tort qui leur est commun, et que personne n'est admis à invoquer sa propre turpitude pour sa défense. C'est une acquisition que de prétendre que, dans une donation déguisée, la fraude ou la simulation prouve le nullement du fait du donataire. C'est une véritable pouton de principe ; c'est de nier d'avance ce qui en est question, c'est se livrer à un sophisme que l'on n'autorise pas. Avec un pareil système on pourrait transformer en contrats gratuits tous les actes onéreux, et admettre, dans tous les cas, les débiteurs à la preuve de la simulation des actes les plus sincères et les plus réguliers ; tout serait alors livré au danger de l'arbitraire.

La loi fait une distinction entre les parties contractantes et les tiers. Quant aux parties, la simulation et l'adultère ouvrage, ne peuvent plus le droit de s'en plaindre. Au contraire, les tiers étant étrangers à cet adultère, et n'ayant pas été les auteurs de l'adultère des parties pour s'en défendre, ils se sont vus à l'opposer aux contractants, par un motif que les présomptions pour eux alléguées sont graves, et que de leur silence et de leur complaisance naissent de violents soupçons de fraude et de simulation. Voilà les véritables principes. Les tiers, les tiers, les tiers ne sont parties que dans le sens de la loi ; ils n'ont pas plus de droit que



leur père ; ils en ont même beaucoup moins , puisque la révocation ne leur profite pas , qu'elle ne leur confère aucun droit sur la chose donnée , et qu'au contraire le père reste toujours le maître d'en disposer à leur préjudice.

Passant ensuite aux circonstances de fait , le défenseur continué s'est attaché à établir la sincérité du prêt et à combattre les présomptions graves qui semblent militer contre cette supposition.

Du 9 janvier 1821 , ARRÊT de la Cour royale de Toulon première chambre, M. de Faydel président, MM. Romégnès et Barrié avocats , par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Bastoulh , avocat-général ; — Attendu que la qualité des parties qui figurent dans l'acte du 25 mars 1811 ; la circonstance que Jean Darmenté était alors sans enfans ; les dispositions testamentaires qu'il avait faites en faveur de sa sœur , et qui prouvent ses intentions de la gratifier ; l'acte par lequel il révoqua ses premières dispositions , et qui ont inspiré à Philippe Darmenté le besoin de lier son frère par un acte irrévocable ; l'impossibilité où elle était de prêter une somme de 6,000 fr. ; l'absence de semblance que son mari , dont la fortune est très-élevée , lui eût fourni une pareille somme ; les clauses de l'acte du 25 mars 1811 , où on ne mentionne aucune numération d'espèces , et où le prétendu créancier se soumet à n'exiger le capital qu'au décès du prétendu débiteur , avec renonciation à tout intérêt ; tout prouve la simulation de l'acte du 24 mars 1811 ; — Attendu que cette simulation fut accompagnée d'une tentative de dol et de fraude , ayant pour objet d'échapper les dispositions de la loi sur la révocabilité des donations entre-vifs pour cause de survenance d'enfans , mais que ce dol et cette fraude furent entièrement l'ouvrage de Philippe Darmenté , et d'individus étrangers à son frère , qui , évidemment , n'avait aucun intérêt à les commettre ; — Attendu que , si il est de règle que la simulation d'un contrat ne peut être alléguée et prouvée par les parties qui y ont signé , c'est par une suite du principe que nul ne doit être admis à alléguer sa propre turpitude ; que dès lors , la règle cesse lorsque la simulation a été accompagnée d'une fraude de la part de celui qui allègue

obligation ; que les auteurs et les tribunaux l'ont constamment et céd. ainsi, et que, d'après ce qui a été dit plus haut, cette règle peut être applicable à Jean Darmenté, avec d'autant plus de raison que, dans l'espèce, ce dernier agit plutôt comme tiers qui pour lui, et qu'il importe à l'ordre public empêcher qu'on se fonde sur des dispositions législatives sur la révocabilité de donations entre vifs pour cause de survenance d'enfants ; — Attendu que l'affectation de deniers, sous les apparences d'un contrat ou d'un acte de simple libéralité, place le donataire sous l'influence des dispositions parties par l'art. 155 du Code civil ; — Attendu que la preuve offerte par Jean Darmenté serait admissible en droit ; mais qu'elle est écartée en fait, d'après les présomptions qui en font dépit ou défaut ; — Attendu que l'appel est fondé, mais que la qualité de parties autorise la compensation des dépens ; — Valant tout aux parties, et sur l'appel relevé par la partie de Mallatou, révoquant le jugement du 9 mai 1810, Déclarer que les 5 mars 1811 simulés, sous l'unique objet de déguiser, sous les apparences d'un contrat d'obligation, une donation entre vifs de la somme de 5000 fr. ; et de la survenance d'un enfant légitime du donateur, laquelle révoque de plein droit les libéralités antérieurement faites par le père, et annule le dit acte du 15 mars 1811 ; ce faisant, ordonne la restitution des assignations qui ont pu être prises en vertu d'icelui ; enjoint aux parties de se présenter au tribunal de Cassation, le 15 août 1811, pour l'appel de l'arrêt de la Cour de Cassation, par Darmenté, partie de Mallatou, et c.

## COUR DE CASSATION.

Les associés en participation sont-ils tous solidièrement obligés pour les engagements que chacun d'eux a contractés, et sont-ils tenus à l'effet de l'association ? (Aff. nég. ) Cod. de Comm., art. 18 et 19.

Gravès, C. Dourdan et Barthe.

La question qui se présente ici est importante entre la Cour de Cassation et la Cour de Paris. La maison Martin-Puech, le sieur Dufillou et autres ont acquis, pour l'achat de terres sur le



de Naples. On a prétendu que le sieur *Dolfus* est  
de nombre des associés; mais ce fait n'a pas été suffisamment  
prouvé. Quant au sieur *Dolfus*, il est certain qu'il a fait  
une mise de fonds, et que, sans de rapport, la société n'avait  
rien de lui.

Le sieur Desprez, l'un des associés, a sonneté pour 28,000 fr. de lettres de change au profit du sieur Girard, négociant à Marseille. Les valeurs de ces lettres de change étaient au profit de l'association. — Le sieur Desprez ayant fait faillite ainsi que la maison Martin-Duch, le sieur Gramier s'est pourvu contre les sieurs Duthey et Dollfus, coassociés, pour les faire condamner solidairement au paiement de lettres de change.

Jugement du premier instance, et arrêt de la Cour  
 de Paris, du 11 juillet 1819, qui résistent successivement et  
 prétendent, « Attendu, en droit, que les membres d'une  
 association en participation ne sont point solidaires; que leur  
 arrangement particulier se référant qu'à eux et seul étend  
 aux tiers, pour et d'eux, que contre le nombre de  
 associés avec lequel ils ont traité, et non contre les autres,  
 même que ceux ne se sont puvent relever à la société de  
 quelque chose, puisqu'en cas ils peuvent agir continuellement  
 concurremment de la somme due, non plus de leur chef, mais  
 comme exerçant le droit de l'associé leur débiteur; qu'en fait  
 l'associé n'a point traité avec Granier; qu'il ne doit rien à la  
 société; en conséquence, qu'il n'est pas tenu de payer la somme  
 au delà, et qu'à l'égard de Deltus, sa participation à la société  
 n'est pas prouvée ».

[illegible]



*vente, et revendiquer les bois vendus, dans la faillite de l'acheteur ? (Rés. nég.)*

*Lors même qu'une revendication a été admise par les juges de la faillite, peut-elle être contestée par les syndics ? (Rés. aff.)*

DE MESGRIGNY, C. LES SYNDICS GENTIL.

Ainsi jugé par ARRÊT de la section des requêtes, du 10 janvier 1821. (Voy. le tom. 1<sup>er</sup> de 1823, pag. 129.)

### COUR DE CASSATION.

*Pour que les juges ou conseillers honoraires aient le droit d'assister, avec voix délibérative, aux assemblées, aux chambres et aux audiences solennelles, faut-il que le droit leur ait été expressément conféré par des lettres du souverain, expédiées à cet effet ? (Rés. aff.)*

*L'arrêt auquel des conseillers honoraires qui n'avaient point obtenu ces lettres ont concouru est-il nul ? (Rés. aff.)*

LA DAME JÉGU, C. LA DEMOISELLE DE CRYEL.

Le testament de M. le comte de Seron avait fait naître une contestation sérieuse entre sa veuve, aujourd'hui madame Jégu, et la demoiselle de Cryel, légataire du défunt. Cette contestation, dévolue par appel à la Cour royale d'Amiens, fut jugée définitivement par arrêt du 20 février 1810 rendu en audience solennelle, au nombre de dix-sept juges parmi lesquels étaient un président et quatre conseillers honoraires. Il faut remarquer que les cinq magistrats honoraires qui ont concouru à l'arrêt du 20 février n'ont été nommés que par l'ordonnance d'institution de la Cour d'Amiens, sans aucune spécification particulière : ils sont simplement compris dans cette ordonnance en qualité de juges honoraires.

La dame Jégu, à qui l'arrêt de la Cour royale n'était point favorable, en a demandé la cassation. Son principal moyen était pris de l'incapacité des conseillers honoraires qui avaient concouru à l'arrêt attaqué, au mépris de l'art. 77 du décret du 6 juillet 1810, qui n'accorde le droit de siéger, avec voix

libérative, qu'à ceux qui ont obtenu du souverain des lettres expédiées à cet effet.

Du 10 janvier 1821, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* président, MM. *Trinquelague* rapporteur, MM. *Loiseau* et *Nicod* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Jourde*, avocat-général, — Et après délibéré en la chambre du conseil ; — Vu les art. 3 du décret du 2 octobre 1807 et 77 de celui du 6 juillet 1810 ; — Attendu que de la combinaison de ces deux articles il résulte qu'il y a deux classes de magistrats honoraires : les uns qui conservent simplement leur titre, leur rang et leurs prérogatives honorifiques, et n'exercent aucune fonction ; les autres qui, outre ces prérogatives, ont droit d'assister avec voix délibérative aux assemblées des chambres et aux audiences solennelles ; qu'aucune condition n'est exigée pour obtenir d'être placé dans la première de ces deux classes, mais qu'il n'en est pas ainsi pour l'être dans la seconde ; que l'article cité du décret du 6 juillet 1810 veut que les droits qu'il énonce leur soient conférés par des lettres qui les expriment ; — Attendu que les magistrats honoraires qui ont concouru à l'arrêt attaqué n'avaient point obtenu ces lettres et n'avaient droit qu'aux prérogatives honorifiques dont parle l'article 3 du décret du 2 octobre 1807 : d'où il suit qu'ils étaient sans caractère pour concourir au susdit arrêt ; — Par ces motifs, CASSE l'arrêt de la Cour royale d'Amiens, du 20 février 1819, etc. »

## COUR D'APPEL DE PARIS.

*Y a-t-il substitution prohibée dans la disposition par laquelle un testateur lègue L'USUFRUIT d'une chose à deux personnes SUCCESSIVEMENT, pour recueillir l'une après la mort de l'autre, et la PROPRIÉTÉ aux enfans A NAÎTRE de ces deux personnes, dans le cas où ils survivraient à celle qui mourra la dernière ? ( Rés. aff. ) Cod. civ., art. 899.*

MEGALLANT, ET DUPRÉ, C. LOUVET.

Cette question paraît difficile. Et d'abord, nous ne croyons

pas qu'on puisse voir une substitution prohibée dans la première partie de cette disposition, qui appelle deux à recueillir successivement *l'usufruit* d'une chose: — l'usufruit est un *droit personnel*, qui s'éteint par la mort de celui auquel il appartenait. Tel est le principe qui est consacré par la loi 3, § 3, ff. *quib. mod. u.* par l'art. 617 du Code civil. Or comment concevoir la possibilité que le légataire du premier usufruit soit chargé de *conserver et de rendre* (1), lorsqu'à son décès il perd tout ses droits à son usufruit, et en est dépouillé? Comment concevoir que ce premier usufruit soit *substitué* qu'il s'éteint à la mort de l'usufruitier?

Prétendrait-on que la chose substituée ici est le *seul* usufruit, et que le grevé est l'héritier du disposant? C'est vrai, l'opinion de Thévenot, dans son *Traité de substitutions fidéicommissaires*, n° 118; et cette opinion paraît être exacte dans un système de législation où l'héritier *ab intestat* était réputé gratifié par cela seul qu'on ne lui avait rien qu'on aurait pu lui ôter, et où dès lors l'héritier avait à conserver, et était en effet, réputé grevé par cela, n'était pas dépouillé (2). Encore ne voit-on pas trop le prétendu grevé, c'est-à-dire l'héritier *ab intestat*, être chargé de conserver et de rendre un usufruit de son vivant pas jouir.... Quoi qu'il en soit, il est d'autant moins possible aujourd'hui d'admettre une substitution, dans l'espèce qui nous occupe, qu'un des élémens essentiels de la substitution prohibée, selon l'opinion commune, savoir, la *survenance à la mort du grevé*, ne s'y rencontre pas. C'est bien à la mort du premier usufruitier que le second doit jouir, mais pas à la mort de l'héritier, qui, selon Thévenot, sera grevé. Au reste, cette opinion, qu'il ne peut y avoir de substitution dans un legs d'usufruit fait successivement à deux personnes, est enseignée par M. Rolland de Villargues, *des substitutions prohibées*, chap. 15, et par Salviat, *Traité d'usufruit*, tom. 2, pag. 19; elle a été consacrée de la n

(1) Code civ., art. 896.

(2) L. 1, § 6, ff. *de leg.*, 3°; L. 92, § 2, ff. *de leg.*, 1°; etc.

plus précise par un arrêt de la Cour royale de Paris, du 24 mars 1813, au sujet du testament de la dame *Briant*.

Cela posé, et s'il faut écarter la circonstance du double legs d'usufruit, la question par-là se réduira à savoir s'il y a une substitution prohibée dans la disposition qui appelle une personne à jouir de l'usufruit d'une chose, et qui appelle ensuite les enfans de cette personne ou un tiers à recueillir la propriété de cette même chose, dans le cas où ils survivraient à l'usufruitier. Pour la négative on peut dire : L'art. 899 du Code civil permet de léguer à l'un l'usufruit, et à l'autre la nue propriété, et déclare qu'alors il n'y a pas de substitution. Or, si dans ce cas la propriété peut être léguée purement et simplement, elle peut aussi l'être conditionnellement. Lorsque je dis : « Je lègue à *Pierre* l'usufruit de telle chose et à *Paul* la propriété. », je puis ajouter, si *Paul* survit, ou toute autre condition. Dans cela il n'existe qu'un legs conditionnel de la propriété à côté du legs pur et simple de l'usufruit ; mais les deux dispositions ne renferment pas de substitution.

Quoi qu'il en soit, il paraît que l'opinion contraire doit prévaloir. Écoutons M. Rolland de Villargues, chap. 15, n° 230 : « Il est un cas où celui auquel il n'a été légué en apparence qu'un simple usufruit semble devoir être considéré comme légataire de la propriété, et dès lors comme grevé de substitution : c'est celui où l'individu qui aurait été appelé à la propriété à la mort de l'usufruitier ne pourrait néanmoins la recueillir qu'éventuellement, et sous la condition de survie. C'est ce qu'enseigne Thevenot, page 192. Voici comment il s'exprime : « Un testateur aurait dit : *Je lègue la PROPRIÉTÉ de mes biens aux enfans à naître de mon fils, voulant qu'il se contente d'en jouir par USUFRUIT, sa vie durant* (1). Au décès du testateur, ce fils n'a point encore d'enfans. *Quid juris ?* Par le principe que la propriété ne peut rester en suspens, elle appartiendra au fils jusqu'à ce qu'il lui survienne des enfans, malgré la clause qui le réduit au simple usufruit. »

---

(1) C'est exactement l'espèce qui nous occupe.



« Qu'importe, ajoute M. Rolland de Villargues, que la clause qui appelle ainsi le nu propriétaire sous une condition éventuelle, et qui ne doit se vérifier qu'au décès de l'usufruitier, puisse, dans la rigueur des principes, être considérée comme renfermant seulement un *legs conditionnel*..... Nous avons vu ailleurs que, si, dans le doute, les tribunaux doivent maintenir les dispositions du testateur plutôt que de les annuler, d'un autre côté, ils peuvent, ils doivent même réprimer la fraude qui est faite à la loi prohibitive, en annulant les dispositions dont le résultat présente une véritable substitution..... »

« Et cette opinion, dans l'espèce même posée par Tenot, a été convertie en loi par le décret du 9 fructidor an 7 rendu en interprétation de la loi du 17 nivôse précédent. En effet, ce décret porte : (Sur la vingtième question, dante) : « à ce que la loi détermine la date et les effets d'une substitution directe faite au profit de l'aîné enfant que sera un citoyen désigné, avec disposition d'usufruit au profit de celui-ci, (la Convention nationale, considérant) : « nom près, une telle disposition ne présente qu'une substitution dont l'usufruitier se trouverait grevé envers l'aîné des enfans, et doit suivre les mêmes règles (c'est-à-dire annulée), décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer. »

La Cour royale de Paris a adopté cette opinion dans l'espèce dont il nous reste à rendre compte.

Par un testament olographe du 11 germinal an 12, la *Adrienne-Françoise-Marguerite Louvet*, épouse en secondes nocces du sieur *Germain Mégret*, a fait, entre autres dispositions, celles ci-après : « Je donne et lègue à madame *Marguerite Peggy-Pountney*, que j'ai élevée, soignée comme ma fille, 30,000 fr. à prendre sur tous les biens qui composeront ma succession. Néanmoins, mes légataires universels après nommés auront la faculté d'affranchir mes biens de rente, en plaçant, sur particuliers et avec privilège, une somme suffisante pour assurer à la demoiselle Pountney les 30,000 fr. et le placement ne pourra s'effectuer que de son consentement. Pour jouir, par ladite demoiselle Pountney, en usufruit, si elle ne se marie pas, et si elle se marie et qu'elle

décède, son mari en jouira également sa vie durant. Si il existe des enfans de leur union, survivant le dernier mourant d'eux, ils jouiront en toute propriété de la même rente ; mais si les enfans décèdent en minorité ou sans enfans légitimes, je veux que ladite rente et son principal retournent à mes parens et légitimes héritiers.

Une autre disposition instituait pour légataire universelle la dame *Catherine-Françoise-Agathe Louvet*, épouse du sieur *Leclouet-Dupré*, et sœur de la testatrice.

La testatrice est décédée. Il paraît que sa légataire universelle lui a survécu peu de temps.

La dame *Mégret* et le sieur *Dupré*, enfans et héritiers de cette dernière, ont demandé la nullité du legs fait à la demoiselle *Pountney*, devenue épouse du sieur *Louvet*, comme renfermant une substitution prohibée par le Code civil.

Cette prétention fut rejetée, par un jugement du tribunal de Pontoise, en date du 29 juillet 1819, — « Attendu que le legs fait par la dame *Mégret* à la demoiselle *Peggy-Pountney*, par son testament olographe, en date du 11 germinal an 12, est un legs d'usufruit seulement, ainsi que le porte le testament ; qu'un tel legs ne confère à la partie de *Duval* (la demoiselle *Pountney*) aucune propriété, même dans le sens de la substitution qui constitue le grevé propriétaire, sauf l'extinction du droit à la mort : d'où résulte que, ladite partie de *Duval* n'étant point, aux termes de l'art. 896, chargée de conserver et de rendre à un tiers ; la disposition pénale de l'article ne lui est pas applicable ; — Attendu qu'au contraire, dans l'espèce, la disposition de l'art. 899 est propre et appartient à la partie de *Duval* ; — Le tribunal, jugeant en premier ressort, sans avoir égard aux moyens, fins et conclusions de la partie d'*Alain* (les représentans de la légataire universelle), dont il les déboute, ordonne que le testament olographe de ladite dame *Mégret* sera exécuté suivant sa forme et teneur, à l'égard de ladite demoiselle *Pountney*, etc. » — Appel. — Les développemens dans lesquels nous sommes entrés au commencement de cet article nous dispensent de reproduire ici les moyens invoqués de part et d'autre sur la question ; nous ne pourrions que répéter ce que nous avons dit.

Du 27 janvier 1821; ARRÊT de la Cour d'appel de la première chambre, M. Séguier premier président, Pin et Hennequin avocats, par lequel :

LA COUR, — Faisant droit sur l'appel interjeté par la femme de la sentence rendue au tribunal de Pontoise, le 29 juillet 1819; — Considérant que l'acte est déterminé par l'ensemble de leurs dispositions le testament dont il s'agit, dans sa première disposition le legs d'une somme de 30,000 fr.; que, dans la disposition suivante, la testatrice ne fait que régler l'ordenance successive de ce capital, d'abord en faveur de Pountney, puis de son mari, et enfin de ses enfans; que la propriété de la rente et de son capital, que, la charge portant qu'en cas de mort des enfans en minorité, les enfans légitimes, ladite rente et son principal retournent aux parens et légitimes héritiers de la testatrice, il n'y a suspension et vicéritude de la propriété léguée, à partir du décès de la testatrice, jusqu'à ce qu'elle se réaliserait le dernier cas prévu; qu'une pareille disposition portant charge de conserver et de rendre, offre les caractères d'une substitution; que l'art. 896 du Code n'annonçant la nullité, même à l'égard du légataire, ne peut servir à diviser la disposition et de la réduire à un usufruit, la nue propriété restant, dès à présent, aux héritiers de la testatrice; que ces héritiers doivent subir la substitution dans son entier, ou recueillir les avantages de la substitution du Code; — Mais et Mais l'appellation de l'appel au néant, en ce que la délivrance a été faite par le défendeur Benjamin Louvet d'un legs de 2,500 fr. de rente; Et En attendant quant à ce, décharge Megallant et les parties de Dupin, des condamnations contre eux prononcées par le tribunal de Pontoise, le 29 juillet 1819, faisant droit au principal, déclare nul et de nul effet le legs de 2,500 fr. et de la jouissance ou usufruit de ladite rente, fait à Marguerite Peggy-Pountney, épouse de Benjamin Louvet, par le testament olographe de la femme Megallant, en date du 12; déboute en conséquence Louvet et les parties de Hennequin, de leur demande à cet égard.

Nota. Un arrêt de la Cour d'appel de Riom, du

1820, avait jugé qu'il n'y a point de substitution prohibée dans la disposition par laquelle un testateur institue plusieurs héritiers, avec la clause que, si l'un d'eux meurt sans enfans, sa portion sera réversible aux autres héritiers. Cette décision a été déférée à la Cour suprême; mais le pourvoi a été rejeté par arrêt du 10 janvier 1821, attendu que la clause du testament ne contenait point la condition expresse de conserver et de rendre, condition qui caractérise les substitutions fideicommissaires, prohibées par l'art. 896 du Code civil, et qu'ainsi les juges qui, en interprétant la clause, l'assimiler à une substitution vulgaire, ou bien au droit d'accroissement, et qui jugeant ainsi ils ne se sont pas mis en opposition avec l'art. 896 du Code n. Cela démontre que les questions de cette espèce tiennent presque toujours à l'interprétation de l'acte, et sont du domaine exclusif des Cours Reelles.

## COUR DE CASSATION.

Art. 155 du Code de procédure civile, qui veut que, quand, de deux ou de plusieurs parties assignées, l'une fait défaut et l'autre comparait, le défaut soit joint, et la cause renvoyée à un autre jour, pour en adjuger le profit, est-il applicable aux affaires qui doivent être jugées sommairement comme aux causes ordinaires? (Rés. aff.) Cod. de proc. civ., art. 405 et 450.

Lorsque deux personnes ont le même intérêt à demander la cassation d'un arrêt ou d'un jugement, leur suffit-il de constituer une seule amende, quoique les moyens présentés par chacune d'elles à l'appui de sa demande soient différens? (Rés. aff.)

BONNET ET CONSORTS, C. LES SIEURS GOGARD ET DESMARETS.

Les biens du sieur Rondel sont saisis à la requête des sieurs Gogard et Desmarets. Les derniers comprennent dans leurs saisies divers immeubles que leur débiteur avait précédemment vendus au sieur Arnould et à d'autres personnes. — Les tiers acquéreurs et le sieur Rondel lui-même forment opposition aux saisies, et les font déclarer nulles par deux juge-



ment le tribunal civil de Compiègne, en date du 10 j-

Les sieurs Gogard et Desmarest, ayant appelé de ces jugemens, ont intimé Rondel et les tiers détenteurs de la Cour royale d'Amiens.

Les tiers détenteurs n'ont point comparu, mais le sieur Rondel s'est présenté; et à l'audience du 28 avril 1819, il a proposé, par le ministère de son avoué, plusieurs fins de recevoir contre l'appel. Arrêt qui rejette les fins de recevoir, et ordonne à Rondel de plaider au fond.

Sur son refus de plaider, second arrêt du même jour, 28 avril, qui donne défaut tant contre Rondel, faute de plaider, que contre Arnould et consorts, faute de comparaître, et, jugeant contre tous les intimés, défaillans, le profit du défaut infirme les jugemens dont l'appel, valide les saisies, et donne la continuation des poursuites.

Le sieur Rondel et les tiers acquéreurs ont demandé la cassation de l'arrêt rendu par la Cour royale. Leur pourvoi est fondé sur la violation de l'art. 155 du Code de procédure, qui porte : « Si, de deux ou plusieurs parties assignées, l'une fait défaut et l'autre comparait, le profit du défaut sera joint et le jugement de jonction sera signifié à la partie défaillante par un huissier commis; la signification contiendra assignation au jour auquel la cause sera appelée; il sera statué par un seul jugement, qui ne sera pas susceptible d'opposition. »

Les demandeurs disaient : Aux termes de cet article, qui est l'art. 470, rend commun aux tribunaux d'appel, que devait faire la Cour royale d'Amiens? Elle devait joindre le défaut donné contre Arnould et consorts, non comparans, et renvoyer la cause à un jour indiqué, pour statuer sur le tout par un seul et même arrêt, non susceptible d'opposition. — Au contraire, la Cour d'Amiens a immédiatement adjugé le profit du défaut donné contre les tiers détenteurs; elle a statué au fond par un arrêt contre lequel l'opposition était recevable tandis que, si elle avait renvoyé, comme elle devait le faire, la cause à une autre audience, elle aurait prononcé sur le tout et avec toutes les parties, par un seul et même arrêt qui n'aurait pas été susceptible d'opposition. En intervenant de



cette manière la marche de la procédure, en exposant les parties au grave inconvénient de voir les oppositions se répéter, et de subir peut-être deux ou trois arrêts contraires dans la même cause, la Cour royale d'Amiens a méconnu la judiciaire combinaison de l'art. 153 du Code de procédure, et commis un excès de pouvoir.

Qu'on ne dise pas que les articles précités n'ont en vue que les causes ordinaires, et qu'ils sont inapplicables aux affaires susceptibles d'être jugées sommairement: car cette distinction n'existe nulle part. L'art. 153 est conçu en termes généraux et absolus. D'ailleurs, le législateur n'avait aucun motif pour créer une exception à l'égard des matières sommaires. En effet, dans ces sortes d'affaires, la marche prescrite par l'art. 153 est encore préférable, puisqu'elle a pour objet non seulement de diminuer les frais de la procédure, mais encore de prévenir les lenteurs que pourraient occasioner les oppositions successives des défaillans.

Les défendeurs ont cru entrevoir dans ce moyen de cassation la base d'une fin de non recevoir qu'ils ont opposée au pourvoi. Voici comment ils l'établissaient: L'ouverture de cassation proposée, ont-ils dit, appartient exclusivement aux tiers détenteurs, qui étaient défaillans. Mais elle est étrangère au sieur Rondel, et ce dernier ne peut pas s'en prévaloir, puisqu'il avait constitué avoué, et qu'à son égard le profit du défaut a pu être adjugé avec d'autant plus de raison qu'il n'a point réclamé contre cette mesure. Ainsi la défense de Rondel et celle des tiers acquéreurs n'ont rien de commun; ainsi le pourvoi des parties doit nécessairement être fondé sur des moyens différens. D'après cela, il fallait évidemment consigner deux amendes. Cependant une seule a été consignée, sans énoncer si c'était pour Rondel ou pour les tiers revendiquans. Dans cet état de choses, et vu l'impossibilité d'appliquer l'amende déposée à l'une plutôt qu'à l'autre des parties, il est certain qu'elles doivent toutes être déclarées non recevables dans leur pourvoi.

Quant au moyen de cassation, les défendeurs cherchaient à l'écarter en soutenant que l'art. 153 du Code de procédure ne concerne que les causes ordinaires; que son application

aux affaires sommaires, ou à celles qui doivent s'instruire sommairement, serait inconciliable avec l'art. 405, qui veut que ces sortes d'affaires soient jugées à l'audience, sur un simple acte. Pour fortifier ce système, les défendeurs faisaient remarquer que la disposition de l'article 153 n'était répétée ni au titre relatif aux procédures suivies devant le juge de paix, ni au titre qui règle la manière de procéder devant les tribunaux de commerce; qu'au surplus, aucune disposition du Code de procédure n'attachait la peine de nullité à l'inobservation de l'article 153. Enfin, les défendeurs prétendaient que, dans la supposition même où l'article 153 serait applicable aux matières sommaires, cet article ne pourrait plus être suivi dans les procédures de saisie immobilière, depuis le décret du 2 février 1811, puisqu'il enjoint aux juges de statuer sur l'appel du jugement de première instance, par un arrêt non susceptible d'opposition, dans la quinzaine de la notification du jugement au greffier (1).

Du 15 janvier 1821, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* président, M. *Porriquet* rapporteur, MM. *Guibout* et *Jacquemin* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Jourde*, avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en la chambre du conseil; — *Sur la fin de non recevoir* contre le pourvoi, fondée sur un prétendu défaut de consignation d'amenue, — Attendu que *Rondel* et ses acquéreurs avaient le même intérêt à demander l'annulation de l'arrêt qui a déclaré valables les saisies immobilières dont il s'agit, et qu'ainsi, quels qu'aient été les moyens présentés par chacun d'eux, à l'appui de leur demande, il leur a suffi de consigner une seule amende; — REJETTE la fin de non recevoir;..... — Au principal, vu les articles 153 et 470 du Code de procédure civile; — Considérant que l'article 1030 de ce Code, applicable aux

---

(1) A cet égard les demandeurs répondaient avec raison que le décret du 2 février 1811 ne s'appliquait qu'aux appels des jugemens qui avaient prononcé sur les nullités des procédures postérieures à l'adjudication provisoire, tandis que, dans l'espèce, il s'agissait de procédures antérieures à cette adjudication.

exploits et actes de procédure dont l'exécution est confiée aux officiers ministériels, n'est pas aux jugemens et à ce qui est prescrit aux juges par la loi ; — Considérant que l'article 153 du Code de procédure, conçu en termes généraux et absolus, sans distinction entre les affaires ordinaires et les causes sommaires, ou qui doivent être jugées sommairement, fixe les limites du pouvoir des juges et dicte le jugement qu'ils sont tenus de rendre dans le cas où, de deux ou plusieurs parties assignées, les unes font défaut et les autres comparaissent ; que l'obligation qu'il leur impose dans ce cas particulier, qui n'avait pas été prévu par l'ordonnance de 1667, est générale et devait l'être, parce que les abus résultans de la négligence ou de la prévarication de quelques huissiers, le danger des fréquentes contrariétés de jugemens, les lenteurs, les frais multipliés occasionés par les oppositions successives des défaillans (abus et dangers signalés au Corps législatif par les orateurs du Gouvernement et du Tribunat), n'étaient pas moins préjudiciables aux parties et à l'administration de la justice dans les matières sommaires que dans les affaires ordinaires ; — Considérant que les juges n'ont pas été affranchis de cette obligation, en matière sommaire, par l'article 4c5 du Code, puisqu'il ne dit pas que, dans les causes qui devront être portées à l'audience sur un simple acte, sans procédures ou formalités, les juges pourront admettre d'autres règles de leurs jugemens que celles de l'article 153 ; — Considérant qu'on ne peut pas, dans l'espèce, exciper du décret du 2 février 1811, qui, comme toute loi d'exception, doit être strictement restreint au cas qu'il a littéralement prévu ; que, ne s'agissant pas, dans la cause, d'affaire de la compétence des juges de paix ou des tribunaux de commerce, il n'y a pas lieu d'examiner, en ce moment, si l'article 153 est applicable aux causes sur lesquelles ils ont à statuer ; — Considérant enfin que de tout ce qui précède il résulte qu'en adjugeant le profit du défaut donné contre le tiers détenteurs, lorsqu'elle n'avait pouvoir que de le joindre à la cause, et en statuant au fond par un arrêt contre laquelle l'opposition était recevable, lorsqu'elle devait renvoyer la cause entière à une autre audience, pour y être statué, avec toutes les parties,

par un seul et même jugement non susceptible d'opposition, la Cour royale d'Amiens a commis un excès de pouvoir, et expressément violé les articles 153 et 470 du Code de procédure civile; — Par ces motifs; CASSE, etc. »

## COUR DE CASSATION.

*Lorsque, de deux acquéreurs du même bien, aucun n'a de son chef la possession annale, celui qui s'est mis en possession le premier doit-il, par cela seul, y être maintenu? (Rés. nég.)*

*Au contraire, dans ce cas, le juge de paix doit-il apprécier les titres respectivement produits, pour décider quel est celui des deux acquéreurs qui lui paraît en droit de réunir la possession du vendeur à la sienne? (Rés. aff.)* Cod. de proc., art. 23.

LE PROCUREUR-GÉNÉRAL, DANS L'INTÉRÊT DE LA LOI.

Par acte authentique, du 27 juin 1819, la dame *Chetard* a vendu une pièce de vigne au sieur *Vionnet*.

Par contrat du 21 novembre suivant, elle a vendu la même vigne au sieur *Rochaix*.

Le 20 mars 1820, *Vionnet*, premier acquéreur, voulut se mettre en possession, et introduire dans la vigne des ouvriers pour y faire les travaux préparatoires et la tailler; mais il fut arrêté dans son entreprise par *Rochaix*, qui forma contre lui une demande en complainte, et soutint qu'ayant pris possession à l'instant même de son contrat, du 21 novembre 1819, et qu'ayant même fait tailler une partie de la vigne dans les premiers jours de mars 1820, il devait être maintenu dans sa possession.

Sur la prétention contraire de *Vionnet*, le juge de paix a admis les parties à la preuve des faits de possession par elles articulés respectivement. — Puis, sur le vu des enquêtes, il a rendu un jugement qui a maintenu *Rochaix* en possession de l'immeuble litigieux, — « Considérant, y'est-il dit, que les deux parties, se trouvant fondées en titre, ont chacune une action qu'elles peuvent diriger au pétitoire; que devant nous il ne

peut leur être fait droit que sous le rapport de la possession; que de l'enquête qui vient d'être faite contradictoirement entre elles il résulte que trois des témoins entendus, conviennent qu'avant le 20 mars et dès les premiers jours dudit mois, le sieur Rochaix avait pris possession de la vigne par divers travaux qu'il y avait fait faire, et par la taille d'une portion des ceps, et que, si ces travaux n'ont pas été suivis, cette interruption doit s'attribuer au mauvais temps; que le quatrième témoin dépose, à la vérité, avoir vu, le 19 ou le 20 mars, le sieur Vionnet travailler dans ladite vigne, une demi-heure avant que Rochaix y fût arrivé pour le même objet; mais que, n'ayant pas remarqué s'il y avait des travaux faits dans cette même vigne avant cette époque, la déclaration de ce témoin ne peut infirmer ce qu'ont déposé les trois autres ».

Sur l'appel, jugement du 2 août 1820, par lequel le tribunal civil de Gex a confirmé la sentence du juge de paix. — Ce tribunal a considéré que le juge de paix n'avait nullement confondu le possessoire avec le pétitoire; que, s'arrêtant à l'enquête faite, de laquelle il résultait que la possession devait appartenir à l'intimé, il s'était renfermé dans les limites de sa compétence en le maintenant dans cette possession, et qu'alors il n'avait point à reconnaître la puissance des titres ni à les examiner.

M. le procureur-général a cru devoir, dans l'intérêt de la loi, requérir la cassation de ce jugement, pour violation de l'art. 23 du Code de procédure. Laissons parler le Ministère public :

« Dans l'espèce, a-t-il dit, il était constant, en fait, qu'aucune des deux parties n'avait et ne pouvait avoir, de son chef, la possession annale de la vigne dont il s'agissait. — D'un côté, Vionnet avait acquis par acte du 27 juil. 1819; de l'autre, Rochaix avait pour lui un acte de vente du 21 novembre suivant. Le juge de paix, sans avoir égard à ces titres, s'est déterminé, d'après l'enquête, à maintenir Rochaix en possession de la vigne, parce qu'il avait la priorité de la prise de possession sur son adversaire. Par cette décision il a étendu les dispositions précises de l'art. 23 du Code de procédure civile, qui veut que les actions possessoires ne soient recevables qu'autant qu'elles



ont été formées, dans l'année du trouble, par ceux qui une année au moins, étaient en possession paisible par les leurs, à titre non précaire.

Le tribunal civil de Gex, en reconnaissant que le pays s'était renfermé dans sa compétence, et qu'il n'avait à examiner ni à apprécier la puissance des titres présentés par les parties, est tombé dans une autre erreur. Puisque les parties n'avaient point, par elles-mêmes, la possession annuelle exigée par le Code de procédure civile pour former l'action possessoire, c'était le cas d'avoir recours aux titres pour connaître le véritable possesseur. C'est à tort que l'on prétend, dans une action possessoire, qu'on ne doit jamais égard aux titres : le contraire est établi par Danod, *Traité des Prescriptions*, part. 2, chap. 3 ; par le professeur Favre, dans son *Code*, liv. 8, tit. 4, défin. 3 et 8, et enfin, encore par la jurisprudence de la Cour. C'était donc par l'examen des titres, à défaut de la possession annuelle, que le juge de paix de Collonges et le tribunal de Gex devaient statuer si l'une des deux parties pouvait dire à sa possession celle de son vendeur ; car il est reconnu en thèse générale, que la possession du vendeur doit passer à l'acquéreur, le vendeur lui transmettant tous ses droits sur la chose vendue, et par conséquent le droit de profiter de sa possession. Or il résultait évidemment des titres produits par les parties que Vionnet avait la priorité sur Rochoix ; était le premier acquéreur, puisque son acte était antérieur de cinq mois à celui de son adversaire. Réunissant la possession de son vendeur à celle qu'il avait déjà, il s'ensuivait que c'était lui qui devait être maintenu dans sa possession, qu'il l'avait à titre non précaire depuis plus d'une année.

Du 16 janvier 1821, ARRÊT de la section civile, M. Béranger président, M. Porriquet rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. l'avocat général ; — Vu l'art. 23 du Code de procédure civile ; — Considérant que le juge de paix dont le tribunal civil a confirmé le jugement n'a pas apprécié, comme il a dû le faire, les titres respectivement produits, sous le rapport de la possession, pour déterminer lequel était celui des parties qui avait la priorité ; —

seurs qui lui paraissent être en droit de réunir sa possession du vendeur à la sienne ; qu'il s'est uniquement fondé sur ce qu'il l'a déclarée, sur les enquêtes, desquelles il résulte que le demandeur n'avait pas possédé la vigne dont il s'agit, depuis une année avant sa demande ; et qu'en le maintenant dans sa possession, quoiqu'elle ne remontât pas à l'époque fixée par la loi, le juge de paix et le tribunal civil ont commis une contravention énoncée à l'art. 27 du Code de procédure civile ; — Casse et Annule l'édit jugement du Tribunal civil de Gex, du 2 août 1870, dans l'intérêt de la loi seulement, etc. »

Il importe de rapprocher ces arrêts de ceux rendus par la même Cour, les 6 juillet 1815, 18 juillet 1815, 25 février 1816 et 18 juin 1818, 11 août 1819, et rapportés, aff. 15, pag. 653, tom. 14, pag. 571, tom. 15, pag. 101, et 16, pag. 499 et 507, et tom. 21, pag. 371. Il résulte de ces arrêts et de l'interprétation de ces décisions que le juge de paix peut et doit même, quelquefois apprécier les titres respectivement produits, et, d'après eux, conserver la possession à l'une des parties, dont l'un est le plus apparent ; mais qu'il ne doit, sans excéder les bornes de sa compétence, entrer dans l'examen du fond des titres au fond ; qu'il ne peut prononcer sur l'extinction d'un titre au fond.

## COUR DE CASSATION.

*Un officier public a commis sciemment des infidélités dans l'adoption, et qui, par son propre fait, se trouve ainsi dans l'impossibilité d'établir le véritable état de la succession, doit-il être condamné à payer l'intégralité des legs faits par le défunt, sans pouvoir en demander la réduction, sous prétexte qu'ils portent atteinte à la réserve légale ?*  
Réf. nég.

Le mari de **BERTRAND**, C. LA DEMOISELLE **LAFOND**.

M. **Bertrand** est décédé sur l'âge 3, après avoir fait un testament par lequel il instituait **Abastien Bertrand** son légataire.

taire universel, à la charge de payer un legs de 25,000 demoiselle *Lafond* sa filleule, et un autre legs de 4,000 un sieur *Jevin* son ami. Ces dispositions étaient sujettes à grande réduction, puisque le testateur était décédé sous l'empire de la loi du 17 nivôse an 2, qui ne permettait que le sixième de ses biens.

Quoi qu'il en soit, les frères et sœurs de Philippe ont accepté la succession sous bénéfice d'inventaire.

La demoiselle *Lafond* et le sieur *Jevin*, qui n'avaient pas été appelés à l'inventaire, ont demandé aux héritiers la délivrance de leurs legs. Ceux-ci ont répondu qu'il fallait d'abord composer la masse de la succession, pour déterminer le montant de la quotité disponible, et pour opérer la réduction des legs qui excéderaient le sixième des biens.

Cette défense a mis les héritiers dans la nécessité de faire leur compte de bénéfice d'inventaire, et les pièces justificatives à l'appui.

Les légataires ont argué ce compte d'infidélité, et ont soutenu que l'inventaire fait à la requête des héritiers Bertrand portait tous les caractères du dol et de la fraude, que ces héritiers avaient sciemment omis d'y comprendre plusieurs biens importants; que, se trouvant, par leur propre fait, dans l'impuissance de constater l'état au vrai de la succession, ils avaient été déchus du bénéfice d'inventaire, et condamnés à payer l'intégralité des legs.

Le 19 août 1814, jugement du tribunal civil de Lyon, qui admet cette défense, déclare les héritiers Bertrand déchus du bénéfice d'inventaire, et les condamne à payer intégraux tous les legs, sans pouvoir demander leur réduction, prétexte qu'ils entameraient leur réserve légale, « ainsi que disent les premiers juges, que ces héritiers ont commis plusieurs infidélités dans l'inventaire auquel ils ont procédé, et que dès lors cet inventaire ne présente pas un véritable état du patrimoine du défunt ».

Sur l'appel, arrêt de la Cour de Lyon, du 28 août 1815, par les mêmes motifs, confirme le jugement de première instance.

• Pourvoi en cassation pour violation des lois des 5 brumaire

et 17 nivôse an 2. — Le sieur Bertrand, disaient les demandeurs, est décédé sous l'empire d'une législation qui ne lui permettait de disposer que d'un sixième de ses biens, et qui réservait le surplus de son patrimoine aux héritiers du sang. Ainsi, il n'était pas au pouvoir de la Cour royale de les priver du bénéfice de cette réserve légale, ni de leur interdire la demande en réduction des legs qui pouvaient y porter atteinte. Pour décider le contraire, les juges de première et de seconde instances se sont fondés sur les prétendues infidélités de l'inventaire. Eh bien ! admettons cette allégation comme une vérité constante : qu'en résultera-t-il ? Il en résultera que l'inventaire, à raison de son irrégularité, n'était plus une base décisive sur laquelle on pût asseoir le véritable état de la succession ; que les héritiers se trouvaient dans la même position que s'il n'existait pas d'inventaire, et qu'il fallait dès lors recourir à la commune renommée, pour déterminer les forces de l'hérédité ; mais avoir conclu de là que la composition du patrimoine du défunt était désormais une chose impossible, et que le seul moyen de sortir d'affaire était d'évincer arbitrairement des héritiers légitimes d'une réserve qui leur est assurée par la loi, c'est tout à la fois avoir commis un excès de pouvoir, et violé les textes précis des décrets des 5 brumaire et 17 nivôse an 2 : ainsi l'arrêt qui présente cette double contravention ne peut échapper à la censure de la Cour régulatrice.

Les défendeurs à la cassation répondaient que l'arrêt attaque jugeait en point de fait que le dol et la fraude avaient présidé à l'inventaire fait après le décès de Philippe Bertrand ; qu'en tirant de ce fait déclaré constant la juste conséquence que les héritiers s'étaient mis par leur propre fait, hors d'état de composer légalement la véritable masse du patrimoine du défunt, et qu'ils n'étaient pas recevables à invoquer l'exception que la loi n'accorde qu'aux héritiers de bonne foi, pour assurer leur réserve légale, la Cour royale avait fait une juste application des principes de la matière, et qu'elle n'avait point violé la loi des successions.

Du 16 janvier 1821 ; ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* président, M. *Minier* rapporteur, MM. *Nicod* et *Odillon-Barrot* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de l'avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en la du conseil; — Attendu que l'arrêt attaqué a déclaré que l'inventaire représenté dans l'instance par les Bertrand portait tous les caractères de l'infidélité, et qu'il était le projet formé *sciemment* de cacher le véritable successeur, au préjudice de ceux qui avaient des droits contre elle, projet qui a reçu son exécution autant qu'il a dépendu desdits héritiers Bertrand; — Attendu que résulte que c'est par leur propre fait que ces héritiers ont mis dans l'impuissance de pouvoir composer le patrimoine du défunt, de manière à établir que leur réserve légale était méconnée par les legs faits aux défendeurs, et qu'ils devaient être réduits *ad legitimum in quantum*, s'ils se trouvaient excédés de la part du patrimoine du défunt; et qu'en les déclarant dénués du bénéfice d'inventaire, et en induisant de leur conduite qu'ils étaient tenus d'acquitter intégralement les legs réclames, la Cour royale de Lyon a rendu hommage aux principes qui ne permettent pas aux tribunaux de laisser profiter de la fraude ceux qui s'en sont rendus coupables, et n'a violé aucune loi; — Par ces motifs, REJETTE, etc. »

### COUR D'APPEL DE ROUEN.

« Un tribunal, avant de statuer sur l'opposition formée par la mère au mariage de sa fille, âgée de vingt-cinq ans, a-t-il le droit d'ordonner leur comparution dans une audience à huis-clos, pour les entendre sur la validité de l'acte respectueux de l'une et sur les conseils de l'autre? (Rés. nég.) Cod. de procéd. civ., art. 119 et 321; Civ., art. 177 et 178. »

« Le peut-il surtout lorsque, par cet acte, le fond du débat se trouve reculé au delà du délai de l'instance, lequel le tribunal est tenu de prononcer définitivement? (Rés. nég.) »

« Le jugement qui ordonne cette comparution est-il susceptible d'appel avant le jugement définitif? (Rés. aff.) Cod. de procéd. civ., art. 451. »



## LA DEMOISELLE FULGENCE S... , C. SA MÈRE.

La demoiselle *Fulgence S...* est dans l'intention de contracter mariage avec le sieur *B...* — Les fortunes et les conditions sont égales, et même d'anciennes liaisons entre les deux familles semblent justifier cette alliance. — Cependant la demoiselle *Fulgence*, qui n'a plus que sa mère, lui demande en vain son consentement au mariage : celle-ci le refuse. La fille, alors âgée de vingt-cinq ans, est réduite à la triste nécessité de recourir aux actes respectueux prescrits par la loi.

Dans cet état de choses, la veuve *S...* fait notifier tant à sa fille qu'aux officiers de l'état civil une opposition au mariage.

Mandement sur requête est accordé à la demoiselle *Fulgence* pour assigner sa mère à bref délai, aux fins d'obtenir mainlevée de son opposition. — A l'audience du 19 décembre 1820, le tribunal civil de Neufchâtel rend un jugement qui, avant faire droit au principal, ordonne que les dames *S...* mère et fille comparaitront en personne à l'audience de huitaine, qui, pour cet effet, sera tenue à huis-clos, pour entendre les propositions et conseils de la dame *S...* mère, et par le tribunal s'assurer si la demoiselle sa fille a agi librement et sans suggestion dans les actes respectueux qu'elle a fait notifier ; pour, après les déclarations des parties, être statué ce qu'il appartiendra.

Appel de la part de la demoiselle *Fulgence S...* — On a dit pour l'appelante : La mesure prescrite par les premiers juges est condamnée par la loi, contraire à la morale et absolument incompatible avec la célérité qu'exige la matière. Dans l'économie des art. 177 et 178 du Code civil, la procédure sur la demande en mainlevée d'opposition doit être simple et rapide ; le juge doit prononcer dans les dix jours, et il n'est point de prétexte, point de considération, qui puisse justifier un plus long retard. On ne compose point avec la loi ; quand elle commande, il faut obéir. — Si la marche adoptée par le tribunal civil pouvait être tolérée, il en résulterait les abus les plus graves. L'arbitraire prendrait impunément la place de la justice ; une mesure préparatoire en nécessiterait une autre ; le jugement du procès serait indéfiniment ajourné, et

la procédure sur l'opposition, cette procédure que la loi a voulu rendre si rapide, deviendrait éternelle. C'est précisément un pareil inconvénient, très-grave en lui-même et plus grave encore par ses conséquences, que l'art. 177 a voulu prévenir, en obligeant le tribunal à statuer *dans les dix jours*. Le législateur a senti avec raison que, si la puissance paternelle a ses droits, elle doit aussi avoir ses bornes. Sans doute la piété filiale est un devoir à tout âge; mais il en est un où le libre exercice de notre volonté devient un droit. Le majeur de vingt-cinq ans, que l'art. 488 du Code déclare capable de tous les actes de la vie civile, a fait tout ce qu'il doit en demandant le conseil de son père et en lui adressant des soumissions respectueuses. La loi n'en n'exige pas davantage parce qu'en effet un droit d'opposition indéfini replacerait le fils majeur sous une véritable tutelle, et ferait de l'homme un grand enfant. — Le tribunal de Neuchâtel n'avait, dans l'hypothèse, que deux points à examiner. L'opposition de la mère était-elle fondée sur un motif légal? Les actes respectueux de la fille étaient-ils réguliers? Telles étaient les deux questions de la cause, les seules que le juge de première instance avait à vérifier. Quant aux élémens de conviction, il ne devait les puiser que dans les actes respectivement produits et non pas dans une comparution de parties tout-à-fait inutile et même dangereuse. Il devait surtout statuer dans les dix jours; l'art. 177 lui en imposait la nécessité. En adoptant une marche contraire, en prescrivant un *avant faire droit*, la loi réprime et dont le but évident était de traîner l'affaire en longueur, le tribunal civil a violé l'article précité et commis un excès de pouvoir.

Ce n'est pas tout: la mesure ordonnée par le tribunal de Neuchâtel est encore, ainsi qu'on l'a dit, contraire à la morale; elle tend à mettre la nature aux prises avec elle-même, à établir devant la justice une lutte scandaleuse entre la mère et la fille. Lorsque les choses sont parvenues au point d'aigreur, il est toujours dangereux de mettre les parties en présence. Si, d'un côté, la tendresse a fait place au ressentiment, il est à craindre que, de l'autre, l'indignité n'ait étouffé le respect filial; et de ces dispositions ennemies

par eux, nécessairement des débats fâcheux, toujours nuisibles pour la justice, et les plus propres à faire évanouir l'espoir d'un rapprochement qu'à le faciliter.

Dans la forme, l'appel du jugement rendu par le tribunal de Neuchâtel est, quoiqu'il y ait présent, non recevable. Les premiers juges, en ordonnant la comparution des parties, ont mis d'un côté consacré par une disposition pré-

vue de la loi.

Elles sont les deux propositions qui ont fait la base de la décision de l'instance.

D'après l'art. 451 du Code de procédure, on dit, l'appel d'un jugement préparatoire ne peut être rejeté qu'après le jugement définitif, et conjointement avec l'appel de ce jugement. Dans l'espèce, la disposition qui ordonne la comparution des parties est évidemment préparatoire et de pure instruction; elle ne préjuge rien sur le fond; elle ordonne une mesure préliminaire et qui tend uniquement à mettre le procès en état de recevoir jugement définitif. Ainsi l'appel en est prémunié, et par conséquent non recevable.

En second, le jugement attaqué, loin de violer la loi, est en parfaite harmonie avec elle. Les juges sont toujours les maîtres d'ordonner la comparution des parties en matière civile. C'est une règle constante du palais, consacrée par l'usage et que jusqu'ici on n'avait point osé méconnaître; elle est fondée sur une raison sensible et péremptoire. Rien ne peut empêcher la conscience du magistrat ni le contraindre à juger, quand il ne s'agit pas de sa religion suffisamment dilige. Or, comme il est que toute circonstance à la vérité, obscure, et par les débats qu'elle a, peut, comme un trait de lumière, jusqu'alors inaperçu, jeter des aveux et des déclarations des parties, il faut bien que le juge puisse les entendre, les examiner, afin de percevoir le usage qui l'empêche de décider de quel côté est le bon droit. C'est au surplus ce qui résulte de la combinaison des art. 111 et 112 du Code de procédure. Le premier porte que, si le jugement ne donne la comparution des parties, il indiquera le jour de la comparution. Le second laisse aux parties la faculté de se faire interroger en toutes matières et en tout état de cause. Le juge peut donc or-

donner la comparution d'office, la partie qui la demander, cela est de toute évidence. Mais, si s'applique tous les jours aux affaires du plus incommode, comment pourrait-on l'interdire dans une matière telle que celle du mariage? C'est particulièrement dans ces cas que le magistrat doit rechercher tous les moyens de éclairer sa religion.

C'est en vain qu'on prétend que, dans l'économie des art. 177 et 178 du Code civil, le tribunal devant sur la demande en mainlevée d'opposition dans ces dispositions ne sont point de rigueur; c'est non point un ordre absolu, qui la loi donne aux juges, souvent impossible de statuer définitivement dans un tel délai. Que les tribunaux pronoucent dans le délai tout ce qu'exige la loi; mais ils peuvent le faire d'aut, s'ils ont besoin de renseignements, ou s'ils ont pour base des faits qu'il importe de vérifier. C'est ainsi que la marche que suivie le tribunal de Nevers, sous ce rapport, son jugement est à l'abri de toute critique. M. l'avocat-général Brière portait la parole sur la cause. Ce magistrat a pensé que les art. 177 et 178 imposent aux tribunaux l'obligation absolue de statuer sur la demande en mainlevée d'opposition dans les dix jours; mais, dans l'espèce, la comparution des parties, mesure tout-à-fait inutile et purement arbitraire, circonstances de la cause établissant que la demoiselle avait agi librement et sans suggestion.

Au fond, M. l'avocat-général a fait observer que l'opposition de la mère n'était fondée sur aucune preuve, mais qu'elle était même dépourvue de tout sens; que l'union projetée était honorable pour sa personne, que cette dernière avait épuisé tous les procédés, et pris toutes les précautions pour lui prouver sa déférence, avait tiré aux lot toutes les obligations présentées par la loi. — Par ces motifs, M. l'avocat-général a conclu à l'infirmité.

Du 17 janvier 1821, ARRÊT de la Cour royale de Paris, première chambre, M. Carel président, MM. de Villeneuve avocats, par lequel :



**LA COUR** — Statuant d'abord sur la fin de non recevoir ; — Considérant que le jugement dont est appelé ne peut être envisagé comme préparatoire ; qu'au contraire, il est interlocutoire, et même définitif ; — Interlocutoire, en ce qu'il préjuge que le mérite de l'opposition dont on demande la mainlevée, est subordonné à l'épreuve de la comparution personnelle des dame et demoiselle S... à l'audience du tribunal à huis-clos ; que cette épreuve n'est ordonnée par aucun article de loi ; — Définitif, en ce que la demoiselle S... ayant opposé que la fin de non recevoir à la demande formée par sa mère, elle ne pouvait comparaître en personne ; que, cette fin de non recevoir ayant été rejetée par le tribunal, la demoiselle S... n'avait que la voie d'appel pour faire statuer s'il avait été bien ou mal jugé en ordonnant l'ennement précité, ennement irréparable en définitive ; — Vu d'ailleurs les art. 170 et 171 du Code civil, desquels il résulte que la procédure doit être simple, afin de ne pas prolonger l'incertitude dans laquelle un sujet se trouve, par l'effet de l'opposition de ses parens à son mariage, et que, si un juge pouvait arbitrairement ordonner devant faire droit qui seraient plus ou moins éloignés, ce serait contester le vœu et l'esprit desdits articles ; — Au fond, considérant que la demoiselle S... est âgée de 25 ans accomplis, qu'elle doit jouir de tous les droits d'une personne libre et majeure, sauf à se conformer à la loi pour parvenir au mariage qu'elle désire contracter ; que, conformément à l'art. 151 du Code civil, la demoiselle S... a fait notifier à sa mère un acte respectueux et formel pour lui demander conseil ; que le tribunal a statué sur la régularité de cet acte, et que la dame S... n'est point appelante du jugement ; que les premiers juges ont excédé leurs pouvoirs en ordonnant de faire droit sur la mainlevée, les parties comparant devant le tribunal à l'audience à huis-clos, puisque cette mesure n'est point ordonnée ni même indiquée par la loi, et qu'ils ne pouvaient et doivent au delà de ce qui est prescrit par l'art. 151 du Code civil, auquel la demoiselle S... s'est conformée ; qu'enfin la dame S... ne présente aucun motif pour valider l'opposition par elle formée à la célébration du mariage de sa fille ; — Sans avoir égard à la fin de non recevoir proposée par



l'intimée, dans laquelle elle est déclarée mal fondée; — Rejetant l'appellation et ce dont est appel au néant; corrigéant et réformant au chef qui ordonne la comparution en personne de la demoiselle S..., dit qu'il a été mal jugé; — Statuant au principal, accorde mainlevée à la demoiselle S... des oppositions conduites par sa mère à la célébration de son mariage; ordonne que, nonobstant icelles, il sera passé outre à la célébration dudit mariage par l'officier de l'état civil compétent, les formalités prescrites par la loi préalablement observées, etc.

### COUR D'APPEL DE METZ.

*La défense faite au mineur de donner à son auteur comprend-elle le cotuteur? (Rés. aff.)*

*L'exception portée dans l'art. 907 du Code civil en faveur de l'ascendant du mineur s'étend-elle à l'époux de cet ascendant?*

*En termes plus positifs et plus clairs, l'enfant mineur à qui la loi permet de disposer au profit de sa mère, bien qu'elle soit sa tutrice, peut-il également disposer en faveur du second mari de sa mère, devenu son cotuteur? (Rés. nég.)*

LES HÉRITIERS HOUSSEAUX, C. PONCELET.

La veuve Housseaux épousa en secondes nocces le sieur Poncelet. Elle avait de son premier mariage deux enfans encore mineurs, dont elle était la tutrice. Le conseil de famille, dûment convoqué, lui conserva la tutelle, et lui donna son second mari pour cotuteur.

La veuve Housseaux est décédée laissant un enfant de son union avec le sieur Poncelet.

Peu de temps après, Marie-Françoise-Joséphine Housseaux, l'un des enfans du premier lit, fut émancipée, et reçut pour curateur un sieur Prévotaux, son oncle maternel. Le sieur Poncelet, son beau-père et son cotuteur, n'avait pas encore rendu son compte de tutelle, lorsque la demoiselle Housseaux, encore mineure, vint à décéder, après avoir fait un testament en sa faveur.

Le sieur Poncelet demande la délivrance du legs fait à son père. Le tuteur des héritiers légitimes déclare d'abord ne pas reconnaître l'écriture et la signature du testament olographe attribué à la demoiselle Housseaux. Cette dérogation a eu lieu à plusieurs jugemens, qui sont attaqués par la voie de l'appel devant la Cour royale de Metz. Le tuteur change de système de défense, et oppose au sieur Poncelet l'incapacité résultante de sa qualité de cotuteur, et, par suite, la nullité du legs fait à son profit.

D'après l'art. 907 du Code civil, a-t-on dit, un tuteur qui n'a rendu son compte ne peut rien recevoir de son pupille, dans le cas même où ce dernier serait parvenu à sa majorité. Que l'on doive assimiler le cotuteur au tuteur même, est un point qui n'est pas douteux, et la convention devient complète à cet égard, dès que l'on rapproche de l'art. 907 les arts 395 et 396, qui confondent le cotuteur avec la tutrice, qui posent sur le premier la principale charge de la tutelle, et le rendent solidairement responsable, avec sa femme, de la gestion postérieure au mariage. Vainement le sieur Poncelet veut-il se placer dans l'exception introduite en faveur des ascendants par le troisième paragraphe de l'art. 907. Il est de principe que les exceptions ne peuvent être étendues; et la loi, qui a voulu qu'elle garde le silence sur les alliés des ascendants, les exclut virtuellement de la faveur qu'elle accorde à ces derniers. D'ailleurs, il n'y a point de raison pour traiter un cotuteur avec plus d'indulgence qu'un tuteur ordinaire, puisque les motifs d'exclusion sont les mêmes, et qu'ils sont en quelque sorte plus décisifs contre le cotuteur, en ce qu'il peut, à raison de ses rapports et de sa position, abuser plus facilement de son influence sur l'esprit de son pupille. L'incapacité du sieur Poncelet est donc certaine, et le legs dont il réclame la délivrance doit être considéré comme non avenu.

La prohibition portée dans l'art. 907, répliquait l'intimé, est contraire aux règles du droit commun, et doit être restreinte plutôt qu'étendue. Elle ne peut donc pas s'appliquer au cotuteur, puisque la loi elle-même l'a restreinte au tuteur. Il ne faut pas perdre de vue que le Code a été rédigé dans un autre esprit que l'ordonnance de 1559 et la Coutume de Paris.

L'ordonnance embrassait dans sa prohibition générale ceux qui administreraient les biens des mineurs, ce qui avait fait naître une foule de questions et de difficultés sur l'application de cette loi prohibitive, qui était diversement interprétée par les anciennes Cours. C'est pour éviter ce grave inconvénient et toute tendance à l'arbitraire, que l'art. 907 a limité la prohibition au tuteur. On ne pourrait pas, sans injustice, et même sans une sorte de contradiction, l'étendre au second mari, co-tuteur des enfans du premier mariage. La mère, du jour de son convol, n'est plus leur tutrice légale. Pour retenir la tutelle, il faut qu'elle y soit maintenue par le conseil de famille, et généralement cette preuve de confiance n'est accordée par les parens qu'autant que la moralité du second mari et sa bonne conduite offrent toutes les garanties qu'on peut désirer dans l'intérêt des mineurs. Eh bien ! serait-il juste d'attacher une incapacité réelle de recevoir aux qualités qui l'ont fait juger digne de participer à la gestion tutelaire ? Si l'avait été reconnu incapable ou indigne de gérer la tutelle, il aurait pu recevoir des enfans de sa femme toutes sortes de libéralité, et parce qu'on l'a supposé bon administrateur, parce qu'effectivement ces enfans auront trouvé dans leur beau-père une tendresse toute paternelle et les soins que réclamait leur faiblesse, il faudra qu'ils étouffent, malgré eux, le sentiment de la reconnaissance ; il leur sera défendu de donner à celui qui leur a servi de père une faible portion de ce qu'ils pourraient donner à un étranger ? C'est une contradiction trop choquante pour que le législateur ait entendu la consacrer. Il est donc certain que le second mari, associé par le vœu de la famille à la tutelle dans laquelle sa femme a été maintenue, doit jouir, comme elle, du bénéfice de l'exception introduite par l'art. 907 du Code, puisqu'il supporte avec elle et à cause d'elle les charges de la tutelle.

Du 18 janvier 1821, ARRÊT de la Cour royale de Metz, rendu en audience solennelle, M. Gérard-d'Hannoncelles premier président, MM. Charpentier et Dommanget avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Pyrot, avocat-général ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 396 du Code civil,

le second mari de la mère à qui la tutelle est conservée lui est nécessairement donné pour cotuteur et devient solidairement responsable avec elle de la gestion ultérieure; — Attendu qu'ainsi le second mari se trouve associé à la tutelle de sa femme, et qu'il est tuteur avec elle, comme l'indique l'expression même de cotuteur; — Attendu que cela ne pouvait être autrement, la mère tutrice passant par son convol sous la puissance de son second mari, et dès lors ne pouvant plus gérer la tutelle qu'avec le concours et la coopération de celui-ci; — Attendu qu'il résulte de là que le cotuteur est véritablement semblable au tuteur, et conséquemment que la défense faite, par l'art. 907, au mineur âgé de seize ans, de tester au profit de son tuteur, lui est également applicable; — Attendu qu'il n'importe que la tutelle ait cessé par l'émancipation de la testatrice; la défense subsiste tant que le cotuteur n'a pas rendu son compte; le mineur, même devenu majeur, ne peut, dans ce cas, disposer par quelque donation que ce soit en faveur de celui qui a été son tuteur; — Attendu enfin que l'exception portée par le même article à la prohibition dont il s'agit, à l'égard des ascendans qui ont été tuteurs, ne comprend pas leurs alliés, et qu'ainsi Poncelet ne peut aucunement se prévaloir de sa qualité, d'ailleurs peu favorable, de beau-père; — Attendu qu'il devient inutile maintenant d'examiner les autres questions auxquelles la cause a donné lieu; — A Mis l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant, déclare la partie de Dommanget non recevable en sa demande en délivrance du legs dont il s'agit, et la condamne aux dépens. » (1)

## COUR DE CASSATION.

*Le débiteur qui, en même temps qu'il oppose la prescription à la demande en paiement d'une créance, d'une lettre de change, par exemple, réclame, par des conclusions principales, la subrogation au cessionnaire de la créance qu'il*

(1) La Cour royale de Limoges a rendu un arrêt dans le même sens, le 4 mars 1825.

rompu la prescription, c'est d'après cette crainte que nous sommes parvenus à faire adopter la substitution de l'article 1262 du Code civil; et certes, si l'on a demandé la subrogation réelle, c'est pour faire passer la lettre de change au créancier, et non pour lui en faire une subrogation, comme l'ordonne le cas où la prescription ne serait pas interrompue.

Les demandeurs critiquaient, en outre, l'arrêt, parce qu'il ordonnait le paiement de la dette, en réservant leur action en subrogation au créancier compétent. — Il était plus régulier, disaient-ils, de renvoyer devant le tribunal civil, et de, en cours, jusqu'à décision définitive, faire ordonner le paiement. — Cette marche est plus régulière. L'arrêt que nous allons rapporter, comme ce moyen ne présentait aucune violation de la loi.

Du 12 janvier 1821, ARRÊT de la section de la Cour de Cassation, M. Henrion de Pansey président, M. Bouteiller rapporteur, M. Champagnot avocat.

COUR. — Sur les conclusions de M. l'avocat général; — Attendu.....; — Sur le troisième moyen, si de la prescription de cinq ans il résulte que le paiement de la lettre de change, par lequel la dette a été payée, ne peut être détruite par une preuve contraire; que l'arrêt constate, dans ses conclusions principales des demandereses, l'extinction de la subrogation au créancier cessionnaire : d'où, comme conséquence nécessaire, l'aveu que la dette a été payée; et qu'en écartant, à l'appui de cette prescription quinquennale, la Cour de Rome n'a violé aucune loi; — Attendu, sur le quatrième moyen, qu'aucune manière de procéder induite par ce moyen, n'a été violée, mais attendu néanmoins que la marche de la Cour n'a violé aucune loi. — REJETTE. »



## COUR DE CASSATION.

Le fait des parties soutient que la prescription qu'on oppose n'est pas acquise et qu'elle a été suspendue par causes que cette partie explique et développe dans des conclusions précises, une Cour d'appel peut-elle déclarer l'exception ou l'action prescrite, sans statuer d'aucune manière sur l'exception prise de la suspension de la prescription ? (L'Es. nég.) Cod. de procéd., art. 1, 1.

DELAVILLEMENEUST, C. DE CRENY.

M. de Creny et la dame Delavillemeneust plaident devant le parlement de Paris, sur l'appel d'une sentence rendue le 29 juillet 1775, qui avait déclaré valable un bail fait par M. Delavillemeneust de la terre de Creny, qui était un propre de sa femme.

Peu d'années survint avant le jugement du procès. La dame Delavillemeneust fut obligée, comme tant d'autres, de quitter la ville que à Paris dans des temps plus calmes, elle y arriva le 26 janvier 1809. M. de Creny était lui-même décédé le 20 mars de 1809.

En 1815, les représentants de la dame Delavillemeneust firent assigner les héritiers de Creny en reprise d'instance devant le parlement de Paris. Ces derniers ont opposé que l'appel et la poursuite étaient prescrits par le laps de trente ans écoulés depuis les dernières poursuites.

Les représentants de madame Delavillemeneust ont répondu, par conclusions motivées, que la prescription n'avait pu courir pendant le mariage de leur parente, soit parce que son état était constamment réduite à l'impuissance d'agir, en sorte qu'elle ne pouvait se faire autoriser, soit parce que l'action était de nature à courir contre lui ; qu'ainsi la prescription n'avait commencé à courir que le 6 novembre 1786, jour du décès de M. Delavillemeneust ; mais que, de cette époque, jusqu'au moment de la reprise d'instance, il ne s'était écoulé que sept ans, en sorte que la prescription trentenaire n'était pas acquise.

La cause est plaidée contradictoirement; et, le 1817, la Cour rend un arrêt conçu en ces termes : tant que, depuis le dernier acte de la procédure s'est écoulé plus de trente ans, jusqu'au jour de la stance, et qu'il n'est justifié d'aucune procédure in qu'ainsi l'action en nullité de la vente dont il s'agit.

— La Cour déclare les héritiers Delavilleneuve susceptibles dans leur demande en reprise d'instance, etc.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. de procédure, et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1817. Ont dit les demandeurs, exigent, à peine de nullité, motifs qui ont déterminé les jugemens y soient en manière claire et précise; et la Cour régulatrice foule d'arrêts, maintenu de tout son pouvoir l'exécution des lois réglementaires, dont l'arrêt dénoncé offre, son support, la violation manifeste. En effet, quel était le motif de la défense des héritiers de Creny devant la Cour royale? Ils soutenaient que l'appel et l'instance étaient prescrits.

Au contraire, les héritiers Delavilleneuve soutenaient que la prescription n'était point applicable à un mariage; dans tous les cas, la prescription aurait été suspendue pendant le mariage, parce que l'action de la dame Delavilleneuve était de nature à réfléchir contre son mari. Maintient-on l'arrêt attaqué? Il décide que *l'action en nullité de la vente est prescrite*, c'est-à-dire que la Cour royale a posé une question qui ne lui était pas soumise, et qu'elle laisse à la Cour de cassation celle qu'elle devait juger. Il y a donc, sous ce premier chef, violation des lois précitées.

La prescription avait-elle été suspendue pendant le mariage? Tel était le second point du litige soumis à la Cour par les conclusions précises et motivées. Eh bien! l'arrêt n'aborde pas cette question; il ne contient pas dans son dispositif un seul mot qui ait trait à cette partie de la contestation. Il dit que trente ans se sont écoulés depuis le commencement de la procédure jusqu'au jour de la reprise d'instance, et qu'il est staté un fait vrai et dont toutes les parties convenaient. Cela ne suffisait pas. La Cour royale devait énoncer la loi qui la déterminait à écarter l'exception prise de la suspension.

prescription ; et elle n'en dit pas un mot , quoique cette exception fût de la plus haute importance dans la cause, qu'elle y fût même décisive : car si cette exception eût été admise, il n'y avait plus de prescription à opposer , il n'y avait plus de procès. Cependant elle se trouve écartée par l'arrêt, sans qu'il en donne un motif quelconque, et sans qu'il soit possible de déterminer ce qui a pu décider la Cour royale à ne pas même parler d'une exception qui était la base de la défense. Sous ce rapport, la contravention est évidente et l'arrêt dénoncé ne peut échapper à la cassation (1).

Les défendeurs ont répondu, sur le premier moyen, que la Cour royale, en déclarant prescrite l'action en nullité de la vente, avait, par une conséquence nécessaire, proclamé la prescription de l'appel, puisque le droit d'appeler de la sentence d'adjudication était essentiellement dépendant du droit d'attaquer l'adjudication elle-même.

À l'égard de la seconde ouverture à cassation, les défendeurs soutenaient qu'elle n'était pas fondée, parce que l'exception prise de la suspension de la prescription constituait un simple moyen de défense ; qu'aucune loi n'oblige les juges de statuer isolément sur chacun des moyens qu'il plaît aux parties de proposer ; que dans ce système les arrêts deviendraient, sur chaque matière, autant de plaidoyers, autant de dissertations, dont la prolixité serait incompatible avec le laconisme que comportent les décisions judiciaires ; que la Cour royale, en rejetant la demande des héritiers Delavillemèneust, sur le fondement que l'action était prescrite, avait implicitement écarté l'exception résultante d'une prétendue suspension, et que l'arrêt ainsi motivé remplissait complètement le vœu de la loi.

Du 22 janvier 1821, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* président, M. *Minier* rapporteur, MM. *Guény* et *Loiseau* avocats, par lequel :

LA COUR, — Après avoir entendu M. l'avocat-général *Boisde* en ses conclusions, et après qu'il en a été délibéré en la chambre du conseil ; — Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril

(1) Les autres moyens du demandeur portaient sur le fond du droit, mais la Cour de cassation ne s'est point occupée.

1810, ainsi conçu : « ... Les arrêts qui ne sont pas  
 « le nombre de jugés prescrit, ou qui ont été rendus  
 « par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences  
 « ou qui n'ont pas été rendus publiquement, ou qui  
 « ne tiennent pas les motifs, sont nuls. » ; — Attendu  
 l'intérêt de la cause portait sur le point de savoir  
 en reprise de l'instance restée pendante et indéci-  
 sée de Paris, sur l'appel de la sentence d'adjudica-  
 tion de terre de Marquais, faite au Châtelet de Paris, le 29 jui-  
 n 1786, devait, ou non, être écartée par la prescription de ti-  
 — Attendu que, pour établir que cette fin de non  
 n'était pas admissible, les demandeurs avançaient que  
 la prescription trentenaire n'était pas acquise au moment  
 où la demande en reprise avait été formée; que cette pre-  
 scription avait été suspendue jusqu'en 1786, époque du décès  
 de Delavillemenest, à raison de l'impuissance où était  
 son épouse d'agir, parce que la suite qu'elle aurait vo-  
 lonté de donner à la demande aurait réfléchi contre lui; — Atter-  
 que cette exception, prise de la suspension de la pres-  
 cription, ayant été proposée par des conclusions précises, vis-  
 à-vis l'arrêt attaqué, si la Cour royale de Paris pensait qu'il  
 devait être repoussé, elle devait en donner les motifs,  
 s'abstenant de le faire, et même de prononcer sur cette  
 question, cette Cour a manifestement violé l'art. 7 de la loi  
 du 1<sup>er</sup> avril 1810, précité; — CASSÉ, etc. »

### COUR D'APPEL D'AGEN.

*Les biens donnés, en avancement d'hoirie, par un père  
 à ses enfans, sont-ils rapportables à la masse, après le décès  
 du donateur, pour déterminer la quotité disponible  
 au profit d'un légataire? (Rés. aff.)*

**SPECIALEMENT**, le cohéritier qui est en même temps l'ayant  
 PAR PRÉCIPUT peut-il obliger ses cohéritiers à rappor-  
 ter ce qu'ils ont reçu du père commun, en avancement d'hoirie  
 pour fixer, et par suite augmenter le préciput fait à son  
 profit? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 857 et 922.

LAFONT, C. LAFONT.

La Cour de cassation a long-temps jugé en sens contraire (Voy. l'arrêt *Lecour*, du 30 décembre 1816, au tom. 18, pag. 910, et les arrêts qui y sont indiqués.) ; mais la question ayant été portée devant les sections réunies, il est intervenu, le 8 juillet 1826, un arrêt solennel, par lequel la Cour suprême, abandonnant sa propre jurisprudence, a définitivement consacré l'opinion adoptée par la Cour d'Agen, dans l'espèce suivante.

Tous les faits de la cause se trouvant renfermés dans le jugement de première instance, rendu par le tribunal de Lectou-  
p, le 29 août 1818, nous nous dispenserons d'en présenter l'analyse. Voici le texte de ce jugement :

Le tribunal, — Considérant, dans le fait, que *Jean Lafont et Suzanne Dubosc*, père et mère des parties, avaient, avant leurs testamens, constitué des dots à plusieurs de leurs enfans ; — Que, par son testament public, du 17 septembre 1813, retenu par M<sup>e</sup> Dupuy, notaire à Fleurance, et dûment enregistré, ladite Dubosc, mère commune, a légué à *Augustin Lafont* son fils, par préciput, la portion de ses biens dont elle peut disposer ; qu'elle a légué le restant de ses biens à tous ses enfans, à la charge par eux de rapporter ce qu'ils avaient reçu en avancement d'hoirie ; — Considérant que, par son testament public, du 25 mai 1815, retenu par M<sup>e</sup> Dupuy, notaire audit Fleurance, et aussi dûment enregistré, ledit Lafont, père commun, a légué audit Augustin son fils, par préciput, le quart de l'universalité de ses biens meubles et immeubles, chargeant ledit Augustin, dans le cas où les droits paternels et maternels compétens à *Joseph Lafond* son frère ne s'élèveraient pas à la somme de 2,000 fr., de lui compléter ladite somme lorsque ~~le~~ Lafont aurait atteint sa majorité, sans intérêt dudit complément jusqu'à ladite époque ; — Considérant que les frères et sœurs dudit Augustin demandent aujourd'hui les divisions et partage des successions de leursdits père et mère, et prétendent que les legs faits par ceux-ci audit Augustin, à titre de préciput, ne doivent avoir d'effet que pour le quart des biens délaissés par leursdits père et mère, déduction faite de tout ce qu'ils avaient



donné auparavant à leurs autres enfans par leurs contrats de mariage ou autrement ; — Considérant, dans le droit, le Code civil a établi une quotité disponible en faveur pères et mères, et qu'ils peuvent disposer de cette quotité dans toutes les circonstances, soit par donation, soit par testament (art. 919) : d'où il résulte que toutes les dispositions faites par les pères et mères doivent sortir à effet, en tout, qui ne porte point atteinte à la réserve ; — Considérant de règle et de principe que tout don fait aux enfans s'impute, d'abord, sur leur portion dans la réserve, que la réserve étant une dette des pères et mères, ils sont présumés s'en libérer, lorsqu'ils donnent ; que, s'il en est autrement, si cette imputation n'avait pas lieu, il en résulterait que les pères et mères seraient dépouillés de leur quotité disponible ; qu'ils seraient privés du complément de la puissance paternelle, du moyen que la loi leur donne d'entretenir le respect qui leur est dû, de ramener un enfant que les passions entraînent, de récompenser la tendresse et la vertu ; — Considérant que les pères et mères qui ont fait des avancemens d'hoirie à certains de leurs enfans, conservent donc pas moins l'intégralité de leur quotité disponible ; que, par conséquent, ils doivent pouvoir en disposer comme ils le jugent convenable ; et qu'ainsi il n'est plus alors que de voir si réellement ils ont voulu la donner en entier ; que, dans l'espèce, il ne peut y avoir de doute sur cette intention, puisque, d'une part, la mère lègue à Augustin la portion de ses biens dont elle peut disposer, et que, de l'autre part, le père lègue au même Augustin un quart de l'universalité de ses biens meubles et immeubles ; — Considérant que, si ledit Lafont père et son épouse avaient légué audit Augustin, par préciput, des objets certains, ou même la totalité de leurs biens, ce legs sortirait à effet, en concurrence de l'entière quotité disponible, calculée d'après l'émolument de toutes les donations rapportables ou non rapportables ; que ce qu'ils auraient donc pu faire pour un legs particulier ou universel, ils ont pu le faire même pour un legs d'une quote, c'est-à-dire pour un legs à titre universel, la loi ne présentant, à cet égard, au-

distinction qui s'y oppose ; que, si, en donnant un objet à son  
 donataire tout, ledit Lafont et son épouse avaient ainsi  
 fait l'application de l'art. 857, il s'ensuit qu'ils l'ont éludé  
 même en donnant une quote de leurs biens, sans qu'il  
 vaille rien de dire que la violation dudit article dépendait  
 de la pure volonté des testateurs et du choix de leurs expres-  
 sions, ce qui est improposable ; — Considérant que tout patri-  
 moine se divise en deux portions, la réserve et la quotité dis-  
 ponible, et que ces deux portions, déterminées par la loi,  
 sont également inviolables et sacrées ; — Considérant que, si,  
 pour calculer la réserve, il faut nécessairement faire entrer  
 nécessairement dans la masse successorale non seulement les biens  
 mobiliers, mais encore ceux expressément dispensés du  
 rapport, la même règle doit, par une conséquence rigoureuse,  
 avoir lieu pour la fixation de la quotité disponible ; qu'au-  
 rant ces deux parties integrantes du même tout se trou-  
 veraient soumises à des règles différentes, ce qui ne peut  
 être ; — Considérant que l'art. 857, qui n'a trait qu'aux rap-  
 ports, est donc absolument étranger à cette fixation de la  
 quotité disponible, et à la faculté qu'ont les pères et mères  
 de disposer ; qu'ainsi, lorsque le legs en est fait par une  
 personne, il faut seulement examiner, d'abord, en quoi cette quotité  
 est atteinte, et ensuite s'ils ont voulu en disposer en entier, ce  
 qui, encore une fois, n'appartient pas à la nature des rap-  
 ports ; — Considérant, enfin, que, les principes posés, il est  
 impossible de méconnaître la volonté qu'ont eue les père et  
 mère des parties de donner à Augustin, leur fils, toute la  
 quotité disponible, et que cette volonté doit nécessairement  
 produire à effet, puisqu'elle est conforme à la loi ; que, relati-  
 vement au testament de la mère, toutes les raisons ci-dessus  
 invoquées sont encore justifiées par la considération que ladite  
 mère a véritablement imposé à ses enfants l'obligation de  
 rapporter les dons à eux faits, obligation qui ne présente rien  
 contraire à la loi, pourvu que la réserve demeure intacte ;  
 Considérant, quant à l'obligation imposée par le père à Au-  
 gustin, de payer à son frère Joseph la somme de 2,000 fr.,  
 que, dans le cas où les droits paternels et maternels de ce dernier  
 s'élèveraient pas à cette somme, qu'il ne peut y être statué

on après le partage, seule époque après laquelle on peut connaître si cette obligation doit être exécutée, ou résignée comme non avenue; — Par ces motifs, le tribunal, admettant la minorité d'une des parties de la cause, ordonne que, experts, il sera procédé à la estimation, division et partage de tous les biens, tant meubles qu'immeubles, de la succession des père et mère communs, y compris tous les dons qu'ils ont pu avoir faits, à quelque titre que ce soit; pour, ensuite, délivrer un quart en préciput à la partie de Carbonat, les trois quarts restans être partagés en huit portions égales, en regard au nombre de huit enfans, pour l'une des portions être distribuée à chacun desdits enfans. — Appel.

Du 24 janvier 1821, arrêt de la Cour royale de Montpellier, M. Bergagné président, MM. Dugas et Baradé avocats.

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Lebe, avocat général; — Attendu qu'il résulte des testamens des père et mère communs qu'ils ont disposé du quart de l'univers de leurs biens en faveur d'Augustin Lafont; que, dans ce cas, il ne s'agit pas d'une demande en rapport proprement dite, et dans le sens de l'art. 847 du Code civil, mais d'une demande en composition des successions des père et mère pour régler l'effet et le résultat de leurs dispositions; dans ce cas, il doit être procédé à ce règlement dans la forme prescrite par l'art. 922; — Et, pour le surplus, adoptant les motifs des premiers juges, etc., Met l'appel au néant, ordonne que le dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

### COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

La partie qui plaide au fond à l'instant même du jugement qui le lui ordonne, sans faire aucunes protestations ni réserves, est elle censée avoir acquiescé à ce jugement. (Rés. nég.)

Les parens peuvent ils être entendus comme témoins dans les procès en séparation de corps, de mariage ou en divorce? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 251.

LA DAME R... C. LE SIEUR R...

La dame R..., ayant provoqué sa séparation de corps, fut admise à la preuve des griefs articulés dans son libelle introductif d'instance. Elle fit en conséquence procéder à une enquête. Au nombre des témoins entendus se trouvaient sa sœur et son beau-frère.

Le sieur R... a demandé que leurs dépositions fussent écartées du procès, sur le motif qu'ils étaient parens au degré prohibé, et que la loi n'admettait point leur témoignage.

L'épouse a répondu que, lorsqu'il s'agit des torts domestiques, les parens deviennent des témoins nécessaires, et que l'art. 251 du Code civil, qui permet de les entendre en matière de divorce, s'applique, par identité de raisons, aux demandes en séparation de corps.

Le 21 janvier 1820, jugement qui décide que les dépositions dont il s'agit seront rejetées de la cause, et enjoint aux parties de plaider au fond sur-le-champ.

A l'exécution de ce jugement, la dame R... plaide au fond à l'instant même; la cause est renvoyée au 10 février suivant, et par un jugement définitif du même jour la demande en séparation est admise.

Le sieur R... appelle de ce jugement. Sa femme attaque, par la même voie, celui du 24 janvier, qui avait statué sur les reproches des témoins. C'est uniquement de ce dernier appel qu'il s'agit, à présent.

On oppose contre l'appel de la dame R... une fin de non recevoir résultante de ce qu'elle a spontanément exécuté le jugement du 24 janvier, en plaidant à l'instant même sur le fond, sans faire aucunes protestations ni réserves. Quant à la disposition du jugement qui avait écarté les dépositions du beau-frère et de la sœur de la demanderesse en séparation, l'intimé cherchait à la justifier, en établissant que l'art. 251 du Code civil, qui permet d'entendre les parens en matière de divorce, n'est point applicable au cas de la séparation de corps.

Il s'ensuit, a-t-il dit, que, dans l'économie des art. 306 et 307 du Code civil, la procédure en séparation doit être instruite et jugée de la même manière que toute autre action civile.



Or, en matière civile, les parens au degré prohibé ne peuvent pas être entendus comme témoins. Le jugement du 24 janvier a donc eu raison d'écarter des dépositions nécessairement suspectes, et par conséquent inadmissibles. Dira-t-on que la faculté de reprocher un témoin ne tient pas à la forme de procédure, et que, tout en instruisant une cause en séparation dans la forme prescrite par l'art. 306 du Code civil, rien n'empêche de se conformer, pour l'identité des témoins, à l'art. 251 du même Code. Cette assertion ne serait pas exacte. Ce qui prouve en effet que les reproches font partie de la procédure, c'est la place qu'ils occupent dans la distribution de nos lois. La disposition qui règle les causes et le mode de procédure contre les témoins est placée dans le Code judiciaire, *livre des Enquêtes*, sous l'art. 283; et comme cet article déclare reprochables les témoins parens ou alliés des parties, jusqu'au quatrième degré inclusivement, il est naturel de l'appliquer aux causes de séparation comme aux autres matières civiles, puisqu'elles doivent être instruites et jugées de même. Au surplus, ce qui achève de démontrer que le législateur n'a pas entendu confondre l'action en divorce et celle en séparation, c'est que, par les art. 879 et 881 du Code de procédure, il les soumet à des règles différentes.

Cette distinction, d'ailleurs, est fondée sur des considérations d'un ordre supérieur. Par le divorce, le lien du mariage étant rompu, non seulement les époux, mais leurs parents respectivement, devenaient étrangers les uns aux autres. Il n'y avait donc nul inconvénient à admettre ces derniers comme témoins. Au contraire, la séparation laisse subsister le lien tout entier; le rapprochement est toujours possible, et l'on ne pourrait pas admettre les dépositions des parens et leur concours dans une discussion aussi délicate, sans s'exposer à éterniser les haines dans les familles, et souvent à empêcher le retour des époux sur eux-mêmes et leur réunion, cette réunion à laquelle la société et la morale sont si étroitement intéressées.

Au surplus, sur quoi se fonde l'appelante pour demander que les dépositions dont il s'agit soient entendues? Elle se fonde sur l'art. 251, placé au titre du *Divorce*; mais peut-elle ignorer que le divorce est aboli, que son titre est supprimé du



Code ? et n'est-ce pas vouloir faire revivre, dans l'intérêt de la cause, une disposition abrogée, que d'en réclamer encore l'exécution ?

L'arrêt de la Cour répond avec tant d'avantage à ces divers moyens, qu'une réutation plus étendue serait une redite inutile.

Du 25 janvier 1821, ARRÊT de la Cour royale de Toulouse, MM. Romiguières et Amilhou avocats, par lequel :

« LA COUR, — Attendu qu'en plaidant au fond, et ce postérieurement au jugement qui avait ordonné qu'il serait sur-le-champ plaidé, la dame R... n'a fait qu'un acte de nécessité, et nullement de pure volonté ; qu'elle ne pouvait, sans compromettre ses intérêts, et sans se laisser juger par défaut, refuser immédiatement après que ledit jugement fut rendu ; — Attendu que la dame R... n'a fait que continuer le 9 février une cause commencée le 24 janvier ; que déjà les conclusions avaient été contradictoirement prises ; que les parties ne furent entendues que dans leurs répliques ; sans prendre de nouvelles conclusions ; que, dès lors, pas plus le 10 février que le 24 janvier, il n'y a eu de la part de la dame R.... aucune sorte d'acquiescement ; qu'il est d'ailleurs de principe reconnu que l'on n'est pas obligé d'appeler à la face du juge, et que les plaidoiries faites en exécution d'un jugement qui vient d'être rendu ne peuvent être considérées comme des acquiescemens ; que, sous ce premier rapport, la fin de non recevoir proposée ne saurait soutenir les regards de la justice ; — Attendu que le sieur R... n'est pas mieux fondé sous le second rapport, puisque la signification du jugement du 10 février a été faite avec cette précision, que l'on n'entendait signifier que ce seul jugement ; que, dès lors, on ne peut en induire aucun acquiescement aux dispositions du jugement rendu le 24 janvier, puisque celui-ci n'a jamais été notifié ; que les acquiescemens ne se présentent pas ; que la loi accorde à toutes les parties trois mois pour appeler d'un jugement dont les dispositions pourraient les grever, à compter du jour de la notification de ce même jugement ; que cette notification seule fait ; par conséquent, courir le délai dans lequel une partie est tenue d'appeler du jugement qui préjudicie à ses droits ; — Au fond, et sur la deuxième question, — Attendu que de la com-

binaison des art. 251, 252, 306 et 307 du Code civil, il résulte que, si les procédures en séparation de corps doivent être intentées, instruites et jugées de la même manière que toute autre action civile, néanmoins il y a lieu à la demande en séparation de corps pour les mêmes causes pour lesquelles il y avait lieu à la demande en divorce; que l'on voit que la loi a établi une grande différence entre ce qui ne serait qu'une forme de procéder et ce qui est fond du droit; que, dès lors, et quant aux reproches qui tiennent plus au fond du droit qu'à la forme de procéder, on doit consulter plutôt les dispositions de l'art. 251 du Code civil que celle du Code de procédure; que la question est ainsi décidée par les divers auteurs, et même par plusieurs arrêts, l'un qui aurait été rendu par la Cour royale de Paris, les chambres réunies, et l'autre par la Cour de cassation, ce dernier sous la date du 8 mai 1810 (1); qu'en effet, il est sensible, en matière de séparation de corps, comme en matière de divorce, que les parents, les personnes habitées dans la maison des époux, et les domestiques, doivent être considérés comme des témoins nécessaires, parce que ce n'est guère que dans l'intérieur du ménage que le mari se porte à des excès injurieux envers sa femme, et qu'il est rare que ces scènes scandaleuses se renouvellent hors de la maison maritale, principalement lorsque le mari et la femme sont d'un état honorable, qui les met dans le cas de sauver les apparences à l'égard du public, etc., etc.; — Par ces motifs, sans s'arrêter à la fin de non recevoir, dont R.... est par le présent démis, statuant au fond, disant droit sur l'appel, réformant le jugement rendu le 24 janvier 1820, ORDONNE que les dépositions tant de F.... que de son épouse resteront au procès, pour que chacune des parties en tire les inductions qu'elle jugera convenables; ordonne, en conséquence, que lesdites dépositions seront lues; ordonne la restitution de l'amende, et réserve les dépens, etc. »

*Nota.* Nous ne rendrons aucun compte de l'arrêt définitif, qui a jugé, dans le cas particulier, que la communication du mal vénérien était une cause suffisante de séparation; attendu que cette question a déjà fait dans ce Journal la matière d'une

(1) Voy. ce Journal, tom. 11, pag. 445.

discussion fort étendue (1), et que d'ailleurs la Cour s'est terminée d'après des circonstances aggravantes qui vinrent fortifier la plainte de la femme, et prêter une nouvelle énergie à sa demande en séparation de corps.

La question en elle-même présente sans doute un grand intérêt, et elle a fait, dans tous les temps, le sujet d'une controverse très-sérieuse; cependant, il nous semble que l'importance qu'on y attache vient particulièrement de ce qu'on l'a mal entendue ou trop généralisée. Il est certain que, sous le rapport légal, la simple communication d'une maladie de ce genre n'est pas un motif de séparation de corps, puisqu'elle n'est point rangée par la loi au nombre des causes qui peuvent faire rompre ou relâcher le lien du mariage. Mais lorsqu'elle est accompagnée de circonstances aggravantes qui font que ce qui n'était qu'une imprudence dégénère en injure grave aux yeux de l'époux offensé, rien n'empêche la justice de la ranger dans la classe des excès et des injures qui, d'après l'art. 231 du Code civil, doivent faire admettre la séparation, puisque cet article n'a rien défini, et qu'il a laissé à la sagesse des magistrats le soin d'apprécier les faits, et de déterminer leur intensité. Ainsi, tout étant, dans cette matière, subordonné aux circonstances, on ne doit plus accuser de contrariété les arrêts qui, sur la même question, semblent avoir jugé le pour et le contre, en admettant et en rejetant tour à tour la demande en séparation fondée sur un motif de cette nature. Les faits ont nécessairement une grande influence sur la solution du point de droit.

## COUR DE CASSATION.

*La femme qui, de notoriété publique, gère depuis longues années le commerce de son mari, a-t-elle obligé ce dernier par les engagements de commerce qu'elle a souscrits?*  
( Rés. aff. ) Cod. civ., art. 217 et 220.

LE SIEUR QUITTERAY, C. CAUGY ET CONSORTS.

La dame *Le Rat*, épouse du sieur *Quitteray*, marchand épi-

(1) Voy. un arrêt de la Cour de Lyon, en date du 4 avril 1818, tome 20, page 290.

cier à Pont-Audemer, gérant publiquement, depuis vingt années, le commerce de son mari. — En 1817, elle souscrivit et profita d'un sieur *Henry*, marchand épiciier en gros à Rouen, un grand nombre d'effets de commerce, montans ensemble la somme de 20,000 fr. — Les billets furent négociés, et l'échéance les sieurs *Cailly* et consorts, tiers porteurs, s'adressèrent au sieur *Quitteray* pour le paiement.

Celui-ci soutint que les effets dont il s'agit étaient des billets de complaisance; qu'*Henry* n'en avait jamais fourni la valeur qu'au surplus, les signatures et acceptations données par sa femme sans sa participation ni son consentement ne pouvaient être obligatoires pour lui: en conséquence, il refusa de payer.

Sur l'action en remboursement formée par quelques uns des porteurs devant le tribunal de commerce de Rouen, la défense du sieur *Quitteray* fut accueillie, et celui-ci fut renvoyé de la demande par trois jugemens successifs, des 17 février, 1<sup>er</sup> et 8 mars 1819.

Mais plusieurs des billets souscrits par la dame *Quitteray* étant payables à Pont-Audemer, le mari fut assigné par les tiers porteurs devant le tribunal de commerce de cette ville, et trois jugemens, rendus le même jour 9 mai 1819, le condamnèrent à payer le montant des effets dont il s'agit. Voici les motifs qui ont déterminé le tribunal: — « Considérant, en ce qui concerne le sieur *Quitteray*, qui prétend n'être point obligé de payer le montant des trois billets dont le remboursement est réclamé, parce que ces billets sont souscrits par son épouse, sans mention que c'est pour le compte de lui, sieur *Quitteray*, ni énonciation de procuration de sa part, — 1<sup>o</sup> Qu'il est de notoriété publique et reconnue par le sieur *Quitteray*, tant dans les conclusions prises par lui que dans les plaidoiries de son défenseur, que, depuis son mariage, contracté il y a plus de vingt ans, la dame *Quitteray* s'occupe seule presque exclusivement du commerce de son mari, qui sait à peine lire et écrire; qu'elle est dans l'habitude d'aller chez les marchands et négocians acheter des marchandises; qu'elle règle les factures, qu'elle souscrit des billets à ordre et accepte des lettres de change tirées sur son mari; que ces billets et lettres de change ont été jusqu'à présent payés et acquittés indistinctement.

tement par le mari ou par la femme, ou par tous deux simultanément; — 2° Que la bonne foi, qui est la base du commerce, ne peut ni ne doit être trompée; que, puisque le sieur Quitteray a toujours acquitté les engagemens contractés par sa femme, il est encore obligé de remplir les trois billets à ordre dont le montant est demandé, d'autant plus que, de son propre aveu, il se reconnaît débiteur envers le sieur Henry, bénéficiaire de ces billets, d'une somme de 2,300 fr. pour fournitures de marchandises, lesquelles marchandises ont été soldées en partie, du moins tout porte à le croire, par les billets représentés; — 3° Que, lors même que le sieur Quitteray aurait osé méconnaître avoir reçu du sieur Henry des valeurs en marchandises, et d'après les commandes faites par sa femme, les juges n'en resteraient pas moins convaincus qu'elles ont été fournies, puisqu'il est non seulement à leur connaissance personnelle, mais encore de notoriété publique, que la majeure partie des marchandises que le sieur Henry adressait à son père, demeurant à Pont-Audemer, étaient livrées par ce dernier, pour le compte de son fils, aux sieur et dame Quitteray, et que c'était cette dernière qui réglait ou donnait des a-compte ou des effets de commerce; — 4° Que de tous les faits ci-dessus énoncés et reconnus par le sieur Quitteray il résulte évidemment que le sieur Quitteray avait conféré à sa femme le pouvoir de faire tous les actes relatifs à son commerce; et que, s'il pouvait s'élever quelque doute raisonnable sur l'étendue de ce pouvoir, on devrait se déterminer par ce qui s'est passé antérieurement; — Considérant que le sieur Quitteray ne peut tirer aucune induction qui lui soit favorable de ce que les billets souscrits par sa femme ne font point mention de sa procuration, parce que, si l'on se reporte aux vrais principes de la matière, qui sont développés par Pothier dans son excellent *Traité du Mandat*, on sera convaincu que cette circonstance ne peut produire d'avantage qu'au profit des tiers qui ont traité avec le mandataire, et qui, en ce cas, sans perdre leur action directe contre le mandant, ont une action utile contre le mandataire qui n'a point fait mention de sa procuration, lorsque ce mandataire est capable de s'obliger personnellement; que si, comme dans l'espèce, il est inca-



ble de s'obliger personnellement, alors les tiers n'ont plus l'action dite *utilis institoria* contre lui, mais ils conservent toujours l'action directe contre le mandant... ; — Considérant qu'il ne s'agit point de décider si la dame Quitteray est marchande publique ; si, comme telle, elle s'est obligée et a obligé son mari ; mais bien de savoir si la femme Quitteray a pu recevoir un mandat de son mari, si elle l'a reçu en effet ; que la première de ces questions est résolue par l'art. 1990 du Code civil ; que la seconde l'est par les faits constans au procès et la reconnaissance du sieur Quitteray lui-même.... »

Deux ouvertures de cassation sont proposées par le sieur Quitteray contre les jugemens rendus par le tribunal de commerce de Pont-Audemer :

Violation des art. 217 et 220 du Code civil, relatifs à l'incapacité des femmes mariées, pour s'obliger sans autorisation. Tel était le premier moyen du demandeur.

Une femme, a-t-on dit, ne peut valablement s'obliger, ni obliger son mari, sans le concours de ce dernier dans l'acte, ou sans son autorisation par écrit, à moins qu'elle ne soit marchande publique : voilà le principe. Sans doute le mari peut, malgré cette incapacité, approuver les engagements contractés par sa femme sans autorisation, lorsqu'ils lui paraissent raisonnables et utiles à l'intérêt commun ; mais il reste toujours le maître de ratifier ou d'improver, selon les circonstances, ce que sa femme a promis, comme il le pourrait à l'égard d'un étranger qui aurait contracté en son nom, sans pouvoir. Mais de ce qu'un mari aura consenti à reconnaître et exécuter plusieurs des obligations de sa femme, il serait absurde d'en conclure qu'il s'est par-là même engagé à payer indistinctement toutes les dettes qu'elle contracterait, ni qu'il ait entendu lui confier le pouvoir de l'obliger indéfiniment, et quelle que soit l'importance et le plus ou moins de fondement de ses obligations. Autrement, les maris seraient réduits à la triste alternative de ne donner à leurs femmes aucune part à leurs affaires, ou de se voir exposés à être totalement ruinés par elles.

Ainsi, en admettant pour constans les faits tels qu'ils sont établis par le jugement attaqué, il n'en résulterait rien autre chose sinon que la dame Quitteray, en sa qualité d'épouse, a

pris une part plus ou moins active aux travaux de son mari, qu'elle l'a secondé dans ses occupations, comme cela arrive tous les jours dans le commerce, et que celui-ci a ratifié parfois ce qu'elle avait fait, quand il le jugeait avantageux à l'intérêt commun. Mais, en avoir conclu que la dame Quitteray, qui n'est pas elle-même marchande publique, avait acquis, par ce seul fait, le pouvoir de s'engager, et même d'obliger indéfiniment son mari, c'est avoir méconnu tous les principes, c'est avoir réduit à une vaine théorie la loi, qui, dans l'intérêt du mari et de la femme elle-même, place cette dernière dans l'heureuse impuissance d'agir sans l'autorisation maritale.

Le second moyen de cassation était pris de la fausse application de l'art. 1985 du Code civil sur le mandat. Aux termes de cet article, poursuivait le demandeur, le mandat peut être conféré de deux manières, par écrit ou verbalement. Dans l'espèce, il est reconnu que la dame Quitteray n'avait point de mandat écrit. Le mandat verbal n'existe pas davantage; il n'a pas même été allégué par les adversaires. Le tribunal de Pont-Audemer l'a fait résulter de la notoriété publique, de la participation de la dame Quitteray au commerce de son mari, et du paiement par celui-ci de plusieurs billets souscrits par sa femme. Mais ces diverses circonstances constitueraient tout au plus un mandat tacite. Or le Code civil a rejeté cette espèce de mandat, admise effectivement dans l'ancienne jurisprudence, et que l'on faisait résulter du silence du mandant sur ce qu'il voyait faire par lui et en son nom par un tiers; il l'a rejetée comme contraire aux véritables principes et comme pouvant entraîner de graves inconvéniens dans la pratique; il a voulu que le mandat fût donné verbalement ou par écrit. Dans l'espèce, il n'existait ni mandat verbal, ni mandat écrit: donc la loi a été violée, méconnue par le tribunal de commerce; donc son jugement doit être cassé.

Le demandeur présentait un troisième moyen, qui se trouve insuffisamment indiqué par l'arrêt de la Cour, et qui d'ailleurs est totalement en opposition avec les faits déclarés constans par le jugement attaqué.

Du 25 janvier 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M.

*Mention de Pensey*, président, *M. Lpsagny*, rap-  
porteur, *Rochele* avocat, par lequel :

« LA COUR — Sur les conclusions conformes  
*begu*, avocat-général ; — Sur le premier moyen,  
droit, que les femmes même mariées peuvent é-  
tre pour mandataires ; — Et attendu qu'il a été reçu  
par les jugemens attaqués que *Quitteray*, deman-  
dation, avait donné à sa femme le mandat de *gér-  
ver* et *généralement* toutes les affaires de son  
et qu'elle les avait en effet ainsi gérées depuis le  
jusqu'au procès actuel, pendant environ vingt ans  
près cela, en décidant que ledit *Quitteray* avait  
tout ce qui concernait son commerce, valablement  
sa femme, non pas comme *marchande publique* il-  
licite, mais seulement comme sa *mandataire*, les in-  
mens ont fait une très-juste application des lois  
tière ; — Sur le second moyen, attendu que, loin  
*tacite* le mandat dont il s'agit, les juges l'ont regar-  
*expres* et *formel*, résultant des *aveux* et *faits* du  
demandeur lui-même, et notamment des actes par  
le demandeur, pendant ledit espace de vingt ans,  
jours, et indistinctement, *ratifié* et *exécuté* tous les  
mens commerciaux contractés par sa femme, qu'ai-  
des articles invoqués par le demandeur était pa-  
rempli ; — Sur la première partie du troisième, m-  
tendu que de tout ce qui vient d'être établi il résu-  
n'est pas des simples conjectures et présomptions ;  
des *aveux* et *faits* formels et réitérés du demandeur  
que les juges ont fait sortir le mandat dont il s'agi-  
tendu, au surplus, qu'en matière de commerce, et  
particulièrement des *liens*, dont la bonne foi ne do-  
trompée, les juges peuvent constater les engage-  
d'autres élémens que par la preuve par écrit, tou-  
qu'elle n'est pas expressément exigée par la loi ; —  
*conde* partie du même moyen, attendu que, si la-  
aux juges de *scinder* les aveux des parties, elle leur  
d'en fixer le sens véritable, en le coordonnant avec

éléments, faits et circonstances de la cause; — REJETTE (1). »

## COUR D'APPEL DE BOURGES.

*Le chemin ou sentier qui sert à l'usage particulier d'une commune pour aller à un moulin peut-il être considéré comme un chemin public, imprescriptible ? (Rés. nég.)*

*N'est-ce, au contraire, qu'un chemin d'aisance, contre lequel le propriétaire dont le fonds est traversé par ce chemin peut prescrire ? (Rés. aff.)*

LA COMMUNE DE SAINTE-OUTRILLE, C. PORCHER.

Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour de Bourges, du 30 janvier 1821. Voy. les faits, la discussion et l'arrêt, tom. 2 de 1823, pag. 385.

## COUR DE CASSATION.

*Les inscriptions hypothécaires doivent-elles, pour conserver leur effet, être renouvelées dans les dix années de leur date, dans le cas même où l'immeuble aurait été saisi réellement avant la révolution de ce terme ? (Rés. aff.)*

*Ce renouvellement est-il d'une nécessité indispensable pour le poursuivant lui-même, nonobstant la dénonciation de la saisie au débiteur, la transcription et l'enregistrement au greffe et au bureau des hypothèques ? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 2154.*

BEUZEVILLE, C. DESCHAMPS.

Le sieur Deschamps était créancier de la veuve Monfils et de ses enfans d'une somme de 5,000 fr. Faute de paiement à l'échéance, il fit saisir immobilièrement une maison qui était indivise entre ses débiteurs et un autre enfant de la veuve Monfils, lequel n'était point obligé à la dette. La saisie est transcrite

(1) Voir un arrêt conforme de la Cour d'Angers, du 27 février 1819, tom. 21, pag. 166, et un arrêt analogue de la Cour de cassation, du 14 novembre 1820, tom. 22, pag. 808.

au bureau des hypothèques et au greffe du tribunal à faire la vente; elle est en outre dénoncée aux sais. en conformité des art. 677, 680 et 681 du Code de civile.

Avant la notification des placards aux créancier celui des enfans *Monfils* qui n'était point obligé la mande en justice la licitation de l'immeuble saisi. L'avant intervient pour adhérer à cette demande, et, c tement de toutes les parties, la licitation est ordonne. Le 3 avril 1813, jugement portant adjudication meuble au profit d'un sieur *Grasset-Jeannin*. — Un ouvert pour la distribution du prix; et par le régler visoire le sieur *Deschamps* est colloqué pour le m sa créance à la date de sa inscription du 10 frima (1<sup>er</sup> décembre 1802.)

Le sieur *Beuzeville*, autre créancier inscrit pos ment, mais qui ne venait pas en ordre utile, attaque c tion. Il soutient que l'inscription du sieur *Deschamps* pas renouvelée dans les dix ans de sa date, était pe droit, et que dès lors le sieur *Deschamps* ne devait é que qu'après les créanciers régulièrement inscrits.

Cette défense est accueillie par jugement du tribu de la Seine, du 7 février 1817, et la préférence est au sieur *Beuzeville*.

Sur l'appel, ce jugement est infirmé, et la colloca sieur *Deschamps* rétablie par arrêt du 23 avril 11 Cour royale de Paris a considéré « que la saisie immobili par *Deschamps*, en vertu de son inscription, de l'in qui lui était hypothéqué, sa dénonciation aux partie dûment enregistrée au greffe, la transcription de cet et son enregistrement sur le livre du conservateur, qui comprise dans l'état des inscriptions par lui délivré, constamment plus de force et remplissaient beaucoup les vues du législateur qu'un simple renouvellement d' tion, qu'd'eurs, dans la circonstance d'une poursui appropriation et même activité, avait dû paraître à *Des* complètement inutile ».

Le sieur *Beuzeville* a demandé la cassation de l'arrêt



de la Cour royale, pour violation de l'art. 2154 du Code civil, suivant lequel l'effet des inscriptions cesse de droit après dix années révolues, à compter du jour de leur date; lorsqu'elles n'ont pas été renouvelées avant l'expiration de ce délai. Cet article, disait le demandeur, est formel; il est absolu. Toute inscription cesse d'avoir son effet, si elle n'a pas été renouvelée dans les dix ans de sa date; la loi ne fait aucune distinction, aucune exception. Que l'immeuble soit saisi, qu'il soit libre dans les mains du débiteur, peu importe: il y a même raison de décider pour la nécessité du renouvellement. Les tiers, étrangers à la poursuite de saisie réelle, ont intérêt de connaître l'état des inscriptions existantes. Or, comme celles qui sont périmées sont comptées pour rien, et que ceux qui ont traité sous la foi de cette péremption ne doivent pas être victimes de leur confiance dans la loi, il est évident que l'effet de l'inscription ne peut être conservé que par le renouvellement, et que cette formalité est indispensable jusqu'à l'adjudication de l'immeuble, parce que jusque là le saisi n'est pas absolument dépouillé, et que, d'après l'art. 693 du Code de procédure, il peut encore aliéner et hypothéquer, parce qu'en réalité l'effet de l'inscription n'est consommé que par la vente et l'envoi du prix, que par l'examen et la discussion que subit à l'ordre la créance inscrite.

La loi n'a point fait d'exception en faveur du saisi, et elle ne pouvait en faire aucune. La saisie, sa dénotation, son enregistrement au greffe et sur les registres du conservateur, tout cela est inutile pour la publicité de l'hypothèque, à l'égard des tiers. Ceux qui contractent avec un individu ne sont pas obligés d'aller fouiller dans les registres destinés à recevoir les enregistrements et transcriptions des saisies; ils ne doivent consulter que celui des inscriptions et des renouvellements; et comme les inscriptions qui, ayant plus de dix ans de date, n'ont pas été renouvelées avant ce terme, sont toutes périmées de droit, et sans exception, les tiers ont pu traiter avec confiance, et sans craindre d'être périmés par des inscriptions dont la loi elle-même leur garantit l'inutilité.

Le défendeur à la cassation leur répondait que le délai fixé à l'inscription hypothécaire par l'art. 2154 du Code civil est une véritable prescription; qu'en principe, la prescription

est interrompue par l'action judiciaire ; que la poursuite en a tous les caractères ; que, du moment où l'est demandée, que l'immeuble est mis sous la main de justice, l'inscription a produit son effet, et qu'il devient inutile de le renouveler, puisque alors le saisi ne possède que comme séquestre judiciaire, que du jour de la détermination de la saisie il ne peut, à peine de nullité, disposer de l'immeuble au préjudice des créanciers inscrits, et l'aliénation qui en serait faite postérieurement ne peut être maintenue qu'autant que l'acquéreur consigne une somme suffisante pour acquitter toutes les créances de l'immeuble est grevé. — Le défendeur ajoutait que, dans le même cas, la formalité du renouvellement serait jugée inutile à l'égard des autres créanciers, le saisi devant être excepté de cette loi commune, attendu que son hypothèque recevant, par la saisie faite en vertu de l'inscription, la dénomination de cette saisie, son enregistrement au greffe et sa transcription sur les registres du conservateur, une publicité telle qu'il était impossible que les tiers fussent induits en erreur.

Du 31 janvier 1821, arrêt de la section civile, M. le président, M. Cassaigne rapporteur, MM. Guény, de Beaumont, de Beaumont, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en chambre du conseil ; — Vu l'art. 2154 du Code civil ; tendu 1<sup>o</sup> que la disposition de cet article est absolue, essentiellement à l'ordre public ; qu'il en résulte que, ce que les inscriptions aient produit leur effet, elles doivent être renouvelées dans le délai prescrit, faute de quoi les tiers qui contracteraient sous la foi de la péremption, n'auraient pu et ne devant consulter que le registre des inscriptions pour connaître celles existantes, seraient être induites en erreur et devenir victimes de leur confiance ; — Attendu 2<sup>o</sup> que la saisie immobilière, la dénomination qui en est faite au saisi, ni la transcription et l'enregistrement de ces actes au greffe et au bureau des hypothèques, ne donnent aux inscriptions ni une publicité ni un effet capables

pour le but du renouvellement; — Attendu enfin qu'en déclarant le contraire, et en jugeant, sous ce prétexte, que l'inscription de Deschamps et consorts n'est pas périmée faute d'avoir été renouvelée dans les dix ans de sa date, l'arrêt viole l'art. 2164 ci-dessus cité; — **CASSE.**

*Nota.* La Cour de cassation a jugé de même par un second arrêt du 9 août 1821. Voyez *supra* à cette date. Ces décisions ont fixé la jurisprudence, ainsi que nous l'avons déjà observé à la suite d'un arrêt dans le même sens, rendu par la Cour de Bruxelles, le 26 août 1813, et rapporté au tom. 15, pag. 117. Il est important de consulter ces observations et les auteurs qui y sont cités.

## COUR D'APPEL DE METZ.

*Celui qui vend ou détourne un objet qui lui a été donné en gage se rend-il coupable de violation de dépôt, et par suite est-il passible des peines portées en l'art. 408 du Code pénal? (Rés. aff.)*

*Peut-on poursuivre par la voie de police correctionnelle le délit de violation de dépôt, lorsque l'objet excède 150 fr. et que le dépôt n'est pas constaté par écrit, ou qu'il n'y a point de commencement de preuve par écrit? (Rés. nég.)*  
*L'aveu du prétendu dépositaire sur la nature de la convention intervenue entre lui et le déposant doit-il, en ce cas, être considéré comme indivisible, conformément à l'article 1356 du Code civil? (Rés. aff.)*

*La valeur d'un dépôt doit-elle être considérée comme indéterminée, et dès lors comme pouvant excéder 150 fr., quoique l'objet prétendu déposé ait été apprécié au Mont-de-Piété à une somme bien inférieure? (Rés. aff.)*

**ZAY, C. LA VEUVE MURAT.**

Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour d'appel de Metz, du 31 janvier 1821. Les circonstances de la cause, les moyens réservés des parties, et le texte de l'arrêt, sont rapportés au tome 1<sup>er</sup> de 1824, pag. 363.

## COUR D'APPEL D'AIX.

*La notification d'un contrat de vente d'immeuble par acte de vente, en tant qu'elle ne détermine pas le capital, est sans effet pour faire courir le délai de la surenchère.*  
Codd. civ., art. 2183 (1)

FABRÈGE ET GUY, C. LES CRÉANCIERS MAND

Le 17 juin 1818, la dame Mandine vendit aux frères et Guy un domaine moyennant la somme de 600 fr. Le 30 août suivant, leurs notaires leur contrat aux créanciers inscrits. Luer le capital de la rente viagère.

Après l'expiration des délais pour surenchérir, les créanciers ont voulu user de cette faculté ; ils ont fait notification du contrat faite par les acquéreurs n'ont pas fait courir les délais de la surenchère ; attendu qu'ils n'ont pas le prix de la vente, puisque le capital de la rente viagère n'y était pas évalué, et qu'ainsi il était impossible de calculer la somme à laquelle devait s'élever la surenchère. Les créanciers invoquaient sur ce point l'opinion des auteurs (Voy. M. Grenier, t. 2, p. 341 ; et M. Delvincourt, t. 2, p. 145) et un arrêt de la Cour de Paris, du 5 février 1814 (p. 158.).

Jugement du tribunal d'Arles qui déclare la notification nulle ; mais, sur l'appel des sieurs Fabrège et Guy, la décision a été réformée par l'arrêt suivant.

Du 2 février 1821, ARRÊT de la Cour d'appel d'Aix, Cappeau président, MM. Sommier et Dubreuil avoc

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Dufaur,

(1) Voy., sur cette question, l'opinion contraire de la Cour de Paris, tom. 16, pag. 158 ; et de M. Grenier, *Traité des Hypothèques*, pag. 341.

général; — Attendu que l'art. 2183 du Code civil annonce précisément ce que doit contenir la notification que l'acquéreur qui veut purger son acquisition fait aux créanciers inscrits; — Que, parmi les déclarations qu'il exige, on n'en trouve aucune d'où l'on puisse induire qu'il doit énoncer le prix ou les charges qui en font partie autrement qu'ils sont stipulés dans son contrat, et le dénaturer lui-même; que, puisque sa notification ne doit être que l'analyse ou l'extrait de son acte, elle doit lui être conforme, et ne présenter le prix que tel qu'il a été stipulé, sauf aux créanciers à surenchérir dans le délai déterminé, si, par sa qualité ou par sa quotité, le prix ne satisfait pas leurs intérêts; — Attendu que les appelants ont ainsi rempli toutes leurs obligations, en énonçant en rente viagère la partie du prix qui n'avait pas été stipulée différemment; qu'il n'est, dans le Code, ni texte ni analogie qui les oblige à énoncer leur contrat autrement qu'il n'avait été formé, et à capitaliser une rente qui ne l'avait pas été dans l'acte; que les créanciers pouvaient, dans le délai de l'art. 2183, pourvoir à leurs intérêts, soit en augmentant la rente d'un dixième, soit en lui donnant un sort principal qu'ils auraient augmenté d'un dixième, et qu'ils devaient s'imputer d'avoir laissé expirer le délai de la loi, sans profiter des facultés qu'elle leur donnait; que leur silence prouve qu'ils ont préféré s'en tenir au prix du contrat; que dès lors les acquéreurs, en mettant en distribution le prix, tel qu'il a été stipulé dans l'acte, se sont régulièrement conformés au vœu de la loi; — Par ces motifs, Met l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant, sans s'arrêter aux fins principales et subsidiaires des intimés, dont les a démis et déboutés, met sur icelles Fabrege et Guy hors de Cour et de procès, sous l'offre par eux faite de mettre en distribution la somme de 7,451 fr. 67 cent., savoir: 7,000 fr. stipulés en numéraire par l'acte de vente, et 451 fr. 67 cent., montant des arrérages de la rente viagère de 600 fr. stipulée dans le même acte, courus depuis la vente jusqu'au 10 mars 1819, jour du décès de la dame Mandine; ordonne la restitution de l'amende; condamne les intimés à tous dépens.



## COUR DE CASSATION.

*L'arrêt par lequel une Cour d'assises refuse de poser au jury une question sur la circonstance de légitime défense et de provocation doit-il, à peine de nullité, contenir les motifs de ce refus ? ( Rés. aff. )*

POURVOI DE SALICETTI.

Du 3 février 1821, Arrêt de la section criminelle, M. de la Rivière président, M. Aumont rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Hua, avocat général ; — Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, ainsi conçu : « Les arrêts qui ne sont pas rendus par le nombre de juges prescrit, ou qui ont été rendus par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences de la cause, ou qui n'ont pas été rendus publiquement, ou qui ne contiennent pas de motifs, sont déclarés nuls. » ; — Vu aussi l'art. 17 de la même loi, portant, § 2 : « Leurs arrêts (des Cours d'assises) ne peuvent être annulés que dans les cas prévus par l'art. 7. » ; Attendu que les arrêts que l'art. 7 déclare nuls, lorsqu'ils ne contiennent pas de motifs, sont ceux qui prononcent sur le fond de la contestation, ou sur des faits et des demandes qui sont des dépendances, ou sur des moyens qui ont pour objet de justifier le droit de la défense des parties ; — Que la demande faite par un accusé, ayant pour objet la position d'un jury sur la circonstance de légitime défense ou de provocation tend à dépouiller le fait de l'accusation du caractère criminel ou à modifier ce caractère et à affaiblir la peine ; — Qu'il appartient à la Cour d'assises d'apprécier cette demande, de l'admettre ou de la rejeter ; mais que, d'après sa nature et son objet, il ne peut pas y être statué sans énonciation des motifs, lesquels est fondée la décision de cette Cour ; que, si cette décision peut avoir pour base des motifs qui ne soient la violation d'aucune loi, et ne sauraient conséquemment donner ouverture à cassation, elle peut aussi avoir été déterminée par des considérations qui, par leur liaison nécessaire avec ce qui a été prononcé, frappent l'arrêt de nullité, et doivent en entraîner la cassation ; — Et attendu que, dans l'espèce, après

lecture des questions posées par le président, le conseil des accusés a demandé qu'à ces questions il en fût ajoutée une sur le fait de la légitime défense; que des observations contraires à cette demande, mais dont il n'est resté aucune trace, ont été faites par le Ministère public, qui a déclaré s'en rapporter à la prudence de la Cour; que, sur ce débat, le président, après avoir pris l'avis des juges, a prononcé ainsi: « La Cour déboute le conseil des accusés de sa demande, et déclare maintenir la position des questions; sans y rien ajouter. »; — Que le rejet de la demande du conseil des accusés n'a été motivé ni sur ce que la question dont il réclamait la position n'était pas résultée des débats, ni sur aucune raison quelconque; — Que l'arrêt qui a prononcé ce rejet est donc frappé de la nullité portée dans l'art. 7, § 2, de la loi du 20 avril 1810; — D'après ces motifs, CASSE ET ANNULE l'arrêt de la Cour d'assises du département des Bouches-du-Rhône, du 11 décembre dernier, qui rejette la demande du conseil de Salicetti et autres accusés à fin de position d'une question sur le fait de légitime défense; — Casse et annule pareillement les débats de tout ce qui s'en est suivi, notamment l'arrêt de condamnation dudit Salicetti. »

## COUR DE CASSATION.

*La constitution d'hypothèque et l'inscription peuvent-elles être annulées pour cause d'erreur dans l'indication de la commune où sont situés les biens, si d'ailleurs cette erreur n'a pu tromper les tiers? ( Rés. nég. ) Cod. civ., art. 2129 et 2148.*

*La demande en nullité fondée sur ce motif est-elle surtout non recevable dans le cas où l'erreur a été causée par un concert frauduleux entre le créancier qui la forme et le débiteur? ( Rés. aff. )*

*La désignation des immeubles hypothéqués, qui n'énonce ni leur nature, ni le nom de la commune dans le territoire de laquelle ils sont situés, est-elle néanmoins suffisante et valable, pourvu qu'elle apprenne aux tiers tout ce qu'il leur importe de savoir? ( Rés. aff. ) Ibid.*

La jurisprudence fut d'abord très-rigoureuse sur l'observation des formes prescrites par le Code civil pour le titre constitutif d'hypothèque et pour l'inscription. En adoptant une distinction, malheureusement trop arbitraire, des formalités substantielles et des formalités accidentelles, elle les avait placées presque toutes dans la première classe; et l'on sait qu'elle prononçait la nullité toutes les fois qu'une formalité substantielle n'avait pas été remplie avec la plus minutieuse exactitude. Mais en cette matière, comme en plusieurs autres, la méditation, l'ascendant insensible de l'équité, et les utiles leçons de l'expérience, ont ramené les oracles de la justice à un système plus indulgent, et qui entre mieux dans le véritable esprit de la loi, puisqu'il concilie tous les intérêts et protège tous les droits. La spécialité et la publicité, qui sont deux bases fondamentales de notre nouveau régime hypothécaire, n'ont été établies que pour éclairer les tiers sur la véritable situation du débiteur; et dès que l'acte constitutif de l'hypothèque et l'inscription contiennent toutes les énonciations propres à remplir parfaitement ce but, il est juste de les maintenir. Telle est la règle que la Cour de cassation a proclamée dans plusieurs arrêts (1), et qu'elle vient d'appliquer encore à deux espèces dont nous allons rendre compte.

### § 1<sup>er</sup>.

LE SIEUR BOITARD FILS, C. LE SIEUR LOUSTONNEAU.

Le sieur *Loustonneau* avait une hypothèque inscrite, en première ligne, sur le domaine de Poisenil, appartenant au sieur *Boitard* père. Mais il paraît que, trompé par ce dernier et par le sieur *Boitard* fils sur la commune dans laquelle ce domaine était situé, il l'avait placée, par son inscription, dans la commune de Saint-Albin, tandis qu'il dépendait du territoire de Vêriset.

Le domaine de Poisenil ayant été vendu par expropriation forcée, et un ordre s'étant ouvert pour la distribution du

---

(1) Voyez deux arrêts de la Cour de cassation, des 25 novembre 1813 et 1<sup>er</sup> avril 1817, tom. 15, pag. 665, et tom. 19, pag. 313, et nos réflexions à la suite d'un arrêt de Besançon, du 22 juin 1810, tom. 11, pag. 626.

prix, le sieur Loustonneau demanda à être colloqué au rang de son inscription.

Le sieur Boitard fils ; postérieurement inscrit sur le même immeuble pour une créance qu'il avait contre son père, contesta cette demande, et soutint que l'inscription du sieur Loustonneau était nulle, à cause de l'erreur qu'elle renfermait sur la situation du bien hypothéqué.

Un jugement du tribunal civil de Mâcon rejeta ce système ; et, sur l'appel, ce jugement fut confirmé par un arrêt de la Cour de Dijon, dont les motifs portent, en substance, « que le domaine de Poisenil, situé dans un lieu qui porte ce nom, est suffisamment indiqué au public par sa dénomination, puisqu'il est connu, dans le pays ; sous le nom de *Poisenil*, indépendamment de l'indication de la commune de Vêriset, dans le territoire de laquelle il est enclavé ; que, dès lors, ces mots, *sis en la commune de Saint-Albin*, sont une erreur indifférente, et qui n'a pu porter atteinte ni à la spécialité, ni par conséquent à la publicité de l'hypothèque ; que les tiers ne pouvaient se tromper sur l'immeuble que les parties avaient entendu grever ; et que, d'ailleurs, quand l'erreur relevée par Boitard fils serait capable de faire annuler l'hypothèque, celui-ci ne pourrait pas s'en prévaloir contre Loustonneau, par la raison qu'il s'est concerté avec son père pour le tromper sur la véritable situation du domaine de Poisenil, et que la fraude ne doit jamais profiter à son auteur ».

Le sieur Boitard fils s'est pourvu en cassation contre cet arrêt, pour prétendue violation des art. 2129 et 2148 du Code civil.

Mais, le 6 février 1821, maître de la section des requêtes ; M. Henrion de Pensey président, M. Louvet rapporteur, M. Mathias avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Lebeau, avocat-général ; — Attendu que la Cour royale de Dijon a jugé, en fait, et d'après les localités, qu'elle avait le droit d'apprécier, que, soit dans l'acte constitutif de l'hypothèque, soit dans l'inscription prise en conséquence, le domaine hypothéqué était suffisamment désigné de manière à prévenir toute erreur, ce qui suffisait pour remplir le vœu de l'art. 2129

du Code civil ; — Attendu , en outre , que , s'il pouvait rester quelque doute sur ce point , la Cour royale de Dijon a constaté que l'erreur sur le nom de la commune dans laquelle était situé le domaine hypothéqué aurait été occasionnée par le dol et la fraude des sieurs Boitard père et fils ; que le dol et la fraude font exception à toutes les règles ; que dès lors ce seul motif suffirait pour justifier l'arrêt attaqué ; — Par ces motifs , **REJETTE**, etc. »

## § II.

**LE SIEUR REBUT, C. BOULA-DE-NANTEUIL.**

Le 20 mai 1813, acte notarié par lequel les sieur et dame *Chaize* affectent aux sieur et dame *Boula-de-Nanteuil* les biens dont ils sont propriétaires en la commune de *Soignolles* et autres communes environnantes, canton de *Brie*, arrondissement de *Melun*, département de *Seine-et-Marne*....

Le 3 août 1815, inscription requise sur ces biens par les sieur et dame *Boula*, dans les mêmes termes. — Depuis, vente opérée en justice, à la requête des créanciers des époux *Chaize*, et ouverture d'un ordre pour la distribution du prix.

Demande en collocation, de la part des sieur et dame *Boula-de-Nanteuil*, au rang que leur donne leur inscription. — Règlement provisoire qui accueille cette demande.

Contestation de la part des sieurs *Rebut*, *Henryon* et autres, créanciers inscrits après les époux *Boula*, qui prétendent que la constitution d'hypothèque et l'inscription invoquées par ces derniers sont nulles, par le double motif qu'elles n'énoncent en aucune manière la nature des biens, et qu'elles n'indiquent pas suffisamment leur situation.

Le 6 avril 1819, jugement du tribunal civil de *Melun*, qui prononce effectivement cette nullité, et qui écarte, en conséquence, la collocation faite au profit des contestés par le juge-commissaire.

Appel à la Cour royale de Paris ; et, le 23 février 1820, arrêt de la seconde chambre, qui infirme la décision des premiers juges, « attendu, entre autres motifs, que l'unique intention de la loi, en exigeant que la nature et la situation des biens hypothéqués fussent spécifiées, tant dans les constitutions



que dans les inscriptions d'hypothèques, a été que l'objet hypothéqué fût bien connu, et si clairement désigné qu'on ne pût s'y méprendre; que, dans l'espèce, il ne pouvait pas y avoir lieu à équivoque....»

Pourvoi en cassation. — Mais, le 28 août 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. Lasaudade président d'âge, M. Favard de Langlade rapporteur, M. Odillon-Barrot avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, avocat-général....; — *Sur le second moyen*, puisé dans les art. 2129 et 2148 du Code civil; — Considérant que, si ces deux articles exigent, l'un la désignation *de la nature et de la situation* des biens hypothéqués, l'autre l'indication *de l'espèce et de la nature* des biens sur lesquels l'inscription est prise, il faut aussi convenir que l'objet de ces articles est principalement que le tiers trouve, soit dans le titre qui constitue l'hypothèque, soit dans l'inscription hypothécaire, tout ce qu'il est intéressé à connaître pour fixer sa détermination sans pouvoir être induit en erreur, et que le but de la loi est atteint toutes les fois que cet objet est rempli par les actes ci-dessus; — Considérant que, dans l'espèce, il a été reconnu, par l'arrêt attaqué, que le titre constitutif de l'hypothèque des sieur et dame Boula et l'inscription qu'ils ont prise renferment, d'une manière assez précise, l'indication des biens qui leur étaient hypothéqués; qu'il est également reconnu qu'aucun tiers n'a pu être induit en erreur par les termes employés pour cette indication, et n'en a souffert de préjudice; qu'ainsi la Cour royale de Paris n'a violé aucune loi en déclarant valable l'inscription dont il s'agit; — REJETTE, etc. »

## COUR DE CASSATION.

*La présomption légale établie par l'art. 315 du Code civil, en faveur de l'enfant dont la légitimité est contestée doit-elle s'étendre au cas où il ne s'agit point de son état, mais seulement de sa capacité pour succéder? (Rés. aff.) (1)*

(1) La légitimité de l'enfant né trois cents jours après la dissolution

ET PLUS PARTICULIÈREMENT, un enfant né neuf mois et neuf jours après l'ouverture d'une succession est-il légalement présumé avoir été conçu au moment où cette succession s'est ouverte, et a-t-il capacité pour la recueillir? (Rés. aff.)

CARRÉ, C. BOUVET.

*Alexandrine Bolard* est décédée le 3 octobre 1812. La veuve *Bolard*, sa mère, qui avait épousé en secondes noces un sieur *Bouvet*, devient enceinte; et, le 12 juillet 1813, c'est-à-dire neuf mois et neuf jours après le décès de sa fille *Alexandrine*, elle accouche d'un enfant mâle, appelé *Louis-Joseph Severe Bouvet*.

On réclame pour cet enfant, sous la qualité de frère utérin d'*Alexandrine Bolard*, les trois quarts de la succession de cette dernière. — «Le mineur *Bouvet*, disait-on, est effectivement né neuf mois et neuf jours, ou, ce qui est la même chose, deux cent quatre-vingt-deux jours après le décès de sa sœur. Mais l'art. 315 du Code civil déclare légitime l'enfant né moins de trois cent jours après la dissolution du mariage. Cette présomption légale s'applique à toutes les hypothèses; et elle s'applique également pour l'enfant, soit qu'il s'agisse de son état, soit que sa capacité de succéder devienne seule l'objet de contestation. Ainsi, aux yeux de la loi, le mineur *Bouvet* était conçu avant le jour où sa sœur est morte; ainsi il était habile à lui succéder.»

Cette défense a été combattue par les héritiers collatéraux, et notamment par la dame *Carré*, tante paternelle de la défunte. Suivant elle la fiction établie par l'art. 315 pour le cas où la légitimité de l'enfant est contestée ne peut recevoir aucune extension ni servir de règle pour l'hypothèse toute différente où il s'agit seulement d'intérêts pécuniaires et de successibilité collatérale. Pour succéder, disait-elle, il faut nécessairement exister à l'instant même de l'ouverture de la succession. Or l'existence, à cette époque fatale, d'un enfant qui n'a vu

---

du mariage pourra être contestée (article 315), en sorte qu'elle ne peut l'être s'il est né moins de trois cents jours après sa dissolution.

jour que près de dix mois après, est un fait trop incertain, trop invraisemblable, trop contraire à l'expérience et au cours ordinaire des choses, pour qu'on puisse, sur une aussi vaine supposition, admettre l'enfant à succéder.

Ce système n'a point prévalu, et le mineur Bouvet a été admis à la succession de sa sœur utérine par un jugement du tribunal civil de la Seine, dont voici les principales dispositions :

« En ce qui touche la qualité du mineur Louis-Joseph-Sévère Bouvet, — Attendu qu'aux termes de l'art. 725 du Code civil, l'enfant conçu au moment de l'ouverture de la succession est habile à succéder; que, dans l'incertitude de l'époque précise de la conception, le législateur a établi, par l'art. 315 du Code civil, une présomption légale, suivant laquelle tout enfant né moins de trois cents jours après la dissolution du mariage est réputé conçu avant cette dissolution; que les mêmes motifs qui ont fait poser cette règle en faveur de l'enfant, au titre de la Paternité et de la filiation, existent également pour l'enfant appelé à une succession; d'où il résulte que, dans le silence de la loi et l'incertitude du fait, il y a lieu d'appliquer la même présomption; qu'il est constant, dans la cause, que le mineur Bouvet est né neuf mois et neuf jours seulement après le décès de Françoise-Alexandrine Bolard, sa sœur utérine; que dès lors il y a présomption légale que ledit mineur Bouvet était conçu au moment du décès de la mineure Françoise-Alexandrine Bolard : d'où il résulte que le mineur Bouvet a qualité pour prendre part à la succession. » — Le tribunal, sans s'arrêter ni avoir égard aux conclusions des sieur et dame Carré, tendantes à faire déclarer le mineur Bouvet inhabile à succéder à Alexandrine Bolard, desquelles ils sont déboutés, ordonne, etc. »

Appel. — Et, le 19 août 1819, arrêt de la Cour royale de Paris qui confirme la sentence des premiers juges, en adoptant leurs motifs.

Revoi en cassation de la part de la dame Carré, pour fausse application de l'art. 315 du Code civil, et pour violation de l'art. 725 du même Code.

La conception d'un enfant, a-t-on dit pour la demanderesse, est un mystère impénétrable; mais dans l'impossibilité de con-

stater un fait dont la connaissance est néanmoins in-  
 qu'on partit faut-il prendre? En pareil cas, c'est à  
 qu'il faut recourir; c'est par le fait de la naissance,  
 nu, qu'il faut rechercher celui de la conception, qui  
 un mot, il faut se livrer à l'empire des présomptions  
 nature, l'essence de toutes les présomptions, est de  
 qui est le plus probable, ce qui arrive le plus fré-  
 Destinées à suppléer au silence, ou à l'insuffisance  
 présomptions doivent reposer sur les mêmes princ-  
 loi elle-même. Il faut, suivant les règles du droit,  
 ce qui est le plus vraisemblable, au cas qui se prés-  
 souvent, et non aux événements qui ne s'offrent que  
 ment, et comme par exception à la règle commune.

En suivant cette théorie simple et incontestable, on  
 tôt la solution du problème, et l'incapacité du mineur  
 viendra, sans effort, une vérité constante et démont-  
 fet, l'expérience nous apprend et tous les physiologistes  
 dent à reconnaître que le terme ordinaire de la gest-  
 que de neuf mois, et que toute naissance qui dépasse  
 est une irrégularité, une dérogation, une exception à  
 ordinaire de la nature. Depuis Hippocrate, le père d  
 cine, jusqu'à M. de Baillon, le plus célèbre de nos na-  
 il n'est pas un seul homme de art qui ait contredit  
 trine. Il est d'ailleurs bien inutile de recourir à l'au-  
 thentiques pour établir un fait aussi incontestable, qu  
 âge, est venu jusqu'à nous sans rencontrer de contri-  
 et qui frappe aussi fréquemment les yeux de la multi-  
 Cela posé, il est évident que Bonnet, Bonvet,  
 juillet 1813, ne doit pas être présumé avoir été de  
 mois et neuf jours avant sa naissance; que par consé-  
 ne peut avoir été saisi de la succession de sa sœur  
 décédée le 5 octobre 1812, et qu'en lui attribuant  
 d'héritier, les tribunaux de première instance et, vi-  
 violé l'art. 725 du Code civil. En effet, combien  
 la doctrine qu'ils ont consacrée! comme elle choque  
 idées reçues! Ils abandonnent la marche ordinaire  
 de la nature, pour la suivre dans ses déviations et  
 écarts; ils établissent une présomption légale et in-

d'après des cas rares, extraordinaires, au lieu de la fonder sur ce qui arrive le plus souvent; enfin ils privent des héritiers d'une succession qui leur est dévolue par les lois de la raison, de l'expérience et de la justice, pour la déferer à un prétendu héritier posthume, dont le droit n'est ni prouvé, ni même vraisemblable.

« Mais, ont-ils dit, l'art. 315 du Code établit une présomption légale, et les mêmes motifs qui l'ont fait poser en faveur de l'enfant dont l'état est contesté existent également pour l'enfant appelé à une succession, et dont on conteste la capacité. » C'est, qu'on ose le dire, la plus grave de toutes les erreurs. A la vérité, l'art. 315 déclare légitime l'enfant né moins de trois cents jours après la dissolution du mariage, et par conséquent le suppose conçu dix mois avant sa naissance. Mais ce n'est là qu'une fiction puisée dans notre ancienne jurisprudence, qui, à son tour, l'avait empruntée des lois romaines. Dans tous les temps, l'état des enfans a été l'objet de la sollicitude du législateur; toujours la loi les a couverts des présomptions les plus favorables; pour eux, elle fait échir les règles de la nature, de la raison même, et elle suppose constant tout ce qui est possible, quelque peu vraisemblable que ce soit.

Mais, d'un autre côté, il est certain que les présomptions légales, de même que les fictions, doivent être restreintes au cas pour lequel elles ont été établies; qu'ainsi la présomption légale créée par l'art. 315 en faveur des enfans dont la légitimité serait contestée ne pourrait être étendue au cas tout différent où il n'est question que de successibilité. Le motif de cette différence est d'ailleurs sensible. La présomption de l'article 315 n'a sa source que dans la faveur qu'inspire l'enfant dont l'état est contesté; et comme la loi ne cherche que des enfans légitimes, elle ne considère pas ce qui est vraisemblable, mais ce qui est possible; et elle préfère conférer la légitimité à mille individus qui, d'après la marche ordinaire de la nature, sont sans droit pour y prétendre, que de l'enlever à un seul auquel elle peut justement appartenir. Tel est l'esprit de la loi, quand elle protège l'état civil de l'homme; tels sont les motifs d'après lesquels l'art. 315 a été adopté.



Mais, en matière de succession, il ne s'agit plus que de réels pécuniaires; toute faveur, toute fiction doit disparaître tout rentrer dans l'ordre naturel, et les principes reprendre tout leur empire. Or, suivant les principes, lorsque deux héritiers se présentent pour recueillir une succession, chacun doit prouver son droit, sa capacité de succéder; aucun mérite ni faveur, ni préférence. Si la preuve du fait du droit est matériellement impossible, il faut recourir aux présomptions tirées de ce que la raison et l'expérience approuvent le plus souvent; et comme le temps ordinaire de gestation n'est que de neuf mois, il s'ensuit la conséquence que l'enfant né plus de neuf mois après l'ouverture d'une succession ne peut être raisonnablement présumé avoir été conçu à cette époque, et que dès lors il n'a pas la capacité pour suc-

Cette distinction n'est point arbitraire; elle est justifiée par la place même qu'occupe l'art. 315 dans le Code civil. En effet, cet article se trouve au titre de *la Paternité et de la filiation*, et n'est par conséquent relatif qu'à cette matière. D'un autre côté, l'article ne parle que de légitimité, et non de succession. Enfin le titre des *Successions* ne renferme aucune disposition de laquelle on puisse induire que le législateur ait entendu se référer à l'art. 315 pour déterminer l'époque à laquelle un héritier doit être présumé conçu, et par conséquent succéder. Or, si le législateur avait jugé convenable d'introduire dans la matière des successions la présomption qu'il avait portée en matière de légitimité, il n'eût pas hésité de le dire expressément à la suite de l'art. 725.

Au reste, la jurisprudence est conforme à cette doctrine. Un arrêt solennel et récent, rendu par la Cour royale de Paris, le 15 août 1818, décide de la manière la plus expresse que la présomption légale des art. 312, 314 et 315 du Code civil, a été uniquement établie en faveur de la légitimité, et ne peut être invoquée que par l'enfant dont l'état serait contesté. (Voy. tom. 20, pag. 602.)

En dernière analyse, toute la cause se réduit à cette théorie très-simple : La légitimité et la capacité de succéder se déterminent par des principes tout différens. En matière de légitimité, tout est faveur; en matière de succession, tout est

contraire de rigoureuse justice. Le législateur, qui protège l'état civil de l'homme, cherche partout des enfans légitimes ; pour eux il établit des fictions ou présomptions légales, devant lesquelles la raison est quelquefois forcée de s'humilier. Mais, dès que l'état de l'enfant n'est pas contesté, dès qu'il ne s'agit que de succession, qu'il n'est question que d'intérêts pécuniaires, le législateur ne voit plus dans l'enfant qu'un héritier, auquel il ne peut accorder une faveur qui, outre qu'elle serait sans motif, compromettrait les intérêts des autres héritiers, dont les droits sont placés sous la protection immédiate de la loi, et ne sont pas moins sacrés que les siens.

Si l'instance était contradictoire, aux requêtes, on aurait pu répondre que le principe posé dans l'art. 315 était nécessairement invariable, universel ; qu'il impliquerait contradiction que le même enfant, quand il s'agit de sa légitimité, dût être réputé conçu dans tel temps, et qu'il ne dût pas l'être quand il s'agit de sa capacité de succéder en ligne collatérale ; qu'on ne peut pas ainsi diviser l'état et scinder la capacité d'un individu. Telle est aussi l'observation qu'on faisait sur l'appel, dans l'intérêt de l'enfant. Ce serait, disait-on, un étrange système que celui qui rendrait le même individu enfant légitime et héritier de son père, et le proclamerait en même temps incapable d'hériter de son frère, neuf jours après ! Eh quoi ! le mineur Bouvet, si son père était décédé, et qu'il fût venu au monde dix mois après sa mort, recueillerait la succession paternelle et serait réputé conçu trois cents jours avant sa naissance ; et l'on prétendrait le repousser de la succession de sa sœur utérine, par le motif qu'il est né que neuf mois et neuf jours après son décès, et que sa conception ne peut remonter à plus de neuf mois avant sa naissance ! Est-il, on le demande, est-il une contradiction plus choquante !

Du 8 février 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. Louvet président d'âge, M. Dunoyer rapporteur, M. Loiseau avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Lebeau, avocat-général ; — Attendu que, d'après l'art. 315 du Code civil, la légitimité de l'enfant ne peut être contestée

que lorsqu'il est né trois cents jours après la dissolution du mariage de ses père et mère ; — Attendu que, dans Louis-Sévère Bétivet, fils mineur de Sulpice-Séverin et de défunte Alexandrine Becquet sa femme, veuve premières noces d'Auguste-François Bolard, est né neuf jours après le décès de Françoise-Alexandrine, sœur utérine ; qu'ainsi son état ne pourrait être mis sous le rapport de la légitimité, l'époque de sa naissance étant même loin d'atteindre le terme préfixé de cent jours, en deçà desquels la contestation d'état n'est possible ; — Attendu que l'art. 725 du même Code ne défend pas aux incapacités de succéder, ne contrarie en aucune manière les dispositions de l'art. 315 ci-dessus, puisque celui-ci assimile l'enfant né ou conçu dans le terme qu'il détermine à l'autre, et que l'autre donne à l'enfant conçu tous les droits qu'il aurait eus, et n'indique, pour donner ouverture à succéder, aucune époque particulière et différente de celle que la loi a consacrée pour la légitimité ; — Attendu par conséquent que l'enfant né dans le délai fixé par la loi ne peut être privé de succéder à ses père et mère ; — Afin qu'en adoptant la même règle de décision pour l'adoption collatérale, ouverte par le décès de la sœur, l'arrêt attaqué n'est donc contrevenu à aucune loi, et qu'il est conforme aux principes généraux ; qui admettent la successibilité comme une conséquence immédiate de la légitimité ; — REJETTE. »

### COUR DE CASSATION.

*Un acte de société n'ayant point de date certaine, opposé à la faillite peut-il être opposé aux créanciers personnels du failli, pour les priver de leurs droits sur les marchandises dont celui-ci faisait son commerce, sous prétexte que ces marchandises ont fait partie de la mise sociale, et qu'elles sont le gage exclusif des créanciers de la société ? ( Rés. nég. ) Cod. de comm., art. 541. Cod. civ., art. 1328.*

BALLEYDIER, C. LES HÉRITIERS CHATELET.

Le 28 décembre 1816, le sieur *Chatelet*, qui faisait depuis quarante ans le commerce de cuivre à Rhodéz, contracta avec le sieur *Grellet*, pour le même négoce, une société qui devait finir au 1<sup>er</sup> janvier 1826. Cette société fût, à ce qu'il paraît, généralement connue; mais elle n'avait été constatée que par un acte sous seing privé, qui n'était pas même encore enregistré lors de la faillite du sieur *Chatelet*, survenue à la fin de 1818.

Les créanciers personnels du failli ayant fait apposer les scellés sur les magasins et les marchandises de leur débiteur, les frères *Balleydier* et d'autres créanciers de la société ont soutenu que les marchandises étaient une propriété sociale; que dès lors elles ne pouvaient être comprises dans l'actif personnel de *Chatelet*; mais qu'elles étaient, avant tout, le gage des créanciers de la société; qu'elles devaient être vendues pour leur compte, sauf, dans le cas où elles excéderaient ce qui leur est dû, à répartir cet excédant entre les deux associés ou leurs créanciers personnels.

Mais le syndic de la faillite *Chatelet* a opposé le défaut d'enregistrement, de transcription et d'affiche de l'acte de société; il a soutenu que cette société était nulle, et devait être regardée comme non existante, relativement aux créanciers personnels du sieur *Chatelet*.

Un jugement du tribunal de commerce de Rhodéz avait néanmoins donné gain de cause aux créanciers de la société.

Mais les créanciers personnels du sieur *Chatelet* ayant appelé de ce jugement, il a été infirmé par arrêt de la Cour royale de Montpellier, du 24 mars 1819. Les motifs ont été, d'une part, que, dans l'espèce, l'acte de société, étant sous seing privé, et n'ayant été enregistré qu'après la faillite du sieur *Chatelet*, ne pouvait être valablement opposé aux créanciers personnels de ce dernier, qui étaient des tiers, et des tiers intéressés; d'autre part, que cet acte était nul à leur égard, aux termes de l'art. 42 du Code de commerce, qui veut que les sociétés commerciales soient rendues publiques, à peine de nullité.

Pourvoi en cassation de la part des frères B consorts, pour fausse application de l'art. 1328 du Code de procédure, aux art. 1166 et 1167 du même Code, et application de l'art. 42 du Code de commerce.

Le 13 février 1821, l'arrêt de la section des requêtes, sous la présidence de M. Henrion de Pansey, président, M. Dunoyer rapporteur, lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de l'avocat-général; — Attendu qu'il est reconnu par l'arrêt attaqué, que, depuis quarante ans, B faisait le même commerce qu'à l'époque de sa faillite; que les mêmes marchandises, les mêmes usines; que ses créanciers avaient traité avec lui sous la foi de la confiance et de l'attachement à cette existence commerciale, et qu'en jugeant la part de ces mêmes créanciers n'avaient pu être sacrifiée sur la presque-totalité de l'actif de B failli, au profit d'une autre classe de créanciers, sous le texte d'une société portée sur un acte sous signature privée, non enregistré avant l'ouverture de la faillite, et inconnu jusqu'alors, la Cour royale de Montpellier a violé une loi; — REJETTE, etc.

### COUR D'APPEL DE RIOM.

*L'adoption d'héritiers de celle d'intention, plutôt qu'une (Rés. aff.)*

SPECIALLY, des poursuites dirigées contre un individu en qualité d'héritier, même un jugement obtenu et passé en force de chose jugée, peuvent-ils le fixer héritier pur et simple, s'il n'a pas figuré et voté dans ces poursuites, et qu'il ait au contraire renoncé par des actes publics, faits dans l'intervalle, à n'entendre pas accepter la succession? (Rés. nég. civ., art. 778.)

MOUSTOUX, C. LES MARIÉS DONNET.

Jean Brunet est décédé après avoir été marié d'abord avec Catherine Renaud, morte en 1793;



il avait eu un enfant, *Marie Brunet*, femme *Donnet*, actuellement existante; puis en secondes nocces, avec *Catherine Madet*, qui lui a survécu ayant plusieurs enfans.

Il paraît que *Catherine Madet* est restée en possession de tous les biens que possédait le défunt, et qu'elle les a administrés. Toutefois, la femme *Donnet*, enfant du premier lit, a formé une inscription sur ces biens, pour conserver les créances auxquelles elle prétendait avoir droit du chef de *Catherine Renaud* sa mère.

En 1816, le sieur *Moustoux*, créancier de *Jean Brunet*, fit procéder à la saisie immobilière des biens qu'il avait laissés. Le commandement tendant à saisie est du 27 juillet 1816, et l'adjudication définitive fut prononcée le 23 mai 1817. Cette procédure fut suivie tant contre *Catherine Madet*, en qualité de veuve et de tutrice des enfans, que contre *Marie Brunet*, femme *Donnet*, comme héritière en partie de *Jean Brunet* son père.

Cependant *Marie Brunet*, autorisée de son mari, se présenta au greffe le 6 juin 1817, et déclara qu'elle renonçait à la succession de *Jean Brunet*, pour s'en tenir à ses droits et reprises du chef de *Catherine Renaud* sa mère. D'un autre côté, le sieur *Moustoux*, adjudicataire, ayant fait signifier le jugement du 23 mai 1817 aux époux *Donnet*, ces derniers ne l'attaquèrent point; en sorte que ce jugement put en force de chose jugée.

Dans cet état, un ordre fut ouvert pour la distribution du prix de l'adjudication. Les époux *Donnet* y produisirent comme créanciers inscrits sur *Jean Brunet* leur père et beau-père; ils contestèrent même le règlement provisoire. Alors, le sieur *Moustoux* et autres intéressés leur opposèrent une fin de non recevoir résultante de ce que *Marie Brunet* était héritière de son père; et qu'ainsi, s'opérant une confusion des qualités sur sa tête, elle ne pouvait pas réclamer le paiement de sa créance.

Un jugement du tribunal civil de Montluçon, du 26 novembre 1819, a prononcé ainsi sur cet incident: — Considérant, au respect de la femme *Donnet*, que la fin de non recevoir contre elle proposée est fondée sur la signification

qui lui a été faite des titres de créance, comme héritière de son père, conformément à l'article 877 du Code civil, contre lesquels elle avait le délai de huitaine pour se pourvoir ; sur ce que le commandement tendant à expropriation lui a été signifié ; sur ce que tous les actes pour y parvenir même le jugement d'adjudication, lui ont été également signifiés ; sur ce que ces jugemens ont acquis force de chose jugée ; sur ce qu'en produisant à l'ordre, elle a elle-même acquiescé à ces jugemens, qui lui ont donné la qualité d'héritière, contre laquelle elle n'a pas réclaté, et contre laquelle elle ne peut plus réclamer ; sur ce qu'enfin elle a fait acte d'héritière en habitant une maison dépendante de la succession, qu'elle occupait encore lors de la saisie immobilière.

— Considérant que la loi définit les actes d'acceptation ; qu'il est vrai que, dans les actes dont il a été fait mention, la qualité d'héritière a été donnée à la femme Donnet ; mais que dans ces mêmes actes elle ne figure que passivement, et non activement ; que, suivant la loi, l'acceptation est expresse ou tacite : qu'elle est expresse, quand on prend le titre ou la qualité d'héritier dans un acte authentique ou privé ; qu'elle est tacite, quand l'héritier fait un acte qui suppose nécessairement son intention ; que, dans l'espèce, la femme Donnet n'a pu ignorer qu'on lui donnait la qualité d'héritière de son père ; mais qu'elle n'a fait expressément ni tacitement aucun acte qui suppose son intention d'accepter la succession ; qu'on lui reproche d'avoir habité une maison dépendante de la succession ; mais qu'un bail authentique, du 21 octobre 1809, établit que cette maison a été affermée par la seconde femme de son père à *Michel Renou* ; que la femme Donnet convient avoir habité cette maison, mais que c'est comme l'ayant sous-affermée verbalement dudit *Michel Renou*, ce qui ne prouve pas alors l'acceptation ; qu'au lieu de justifier d'une acceptation de la femme Donnet, qui toutefois ne pouvait la faire sans l'autorisation de son mari, ledit Donnet et sa femme rapportent une inscription prise en 1804 pour la conservation de leurs droits ; — Le tribunal rejette la fin de non recevoir proposée contre la femme Donnet ; la renvoie par-devant le juge-commissaire, pour être colloquée, ainsi que

de droit, pour raison de son inscription et de son titre de créance. »

Appel de la part de Moustoux et consorts. — Ils disaient que l'acceptation d'une succession pouvait avoir lieu *tacitement*, tout aussi-bien que d'une manière expresse. La loi s'exprime, d'ailleurs, à cet égard dans les termes les plus formels. « L'acceptation peut être expresse ou *tacite* : elle est expresse, quand on prend le titre ou la qualité d'héritier dans un acte authentique ou privé ; elle est *tacite*, quand l'héritier fait un acte qui suppose nécessairement son intention d'accepter, et qu'il n'aurait droit de faire qu'en sa qualité d'héritier. » (Art. 778 du Code civil.)

Toute la difficulté est donc de déterminer quels sont les actes qui emportent l'acceptation tacite. Or les appelans soutenaient que cette expression avait été employée par le législateur dans le sens le plus étendu. Non seulement il a compris sous cette dénomination les actes par écrit, tels qu'un exploit, une vente, etc. ; mais encore tous les *faits* de l'homme qui peuvent annoncer de sa part l'intention de se porter héritier : car c'est principalement dans l'intention que réside l'acceptation, dans la volonté manifestée par le successible de ne pas déposer la qualité dont la loi ou la volonté de l'homme l'a revêtu. Qu'importe, après cela, la manière dont cette volonté se manifeste ? N'est-ce pas la même chose qu'il prenne la qualité d'héritier ou qu'il permette qu'on la lui donne ? S'il agit en conséquence, si toute sa conduite annonce qu'il accepte cette qualité, qu'il veut la conserver, si enfin il exerce les droits qu'elle lui confère, il manifeste sa volonté de la manière la plus positive : c'est une acceptation expresse.

Or, ici, l'intention des époux Donnet n'est point équivoque. Il est vrai que la qualité d'héritier ne leur a été attribuée que dans des poursuites dirigées contre eux par un créancier de la succession ; mais ils en ont eu une connaissance légale ; ils ne peuvent prétendre les avoir ignorées ; ils pouvaient y former opposition, et déclarer qu'ils abdiquaient la qualité qu'on voulait leur donner. Bien loin de là, ils reçoivent toutes les significations qui leur sont faites comme héritiers ; un jugement est rendu, et les condamne en cette qualité ; il leur

est signifié, ils le respectent, ils l'exécutent même, et produisent à l'ordre introduit par suite de ce jugement. Certes, les époux Donnet ne pouvaient pas annoncer leur volonté d'une manière plus positive, et la distinction établie par les premiers juges, en disant que la femme Donnet n'avait figuré dans la procédure que *passivement*, et non *activement*, est purement imaginaire, puisqu'elle n'en a pas moins manifesté son intention de se porter héritière. Cette distinction est d'ailleurs erronée en fait, car on ne peut pas considérer la production à l'ordre faite par les époux Donnet comme un acte *passif*, pour parler le langage des premiers juges : c'est au contraire une exécution volontaire et positive du jugement du 23 mai 1819, un acte émané des intimés, qui doit emporter acceptation de leur part. Il y a plus : ce jugement lui-même avait fixé irrévocablement la qualité d'héritière sur la tête de Marie Br..., il avait acquis l'autorité de la chose jugée ; et l'on ne conçoit pas comment les premiers juges ont cru pouvoir anéantir ses dispositions. C'est une violation manifeste de l'art. 800 du Code civil, qui dispose que l'héritier ne peut plus se porter héritier bénéficiaire lorsqu'il a fait acte d'héritier, ou lorsqu'il existe un jugement passé en force de chose jugée, qui le condamne comme héritier pur et simple.

Du 13 février 1821, ARRÊT de la Cour royale de Riom, M. Verny président, MM. Godemel et Bernet-Rollande avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Voisin de Gartempe, avocat-général ; — Déterminée par les motifs exprimés au jugement dont est appel, MET l'appellation au néant, etc. »

### COUR DE CASSATION.

*Les gardes champêtres et forestiers des particuliers doivent-ils, ainsi que les gardes des communes et des forêts de l'Etat, être rangés dans la classe des officiers de police judiciaire, et ne peuvent-ils, pour raison des délits correctionnels par eux commis dans l'exercice de leurs fonctions, être poursuivis que dans les formes prescrites par*

*les articles 479 et 483 du Code d'instruction criminelle ?*  
(Rés. aff.) Cod. d'instr. crim., art. 9, 16, 20, 479 et 483.

## AFFAIRE LOUBET-CAPERA.

Ainsi jugé par ARRÊT de la section criminelle, du 16 février 1821. Voy. Le texte de cet arrêt, tom. 3 de 1825, p. 577.

## COUR D'APPEL DE PARIS.

*La femme mariée sous l'empire d'un statut qui lui accordait un privilège sur les meubles pour sûreté de sa dot, avec la clause expresse QUE SES DROITS SERAIENT EXCLUSIVEMENT RÉGLÉS PAR CE STATUT, peut-elle en invoquer le bénéfice dans le cas même où, postérieurement, au mariage, le mari aurait transféré son domicile sous une autre coutume qui ne reconnaît point un pareil privilège ?* (Rés. nég.)

ET PLUS LACONIQUEMENT, *les coutumes sont-elles réelles, tellement que leurs effets ne puissent être étendus par des conventions particulières au delà de leur territoire ?* (Rés. aff.)

LE SIEUR SELLIER, C. LA DAME NOUVELLET.

La demoiselle *Claudine Bonivers* et le sieur *Nouvellet*, tous deux domiciliés à Lyon, se sont mariés dans cette ville le 4 septembre 1789. Par le contrat, les époux ont déclaré se soumettre expressément, pour tout ce qui pouvait avoir trait audit mariage, au droit et aux usages qui s'observaient dans la ville et le pays de Lyon. — Il faut se rappeler que le statut local, d'accord avec la loi dernière, au Code, *qui potiores*, donnait à la femme, pour raison de sa dot, un privilège non seulement sur les immeubles du mari, mais aussi sur les meubles, et qu'elle était, dans tous les cas, préférée aux créanciers premiers saisissants (1).

Plusieurs années après le mariage, le sieur *Nouvellet* a

(1) Acte de notoriété du 15 décembre 1723; Montholon, en ses arrêts, chap. 63; Bretonnier, sur Henrys, tom. 2, liv. 4, quest. 44; Bouguier, en ses arrêts, lettre D, chap. 14; Laroche, en ses arrêts, au mot *Mariage*, titre 1; Despeisses, des Contrats, part. 1<sup>re</sup>, tit. 15, de la Dot, sect. 3.

transféré son domicile à Paris. Il exploitait, conjointement avec sa femme, un hôtel garni, dit l'Hôtel de Ly Genelle-Saint-Honoré, lorsqu'en 1819, le mauvais succès de ses affaires mit cette dernière dans la nécessité de demander la séparation de biens. — Effectivement cette séparation fut prononcée par jugement du 20 mai 1820, et le sieur Nouvellet a été condamné à rendre à sa femme sa dot et ses reprises.

Dans cet état de choses, un sieur *Sellier*, créancier du sieur Nouvellet, ayant fait saisir le mobilier garnissant l'hôtel de Ly Genelle-Saint-Honoré et se disposant à le faire vendre, la femme Nouvellet s'est opposée à cette vente et a demandé qu'il lui fût adjugé, d'après l'estimation qui en serait faite par un expert, pour le prix qui en résulterait venir en déduction des sommes à elle dues par son mari, en vertu de son contrat de mariage et du jugement de séparation. — La femme Nouvellet fondait sa demande sur le Statut lyonnais, auquel elle s'était expressément soumise par son contrat de mariage, lequel lui accordait, pour le paiement de sa dot et de ses reprises, non seulement un privilège sur le fonds de commerce de son mari et sur le mobilier le garnissant, mais encore le droit de le conserver en nature, d'après l'estimation qui en serait faite régulièrement par des experts.

Le sieur *Sellier* répondait que les meubles n'ont point de suite par hypothèque; que, si le statut local avait attribué aux meubles de la communauté d'une charge au profit de la femme, c'était parce que ces meubles étaient considérés comme immeubles; que cette fiction ne pouvait plus être mise aujourd'hui; qu'au surplus, ce statut ne serait qu'un statut réel, qui n'aurait de force et d'effet que dans le département de Lyon; qu'ainsi le privilège réclamé sur des biens situés à Paris, en vertu d'un usage reçu à Lyon, était une prétention dérisoire et mal fondée.

Le 29 juillet 1820, jugement du tribunal civil de Lyon conçu en ces termes: « Attendu qu'en principe, le droit de mariage régit les droits des parties contractantes, soit dans le lieu où ont eu lieu les changements survenus postérieurement à la célébration, soit dans le domicile des parties; que, par conséquent, les sieur et dame Nouvellet, en contractant



Lyon, le 4 septembre 1789, et en déclarant expressément se soumettre, pour tout ce qui pouvait avoir trait audit mariage, au droit et aux usages qui s'observaient alors dans la ville et le pays de Lyon, sont censés avoir écrit dans leur acte les dispositions de ce droit particulier, et notamment l'acte de notoriété du 15 décembre 1723; — Le tribunal ordonne que, liquidation préalablement faite, des reprises matrimoniales de la dame Nouvellet, le fonds de commerce de l'Hôtel de Lyon et le mobilier le garnissant seront adjugés en nature à ladite dame Nouvellet, sur le pied de l'estimation qui en sera faite par le ministère de R..., commissaire-priseur, et ce en déduction et jusqu'à concurrence de ce qui lui sera dû pour ses reprises, etc. »

Sur l'appel du sieur Sellier, il est intervenu un premier arrêt par défaut, qui, infirmant la sentence des premiers juges, a déclaré la dame Nouvellet purement et simplement non recevable dans sa demande principale, et a autorisé le sieur Sellier à faire procéder à la vente des meubles et effets saisis dans les formes voulues par la loi.

La dame Nouvellet ayant formé opposition à l'arrêt de défaut, l'instance est devenue contradictoire, et les parties ont respectivement reproduit devant la Cour les prétentions et moyens qu'elles avaient fait valoir devant le tribunal civil.

Du 17 février 1821, ARRÊT de la Cour royale de Paris, troisième chambre, M. Choppin président, MM. Gairal et Thévenin avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Colomb, avocat-général; — Attendu que le privilège réclamé par la femme Nouvellet ne serait fondé que sur un statut local exorbitant du droit commun, et dont les effets et l'exécution ne peuvent s'étendre au-delà de son territoire; — Déboute les époux Nouvellet de leur opposition à l'arrêt par défaut du 19 octobre dernier, et les condamne aux dépens (1). »

---

(1) Voy., sur cette matière, les *Mémoires* de Froland, concernant la *égalité des statuts*; Dumoulin, *in Consuetud. Paris*; Dargentré, *in Consuetud. génér. Britanniae*; les *Commentaires* de Godefroy; Berauld et Basnage, sur la Coutume de Normandie; Buridan, sur la Coutume de

## COUR DE CASSATION.

*Un héritier bénéficiaire peut-il être autorisé, malgré l'opposition des créanciers ou des légataires, à conserver, sous prétexte de convenance, le mobilier de la succession au prix de l'estimation qui en a été faite? (Rés. nég.)*  
**AU CONTRAIRE**, dans tous les cas où il y a nécessité d'avoir le mobilier pour acquitter les dettes et les legs, le bénéficiaire est-il tenu de faire procéder à cette vente par le ministère d'un officier public, aux enchères et à toutes les autres formalités prescrites par l'art. 805 du Code civil? (Rés. aff.)

*Un légataire à titre particulier, qui, en sa qualité d'héritier, est réputé n'avoir point de droit sur les immeubles de la succession, mais sur le mobilier seulement, est-il tenu de contribuer au paiement des dettes et charges héritées sous prétexte que, s'il prenait son legs sur le mobilier, il serait franchi de toutes dettes, les dettes refluant, en totalité, sur les immeubles, ce légataire participerait par le fait à la succession immobilière? (Rés. nég.)* Cod. civ., art. 1024.

**LA DAME GAMBY, C. LE SIEUR DE VAUBAN.**

Le comte de *Vauban* était émigré. Pendant son exil, il fit connaissance d'une jeune Anglaise, de la dame *Gamby*, qui, d'après ses aveux, le consola dans son exil et rendit d'importants services.

De retour en France, et le 1<sup>er</sup> mai 1815, le comte de *Vauban* a fait un testament olographe par lequel il a institué son héritier universel le sieur *Pierre-François Leprieux*, son frère. Le même acte contient en faveur de la demoiselle *Gamby*, une disposition particulière ainsi conçue : « Je donne et lègue à madame *Wincfred-Layton*, née *G*

---

Reims; les *Notes* de Berroyer et de de Laürière, sur le *Traité de l'émigration* de Duplessis; Burgundus, in *Tract. controvers. ad Cod. de Fland.*, etc.

somme de 80,000 fr., en déclarant même que c'est une  
plutôt qu'un don, puisque je lui suis redevable en grande  
de cette somme, et le surplus pouvant à peine remplir  
intérêts de ladite somme, qui m'a été généreusement prêtée.  
ladite dame, sans aucun titre ni reconnaissance autre que  
de fait en sa faveur dans mon présent testament.

Le testateur est décédé au mois d'avril 1816. L'héritier in-  
titulé, qui était en même temps héritier du sang, n'a ac-  
cepté la succession que sous bénéfice d'inventaire, et a fait  
procéder en conséquence à un inventaire estimatif des objets  
mobiliers qui la composaient.

La dame Gamby, après avoir pris inscription sur les immen-  
sités héréditaires, a formé la demande en délivrance de son  
legs. — On a d'abord contesté sa qualité, et prétendu que, com-  
me étrangère, elle n'avait aucun droit.

Le 22 août 1817, jugement du tribunal civil de Charolles,  
qui, sans avoir égard à cette exception, ordonne le paiement  
du legs.

Sur l'appel, arrêt du 6 avril 1818, par lequel la Cour roya-  
le de Dijon a restreint le legs aux *facultés mobilières de la*  
succession, et infirmé, en cette partie, la sentence des pre-  
miers juges, sur le motif qu'aux termes de l'art. 11 du Code  
civil, les étrangers ne peuvent succéder en France que dans le  
cas où les Français eux-mêmes sont admis à succéder chez  
l'étranger; que, les Français ne succédant point aux immeu-  
bles en Angleterre, les Anglais, par voie de réciprocité, ne  
doivent pas avoir le droit de recueillir des immeubles en Fran-  
ce, ni, ce qui revient au même, celui de faire vendre ces im-  
meubles pour obtenir sur le prix le remboursement d'un legs  
d'une somme d'argent. (1) — Cet arrêt, n'ayant été attaqué par  
aucune des parties, a obtenu l'autorité de la chose jugée.

---

(1) Le principe posé par la Cour royale est exact; mais la conséquence  
qu'elle en tire ne paraît pas juste. La prohibition est limitée aux im-  
meubles, et il en résulte seulement qu'à défaut de réciprocité, l'étranger  
ne peut pas être légataire d'immeubles en France; mais rien n'empêche  
qu'il soit légataire d'une somme d'argent, il n'aît une hypothèque sur  
les biens de la succession pour le paiement de son legs. Qui veut la fin  
veut les moyens, et dès l'instant que l'étranger est reconnu idoine à re-

Dans cet état la dame Gamby a demandé au chevalier Vauban un compte de bénéfice d'inventaire. Ce compte ayant paru peu fidèle, elle a conclu à ce que l'héritier fut déclaré déchu du bénéfice d'inventaire, et à ce que le mobilier ayant été estimé beaucoup au-dessous de sa valeur, fût vendu publiquement et aux enchères.

Sur cette demande, jugement du 1<sup>er</sup> mai 1809, qui met à la dame Gamby de prouver les omissions par elle portées à l'héritier bénéficiaire, mais déclare qu'il n'y a lieu à statuer sur la demande en déchéance, attendu que les dettes et les charges ne doivent pas être supportées par le mobilier, et que la dame Gamby, comme légataire à titre particulier, n'en peut être tenue sous aucun rapport. Le jugement, fixant la valeur du mobilier à la moitié en sus de l'estimation portée dans l'inventaire, donne au chevalier Vauban l'option de le conserver pour ce prix ou de le faire vendre aux enchères.

L'appel principal de la part de l'héritier bénéficiaire, par lequel le jugement a franchi la succession mobilière des dettes et charges en faveur du legs.

Appel incident de la dame Gamby, en ce que le tribunal a laissé à l'héritier la faculté de conserver le mobilier pour le prix de l'estimation.

Par arrêt du 29 juillet 1819, la Cour de Dijon a confirmé sur l'appel de la dame Gamby, et infirmé sur celui du chevalier de Vauban. — La Cour a considéré, relativement à l'option laissée à l'héritier bénéficiaire de conserver ou de vendre le mobilier, que le tribunal, en augmentant d'une moitié l'estimation donnée par les experts au mobilier, avait resté fidèle au droit de la dame Layton, née Gamby, et n'avait pas commis une vexation envers le chevalier de Vauban, attendu que ce mobilier pouvait avoir une valeur supérieure à celle de l'estimation.

En ce qui concerne le legs mobilier, on ne peut pas sans contradiction lui donner moyen de s'en faire payer, et par conséquent la difficulté de faire passer au paiement par la vente des biens héréditaires. — Au surplus, la difficulté ne peut plus élever d'après la loi du 14 juillet 1809, relative au droit d'aubaine.

qu'il venait de son frère ; que d'ailleurs la légataire n'avait aucun intérêt à faire vendre le mobilier aux enchères , attendu que les frais de vente et droits d'enregistrement qui se percevaient sur le prix de cette vente seraient une perte pour elle. En conséquence , la Cour a maintenu la disposition du jugement qui réservait à l'héritier le droit de conserver le mobilier pour le prix fixé par le tribunal. — A l'égard de l'affectation du mobilier au paiement des dettes , affectation demandée par l'héritier et refusée par les premiers juges , la Cour royale a considéré que , s'il est vrai , en principe , qu'un légataire à titre particulier n'est pas tenu des dettes de la succession , il n'est pas moins vrai que l'arrêt du 9 avril 1818 a eu pour effet de placer la dame Gamby dans une position toute particulière , puisqu'elle ne peut , aux termes de cet arrêt , recueillir son legs que sur la partie mobilière de la succession , et qu'elle n'a aucun droit sur les facultés immobilières ; que , si , pour payer une plus forte portion du legs , on faisait toutes les dettes à la charge de la force immobilière de la succession , ce serait faire indirectement ce que prescrit l'arrêt susdaté ; que la dame Gamby , retournant l'argument , ne serait pas recevable à dire qu'en faisant peser les dettes sur le mobilier , on lui ferait supporter indirectement une partie de ces dettes , parce qu'il est de principe qu'il n'existe de biens qu'après la défalcation des dettes ; qu'ainsi tout ce qui compose activement la succession est également affecté au paiement des dettes , et qu'il n'existe pas plus de raison d'en rejeter le paiement sur la partie immobilière seule , qu'il n'y en aurait à les faire supporter par la partie mobilière exclusivement : d'où suit la nécessité , en réformant , d'ordonner qu'il sera composé deux états des forces mobilière et immobilière de la succession du comte de Vauban , et qu'elles supporteront les dettes chacune dans la proportion de sa valeur ; et faisant droit sur l'appel du chevalier de Vauban , la Cour a ordonné que les dettes et charges seraient supportées par les successions mobilière et immobilière dans les proportions relatives à l'importance de chacune.

La dame Gamby a déféré cet arrêt à la Cour régulatrice.

Application des articles 805 et 806 du Code civil ; — Contre-venant aux articles 945 et 946 du Code de procédure : — Telle

étant la première ouverture à cassation proposée au demanderesse.

L'héritier bénéficiaire, a-t-on dit, n'est que l'administre des biens de la succession ; le mobilier et les immeubles le gage commun des créanciers et des légataires ; la nécessité de les vendre pour remplir les charges , l'empêche de se dispenser d'observer , pour cette vente , les formalités prescrites par la loi. Or l'art. 805 du Code civil veut que les meubles d'une succession bénéficiaire ne puissent être vendus que par le ministère d'un officier public , aux enchères , après les affiches et publications accoutumées. L'art. 806 porte aussi que , lorsqu'il y a des créanciers saisissables , les meubles seront vendus publiquement en la forme ordinaire. Enfin les arts 945 et 946 du Code de procédure civile , pour le cas où la vente a lieu en exécution de l'art. 805 du Code civil , que cette vente sera faite dans les formes prescrites au titre des *Saisies-exécutions* : Il résulte donc de ces dispositions que l'héritier bénéficiaire ne peut vendre que publiquement et aux enchères ; que , par suite nécessaire , il n'a pas le droit de retenir le mobilier , à la charge de payer le prix de l'estimation et qu'un tribunal ne peut dans aucun cas se permettre d'apprécier arbitrairement ce mobilier , et de l'adjuger d'office à l'héritier bénéficiaire. Le seul moyen de connaître la juste valeur des meubles d'une succession , c'est de les vendre , surtout lorsque le prix de l'estimation portée en l'acte est , comme dans l'espèce , insuffisant pour acquitter les créanciers. Si le mobilier convient à l'héritier bénéficiaire , il le vendra au plus offrant et dernier enchérissant.

La Cour royale a dit « que ce serait commettre une injustice envers le chevalier de Vauban , pour qui le mobilier venant de son frère pouvait avoir un prix d'affection ; que le tribunal en avait porté la valeur à un taux bien au-dessous de son véritable prix , et que la demanderesse était parvenue à provoquer une vente qui donnerait lieu à des frais considérables d'autant le prix des meubles à son préjudice ».

Il faut en convenir , cette proposition renferme autant de vérités que de mots. Et d'abord , quand la loi commande la vente , les affections se taisent devant elle. D'



été, qui peut répondre que le mobilier mis à l'encan n'eût pas dépassé le prix fixé par le tribunal, indépendamment des frais de vente et des droits d'enregistrement? Encore une fois, ce mobilier est le gage des créanciers; c'est leur chose personnelle. L'héritier bénéficiaire n'en est que le gérant, et rien ne peut le dispenser de vendre dans la forme prescrite, lorsque ceux-ci l'exigent.

Le second moyen de cassation était pris de la violation des art. 871 et 1024 du Code civil, en ce que la dame Gambey, comme légataire à titre particulier, avait été soumise au paiement des dettes et charges de la succession. — C'est un principe constant, poursuivait l'avocat de la demanderesse, que le légataire à titre particulier n'est qu'un créancier; que son legs doit être acquitté par forme de prélèvement, et qu'il ne contribue en rien au paiement des dettes de la succession. Ce principe était consacré par le droit romain et par l'ancien droit français; il l'est encore par les art. 871 et 1024 du Code civil. M. Chabot, dans son *Commentaire des Successions*, rappelle la même doctrine, et M. Grenier, dans son *Traité des Donations*, regarde le principe comme incontestable. Ainsi, d'après l'opinion unanime des auteurs, le texte des lois romaines et les dispositions précises du Code civil, il est de toute évidence que le légataire particulier est exempt des dettes et charges de la succession, et qu'elles pèsent entièrement sur l'héritier et sur le légataire universel ou à titre universel. Dans l'espèce, la demanderesse, n'étant légataire que d'une somme d'argent, ne pouvait contribuer en rien aux dettes; elle devait être payée par prélèvement. La Cour royale, en décidant le contraire, a violé ouvertement la loi.

Elle a dit « que, si les créanciers du défunt étaient renvoyés sur les immeubles, ces immeubles seraient diminués d'autant, et que la dame Layton participerait indirectement à la succession immobilière, sur laquelle elle n'avait aucun droit, d'après l'arrêt du 9 avril 1818 ».

On ne pouvait faire un argument plus frivole. Le chevalier de Vanhan, comme héritier bénéficiaire et comme légataire universel du défunt, doit seul supporter toutes les charges, quelles portent sur les immeubles, à l'exclusion des meubles,

peu importe : dans ce cas, son obligation est toujours sa condition ne change pas. Au contraire, la dame dispensée, en sa qualité de légataire particulière, n'arriver au paiement des dettes, en supporterait néanmoins partie, malgré la loi qui l'en exempte, si elle avait currens sur le mobilier les créanciers de la succession la même sa condition se trouverait empirée. L'objet de son action, si la dame Gamby demandait le partage ou la vente de quelque immeuble ; mais elle n'est légataire que d'un tiers d'argent, et elle ne réclame que cela. Son action en partage n'a rien de commun avec la question de savoir si, comme la dame Gamby, elle peut succéder aux immeubles. Mais aussi, pour obtenir ce paiement, elle a le droit de s'emparer du mobilier et de le faire vendre en totalité. Il y a plus, en cas d'insuffisance, il lui resterait encore l'action hypothécaire, qui n'est qu'un mode d'exécution, et l'héritier bénéficiaire pourrait moins s'opposer à l'exercice de cette action, qu'il ne pourrait le faire tendre à aucun émolument qu'après le paiement des dettes des legs du défunt.

Le défendeur répliquait : L'art. 826 du Code civil et les articles 945 et 946 du Code de procédure sont tout à fait étrangers à l'espèce, ils sont uniquement relatifs aux parts des cohéritiers, et l'adversaire n'est point héritière ; ils s'appliquent qu'il existe des créanciers saisissants ou opposans, et la dame Gamby n'est ni saisissante, ni opposante à la saisie, donc écarter ces articles de lois. L'art. 805, il est vrai, que l'héritier bénéficiaire sera tenu de vendre les meubles au ministère d'un officier public, et aux enchères. Mais cela suppose le concours de deux circonstances, la nécessité et l'intérêt de vendre. Les créanciers n'ont jamais requis la vente, quant à la légataire, dont les droits ne viennent qu'en ligne, le tribunal, en doublant le prix de l'estimation, a voulu pour elle beaucoup plus qu'elle ne devait espérer. Il est évident qu'elle n'aurait jamais obtenu par la voie de l'enchère un résultat aussi avantageux. Elle était donc sans intérêt à demander ce mode de vente. Sa demande n'était qu'une vaine et d'autant plus révoltante qu'elle avait pour objet de dévaliser le frère de son bienfaiteur d'un mobilier auquel il po

prix d'affection et de convenance. Or, comme l'intérêt est la mesure de toutes les actions, il est hors de doute que la Cour royale a bien pu rejeter, sur ce motif, celle de l'adversaire, sans violer la loi.

Le second moyen de la demanderesse n'est pas mieux fondé que le premier. Il était jugé par l'arrêt, du 9 avril 1818 qu'elle ne pouvait être légataire que sur les facultés mobilières de la succession. Ainsi la succession du comte de Vauban en formait deux : l'une immobilière, étrangère à la dame Gamby ; l'autre mobilière, qui seule existe pour elle. La succession était grevée de beaucoup de dettes ; les dettes sont dues sur tous les biens du défunt. Si la demanderesse prenait son legs sur le mobilier affranchi de toutes charges, il est clair que, les dettes restant en totalité sur les immeubles, la légataire participerait réellement à la succession immobilière, et que dès lors on se serait plus dans les termes de la chose jugée. Au surplus, la Cour de Dijon n'a fait qu'interpréter un arrêt ; elle en avait le pouvoir : elle n'a donc pas violé des dispositions législatives que cet arrêt rendait inapplicables.

Du 19 février 1821, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson*, président, M. *Carnot* rapporteur, MM. *Loiseau* et *Champion-d'Ille* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Cahier*, avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en la chambre du conseil ; — Vu les art. 805, 871 et 1024 du Code civil ; — Attendu qu'aux termes dudit art. 805, lorsque la vente du mobilier doit avoir lieu, elle ne peut être faite que par le ministère d'un officier public, aux enchères et d'après les publications et affiches accoutumées ; que cependant la Cour royale de Dijon, en même temps qu'elle reconnaissait la nécessité de vendre le mobilier dont il s'agit, a introduit un nouveau mode de vente, en laissant l'option au défendeur de se le conserver pour le prix de l'estimation, ou de le faire vendre, ce qu'elle n'a pu faire sans violer ouvertement les dispositions dudit article ; — Et attendu qu'il résulte des articles 871 et 1024 que le légataire à titre particulier n'est tenu de contribuer en aucune manière au paiement des dettes et charges de la succession, et que la demanderesse n'est légataire du comte de Van-

ban qu'à titre particulier; que néanmoins l'arrêt de jugé qu'elle devait contribuer au paiement des dettes et charges de la succession; que la Cour royale s'est appuyé le juger ainsi, sur la chose jugée par l'arrêt du 9 avril mais que cet arrêt n'a enlevé ni pu enlever à la demanderesse sa qualité de légataire à titre particulier; qu'il a simplement qu'elle ne pourrait être payée du montant de son legs sur les facultés mobilières de la succession, sans rien pr directement ni indirectement sur l'acquittement des charges; que plus vainement encore la Cour royale a que la demanderesse se trouvait dans une position particulière; que, n'ayant aucun droit aux immeubles, elle participerait cependant, si les immeubles devenaient susceptibles du paiement des dettes et charges; que la position particulière dans laquelle la demanderesse se trouve ne change pas la nature et le caractère de son legs, qui n'est pas moins un simple legs à titre particulier, et qui l'est par la force de la loi, de toute contribution aux charges de la succession: d'où il suit qu'en les lui faisant porter en partie, et dans la proportion de la valeur d'hier, qui est son gage, l'arrêt prononcé a ouvertement les dispositions desdits art. 871 et 1024; — Par ces motifs, **Casse.**

### COUR DE CASSATION.

*Les régicides bannis à perpétuité par la loi du 12 janvier 1816 sont-ils morts civilement? (Rés. nég.)*

*La privation des droits civils par eux encourue, aux termes de l'art. 7 de cette loi, est-elle générale et les régicides incapables de succéder en France? (Rés. nég.) C. art. 22, 24, 25 et 725.*

CHAMPIGNY, C. CHENNEVEAU.

La Cour royale d'Orléans, créant, en conséquence de la loi du 12 janvier 1816, un état de privation civile, qui, sans être la mort civile, aurait néanmoins le même effet à l'égard des régicides, et les rendrait inhabiles

céder en France, avait, par arrêt du 10 juin 1818, déclaré le sieur *Champigny* père, atteint par la loi du 12 janvier, incapable de succéder à son fils, mort en France.

Sur le pourvoi en cassation, la Cour régulatrice a pensé, au contraire, que, l'art. 7 de la loi précitée n'ayant point attaché la mort civile à la peine qu'il prononce contre les individus auxquels il s'applique, ceux-ci devaient conserver tous les droits civils dont ils n'étaient pas expressément privés en vertu d'une exception légale, et par conséquent le droit de succéder.

Le sieur *Champigny* avait eu le malheur d'être membre de la Convention et de voter la mort de son Roi. Atteint par la loi du 12 janvier 1816, dont l'art. 7 prononce contre ceux des régicides qui, dans l'inter règne, ont voté pour l'acte additionnel ou accepté des emplois de l'usurpateur, la peine du bannissement perpétuel, le sieur *Champigny* fut obligé de quitter la France.

Au décès de son fils, il demanda la délivrance du quart que la loi lui réservait dans la succession de ce dernier. Cette demande fut contestée par une demoiselle *Chenneveau*, donataire du défunt. Elle soutint que le sieur *Champigny* père, dépouillé de tous ses droits civils en France, n'avait pas la capacité nécessaire pour succéder (1).

Le tribunal de Chinon et la Cour royale d'Orléans le jugèrent ainsi, — « Attendu que les individus désignés dans l'article 7 de la loi du 12 janvier 1816 sont déclarés par cette loi incapables de jouir en France d'aucun droit civil, et par conséquent de celui de succéder, qui dérive essentiellement de la loi civile ».

---

(1) L'article 7, sur lequel la demoiselle *Chenneveau* se fondait, porte : « Ceux des régicides qui, au mépris d'une clémence presque sans bornes, ont voté pour l'acte additionnel ou accepté des fonctions ou emplois de l'usurpateur, et qui par-là se sont déclarés ennemis irréconciliables de la France et du Gouvernement légitime, sont exclus à perpétuité du royaume, et sont tenus d'en sortir dans le délai d'un mois, sous la peine portée par l'art. 33 du Code pénal; ils ne pourront y jouir d'aucun droit civil, y posséder aucuns biens, titres, pensions, à eux concédés à titre gratuit ».

Le sieur Champigny père étant mort dans l'intervalle, les héritiers ont provoqué la cassation de l'arrêt rendu par la Cour d'Orléans, pour fausse application de l'article 7 de la loi du 12 janvier 1816, et pour violation des articles 24, 25 et 725 du Code civil.

La Cour royale, ont dit les demandeurs, a créé, par son arrêt du 10 juin 1818, une incapacité que la loi n'a point mise; elle a suppléé une peine que le législateur n'a pas prononcée: une décision aussi étrange ne saurait donc échapper à la censure de la Cour régulatrice. La Cour d'Orléans a été frappée de cet argument spécieux: « Le droit de succéder est un droit civil; la loi de 1816 a privé les républicains de leurs droits civils: elle les a donc déclarés incapables de succéder. » Mais ce raisonnement a sa source dans une confusion d'idées qu'il est facile d'éclaircir. Il ne faut pas assimiler, dans nos lois, la privation des droits civils à la mort civile. Les rédacteurs du Code ont distingué, avec autant de précision que de sagesse, les peines qui emportent la mort civile de celles qui n'entraînent que la privation des droits civils. Nous en avons la preuve dans la division du chapitre 2, titre 1<sup>er</sup>. La première section est intitulée *de la Privation des droits civils par la perte de la qualité de Français*, et la seconde *de la Privation des droits civils par suite des condamnations judiciaires*. Les circonstances prévues par ces deux sections privent incontestablement les individus auxquels elles s'appliquent de leurs droits civils. Mais une simple lecture de leurs dispositions suffit pour se convaincre que ceux-là seuls sont frappés de mort civile qui sont dans la catégorie de la deuxième section. Ainsi, par exemple, quoiqu'on ne puisse disconvenir que l'étranger qui ne réside point en France avec autorisation, ou le Français établi en pays étranger sans espoir de retour, ne soient privés des droits civils, on ne saurait cependant avancer qu'ils sont morts civilement sans contrevenir l'esprit de la loi et toutes les idées reçues. Le droit dont ils jouissent en France d'acquiescer et de posséder des biens, de s'obliger et de faire toutes sortes d'actes entre vifs, suppose nécessairement en eux cet être civil dont nos droits actifs et passifs, nos possessions et nos biens, sont autant de parties inté-



grantes. Si les étrangers sont privés en France de quelques avantages, de certaines prérogatives extrinsèques à la vie civile et attachées à la qualité de citoyen, tels que le droit de tester et de recueillir des dispositions testamentaires, c'est parce que ces prérogatives sont du droit particulier de chaque nation. Mais quant aux facultés qui composent la vie civile et qui sont du droit des gens, les étrangers en jouissent aussi pleinement, aussi réellement, que les régnicoles. Telle est la doctrine professée par Richer, dans son excellent traité de la *Mort civile*. Et à l'égard du Français qui abandonne sa patrie, le même jurisconsulte nous apprend qu'il perd, avec sa qualité de régnicole, les droits civils qui y sont attachés; mais qu'il ne perd point pour cela la faculté de posséder les biens dont il était propriétaire avant sa transmigration, qu'il pourra même en acquérir de nouveaux et ester en jugement, et qu'enfin il ne sera pas mort civilement. Or ces réflexions suffisent pour démontrer qu'on peut être privé des droits civils sans être pour cela frappé de mort civile; et qu'il faut conséquemment reconnaître deux sortes de droits civils, l'une dont la perte entraîne, et l'autre dont la peine n'entraîne pas la mort civile.

Maintenant l'incapacité de succéder est-elle attachée par la loi à la simple privation des droits civils, ou seulement à celle qui n'est que la conséquence de la mort civile précédemment encourue? L'art. 725 du Code résout cette question de manière à lever tous les doutes. Il déclare incapable de succéder celui qui est mort civilement, et comme les étrangers, d'après ce principe, ne seraient pas exclus des successions, l'article 726 vient immédiatement régler, par exception, ce qui les concerne. Dans l'économie de cet article, l'étranger n'est admis à succéder aux biens de son parent, situés en France; qu'autant que la réciprocité en faveur des Français serait consacrée par les lois indigènes qui régissent cet étranger. Il est donc certain, en thèse générale, que, pour être incapable de succéder, il faut être mort civilement, et non pas seulement privé des droits civils; et si l'on parvient à prouver que le sieur Champigny n'a point été frappé de mort civile, il faudra nécessairement en conclure qu'il n'a pas été exclu du droit de

recueillir des successions en France. Or la cause réduite à cet examen devient très-facile. « C'est une maxime certaine, dit Richer, qu'un citoyen ne peut perdre la vie civile que par une condamnation juridique et conforme aux lois de la justice contentieuse. » — Les art. 22, 23 et 24 du Code civil ont consacré le même principe; les commentateurs l'ont développé en termes très-clairs. — « La perte des droits civils par suite de condamnations judiciaires, observe M. Toullier, est ce qu'on appelle *mort civile*. La mort civile n'est point une peine, mais seulement la suite ou l'effet d'une peine. Jamais un individu n'a été condamné à la mort civile seulement; on ne prononce pas, on n'a même jamais prononcé la peine de mort civile; elle est encourue de plein droit par la condamnation à une peine à laquelle la loi attache cet effet. La mort civile est l'état où le condamné se trouve après l'exécution de son jugement. »

Ainsi, il résulte de ces autorités que la mort civile ne saurait naître parmi nous que d'une condamnation juridique, et que dès lors le sieur Champigny n'a pu en être frappé par le seul effet d'une mesure particulière. D'ailleurs, c'était un principe constant dans l'ancienne jurisprudence, que l'exil par ordre du prince n'entraînait pas la mort civile, parce que, disent les auteurs, les circonstances peuvent déterminer le souverain à révoquer ses ordres, et qu'il n'y a que les décrets de la justice qui soient irrévocables. — En établissant cette doctrine, Richer joint à ses observations une remarque qui est décisive pour l'espèce. « Le Roi, dit-il, a si peu l'intention de faire mourir civilement ceux qu'il exile, que, par une déclaration du 25 juillet 1705, défenses sont faites aux individus relégués de sortir de leur ban, à peine de confiscation de corps et de biens. Or, poursuit le même auteur, s'ils sont dans le cas d'encourir la confiscation de corps et de biens par leur désobéissance, ils n'étaient donc pas morts civilement. » Cet argument est sans réplique dans l'hypothèse actuelle. Il a été enjoint au sieur Champigny, par la loi du 12 janvier 1816, de sortir du royaume, sous les peines portées par l'art. 33 du Code pénal. Or cet article prononce contre le banni qui, pendant la durée de son exil, rentrera sur le territoire français, la peine de la déportation, dont le principal effet est la

mort civile. Ainsi, dès que le sieur Champigny est menacé de la mort civile pour le cas où il enfreindrait son bân, il n'est pas dès à présent mort civilement : cette conséquence est irréversible ; mais elle devient encore plus sensible par l'examen de la loi du 12 janvier. — L'art. 4 porte « que les individus y désignés ne pourront jouir en France d'aucun droit civil, y posséder aucuns biens, titres et pensions à eux concédés à titre gratuit, et qu'ils seront tenus de vendre, dans le délai de six mois, les biens de toute nature qu'ils possédaient à titre onéreux ». Au contraire, l'art. 7, plus particulièrement applicable aux régicides, dit seulement qu'ils ne pourront jouir en France d'aucun droit civil, y posséder aucuns biens, titres, ni pensions à eux concédés à titre gratuit. Ainsi, on n'impose pas même à ces derniers l'obligation de vendre leurs biens, et il est certain en fait qu'ils ont continué de les posséder. Cependant, s'ils étaient morts civilement, leur succession eût été ouverte conformément à l'art. 25 du Code civil, et la Régie n'eût pas manqué d'exiger les droits de mutation. S'ils étaient morts civilement, ils ne pourraient, d'après le même article, ester en jugement sans l'assistance d'un curateur, tandis que les juges de Chinon eux-mêmes ont reconnu la capacité du sieur Champigny pour se défendre, et ont ordonné la levée des scellés, et la confection, à sa requête, de l'inventaire des biens délaissés par le sieur Champigny fils. Il est donc évident que, sous aucun rapport, les bannis en vertu de l'art. 7 de la loi de janvier 1816 ne peuvent être considérés comme morts civilement. La vie ou la mort civile est, quant aux effets civils, une image de la vie ou de la mort naturelle. Un homme qui n'est pas tout-à-fait mort est un homme tout-à-fait vivant. Ainsi, de deux choses l'une : ou le sieur Champigny jouit de la plénitude de la vie civile, et demeure, par une suite nécessaire, habile à succéder en France, aux termes de l'art. 725 du Code ; ou bien il était frappé de mort civile, et dans cette position, ses héritiers naturels ont dû, à sa sortie du royaume, s'emparer de sa succession et payer un droit de mutation à la Régie. Mais comme cette dernière hypothèse est d'une fausseté notoire, comme elle est démentie par la manière dont l'art. 7 de la loi du 12 janvier a été conçu et universelle-

même exécuté, il est clair que le sieur Champigny a été capable de succéder en France, et qu'en le déclarant capable, la Cour royale d'Orléans a méconnu la distinction établie dans le Code entre la perte des droits civils suite de condamnations judiciaires qui produisent la mort civile, et la perte de ces mêmes droits, résultante de différentes circonstances qui ne privent pas de la vie civile ; et cette première erreur a conduit nécessairement la Cour royale à l'art. 725 du Code, qui n'exclut du droit de succéder l'individu mort civilement.

Qu'on ne vienne pas objecter que le bannissement des régicides sont frappés par la loi du 12 janvier 1816 prononcé à perpétuité. Cette circonstance tient au caractère de la loi, comme loi politique, mais elle est sans influence quant au droit civil. Il n'y a toujours qu'un bannissement. On ne peut pas même supposer que ce soit une déportation, puisque la loi du 12 janvier n'applique cette peine qu'à la fraction du ban. Mais, quoique le bannissement ait été déclaré de perpétuel, il est toujours vrai de dire que la volonté du prince peut changer, que les circonstances peuvent déterminer à révoquer ses ordres. De quel droit voudrais-je enlever au souverain l'heureuse faculté de faire grâce, priver du plaisir si doux de pardonner ?

Il était inutile, répliquait le défendeur, d'accumuler autorités pour établir que la mort civile n'a pas été prononcée contre les régicides par la loi du 12 janvier 1816, qu'elle ne peut résulter que d'un jugement. Nous reconnaissons cette vérité. Mais de ce que les individus atteints par l'art. 7 de cette loi ne sont pas morts civilement, il ne faut pas en conclure qu'ils soient habiles à succéder en France. Dans notre législation, les droits civils, dont celui de succéder fait nécessairement partie, se perdent de plusieurs manières et pour des causes qui n'entraînent pas toujours la mort civile. La loi elle-même nous en offre la preuve. Le livre du Code civil est divisé en deux sections : l'une est intitulée *de la Privation des droits civils par la perte de la qualité de Français* ; l'autre est intitulée *de la Privation des droits civils par suite des condamnations judiciaires*.

cette division suppose, naturellement deux sortes de privations des droits civils : l'une attachée à une cause indépendante de la mort civile, l'autre résultante de condamnations qui entraînent la mort civile. Elle suppose, par une suite nécessaire, que, malgré l'art. 725, il est possible de perdre la capacité de succéder, sans être pour cela mort civilement. Ainsi, par exemple, une Française qui épouse un étranger suit la condition de son mari, et devient par-là même inhabile à succéder en France, sans avoir cependant encouru la mort civile. Ainsi, un Français qui abdique sa patrie, ou qui, sans la permission du prince, accepte des fonctions publiques d'un Gouvernement étranger, perdra la qualité de Français et la capacité de recueillir des successions en France, et cependant il ne sera pas mort civilement. C'est donc une erreur grave que de prétendre que la capacité de succéder ne peut se perdre que par l'effet d'une condamnation emportant mort civile. Evidemment la loi nous offre un état de privation des droits civils qui, sans être la mort civile complète, produit néanmoins une partie de ses effets, et cet état se trouve dans la condition de l'étranger, et, par identité de situation, dans celle d'un Français qui renonce volontairement ou forcément à sa patrie. Tous deux seront privés des droits civils en France, c'est-à-dire de ceux qui sont réservés aux seuls citoyens, tels que les droits de tester, de succéder; mais ils y jouiront de tous ceux qui dérivent de la loi naturelle, c'est-à-dire qu'ils auront la capacité de faire tous les actes entre vifs qui sont indistinctement permis aux réguicoles et aux étrangers. Cette distinction entre les droits naturels et civils n'est point du tout systématique; elle est légale, nécessaire : car l'état des individus privés de leurs droits civils ne peut pas être aussi favorable que l'état des Français réguicoles qui en conservent le libre exercice. Il faut bien qu'il y ait une différence entre les uns et les autres. Or cette différence ne peut exister que par la distinction ci-devant établie, distinction que la loi elle-même a signalée de manière à ne laisser aucun doute sur son intention.

Cela posé, il est évident que, si les régicides ne peuvent être placés dans la catégorie de la seconde section de Celle,



uniquement, relative aux effets de la mort civile, c'est au moins une nécessité de leur appliquer les art. 17 et 18 de la première section, qui attachent la privation des droits civils (dont celui de succéder fait partie) à l'étrangeté volontaire ou accidentelle. Et il faut en conclure que les régicides sont comme les étrangers, inhabiles à succéder en France. Cette application est conforme soit à la lettre, soit à l'esprit de la loi du 12 janvier. Elle est conforme à la lettre, puisqu'elle remplit parfaitement le sens de l'art. 17 qui dit : *Ils ne peuvent jouir en France d'aucun droit civil* ; elle est conforme à son esprit et au but de la loi ayant été d'expulser de la France des hommes qui avaient cessé d'être Français, et de regarder désormais comme étrangers à la patrie ceux qui en avaient immolé le père.

On ne peut rien conclure, en faveur des régicides, de ce que l'art. 7 leur laisse la propriété et la jouissance de leurs biens. La loi du 12 janvier est une loi à part, une loi spéciale, qui en privant les individus qu'elle désigne de la jouissance de leurs droits civils, a pu leur laisser leurs biens par des considérations d'humanité, sans que cette condescendance puisse apporter aucune restriction à la généralité si formellement exprimée de la privation dont elle les frappe.

Du 20 février 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brisson président, M. Trinquetogue rapporteur, MM. Nicolle et Desseaux avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Jourde, avocat général, et après qu'il en a été délibéré en la chambre du conseil ; — Vu les art. 22, 24 et 25 du Code civil ; — Vu l'art. 7 de la loi d'amnistie, du 12 janvier 1816 ; — Considérant que l'art. 22 dispose expressément et en principe général que celui qui est condamné à des peines dont l'effet est de le priver de toute participation aux droits civils ultérieurement exprimés est mort civilement : d'où il résulte que celui qui conserve la jouissance de quelques uns de ces droits n'est pas mort civilement ; — Que, suivant l'art. 24, les peines afflictives perpétuelles n'emportent la mort civile qu'autant que la loi y aura attaché cet effet ; — Que l'art. 7 de la loi du 12 janvier 1816 n'a point attaché la mort civile à la peine qui



contre les individus auxquels il s'applique ; — Que l'article les maintient même dans la propriété et possession de leurs biens , autres que ceux qui leur auraient été concédés à titre gratuit ; — Que cette circonstance seule prouve que la loi ne les a pas frappés de mort civile , puisque , suivant l'art. 25 du Code civil , par l'effet de la mort civile , le condamné perd la propriété de tous les biens qu'il possédait, la succession est ouverte , etc. , etc. ; — Considérant que , si les individus atteints par l'art. 7 de la loi du 12 janvier 1816 ne sont pas morts civilement , dès qu'ils conservent la propriété et jouissance de leurs biens , il faut reconnaître qu'ils conservent aussi la faculté de les transmettre à ceux qui , à leur décès , seront habiles à leur succéder , et que les liens de sang continuent de subsister entre eux ; — Considérant que la faculté de transmettre est un droit civil , et qu'à moins d'une exception légale , elle emporte naturellement le droit de succéder : car cette faculté et ce droit sont , d'après la nature , d'accord avec la loi , corrélatifs et réciproques ; — Considérant que les mots de l'art. 7 de la loi du 12 janvier 1816 , *ils ne pourront jouir d'aucun droit civil dans le royaume, dont ils sont exclus à perpétuité* , ne peuvent être pris dans leur généralité , puisque autrement il faudrait dire que ces individus ne peuvent pas transmettre , et même qu'ils sont morts civilement ; — Il est démontré qu'il n'en est pas ainsi : l'exception qu'il faut nécessairement appliquer est celle de l'art. 725 du Code civil , qui ne déclare incapables de succéder que ceux qui n'existent pas à l'ouverture de la succession , et ceux qui sont morts civilement ; — Considérant enfin que , dans la nécessité de fixer le sens d'une loi pénale , on ne doit pas perdre de vue ce grand principe , que ces sortes de lois doivent être appliquées dans leur sens le plus restreint : — D'où il résulte qu'en excluant René-Jean Champigny de la succession de son père , l'arrêt attaqué a fait une fautive application de l'art. 7 de la loi du 12 janvier 1816 , et violé l'art. 22, 24 et 725 du Code civil ; — CASSE. »

## COUR DE CASSATION.

*Lorsque les surcharges ou additions que renferme un acte notarié sont de nature à influencer soit sur les conventions des parties, soit sur la forme substantielle de l'acte, peuvent-elles néanmoins donner lieu à une simple action en nullité de cet acte, sans qu'il soit nécessaire de prendre de l'inscription de faux ? ( Rés. aff. ) Cod. civ. , art. 1319.*

*La clause révocatoire, exprimée dans un second testament nul pour vice de forme, mais contenant toutes les formalités des actes notariés ordinaires, suffit-elle pour valoir un premier testament valable ? ( Rés. nég. ) (1) Cod. civ. art. 1035.*

LES HÉRITIERS BUSSEUIL, C. BERNARD ET CONSORTS

Le sieur *Laurent Busseuil* est décédé en 1818, après avoir fait plusieurs testaments. — L'un de ces testaments, du 11 thermidor an 11, instituait les sieurs *Bernard* et consorts pour légataires universels. Mais il fut annulé par jugement du tribunal civil de Charolle, du 24 avril 1818, et les légataires universels déclarèrent eux-mêmes renoncer au bénéfice de ce testament.

Postérieurement, les sieurs *Bernard* et consorts déclarèrent l'existence d'un autre testament, fait le 13 septembre 1818, qui les instituait également héritiers universels. En conséquence ils se prévalurent de ce testament, et interjetèrent appel du jugement du 24 avril 1818, qui avait déclaré la succession du sieur *Busseuil* ouverte *ab intestat*.

Les héritiers *Busseuil* opposèrent un troisième testament notarié, du 10 thermidor an 11, portant révocation de ce testament, et révoqué par les légataires ; mais la Cour royale de Dijon, confirmant ce testament et la clause révocatoire qu'il

---

(1) Voy., sur cette matière, nos observations à la suite d'un arrêt de la Cour de cassation, du 4 novembre 1811, rapporté au tom. 1, p. 340.

maintenant, par arrêt du 28 avril 1819, celui du 15 septembre 1791, par les motifs que voici : « Considérant que, si, à la fin de l'acte, on trouve ces mots, *le présent écrit par moi notaire soussigné*, ces mots, immédiatement suivis des signatures, sont évidemment une surcharge à la fin de l'acte ; qu'il y a de toute évidence qu'ils sont d'une encre beaucoup plus fraîche, d'une écriture plus fine ; que les mots sont plus serrés que dans le corps de l'acte : ce qui prouve d'une manière incontestable qu'ils ont été écrits postérieurement à la signature du notaire et aux signatures des témoins, uniquement dans le but de vivifier un acte qui se trouvait radicalement nul par le défaut de la mention qu'il avait été écrit de la main du notaire.

Pourvoi en cassation de la part des héritiers Busseuil, qui ont proposé deux moyens. — Ils ont prétendu, pour premier moyen, que la Cour royale de Dijon avait violé les art. 972 et 1319 du Code civil, en annulant le testament révocatoire sur le motif qu'il contenait une surcharge faite après coup, quoiqu'il n'y eût aucune inscription de faux n'eût été formée contre cet acte. En effet, ont dit les demandeurs, l'art. 972 règle toutes les formalités du testament par acte public, et l'une de ces formalités est la mention que le testament a été écrit par le notaire. Or, dans l'espèce, cette mention existe ; l'acte en offre la preuve ; il fait pleine foi de tout ce qu'il contient, sauf le motif d'inscription de faux principal ou incident : l'art. 1319 est nul à cet égard. Ce n'est donc qu'en méconnaissant et foulant aux pieds tant la disposition de cet article 1319 que celle de l'art. 972, que l'arrêt attaqué a pu déclarer nul le testament dont il s'agit, lorsqu'il n'avait été formé aucune inscription de faux.

Vainement la Cour royale s'est-elle fondée sur ce que la mention de l'écriture par le notaire était l'effet d'une surcharge évidente ; qu'ainsi le testament ne pouvait valoir par le défaut d'une formalité essentielle. Une surcharge de cette nature, dont le résultat, ainsi que l'a dit la Cour royale elle-même, serait de vivifier un acte qui se trouverait radicalement nul, constitue évidemment un faux ; et dès lors le testament ne pouvait être attaqué que par l'une des voies, soit de

la plainte en faux principal, soit de l'inscription de faux. D'ailleurs, s'il est vrai que l'art. 16 de la loi du 25 août 1790 prononce la nullité des mots surchargés ou ajoutés, il est évident que cette nullité n'a pas lieu de plein droit qu'elle donne seulement lieu à une action. Or cette action est nécessairement différente, selon qu'il s'agit d'une surcharge ou d'une addition, qui, en soi, constitue un faux, ou qui ne constitue que seulement une énonciation erronée. La voie de la plainte en faux principal ne peut avoir lieu que dans ce dernier cas, tandis que dans le premier, il faut avoir recours à l'un des deux moyens prescrits par l'art. 1319.

Le second moyen invoqué par les demandeurs était une prétendue contravention à l'art. 1035 du Code civil, qui a pour objet la forme de la révocation des testaments. — Ils prétendaient que le testament du 11 thermidor an 11, bien qu'il fût nul comme testament, devait valoir comme acte révocatoire, dès qu'il contenait toutes les formalités requises pour la validité des actes notariés.

Du 20 février 1821, ARRÊT de la section des requêtes, *Henrion de Pensey* président, *M. Vallée* rapporteur, *Duprat* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de *M. de Beaumont*, avocat-général; — Attendu, sur le premier moyen, que les surcharges dans un acte, et autres vices, peuvent être tellement manifestes, que les yeux des juges suffisent pour les apercevoir et les apprécier; que, dans l'espèce, c'est précisément des surcharges et autres vices pareils que les juges ont déclaré la nullité du testament en question; que, dès lors, l'acte n'est en contravention ni aux lois invoquées ni à aucune autre loi; — Attendu, sur le second moyen, qu'il est hors de doute qu'un testateur peut révoquer un testament soit authentiquement, soit par acte sous seing privé; mais que, le testateur ayant fait choix du testament authentique pour révoquer le testament en question, le testament par lequel il révoque, trouvant nul, ne peut produire aucun effet; — REJETTE

## COUR DE CASSATION.

*Avoué chargé de suivre une procédure est-il responsable de la nullité des actes faits par l'huissier, lorsque c'est lui qui a choisi cet huissier, et que c'est dans son étude que les actes nuls ont été rédigés, et que l'omission a été commise ?*  
(Rés. nég.) Cod. civ., art. 1031.

LE SIEUR MISSET, C. M<sup>e</sup> ROLAND-WATELLIER.

Le sieur Misset avait confié à M<sup>e</sup> Roland-Watellier, avoué Rhetel, une poursuite de saisie immobilière. Cette poursuite fut annulée par le motif qu'il n'avait pas été donné copie, en vertu du commandement préalable, d'un transport en vertu duquel le poursuivant agissait.

Demande en paiement des frais de la procédure déclarée nulle, et en dommages et intérêts tant contre l'avoué Roland, que contre l'huissier Lardenois, qui avait signé et notifié le commandement. — Il paraît qu'il fut reconnu comme constant, devant le tribunal de Rethel, que le sieur Misset avait remis ses pièces à M<sup>e</sup> Roland-Watellier, pour entamer et suivre la procédure de la saisie; que cet avoué fit dresser, dans son étude, tous les actes du ministère de l'huissier, et notamment l'exploit de commandement; qu'il les donna ainsi préparés à Lardenois, et que celui-ci ne fit que les dater, les signer et remettre les copies.

Le tribunal de Rethel déduisit de ces faits que l'omission était l'ouvrage non de l'huissier, mais de l'avoué. En conséquence, renvoya le sieur Lardenois de la demande, et condamna M<sup>e</sup> Roland aux frais de la procédure annulée, et en 988 fr. de dommages et intérêts. — On remarque, d'ailleurs, dans les motifs de la décision des premiers juges, que, dans le cas même où l'irrégularité leur eût paru imputable à l'huissier, ils n'en auraient pas moins regardé l'avoué comme garant, attendu que, la direction de toute la procédure lui ayant été confiée par la partie, il aurait dû choisir un huissier capable, et examiner la forme du commandement, avant de faire opérer la saisie et d'y donner suite.

Sur l'appel de M<sup>e</sup> Rolland, la sentence du tribunal de Rethel fut infirmée, par arrêt de la Cour de Metz, du 21 février 1819. Cette Cour a pensé que, suivant l'art. 1031 du Code de procédure, un officier ministériel ne saurait être responsable de la nullité des actes qui sont dans ses attributions; dans l'espèce, le commandement irrégulier qui avait fait commencer la poursuite d'expropriation était et devait être l'œuvre exclusive de l'huissier, et qu'ainsi aucune condamnation ou garantie n'aurait dû être prononcée contre M<sup>e</sup> Rolland.

Il paraît que le sieur Misset, ainsi dépourvu, par l'arrêt de la Cour de Metz, des droits que le jugement de première instance lui avait conférés contre l'avoué, avait perdu d'un autre côté son action contre l'huissier, en n'appelant pas, dans le délai utile, de ce même jugement, qui avait déchargé les Lardenois de la demande.

Dans cette position fâcheuse, il s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la Cour de Metz pour violation de l'art. 1031 du Code de procédure. — Il a développé, à l'appui de son pourvoi, les raisons adoptées par le jugement du tribunal de Rethel; et l'objet principal de ses efforts a été d'établir qu'il avait eu, dans l'espèce, participation incontestable, de la part de l'avoué, à la nullité de la procédure, soit en ce que le commandement avait été dressé dans son étude, soit en ce qu'il devait surveiller tous les actes de la poursuite, et ne pas s'en décharger sur une expropriation qui reposait sur une base évidemment vicieuse.

Mais, le 21 février 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. *Henrion de Pénsey* président, M. *Botton de Castel* rapporteur, M. *Chauveau Lagarde* avocat, par lequel

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Lebeau*, avocat-général; — Attendu qu'il est vrai que l'art. 1031 du Code de procédure civile ordonne que les procédures et les actes soient à la charge des officiers ministériels qui les ont faits; mais que l'arrêt dénoncé a bien saisi le véritable esprit de cette loi pénale en décidant qu'elle n'a entendu parler que des actes qui sont dans les attributions de l'officier auteur de l'acte, et dans lequel son ministère est nécessaire, ce qui, à l'égard de l'avoué, n'a pas lieu dans l'exploit de commandement qui pr



de la saisie immobilière, cet acte devant être réputé le fait de l'huisier qui l'a signé; — Attendu que les faits reprochés à l'avoué Roland, dans l'espèce, en les supposant vrais, ne prouveraient autre chose, sinon qu'il aurait, à l'égard de l'exploit en question, agi comme conseil, et que, sous ce rapport, l'art. 1031 lui est étranger; — REJETTE. » (1)

## COUR DE CASSATION.

*Une jeune personne émancipée par son mariage, mais devenue veuve avant l'âge de quinze ans, est-elle rentrée de plein droit sous la tutelle de son père? (Rés. nég.) Cod. civ., art. 476, 477, 485 et 486.*

LA DAME DUSSÈRE, C. LA DAME DUVERNET.

Le 20 février 1806, la demoiselle *Dussère* épousa le sieur *Aymard*. Cette jeune personne, n'étant alors âgée que de quatorze ans, obtint du Gouvernement les dispenses nécessaires pour se marier. Son père lui constitua en dot 10,000 fr. qu'il promit de lui payer dans six mois. Avant l'expiration de ce terme, le sieur *Aymard* mourut, et la jeune veuve, qui n'avait que quatorze ans et trois mois, se retira chez son père. Il paraît que celui-ci, reprenant de fait l'autorité qu'il avait eue sur sa fille avant son mariage, administra sa personne et ses biens, qu'il conserva les 10,000 fr. de dot qu'il lui avait promis, et reçut pour elle différentes sommes des héritiers de son mari.

Les choses restèrent dans cet état jusqu'en 1812, époque à laquelle la veuve *Aymar* épousa en secondes noces le sieur *Duvernety*. Elle se constitua en dot les 10,000 fr. que son père lui avait donnés et qu'il continua de garder dans ses mains.

Les affaires du sieur *Dussère* étaient alors en mauvais état. L'année suivante; sa femme demanda et obtint sa séparation.

(1) « Cette décision nous semble parfaitement juste, dit M. Carré, *Lois de la procédure*, tom. 3, pag. 488; mais nous ne doutons pas que l'huisier condamné aux dommages et intérêts de la partie n'eût contre l'avoué un recours en garantie, suivant les principes généraux du droit. »

de biens. Les immeubles du mari furent vendus ; et l'on ouvrit l'ordre pour la distribution du prix de cette vente.

La demoiselle Dussère, femme Duvernet, comparut à l'ordre, et dit qu'après la mort de son premier mari elle était retournée chez son père ; qu'elle avait été de fait et de droit replacée sous sa tutelle ; que c'est en qualité de tuteur qu'il avait veillé sur sa personne et géré ses biens ; que c'était au même titre qu'il lui devait et les 10,000 fr. qu'elle s'était constitués en dot, et les différentes sommes qu'il avait touchées pour elle des héritiers de son mari. En conséquence, elle réclamait sur les biens de son père l'hypothèque légale que la loi accorde aux mineurs sur les immeubles de leurs tuteurs.

Mais les créanciers, intéressés à contester cette hypothèque, et la dame Dussère elle-même, répondaient à la dame Duvernet : « Vous avez été émancipée par votre mariage avec Aymard. Or on ne peut pas en même temps jouir du bénéfice de l'émancipation et tomber sous le joug d'une tutelle. La liberté et la dépendance sont deux choses inconciliables. Ainsi, depuis votre mariage, votre père a pu être votre débiteur ; mais il n'a été ni pu être votre tuteur, et vous n'avez rien à lui demander à ce titre. »

Cette défense fut accueillie par le tribunal civil ; mais, sur l'appel, la Cour royale de Grenoble a, par arrêt du 6 juin 1817, infirmé la sentence des premiers juges, et a accordé à la femme Duvernet une *hypothèque légale* sur les biens de son père. — Cette Cour a considéré que, s'il résulte de l'article 476 du Code civil que le mineur est émancipé *de plein droit* par le mariage, l'art. 477 consacre en principe que le mineur ne peut être émancipé par son père qu'à l'âge de quinze ans révolus ; que l'art. 485 dispose que l'émancipation du mineur peut être révoquée ; et qu'enfin, dans le cas de révocation, l'art. 486 veut que le mineur rentre en tutelle ; que si l'on n'infère pas de ces dispositions que la demoiselle Dussère entra sous la puissance paternelle lors de la dissolution du mariage, on doit au moins admettre que, devenue veuve avant d'avoir atteint sa quinzième année, c'est-à-dire avant l'âge requis pour l'émancipation, elle entra en tutelle aussitôt que son conjoint eut cessé d'exister, et que son tuteur lé-

gal, soumis à un rendement de compte, comme tout autre tuteur, fut Dussère son père; — Que celui-ci ne repoussa pas la qualité d'administrateur ou de tuteur de sa fille; qu'en cette qualité, il administra la personne et les biens de cette dernière, et exigea différentes sommes des héritiers de son mari; que de cette gestion est résultée une hypothèque légale, indépendamment de toute inscription, en faveur de la fille Dussère, sur les biens de son père.

La dame Dussère mère a demandé la cassation de cet arrêt pour violation de l'art. 476 du Code civil, et pour fausse application des art. 477 et 485 de la même loi.

On a dit pour la demanderesse : L'état des personnes ne peut varier au gré des événemens; l'individu appelé par la loi à jouir de la plénitude de ses droits ne saurait être privé de cet avantage par une circonstance ultérieure. Ainsi, chez les Romains, le fils de famille qui, par ses dignités, était mis hors de la puissance paternelle, devenait tout-à-fait indépendant, bien qu'il vînt à perdre par la suite la charge qui l'avait délivré de la puissance de son père (1). L'émancipation qui, suivant l'article 476 du Code civil, résulte du seul fait du mariage, est, de sa nature, absolue et irrévocable; la dissolution de l'union conjugale ne peut rien changer à l'état de l'époux survivant, ni le replacer de droit sous le joug d'une tutelle dont il a été affranchi par une disposition légale. On conçoit très-bien que, si le mineur ainsi émancipé est, à raison de son état moral ou de la faiblesse de ses facultés intellectuelles, absolument incapable d'administrer sa personne et ses biens, il puisse, sur la demande de la famille, être remplacé sous la surveillance d'un tuteur ou d'un curateur; mais cette mesure n'aura pas lieu de plein droit; la nécessité en sera préalablement constatée, et c'est la justice qui devra l'ordonner. C'est donc une erreur grave que de prétendre que l'émancipation légale doit, à l'égard du mineur âgé de moins de quinze ans, cesser de droit avec la cause qui l'a produite. L'art. 476 n'admet point cette restriction; il dispose en termes absolus, sans condition et sans réserve.

---

(1) L. ult., § 3, ff. de senat. Maced.

Pour justifier son système, la Cour royale s'est prévaluée de l'art. 477, 485 et 486 du Code ; mais elle aurait dû remarquer que ces articles disposent uniquement dans le cas de l'émancipation volontaire ; de celle conférée par le père ou par le conseil de famille. Sans doute un père qui ne consent à l'émancipation de son fils que parce qu'il le suppose en état d'administrer ses biens agit sagement lorsque, instruit par l'expérience de l'incapacité de ce dernier, il le prive du bénéfice de l'émancipation ; mais on ne peut rien en conclure pour l'émancipation qui s'opère de plein droit par le mariage. Celle-ci ne peut être révoquée ni par le père ni par le conseil de famille ; elle dérive de la seule force de la loi : elle ne peut donc être retirée au mineur qu'en vertu d'une loi expresse, et pour une cause avouée par elle. Ainsi, en décidant que la demoiselle Dussère, par le seul fait de son veuvage, était rentrée de plein droit sous la tutelle de son père, la Cour royale a violé ouvertement l'art. 476 de Code civil, et faussement appliqué les art. 477 et 486 du même Code, et son arrêt ne peut échapper à la censure de la Cour de cassation.

Pour bien déterminer les effets d'une loi, répliquaient les défenseurs, il faut d'abord pénétrer ses véritables motifs. Or dans quelle vue l'article 476 a-t-il été rédigé ? Evidemment cet article, qui s'applique plus directement aux filles, a eu pour objet de les affranchir de la tutelle, du moment qu'elles passent sous la puissance d'un mari, parce que, d'une part, ces deux autorités rivales ne peuvent s'exercer simultanément, et que, d'un autre côté, la surveillance du tuteur devient inutile, et doit cesser alors que celle du mari commence. Cela posé, il est évident que l'émancipation par mariage n'a d'autre durée que celle du mariage, et que, si la femme devient veuve avant d'avoir atteint l'âge requis pour l'émancipation des mineurs, elle rentre de plein droit sous la tutelle de son père. Le système contraire aurait les plus funestes conséquences : la mineure, livrée à elle-même, sans conseil, sans appui, deviendrait le jouet de tous ceux qui voudraient spéculer sur sa faiblesse et son inexpérience, et, par suite, elle pourrait impunément compromettre ses intérêts et sa fortune. Il est si vrai que le législateur a considéré l'é-

émancipation comme une mesure temporaire et subordonnée aux circonstances, que, dans l'économie des articles 485 et 486, elle peut être révoquée, et que dans ce cas le mineur rentre en tutelle. Or, si l'émancipation volontaire peut être révoquée à l'égard du mineur âgé de plus de quinze ans, ne serait-il pas contradictoire que celle qui n'a été produite que par le mariage pût survivre à sa dissolution, même en faveur de la mineure qui n'a pas l'âge requis pour être émancipée. Ce serait, il faut l'avouer, un bien funeste présent que cette liberté indéfinie laissée à un enfant sans expérience, sans discernement, et dont rien ne garantirait l'abus et les fâcheuses conséquences. Telle n'a pas été l'intention du législateur; il s'est arrêté à cette idée toute simple, et il a dit : « Le mineur ne sera point émancipé avant l'âge de quinze ans. Cependant, comme une fille peut être nubile et se marier avant cet âge, elle sera émancipée de plein droit en passant sous la puissance du mari, qui remplace naturellement le tuteur; mais, comme l'effet doit cesser avec la cause; si elle devient veuve avant l'âge requis pour l'émancipation, elle rentrera dans la classe ordinaire des mineurs, et elle sera, comme auparavant, soumise à la tutelle de son père, parce que, d'après l'article 477, un mineur de quinze ans n'est pas censé avoir l'aptitude nécessaire pour administrer sa personne et ses biens. » Voilà ce qui résulte évidemment de la combinaison des articles 476, 477, 485 et 486 du Code civil. En le décidant ainsi, la Cour royale s'est conformée à la loi, bien loin de la violer.

Du 21 février 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brissón président, M. Zangiacomi rapporteur, MM. Raoul et Loiseau avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Jourde; — Considérant, sur la fin de non recevoir (1), que les 600 francs que la demanderesse a reçus

---

(1) La dame Duvernet opposait contre le pourvoi une fin de non recevoir tirée de ce que la demanderesse avait reçu une somme de 600 fr. en exécution de l'arrêt attaqué, et en avait donné quittance, sans protestations ni réserves, ce qui, selon la défenderesse, constituait un acquiescement à cet arrêt.



et dont elle a donné quittance lui ont été payés en exécution d'une disposition de l'arrêt qui n'est pas contestée ; et qu'il n'existe de la part de la demanderesse aucun acquiescement à la disposition qu'elle attaque ; — REJETTE la fin de non recevoir ; — *Sur le fond*, considérant qu'aux termes de l'article 476 du Code civil, le mineur est émancipé *de plein droit* par le mariage ; que cet article, le seul qui prononce sur l'émancipation par mariage, la confère sans condition, ni terme, ni réserve, et par conséquent d'une manière absolue et irrévocable ; qu'ainsi elle est acquise au mineur qui se marie, soit qu'il ait l'âge fixé par la loi pour former cette union, soit que, plus jeune, il la contracte avec dispense du Gouvernement, et qu'elle lui est acquise non seulement pendant la durée du mariage, mais même après sa dissolution, quoique alors il soit encore en minorité : — D'où il suit qu'en jugeant que la demoiselle Dussère avait cessé d'être émancipée en devenant veuve, et que par suite elle était alors rentrée de plein droit sous la tutelle de son père, l'arrêt attaqué a violé l'article 476 du Code civil ; — Considérant que les articles 477, 485 et 486, cités par l'arrêt, pour établir que l'émancipation ne peut être accordée avant quinze ans, et peut être, en certains cas, révoquée, ne sont pas applicables à l'espèce, puisqu'ils ne statuent que sur l'émancipation conférée par le père, la mère ou le conseil de famille, et non sur celle qui s'opère de plein droit par mariage ; — Considérant que, si Dussère père a administré la fortune de sa fille, il est sans doute responsable de sa gestion ; mais qu'on ne peut en conclure que ces biens soient grevés, au préjudice de ses créanciers, d'une hypothèque légale, que la loi n'accorde qu'aux mineurs légalement constitués en tutelle ; — Casse, — etc. »

#### COUR D'APPEL D'AMIENS.

*L'usufruitier qui a payé les frais de grosses réparations faites à l'immeuble dont il a la jouissance, après en avoir fait constater la nécessité avec le propriétaire, a-t-il un privilège pour le remboursement de ses avances ? (Rés. aff.)*

Cod. civ., art. 2103, n° 4.



## DELUNEL, C. LES CRÉANCIERS SARRY.

Cette question, qui est neuve, nous paraît fort délicate. Le législateur a senti qu'il était juste d'accorder un privilège pour le prix des constructions ou des réparations qui ont lieu sur un immeuble, puisque ces constructions et réparations en augmentent la valeur, et sont la chose de celui qui les a faites ; mais, dans l'intérêt des autres créanciers du propriétaire, il a soumis ce privilège à plusieurs conditions. Nous voyons dans les art. 2103, n° 4, et 2110 du Code civil, qu'il ne peut exister, en général, qu'autant que les travaux sont précédés et suivis d'un procès verbal d'expertise, et que les deux procès verbaux sont inscrits au bureau des hypothèques. D'un autre côté, le privilège est restreint au montant de la plus-value résultante de la construction ou de la réparation.

L'usufruitier qui fait sur l'immeuble dont il jouit des réparations à la charge du propriétaire est-il soumis à ces règles ? ou bien ne sont-elles applicables qu'aux entrepreneurs ordinaires qui exécutent des travaux sur un fonds auquel ils n'ont aucun droit ? Telle est la difficulté.

Avant d'analyser les moyens qui furent présentés pour et contre devant la Cour d'Amiens, exposons les faits en deux mots.

Le sieur *Sarry-Mancy* avait vendu au sieur *Delunel* l'usufruit du domaine de Longpré, suivant contrat notarié du 22 octobre 1804. Dès cette époque, les bâtimens qui en dépendaient avaient besoin de grosses réparations pour une somme importante.

Le sieur *Sarry-Mancy*, qui avait conservé la nue propriété, ne les exécutant pas, le sieur *Delunel* se fit autoriser, par un jugement, à les faire faire lui-même, aux frais du sieur *Sarry*, après que la nécessité et la valeur de ces réparations auraient été constatées par expert. L'expertise eut lieu, et le sieur *Delunel* fit commencer les travaux. Ses avances s'élevaient déjà à 3,251 fr., lorsque le mauvais état des affaires du sieur *Sarry* lui inspira des craintes sur le remboursement auquel il avait droit. Les réparations furent suspendues.

Cependant le sieur *Sarry* vendit la nue propriété du domaine de Longpré, le 26 janvier 1813, au général *Lautour*. Delu-

nel forma opposition dans les mains de l'acquéreur, à fin de paiement, par privilège, du montant des réparations qu'il avait fait opérer, et des frais de justice qu'il avait déboursés. Un ordre s'ouvrit devant le tribunal de Soissons pour la distribution du prix de la vente, et Delunel y reproduisit sa prétention de privilège.

Les autres créanciers contestèrent ; et le tribunal de Soissons ordonna, par jugement du 10 mai 1820, que le sieur Delunel serait colloqué pour la somme de 3,231 fr., sans énoncer (ce qui paraît étrange) que ce serait par *privilège et préférence*.

L'ambiguïté de ce jugement força le sieur Delunel à en interjeter appel. Pour établir le privilège qu'il réclamait, il invoquait d'abord des considérations d'équité ; il faisait remarquer que, pour jouir de son droit d'usufruit, il s'était trouvé dans l'indispensable nécessité de faire exécuter lui-même les réparations que le propriétaire n'avait pas voulu faire opérer, quoiqu'elles fussent à sa charge ; que ces réparations étaient nécessaires à la conservation des bâtimens, et qu'elles avaient préservé une partie importante du gage des créanciers d'une perte certaine ; que, le montant de ces réparations ne lui ayant pas été remboursé, elles étaient sa propre chose ; que le prix total de l'immeuble comprenait le prix des travaux qu'il avait payés de ses deniers ; et que, sous ces différens rapports, il serait inique de lui refuser la préférence et la priorité qu'il demandait dans la collocation. Le droit, poursuivait l'appelant, est ici d'accord avec l'équité. Il est vrai que je ne puis pas fonder ma réclamation sur les art. 2103 et 2110 du Code civil, puisque je n'ai pas pris d'inscription. Mais les dispositions de ces articles ne sont faites que pour les architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers ; elles ne regardent pas l'usufruitier qui est forcé de faire faire des réparations pour conserver le chose dont il a la jouissance.

Que des tiers qui n'ont aucun droit sur l'immeuble soient assujettis à des conditions rigoureuses pour acquérir un privilège à raison des travaux qu'ils exécutent par spéculation, et avec bénéfice, cela se conçoit. Mais il ne doit pas en être de même du possesseur de l'immeuble qui le fait réparer par

nécessité, et qui avance son argent sans aucun profit. Remarquons d'ailleurs que l'usufruit est un démembrement de la propriété, et qu'ainsi l'immeuble qui en est grevé est, pour partie, la chose de l'usufruitier. Ne répugne-t-il pas à la raison et aux principes du régime hypothécaire qu'une personne prenne inscription sur sa propre chose? Nous voyons dans l'art. 2175 que le tiers détenteur, contraint au délaissement, peut répéter ses impenses et améliorations, par privilège, sans qu'il ait rempli aucune formalité; et un arrêt de la Cour de Turin, du 30 mai 1810, a décidé qu'il avait sur le prix une sorte de droit de distraction (1). Pourquoi la même faveur ne serait-elle pas accordée à l'usufruitier qui a fait faire de grosses réparations pour le compte de la nue propriété? L'usufruitier ne possède-t-il pas l'immeuble comme le tiers détenteur? et la même raison d'équité ne doit-elle pas lui donner le même droit sur le prix de cet immeuble qu'il a conservé ou amélioré?

Enfin, il est un dernier point de vue sous lequel le privilège réclamé doit être accueilli. Toutes les fois qu'on revendique une chose contre un détenteur légitime qui a fait des impenses nécessaires ou utiles, l'obligation de rembourser le montant de ces impenses est essentiellement corrélatrice du droit d'exiger la délivrance. Il suit de là que celui qui possède la chose peut la retenir jusqu'à ce qu'on lui ait tenu compte de ce qu'il a payé pour sa conservation, ou pour son amélioration. (Arg. de l'art. 1673 du Code civil.) Ainsi, nul doute qu'à la fin de l'usufruit, le sieur Delunel ou ses héritiers pourraient conserver le domaine de Longpré jusqu'au remboursement de la somme employée aux réparations dont il s'agit au procès. L'acquéreur, qui ne saurait être tenu de faire le remboursement avec ses propres deniers, a le droit de retenir sur son prix ce qui lui est nécessaire pour obtenir la délivrance de l'immeuble qui lui est vendu. Cette portion du prix est essentiellement affectée au paiement du sieur Delunel : elle lui appartient donc par privilège. Les autres créanciers n'ont point d'intérêt à s'opposer à ce qu'elle lui soit versée sur-le-champ;

---

(1) Voy. ce Journal, tom. 12, pag. 350.

et l'acquéreur, dont le prix est actuellement exigible, ne peut lui refuser le paiement immédiat qu'il demande.

Les créanciers contestans opposaient des raisons assez fortes.

— Les privilèges, disaient-ils, sont de droit strict et rigoureux; étant des exceptions à l'égalité, ils doivent être sévèrement renfermés dans les bornes de la loi; et quand le législateur ne les a pas formellement consacrés, les magistrats ne peuvent pas les créer par voie d'analogie, ou sous le prétexte d'un motif d'équité. Aucune disposition du Code civil n'accorde à l'usufruitier qui a fait de grosses réparations à l'immeuble dont il jouit le privilège légal et tacite que réclame le sieur *Delunel*. Admettre ce privilège, ce serait donc ajouter à la loi, violer les principes élémentaires de la matière, et ravir arbitrairement aux créanciers une partie de leur gage.

Vainement prétend-on que les formalités d'une double expertise et d'une inscription, qui sont exigées pour conférer un privilège aux entrepreneurs, ne s'appliquent pas à l'usufruitier qui répare le fonds soumis à son usufruit. Il n'y a point de raison solide de différence. La nue propriété est aussi étrangère à l'usufruitier qu'à toute autre personne; et quand l'usufruitier exécute des travaux pour cette nue propriété, il agit pour le compte et pour la chose d'autrui. Il a su qu'il devenait créancier du propriétaire, qu'il pouvait obtenir un privilège pour ses avances. Et quel motif y aurait-il de le dispenser de l'observation des règles prescrites dans l'intérêt des tiers, pour déterminer l'étendue légitime de ce privilège et pour le rendre public?

Le cas du tiers détenteur qui délaisse, et celui de l'acquéreur à réméré qui rend la chose à son vendeur, ne peuvent fournir aucun argument d'analogie. Etant propriétaires de l'immeuble qu'ils réparent ou qu'ils améliorent, le tiers détenteur et l'acquéreur à réméré doivent croire qu'ils font des dépenses pour leur propre compte, ou qu'au moins elles pourroient rester à leur charge. Impossible dès lors d'exiger qu'ils prennent des précautions pour conserver une créance privilégiée qui n'existe pas *ab initio*, et qui peut ne jamais naître. Il en est tout autrement de l'usufruitier, ainsi que nous l'avons vu.

Quant au droit de rétention dont voudrait se prévaloir le

par Delunel pour introduire indirectement un privilège que la loi lui refuse, il peut être sérieusement contesté, par cela même qu'aucun texte de loi ne le reconnaît; mais en l'admettant même, il est clair qu'il ne pourrait pas préjudicier aux créanciers du vendeur, en frappant le prix de la vente d'un prélèvement qui aurait tous les effets d'un privilège: on ne peut pas établir par des voies obliques un privilège que repoussent des dispositions directes et positives.

Du 23 février 1821, ARRÊT de la Cour royale d'Amiens, M. de Maleville premier président, MM. Girardin, Despréaux, Machart et Varlet avocats, par lequel:

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Bosquillon de Montenay, avocat-général; — Considérant que les premiers juges, après avoir posé la question de savoir si Delunel pouvait être colloqué, par privilège et préférence à tous autres créanciers, sur le prix à distribuer pour la somme à laquelle s'élevaient les travaux par lui exécutés, se sont bornés à dire, dans leurs motifs, qu'il devait être remboursé sur le prix déposé, parce qu'au moment de la vente faite au sieur Lautour de la propriété, l'obligation du remboursement était une charge de la propriété, et que dans leur dispositif ils ont seulement ordonné que Delunel serait colloqué, sur les deniers à distribuer, pour la somme de 3,231 fr., sans énoncer qu'il serait colloqué par privilège et préférence à tous autres créanciers, ce qui était d'autant plus nécessaire, que la collocation par privilège et préférence, réclamée par Delunel, lui était contestée; — Considérant que, les travaux exécutés par Delunel ayant été faits à la charge de la propriété, qui en profite, et pour la conservation de cette propriété, Delunel doit être colloqué sur le prix de la vente de cette propriété par privilège et préférence à tous autres créanciers, ainsi que du montant de l'exécutoire de dépens par lui obtenu; — Par ces motifs, Met l'appellation et ce dont est appel au néant...; — Emendant..., ordonne que ledit Delunel sera colloqué à l'ordre du prix de vente à distribuer, *par privilège et préférence*, 1° pour la somme de 3,231 fr., montant des travaux par lui exécutés sur le domaine de Longpré; 2° pour la somme de 594 fr. 32 cent., montant de l'exécutoire par lui obtenu le 2 octobre 1815.

## COUR D'APPEL DE TOULOUS

*Lorsqu'un juge de paix a prononcé sur un litige au delà des limites de sa juridiction légale, sans sanction préalable et formelle de compétence, bien que la partie condamnée donne ensuite satisfaction, efface-t-elle son vice originnaire*  
Cod. civ., art. 1351.

*Le jugement émané d'un tribunal incompétent, sous l'hypothèque, quand les parties y ont acquiescé.*

LA VEUVE ANDRAU, C. AVIGNON.

Le 29 nivôse an 8, *Pierre Avignon* et *Jean Andrau* comparurent volontairement devant le juge de paix de Villefranche, pour s'expliquer sur une créance de 700 francs ; le premier réclamaient contre le second. Après les débats, Mathieu se reconnut définitivement débiteur de la somme réclamée et demanda du temps pour payer. De là le jugement du 29 nivôse an 8, par lequel le juge de paix a condamné au paiement des 700 francs et lui accordé un délai. Le procès verbal de comparution dressé par le juge de paix ne constate point qu'il y ait eu prorogation de compétence ; on a même prétendu que les parties n'avaient comparu que pour se concilier.

Par acte entre vifs, du 25 ventôse an 10, le défendeur a fait un partage anticipé de tous ses biens entre ses enfants, et a chargé par ces derniers d'acquitter les dettes de son père. La créance du sieur Avignon y est spécialement mentionnée ; les parties contractantes la signalent comme s'étant acquittée sur un jugement de la justice de paix du canton de Villefranche, enregistré et signifié. Le paiement de la somme est réparti entre les copartagés ; et *Jeannette Andrau*, se soumet à payer 100 francs par contribution.

Notre devoir est de remarquer ici que, bien que les enfants aient qualifié le jugement du 29 nivôse an 8, comme signifié, il restait pourtant quelque doute



de savoir si la signification avait eu lieu à cette époque, et Avignon n'avait pas en mains la preuve légale, c'est-à-dire l'original de cette signification.

Le 21 prairial an 11, inscription, à la requête d'Avignon, sur tous les biens de Mathieu père. Le 25 avril 1809, il fait signifier son titre à deux des codonatâires de Jeanne Mathieu, avec commandement de payer, et les mêmes signification et commandement furent faits à celle-ci en 1814.

Les poursuites furent suspendues jusqu'en 1819; et, à cette époque, six enfans de Mathieu étaient devenus insolvable : Jeanne Mathieu, veuve Andrau, avait seule échappé au triste naufrage de sa famille. Avignon la poursuivit en paiement de la totalité de la dette, soutenant que l'inscription du 21 prairial an 11 frappait les immeubles que Jeanne Mathieu avait reçus en partage de son père, et que dès lors elle était sous le poids de l'action hypothécaire.

Après un commandement à fin de saisie immobilière, la veuve Andrau fit à Avignon des offres réelles de sa portion virile et personnelle dans la dette. Sur le refus du créancier de les accepter, elle en consigna le montant, et fit citer le sieur Avignon à l'effet de les voir déclarer suffisantes et valables.

La demanderesse soutint que le jugement de la justice de paix de Villefranche, en vertu duquel Avignon avait pris inscription, était nul de toute nullité, et par conséquent incapable de produire un droit d'hypothèque, qu'en effet la somme de 700 francs sur laquelle il avait statué sortait des bornes légales de la compétence des juges de paix; que les parties n'avaient pas conféré à celui de Villefranche, par leur consentement, le droit de juridiction qu'il ne pouvait puiser dans la loi; qu'aux termes de l'article 11 de la loi des 14-26 octobre 1790, et de l'article 7 de notre nouveau Code de procédure civile, la compétence ne pouvait être valablement prorogée que par une déclaration formelle, signée des parties, et que, dans l'espèce, il n'y avait eu aucune déclaration de cette nature.

Avignon opposait à ces moyens l'acquiescement que Mathieu et ses enfans avaient donné au jugement, soit en répli-

geant de l'attaquer dans les délais de la loi; soit en lui connaissant un caractère légal et obligatoire, dans l'acte de partage du 23 ventôse an 10.

Du 26 avril 1820, jugement du tribunal de Villefranche qui déclare valable l'inscription hypothécaire d'Avignon, nulle les offres de la veuve Andrau comme insuffisantes pour la continuation des poursuites de saisie immobilière.

Appel devant la Cour royale de Toulouse, de la part de la veuve Andrau. Ayant laissé prendre un arrêt par défaut contre elle le 11 août 1820, elle y forme opposition.

Mais, le 24 février 1821, arrêt de la Cour royale de Toulouse, M. de Cambon président, MM. Romiguières et Thamielle avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Cavallé, avocat-général; — Attendu que les parties sont divisées sur le point de savoir si Jeanne Mathieu, veuve Andrau, fille, donataire et cohéritière de droit de feu Mathieu son père, et d'ailleurs détentrice d'une partie des immeubles ayant appartenu à ce dernier, est tenue hypothécairement pour le paiement de la créance du sieur Avignon; mais que la solution de ce point dépend de cet autre point, si le titre de créance figuré par le sieur Avignon a les caractères d'un jugement a été conféré le droit d'une hypothèque judiciaire sur les biens du débiteur; — Attendu que la compétence des juges de paix quant au montant des condamnations que la loi les autorise à prononcer, peut être prorogée indéfiniment par la convention simultanée des parties intéressées; qu'à la vérité l'article 14 du titre 1<sup>er</sup> de la loi du 14 octobre 1790, et notamment l'article 7 du Code de procédure civile, ont énoncé les formes dans lesquelles cette volonté devra être exprimée; mais qu'en cette matière, qui ne présente plus que des intérêts privés, les difficultés qui pourraient survenir sur le point de savoir si les formalités prescrites par la loi ont été remplies, et s'il y a eu définitivement prorogation de compétence, peuvent être levées par l'acquiescement postérieur donné par les parties à la décision du juge; qu'il n'est pas douteux qu'en cette matière l'acquiescement peut produire cet effet; et que cela résulte même de la disposition de l'art. 28 de la loi du 27

an 8, qui, disposant dans le seul intérêt de la loi, veut que, « si le commissaire du Gouvernement apprend qu'il ait été rendu en dernier ressort un jugement contraire aux lois et aux formes de procéder, ou dans lequel le juge ait excédé ses pouvoirs, et contre lequel cependant aucune partie n'ait réclamé dans le délai fixé, après ce délai expiré, il en donnera connaissance au tribunal de cassation, et si les formes ou les lois ont été violées, le jugement sera cassé. — Attendu de plus qu'un tel acquiescement produit aussi cet effet, que le jugement, quoique incompétemment rendu, confère hypothèque judiciaire, ainsi que l'enseignaient, dans l'ancien droit, d'Héricourt, *Traité de la vente des immeubles*, chap. 1, section 2; Soulages, *Traité des hypothèques*, chap. 25. — Ainsi que M. Persil l'enseigne, pour le droit nouveau, dans son *Commentaire* sur l'art. 2123 du Code civil; — Attendu, dans l'espèce, et en fait, que le jugement du 29 nivôse an 8, rendu par le juge de paix du canton rural de Villefranche, est avec lui tous les caractères constitutifs d'un jugement; que les parties l'ont constamment considéré comme tel, savoir : le sieur Avignon, dans ses commandemens, ainsi que dans ses inscriptions hypothécaires, et les enfans Mathieu, dans l'acte de partage du 23 ventôse an 10, où il est expressément dit que la créance du sieur Avignon est établie sur un jugement de la justice de paix du canton rural de Villefranche, enregistré et signifié; — Attendu que, si cette énonciation de la signification du jugement pouvait n'être pas exacte à cette époque, circonstance qui n'a pas été suffisamment éclaircie devant la Cour, il résulterait toujours dudit acte de partage que les enfans Mathieu avaient connaissance du jugement du 29 nivôse an 8; qu'ils ne considéraient pas comme un simple acte privé, ou comme un acte nul, et qu'ils l'exécutaient conformément à la qualification qu'ils lui donnaient; — Attendu d'ailleurs que, depuis l'acte de partage, ce même jugement a été notifié à certains des enfans Mathieu, notamment, le 30 décembre 1814, ainsi que le 4 janvier 1819, à la dame Mathieu, veuve Andrau; qu'à ces deux époques, elle n'avait pas expiré le délai donné par la loi pour attaquer les jugements, qui ont au moins l'apparence d'une décision judiciaire,

sans attaquer celle du 29 nivôse an 8 ; que ces acquiescences gémées démontrèrent dès lors la justice des prétentions du sieur Avignon. L'insuffisance de l'offre faite par Jeanne Mathieu veuve Andrau , et la nécessité de confirmer le jugement du 11 avril 1820 et l'arrêt de défaut du 11 août suivant ; — Par motifs, disant définitivement droit aux parties, Dénier la partie de Marion de son opposition, — Ordonne que l'arrêt du 11 août 1820 sortira son plein et entier effet, et condamne la partie de Marion aux dépens. »

### COUR D'APPEL DE ROUEN.

*Lorsque deux diligences cherchent à se dépasser mutuellement, et que l'une d'elles vient à verser, les entrepreneurs des deux voitures sont-ils solidairement passibles de dommages et intérêts envers les voyageurs qui ont souffert de cet accident ? ( Rés. aff. ) Cod. civ., art. 1383 et 1384.*

L'ADMINISTRATION DES MESSAGERIES, C. BOURGEOIS ET AUTRES.

Aux termes des articles 1383 et 1384 du Code civil, chaque entrepreneur est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence. Et cette responsabilité n'est pas restreinte au dommage qui procède de notre propre fait : elle s'étend à celui qui est causé par le fait des personnes dont nous devons répondre. Ainsi, les maîtres et les commettans répondent du dommage causé par leurs domestiques et préposés, dans les fonctions auxquelles ils les emploient. La Cour de Rouen fait une juste application de ces principes à l'espèce, condamnant solidairement à des dommages et intérêts les entrepreneurs de deux diligences qui, en cherchant à se dépasser mutuellement, avaient causé, par la chute de l'une d'elles, des blessures assez graves à l'un des voyageurs. On ne peut qu'applaudir à cette salutaire rigueur, et les tribunaux ne sauraient se montrer trop sévères en pareilles circonstances. En effet, nous avons une foule d'exemples de accidents graves causés par des conducteurs de voitures qui

qui, cherchant à se dépasser mutuellement et à se courir le chemin, versent, et rendent par leur chute les voyageurs victimes de leur funeste rivalité.

La diligence dite *l'Éclair*, allant de Rouen à Paris, a versé à Brainville le 9 septembre 1818. Le sieur Fagot, l'un des voyageurs, ayant été blessé grièvement, fut obligé de séjourner sur les lieux, et ensuite à Rouen, pour sa guérison.

Le sieur Fagot a traduit le sieur Bourgeois, propriétaire de *l'Éclair*, devant le tribunal civil de Rouen, pour le faire condamner en 1,200 francs de dommages et intérêts, comme responsable du fait de son postillon, qui n'avait versé que parce qu'il avait cherché à gagner de vitesse le conducteur des grandes messageries. Le sieur Bourgeois a mis en cause l'Administration des messageries royales; il a prétendu que c'était le postillon du grand bureau qui avait fait courir sa voiture sur la sienne, l'avait accrochée en coupant le chemin aux chevaux, ce qui avait fait monter les roues de la voiture sur une borne, et en avait causé la chute.

Le conducteur des messageries royales, appelé à son tour, a nié le fait, et soutient que l'événement n'avait eu lieu que par la faute du postillon du sieur Bourgeois, lequel avait voulu couper le chemin à la voiture des messageries royales, et s'était jeté devant.

Les parties sont respectivement admises à la preuve de leurs faits; et, sur le vu des enquêtes, le tribunal civil, par jugement du 12 mai 1820, a condamné le sieur Bourgeois, entrepreneur de *l'Éclair*, en 600 fr. de dommages et intérêts envers le sieur Fagot, voyageur blessé, et l'Administration des messageries à garantir et indemniser le sieur Bourgeois des condamnations contre lui prononcées. — Attendu, par le jugement, qu'il est constant et prouvé que la chute de la voiture dite *l'Éclair* a été occasionnée par l'imprudence du conducteur et postillon de la voiture des messageries royales, qui a quitté le côté droit de la route qu'elle occupait, et s'est portée avec précipitation du côté gauche, où était la voiture de *l'Éclair*, pour empêcher cette dernière de prendre le pas; que le conducteur des messageries royales a tellement serré celle de *l'Éclair*, que les roues de celle-ci sont

montées sur la borne d'une maison, ce qui a déterminé la chute.

Sur l'appel de l'Administration des messageries, ce jugement a été infirmé, en ce que cette Administration avait seule condamnée aux dommages et intérêts du voyageur, bien qu'il fut établi au procès que les postillons des deux voitures avaient eu des torts respectifs.

Le 24 février 1821, ARRÊT de la Cour d'appel de Rouen, deuxième chambre, M. Aroux président, MM. Desbrière, Thil et Bouvier avocats, par lequel :

LA COUR, — Attendu qu'il résulte des faits constatés au procès que l'accident arrivé, le 9 décembre 1818, à la diligence de Bourgeois, est l'effet de la rivalité des postillons des deux diligences, qui ont cherché à se dépasser mutuellement, rivalité qu'il importe, dans l'intérêt public, de faire cesser, et qui n'a déjà produit que trop de sinistres événements : — Qu'ainsi, les deux postillons ayant des torts respectifs, les entrepreneurs de ces deux diligences ou leurs préposés doivent supporter également le préjudice qu'ils ont causé ; MET l'appellation et ce dont est appel au néant ; émendant et réformant, condamne l'Administration des messageries royales et le sieur Bourgeois solidairement en 600 francs de dommages et intérêts envers le sieur Fagot, et aux dépens, augmentés au résidu sortissant effet (1).

## COUR DE CASSATION.

*La surenchère du quart, qui, aux termes de l'article 710 du Code de procédure, doit avoir lieu dans la huitaine de l'adjudication, peut-elle être valablement formée le neuvième jour, lorsque le huitième est un jour de fête légale ? (Rég. nég.)*

FALCONNET, C. FONTAINE.

En thèse générale, et suivant la disposition de l'art. 1033.

(1) En ce qu'il réservait au sieur Bourgeois son recours contre son postillon, recours qui, d'après l'arrêt, est aussi réservé à l'Administration des messageries contre son préposé.



Code de procédure, le jour de l'échéance des délais fixés par la loi n'est pas compté, et l'on peut procéder régulièrement le lendemain. Mais il est beaucoup de cas dans lesquels les termes employés par le législateur repoussent l'application de cette règle : témoins les art. 157, 257 et 710, qui prescrivent que les actes dont ils s'occupent soient faits *dans la huitaine*, à partir de tel jour. Ce délai est rigoureux, et le neuvième jour amène avec lui la déchéance : tout le monde est d'accord sur ce point.

Mais on a soutenu plusieurs fois que la huitaine devait être augmentée d'un jour, quand il se rencontrait une fête légale le huitième jour. La raison qu'on présente à l'appui de cette opinion, c'est que les actes de procédure sont interdits les jours de fête légale, et que l'on restreindrait d'un jour le délai qui est terminé par une fête de ce genre, si on ne le prorogeait pas au lendemain. Déjà deux arrêts de cassation, rendus sur l'application des art. 157 et 257, avaient pros crit ce système (1). La Cour régulatrice vient d'appliquer la même décision au cas de l'art. 710.

Un immeuble dont l'expropriation était poursuivie contre le sieur *Etienne Fontaine* avait été adjugé au sieur *Falconnet* le 12 septembre 1818. — Le dernier jour de la huitaine à partir de cette adjudication, c'est-à-dire le 20 septembre, était un dimanche. Le lendemain 21, le sieur *Joseph Fontaine*, créancier d'*Etienne*, forme au greffe une surenchère du quart, en vertu de l'art. 710 du Code de procédure.

L'adjudicataire demande la nullité de cette surenchère, par la raison qu'elle a été faite après l'expiration de la huitaine.

Jugement du 26 septembre 1818, par lequel le tribunal de Saint-Marcellin accueille ce moyen ; mais, sur l'appel, la Cour royale de Grenoble a rendu, le 19 janvier 1819, un arrêt infirmatif, qui développe et consacre le système plaidé par le surenchérisseur, dans les termes suivans : « Considérant qu'aux termes de l'art. 710 du Code de procédure civile, toute personne peut, dans la huitaine du jour de l'adjudication sur sai-

---

(1) Voy. ce Journal, tom. 13, pag. 648, et tom. 16, pag. 220; et l'opinion conforme de M. Carré, *Lois de la procédure*, tom. 2, pag. 612.

sie immobilière, faire au greffe du tribunal une surenchère, pourvu qu'elle soit du quart du prix principal ; que c'est entrer dans l'esprit du législateur d'admettre que, si, comme dans l'espace, le huitième jour après l'adjudication est un *dimanche*, il ne peut être compté, et que le délai de huitaine ne peut s'accomplir ce jour-là ; qu'ainsi la surenchère peut être faite le lendemain *lundi* ; que, s'il est disposé, par l'art. 1037 du Code de procédure, que les significations et exécutions, qui sont faites par le ministère des huissiers, peuvent être faites les jours de fêtes légales, en vertu de permission du juge, cette disposition ne peut s'appliquer au cas d'une surenchère, qui doit être faite au greffe du tribunal, et donne lieu à une procédure qui n'a aucun rapport avec les significations et exécutions ; qu'il peut d'autant moins s'élever de doute à cet égard, qu'aucun acte de la juridiction civile ne peut avoir lieu au Palais le *dimanche*, que les greffes des tribunaux civils, comme ceux des Cours, doivent être fermés le *dimanche*, et que c'est, en effet, ce qui donne au greffier le droit de s'absenter ce jour-là ; qu'ainsi ce serait vainement que l'individu qui voudrait faire une surenchère tenterait de faire ouvrir les portes du greffe le *dimanche*, et d'y faire consigner la surenchère ; qu'il est si vrai que ce serait rendre illusoire l'art. 710 du Code de procédure civile, si on n'admettait pas que la surenchère faite le *lundi* est valable lorsque le dernier jour du délai tombe le *dimanche*, que souvent celui qui veut surenchérir a besoin, pour terminer, de prendre des renseignements et de faire des courses ; que cet individu peut habiter la campagne et être éloigné du tribunal civil de huit, dix ou douze lieues, en sorte que, malgré la plus grande diligence, son arrivée en la ville où siège le tribunal peut n'avoir lieu que le dernier jour du délai ; que, dans la supposition qu'une surenchère pût être reçue le *dimanche*, sur le fondement de l'art. 1037 du Code de procédure, il serait toujours impossible de faire prendre service au tribunal, pour enjoindre au greffier d'ouvrir le greffe et de recevoir la surenchère ; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant. »

Pourvoi en cassation du sieur *Falconnet*, pour violation de l'art. 710 du Code de procédure.

Suivant le demandeur, la Cour royale de Grenoble, loin d'en

trer dans la pensée du législateur, s'en était visiblement écartée, en ajoutant un jour au délai fatal qu'il accorde pour surenchérir. Dans une mesure qui tend à révoquer un droit légitimement acquis, les conditions imposées par la loi sont poussées à la dernière rigueur, et l'arrêt qui en atténue la sage et salutaire sévérité renferme un excès de pouvoir intolérable. C'est tout ce que la Cour de Grenoble a pensé que, dans l'espèce, la surenchère n'aurait pas pu être formée le dimanche, en vertu de la permission du juge: car le motif d'urgence sur lequel est fondé l'art. 1037 doit faire étendre la règle posée par cet article à tous les cas où il se rencontre; et, après tout, c'était au sieur Fontaine à profiter des sept premiers jours de la quinzaine, pour former sa surenchère; ce temps était bien suffisant, et toutes les hypothèses accumulées par l'arrêt attaqué, pour établir la possibilité du contraire, viennent tomber devant cette considération, que, dans le cours de la procédure d'expropriation, qui est si longue, chacun peut recueillir tous les renseignements propres à l'éclairer sur la valeur de l'immeuble, et sur toutes les circonstances qu'il est bon de connaître, soit pour enchérir, soit pour surenchérir.

Le sieur Fontaine essayait de rétablir dans toute leur force les motifs de l'arrêt qu'il avait obtenu; il puisait d'ailleurs un argument d'analogie dans l'art. 162 du Code de commerce, et dans l'art. 711 du Code de procédure. Le premier de ces articles, tout en ordonnant de faire le protêt le lendemain de l'échéance, permet de le remettre au jour suivant, si l'échéance tombe un jour de fête légale. La Cour de cassation a décidé, le 28 novembre 1809 (1), que la dénonciation de la surenchère, qui, aux termes de l'art. 711, doit être faite, à peine de nullité, dans les vingt-quatre heures, pouvait avoir lieu le surlendemain de la surenchère, si le lendemain était un jour férié.

Nous remarquerons que l'induction prise des dispositions précitées n'était pas d'un grand poids: la brièveté du délai d'un jour ou de vingt-quatre heures réduirait à l'impossible,

---

(1) Voy. ce Journal, tom. 10, pag. 808.

s'il n'y avait pas prorogation dans le cas d'une fête légale, mais cette raison péremptoire n'existe pas lorsqu'il s'agit d'un délai de huitaine.

27 février 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brissot président, M. Poriquet rapporteur, MM. Nicod et Buchez juges, par lequel :

LA COUR; — Sur les conclusions conformes de M. Cahier, avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en la chambre du conseil; — Vu l'art. 710 du Code de procédure civile; — Attendu qu'en ajoutant un neuvième jour au délai de huitaine accordé par l'art. 710 du Code de procédure pour former une surenchère, sous le prétexte qu'il serait juste d'établir une distinction que la loi n'a pas faite entre le cas où le demandeur trouve le dernier jour de la huitaine, et celui où il le trouve le premier, la Cour royale a commis un excès de pouvoir et expressément violé l'art. 710 du Code de procédure civile; — CASSE, etc. »

### COUR DE CASSATION.

*En matière de donation de biens présents et à venir, par contrat de mariage, un état estimatif des meubles et effets mobiliers est-il nécessaire?*

*Le défaut d'état oblige-t-il seulement le donataire à prendre les meubles dans l'état où ils se trouvent à la mort du donateur, sans pouvoir opter pour les biens présents? ( Rés. aff. ) Cod. civ., art. 1084 et 1085.*

*Lorsqu'une donation de biens présents et à venir, faite par contrat de mariage, n'a pas été accompagnée d'un état des dettes et charges existantes au moment de la donation, le tiers auquel ont été faites des libéralités apparentes ou déguisées sous la forme de contrats onéreux peut-il exciper de cette omission, pour prétendre que le donataire contractuel n'a pas le droit de demander la nullité de ces libéralités postérieures? ( Rés. nég. )*

PINEL; C. FAYDEL.

Par le contrat de mariage de la demoiselle Sophie Mar-

connu et du sieur *Faydel*, passé le 17 février 1817, le sieur *Pierre Marconnié*, oncle de la future, lui a fait donation de tous ses biens meubles et immeubles, présents et à venir, sous la réserve de l'usufruit. Il est énoncé dans ce contrat qu'il n'existe sur les biens donnés d'autres dettes et charges que les contributions, quoique ces biens fussent grevés de dettes créances montant ensemble à la somme de 6,900 fr.; il ne contient aucun état estimatif du mobilier.

Par un autre acte notarié, du 20 octobre suivant, le sieur *Pierre Marconnié* vend au sieur *Pinel*, son neveu par alliance, des marchandises en orfèvrerie et horlogerie, ainsi que des outils et ustensiles, pour la somme de 6,000 fr., que le sieur *Marconnié* reconnaît avoir reçus le même jour. De plus, il loue pour neuf années au sieur *Pinel* son ancienne boutique d'horlogerie, avec dépendances, son domaine et vignoble de *Cabessut* et le pré *Mathieu*, moyennant la somme annuelle de 1,000 fr.; enfin, *Marconnié* vend à son neveu, pour le prix de 2,000 fr.; payés comptant en présence du notaire, les objets mobiliers garnissant sa maison, avec réserve d'usufruit de ces objets.

Le sieur *Marconnié* étant décédé le 26 mars 1818, *Pinel* a formé contre la demoiselle *Marconnié*, épouse *Faydel*, la demande en délivrance des objets mobiliers et marchandises acquis du sieur *Marconnié* oncle.

Les époux *Faydel* résistent à cette demande; ils prétendent que l'acte qui renferme cette prétendue vente est le résultat des manœuvres employées par *Pinel* pour s'emparer de l'esprit de son oncle; qu'il n'est, dans le vrai, qu'une donation déguisée, faite en fraude de la donation de biens présents et à venir en leur contrat de mariage.

Le sieur *Pinel* oppose aux époux *Faydel* qu'ils sont non recevables à critiquer la vente qui lui a été consentie; que la donation de biens présents et à venir faite à la dame *Faydel* ne pouvait produire d'effet relativement au mobilier, 1° parce qu'il n'avait pas été dressé un état estimatif de ce mobilier, conformément à l'art. 948 du Code civil; 2° parce qu'il n'avait pas été annexé au contrat de mariage un état des dettes

que la vente du mobilier, consentie par le sieur Pinel, par l'acte du 20 octobre 1817, est en réalité une donation déguisée sous le nom de vente, et que les parties contractantes dans la vue seule d'anéantir la donation portée dans le contrat de mariage du 1817.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Pinel. Il y a deux moyens. — Le premier était pris de la violation de l'article 948 du Code civil, qui porte : « Tout acte de donation d'effets mobiliers ne sera valable que pour les effets estimatifs, signé du donateur et du donataire, et tous ceux qui acceptent pour lui, aura été annexé à la minute de la donation. »

La demande a prétendu que cet article devait s'appliquer aux donations faites par contrat de mariage aussi bien qu'aux donations ordinaires. Sous l'empire de l'ordonnance de 1731, disait-il, le donataire de biens présents et à venir avait le droit de prendre la totalité des biens tels qu'ils se trouvaient au décès du donateur, en payant toutes les dettes et charges existantes à la donation, ou de s'en tenir à une partie, en payant seules les dettes et charges existantes alors. Aucune condition n'était imposée à la faculté de diviser ainsi la donation. Roussier, dans son *Commentaire* sur cet article, reconnaît cependant qu'il eût été à désirer, pour éviter les fraudes, que le législateur exigeât qu'il fût annexé à la minute du contrat de mariage un état des meubles et effets mobiliers, ensemble des dettes existantes lors de l'acte ; et cet auteur recommande l'usage de cet état. — Or le Code civil est venu faire une disposition précise de ce qui n'était qu'une simple faculté. L'article 948 explique d'abord très-clairement par rapport à l'état des meubles et effets mobiliers, et s'il est vrai que les art. 1084 et 1085 gardent le silence sur l'état des meubles et effets mobiliers, il n'en est pas moins certain que cet état est nécessaire. — Pour s'en convaincre, il suffit de jeter la vue sur l'art. 948, dont les termes généraux ne comportent aucune distinction : *Tout acte de donation d'effets mobiliers...* Donc point de différence entre les donations ordinaires et celles qui sont faites par



de mariage. — Ajoutons que l'art. 947, qui précède immédiatement, porte que « les quatre articles précédens ne s'appliquent point aux donations dont est mention aux chapitres 1<sup>er</sup> et 2<sup>o</sup> du présent titre », c'est-à-dire aux donations faites par contrat de mariage, et à celles que les époux peuvent se faire pendant le mariage : d'où l'on doit conclure que les articles du même chapitre, et surtout l'art. 948, qui suit, ne s'appliquent à ces dernières sortes de donations comme à des donations entre vifs elles-mêmes.

En second lieu, on objecte que cette application est repoussée par l'art. 1081, placé sous le chapitre 3, relatif aux donations faites par contrat de mariage aux époux, et qui porte : « Toute donation entre vifs de biens présents, quoiqu'elle soit faite par contrat de mariage aux époux, ou à l'un d'eux, sera soumise aux règles générales prescrites pour les donations faites entre vifs ». Pour que l'état estimatif qui fait partie de ces règles générales soit nécessaire dans une donation par contrat de mariage, il suffit que cette donation comprenne des biens présents ; la loi n'exige pas qu'elle ait pour objet exclusivement des biens de cette espèce. Tel est le sens évident de l'art. 1081. D'ailleurs, la raison veut que l'état estimatif soit nécessaire quand il y a donation de biens présents, soit qu'elle n'ait pas pour objet des biens à venir, soit qu'elle porte aussi sur des biens à venir. Or, si, quoique le donataire a la faculté, dans ce dernier cas, de se réserver aux biens présents, où serait la possibilité de constater la quotité de la donation et de l'exécuteur, si un état estimatif n'avait pas été annexé à l'acte ? — Concluons donc que, dans l'espèce, où il s'agissait d'une donation de biens présents et à venir, et qui comprenait à la fois des immeubles et des effets mobiliers, le défaut d'état estimatif annule cette donation quant aux meubles ; et qu'en la déclarant valable, l'arrêt attaqué a violé l'art. 948 du Code civil. Les auteurs ont répondu que l'art. 1081 ne se réfère aux règles générales concernant les donations entre vifs que pour les donations de biens présents, qu'il ne faut pas confondre avec les donations cumulatives de biens présents et à venir. Mais lors, l'état estimatif n'était point exigé pour ces dernières donations.

Si le législateur, disaient-ils, eût eu l'intention d'établir l'état, il n'aurait pas manqué de s'en expliquer dans les 1083 et 1084, où il prescrivait l'état des dettes du donateur existantes lors de la donation. L'article 1083, qui traite de la donation d'effets mobiliers, ne sera pas applicable pour les effets dont il y aura état estimatif; mais il s'agit d'après la rubrique du titre sous lequel cet article est placé, qu'il a seulement trait à la donation entre vifs, et non à la donation mortelle. — L'ordonnance de 1731 avait omis aussi de prescrire l'état estimatif, mais elle n'avait pas omis de prescrire l'état des dettes. Or, bien que les auteurs reconnaissent l'utilité des deux états, ils enseignaient que, d'après la loi, la donation n'était pas nulle lorsqu'ils n'y avait pas d'état estimatif. Telle est l'interprétation que l'on doit suivre d'aujourd'hui relativement au défaut d'état estimatif.

Enfin, cet état est si peu nécessaire, que l'article 86 du Code civil porte que le rapport du mobilier se fait sur la valeur lors de la donation, d'après l'état estimatif de l'acte, et à défaut de cet état, d'après une estimation faite par experts. Il peut donc exister une donation d'effets mobiliers sans état estimatif, et le législateur a sans doute eu en vue le cas que nous parlons. Telle est l'opinion qu'enseigne M. Grenier, *Traité des Donations*, n° 435.

Au surplus, ajoutaient les défenseurs, le défaut d'état estimatif dans les donations cumulatives de biens présents et à venir ne pourrait avoir d'autre résultat que d'obliger le donataire de prendre les meubles dans l'état où ils se trouvent à la mort du donateur, sans pouvoir opter pour la valeur des biens présents; c'est-à-dire que la donation n'aurait plus alors les caractères d'une donation de biens à venir, pour laquelle il n'est pas besoin d'état estimatif. C'est l'opinion de M. Berghes, *Droit civil français*, tom. 5, n° 854, et de M. Locré, *Cours du Code civil*, tom. 2, notes sur la page 1083.

Le second moyen résultait de la violation des articles 1083 et 1085 du Code civil, aux termes desquels toute donation cumulative de biens présents et à venir doit contenir un état des dettes et charges existantes au moment de la donation, de quoi le donataire est obligé d'accepter ou de répudier.

le tout. » En cas d'acceptation, ajoute l'acte, ne pourra réclamer que les biens qui se trouveront au jour du décès du donateur, et il sera soumis au toutes les dettes et charges de la succession. »

Le demandeur a prétendu qu'il résultait de ces dispositions que le donateur n'a pas joint un état des dettes et de l'acte de donation de biens présents et à venir, il aliéner ses biens à titre gratuit comme à titre onéreux. La Cour royale n'avait pu annuler la vente qui en était faite, sous prétexte qu'elle renfermait une donation. — Pour établir cette proposition, le demandeur se fonde sur ces expressions de l'art 1085 : *Le donateur ne pourra réclamer que les biens qui se trouveront existants au jour du décès du donateur.* C'est-à-dire implicitement que le donateur a le droit de dénaturer les biens, et d'en faire, en un mot, ce qu'il lui plaît, n'importe à quel titre, d'en faire, en un mot, ce qu'il lui plaît.

Les défendeurs répondaient à ce moyen en observant que le donateur n'avait d'autre conséquence que d'obliger le donataire à accepter ou répudier la donation pour le tout, et que d'après les articles mêmes invoqués par le demandeur, la donation avait été cumulativement

Arrêt du 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brissot rapporteur, MM. Nicod et Petit de Gars, par lequel :

Le R. — Sur les conclusions conformes de M. Cagnat ; — Sur le premier moyen, — Attendu que les art. 1081 et 1082 du Code civil que la donation de biens présents n'est valable, quant aux biens, que pour ceux dont un état aura été annexé à la donation ; mais que l'arrêt dénoncé a statué sur un donataire contractuel des biens présents et à venir, qui n'a pas opté pour les biens présents, et que dès lors les art. 1081 et 1082 étaient inapplicables à l'espèce ; que le donataire contractuel des biens présents et à venir, dont parle l'arrêt, et qui, au lieu d'opter pour les biens présents, a opté pour le tout, est dans la même position que le donataire

taire contractuel des biens que le donateur laissera à son décès, dont parle l'art. 1082 : — D'où il suit 1° que la faculté contractuelle des biens que le donateur laissera à son décès n'étant et ne pouvant être sujette à aucune annexion d'effets mobiliers, l'omission d'un pareil état ne peut avoir aucune influence à l'égard du donataire des biens à venir qui, au lieu d'opter pour les biens présents, accepte le tout ; 2° que l'art. 1083, qui autorise le donataire à poursuivre les dispositions à titre gratuit faites à son préjudice, ne peut être invoqué par le donataire contractuel des biens à venir, qui n'opte pas pour les biens présents ; — *second moyen*, — Attendu que, d'après l'art. 1085, l'annexe d'état des dettes et charges du donateur de la donation contractuelle des biens présents et à venir ne produit d'autre effet que de priver le donataire de la faculté d'opter pour les biens présents, et de l'assujettir à accepter le tout, et qu'ainsi le défaut de cet état ne peut être invoqué contre le donataire, lorsqu'il tend à exercer la faculté d'opter, il accepte pour le tout. — **REJETTE**, etc. »

---

### COUR DE CASSATION.

*La demande en garantie est-elle, à l'égard du garant, une demande principale, et doit-elle subir les deux degrés de juridiction ? ( Rés. aff. )*

SALEFRANQUE, C. DE GERTES.

Ainsi jugé par ARRÊT de la section des requêtes du 22 février 1821. Voy. les circonstances particulières et le texte de l'arrêt, tom. 2 de 1823, pag. 485.

---

### COUR D'APPEL DE PARIS.

*Les usurpations de terres aux champs commises à la culture, en labourant, peuvent-elles servir de base à l'inscription ? ( Rés. nég. )*

1. au contraire, rentrer dans les limites fixées par les lois, sans avoir égard à la possession de l'usurpateur, doit être considérée comme clandestine et occulte? (s. aff.) Cod. civ., art. 2229. (1)

MARTIN ET LEGRIS, C. DEVESVRES.

Le sieur Devesvres possède au terroir de Sucey, lieu dit *le Bois-Guyard*, une pièce de terre dépendante du domaine de Sucey. Il résulte d'un acte de vente du 2 mars 1772, d'un bail du même jour, de deux autres baux des 8 juillet 1773 et 13 novembre 1786, et des rôles des contributions de 1792, que cette pièce de terre se compose de vingt-six perches. Cependant un arpentage opéré le 25 décembre 1818 fit au sieur Devesvres qu'il ne jouissait plus, à cette époque, que de vingt-huit perches deux dixièmes, et qu'il lui manquait, par conséquent, sept perches huit dixièmes.

En faisant mesurer deux pièces de terres contiguës, dont l'une appartenait à la veuve *Gachet*, et l'autre aux sieurs *Martin* et *Legris*, on acquit la certitude qu'elles avaient été fraudées, au préjudice de celle du sieur Devesvres; que la veuve *Gachet* avait usurpé deux perches, et que les cinq autres perches deux dixièmes avaient été envahies par les sieurs *Martin* et *Legris*. Au lieu de vingt-cinq perches qui leur étaient attribuées par leurs titres, ces derniers possédaient en réalité vingt-trois perches et deux dixièmes.

La veuve *Gachet* restitua volontairement les deux perches qui excédaient sa contenance. Quant aux sieurs *Legris* et *Martin*, cités en conciliation par le sieur Devesvres, ils répondirent qu'ils n'avaient pas de titre, qu'ils n'étaient pas en mesure d'en produire; que le fait de leur possession constituait leur droit; et qu'au surplus, ayant possédé pendant plus de trente ans, la prescription leur était acquise.

Cependant, comme la prudence manque souvent à la mauvaise foi, le sieur *Martin* annonça, bientôt après, par des affiches, la vente, devant le notaire de Sucey, de douze perches et demi de terre, lieu dit *le Bois-Guyard*, dont il était

(1) Voy. une décision semblable de la Cour, en date du 30 novembre 1818, tom. 15, pag. 681.

propriétaire, d'après partage entre lui et le sieur Legris, à la date du 18 thermidor an 13. Trouvant dans cette annonce la preuve de l'existence de titres dans les mains de Martin et Legris, le sieur Devesvres les fit assigner devant le tribunal de Corbeil, à fin d'arpentage et de bornage, d'après les titres respectifs.

Les défendeurs se retranchèrent alors derrière la prescription trentenaire, et offrirent de prouver que depuis trente ans ils possédaient dans les limites actuelles.

Indépendamment de plusieurs moyens de fait sur lesquels le sieur Devesvres se fondait pour établir que la possession des sieurs Martin et Legris ne remontait évidemment pas à trente ans, il a soutenu, en droit, que la prescription opposée et la preuve offerte par les défendeurs étaient non recevables attendu que les anticipations sur terres aux champs ne pouvaient jamais servir de base à la prescription. (Cod. civ. art. 2229.)

Par jugement du 10 février 1820, le tribunal de Corbeil admit ce système, dans les termes suivans : « Considérant qu'en matière d'immeubles, la longue possession ne peut servir de base à la prescription qu'autant qu'elle a été publique et par conséquent connue ou censée connue du véritable propriétaire ; que les usurpations de terres qui se font graduellement, en labourant, sont presque toujours imperceptibles et ne donnent lieu qu'à une possession clandestine ; qu'une pareille possession, quelque longue qu'elle soit, ne peut jamais faire supposer, de la part du propriétaire, l'abandon de ses droits, et servir de base à la prescription ; que la preuve testimoniale d'une pareille possession ne pourrait jamais être concluante, parce qu'en raison de la clandestinité de cette possession, les témoins ne pourraient en avoir eu connaissance et attester sa continuité ; — Considérant, en fait, que la preuve offerte par Legris et Martin, qu'ils possèdent depuis plus de trente ans la portion de terre par eux prétendue usurpée n'est point admissible, parce que cette possession ne peut servir de base à la prescription ; — Déclare le fait par eux allégué non pertinent ; et statuant au fond ; attendu que le chevalier Devesvres prétend que Legris et Martin ont usuré



en labourant leur propriété; — Ordonne que par trois arpenteurs les propriétés respectives seront vues et mesurées, à l'effet d'établir, par application de leurs titres, ce qui sera tenu de représenter, ce qui revient à cha-elles, et ce qu'elle possède actuellement. »

Mieurs Legris et Martin ont appelé de ce jugement, et la Cour ils se sont efforcés d'en réfuter les motifs, et leurs moyens de prescription.

En fait, ont-ils dit, que, depuis trente ans possédons les trente, et une perches de terre dont aujourd'hui réclamées par le sieur Devesvres. Peut-on sérieusement que la possession particulière de dernières perches, prolongée pendant un espace de aussi considérable, n'a pas été *publique*, ni *connue ou connue du véritable propriétaire*? Cette possession n'est-elle pas un fait patent, visible, remarquable? Six perches de terre n'ont-elles pas une étendue assez grande pour les regards du propriétaire? et quand il a cessé d'en posséder pendant plus de 30 ans, est-il possible d'admettre qu'il n'en ait rien su, et qu'en droit, il ne soit pas même présumé en connaissance? Une pareille supposition blesse toutes les règles de la raison et de la vraisemblance; et pourtant l'unique base sur laquelle repose la décision des premiers juges.

Il importe que les *usurpations de terre qui se font graduellement en labourant soient presque toujours imperceptibles*. Il s'agit ici de la possession paisible, positive et tranquille d'une portion de terre importante et reconnaissable, et non de parcelles imperceptibles qui aient pu être les commencemens d'une possession, une fois fixée et consolidée, elle n'en a plus été frappante pour tous les yeux; et parler de prescription éternelle, c'est montrer un aveuglement inconcevable. On ne peut invoquer l'équité, et la disposition de l'art. 2229 du Code civil, qui porte que, pour prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire; il développait en vain les motifs adoptés par le jugement. Et, pour couronner son raisonnement et assurer le succès de sa cause, il rappelait les

principes de l'ancien droit, et opposait aux sieurs Legris Martin la doctrine unanime des auteurs. L'art. 115 de Coutume de Paris, l'art. 253 de celle d'Orléans, et l'art. 1 de celle de Troyes, d'après lesquels l'art. 2229 du Code civil fut rédigé, s'accordaient tous à refuser le bénéfice de la prescription aux entreprises clandestines et frauduleuses d'un vicié sur l'autre; et quant aux auteurs, Legrand (art. 61 de la Cout. de Troyes), Rousseau de Lacombe (v° *Anticipation*), Dunod (titre des *Choses imprescriptibles*), Pothier (*Code d'Orléans*), et M. Henrion de Pensey (*de la Compét. des juges de paix*, pag. 487), se sont tous prononcés très-formellement contre la prescription, dans l'espèce même du procès.

Du 28 février 1821, ARRÊT de la Cour d'appel de Paris, troisième chambre, M. Chopin d'Arnouville président, par lequel :

« LA COUR, — Adoptant les motifs des premiers juges, — A Mis et Met l'appellation au néant; ordonne, etc. »

## COUR DE CASSATION.

*La maxime qui valide les actes qui sont le résultat de l'erreur commune, ERROR COMMUNIS FACIT JUS, est-elle applicable à un testament dans lequel a figuré comme témoin un individu que l'on regardait généralement comme citoyen français, quoiqu'il n'eût pas régulièrement acquis cette qualité? (Rés. aff.) (2)*

• LES HÉRITIERS FACKER, C. J.-J. FACKER.

En 1811 le sieur Facker a fait un testament contenant legs considérable au profit du sieur Jean-Jacques Facker l'un de ses frères. Dans ce testament, passé devant notaire, a figuré comme témoin le nommé Joseph Isselé, né Badois et qui, quoiqu'il fût résidant en France depuis 1785, n'avait jamais été naturalisé Français.

(1) Voy. les passages de ces auteurs déjà cités dans une espèce semblable, au tome 15, pag. 681.

(2) Voy. le tome 10, pag. 854.

héritiers légitimes, qui étaient des frères et neveux, demandé la nullité de ce testament, sur le motif que le témoin Isselé n'avait pas les qualités requises par la loi.

Le tribunal de première instance de Scheléstatt, a déclaré le testament valable, attendu que le témoin Isselé a toujours été regardé comme Français.

Sur l'appel interjeté par les héritiers, une enquête fut d'abord ordonnée pour vérifier depuis quelle époque Isselé était en France. — Après cette enquête, arrêt définitif de la Cour royale de Colmar, du 13 juillet 1819, qui confirme le jugement. Cet arrêt est motivé, *en fait*, sur ce qu'il résulte de l'enquête que Joseph Isselé, l'un des témoins au testament attaqué, est venu en France, en 1785, pour y travailler de sa profession de charron; que depuis il est resté, sans interruption, dans la province d'Alsace; que déjà, avant la révolution, il a travaillé dans la commune où il s'est marié; qu'il a voté, comme citoyen français, aux assemblées municipales; qu'il a été incorporé dans la garde nationale; qu'il a été assimilé aux citoyens français, participant aux droits et charges depuis que les lois en ont accordé le privilège aux étrangers qui ont manifesté le désir de se fixer en France, et que depuis il a été constamment considéré et traité comme Français; desquels faits résultent deux conséquences nécessaires: la première, que l'intention constante d'Isselé a été de devenir Français; la seconde, que l'opinion commune lui décernait cette qualité. *En droit*, la Cour royale a considéré que l'art. 4 de l'acte constitutionnel de 1795 conférait le titre de citoyen français à tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis, domicilié en France depuis une année.

Pourvoi en cassation de la part des héritiers Eacker, pour fautive application de l'art. 4 de l'acte constitutionnel de 1795. Ils ont soutenu que cette constitution n'avait jamais été mise en vigueur, qu'elle n'avait pas même été promulguée, qu'ainsi son application n'en avait pu être faite à l'espèce. Tel était le moyen unique des demandeurs.

Mais il est évident que, l'arrêt attaqué ayant reconnu en fait que l'erreur commune attribuait au témoin Isselé la qua-

lité de citoyen français, c'était le cas d'appliquer la loi *Barbarus Philippus*, comme l'enseignent tous les auteurs, notamment M. Toullier, *Droit civil*, tom. 5, pag. 377, n° 407.

Du 28 février 1821, ARRÊT de la section des requêtes M. *Henrion de Peysey* président, M. *Borel de Bretizel* rapporteur, M. *Loiseau* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Joubert*, avocat-général; — Attendu que l'arrêt attaqué constate que Joseph Isselé, domicilié en France depuis 1785, s'y est marié; a voté comme citoyen français aux assemblées primaires, a été incorporé dans la garde nationale, et qu'il a été constamment assimilé aux citoyens français participant aux bénéfices et charges attachés à ce titre, et que l'opinion commune lui décernait cette qualité; qu'à ce titre, et sans qu'il y ait besoin d'examiner l'influence de l'acte de 1793, invoqué par l'arrêt attaqué, la jouissance constante de la qualité de Français et l'opinion commune déclarée constante suffisent pour justifier l'admission du témoin Isselé en qualité de témoin à l'acte dont il s'agit; que l'arrêt interlocutoire du 5 janvier 1819, qui n'a point été attaqué, avait fixé le point de fait à prouver; qu'il y a été satisfait, et que l'art. 258 du Code de procédure ne prononce point de nullité dans le cas qui se présentait; — REJETTE. »

*Nota.* La question de savoir si l'erreur commune sur la capacité d'un témoin instrumentaire peut couvrir la nullité résultante de son incapacité réelle nous paraît explicitement résolue par l'arrêt de la Cour suprême. Quant à la jurisprudence de la Cour d'appel de Colmar, elle n'est pas uniforme sur ce point : car si, par la décision qui vient d'être maintenue, a résolu la question affirmativement, elle l'a précédemment jugée en sens contraire, par arrêt du 13 février 1818. (Voy. le tom. 20, pag. 111.)

### COUR D'APPEL DE MONTPELLIER.

*Le défaut de transcription d'une donation entre vifs peut-il être opposé par les créanciers dont le titre est postérieur à la donation? (Rés. aff.)* Cod. civ., art. 938, 939 et 941.

LA RÉGIE DES DOMAINES, C. MARIE GLEIZES,

Cour de cassation a décidé, en principe, que la donation parfaite et translatrice de propriété, à l'égard des tiers, lorsqu'elle a été transcrite. En conséquence, cette Cour a jugé que le défaut de transcription d'une donation peut être opposé par le tiers acquéreur dont le titre même est postérieur à la donation. L'arrêt du 10 avril 1815 est rapporté dans ce recueil, tom. 17, pag. 247. Cet arrêt, qui a cassé la décision de la Cour royale, et qui, d'ailleurs, est conforme à l'opinion de M. Merlin et Grenier, paraissait devoir terminer toute la question. Mais un jurisconsulte d'un grand poids, M. Toullier, qui, dès avant l'arrêt que nous venons de citer, s'était opposé à l'opinion qu'il consacrait, a persisté, depuis, dans le même système qu'il avait d'abord embrassé. (Voy. *Droit civil*, tom. 7, n° 504.) Toutefois voici un arrêt qui confirme de nouveau la doctrine adoptée par la Cour de cassation. Le contrat de mariage de *Marie Gleizes* avec le sieur *Gleizes*, passé le 5 mai 1816, le père de la future, lui fit donation, par préciput, du quart de tous les biens qu'il possédait, en jouir à compter du jour du mariage. Cette donation n'avait point été transcrite; et bientôt *Gleizes* père, ayant été pourcriminellement, fut condamné par la Cour d'assises, le 2 février 1818, à quelques peines et aux frais de la procé-

*Régie de l'enregistrement*, pour recouvrer le paiement qui lui était dû, fit procéder à la saisie immobilière des biens du condamné. Elle comprit dans cette saisie le quart de tous les biens de *Gleizes* père, mentionné dans son contrat de mariage.

Le sieur *Gleizes* forma une demande en distraction, qui fut portée devant le tribunal de Saint-Pons.

Le 31 août 1820, ce tribunal rendit le jugement suivant: « Attendu que, dans le contrat de mariage de *Marie Gleizes*, le 5 mai 1816, son père lui fait donation du quart de tous les biens qu'il possédait; et que l'Administration de l'enregistrement et des domaines n'est devenue créancière de *Gleizes* qu'en vertu d'un arrêt de la Cour d'assises de Montpellier, sous une date très-postérieure. — Attendu qu'en cette qualité de créancière, l'Ad-

ministration ayant fait faire la vente des biens de ce dernier, Marie Gleizes a réclamé la distraction du quart des biens à elle donné; qu'on ne saurait opposer que la donation faite à Marie Gleizes n'a pas été transcrite, et qu'on ne peut pas invoquer avec avantage les dispositions de l'art. 941 du Code civil, qui porte que le défaut de transcription peut être opposé par toute personne intéressée, par le motif que la donation avait dépouillé le donateur; que celui-ci n'avait pas pu transférer plus de droits qu'il n'en avait, et que, les droits acquis par l'Administration étant postérieurs à la donation, ils n'avaient pas pu affecter les biens donnés, ce qui est conforme à l'avis de M. Persil, dans son *Traité des Hypothèques*, et de M. Toullier, dans son savant commentaire sur le Code; — Par ces motifs, le tribunal, disant droit sur la demande en distraction formée par Marie Gleizes, ordonne le partage des biens. »

La Régie de l'enregistrement et des domaines interjeta appel de ce jugement devant la Cour royale de Montpellier. Elle soutenait que, l'art. 941 du Code civil ayant donné le droit d'opposer le défaut de transcription des donations à toutes personnes ayant intérêt, à l'exception de celles nommément désignées dans l'article, la loi avait entendu par-là comprendre le créancier du donateur, quoique le titre de sa créance fût postérieur à la donation.

L'intimée prétendait, au contraire, qu'en rapprochant l'article 941 des autres dispositions du Code civil qui règlent les effets de la transcription, on ne pouvait en tirer la conséquence que la Régie voulait en induire; qu'à la différence de la loi de brumaire an 7, le Code n'attachait plus à la transcription l'effet de transmettre la propriété; que la donation toute seule produisait cet effet, d'après l'art. 958; que, dès lors, le donateur, irrévocablement dépouillé, ne pouvait pas transporter à un tiers des droits qu'il n'avait pas lui-même: d'où la conséquence que le créancier postérieur à la donation ne pouvait pas se prévaloir du défaut de transcription; — Qu'il ne suffisait pas d'avoir intérêt pour attaquer un acte; mais qu'il fallait encore avoir qualité, et que cette qualité ne pouvait appartenir qu'au créancier antérieur qui aurait négligé de faire inscrire son hypothèque. Enfin, l'intimée citait l'autorité de M. Toullier.



8 février 1821, ARRÊT de la Cour royale de Montpellier,  
Pollier et Coffinière avocats, par lequel :

LA COUR, — Attendu qu'aux termes de l'art. 939 du  
Code de procédure civile lorsqu'il y aura donation de biens susceptibles d'hypothèques,  
la transcription des actes contenant la donation et l'acceptation qui aurait eu lieu par acte séparé devra être faite au bureau des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés ; qu'aux termes de l'art. 941, le défaut de transcription pourra être opposé par toutes personnes ayant intérêt, excepté toutefois celles qui sont chargées de faire faire la transcription, ou leurs ayans cause, et le donateur ; enfin, aux termes de l'art. 942, les mineurs, les interdits, les femmes mariées, ne seront point restitués contre le défaut d'acceptation ou de transcription des donations, sauf leur recours contre leurs tuteurs ou maris, s'il y échet, et sans que la restitution puisse avoir lieu, dans le cas même où lesdits tuteurs ou maris se trouveraient insolvable ; que tous ces articles sont compris dans la section première du titre des *Donations entre vifs*, et de la *Forme des donations entre vifs* : ce qui paraît prouver que cette transcription est une formalité extrinsèque à la donation entre vifs, et que cette formalité est impérieusement exigée en faveur de tout ayant intérêt ; qu'il n'est pas mis de douter que parmi les personnes ayant intérêt à ce défaut de transcription ne soient compris les créanciers antérieurs et les tiers acquéreurs du donateur qui, à défaut de l'observation de cette formalité, sont censés avoir ignoré la donation ; laquelle, dès lors, doit être regardée, à l'égard d'eux, comme non avenue ; que cette formalité, ses effets et son observation ne doivent point être appréciés d'après les dispositions tracées dans le tit. 18 du Code civil, des *Privileges hypothèques*, puisqu'ils sont précisément réglés par celles du titre des *Donations entre vifs*, auxquelles le titre des *Privileges hypothèques* n'a apporté ni changement ni modification ; — Attendu que dans l'hypothèse de la cause, d'une part, la donation faite par le défendeur à Marie Gleizes sa fille n'a point été transcrite, et d'autre part, la Régie de l'enregistrement et des domaines se trouvant tout à la fois créancière inscrite de Gleizes et acquéreur de ses biens, elle peut opposer avec succès

à ladite veuve Calas ce défaut de transcription : d'où il suit que la demande de celle-ci, en distraction du quart des biens vendus à la Régie, est mal fondée, et que, par conséquent, l'appel du jugement du tribunal de Saint-Pons, relevé par la Régie, doit être accueilli ; — Par ces motifs, disant droit à l'appel du directeur général de l'administration de l'enregistrement et des domaines, Met l'appellation et ce dont est appelé au néant ; émendant, démet Marie Gleizes de sa demande en distraction du quart des biens expropriés sur la tête de Joseph Gleizes son père, et la condamne aux dépens. »

*Nota.* La Cour suprême, par un arrêt du 2 avril 1821, a jugé également que, sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, une donation entre vifs qui n'avait point été transcrite ne pouvait pas être opposée aux tiers qui n'étaient devenus créanciers du donateur que depuis la donation ; elle a décidé de plus qu'il n'existait aucune exception pour les donations en ligne directe faites par contrat de mariage, — « Attendu, en droit, que, par son art. 26, la loi du 11 brumaire an 7 établissait, en principe général, que les actes translatifs de propriété ne pouvaient être opposés aux tiers, avant d'avoir été transcrits sur les registres du bureau de la conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens étaient situés ; que ni cette loi, ni aucune autre, n'a excepté de cette disposition les donations faites en ligne directe dans les contrats de mariage ».

### COUR DE CASSATION.

*Lorsqu'un tribunal prononce sur une demande principale inférieure à 1,000 fr., et sur une demande incidente, au-dessus de 1,000 fr., qui a pour objet un dommage causé par les frais du procès, son jugement est-il en dernier ressort ? (Rés. aff.)*

BLANC, C. BOIS.

Ainsi jugé par ARRÊT de la section des requêtes, du 28 janvier 1821. Voy. les faits, la discussion et l'arrêt textuel, tom. 2 de 1823, pag. 140.

## COUR DE CASSATION.

*donation portée dans un contrat de mariage, par laquelle les père et mère ASSURENT DÈS À PRÉSENT à leur fils une certaine somme À PRENDRE DANS LEURS SUCCESSIONS, ne constitue-t-elle qu'une donation de biens à venir, une institution contractuelle, qui laisse les donateurs maîtres de disposer de leurs biens à titre onéreux ? ( Rés. aff. ) Cod. civ., art.*

4. (1)

DE WENDEL, C. GAND ET DAVILLÉ.

Dans le contrat de mariage du sieur *Ignace de Wendel* avec la demoiselle *Dutertre*, passé le 11 mai 1772, on lit la clause suivante : « Les père et mère du futur époux s'obligent à donner à leur fils et lui constituent en dot une somme de 60,000 liv. qui lui sera délivrée incontinent ledit mariage, si mieux ils ne préfèrent en payer l'intérêt jusqu'au remboursement, qu'ils font à leur volonté ; lui assurent en outre, et lui donnent PRÉSENT, et en la meilleure forme que donation puisse être, 150,000 liv. À PRENDRE DANS LEURS SUCCESSIONS, et avant leur décès. »

Le sieur *Charles de Wendel* père est décédé en 1784, laissant un testament olographe par lequel il institue son épouse sa légataire universelle, à la charge de payer les dots constitués sans intérêts. La dame de *Wendel* mère a administré les biens de la succession ; et, pour acquitter les dettes, elle a vendu, le 15 mai 1793, au sieur *Davillé*, la tuilerie de Fromholtz, et la métairie de Suzange. Le sieur *Davillé* a revendu la métairie au sieur *Gand*.

Les enfans de *Wendel*, et notamment le sieur *Ignace de Wendel*, avaient émigré. En conséquence, le Domaine, étant à leurs droits, provoqua le partage de la succession. Le sieur *Wendel* dans la présuccession de sa mère ; mais il ne put réclamer les 150,000 liv. de préciput. Ce partage eut

7.

La dame de Wendel mère est décédée en l'an

Dans cet état, plusieurs des enfans de Wendel c  
sous bénéfice d'inventaire, la succession de leurs p

Quant au sieur Ignace de Wendel, il avait dispar  
trois enfans se sont présentés pour réclamer ses di

accepté également sous bénéfice d'inventaire. Ils c

que, la dot et la part héréditaire de leur père aya

prises dans le partage de présuccession fait entre le

leur aïeule, ils ne pouvaient demander que les 150

de préciput. En conséquence, pour assurer le rec

de cette somme, ils ont d'abord pris une inscriptio

naire au 2, sur les biens des successions des sieur

Wendel, sans en excepter la tuilerie de Fromholt

tairie du Suzangé, vendues au sieur Gand et Davil

*François de Wendel*, l'un d'eux, agissant tant p

pour ses frères, a fait sommer ces tiers détenteurs

la somme due, ou de délaisser les immeubles hypo

Les sieurs Gand et Davillé ont répondu que la do

par le contrat de mariage du sieur Ignace de Wen

se prévalaient ses enfans, était une donation à cau

par laquelle les donateurs ne s'étaient point actuell

saisis, et qui ne pouvait être exercée que sur les l

trouveraient à leur décès; qu'à la mort du père de

donataire était devenu créancier, pour la moitié, d

de 150,000 francs dont le père était tenu; qu'ainsi,

ment seulement, le donataire a été créancier d'un

75,000 francs; qu'à la mort de sa mère, il n'a pu

l'autre moitié, puisqu'il ne s'est pas trouvé su

de biens dans la succession, soit à raison des de

grevaient, soit à raison des aliénations faites pa

de son vivant; que ces aliénations, notamment

tuilerie de Fromholtz et de la métairie de Suzan

être faites valablement, et malgré la donation fai

de Wendel, car cette donation était à cause de mo

donation de cette nature ne prive pas le donateur d

liéner ses biens à titre onéreux (Code civil, art. 10

surplus, relativement à la créance de 75,000 fran

Ignace Wendel ou ses ayans cause contre la suc

Wendel père, elle ne pouvait être exercée contre l

que l'hypothèque attachée à cette créance conservée par une inscription régulière ; et ici M. et Davillé prétendaient que l'inscription du 12 était nulle en la forme.

Wendel répliquait que la donation faite à son père était une véritable donation entre vifs ; que le donataire sur-le-champ de la somme donnée ; qu'elle avait acquis une certaine dès le moment de la donation ; que le 5 brumaire an 12 avait conservé cette créance contre les tiers acquéreurs qui n'avaient pas leurs contrats avant l'inscription ; que, d'ailleurs, l'inscription était régulière.

Le jugement de première instance, du 31 août 1817, qui déclarait la donation renfermée dans le contrat de mariage n'être qu'une institution contractuelle, interdisait bien aux donateurs le droit de disposer des objets donnés, aux termes de l'article 1046 du Code civil ; mais qu'elle ne leur ôtait pas le droit de grever la donation d'une charge onéreuse et de les absorber par des dettes ; que la créance de Wendel n'avait droit qu'à la moitié de la succession existant dans la succession du sieur de Wendel ; que l'autre moitié, du chef de la mère, ne pouvait être attribuée à Wendel ; attendu que l'actif de la succession avait été grevé de dettes. Le jugement décidait ensuite qu'il y avait hypothèque générale sur les biens du sieur de Wendel ; que l'hypothèque avait été conservée par des inscriptions régulières ; que les immeubles vendus au sieur Davillé en 1812, et le 5 août 1819, en vertu de la sentence de partage de là, et calculant les sommes qu'il lui restait dues par le sieur de Wendel avait reçues à compte de sa dette, fixée à 20,600 fr. le montant de ce qui lui restait dû ; que les héritiers Davillé à lui payer cette somme, et l'immeuble.

Le sieur de Wendel a fait appel de la part du sieur de Wendel ; appel incident des tiers détenteurs. Et, le 5 août 1819, arrêt de la Cour royale de Metz qui confirme le jugement de première instance.

Le sieur de Wendel a fait appel de la part du sieur de Wendel pour

une simple institution contractuelle, et non une donation, à présent, au donataire, et qui n'est plus que dans l'intention d'un testament, au mort, qu'ils avaient ajouté que cette clause n'était que dans leurs successions ; que par là, ils avaient voulu réserver l'usufruit, et qu'une telle réserve n'est compatible avec une donation entre vifs.

Metz, le 1<sup>er</sup> mars 1821, ARRÊT de la Cour de Metz, *Henrion de Pensey* président, M. *Loiseau* avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de l'avocat général ; — Considérant que la clause du testament, par une première disposition, que les père et mère *ont et donnent* à leurs fils, dès à présent, en forme que donation puisse être, cent cinquante francs, et que, par une seconde disposition, il est dit qu'ils *ont à prendre dans leurs successions, et auront*

— Attendu qu'en interprétant la première et la seconde, les juges ont pensé que l'intention des père et mère n'avait pas été de s'interdire dès à présent la faculté de leurs biens à titre onéreux, mais qu'ils avaient voulu que ce qui leur appartenait, comme l'usufruit, fût pris dans leurs successions, c'est-à-dire qu'il s'y trouveraient lors de leur ouverture :

— Sous ce rapport, la donation ne devait produire que l'effet d'une institution contractuelle ; sur laquelle le donataire ou institué ne peut exercer ses droits qu'autant que les père et mère n'ont pas disposé à titre onéreux, et ne trouvent en nature dans la succession ; —

Interprétant ainsi les deux parties de la clause du testament, l'arrêt de la Cour de Metz ne s'est mis en opposition avec la loi, qu'il n'a point dénaturé l'acte, mais qu'il a déterminé le sens d'après l'intention des père et mère.



## COUR D'APPEL DE BOURGES.

*Un légataire universel, qui a formé sa demande en nullité dans l'année du décès, a-t-il droit aux fruits de son legs, à compter du jour de ce décès? (Rés.*

*affirm., s'il s'est mis en possession de son legs au vu et au su des héritiers? (Rés. nég.)*

BOUCHARD, C. BOUCHARD.

jugé par ARRÊT de la Cour d'appel de Bourges, du 1<sup>er</sup> août 1821. Les faits de la cause, les moyens des parties et le motif de l'arrêt sont rapportés au tome 3 de 1823, pag. 153. (ce vol.)

## COUR DE CASSATION.

*Le ministère public est-il recevable, de son chef, à interjeter appel d'un jugement qui a déclaré un mariage nul, pour avoir été célébré clandestinement et hors la maison commune? (Rés. nég.) Cod. civ., art. 184 et 191.*

LABORIE, G. LE PROCUREUR-GÉNÉRAL.

Le 20 juillet 1813, mariage entre *Pierre Laborie* et *Pierre Coudère*, devant l'officier de l'état civil de la commune de Saint-Denis, arrondissement de Cahors.

Le 1<sup>er</sup> février 1816, demande en nullité dudit mariage, formée à la requête de Laborie, et motivée sur plusieurs causes qui paraissent autant de prétextes. *Pierrette Coudère*, loin de contester cette demande, prend les mêmes conclusions que celles qu'avait prises Laborie, et allègue les mêmes motifs.

Le 29 avril, jugement qui admet Laborie, suivant ses offres, à prouver, tant par titres que par témoins, que le mariage a été célébré clandestinement et hors la maison commune (1); — Que les parties n'ont pas vécu comme époux, et ne

(1) On a toujours jugé qu'il n'était pas nécessaire, pour la validité du mariage, qu'il fût célébré dans la maison commune; qu'il suffisait qu'il eût été contracté devant l'officier de l'état civil compétent. Voy. tom. 16, pag. 433.

JOURNAL  
CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
les parties en ayant fait prononcer une  
pour contravention à quelques dispositions  
qu'à la vérité M. le procureur-général, art.  
cle 191, avait lui-même une action principale  
d'office l'annulation d'un mariage qui n'avait  
publiquement ; mais que du droit de dénoncer  
de faire annuler un lien formé au mépris de la  
fut pas nécessairement celui de faire valider  
la justice elle-même avait annulé en connaissance  
après avoir entendu le Ministère public lui-même  
le premier cas, la loi ne voulait qu'une chose  
*naux fussent saisis* ; et qu'attendu que, dans  
parties intéressées à cacher leur contravention  
Ministère public pouvait seule atteindre ce but  
au bon ordre que cette action fût admise ; mais  
second cas, l'intervention de l'officier du parquet  
partie, devenait inutile, et, par suite, les  
tribunaux étaient saisis et ils devaient prononcer  
conclusions du Ministère public, qui pouvait agir  
tice par voie de réquisition aussi-bien que par voie

Mais on répondait que le pouvoir de demander  
d'un mariage contraire à la loi emporte nécessité  
d'agir pour faire maintenir un mariage régulier  
nulation serait provoquée au mépris de la loi  
du droit consacré en faveur du Ministère public  
ticle 191, d'attaquer une union qui n'aurait pas  
ment contractée, naissait la faculté d'agir pour  
dissolution d'un lien formé publiquement et avec  
lités requises ; qu'au surplus l'art. 46 de la loi du  
ne laissait aucun doute à cet égard ; qu'il appartenait  
tère public de poursuivre d'office l'exécution des  
dispositions qui intéressent l'ordre public, et que  
fait, rien n'est plus intéressant pour l'ordre public  
que le maintien d'un mariage formé conformément

Du 15 mars 1821, ARRÊT de la section civile  
président M. Bignon, rapporteur, M. de  
conseil par M. de

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Cahier, avo-  
cat-général, et après qu'il en a été délibéré en la chambre du  
conseil ; — Vu l'art. 2 du titre 8 de la loi des 16—24 août  
1790, et les art. 184 et 191 du Code civil ; — Attendu que,  
aux termes de l'art. 2 du tit. 8 de la loi des 16—24 août 1790,  
le Ministère public ne peut agir, au civil, que par voie de ré-  
quisition, dans les procès dont les juges sont saisis ; — Que  
cet article découle le principe consacré par la jurispru-  
dence, et d'ailleurs formellement exprimé dans l'art. 46 de la  
loi du 30 avril 1810, que le Ministère public, pour pouvoir  
agir d'office en matière civile, a besoin d'y être spécialement  
autorisé par une loi précise ; — Attendu que le Ministère pu-  
blic peut demander la nullité d'un mariage pour contraven-  
tion à certains articles du Code civil, parce qu'il y est spécia-  
lement autorisé, ainsi qu'on le voit aux art. 184 et 191 ; —  
Attendu qu'il ne peut pas agir d'office pour faire confirmer un  
mariage, lorsque les parties ont demandé et obtenu en justice  
la nullité de ce même mariage pour contravention à quelques  
dispositions du Code civil : — 1° Parce que la loi ne lui en  
donne pas le droit ; — 2° Parce qu'en matière d'attribution  
exceptionnelle et spéciale, on ne peut conclure d'un cas à un  
autre ; — 3° Parce que l'extension de semblable attribution  
est un droit qui n'appartient qu'au législateur, et qui n'est pas  
le pouvoir des tribunaux ; — 4° Enfin, parce qu'il n'y a au-  
cune analogie entre le cas où il s'agit de faire annuler un ma-  
riage scandaleusement formé, au mépris de la loi, et celui où il  
s'agit de soutenir, valide un mariage que les tribunaux ont an-  
nulé en connaissance de cause, sur la réclamation des par-  
ties, après avoir entendu le Ministère public ; que, dans le  
premier cas, l'action du Ministère public est nécessaire pour  
faire connaître aux tribunaux d'un mariage que les par-  
ties ont intérêt à ne pas dénoncer, et que, dans le second,  
les tribunaux ont été saisis par les parties, et qu'ils ont pro-  
noncé : — De tout quoi il résulte que la Cour royale d'Agen,  
recevant l'appel interjeté par son procureur-général, et en  
confirmant par suite les jugemens du tribunal civil de Cahors,  
des 29 avril et 27 mai 1816, a violé l'art. 2 du titre 8 de la  
loi des 16—24 août 1790, faussement appliqué les art. 184



comme on doit le supposer, que l'arrêt de la Cour régulatrice en ait fait une juste application, au moins est-il certain que la loi ainsi entendue présente de graves inconvénients. D'abord il est évident que, si l'action du Ministère public est écartée, deux époux, agissant de concert et dissimulant à la justice des actes décisifs, pourront faire dissoudre l'union la plus légitime, et obtenir, par cette connivence, tous les résultats du divorce. En vain dira-t-on que le Ministère public est entendu, que ses conclusions préparent le jugement. Mais le Ministère public et les juges de première instance ne peuvent-ils pas se tromper? D'ailleurs, il est possible que la fraude n'ait été découverte que depuis le jugement, et cependant le mal sera irréparable si l'appel est interdit au procureur-général. — Un autre inconvénient qui, suivant nous, est plus grave encore, c'est de concentrer dans le premier degré de juridiction la question importante de la validité du mariage. Dans tous les cas où les époux agiront de concert, le tribunal civil deviendra juge souverain de cette question. Une décision rendue par trois juges prononcera irrévocablement sur l'acte le plus important de la vie, sur un acte qui n'intéresse pas seulement les époux, mais encore leurs familles et la société tout entière. Nous disons irrévocablement! Qui pourrait en effet l'attaquer? Ce ne sera pas l'un des époux, puisqu'ils sont d'accord et qu'ils l'ont fait rendre de concert; ce ne sera pas le Ministère public, puisqu'on décide qu'il est sans droit et sans qualité pour appeler du jugement. — Ce sont ces considérations qui avaient déterminé les Cours royales de Grenoble et d'Agen à recevoir l'appel du procureur-général, d'autant plus volontiers que, dans les deux espèces, la connivence et la collusion des époux étaient évidentes, que les moyens de nullité ne paraissaient fondés sous aucun rapport, et qu'ils avaient été accueillis trop légèrement par les premiers juges.

---

COUR DE CASSATION.

*Le simple particulier auquel on a attribué la qualité de MAR-  
CHAND dans les actes d'une procédure dirigée contre lui,  
sans aucune réclamation de sa part, est-il recevable à con-*

PERRET DE MAISONNEUVE, C. MOREAU.

La Cour de Paris a jugé dans le même sens, par son arrêt du 10 juin 1813, rapporté dans ce Journal, tom. 15. Il s'agissait d'un billet à ordre dans lequel le souscripteur pris la qualité de marchand, qu'il avait ensuite avoué avoir alors exposé les raisons *pour et contre* que cette question. Ainsi, nous nous bornerons à analyser la pièce actuelle.

Par acte du 28 avril 1819, le sieur Moreau, vendeur, et Perret de Maisonneuve, encore mineur et absolu étranger au commerce, la coupe de plusieurs canons. L'acheteur ne tarde pas à reconnaître qu'il a été les canons : en conséquence il refuse d'en payer le prix. Le sieur Moreau l'assigne devant le tribunal de commerce de Paris. — Perret alors était majeur. Il se borne à décliner la juridiction, non à cause de la qualité de commerçant, mais à raison de la nature de l'opération. La connaissance, suivant lui, était du domaine des tribunaux ordinaires.

Le declinatoire est rejeté le 28 mai 1819 et, depuis, le tribunal, statuant au fond, par jugement du 19 juillet, déclare le marché valable, et néanmoins s'abstient de prononcer contre Perret la contrainte par corps.

Appel par Moreau en ce que les premiers juges n'ont pas condamné Perret par corps au paiement du marché. Le 27 août 1819, arrêt de la Cour d'Orléans, qui infirme cet égard, — « Considérant qu'aux termes de l'art. 637 Code de commerce, la contrainte par corps doit toujours être prononcée en matière commerciale ; qu'il s'agit d'un acte commercial, et que d'ailleurs le sieur Perret s'est lui-même qualifié de négociant (1) : d'où il suit que les juges doivent prononcer la contrainte par corps ».

(1) Il résultait que la qualité de négociant lui était effective, et qu'il avait été mentionné dans cet acte de procédure.



Pourvoi en cassation par le sieur Perret, pour violation 1<sup>re</sup> de l'art. 424 du Code de procédure, qui dispose ainsi : « Si le tribunal est incompétent à raison de la matière, il renverra les parties, encore que le déclatoire n'ait pas été proposé. » ; 2<sup>o</sup> de l'art. 2063 du Code civil, qui défend aux juges de prononcer la contrainte par corps hors les cas déterminés par la loi ; 3<sup>o</sup> de l'art. 637 du Code de commerce, qui interdit aussi aux tribunaux la prononciation de la contrainte par corps contre des individus non négocians. Mais les moyens tirés de ces diverses dispositions ont été facilement écartés dans l'espèce, où la qualité de *marchand de bois* attribuée au demandeur, avait été jugée constante.

Du 7 mars 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. *Henrion de Pensey* président, M. *Vallée* rapporteur, M. *Loiseau* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Lebeau*, avocat-général ; — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 424 du Code de procédure, — Attendu qu'aux termes de l'arrêt, le demandeur s'est dit négociant, et que, dans les qualités, auxquelles il n'a pas formé opposition, il est qualifié marchand de bois ; qu'ainsi, en jugeant que le tribunal de commerce était compétent, l'arrêt n'a violé ni ledit art. 424 ni aucun autre ; — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 2063 du Code civil et de l'art. 637 du Code de commerce, en ce que la contrainte par corps aurait été prononcée contre le demandeur, — Attendu que ce moyen trouve une suffisante réponse dans le motif donné sur le premier moyen ci-dessus ; — REJETTE, etc. » (1)

## COUR DE CASSATION.

*Le fait imputé à des habitans d'une commune, d'avoir envoyé leurs troupeaux au pâturage dans des landes sises au territoire d'une autre commune, constitue-t-il l'une des contraventions prévues par les nos 13 et 14 de l'art. 471 du Code pénal, et soumises par conséquent au tribunal de simple police ? (Rés. nég.)* Cod. d'inst. crim., art. 157.

(1) Voyez un arrêt contraire de la Cour de Liège, tom. 12, pag. 734.

*En supposant que ce fait fût un délit prévu par l'article 2 de la loi du 6 octobre 1791, le tribunal correctionnel aurait-il seul le droit d'en connaître ? ( Rés. aff. )*

*Si les délinquans soutiennent, de concert avec le maire autorisé par le conseil municipal, et intervenant, qu'il y a le droit de pâturage dans les landes dont il s'agit, cette défense présente-t-elle une question PRÉJUDICIELLE, du jugement de laquelle le tribunal de simple police doit s'occuper ? ( Rés. aff. )*

*Si l'autorisation municipale accordée au maire n'a pas été approuvée par le préfet, est-ce le cas de lui accorder un délai pour obtenir cette sanction, et non de rejeter sa demande d'intervention ? ( Rés. aff. )*

*La commune dans le territoire de laquelle les landes situées peut-elle se faire un titre à elle-même d'une délibération de son conseil municipal, approuvée par le préfet, qui aurait décidé qu'elle avait seule des droits sur ces landes ? ( Rés. nég. )*

*Un pareil débat entre deux communes est-il de la compétence exclusive des tribunaux civils ? ( Rés. aff. )*

#### POURVOI DE LAPORTE ET AUTRES.

Ainsi jugé sur le pourvoi du sieur *Laporte* et consorts habitans de la commune de Villefranche, contre un jugement du tribunal de police du canton de Maubourgnet, du 16 janvier 1821, rendu au profit de la commune de Somborn. — La date et le texte de l'arrêt rendu par la Cour suprême.

Du 9 mars 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. le Président, M. *Aumont* rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Fréteu Pény*, avocat-général ; — Vu les articles 408, 410 et 411 du Code d'instruction criminelle, aux termes desquels la Cour de cassation doit annuler les arrêts et les jugemens en dernier ressort qui contiennent fausse application de la loi, pénale ou violation des règles de compétence établies par la loi ; — aussi l'art. 471, §§ 13 et 14, du Code pénal, et l'art. 242, de la loi du 6 octobre 1791 ; — Attendu que le fait imputé au sieur *Laporte* et aux veuves *Vergès-Trape* et *Lafont*

maire, habitans de la commune de Villefranque, est d'avoir envoyé leurs troupeaux au pâturage dans une lande sise commune de Sombrun; que ce fait est absolument étranger à l'art. 471 du Code pénal, dont le § 13 parle non du pâturage des troupeaux, mais de l'entrée et du passage des personnes sur le terrain d'autrui, *s'il est préparé ou ensemencé*, et que, dans le § 14 du même article, il s'agit du passage des bestiaux, bêtes de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui, *avant l'enlèvement de la récolte*; que la condamnation des prévenus, d'après les dispositions dudit article 471 du Code pénal, a donc été une fausse application de cet article; — Qu'en supposant que le fait, objet du procès, fût le fait mentionné en l'art. 24, titre 2, de la loi du 6 octobre 1791, l'amende encourue était une somme égale à la valeur du *dédommagement dû au propriétaire*; que cette amende pouvait donc s'élever au-dessus de 15 fr.; et que, dès lors, ce fait sortait de la classe des contraventions de police, qui, suivant l'art. 137 du Code d'instruction criminelle, sont uniquement celles qui *peuvent* donner lieu soit à 15 fr. d'amende ou au-dessous, soit, etc.; qu'il est de principe que la compétence doit être réglée dès les premiers actes de poursuite et sur le *maximum* de la peine applicable au délit ou à la contravention, sans égard à la faculté d'en prononcer une moindre, nul tribunal ne pouvant devenir compétent par cela seul qu'il restreindrait la peine à la quotité plus ou moins forte qui se trouverait dans ses attributions; que, si le fait dénoncé était celui que prévoit et punit le susdit article de la loi du 6 octobre 1791, il avait donc le caractère de délit; que la juridiction correctionnelle avait seule le pouvoir d'en connaître, et que le tribunal de police n'a pu s'en attribuer la connaissance et le jugement, sans excéder ses pouvoirs, et violer ouvertement les règles de sa compétence; — Attendu que le système de la défense, au fond, des prévenus, a été de soutenir qu'ils avaient, comme habitans de la commune de Villefranque, la possession légale d'envoyer leurs troupeaux pâturer dans les landes communales de Sombrun; que, par délibération du conseil municipal de ladite commune de Villefranque, du 25 décembre 1810, le maire de cette commune a été autorisé à en-

Intervenir dans l'instance introduite contre eux par le Ministère public; que le tribunal ne devait pas se permettre, le 1<sup>er</sup> janvier suivant, de rejeter l'intervention du maire, sous prétexte que la délibération du conseil municipal, qui l'avait faite, n'avait pas reçu l'approbation du préfet; que ce n'était qu'après avoir donné au maire un temps suffisant pour obtenir cette approbation, qu'il eût pu, si elle n'avait pas été présentée, déclarer l'intervention non recevable; — que la défense des prévenus, ainsi appuyée par le maire de la commune, et qu'ils fondaient sur une possession immémoriale, présentait une question évidemment préjudicielle; qu'il était nécessairement que le jugement de cette question précéderait celui de l'action du Ministère public, puisque, tant qu'il était incertain si les habitants de Sombrun avaient, sur les landes de cette commune, un droit exclusif de pâturage pour leurs troupeaux, ou si ce droit était partagé par les habitants de la commune de Villefranque, il était impossible de savoir si le fait qui était l'objet du procès constituait une contravention punissable, ou s'il n'était que l'exercice d'un droit légitime; que la question de savoir si une commune a le droit exclusif d'envoyer ses troupeaux paître dans des landes, ou si une commune voisine jouit du même droit sur les mêmes landes, concurremment avec elle, forme une question purement civile, hors des attributions des tribunaux de police, soit simple, soit correctionnelle, et dont l'examen et le jugement ne sauraient appartenir qu'à la juridiction civile; que peu importait que, dans une délibération du 4 août 1820, le conseil municipal de Sombrun eût dit que cette commune avait seule des droits sur les landes qui y sont situées; qu'il eût, en conséquence, défendu l'entrée des troupeaux des communes voisines dans ces landes, et que cette délibération eût reçu l'approbation du préfet; qu'on ne se fait pas de titre à soi-même, et qu'il ne suffit pas qu'une commune se déclare seule propriétaire d'un terrain, pour qu'elle en ait réellement la propriété exclusive; que l'approbation donnée par le préfet à la délibération du conseil municipal de Sombrun, sans communication préalable à celui de Villefranque, et sans l'avoir entendu, n'a pu conférer à la première de ces communes aucun droit au

au siège de la seconde ; qu'elle l'a pu d'autant moins, que ces deux sont des droits de propriété ou d'usage, dont il n'est pas des attributions de l'autorité administrative de commune, que d'ailleurs le conseil municipal de Villers-enque s'est refusé à voir le préfet pour obtenir le rapport de l'arrêté préfectoral de la délibération du conseil municipal de Sombrin ; que, dans ces circonstances, le devoir du tribunal étant de se prononcer au jugement de l'action formée contre les prévenus, le Ministère public, jusqu'à ce qu'il eût été statué par le tribunal sur les prétentions respectives des communes de Villers-enque et de Sombrin, et que la condamnation des prévenus, dans l'état, a encore été une violation formelle des règles de compétence ; — CASSE et ANNULE le jugement rendu le 16 janvier dernier, par le tribunal de simple police du canton de Maubourguet, dans la cause d'entre le Ministère public et Jean Laporte, et les veuves Vergès-Trape et Lafourcade, habitants de la commune de Villers-enque. »

## COUR D'APPEL DE BOURGES.

La responsabilité imposée, par l'art. 1584 du Code civil, aux père et mère, à l'égard des dommages causés par leurs enfants mineurs, a-t-elle lieu toutes les fois que les enfants ne peuvent être attribués qu'au relâchement de la discipline domestique ? (Rés. aff.)

SAIGNOL, C. GUILLIER.

Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour d'appel de Bourges, du 10 mars 1825. Voy. les faits, la discussion et l'arrêt textuel, tome de 1825, pag. 288.

## COUR D'APPEL D'AMIENS.

Après le moment du partage il s'élève des difficultés sérieuses, entre les prétendants à la succession, sur la nature, et la quantité des droits de certains d'entre eux, la transmission qu'ils terminent, est-elle sujette à rescision, pour erreur

*de lésion, si elle est faite par le même acte que le pa*  
(Rés. nég.) Cod. civ., art. 888.

EN D'AUTRES TERMES, *n'y a-t-il que la transaction faite*  
*un partage consommé, et sur des difficultés provenan*  
*ce partage, qui soit affranchie de l'action en rescisi*  
*cause de lésion ?* (Rés. nég.)

LES HÉRITIERS JOURDAN, C. LES HÉRITIERS DE LA I  
JOURDAN.

La dame *du Neufgermain*, épouse en secondes nocces d  
*Jourdan*, est décédée laissant pour héritiers deux petits-  
issus d'une fille unique qu'elle avait eue de son premi  
riage. — Le sieur Jourdan avait à réclamer le bénéfice  
donation de part d'enfant à lui faite par la dame du Ne  
main dans leur contrat de mariage, passé en 1772.

Il s'est élevé entre le sieur Jourdan et les héritiers  
femme des difficultés sur la quotité à laquelle devait être  
la donation de part d'enfant. Les parties convinrent  
transaction, que cette quotité serait de moitié dans les  
propres de la dame du Neufgermain et des trois quar  
les conquêts de la communauté d'entre elle et son second  
En conséquence, le partage fut fait d'après ces bases  
acte notarié, du 14 janvier 1814.

Les héritiers de la dame du Neufgermain ont demandé  
rescision de cet acte pour cause de lésion. Ils ont pr  
que, la défunte n'ayant laissé pour héritiers que deux pe  
enfants, ceux-ci, aux termes de l'édit des secondes noc  
naient de leur chef à la succession, sans avoir besoin de  
présentation de leur mère; que, par suite, la part d'  
qui avait été délivrée au sieur Jourdan ne pouvait être  
d'un tiers dans les propres de la dame du Neufgermain  
de pareille quotité dans la moitié des conquêts de la co  
nauté qui avait existé entre elle et ce dernier, et que  
par erreur qu'il avait été alloué à celui-ci, par l'acte  
janvier 1814, moitié dans les propres et les trois quar  
les conquêts.

Jugement du 20 juillet 1820, qui accueille cette deman  
prononce la rescision pour cause de lésion, fondée sur l'art  
du Code civil.



Appel de la part des héritiers du sieur Jourdan, alors, dé-  
 — Sans doute, ont-ils dit, la loi admet la rescision con-  
 tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision, *en-  
 qu'il fût qualifié de vente, d'échange, de transaction ou  
 de toute autre manière.* (Art. 888.) Toutefois, il faut bien en-  
 tendre cette disposition. Que s'est proposé le législateur? Il  
 voulu assurer l'égalité dans les partages, en empêchant d'y  
 être atteinte par des voies détournées : de sorte que, dans  
 cette matière, non plus que dans toute autre, il n'est pas per-  
 mis de faire indirectement ce que la loi défend de faire di-  
 rectement. Le législateur a même été ici plus loin qu'à l'or-  
 dinaire. Il prévoit que l'acte aura pu être qualifié de transaction  
 de toute autre manière; il n'en dit pas moins aux tribunaux :  
*gardez que c'est un partage.* Voilà donc l'objet de la disposition  
 de l'art. 888, empêcher que l'égalité qui doit régner dans les  
 partages ne soit violée, autoriser l'action en rescision dans le  
 cas même où, pour faire fraude à la loi, l'acte de partage au-  
 rait reçu des parties une qualification différente.....

Mais, s'il en est ainsi, il est évident que la rescision ne s'atta-  
 che qu'à un véritable *partage*; et dès lors reste la question de  
 savoir ce qu'on entendra par un acte de partage. Or c'est celui  
 qui a pour objet de faire cesser l'indivision : telle est la défini-  
 tion que donne l'art. 888 lui-même. D'après cela, l'on doit  
 distinguer l'opération matérielle du partage, le fait qui met  
 fin à l'indivision, et qui, en effet, est susceptible d'erreur, d'a-  
 vec les conventions accessoires au partage et qui n'ont point  
 pour objet de l'opérer. Les règles qui gouvernent ces conven-  
 tions particulières ne sont autres que celles du droit commun;  
 elles ne sont plus sujettes à rescision pour cause d'erreur que  
 dans le cas prévu par la loi générale. Aussi, loin de répugner  
 à cette distinction, les termes de l'art. 888 la supposent néces-  
 sairement, comme on vient de le voir. C'est ainsi que l'art.  
 854 admet l'existence d'une convention préliminaire au par-  
 tage entre associés et tout-à-fait distincte de ce même partage  
 quant à son effet et à la durée des actions qui en dérivent.

Telle est, au surplus, la doctrine des jurisconsultes les plus  
 recommandables. On peut citer notamment M. Toullier, *Droit*

*civil Français*, tom. 4, n° 580, et M. Chabot, *Commentaire sur les successions*, art. 888.

Voici comment s'exprime ce dernier auteur : « Le règlement des droits respectifs des héritiers (dit M. Chabot) peut donner lieu à des questions épineuses et à des difficultés qui seraient de nature à jeter les parties dans une involontaire de procès ruineux. Si, dans le dessein de les prévenir, on les termine ; lorsqu'ils ont déjà commencé, les héritiers, par un traité à l'amiable, pourra-t-il être permis de revenir sur ce traité, sous prétexte de lésion, et de manière à ressusciter les débats qu'il avait éteints ? Dans cette supposition, il y aurait plus de transaction à faire sur les contestations qui pourraient s'élever à l'égard d'une succession indivise : il faudrait porter en justice toutes ces contestations... Mais ne serait-ce pas allumer le flambeau de la discorde dans toutes les familles ? Telle n'a pas été sans doute l'intention du législateur, et il n'a pas entendu, dans le cas où une transaction aurait été nécessaire et réelle, que l'acte qui la contient, et qui, par la manière dont il règle les débats, fait cesser l'indivision des biens, dût être regardé comme n'étant qu'un simple partage. »

Il faut donc tenir pour certain que, lorsque, avant le partage, il s'est élevé des contestations réelles relatives aux droits respectifs des prétendants à la succession, la transaction, quoiqu'elle fasse cesser l'indivision, est irréfutable et non soumise à rescision pour lésion. Or, dans l'espèce, l'acte du 14 janvier 1814 contient deux conventions bien distinctes : une première, par laquelle les parties ont fixé la quotité qu'elles prendraient dans la succession et communauté dont il s'agit, et qui est une véritable transaction faite sur des difficultés réelles et sérieuses puisées dans l'édit des secondes noces ; puis une seconde convention, par laquelle les parties ont effectué le partage, après cette fixation. Ce n'est que cette dernière convention qui fait proprement cesser l'indivision, et qui pourrait être attaquée par l'action en rescision, si elle n'attribuait pas aux copartageants la part qui leur revenait d'après le règlement préliminaire qu'elles en avaient fait. La première convention, au contraire, ayant eu pour objet de résoudre un point de droit, ne pourrait être attaquée que pour cause de dol ou de fraude. Or on

l'allègue même pas que chacune des parties copartageantes n'ait point reçu la part à laquelle elle avait droit d'après la transaction, et qu'il y ait dol ou fraude. Donc l'acte du 14 janvier 1814 est à l'abri de toute critique.

Pour les intimés, on commençait par établir que, dans le fait, cet acte leur faisait éprouver un tort grave, et excédant le quart de ce qui devait leur revenir. En effet, il est constant que, dans l'ancienne législation, lorsque la femme remariée en secondes noces ne laissait, à son décès, pour héritiers, que des petits-enfans, ces derniers lui succédaient, non par représentation, mais de leur chef et par têtes; que, dans ce cas, la portion dont elle avait avantagé son mari se réduisait à la part de celui de ses petits-enfans le moins prenant. On peut consulter Lebrun, Pothier, Bourjon, etc.

Cela posé, les intimés soutenaient que l'acte du 14 janvier 1814 avait été rescindé pour cause de lésion de plus du quart, et ils invoquaient l'art. 888. — En effet, poursuivaient-ils, l'on ne doit pas distinguer là où la loi ne distingue point. Or l'art. 888 établit l'action en rescision contre tout acte de partage qui contient une lésion de plus du quart; et la loi ne dit pas que cette action n'aura lieu qu'autant que la lésion sera le résultat de l'opération matérielle du partage, et non des conventions accessoires que cet acte pourra contenir; elle est générale et absolue; elle embrasse tous les cas. D'où il faut conclure que l'action qu'elle accorde a lieu toutes les fois que, par suite d'un partage, il y a, au préjudice de l'une des parties, lésion de plus d'un quart, sans qu'il soit nécessaire d'examiner si cette lésion prend sa source dans le fait même de la division des biens, ou dans les conventions dont on a pu la faire précéder. L'intention du législateur à cet égard se manifeste de la manière la plus évidente dans l'art. 888. Il a voulu qu'on ne pût en aucune manière violer le principe fondamental de l'égalité dans les partages. De là les précautions qu'il a prises; de là, cette disposition, qui admet l'action en rescision contre tout acte de partage, *encore qu'il fût qualifié de vente, d'échange et de transaction, ou de toute autre manière.*

Or cette sollicitude serait vaine, s'il était permis de se soustraire aux prohibitions qu'elle a dictées, en introduisant dans

un acte de partage une transaction même réelle. En disant que cela pourrait toujours avoir lieu au gré d'un partageant adroit ou influent. Il en résulterait que le principe de l'égalité dans les partages serait illusoire et sans gain. Vainement objecte-t-on que la loi a seulement voulu que qu'on n'échappât à l'action en rescision, à la faveur d'une qualification mensongère qu'on aurait donnée à l'acte de partage. D'abord, la généralité de ses termes répugne à cette interprétation. Ensuite, ce serait admettre que ses précautions auraient été oiseuses : car, si elle n'avait entendu ouvrir l'action en rescision que contre une transaction qui ne serait qu'un partage déguisé, elle n'aurait pas besoin d'introduire une disposition expresse sur ce point, puisque la simulation n'a jamais été établie, et qu'elle annule l'acte où elle a été requise. La loi frappe donc de l'action en rescision tout partage, de quelques élémens qu'il soit composé, de conventions accessoires qu'il contienne, toutes les fois qu'il résulte une lésion de plus du quart.

Ce qui complète à cet égard la démonstration, c'est le second paragraphe du même art. 888, qui porte « qu'après le partage, ou l'acte qui en tient lieu, l'action en rescision n'est plus admissible contre la transaction faite sur les données réelles que présentait le premier acte, même quand il n'y aurait pas eu de procès commencé ». Si, comme on prétend, la loi avait entendu permettre une transaction faite après le partage, pourvu qu'elle fût *réelle et sérieuse*, pourquoi aurait-elle pris le soin d'exprimer que la transaction n'est plus admissible après le partage ou l'acte qui en tient lieu, sur les données réelles que présentait le partage, serait valable ? Cette disposition serait plus qu'inutile. La validité de la transaction résultait assez des règles du droit commun. Il faut donc reconnaître que la disposition de ce second paragraphe est une exception au principe que consacre le premier paragraphe de l'article 888, d'après la règle *Inclusio unius est exclusio alterius*, et que, s'il n'y a de valable, relativement à un partage, la transaction faite après l'acte de partage, celle qui est faite auparavant ou dans le cours de cet acte n'a pas la même

lité, parce que l'existence de l'exception prouve incontestablement celle du principe auquel elle déroge.

Du 10 mars 1821, ARRÊT de la Cour royale d'Amiens, M. de Monchy président, par lequel :

« LA COUR, — En ce qui touche la disposition du jugement qui a admis le moyen de rescision tiré de ce que les deux petits-enfans de la femme Jourdan n'ont reçu que la moitié des biens propres de leur aïeule, au lieu des deux tiers qu'ils prétendent leur appartenir, et la moitié dans la moitié des conquêts afférans à la succession de leur aïeule, au lieu des deux tiers dans cette moitié; — Considérant qu'avant de procéder à la division des biens dépendans de la succession de la femme Jourdan, il était nécessaire de déterminer la quotité à laquelle le mari avait droit comme donataire d'une part d'enfant, et celle à laquelle les deux petits-enfans issus de la défunte avaient droit en qualité d'héritiers; que la fixation de cette quotité était de nature à élever entre les parties une contestation réelle et sérieuse sur une question diversement jugée par les arrêts, et controversée entre les juriconsultes anciens et modernes; qu'il était de l'intérêt des parties de prévenir cette contestation, en s'accordant entre elles sur la fixation de cette quotité; qu'elles l'ont fait par l'acte du 14 janvier 1814, où l'on voit que les parties s'étant rapprochées depuis le renvoi en référé devant le président du tribunal, que le notaire avait ordonné à l'occasion des difficultés qui s'étaient élevées sur la manière dont il devait être procédé à l'inventaire, sont convenues que Jourdan prélèverait dans la succession de sa femme la moitié des propres de celle-ci et les trois quarts dans les conquêts de la communauté, comme donataire, attendu qu'elle n'a laissé de son premier mariage qu'un enfant, et qu'elle n'en avait pas eu du second, et que les petits-enfans, ses héritiers, prélèveraient, en valeur, un quart dans les biens de la communauté et la moitié dans les biens propres, et qu'en conséquence, et sous les conditions ci-après, les parties ont fait, par forme de transaction permanente et irrévocable, telle que si c'était sur procès, les partage et division des biens tant propres que communs. — Considérant que cette convention préliminaire au partage est

une véritable transaction, qui, aux termes de  
du Code civil, avait, entre les parties, l'autorité  
jugée en dernier ressort, et qu'elle ne pouvait être  
par aucune d'elles pour cause d'erreur, ni pour  
sion; qu'en rapprochant cette disposition de l'art. 88  
Code, qui porte que l'action en rescision est ad-  
tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision  
héritiers, encore qu'il fût qualifié de transaction, et  
autre manière, on reconnaît que le législateur n'a  
parler, dans cet article, que d'une qualification  
donnée à l'acte; que son intention a été que, l'on  
s'agit, entre cohéritiers dont les droits sont certains  
testés, ni susceptibles de l'être, que de faire cesser  
qui existe entre eux, on ne puisse, en déguisant la  
l'acte, et en lui donnant la couleur et la forme d'un  
tion, le soustraire à l'action en rescision pour cause  
mais qu'il n'a pas entendu que, lorsqu'il y avait di-  
ricieuse et réelle sur la quotité prétendue par les hér-  
une succession, ils ne puissent transiger sur cette  
soit pour terminer une contestation déjà entamée, s'  
prévenir, et qu'ils fussent dans la nécessité de la f-  
en justice; qu'encore que la transaction soit renfer-  
le même acte que le partage, il faut reconnaître,  
du 14 janvier 1814, deux conventions très-distin-  
l'une, qui a réglé la quotité à prendre par les hérit-  
le donataire, ne peut être attaquée pour cause d'  
droit, ni pour cause de lésion, et l'autre, qui a  
division, d'après cette quotité, qui peut être atta-  
cause de lésion de plus du quart; d'où il résulte qu'il  
pas lieu à examiner si, cessant la transaction, les p-  
auraient droit de prendre les deux tiers des prop-  
aïeule, et les deux tiers dans la moitié des conqu-  
seulement de décider si, par les opérations qui ont  
fixation à moitié dans les biens propres et au qua-  
conquêts, ils éprouvaient une lésion de plus d'un  
quotités, et de déterminer l'importance de cette lés-  
les défendeurs à la demande en rescision pussent  
droit que leur donnait l'art. 891 du Code civil d'



nouveau partage, en fournissant le supplément de la part héréditaire, soit en argent, soit en nature; — Considérant que, pour atteindre ce double but, il y avait nécessité de statuer sur les débats existans entre les parties, 1° sur la prétention des héritiers Jourdan de faire retrancher de la masse des biens de la communauté une maison, comme appartenante à Jourdan à titre de remploi de ses propres aliénés; 2° sur l'importance des dettes existantes à l'époque de l'ouverture de la succession, et que Jourdan avait été obligé, par l'acte du 14 janvier 1814, d'acquitter en totalité; 3° sur l'importance des sommes qui étaient dues par les héritiers à la communauté, et dont ils avaient été libérés par ledit acte; 4° sur l'importance du mobilier, distribué entre les copartageans, auquel il n'avait été donné dans l'acte aucune estimation; que ce que les premiers juges n'ont point fait, la Cour doit le faire; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant, décharge les héritiers Jourdan des condamnations prononcées contre eux par ledit jugement; faisant tout au principal, sans avoir égard à la demande en rescision de l'acte du 14 janvier 1814, dont les héritiers de la femme Jourdan sont déboutés, ordonne que ledit acte continuera à être exécuté selon sa forme et teneur; condamne, etc. »

### COUR D'APPEL DE PARIS.

*Le privilège de la dot n'est-il établi qu'en faveur du mariage et pendant sa durée seulement ? (Rés. aff.)*

**PARLEMENT.** *les biens dotaux que la femme ne pouvait engager pendant le mariage sont-ils, après sa mort et dans les mains de ses héritiers, passibles de l'action hypothécaire des créanciers envers lesquels elle s'était obligée pendant la durée du mariage ? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 1554.*

**LA DAME ADDE, C. LES SIEURS DELAHOUSSAYE.**

La dame Delahoussaye avait été mariée sous la Coutume de Normandie, dont le régime est essentiellement dotal. Elle fut séparée de son mari, quant aux biens, lorsque, le 25 novembre 1815, elle emprunta, conjointement avec lui, une somme de 10,000 fr. des sieur et dame Adde, avec hypothèque.

que sur le domaine de Vauroux, dont la dame Ivenait de se rendre adjudicataire sur la poursuite forcée introduite contre son mari, propriétaire. Les époux Delahoussaye déclarent dans prunt que la somme de 10,000 fr. est destinée à droits d'enregistrement et de transcription auxquels avait donné lieu ; et pour faire opérer toute dans le privilège du Gouvernement, ils s'engagent à profiter des prêteurs, la déclaration de l'origine des deniers et les quittances qui leur seront délivrées. Il paraît que la promesse n'a pas été remplie, et qu'à défaut de paiement et d'emploi, la subrogation n'a pu s'opérer.

Quoi qu'il en soit, le domaine de Vauroux fut bien vendu à la folle enchère de la dame Delahoussaye, sans qu'elle eût accompli les conditions exigibles de son adjudication. Par le moyen de cette revente, toutes les sûretés promises par la dame Adde, et notamment l'hypothèque consentie sur le domaine, se sont évanouies. La dame Delahoussaye est décédée dans le courant de 1816, laissant pour ses héritiers ses enfants.

Le 3 mars 1818, la dame Adde, devenue veuve, agit tant en son nom qu'au nom de sa fille mineure, entendante à ce que les héritiers Delahoussaye fussent condamnés à lui donner une hypothèque sur le domaine de Flancourt pendant de la succession de leur mère, pour sûreté de l'extinction du 25 novembre 1815, ou sur tels autres biens ils voudraient indiquer. La dame Adde se fondait sur ce que les sûretés promises sur le domaine de Vauroux n'avaient pas été réalisées, et qu'au mépris de son engagement, la dame Delahoussaye n'avait fait, en faveur des sieur et dame Adde, aucune déclaration d'origine des deniers, lors du paiement des droits d'enregistrement et de transcription de la vente de Vauroux. La demanderesse concluait à ce que, faute par les héritiers Delahoussaye de satisfaire à la réquisition, le domaine de Flancourt fût dès à présent déclaré affecté et tenu en garantie et au paiement de la somme portée en l'acte du 25 novembre 1815.

Il convient de faire remarquer que le domaine de I

et les autres biens délaissés par la dame Delahoussaye lui étaient échus en ligne directe pendant le mariage ; qu'étant situés en Normandie , ils étaient réputés dotaux ; et que la femme ne pouvait les engager ni les hypothéquer pendant le mariage.

Les héritiers Delahoussaye , assignés devant le tribunal civil de la Seine , ont demandé leur renvoi au tribunal de Rouen , dans le ressort duquel ils se prétendaient domiciliés. L'exception d'incompétence a été rejetée , et , sur le refus des héritiers de plaider au fond , il est intervenu , le 27 juin 1818 , un jugement conforme aux conclusions prises au nom de la dame Adde et de sa fille.

Les héritiers Delahoussaye ont appelé de ce jugement. Il paraît qu'ils ont renoncé à leur moyen d'incompétence , et que devant la Cour ils ont de suite discuté le fond. Il ne s'agit point , disait-on pour les appelans , de contester ici la capacité personnelle de la dame Delahoussaye : il est généralement reconnu que , depuis l'abrogation du sénatus-consulte Velléen par le Code civil , la femme mariée en Normandie a recouvré le pouvoir d'intercéder pour autrui et de s'obliger personnellement avec l'autorisation du mari , pouvoir qui jusque alors lui était refusé par le statut local. Mais en même temps il faut convenir et il a été jugé plusieurs fois que l'obligation de la femme ne peut compromettre ses biens dotaux , et qu'elle est nécessairement restreinte aux biens dont l'aliénation ou l'engagement n'était point interdit par la Coutume. Dans l'espèce , la dame Delahoussaye s'est mariée sous l'empire de la Coutume normande , dont le régime est essentiellement dotal. Cette Coutume n'a jamais cessé d'exercer son influence sur les biens de la défunte pendant toute la durée du mariage. Or , comme , d'après cette loi , les immeubles dotaux de la femme , même séparée de biens , ne pouvaient être aliénés ni engagés , il est évident que les sieur et dame Adde n'ont pu acquérir , en vertu de l'obligation du 25 novembre 1815 , aucune hypothèque sur les biens dotaux de la dame Delahoussaye ; que , lors même qu'elle les aurait affectés à son obligation , ce qu'elle n'a pas fait , une pareille affectation aurait été radicalement nulle , et qu'on n'aurait pas été fondé à l'opposer à la femme , même après la dissolution du mariage. La raison de décider est sensible. D'abord il est certain qu'une obligation nulle dans son

principe, ne peut acquérir aucune valeur, aucun effet, pas le laps de temps ni par des événemens postérieurs à l'obligation qu'ainsi celle contractée par la femme sur ses biens dotaux, constant le mariage, étant absolument nulle, n'a pu devenir valable depuis la dissolution du mariage. Il suit de là que le titre des sieur et dame Adde est le même qu'il était en 1815, et que, comme à cette époque ceux-ci n'auraient pas été fondés à prétendre une hypothèque sur les biens dotaux de leur débitrice, parce que leur débitrice ne pouvait pas les leur engager, ils n'y sont pas mieux fondés aujourd'hui. Leur obligation n'a point changé de nature; simplement exécutoire sur les biens extradotaux, elle n'a pu, *tractu temporis*, obtenir aucun effet sur les biens dotaux, ni sur ceux réputés tels par la Coutume. Le créancier n'a jamais dû compter sur des biens qui étaient inaliénables et tout-à-fait indisponibles. Ainsi on ne peut pas dire qu'il a été trompé dans son attente. En second lieu, si, comme on le prétend, le privilège de la dotalité n'était que transitoire, et ne devait pas s'étendre au delà du mariage, le vœu de la loi statutaire serait évidemment trompé. En effet, pourquoi cette prohibition d'aliéner ou d'hypothéquer les biens dotaux de la femme pendant le mariage? C'est afin de conserver non seulement à la femme, mais à ses héritiers, et surtout à ses enfans, tous les biens qui lui sont donnés en dot par ses père et mère, et tous ceux qui lui viennent en ligne directe pendant le mariage; c'est une sorte de substitution légale introduite et dans l'intérêt de la femme et dans celui de la famille. Par ce moyen, des enfans nés dans l'aisance n'étaient pas exposés, par suite des prodigalités de leurs auteurs, à traîner ensuite les haillons de la misère; cette réserve légale formait pour eux, pour leur mère et pour le mari lui-même, une ressource assurée dans le besoin. Eh bien! ces sages combinaisons du législateur seraient vaines, si les dettes contractées par la femme pendant le mariage pouvaient, malgré la prohibition absolue de la Coutume, atteindre les biens dotaux après la dissolution du mariage. Aussi cet inconvénient n'était-il pas à craindre sous l'empire de la Coutume, où la femme était frappée de deux sortes d'incapacités à s'obliger: l'une personnelle, dérivant du sénatus-consulte Velléien, l'autre résultante des articles 539, 540 et 542 du statut local, qui prohibaient

expressément l'aliénation ou l'engagement des biens dotaux. Que le Code civil ait abrogé le sénatus-consulte prohibitif et qu'il ait conféré à la femme la capacité personnelle de s'obliger, cela se conçoit; mais qu'il ait entendu par cette abrogation porter une atteinte indirecte au statut réel concernant l'indisponibilité de la dot; qu'il ait voulu rendre aliénable ce qui ne l'était pas, disponible ce dont la loi du mariage prohibait la disposition, c'est ce qu'il est impossible d'admettre, sans taxer le Code civil d'une injustice et d'un arbitraire révoltant; c'est une thèse qui n'est pas même soutenable, lorsqu'on voit au contraire l'art. 1554 proclamer l'inaliénabilité du fonds dotal. Ainsi, pour concilier l'art. 217 du Code, qui donne à la femme l'aptitude nécessaire pour s'obliger, avec les articles 539, 540 et 542 du Statut normand, qui lui défendaient d'engager ses biens dotaux, il faut nécessairement convenir que les obligations contractées depuis le Code civil, par une femme mariée en Normandie avant le Code, doivent être restreintes à la disposition des paraphernaux, et qu'elles ne peuvent dans aucun temps, ni sous aucun prétexte, atteindre ses biens dotaux. Ainsi le jugement attaqué n'a pu déclarer affectés à l'obligation du 25 novembre 1815 les biens dotaux de la dame Delahoussaye, sans méconnaître tous les principes de la matière et sans porter atteinte à des droits inviolables.

Tout le système des adversaires, répondait l'intimée, tient à une confusion d'idées et de principes qu'il est facile d'éclaircir. Il suppose que le privilège de la dot s'étend au delà du mariage, et qu'il peut être invoqué par les représentans de la femme, alors même qu'elle s'est valablement obligée. C'est une erreur. — Et d'abord, il n'est pas exact de dire qu'en Normandie la dot était absolument inaliénable. Au contraire, le mari et la femme pouvaient aliéner le bien dotal; et la vente devenait irrévocable lorsque la succession du mari offrait une indemnité suffisante à la femme; le recours contre les tiers détenteurs n'était que subsidiaire et subordonné à l'insolvabilité du mari; ce qui prouve que la défense d'aliéner n'était dirigée que contre ce dernier. Quant à la prohibition d'hypothéquer la dot pendant le mariage, elle n'avait pas seulement sa cause dans la nécessité de protéger la faiblesse de la femme contre

l'autorité ou les séductions du mari, mais plus particulièrement encore dans l'incapacité de s'obliger, dont la femme se trouvait frappée par le sénatus-consulte Velléien. Mais ce n'était qu'un empêchement relatif, introduit uniquement dans l'intérêt de la femme. Cela est si vrai, que la prohibition cessait avec le mariage. Après la mort du mari, la dot perdait sa nature ; elle se confondait avec les autres biens de la femme, et la loi lui en laissait la libre disposition. C'est donc une erreur de prétendre que la prohibition était absolue, et qu'elle avait pour objet de conserver les biens dans la famille, puisque au contraire la femme devenue veuve pouvait en disposer. On conçoit cependant que, sous l'ancienne coutume, les héritiers aient pu être admis à faire rétracter les obligations de la femme et les hypothèques qu'elle avait pu consentir. Mais pourquoi ? Était-ce parce qu'elle n'avait pas pu engager ses biens dotaux au préjudice de ses successibles ? Nullement. C'était uniquement par le principe de l'incapacité dont la femme était atteinte en vertu du statut prohibitif. Or, si, comme on l'a démontré, la femme recouvrait par son veuvage la capacité de s'obliger, il faut aussi convenir qu'une loi nouvelle a pu la lui rendre. Eh bien ! c'est ce qu'a fait le Code civil par son art. 217, et dès le moment de sa promulgation, la femme même normande a pu valablement s'obliger avec l'autorisation du mari. A la vérité, le créancier ne sera point admis à poursuivre l'exécution de ses engagements sur les biens dotaux pendant la durée du mariage, parce que la femme exciperait contre lui du privilège de la dot ; mais comme cette exception n'a été introduite qu'en faveur de la femme et pendant le mariage seulement, ses héritiers ne pourront point s'en prévaloir après son décès. Il suffit que l'obligation soit valablement contractée pour qu'elle devienne une charge de l'hérédité ; en succédant aux biens du défunt, l'héritier succède à toutes ses obligations, à tous ses engagements ; il est tenu des dettes pour sa part et portion, et hypothécairement pour le tout, sans aucune distinction des biens. Qu'ils aient été dotaux ou paraphernaux, peu importe : en passant dans ses mains, ils ont perdu cette nature ; ils ne sont plus à son égard que des biens ordinaires ; par le seul effet de l'acceptation, toutes les actions actives et passives du dé-



sunt se concentrent sur la tête de l'héritier, et il n'est pas d'exemple d'un privilège qui dispenserait cet héritier du paiement des dettes, tout en lui conférant la propriété des biens. Il est donc évident que la dame Delahoussaye n'a transmis sa succession à ses enfans qu'avec la charge de ses engagemens personnels, et que, les hypothèques qu'elle avait promises par l'acte du 25 novembre 1815 n'ayant pas été réalisées, les sieur et dame Adde étaient fondés à demander que d'autres biens fussent affectés à la garantie de son obligation.

Du 13 mars 1821, ARRÊT de la Cour royale de Paris, première chambre, M. Séguier président, MM. Cailles-Desmares et Gueroult avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Quéquet, avocat-général, — REÇOIT Delahoussaye père et fils opposans à l'exécution de l'arrêt par défaut du 20 novembre 1819; — Faisant droit sur l'adite opposition, ensemble sur l'appel par eux interjeté des sentences rendues au tribunal civil de Paris les 2 juillet 1818 et 5 mars 1819, et sur les autres demandes des parties; — Considérant que la validité de l'obligation du 25 novembre 1815, souscrite sous l'empire du Code civil, n'est pas contestée; que la question de dotalité des immeubles recueillis par les enfans Delahoussaye dans la succession de leur mère est sans intérêt direct dans la cause; que, la femme Delahoussaye, valablement obligée, transmettant la charge de ses engagemens personnels à ses héritiers, ceux-ci ne peuvent invoquer le privilège des dots établi en faveur du mariage et pendant sa durée seulement; que, les sûretés promises par l'obligation n'ayant pas été réalisées, tous les biens de la succession forment dans les mains des héritiers, sans distinction, un actif soumis à l'action du créancier, soit pour une nouvelle hypothèque, soit pour le paiement actuel; — A Mis et Met l'appellation au néant; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet; condamne Delahoussaye père et fils en l'amende de 10 fr. et aux dépens des causes d'appel et demandes. »

*Nota.* La seconde chambre de la même Cour a rendu un arrêt en sens contraire le 19 mars 1823, au profit des mineurs Dagnet contre les sieur et dame Fischer. Voy. tom. 2 de 1823, pag. 497.

## COUR DE CASSATION.

*Dans le cas où un exploit devait être signifié à plusieurs parties, et que la remise d'une copie séparée à chacune d'elles n'est pas constatée dans l'original, le coût de vacation de l'huissier suffit-il pour la prouver? (Rés. nég.)*

*Cette preuve peut-elle résulter de ce que le coût de l'enregistrement est fixé d'après le nombre des parties assignées? (Rés. nég.)*

*Les Cours royales jugent-elles souverainement la question de savoir s'il résulte ou non des termes d'un exploit qu'il en a été donné une ou plusieurs copies? (Rés. aff.)*

*Un acte d'appel interjeté contre plusieurs cointéressés est nul, s'il n'en a été laissé qu'une seule copie pour tous, encore qu'ils aient constitué le même avoué, élu le même domicile, et déclaré faire cause commune? (Rés. aff. Cod. pén., art. 456.)*

*Est-il nul à l'égard de tous les intimés, si la copie unique qui a été délivrée ne désigne aucun d'eux individuellement? (Rés. aff.)*

LE SIEUR REBATTU, C. LA DAME GARCIN ET AUTRES.

Par actes séparés des 5, 23, 25 janvier et 14 février 1806, la dame Garcin, la demoiselle Rebattu, la dame Belendy et la dame Bernard, toutes héritières du sieur Martin Rebattu, savoir, la première pour un tiers, la seconde pour un sixième, et les deux dernières pour un neuvième chacune, cèdent tous leurs droits dans cette succession au sieur Joseph Rebattu leur cohéritier, moyennant une somme assez modique. Depuis, et en 1815, elles acquièrent la conviction et la preuve que la liquidation de l'hérédité a produit une valeur nette de 167,835 fr., et qu'ainsi elles n'ont reçu tout au plus l'un que le tiers, et les autres que le quart de la portion qui leur revenait. Elles se réunissent alors, et constituent au même fondé de pouvoir pour demander la nullité des transports qu'elles ont consentis, pour cause de dol et de fraude.

L'action est formée devant le tribunal civil de Barcelonnette. Dans l'exploit introductif d'instance, les quatre demanderessees constituent le même avoué, et déclarent qu'elles *agissent uniment et font cause commune*. Mais aussi elles sont distinctement qualifiées; la quotité de leur droit individuel y est énoncée; et chacune conclut séparément à la condamnation à son profit d'une somme proportionnée à son intérêt particulier.

Le 9 juillet 1817, jugement par défaut du tribunal civil de Barcelonnette, qui annule les différentes cessions attaquées, et qui condamne Rebattu à payer à l'une des demanderessees 55,945 fr., à l'autre 27,972 fr., et à chacune des deux dernières 9,524 fr.

Le sieur Rebattu laisse écouler le délai de l'opposition. Un commandement tendant à saisie-exécution lui est notifié le 22 août 1817; et sur ce commandement, il déclare se rendre appelant et requiert l'huissier lui-même de signifier un acte d'appel qu'il lui remet. Voici dans quels termes ce fait est constaté par le procès verbal que dressa l'huissier: « Le sieur Rebattu m'a déclaré, requis, et de suite remis un exploit interjetant appel à sa requête, pour être signifié au domicile élu par les requérantes la saisie mobilière. Vu l'exploit à moi présenté par ledit Rebattu pour en faire de suite la signification, je me suis retiré..... »

En conséquence, et par exploit du même jour, l'appel est notifié aux dames Garcin, Rebattu, Belendy et Bernard, au domicile qu'elles ont élu par leur commandement. Mais, cet exploit n'énonce pas qu'il a été délivré une copie séparée à chacune des intimées; on lit seulement la mention suivante, *in fine*: « Aux fins que les assignées ne l'ignorent, je leur ai signifié et laissé copie du présent exploit, au domicile par elles élu dans l'acte de commandement et celui de saisie, chez M. Guiraud, propriétaire en la commune d'Allos, parlant à la personne de mondit sieur Guiraud. »

La dame Garcin et consorts demandent la nullité de l'appel, par la raison que l'on devait laisser au domicile élu quatre copies de cet appel; que, dans le fait, il n'en a été donné

qu'une seule, et que la preuve s'en trouve dans l'original même de l'exploit.

Ce système est consacré par un arrêt de la Cour royale d'Aix, du 24 juin 1818, dont voici les motifs : « Considérant que des expressions qui terminent l'acte d'appel dont s'agit, il résulte évidemment qu'il n'a été laissé qu'une seule copie au domicile élu, quoique cet appel fût dirigé contre plusieurs individus ; que, si l'art. 584 du Code de procédure permet la notification de l'appel au domicile élu par le commandement à fin de saisie, il ne déroge pas aux dispositions de l'art. 456 du même Code ; que, ce art. 456 prescrivant, sous peine de nullité, la signification de l'acte d'appel à personne ou domicile, il en résulte nécessairement que copie d'icelui doit être laissée à personne ou domicile, puisque, sans copie, il n'y a pas de signification ; qu'une seule copie laissée pour plusieurs cointéressés ne remplit pas le vœu de la loi : car chacun devant avoir une connaissance individuelle de l'appel, ce n'est que par une copie laissée à chacun que ce but peut être atteint ; qu'une seule copie laissée pour tous, ne pouvant s'appliquer individuellement à l'un plutôt qu'à l'autre, ne peut être utile pour aucun d'eux ; que l'unité d'action, d'intérêt existante entre les individus auxquels la notification est à faire ne change rien à cet état de choses, la loi n'admettant d'exception que lorsqu'il s'agit de notification à faire à un corps moral ; que ces principes ont été consacrés par deux arrêts de la Cour de cassation, rendus, l'un en section réunies, le 14 août 1813, et l'autre le 15 février 1815 (1).

Pourvoi en cassation du sieur Rebattu, pour violation de l'art. 456 et 584 du Code de procédure. Il résulte de la combinaison de ces deux articles, a dit le demandeur, que l'appel est valable s'il a été notifié à personne ou domicile, et que cette notification peut être faite au domicile élu par le commandement. Or, dans l'espèce, le vœu de ces dispositions a été fidèlement rempli ; et la Cour d'Aix les a violées en annulant un acte qu'elles sanctionnaient.

En se décidant par le motif tiré de ce qu'il n'aurait é

(1) Voy. le tome 15, pag. 381, et le tom. 17, pag. 101.

ne qu'une seule copie de l'acte d'appel, cette Cour a com-  
mis une double erreur, l'une de fait, et l'autre de droit. Et  
l'unité de cette copie alléguée n'est rien moins qu'évi-  
dente, car l'original porte : « Je leur ai laissé copie du pré-  
sente exploit..... », et ces termes peuvent aussi bien s'en-  
tendre de la remise d'une copie séparée à chacune des par-  
ties que de la remise d'une seule copie pour toutes. Il y a donc  
peu de doute ; et ce doute est levé par le coût de la vaca-  
tion de l'huissier, et par la quotité du droit d'enregistrement  
sur lesquels prouvent qu'il a été donné quatre copies.  
Comment la Cour d'Aix a-t-elle pu rejeter ce moyen de con-  
damnation ? En droit, et dans les circonstances particulières de  
l'cause, le principe général qui veut qu'une copie séparée  
soit laissée à chacun des assignés devant-il recevoir ici son  
application ? La négative paraîtra indubitable, si l'on con-  
sidère que les demanderessees à la cassation avaient le même  
procureur, le même domicile élu, et qu'elles avaient déclaré *agir  
ensemble et faire cause commune*. Ne s'étaient-elles pas, de  
quelque sorte, identifiées au point de ne former qu'une seule  
même partie ?

Mme Garcin et ses cointéressées n'ont pas cru néces-  
saire de se présenter, pour défendre l'arrêt rendu en leur  
faveur. En effet, la force des principes et la solidité des rai-  
sons sur lesquels il était fondé suffisaient pour repousser  
inévitablement le pourvoi.

Le 14 mars 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brisson  
président, M. Gandon rapporteur, M. Duprat avocat, par  
lesquels :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Ca-  
ssaigne avocat-général ; — Considérant que l'argument pris du  
coût de la vacation de l'huissier est d'autant moins imper-  
tinent que le demandeur n'a même pas présenté de calcul  
pour le justifier ; que celui tiré du coût de l'enregistre-  
ment ne mérite pas plus de considération : l'exploit d'appel  
portait quatre intimés ; un droit était dû pour chaque in-  
timé ; la Direction a dû percevoir quatre droits ; mais cela ne  
prouve nullement qu'il ait été délivré quatre copies ; — Con-  
sidérant qu'il est d'autant moins vraisemblable que l'acte d'ap-

peut être l'ouvrage de l'huissier, que son procès verbal du même jour 22 août 1817, antérieur à la notification de cet acte, constate que l'exploit d'appel lui fut remis par le demandeur, qui le requit d'en faire sur-le-champ la notification; — Considérant enfin que la Cour d'Aix a décidé (en interprétant les termes, dans lesquels est conçu l'acte d'appel du 22 août 1817) qu'il n'a été laissé qu'une copie de cet acte d'appel, et que, dans cette interprétation, rendue nécessaire par les maintiens et les inductions contraires des parties, elle n'a pu violer aucune loi; — Considérant encore que, quoique, dans leur assignation en conciliation et dans celle au tribunal de Barcelonnette, les défendeurs eussent déclaré qu'ils agissaient uniment et faisaient cause commune, il ne s'ensuit nullement qu'ils s'identifiassent de manière à ne devoir être considérés que comme un seul et même individu; que l'un d'eux conservait et avait même soin d'énoncer son intérêt distinct et séparé, et que, de même que le demandeur n'eût pu se faire à l'un d'eux des offres réelles pour tous, la Cour d'Aix a eu raison de décider qu'une seule copie n'a pu suffire pour tous, et que, n'étant point énoncé pour qui cette copie était destinée, elle ne pouvait être appliquée à aucun; — Par ces motifs, REJETTE.

### COUR DE CASSATION.

*Le demandeur en cassation d'un arrêt obtenu par plusieurs individus ayant un intérêt commun, qui n'a d'abord dirigé son pourvoi que contre quelques uns d'entre eux, peut ensuite appeler les autres en déclaration d'arrêt commun, sans qu'on puisse lui opposer l'expiration des délais, que ces derniers ne lui ont pas fait signifier l'arrêt.* (Rés. aff.)

*La requête en déclaration de l'arrêt commun, à intervenir, n'est-elle qu'une ampliation de la première requête? sous ce rapport, est-elle dispensée de la formalité de son enregistrement? (Rés. aff.)*

*La notification de l'arrêt d'admission du pourvoi est-elle*



# COUP DE MAIN.

Enfin, que par un débiteur incarcéré, les créanciers, au domicile par eux élu; dans les actes d'arrestation et de comparution du débiteur, POUR LES PROCÉDURES ET OPERATIONS AUI-  
RES, ces actes pourraient donner lieu? (Rés. aff.)  
La consignation alimentaire réglée par la loi du 15 germinal  
an 11 à vingt francs par mois ne comprend-elle qu'une pé-  
riode de trente jours? Le défaut de consignation d'aliments  
proportionnés, pour les mois qui excèdent cette  
période, suffit-il pour autoriser la demande en élargisse-  
ment du débiteur? (Rés. aff.) (1)

DALOZ, C. DEVIN ET CONSORTS.

Le 14 juillet 1817, le sieur Daloz fut arrêté à la maison  
d'arrêt de Sainte-Hélène, à la requête du sieur Devin. Poste-  
rieurement, il fut recommandé par quelques autres créanciers,  
notamment par les sieurs Dupont et Boulet.

Le 25 octobre 1819, le sieur Daloz a formé contre Devin et  
consorts une demande en élargissement, motivée sur l'insuffi-  
sance de la consignation alimentaire réalisée par ces derniers.  
En effet, il résultait d'un certificat du greffier que De-  
vin et consorts n'avaient jamais consigné pour les aliments  
d'un quelconque somme de 20 fr. par mois, sans aucun supplé-  
ment pour deux mois excédant la période de 30 jours, en-  
visagée, suivant le sieur Daloz, il avait été payé d'aliments  
le 1er et 15ème jour de chaque mois de détention.  
Le succès de la demande en élargissement était ainsi subor-  
donné à la question de savoir si, dans le sens de la loi du 15  
germinal an 11, on doit entendre par mois une période de 30  
jours seulement, et si par suite la consignation d'aliments, fixée  
à vingt francs par mois, ne comprend que ces 30 jours; ou si, au  
contraire, on doit entendre par mois, depuis le rétablissement  
du calendrier grégorien, la période qui forme nominativement  
un mois, sans distinction du nombre de jours dont il se  
compose, et si la somme de 20 fr., déterminée par la loi, doit

(1) Voy. les décisions conformes en date des 16 mars 1818, 20 octobre  
1819, 14 novembre 1820, tom. 20, pag. 225; tom. 21, pag. 626, et tom.

sur la totalité du mois. Cette dernière, après avoir été successivement adoptée par le tribunal de première instance et par la Cour royale de Paris, qui ont protesté contre l'arrêt en élargissement du sieur Daloz. Par son arrêt du 15 décembre 1819, la Cour royale a considéré « que l'art. 14 de la loi du 15 germinal an 6, les aliénés doivent être consignés par mois, ce qui prouve qu'elle a voulu la partition des aliénés de toute l'année par douzième, et le calendrier grégorien, la consignation des aliénés de la même pour chaque mois, composé de plus ou de moins de jours ».

Le sieur Daloz s'est pourvu en cassation. Il n'avait dirigé son pourvoi que contre les sieurs Devin, Duboudet, qui lui avaient fait signifier l'arrêt attaqué, le 15 février 1820. Ce pourvoi, formé le 18 mai 1820, fut rejeté le 6 décembre suivant. Mais Daloz présenta un nouveau pourvoi à la section des requêtes, le 23 du même mois ; il exposa dans ce mémoire que l'arrêt par lui attaqué avait été rendu par Levesque, Louchard, Céret et Desboudins, ses autres collègues, et qu'il avait intérêt à demander que l'arrêt de cassation intervenir fut déclaré commun avec ceux des autres parties.

Sur ce mémoire, arrêté le 27 décembre 1820, par la section des requêtes ordonne que celui d'admission sera signifié non seulement aux sieurs Devin, Dupont et Coustaut, qui avaient fait notifier l'arrêt attaqué, mais encore aux créanciers dénommés dans la requête supplétive, qui n'ont point fait cette notification.

La signification de l'arrêt d'admission a été faite à Paris, aux créanciers, au domicile par eux élu, dans les actes de comparution et de recommandation, pour les procédures et opérations ultérieures, ces actes pourraient donner lieu.

Le sieur Daloz propose contre tous les créanciers réunis en cause et réunis un principal moyen, pris de la violation de l'art. 14 de la loi du 15 germinal an 6, en ce que l'arrêt décide que la somme de 20 fr. par mois allouée aux aliénés doit être la même pour chaque mois, quel que soit le nombre des jours qui le composent, et qu'après la loi précitée, cette somme ne doit être

une période de trente jours, et qu'il y a nécessité de verser un supplément proportionnel pour les mois qui excèdent cette période.

Le moyen, fondé sur la jurisprudence de la Cour elle-même (du 21 novembre 1820), était péremptoire : aussi les plaignants, au lieu de chercher à justifier le bien-jugé au fond, se sont-ils particulièrement attachés à repousser la demande de condamnation par des fins de non recevoir.

La première était prise de ce que la requête en déclaration d'arrêt commun avait été signifiée aux quatre créanciers que le demandeur n'avait pas d'abord mis en cause, après l'expiration du délai pour se pourvoir, et en outre de ce que la requête n'avait pas été soumise à l'enregistrement. De ces deux l'une, disaient les défendeurs : — On notre intérêt commun : dans ce cas, la signification de l'arrêt attaqué par plusieurs d'entre nous a fait courir les délais en faveur de tous, et comme le délai pour se pourvoir expirait le 1<sup>er</sup> mai 1820, il est évident que tout pourvoi ultérieur de ce genre est inadmissible ; or la requête en déclaration d'arrêt commun présentée le 25 décembre suivant n'est rien autre qu'un nouveau pourvoi, qui se trouvait par conséquent écarté ; — Ou bien notre intérêt est différent : dans cette hypothèse, il fallait un pourvoi en forme et séparé pour chacun des créanciers, ou tout au moins pour ceux qui n'étaient pas compris dans le premier, et le sieur Daloz ne devait pas se borner à une simple demande en déclaration d'arrêt commun. Dans tous les cas, la requête qui contient cette demande n'a pas été enregistrée : elle est par conséquent nulle et ne peut produire aucun effet.

La seconde fin de non recevoir résultait, suivant les défendeurs, de l'irrégularité de la signification de l'arrêt d'admission, en ce qu'elle avait été faite aux domiciles élus par les créanciers dans les actes d'écrou et de recommandation au domicile de domicile, tandis, dit-on, n'a d'effet que pour l'instance sur l'affaire qui en est l'objet ; ainsi, après le jugement, il faut signifier un acte d'appel au domicile élu en l'acte de l'aveu de première instance. On ne pourrait point, par conséquent, signifier à ce domicile élu un arrêt d'admission.

c'est ce que la Cour a décidé plusieurs fois. Or, dans l'espèce les significations de l'arrêt d'admission ont été faites, la plupart, à des domiciles élus : par conséquent elles sont nulles, et le demandeur est non recevable dans son pourvoi. Telles sont les fins de non recevoir sur lesquelles les demandeurs insistaient avec d'autant plus de force, que, sur le fond la faiblesse de leur cause, ils déclaraient s'en rapporter à la sagesse de la Cour. Mais chacune d'elle trouve sa réfutation dans les motifs consacrés par l'arrêt suivant.

Du 14 mars 1821. ARRÊT de la section civile. M. Béranger, président, M. Vergès, rapporteur, MM. Colin et Locré, avocats, par lequel ;

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Locré, avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en chambre du conseil ; — Sur les fins de non recevoir, attaquées par Lévêque, Louchard, Céret et Deshondins, n'ayant pas fait notifier à Daloz l'arrêt attaqué, lorsqu'il a formé contre eux, par requête, une demande tendante à le déclarer commun avec eux l'arrêt intervenu ; que la requête en déclaration de l'arrêt commun a intervenu évidemment qu'une ampliation de la première requête ; sous ce rapport, l'enregistrement du second arrêt rend cette requête a été suffisante ; — Attendu que la notification d'admission a été faite, conformément à la loi, à Céret et Deshondins, au domicile du procureur-général à la Cour de cassation ; que celle faite à Lévêque et Louchard l'a été au domicile par eux élu chez Denailly, commissaire-priseur, cloître St-Merry, n° 18 ; que la notification faite à Dupont l'a été au domicile par lui élu chez Hubout, huissier ; que ces notifications ont aussi été régulières, puisqu'elles ont été faites aux domiciles élus, lors de l'érou et de la recommandation de l'arrêt pour les procédures et les opérations auxquelles ces actes auraient donné lieu ; — REJETTE les fins de non recevoir. Sur le fond du pourvoi, vu l'art. 44 de la loi du 15 germinal an 6 et le sénatus-consulte du 22 fructidor an 13 ; attendu que la loi du 15 germinal an 6, en rétablissant la contrainte par corps en matière de commerce, a déterminé les droits des créanciers et leurs obligations ; que cette loi s'applique à l'espèce ; —



qui a donné le droit de recourir à la contrainte par corps, a aussi imposé l'obligation de consigner l'avance, et pour le mois, la somme de vingt livres entre les mains du garde de la maison d'arrêt; qu'à l'époque où républicain rendit, le mois de l'année était fixé à trente jours, sans les cinq complémentaires, pour raison desquels il était reconnu que le supplément de consignation était nécessaire; que, conséquemment, ladite somme ne pouvait être répartie que pour la période de trente jours; que le républicain du calendrier grégorien n'a fait que remettre en vigueur l'ancien mode de l'année en douze mois inégaux; qu'on ne peut en faire dériver ni expressément ni même implicitement l'abrogation de la disposition des alimens à raison de 20 francs pour chaque mois de trente jours, telle qu'elle avait été fixée par la loi du 15 germinal an 6; qu'afin de ne pas laisser de lacune dans la distribution des alimens, le créancier doit ajouter à la somme de 20 francs, pour les mois de trente et un jours, le contingent alimentaire du trente et unième jour, sans à diminuer la contribution dans la proportion pour les mois de vingt-huit jours; conséquemment, lors du trente et unième jour de chacun des mois composés de ce nombre de jours, les débiteurs dépourvus seraient privés des alimens que la loi leur attribue; en décidant le contraire, la Cour royale de Paris a fautive-ment appliqué le sénatus-consulte du 22 fructidor an 5 et violé l'art. 11 du titre 3 de la loi du 15 germinal an 6; — Casse.

## COUR DE CASSATION.

Mandataire salarié auquel le mandant donne avis de se faire payer, par un tiers qui a des fonds pour cet objet, tous les frais auxquels l'exécution du mandat a pu donner lieu. Celui qui néglige de déférer à cet avis, est-il responsable de sa négligence, et, par suite, mal fondé à répéter du mandant le remboursement de ces mêmes frais? (Rés. aff.)  
C. civ., art. 1090.

Un créancier en demeure d'effectuer de faire courir les intérêts des sommes dont le mandataire salarié est responsable.

*son résultat, résulte-t-elle suffisamment de la correspondance des parties, dans le cas où il s'agit d'un mandat commercial ?* (Rés. aff.) Cod. civ., art. 1996.

LE SIEUR BASTERRECHE, C. LA BANQUE SAINT-CHARLES.

La Banque Saint-Charles, de Madrid, représentée par la maison Lecoutoux, de Paris, des sommes considérables. — Une contestation s'élève entre les parties; et le sieur Basterreche, chargé de suivre cette affaire, dans l'intérêt de la Banque. La maison Lecoutoux propose, par forme de transaction, la somme de deux millions de francs. Cette proposition est acceptée, et le sieur Baguenault, banquier à Paris, désigné pour recevoir les fonds.

Le 3 septembre 1809, le roi d'Espagne rend un décret, par lequel la Banque Saint-Charles devra être mise, à Paris, à la disposition de la trésorerie espagnole, la somme de 2,000,000 résultante de son traité avec la maison Lecoutoux, à la charge, par le Trésor royal, d'acquitter les frais du procès et de la transaction, et d'en couvrir la Banque Saint-Charles en totalité. Des instructions rédigées en ce sens, sont transmises aux sieurs Baguenault et Basterreche.

La Banque rappelle à ce dernier que les frais qu'elle a payés s'élèvent à 125,000 fr., et qu'il serait intéressant pour la maison Lecoutoux le remboursement de cette somme sur les 2,000,000; que, dans tous les cas, le montant des frais et de ceux qui peuvent encore être dus au sieur Basterreche lui seraient payés du produit de la transaction; que, d'ailleurs, le sieur Baguenault, ainsi que les 125,000 fr. fournis par la Banque pour les frais antérieurs qu'elle devait recouvrer en entier.

La transaction fut effectivement conclue le 15 octobre 1809, pour 2,125,000 fr., qui furent remis au sieur Baguenault, banquier choisi par la trésorerie espagnole.

Le sieur Basterreche reçut des mains de ce banquier 125,000 fr. qui revenaient à la Banque Saint-Charles pour ses premiers frais; et en outre il se fit payer pour ses frais postérieurs une somme de 75,000 fr.

Lorsqu'il s'est agi de compter entre la Banque et le sieur



Basterrèche, celui-ci répondit et mit à la charge de la Banque une somme de 80,000 fr. pour droit de commission. — La Banque s'est récriée et a dit au sieur Basterrèche : « Nous vous avons annoncé par nos instructions que, d'après le décret du roi d'Espagne, tous les frais, indistinctement, étaient mis à la charge du Trésor royal, qu'ils devaient être pris sur les produits de la transaction ; qu'ils vous seraient payés par le sieur Baguenault, et qu'il fallait vous adresser à lui pour cet effet. Vous deviez donc ajouter aux 75,000 fr. que vous avez réclamés de ce dernier pour vos frais les 80,000 fr. que vous demandez aujourd'hui pour droit de commission : si vous ne l'avez pas fait, c'est une négligence dont vous êtes responsable. Adressez-vous, si vous le trouvez bon, au Trésor d'Espagne ; quant à la Banque, elle ne vous doit rien, etc. »

Procès entre les parties. — Le 9 mai 1815, la Banque fait assigner le sieur Basterrèche devant le tribunal civil de Baïonne, en paiement d'une somme de 44,576 fr. ; dont elle prétend constituer celui-ci reliquataire. — Elle perd sa cause en première instance.

Mais, sur l'appel, la sentence des premiers juges est infirmée par arrêt du 7 janvier 1819, le sieur Basterrèche condamné à remettre à la Banque Saint-Charles une somme de 44,747 fr. dont il est reconnu reliquataire. — Voici les motifs sur lesquels la Cour royale de Pau se fonde pour accueillir les prétentions de la Banque : « Attendu que, dans les instructions transmises au sieur Basterrèche, le 8 septembre 1809, il fut clairement expliqué que les frais dus à ce dernier lui seraient payés par le sieur Baguenault du produit de la transaction, soit que ce produit excédât, ou n'excédât pas les 2,000,000 offerts par le sieur Leconteux, et que, dans tous les cas, la Banque devait recouvrer en entier les 125,000 fr. qui lui étaient dus pour les frais qu'elle avait payés ; que ce mandat fut connu et accepté par le sieur Basterrèche, auquel l'exécution en fut plus fort, recommandée par toutes les lettres de la Banque, notamment par celle du 29 novembre 1809 ; que le sieur Basterrèche devait apporter dans l'exécution de cette partie du mandat d'autant plus de diligence, qu'il ne pouvait pas douter que les dépenses qu'il acquiescât, dans sa lettre

du 20 octobre, d'avoir agi dans cette affaire avec V. qui s'empressât de retirer des mains du sieur Baguenault qu'ils seraient disponibles, les 2,000,000 sur lesquels être prélevé le montant des frais dont il s'agit ; que Basterrèche se borna néanmoins à réclamer une somme de 75,000 fr., qui lui furent immédiatement comptés ; qu'il n'a pas contesté que le sieur Baguenault n'eût payé, à ce que, au sieur Basterrèche, une somme plus forte, si ce l'eût réclamée ; qu'il est certain que le sieur Basterrèche avait alors, comme depuis, fixé le montant de sa commission qu'il porte à 89,000 fr. ; que, dans le long espace de temps qui s'écoula depuis la transaction jusqu'à l'époque où Baguenault se dessaisit des 2,000,000 dont il s'agit, Basterrèche pouvait également liquider tous les autres, à l'exception des honoraires de l'avocat, puisqu'il est constant dans sa lettre du 20 octobre 1809, que, dès que la transaction fut conclue, il avait réglé tous les comptes avec ceux qui avaient occupés dans cette affaire, et qu'il avait laissé les liquidations à un homme de confiance ; qu'il demeure donc constant que le sieur Basterrèche dû et put se faire payer par le sieur Baguenault, et que, s'il n'a pas été entièrement payé, peut l'attribuer qu'au retard qu'il a mis dans l'exécution de son mandat. Or, étant de principe que le mandataire est non seulement en dol, mais encore des erreurs qu'il commet dans sa gestion, et que cette responsabilité s'applique à son auteur, quand il s'agit d'un mandataire salarié, il s'ensuit que le sieur Basterrèche doit être déclaré responsable de son retard, et par conséquent mal fondé à demander que la Cour lui tienne compte de la commission et des frais dont il a dû se faire payer par le sieur Baguenault. »

Par ce même arrêt, la Cour royale de Pau a condamné le sieur Basterrèche au paiement des intérêts du reliquat non seulement à partir de la demande en justice formulée par la Banque Saint-Charles, mais à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1810, époque depuis laquelle, a-t-on dit, ces intérêts ont légitimement couru.

Le sieur Basterrèche, demandeur en cassation, a proposé deux moyens contre l'arrêt de la Cour de Pau.

premier était pris de la violation des lois de mandats; notamment de l'art. 1984 du Code civil, aux termes duquel le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, et lui payer ses salaires lorsqu'il en a été promis.

Quant à ce principe, il est trop constant pour avoir besoin d'une plus ample explication. — Mais comme le même article suppose qu'il n'y a aucune faute imputable au mandataire, et que l'arrêt attaqué a considéré comme une faute, de la part du mandeur, de ne pas avoir requis le paiement de ses frais et de son droit de commission du sieur Baguenault, agent du Trésor d'Espagne, ainsi que le portaient ses instructions, voici comment le sieur Basterrèche écartait ce reproche.

Les fonds déposés chez le sieur Baguenault ont été retirés par le Trésor d'Espagne pour le compte de la Banque Saint-Charles, presque immédiatement après le dépôt et avant que je pusse connaître ma situation vis-à-vis de la Banque, en sorte que je ne pouvais plus être payé par le sieur Baguenault. Qu'est-ce au surplus que cette invitation de me faire rembourser mes frais par l'agent du Trésor d'Espagne, et sur le produit de la transaction? Rien autre chose qu'une indication de paiement, qu'une délégation imparfaite, qui ne libère pas la Banque, n'opère aucune novation, et n'éteint pas ses obligations envers moi. J'étais le maître d'accepter ou de refuser le nouveau débiteur que l'on m'indiquait : en ne l'acceptant pas, je suis resté créancier de la Banque, cela est évident. — Pour écarter cette conséquence, la Cour royale a considéré comme un nouveau mandat, ou comme une portion du mandat primitif, la délégation qui m'a été fournie sur le sieur Baguenault pour le paiement de mes frais; mais c'est une véritable erreur de droit.

Le mandat, suivant l'art. 1984 du Code civil, est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom; et il faut, pour la perfection de ce contrat, l'acceptation formelle du mandataire. Or un créancier auquel son débiteur donne pouvoir de se faire payer par un tiers ne devient pas, pour cela, mandataire de ce débiteur; il est maître d'user ou de ne pas

user de ce pouvoir et s'en use, ce n'est pas pour l'autrui, mais pour lui-même, et dans son propre intérêt. Or la loi, si le créancier n'accepte pas la délégation, le débiteur qui l'a offerte ne cesse pas d'être obligé au créancier, et celui qui accepte un mandat est tenu de l'exécuter, sous peine de dommages et intérêts. C'est donc qu'en confondant deux contrats, si différents dans leur essence et dans leur objet, que la Cour royale a pu regarder comme un mandat ce qui n'était qu'une indication de paiement, et que par suite elle a fausement appliqué à l'espèce des règles qui lui étaient étrangères, et qu'elle a violé toutes celles qui régissaient l'espèce.

Le demandeur puisait sa seconde ouverture de cas dans une prétendue contravention à l'art. 1990 du Code de procédure, en ce que la Cour royale l'avait condamné au paiement des intérêts, à partir du 12 mars 1810, bien qu'aux termes de l'article précité, le mandataire ne doit les intérêts que du jour de sa mise en demeure, et que dans le fait il n'avait été légalement interpellé que par la demande judiciaire dirigée au nom du défendeur, le 9 mai 1815.

Ce second moyen ne mérite aucun développement, l'arrêt ayant décidé, en fait, que, s'agissant d'un mandat commercial, l'art. 1990 n'était pas applicable.

Le 15 mars 1821, ARRÊT de la section des requêtes, Lascardie président d'âge, M. Lasagny rapporteur, M. de la Roche avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. de la Roche, avocat-général ; — Sur le premier moyen, attendu en droit, que le mandant doit rembourser au mandataire les frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, si ce n'est en cas de faute imputable au même mandataire ; — Attendu qu'il a été reconnu, en fait, qu'il y avait eu, dans l'espèce, une faute imputable au mandataire, et telle, qu'elle avait causé le montant des frais réclamés par le même mandataire ; que, dans ces circonstances, en décidant que le mandataire n'avait pas le droit de répéter du mandant les frais qu'il avait faits pour l'exécution du mandat, l'arrêt attaqué a fait une fautive application de l'art. 1999 du Code civil ; — Sur

*cond moyen, attendu, en droit, 1° que le mandataire doit l'intérêt des sommes dont il est reliquataire, à compter du jour qu'il est mis en demeure ; 2° que le débiteur est constitué en demeure, soit par une sommation, soit par un autre acte équivalent, soit par l'effet de la convention, lorsqu'elle porte que, sans qu'il soit besoin d'acte, et par la seule échéance du terme, le débiteur sera en demeure ; 3° enfin, que cela doit principalement avoir lieu entre commerçans, dans les matières de commerce ; — Et attendu qu'il a été reconnu, en fait, 1° qu'il s'agissait, dans l'espèce, d'un mandat commercial ; 2° que, d'après les engagements respectifs des parties, les éléments de la cause, et notamment de la correspondance, il résultait non seulement que le mandataire avait été mis en demeure dès le 12 mars 1810, mais encore que, dès cette époque, il avait reconnu et avoué la dette, et qu'il avait promis de la payer sans aucune autre interpellation, ayant, à cet effet, ouvert un crédit en faveur du mandant ; que, dans ces circonstances, en décidant que ce n'était pas du jour de la demande, mais bien du jour de la mise en demeure, que le mandataire devait au mandant l'intérêt des sommes dont il était reliquataire, l'arrêt attaqué a fait une juste application des lois de la matière ; — REJETTE.*

## COUR DE CASSATION.

*Peut-on condamner comme complice la femme qui a recélé dans le concubinage conjugal des objets qu'elle savait provenir d'un vol commis par son mari ? (Rés. aff.) Cod. pén. art. 62.*

FERRAS, PROCUREUR GÉNÉRAL.

Du 15 mars 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. Baris président, M. Aumont rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Hua, avocat-général ; — Attendu que, si le recélé mentionné à l'art. 62 du Code pénal n'est punissable qu'autant qu'il est le résultat de la volonté de celui à qui on l'impute, c'est du jour seul qu'il appartient de déclarer cette volonté ; — Que, dans l'espèce, la question

posée par le président l'a été en ces termes : « Elle a-t-elle été rendue coupable en recevant le ballot volé, sachant qu'il provenait d'un vol? » — Que de la réponse du jury à cette question il résulte nécessairement que le parlement que la femme Hocquart a souffert de la part de la justice, qu'elle savait avoir été volé, fut déposé dans la maison qu'elle habitait, mais qu'elle l'y a volontairement recélé, elle qu'ainsi sa condamnation a été une juste application pénale; — REJETTE.

*Nota.* Les motifs qui ont fait affranchir les époux de la peine prononcée contre les non-révélateurs par les art. 103 et 104 du Code pénal ne doivent-ils pas, dit M. Bourguignon, faire absoudre la femme qui, en recevant les objets volés par son mari, a pu ne vouloir soustraire que des pièces de conviction? C'est auteur pense que, s'il était avéré que la femme a recélé que pour faire échapper son mari aux poursuites, le jury devrait l'absoudre, parce qu'alors le recélé n'est pas volontairement. (*Jurisprudence des Codes* tom. 3, pag. 67.) M. Le Cravend fait, sur la question, les réflexions suivantes : « Lorsque je considère qu'aux termes de nos lois civiles, la femme doit obéir à son mari et qu'elle est obligée d'habiter avec lui (Code de procédure art. 213 et 214), je me demande s'il est juste de punir comme complice de vol commis par son mari la femme qui a participé que comme ayant recélé dans la maison et des objets volés, et si elle est morale d'obliger la femme à dénoncer son mari, sous peine d'être elle-même condamnée à une peine infamante; et j'avoue que ma raison ne me paraît pas d'une manière conforme à l'usage et à la jurisprudence. (*Traité de la législation criminelle* tom. 1<sup>er</sup>, pag. 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000).

## COUR DE CASSATION.

Celui qui est poursuivi comme ayant trouble le porteur d'un brevet d'invention dans l'exercice de son droit peut-il repousser l'action en prouvant que le brevet



pratique avant la délivrance du brevet ? (Rés.

au contraire, qu'il établisse que la prétendue découverte était déjà consignée et décrite dans des ouvrages imprimés et publiés à l'époque de cette délivrance ? (Rés. nég.)

Faut-il au moins qu'il prouve qu'à la même époque, il connaissait et pratiquait personnellement la méthode du breveté ? (Rés. nég.)

PACHOUZIN, C. BAGLIONI.

L'art. 2 du titre 2 de la loi du 25 mai 1791 est ainsi conçu : « Si le propriétaire d'un brevet sera troublé dans l'exercice de son droit privatif, il se pourvoira, dans les formes prescrites pour les autres procédures civiles, devant le juge de paix, pour faire condamner le contrefacteur aux peines prononcées par la loi. » Et l'art. 11 ajoute : « Le juge de paix entendra les parties et les témoins, ordonnera les vérifications qui pourront être nécessaires, etc... » Il résulte clairement de cet article que le propriétaire d'un brevet d'invention a le droit de poursuivre en contrefaçon l'imitateur frauduleux de son procédé, mais il en résulte aussi que cette poursuite ne peut avoir lieu que dans le cas où le breveté est troublé dans l'exercice d'un droit privatif. Si le procédé pour lequel le brevet a été délivré était connu et pratiqué antérieurement, il n'y a plus de droit privatif pour le porteur de ce brevet ; ce n'est plus cet inventeur ingénieux et habile dont l'industrie ou le génie même appelle la reconnaissance et la protection de la société : nous ne voyons en lui qu'un intrigant dont l'astuce et le charlatanisme ont trompé l'autorité ; et qui, usurpateur lui-même, ne peut être admis à se plaindre d'une usurpation. Il paraît donc évident, en équité et en droit, que toute personne accusée par un breveté de s'être emparée de sa méthode est recevable à écarter cette accusation, en prouvant que la méthode était employée avant la délivrance du brevet. Le résultat nécessaire et infaillible de cette preuve doit être, en effet, d'établir que le brevet d'invention a été surpris au Gouvernement, que la prétendue invention n'est qu'une imitation, et qu'en un mot, le breveté n'a pas été troublé dans l'exercice d'un droit privi-

condition essentielle et constitutive de l'action qu'elle lui donne. Exiger que le défendeur à l'action du brevet prouve, soit que le procédé avait été consigné dans des journaux publiés, soit qu'il l'avait employé lui-même avant l'octroi du brevet, ce serait manifestement ajouter à la loi à l'égard de celui qu'on accuse d'usurpation le droit de preuve que l'accusateur n'était pas propriétaire. Aussi la Cour de cassation paraît-elle avoir constamment proscrit ce système de jurisprudence (1). Un nouvel arrêt vient de résoudre définitivement les différentes difficultés de la question. Voici le fait.

Le sieur *Baglioni* avait obtenu, le 24 août 1815, un brevet d'invention pour un appareil de distillation. Depuis, divers brevets de perfectionnement lui avaient successivement été délivrés. En 1817, il fit assigner le sieur *Tachouzin* devant le juge de paix de Bordeaux, comme ayant fait ses procédés, et demanda qu'il lui fût fait défense d'employer à l'avenir.

Le sieur *Tachouzin* opposa une exception ; il soutint que l'appareil de distillation pour lequel le sieur *Baglioni* s'était breveté était connu et employé avant que le brevet fut octroyé ; que ce brevet, loin d'être le titre respectueux d'une propriété particulière et sacrée, n'était plus dès lors qu'un acte d'usurpation frauduleuse d'une propriété publique et commune, et que le sieur *Baglioni* était sans qualité et sans droit pour venir se plaindre de l'imitation d'un procédé qu'il avait lui-même imité. Le sieur *Tachouzin* offrait la preuve du fait sur lequel il appuyait sa défense.

Le juge de paix la déclara inadmissible, et, sans faire aucun moyen préjudiciel du sieur *Tachouzin*, il lui fit défense d'employer désormais l'appareil revendiqué par le sieur *Baglioni* en vertu de son brevet d'invention.

Le sieur *Tachouzin* appela de ce jugement ; il compara devant le tribunal civil de Bordeaux l'exception présentée devant le juge de paix, et sa demande à fin de preuve. Le 8 mai 1818, jugement confirmatif, fondé sur ce que

(1) Voy. des décisions analogues en date des 20 décembre 1810 et 27 avril 1810, tom. 9, pag. 750 ; et tom. 11, pag. 423.

œuvre offerte ne serait admissible que dans le cas où, conformément au § 3 de l'art. 16 de la loi du 8 janvier 1791, elle tendrait à établir que l'appareil et les procédés de Baglioni avaient été décrits dans des ouvrages imprimés et publiés avant la concession du brevet ; ou bien dans le cas où, conformément à la jurisprudence de la Cour de cassation, elle tendrait à constater que Tachouzin était personnellement, avant la même époque, en possession de cet appareil, et dans l'usage de s'en servir... »  
Pourvoi en cassation de la part de Tachouzin, pour violation des art. 10 et 11 du titre 2 de la loi du 25 mai 1791, nous avons rappelé le texte en tête de cette notice. Le demandeur développait contre le jugement attaqué les raisons que nous avons nous-mêmes indiquées plus haut, et réfutait sans peine les motifs sur lesquels le tribunal de Bordeaux s'était fondé.

Pour combattre le pourvoi, le sieur Baglioni s'efforçait d'établir et de justifier la thèse posée dans les motifs du jugement du tribunal de Bordeaux. Il disait : Le brevet d'invention que j'ai obtenu est un titre émané de l'autorité publique, qui reconnaît et consacre en ma faveur le droit exclusif d'employer l'appareil qui en est l'objet. Il n'appartient ni au sieur Tachouzin, ou à tout autre, de me contester ce droit, que dans le seul cas où la loi prononce la déchéance du brevet, et cette déchéance ne peut avoir lieu, suivant la loi du 7 janvier 1791, qu'autant que le procédé aurait été antérieurement décrit et décrit dans des ouvrages antérieurement imprimés et publiés ; et la sagesse de cette disposition est sensible : elle n'est que dans la seule hypothèse que nous venons d'indiquer qu'il y a certitude sur la non-existence de l'invention, et il serait injuste de ravir au breveté le privilège qu'il a obtenu quand cette certitude n'existe point.

En vain on distingue entre le cas de l'action principale en déchéance, et celui d'une exception opposée à l'action en maintenance du propriétaire du brevet : aucune loi n'admet une semblable distinction, et la raison la repousse. Tant que le breveté n'est pas dans le cas d'être déchu, son titre et son privilège subsistent. Le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire leur doivent protection ; et l'on ne conçoit pas com-

ment un particulier pourrait provoquer par voie d'exception une déchéance que le Ministère public ne pourrait lui-même demander par voie d'action.

Il est vrai, poursuivait le sieur Baglioni, que celui qui avait été en possession personnelle du procédé à l'époque où le brevet fut accordé serait fondé à puiser dans cette constance une fin de non recevoir contre la poursuite du breveté. Le fait constituait un droit à son profit avant la délivrance du brevet, et ce droit acquis n'a pas dû lui être enlevé. Mais à quel titre et sous quel prétexte le sieur Chouzin vient-il ici invoquer des faits qui ne sont pas les siens et des droits qui ne lui appartiennent pas pour se défendre contre mon action? Que lui importe que d'autres aient employé avant moi l'appareil de distillation pour lequel j'ai un brevet? Il n'a ni qualité personnelle ni mission légale pour en argumenter. A son égard, j'étais incontestablement inventeur; j'avais un privilège irrécusable d'inventeur; et c'est avec beaucoup de raison que le juge de paix et le tribunal de Bordeaux ont proscrit son exception et sa preuve.

Du 19 mars 1821, ARRÊT de la section civile. M. Brisson président, M. Jaubert rapporteur, MM. Lassis et Guibaud avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Bourde, avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en chambre du conseil; — Vu les art. 10 et 11 de la loi du 25 mai 1791; — Attendu que la cause devait être jugée d'après la loi du 25 mai 1791, qui s'occupe du cas où le breveté prétend qu'il a été troublé dans l'exercice de son droit privé; que l'art. 11 de ladite loi, en prescrivant au juge d'entendre les parties et leurs témoins, et d'ordonner les vérifications nécessaires, autorise par-là le défendeur à prouver qu'il n'a pas troublé le breveté dans l'exercice d'un droit personnel, conséquemment à proposer toutes les exceptions qui peuvent concourir à sa défense; qu'une exception naturelle de la part du défendeur est de soutenir que le breveté n'est pas inventeur, et que son procédé était pratiqué avant que le brevet lui eût été délivré; qu'aucune loi n'interdit au défendeur de proposer une telle exception; qu'aucune

## COUR DE CASSATION.

non plus que celui qui est poursuivi comme contrefacteur, qui offre de prouver que la méthode avait été mise avant la délivrance du brevet soit tenu de prouver qu'il était personnellement en possession de cette méthode antérieurement au brevet : d'où il suit qu'en l'absence de preuve faite par le sieur Tachouzin, sur lequel le sieur Tachouzin n'offrait pas de prouver qu'il avait été personnellement en possession de l'appareil et usage de s'en servir avant la délivrance du brevet, l'arrêt de première instance de Bordeaux n'a violé le susdité 1<sup>er</sup> de la loi du 25 mai 1791 ; — Par ces motifs,

## COUR DE CASSATION.

*Il est sous notre législation actuelle, demander le renvoi d'un tribunal à un autre, pour cause de suspicion légitime en matière civile, et ces demandes doivent-elles être portées devant la Cour de cassation ? (Rés. aff.)*

*La Cour de cassation peut-elle ordonner ce renvoi sur la demande de l'une des parties, et sans que l'autre ait été appelée ? (Rés. aff.)*

*L'opposition à l'arrêt ainsi rendu par défaut, formée par la partie qui n'a pas été appelée, doit-elle être portée devant la même section qui a rendu l'arrêt par défaut ? (Rés. aff.)*

*Que l'arrêt par défaut a été rendu après un partage d'opinion, est-il nécessaire que la section soit constituée, pour statuer sur l'opposition ; de même qu'elle l'estait lorsque l'arrêt par défaut a été rendu ? (Rés. nég.)*

Le sieur GUY, C. LE MAIRE D'AGDE.

Sieur Guy, habitant d'Agde, fut, à ce qu'il paraît, victime d'une émeute populaire en 1815. Dans le cours de 1818, il adressa à la ville d'Agde une demande en paiement de 100 fr. à titre d'indemnité et de dommages et intérêts ; mais, quant que, dans l'espèce, quelques causes s'allérassent au sein des juges de l'arrondissement dans lequel est située la ville d'Agde, il adressa à la Cour de cassation pour

demande le renvoi de la cause à un tribunal d'un autre ressort.

Il est bon de remarquer que déjà l'instance était engagée devant le tribunal de Béziers, juge naturel du différend.

La Cour de cassation statua sur la demande en renvoi portée devant elle par le sieur Guy, et, par un premier arrêt, du 22 novembre 1819, déclara qu'il y avait partage. En conséquence, cinq conseillers d'une autre section furent appelés, et ainsi constituée, la section des requêtes rendit le 22 décembre 1819 un arrêt ainsi conçu : « Attendu que, si l'est que de tous les moyens employés pour établir la demande en renvoi il n'en est aucun qui puisse porter atteinte à la considération dont jouissent le tribunal de Béziers et la Cour royale de Montpellier, néanmoins on ne peut se dissimuler que les circonstances qui environnent cette affaire sont telles qu'il importe non seulement au sieur Guy, mais encore aux magistrats des deux tribunaux, que la connaissance en soit attribuée d'autres juges, la Cour renvoie la cause devant le tribunal et en cas d'appel, devant la Cour royale de Toulouse. »

Cet arrêt fut rendu en l'absence du maire d'Agde et sans qu'il eût été appelé. Aussitôt qu'il en eut connaissance, il forma opposition, et, avant de plaider sur le renvoi, il éleva plusieurs questions préjudicielles. Il se plaignit d'abord de ce que l'arrêt de renvoi avait été rendu en son absence, et demanda que l'opposition fût portée devant une autre section que la section des requêtes qui avait rendu l'arrêt par défaut, ou au moins que cette section se constituât de la manière qu'elle était le jour qu'elle avait rendu l'arrêt par défaut. Il soutint ensuite que les demandes en renvoi pour suspicion légitime en matière civile n'étaient pas admissibles sous notre législation actuelle. La Charte, disait-il, établit formellement, art. 62, qu' nul ne peut être distrait de ses juges naturels, et l'on sait que les juges naturels sont ceux auxquels la loi donne attribution. Le Code de procédure, qui est la seule loi qui règle maintenant l'ordre des juridictions et qui a abrogé toutes les anciennes lois, ce Code qui fixe pour chaque action le tribunal qui doit connaître, a lui-même fixé aussi d'une manière positive les causes de renvoi, et il ne reconnaît pas de suspicion. Il a voulu



ont espéré d'arbitraire en cette matière, et garantir leurs de ces évocations anciennes si funestes, et à l'aide de la puissance ou l'intrigue portaient, à leur gré, des tribunaux de leur choix, les procès les plus impor-

et 21 mars 1821, arrêtés de la section des requêtes, par M. de Pensey président, M. Lavoign rapporteur, Jacquemin et Odillon-Barrot avocats, par lesquels la Cour a déclaré diverses exceptions proposées et persiste dans le renvoi par sa décision du 22 décembre 1819. Ces deux arrêts ont ainsi conçus :

**Arrêt.** — **LA COUR,** — Sur les conclusions de M. le procureur-général; — Attendu que l'opposition doit être elle-même être portée non pas devant les mêmes juges et le même nombre de juges, mais bien par-devant le même tribunal qui a prononcé le jugement par défaut, et que le tribunal est censé le même lorsqu'il est composé du même nombre de juges déterminé par les lois; — Par ces motifs, se déclare compétente pour juger l'opposition formée par le maire de la ville d'Agde contre son arrêt par défaut du 22 décembre 1819; et ordonne aux parties de plaider au

**Arrêt.** — **LA COUR,** — En ce qui touche la fin de non-recevoir, attendu que les lois constitutives de la Cour de Cassation, et notamment les art. 60 et 69 de celle du 2<sup>e</sup> ventôse, n'ont fait aucune distinction entre les matières civiles et les matières criminelles, investissent expressément et généralement la même Cour du pouvoir de statuer sur les demandes en cassation, soit devant le tribunal à un autre; qu'après la promulgation du Code de procédure civile, et tant avant qu'après la promulgation du Code de procédure civile, la Cour a constamment statué sur les demandes en renvoi pour cause de suspicion légitime, même dans les matières civiles; — **DECLARE** qu'il y a lieu de statuer sur la demande en renvoi formée par Gny, et y faisant droit, pendant les motifs exprimés dans son arrêt par défaut du 22 décembre 1819, déboute le maire de la ville d'Agde de l'opposition formée contre le dit arrêt; ordonne qu'il soit fait mention de la forme et teneur.

## COUR D'APPEL DE BOURGES.

*Un exploit d'appel, portant assignation à HUITAINE FRANCS sans énoncer l'augmentation à raison des distances, est valable? (Rés. aff.) Cod. de proc., art. 1033.*

DELAFONT, C. BLANCHET.

Du 21 mars 1821, ARRÊT de la Cour royale de Bourges, première chambre, M. Sallé président, MM. Deséglise, Mater avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Pascaud, avocat-général ; — Considérant que la nullité est fondée sur ce que l'assignation contenue dans l'acte d'appel est donnée pour comparaître à la huitaine franche, sans qu'on ait ajouté un jour en sus pour trois myriamètres de distance ; — Qu'à vérité, la loi, en fixant un délai de huitaine pour les ajournemens ordinaires, veut qu'il y soit ajouté un jour par chaque distance de trois myriamètres ; mais que les mots de huitaine franche semblent remplir tout ce que la loi exige ; — Qu'il vain on voudrait les appliquer seulement au jour de la signification et de l'échéance, puisqu'aux termes de la loi, deux jours n'étant jamais compris dans le délai fixé pour les ajournemens, l'expression de huitaine franche était inutile ; — Qu'on peut bien mieux, sans doute, n'entendre cette huitaine franche que déduction faite des délais particuliers aux distances ; — Que la Cour adopte d'autant plus volontiers cette idée, que, d'un côté, le défaut n'a été pris que longtemps après l'échéance du délai de huitaine, et de tous les autres côtés particuliers aux distances ; — Que, d'un autre côté, les lités sont peu favorables, surtout lorsque les parties n'évoquent aucun grief ; — Sans avoir égard aux moyens de nullité, etc. »

*Nota.* La seconde chambre de la même Cour a rendu un arrêt semblable, le 12 mai 1821. M. Carré résoudrait la question dans le même sens : car ce jurisconsulte décide que la simple indication à huitaine, sans énoncer l'augment

raison des distances, suffit pour la validité de l'exploit. *Lois la procédure*, tom. 3, pag. 496.

Cette opinion, qui est aussi professée par M. Berriat Saint-Prix, page 192, note 46, n° 3, est confirmée par un arrêt de la Cour de Nîmes, du 15 mai 1811 (Voy. tom. 12, pag. 421.); bien que cette Cour ait jugé la question en sens contraire, par un arrêt postérieur, du 17 novembre 1812 (Voy. tom. 13, pag. 888.), il nous semble que sa première jurisprudence, qui d'ailleurs se trouve en harmonie avec l'opinion des plus célèbres commentateurs, est préférable, et qu'elle doit se maintenir. (1)

### COUR DE CASSATION.

*Lorsqu'un tribunal correctionnel infirme, pour vice de forme, un jugement de simple police, et que, usant de la faculté que lui laisse l'art. 473 du Code de procédure, il prononce ensuite sur le fond, doit-il le faire par un seul et même jugement? (Rés. aff.)* Cod. d'inst. crim., art. 174 et 215; Cod. de proc., art. 473.

BOULAND, C. GOSSET.

Du 22 mars 1821, ARRÊT de la section criminelle; M. Barriat-Saint-Prix président, M. Olivier rapporteur, MM. Garnier et Lecourrier avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau de Pény, avocat-général, — Reçoit Gosset en son intervention, et y statuant, ainsi que sur le pourvoi de Bouland, déclare convertir ce pourvoi en demande en règlement de juges; — Et vu l'art. 215 du Code d'instruction criminelle, portant : « Si le jugement est annulé pour violation ou omission de formes prescrites par la loi à peine de nullité, la Cour ou le tribunal statuera sur le fond. » ; — Attendu que cet article

(1) C'est une chose singulière que de voir les chambres d'une même Cour divisées sur une question aussi simple. La Cour de Nîmes a été par la seule à qui cette remarque s'applique; la Cour de Bourges elle-même a rendu, sous la date du 15 mars 1821, un arrêt contraire à celui que nous venons de rapporter, mais il faut se tenir à la doctrine de MM. Barriat-Saint-Prix ainsi qu'aux arrêts qu'il l'ont consacré.

n'est relatif qu'aux appels émis, en matière correctionnelle, de jugemens rendus par des tribunaux correctionnels ; — Que, dans l'espèce, il s'agit d'un jugement de tribunal correctionnel, rendu sur l'appel d'un jugement de tribunal de simple police ; — Que l'appel de ce jugement ne pouvait entrer dans l'application de l'article 215, qui ne saurait être étendu hors des cas auxquels il se réfère ; — Attendu d'ailleurs que, d'après l'art. 174 du Code d'instruction criminelle, les appels des jugemens des tribunaux de police simple doivent être jugés dans la même forme que les appels des sentences des justices de paix ; — Mais que, si, d'après l'art. 473 du Code de procédure civile, lorsque les Cours ou tribunaux infirment pour vice de forme, ou pour tout autre cause, des jugemens définitifs, ils peuvent statuer en même temps sur le fond définitivement, il faut, suivant le même article, qu'ils le fassent par un seul et même jugement ; — Que, dans l'espèce, le tribunal correctionnel de Rouen avait prononcé, par un premier jugement, l'annulation, pour vice de forme, du jugement de police simple de la même ville, et la condamnation aux dépens contre le plaignant, sans statuer en même temps sur le fond ; — Que, par cette double décision, il avait épuisé sa juridiction, et se trouvait dessaisi de la connaissance de la cause ; qu'il ne pouvait, sans excéder ses pouvoirs, se ressaisir de nouveau de la même cause dans l'état où l'avait réduite son précédent jugement ; — D'après ces motifs, sans avoir égard au jugement du tribunal correctionnel de Rouen, du 24 janvier dernier, qui est déclaré nul et comme nonvenu, Renvoie les parties et les pièces de la procédure devant le tribunal de police du canton d'Yvetot, pour y être instruit, s'il y a lieu, et statué conformément à la loi sur la plainte de Gosset. »

### COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

*Lorsqu'en première instance, l'on s'est borné à demander la nullité d'une inscription hypothécaire, faute de mention de l'époque de l'exigibilité, peut-on, sur l'appel, substituer*

*à ce moyen celui pris de la prescription de l'hypothèque ?*

( Rés. aff. ) Cod. de proc. civ., art. 464.

*La sommation faite au tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué, en vertu de l'art. 2169 du Code civil, interrompt-elle la prescription de l'hypothèque ? ( Non rés. )*

*L'interrompt-elle, s'il s'est écoulé trois ans, sans aucune sorte de poursuites de la part du créancier, après la sommation ? ( Rés. nég. ) Cod. civ., art. 2176 et 2247.*

RUINIER, C. BOURDARIOS.

Le sieur *Bourdarios* avait une hypothèque inscrite sur les biens du sieur *Verdier*. Celui-ci, par acte du 15 frimaire an 6, a vendu au sieur *Louvet* les biens sur lesquels frappait cette hypothèque ; et le sieur *Louvet*, par autre acte, du 30 nivôse suivant, a revendu les mêmes biens au sieur *Ruinier*, qui s'est contenté de faire transcrire.

Le 5 avril 1811, le sieur *Bourdarios*, après avoir fait à son débiteur un commandement tendant à saisie réelle, a fait sommation au sieur *Ruinier* de payer sa créance, ou de délaisser les biens, conformément à l'art. 2169 du Code civil. Mais le sieur *Bourdarios* n'a point donné de suite à cette sommation.

Le 28 avril 1817, le sieur *Ruinier* a fait citer le sieur *Bourdarios* devant le tribunal civil de Gaillac, pour voir prononcer la nullité des inscriptions qu'il avait prises sur les biens appartenans alors au sieur *Verdier*, faute de mention de l'époque de l'exigibilité.

Jugement du 3 décembre 1818, qui déboute le sieur *Ruinier* de sa demande.

Il a interjeté appel de ce jugement ; mais, changeant de système, il s'est borné à soutenir que l'hypothèque en vertu de laquelle le sieur *Bourdarios* avait pris les inscriptions dont il demandait la radiation était prescrite, et il se fondait sur une possession de quinze années avant l'instance.

Un premier arrêt, rendu par défaut, avait déclaré l'hypothèque prescrite, et ordonné la radiation ; mais le sieur *Bourdarios* étant pourvu par opposition, la cause a été contradictoirement plaidée. Cette affaire présentait surtout les trois questions que nous avons posées en tête de cet article.

Et d'abord, le sieur Ruinier pouvait-il, en abandonnant sur l'appel une nullité puisée dans la forme de l'inscription, et qui seule avait fait l'objet de la contestation devant les premiers juges, prétendre que l'hypothèque était prescrite? Pour résoudre cette première question, il suffisait d'examiner si cette nouvelle prétention formait aussi une *nouvelle demande*, distincte et indépendante de la première; ou bien si elle ne constituait qu'un *moyen* de défense à l'action originaire: car, proscrite dans le premier cas, elle devait être écartée dans le second. Or quel était l'objet de cette action originaire? C'était d'obtenir la radiation de l'inscription du sieur Bourdarios. Dès lors, il était évident que la prescription invoquée devant la Cour ne pouvait être considérée que comme un nouveau moyen de défense, puisque, tendant à renverser le titre qui conférait l'hypothèque, elle devait aussi provoquer la radiation de l'inscription à laquelle ce titre avait servi de base.

Mais y avait-il lieu, dans l'espèce, de prononcer cette prescription? Le sieur Ruinier jouissait bien, depuis quinze années, des immeubles par lui acquis; mais, dans l'intervalle, le sieur Bourdarios, créancier inscrit, lui avait fait une sommation de payer ou de délaisser. Cette sommation n'avait-elle pas eu l'effet d'interrompre la prescription? C'est la seconde question. L'appelant a soutenu l'affirmative, et nous verrons que c'est l'opinion qui a été adoptée par l'arrêt. Toutefois, la question n'était pas sans difficultés. M. l'avocat-général de Bastoulh, qui portait la parole dans cette cause, était d'avis qu'on ne pouvait assimiler la sommation dont il s'agit au commandement que l'art. 2244 du Code civil déclare être interruptif de la prescription.

Enfin, en supposant que l'on dût placer la sommation sur la même ligne que le commandement, cette sommation n'était-elle pas du moins périmée, faute de poursuites postérieures pendant plus de trois années? C'était l'objet de la troisième question. — Sans doute, le commandement n'est point sujet à la péremption de trois années, et le délai ordinaire exigé pour la prescription peut seul lui porter atteinte. C'est, d'ailleurs, l'opinion qu'enseigne M. Merlin, dans le Répertoire, *Commandement*. « Quoique, d'après l'art. 664 du Code de pro



cedure, dit-il, le commandement non suivi de saisie immobilière dans les trois mois de la date ne puisse plus autoriser à saisir, et qu'il faille le renouveler, si l'on veut procéder à une saisie régulière, il n'est cependant pas périmé dans la véritable acception de ce mot. Aucune loi n'attribue cet effet au défaut de saisie dans les trois mois. Le commandement subsiste donc en ce cas, sinon comme préliminaire essentiel de la saisie, du moins comme acte conservatoire et interruptif de la prescription.

Mais, en est-il de même par rapport à la sommation notifiée en exécution de l'art. 2169 du Code civil? Trois années écoulées sans poursuites postérieures ne suffisent-elles pas, au contraire, pour ravir à cet acte toute sa force, et le priver de tous ses effets? L'art. 2176 du Code civil paraît le décider ainsi; il porte: « Les fruits de l'immeuble hypothéqué ne sont dus qu'à compter du jour de la sommation de payer ou de délaisser, et si les poursuites commencées ont été abandonnées pendant trois années, à compter de la nouvelle sommation qui sera faite. » Ainsi, après le délai fixé par cet article, la sommation a perdu toute son influence; elle ne conserve plus au créancier les fruits perçus par le tiers détenteur; le législateur ne reconnaît plus son existence légale; on est obligé de la renouveler: elle ne peut donc pas interrompre le cours de la prescription.

Du 22 mars 1821, ARRÊT de la Cour royale de Toulouse, M. de Paydel président, MM. Flottes et Carles avocats, par lequel:

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. de Bastoulh, avocat-général; — Attendu que l'instance engagée par Ruinier a eu pour objet de faire ordonner la radiation des inscriptions prises par Bourdarios sur les biens de Jean Verdier, dont ledit Ruinier est acquéreur; que c'est cette radiation qu'il a demandée devant les premiers juges; qu'il importe peu qu'à l'appui de cette demande il n'ait pas d'abord fait valoir la prescription de l'hypothèque, qui servait de base auxdites inscriptions; ce moyen, négligé en première instance, a pu être par lui employé devant la Cour, parce qu'il ne constitue point une demande nouvelle, et que son unique objet est de faire ac-

cette portée devant les premiers juges, en faveur de la radiation des inscriptions; — Attendu qu'aux termes de l'article 2180 du Code civil, les privilèges et hypothèques s'éteignent par la prescription; que, suivant le même article, cette prescription s'acquiert, à l'égard du tiers détenteur, quant aux biens qui sont en son pouvoir, par le temps réglé pour la prescription de la propriété à son profit, sauf que, dans le cas où elle suppose un titre, elle ne commence son cours qu'à compter du jour où ce titre a été transcrit au bureau des hypothèques; qu'enfin, et toujours dans le même texte, les inscriptions prises par les créanciers n'interrompent pas la prescription établie par la loi au profit du débiteur ou des tiers détenteurs; — Attendu, en fait, que l'acte de vente par lequel Jean Verdier aliéna les biens qu'il avait grevés d'hypothèques en faveur de Bourdarios fut transcrit au bureau des hypothèques de l'arrondissement de Gaillac, lieu de la situation desdits biens, le 30 nivôse an 11, correspondant au 20 janvier 1803; qu'ainsi il s'était écoulé plus de quinze ans depuis ladite transcription jusqu'au 29 avril 1818, jour de l'introduction de l'instance actuelle, tandis que dix ans suffisaient pour opérer, au profit de Ruinier, la prescription de l'hypothèque de Bourdarios, ce dernier étant domicilié dans le susdit arrondissement de Gaillac: c'est ce qui résulte de la combinaison des articles 2180 et 2265 du Code civil; — Attendu que, pour établir l'interruption de cette prescription, Bourdarios argumente d'un commandement fait à sa requête, dans le mois de janvier 1811, à Jean Verdier, son débiteur, par lequel il déclarait à celui-ci que, faute de paiement de sa créance dans le délai de trente jours, il ferait saisir immobilièrement les biens à lui hypothéqués; qu'il argumente encore d'un acte du 3 avril suivant, contenant communication de ce commandement audit Ruinier, et, en outre, commandement à ce dernier, comme tiers détenteur desdits biens, de satisfaire dans trente jours au paiement de sa créance, et toujours avec déclaration qu'à défaut, il ferait procéder à la susdite saisie; il conclut de ces actes qu'il a interrompu le cours de la prescription de son hypothèque; — Attendu que cette prétention est sans fondement; et effectivement, en premier lieu, l'acte notifié à Ruinier, dans le

mois d'avril 1811, ne peut être considéré que sous le rapport de la sommation autorisée par l'art. 2169 du Code civil, à l'égard des tiers détenteurs des biens hypothéqués : c'est ce qui résulte des termes de cet article, qui différencie soigneusement cette sommation du commandement qui doit être fait au débiteur, et vis-à-vis duquel seul il peut avoir lieu, puisque ce n'est que contre lui que le créancier a un titre exécutoire, titre dont il est dépourvu à l'égard du tiers détenteur, qui ne doit rien personnellement ; qu'ainsi, et sous ce rapport, ledit Bourdarios invoque inutilement l'art. 2244 du Code civil, suivant lequel un commandement forme l'interruption civile de la prescription : un pareil acte n'existant pas, aux yeux de la loi, vis-à-vis de Ruinier, cet article lui est inapplicable ; — En second lieu, et en considérant tel qu'il doit l'être l'acte à lui notifié dans le mois d'avril 1811, à la requête de Bourdarios, c'est-à-dire comme une sommation adressée à un tiers détenteur, cette sommation n'ayant été suivie d'aucune sorte de poursuites de la part dudit Bourdarios, pendant les sept années qui s'étaient écoulées à partir de sa date jusqu'à l'introduction du procès actuel, elle ne peut servir pour l'interruption civile de la prescription de l'action hypothécaire : en effet, suivant la disposition de l'art. 2176 du Code civil, les fruits de l'immeuble hypothéqué ne sont dus par le tiers détenteur qu'à compter du jour de la sommation à lui faite de payer ou de délaisser, et si les poursuites commencées ont été abandonnées pendant trois ans, à compter de la nouvelle sommation qui lui sera signifiée. — Il résulte évidemment de ce texte que les sommations de ce genre périssent par trois ans de cessation de poursuites de la part du créancier, péremption qui doit priver celui-ci d'en tirer aucun avantage, sans qu'on puisse observer à ce sujet que, quoique le commandement en saisie immobilière fait au débiteur ne puisse autoriser une exécution de cette nature après le laps de trois mois, suivant l'article 674 du Code de procédure civile, il n'en est pas moins interruptif de la prescription, ainsi que l'enseignent Pothier et Merlin. La doctrine de ces auteurs est fondée sur ce que, ce commandement se rattachant au titre exécutoire qui existe en faveur du créancier, il suffit pour raviver ce titre, et le

sauver ainsi de la prescription ; mais le créancier n'a pas un pareil titre vis-à-vis du tiers détenteur, qui n'a contre lui aucune obligation : tous ses droits à l'égard de ce dernier se réduisent à exercer des poursuites sur les biens qui sont passés en son pouvoir, poursuites qui ne doivent pas être abandonnées au delà du temps déterminé par la loi, et qui, dans le cas de cet abandon, sont regardées comme non avenues, ainsi que le témoigne l'article 2176 déjà cité. Pour se convaincre encore mieux que tel a été le vœu du législateur, il suffit de remarquer que, suivant la doctrine reconnue par la Cour de cassation, lors des deux arrêts par elle rendus les 6 mai 1811 et 27 avril 1812, le premier dans la cause de la veuve du maréchal de Richelieu contre la dame de Bouville, le second dans celle de la dame Julien contre les frères Dutrios (1), l'action en déclaration d'hypothèque n'a pas été abrogée par le Code civil, en tant qu'elle a pour objet d'empêcher la prescription de l'inscription hypothécaire. Cette action peut donc être exercée par une citation donnée en justice ; et, dans ce cas, si l'instance engagée tombe en péremption, le créancier ne peut s'en prévaloir pour l'interruption civile de la prescription de son hypothèque (article 2247 du Code civil) ; à la vérité, au lieu d'intenter une pareille instance, le créancier peut opérer cette interruption vis-à-vis du tiers détenteur, au moyen de la sommation prescrite par l'article 2169 ; mais lorsqu'on rapproche de ce dernier article la teneur de l'article 2176, on ne peut qu'établir une analogie parfaite, quant à la péremption, entre la sommation dont parle le premier de ces articles, et l'instance en déclaration d'hypothèque, qu'il est libre au créancier de former pour éviter la prescription. On trouve de part et d'autre la nécessité de ne pas laisser passer un délai de trois ans sans faire de poursuites. Tout comme une pareille négligence entraîne la péremption de l'instance, de même elle opère celle de la sommation ; et certes, il serait contradictoire qu'un simple acte extrajudiciaire, tel que cette sommation, eût plus de force et plus de vertu que l'exercice régulier de l'action, de

---

(1) Voy. ce Journal, tom. 12, pag. 396, et tom. 13, pag. 408.

manière à interrompre la prescription pour bien plus de temps que l'aurait fait une instance ; on ne peut supposer une sanction aussi forte dans la loi ; la négligence du créancier qui reste pendant trois ans dans une inaction absolue est ce qu'elle a voulu punir, et cette inaction étant égale dans les deux hypothèses, la peine, c'est-à-dire la prescription, doit être encourue dans l'une et dans l'autre. Puisque donc Bourdarios a laissé passer plus de sept ans, à suite de la sommation, sans faire aucune sorte de poursuites, l'hypothèque qu'il avait sur les biens vendus audit Ruquier a été anéantie par la prescription, dont le cours avait commencé le 30 décembre 1801 (20 janvier 1803), jour de la transcription de l'acte de vente, ce qui doit opérer le démis de son opposition envers l'arrêt qui l'a ainsi décidé, etc. — D'après ces motifs, sans avoir égard à la demande en rejet formée par Bourdarios, non plus qu'à son opposition envers l'arrêt contre lui rendu, faite de défendre, le 11 janvier dernier, et du tout déboutant, A ORDONNÉ et ORDONNE que ledit arrêt sortira son plein et entier effet, et sera exécuté suivant sa forme et teneur ; a condamné et condamne ledit Bourdarios aux dépens, etc. »

---

### COUR DE CASSATION.

*Le fait principal dont parle l'art. 351 du Code d'instruction criminelle doit-il être essentiellement un fait puni par la loi, en sorte que, lorsque la circonstance caractéristique du crime n'a été déclarée qu'à LA MAJORITÉ de sept voix sur cinq, la Cour d'assises soit tenue de délibérer ? ( Rés. aff. )*

*PLUS PARTICULIÈREMENT, la Cour d'assises doit-elle délibérer, dans le cas où la première partie de la déclaration du jury porte à l'unanimité que l'accusé est coupable d'avoir commis un attentat à la pudeur, si la seconde partie de cette déclaration, portant que l'attentat a été commis AVEC VIOLENCE, n'a été donnée qu'à la majorité simple de sept voix contre cinq ? ( Rés. aff. )*

VINCENT, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Dans l'espèce, il avait été demandé aux jurés si ~~il~~ avait commis avec violence un attentat à la pudeur sur la personne d'une femme, dans un chemin.

Les jurés avaient répondu, 1° à l'unanimité, que Vincent était coupable d'avoir commis un attentat à la pudeur sur la personne d'une femme; 2° à la simple majorité, qu'il avait commis ledit attentat avec violence.

Après la lecture de cette déclaration, le défenseur de Vincent prit des conclusions tendantes à ce que la Cour délibérât pour savoir si elle s'adjoindrait à la minorité ou à la majorité des jurés.

Sur ces conclusions, la Cour d'assises de la Nièvre déclara qu'il n'y avait lieu à délibérer sur la déclaration du jury, et rendit de suite un arrêt qui condamna Vincent à la peine de la réclusion.

L'annulation de la décision susdite, et, par suite, de l'arrêt de condamnation, a été prononcée.

Du 22 mars 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. Barès président, M. Basire rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau de Pény, avocat-général; — Vu l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, ainsi conçu : « Si néanmoins l'accusé n'est déclaré coupable du fait principal qu'à une simple majorité, les juges délibéreront entre eux sur le même point; et si l'avis de la minorité des jurés est adopté par la majorité des juges, de telle sorte qu'en réunissant le nombre des voix, ce nombre excède celui de la majorité des jurés et de la minorité des juges, l'avis favorable à l'accusé prévaudra. »; — Attendu que le fait principal dont parle cet article est essentiellement un fait puni par la loi; — Que, dans l'espèce, le jury, par la première partie de sa réponse, délibérée à l'unanimité, avait déclaré l'accusé coupable d'avoir commis un attentat à la pudeur sur la personne d'une femme; que, la circonstance de la violence n'ayant pas été portée dans cette première partie de la réponse du jury, le fait



qui déclaré ne constituant pas un crime; que, la publicité n'étant ni plus connue, ce fait n'avait pas le caractère de délit; que ce fait n'aurait donc pas pu être principal; qu'il ne pouvait le devenir, que par la réunion de la première partie de la déclaration du jury avec la seconde; et que la circonstance de violence était décidée par la simple majorité; que cette circonstance n'était pas nécessaire pour former le fait principal, en faisant partie intégrante; qu'elle ne pouvait être considérée comme une circonstance aggravante; que, le fait principal des faits n'étant décidé que par la majorité simple du jury, il y avait application de l'art 351 du Code d'instruction criminelle, et il devait être délibéré par la Cour d'assises sur la totalité de la réponse du jury, dont toutes les parties devaient être prises pour former un fait principal; que néanmoins la Cour d'assises n'a point délibéré sur l'ensemble ni sur aucune des parties de cette réponse, et qu'elle a fait usage de la nomination qu'elle a prononcée, en quoi elle a violé l'article 351 du Code d'instruction criminelle, et, par suite, l'article 2 du Code pénal; — Casse et Annuler la décision par laquelle la Cour d'assises du département de la Nièvre a déclaré qu'il n'y avait lieu à être déclaré par elle sur la réponse émise par l'accusé Antoine Vincent; casse et annule de même l'arrêt par lequel cette Cour a condamné cet accusé, le 19 février 1821, à la peine de la réclusion; — Renvoie, etc. » (1)

Donc, lorsque le jury, librement sur la question de savoir si l'accusé a été capable d'attenter à sa propre vie avec violence, a répondu qu'il ne s'est coupé, mais sans violence, il s'agit d'une déclaration de fait, et non d'une déclaration de droit; que la Cour d'assises ne peut pas, catégoriquement, à la question La Cour a jugé par arrêt du 10 mars 1821, et M. Leconte, avocat, qui a été arrêté dans son *Traté de la procédure criminelle*, tome 1, page 12, 13, en adoptant la doctrine.

(1) Voyez dans le rapport sur le projet de loi, page 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

C'est la Cour d'assises qui a rendu cette décision. Elle est donc venue à bout de son œuvre. Elle a été rendue par la seule raison que la Cour d'assises a été saisie (Voy. nég.) God. d'inst. crim. 358.

LES MAIRES CHATEAUNEUF, C. LES MAIRES DE LA COUR D'ASSISES. Cette décision est conforme à celle rendue par la Cour d'assises de la Seine (Voy. top. 358). Elle est donc conforme à l'esprit de l'art. 358 de la loi du 20 avril 1810. Elle a été rendue par la Cour d'assises de la Seine.

Le 19 des époux Desgardins, qui ont été traduits devant le jury de la Cour d'assises de la Seine, ont été accusés d'un vol commis dans la commune de Chateaufort. Les époux Desgardins ont été accusés avec leur fille : ces derniers ont été accusés de la même chose. Les époux Desgardins ont été accusés de la même chose.

Le 20 des époux Desgardins, les accusés sont traduits devant le jury. Immédiatement ils forment un jury. Ils forment un jury contre les sieurs Desgardins. Ils forment un jury contre les sieurs Desgardins. Ils forment un jury contre les sieurs Desgardins.

Le 20 des époux Desgardins, la Cour d'assises a condamné les sieurs Desgardins à payer une somme de 100 francs. Elle a condamné les sieurs Desgardins à payer une somme de 100 francs. Elle a condamné les sieurs Desgardins à payer une somme de 100 francs. Elle a condamné les sieurs Desgardins à payer une somme de 100 francs.

Les maîtres Desgardins se sont pourvus en cassation.

application de l'art. 358 du Code d'instruction criminelle, qui commence ainsi : « L'accusé acquitté pourra demander des dommages et intérêts pour fait de calomnie. Ses motifs se trouvent retrapés dans les motifs qui ont accueilli leur demande.

Le 15 mars 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. Barthelemy, président, M. Aumont rapporteur, M. Delagrègne avocat-général, sur lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau, avocat-général ; — Vu le § 4 de l'art. 358 du Code d'instruction criminelle (rapporté ci-dessus) ; — Attendu que les inculpations qui, dirigées contre des individus, ont donné lieu à une dénonciation faite à la justice, ont donné lieu à des poursuites criminelles, puis, lorsque l'innocence est reconnue par l'événement du procès, motivent l'admission de dommages et intérêts contre les dénonciateurs, il faut qu'on ne puisse les imputer qu'à la méchanceté ou au dessein coupable de nuire, et qu'elles offrent ainsi les caractères du délit de calomnie, ou qu'au moins elles aient été marquées de l'indiscrétion, de la légèreté, de l'inconsidération, ou soient conséquemment des motifs suffisans d'une demande en réparation civile ; — Que la Cour d'assises de la Seine, en recevant une action en dommages et intérêts, est formée, par l'acquiescement des accusés, à non seulement le point de savoir s'il est de son devoir de juger le caractère des dénonciations sur lesquelles cette action est fondée ; que c'est ce qu'il résulte de la disposition citée de l'art. 358 du Code d'instruction criminelle, qui, par ces mots, *l'accusé pourra demander des dommages et intérêts*, donnant à la Cour d'assises la faculté et ne lui imposant l'obligation d'adjudger des dommages et intérêts à l'accusé acquitté, la met dans la nécessité d'apprécier le caractère de la dénonciation, pour pouvoir juger si la demande en dommages et intérêts sur laquelle elle est fondée doit être accueillie ou rejetée ; — Que cela résulte encore de ces expressions du même article du Code, *pour fait de calomnie* ; qu'une dénonciation peut être fautive sans être calomnieuse ; puisqu'elle, malgré sa fausseté, ne présente aucun des caractères

[illegible]





[illegible]

LA COUR, — Sur les conclusions de l'avocat-général, — En ce qui concerne la demande en résolution de l'arrêt de Beaumain de Gévécourt, était recevable en

(1) Voy. P. 100, art. 2, par. 4, chap. 1, § 1, et sur l'art. 33 du même décret, le décret du 10/12/1900.



que cette demande était véritablement incidente  
à la forme par Beaumartin de Gévremont qui par  
son pourvoi, a la demande principale formée contre lui,  
les parties qu'elle intéresse étaient en cause d'un  
ad de première instance; qu'ainsi elle a pu s'être  
présentée d'avoué, et sans qu'il fût besoin de rem-  
bourser les dépens pour un débiteur par erreur;  
que la forme, l'opposition de la partie de Crétien  
à l'arrêt par défaut du 13 d'août n'empêche pas  
l'arrêt de s'appliquer à ses mandats, mais que pour  
l'abandon de ladite opposition; ordonne que l'arrêt  
sera exécuté selon sa teneur et tenu; déclare  
la partie de Crétien avec la partie de Crétien, Me Vau-  
druet, n

l'arrêt de la Cour royale de Metz, rendu le 15  
1826, a tranché la question en sens contraire.  
Enfin, et qu'il s'agit d'un contrat de vente  
à l'aveu, et, ainsi, par conséquent à l'aveu de  
la loi, laquelle, d'ailleurs, l'auteur de l'arrêt

## COUR DE CASSATION

... d'un officier d'artillerie peuvant le plus de  
surveillance sur le capital de son cauchemir. La sup  
re la nuance de l'office, soit par d'histoire, si l  
ment. Rés. att.

de le a act' on peut-il être restreint au...  
...nément? (Rés. nég.)

DE L'ENREGISTREMENT, C. M<sup>e</sup> GUYOT.

Année 1818, plusieurs incarcérations dont on pour-  
rait par expatriation forcée faire admettre à Ma-  
dère au tribunal civil de Madère. Mais ces incarcé-  
rations continuant, et les incarcérations de juges et

et par défaut avait continué le jugement de première instance et par défaut de la fin de non recevoir.





RICHARD, C. LENOIR DUFRESNE.

La première question est résolue dans le même sens par Chabot de l'Allier, dans ses *Questions transitoires*, au *des Enfants naturels*, § 4, et par M. Toullier, dans son *Droit français*, tom. 8, n° 200. « Les actes sous seing privé déposés chez un notaire pour être annexés à ses minutes, dit le dernier auteur, deviennent authentiques par l'acte de dépôt en est rédigé, pourvu que la reconnaissance en ait été faite immédiatement du dépôt par ceux contre lesquels ils sont produits. Cette opinion, conforme à celle émise par M. Lachard au conseil d'Etat, du 15 séance du 5 ventôse an 7, a été consacrée par un arrêt de la Cour de cassation, du 3 septembre 1806, rapporté tom. 7, pag. 399. Cet arrêt, en déclarant suffisante une reconnaissance portée par un testament olographe fait à Paris, par la raison que l'art. 13 de la Coutume réputait le testament solennel, ajoute ces motifs : « Le testament qui, d'ailleurs, avait été remis à un notaire par le testateur lui-même et qui, placé au rang des minutes de ce notaire, avait acquis tous les caractères d'un acte authentique. »

Par un autre arrêt de la même Cour, du 11 juillet 1806, qui déclare valable une hypothèque constituée par un acte sous seing privé déposé par les parties dans l'étude d'un notaire. (Voy. tom. 17, pag. 470.)

L'arrêt dont nous allons rendre compte a consacré la même doctrine, d'une manière encore plus précise. Voici les faits.

Par un acte sous signatures privées, du 12 avril 1806, le sieur Richard et le sieur Lenoir Dufresne ont dit sous une société verbale qui existait entre eux depuis plusieurs années, et le sieur Lenoir Dufresne a vendu au sieur Richard sa part indivise dans l'actif de cette société, moyennant la somme de 70,000 fr., payable en deux termes égaux, d'abord en quatre, et quelque temps après, le sieur Lenoir Dufresne est décédé, laissant pour héritiers deux filles, l'une mariée au sieur Olivier, et l'autre au sieur Jean Lenoir Dufresne.

C'est alors, c'est-à-dire le 25 juillet 1806, que le sieur Richard prit le parti de déposer un double de l'acte sous seing privé du 12 avril, chez un notaire, et d'attacher à Paris. L'acte qui

Été dressé de ce dépôt constate que le sieur Richard a reconnu pour sincère et exacte sa signature apposée au bas de l'écrit; il termine en ces termes: « Pour par ledit M<sup>e</sup> Roard être (du double déposé) délivré copie ou extrait quand et où il appartiendra. »

Suivant un acte passé devant M<sup>e</sup> Roard le 5 octobre 1812, le sieur Olivier a reconnu avoir reçu du sieur Richard la somme de 370,000 fr. pour la moitié qui revenait à sa femme, comme héritière de son père, dans le prix de l'aliénation du 12 avril 1806, et lui a donné pouvoir de faire mention de ce paiement sur le double déposé.

Par un autre acte reçu par le même notaire, le 9 novembre 1817, le sieur Richard et le sieur Jean Lenoir Dufresne, celui-ci agissant au nom de son épouse, établirent le compte des sommes qui avaient été payées sur la moitié revenant à cette dernière, et reconnurent que le sieur Richard restait débiteur d'un capital de 148,148 fr. sur leur portion dans le prix de la vente du 12 avril 1806.

Les choses étaient en cet état, lorsque, le 6 novembre 1818, M<sup>e</sup> Roard a délivré au sieur Lenoir Dufresne une grosse de l'acte de dépôt du 25 juillet 1806; avec copie de l'acte déposé et des mentions de comptes et de paiemens qui paraissent avoir été faites en marge de l'acte sous seing privé.

En vertu de cette grosse, le sieur Lenoir Dufresne a fait faire commandement au sieur Richard de lui payer les 148,148 fr. dont il restait débiteur. Ce commandement, en date du 16 janvier 1819, constate que le sieur Richard a refusé de payer; puis il ajoute « qu'il sera contraint par la *saisie immobilière* dans un délai de trente jours, conformément à l'art. 674 du Code de procédure ».

Six mois après, les 2 et 3 août 1819, le sieur Lenoir Dufresne, toujours en vertu de la même grosse, a fait procéder non pas à une saisie immobilière, mais à la saisie-exécution de divers objets mobiliers qui se trouvaient dans la filature de Séez, appartenante au sieur Richard.

Celui-ci a demandé la nullité de cette saisie. Il a prétendu qu'elle avait été faite sans titre légalement exécutoire, nonobstant le vœu de l'art. 551 du Code de procédure; 2<sup>o</sup> qu'elle



n'avait pas été précédée d'un commandement, conformément à l'art. 583 du même Code; 3° qu'elle portait sur des objets que l'art. 524 du Code civil déclarait immeubles par destination, puisqu'il les avait placés dans sa manufacture pour servir à son exploitation.

Jugement du tribunal de première instance d'Alençon, du 31 août 1810, qui rejette ces trois moyens.

Sur l'appel, arrêt de la Cour royale de Caen, du 16 décembre suivant, qui confirme, — « Considérant, sur le moyen de nullité proposé par Richard, et tiré de ce que Lenoir Dufresne aurait agi sans titre exécutoire, qu'à la vérité, l'acte intervenu entre Richard et Daniel Lenoir, le 12 avril 1806, était sous signatures privées; mais que, le 23 juillet suivant, ledit Richard déposa cet acte devant M<sup>e</sup> Roard, notaire à Paris, déclara formellement qu'il en reconnaissait la sincérité, et autorisa le notaire à en délivrer des copies ou extraits à qui il appartiendrait; que, depuis le dépôt et la reconnaissance de cet acte de la part de Richard, il a été expédié à ce dernier deux quittances devant notaires, pour à-compte reçus, par lesquelles il fut donné pouvoir de faire mention desdites quittance en marge de l'acte déposé, ainsi que cela résulte de la grosse délivrée par ledit M<sup>e</sup> Roard et qui a servi de base aux poursuites de Lenoir Dufresne; qu'il est évident que cette réception d'à-compte et cette autorisation de mention équivalent à une reconnaissance formelle, de la part desdits héritiers, de l'acte du 12 avril 1806, en supposant qu'une reconnaissance de leur part fût nécessaire pour donner le droit au notaire de délivrer ledit acte dans la forme exécutoire; qu'on argumente en vain des dispositions de l'art. 21 de la loi du 25 ventôse an 11, parce que, si, d'après la dernière partie de cet article, le législateur n'a autorisé les notaires qu'à délivrer des copies des actes déposés au rang de leurs minutes, il est évident qu'il n'a entendu parler que des actes déposés purement et simplement, sans aucune déclaration de reconnaissance de la part de la partie qui a effectué le dépôt; qu'ainsi le premier moyen de nullité proposé par Richard est mal fondé; — Considérant, sur le moyen de nullité résultant de ce que la saisie n'aurait pas été précédée d'un commandement, qu'à la



l'art. 585 du Code de procédure civile dispose que la saisie-exécution n'est prée d'un commandement à la diligence du créancier, fait au domicile du débiteur, fait au jour de la saisie, qu'il est constant que, le 16 janvier de l'année 1808, Dufresne avait fait signifier son titre à Richard, et lui avait fait payer la somme dont il était redevable; mais que ce commandement portait l'énonciation, faute de paiement, il sera passé outre à la saisie des biens dudit Richard, parce que la loi ne prescrivait le mode d'énonciation qui doit être suivi dans le commandement qui doit précéder une saisie-exécution, mais seulement qu'un commandement soit fait, qu'ainsi il n'était possible d'argumenter du fait que devant se proposer de l'un ou l'autre pour soutenir que le commandement, ayant été spécial la saisie immobilière des biens de Richard, et non de celui prescrit par l'art. 585 du Code de procédure civile; qu'on ne peut pas argumenter avec plus d'avantage de ce qu'un commandement avait été perçu toute fois Dufresne d'après l'art. 585 du Code de procédure civile, le délai de trois mois, parce qu'il ne s'agissait pas de la saisie immobilière, et que le commandement n'était plus valable pour autoriser la saisie immobilière qu'il ne pouvait autoriser une saisie-exécution, lors que, dans ce mode de poursuite, la loi ne fixait aucun délai; mais que le commandement ne sera plus valable, et qu'il ne peut être ordonné qu'il précède d'un jour au plus la saisie; Considérant sur le moyen de nullité résultant de ce que les objets saisis étaient réputés immeubles par destination, qu'il n'est, d'après les dispositions de l'art. 529 du Code de procédure civile, que par destination les usages nécessaires à l'exercice des loyers, papeteries et autres; mais que cette disposition ne peut être étendue aux immeubles, et ne sont pas indispensables pour l'usage de la maison, suivant le principe posé par cet article, il ne les usages sont placés par le propriétaire pour le service de la maison du fond; Que, s'agissant, dans l'espèce, d'une filature, les machines propres à carder, à filer, et autres de cette nature, doivent être réputées immeubles; mais qu'il n'en peut être ainsi des métiers à tisser,



ne) être délivré en forme de grosse. Cela résulte de l'art. 1<sup>er</sup> du 15 ventôse an 1, sur l'autorité duquel le dépôt d'un acte de 2 m. n'est que l'intermédiaire des choses et ne peut qu'en élever d'autres. Le dépôt précité est positif; il s'exprime en ces termes : « l'art de débiter des grosses et des expéditions, les signant et lant, pour en tirer la suite, et le faire tout pour élever copie d'un acte qui lui aura été remis pour minute. » La Cour de Caen a donc violé l'art. 1<sup>er</sup> du 15 ventôse an 1. L'acte de dépôt du 1<sup>er</sup> ventôse an 1, n'avait pas Mr. Richard à délivrer une grosse de pièces, mais seulement des copies et des extraits d'un compte sul sé pris contenant une liste d'ordres de paiement du sieur Richard, ils devenant exécutoires, et d'état de ces actes qu'il était sur le point de grosses pour faire la saisie; mais, tout à fait, qui ne valaient aucune obligation, et à tout le plus, qui n'était pas susceptible d'être déposé. Par conséquent, ils n'ont pu former la base d'une saisie.

Enfin de l'art. 585 du Code de procédure, suivant lequel la saisie exécutoire doit être précédée d'un commandement, au moins un jour avant la saisie.

Le demandeur prétendait que le commandement qui lui avait été délivré le 15 ventôse an 1, ne contenant que la menace d'une saisie immobilière, ne pouvait suppléer le commandement exigé par l'art. 585. Il convenait qu'un commandement doit être rédigé à plusieurs fins, et qu'en général il emporte les moyens de contrainte. Mais si l'hussier, disant qu'il n'a pas de ces moyens d'une manière exclusive, comme il n'en a pas d'une manière exclusive, il doit, au commandement un acte spécial, et il ne peut servir de base à d'autre acte qu'à celle qui lui est destinée. Ce n'est pas tout; le demandeur prétendait que le commandement qui lui avait été délivré, n'avait été restreint, d'après ses termes, à la saisie immobilière, avant plus de trois mois de date à l'époque de la saisie, et qu'il en résultait que ce commandement, relativement à la saisie immobilière, ne pouvait plus

produire l'effet d'autoriser une sous-vente. Sans ce  
beau rapport, il paraît que la Cour royale de Caen  
viole l'art. 55.

3<sup>e</sup> Violation de l'art. 524 du Code civil, en ce que  
la Cour avait déclaré valable une sous-exécution qui porte  
sur des immeubles par destination. Le demandeur prétendait  
pour que des objets qui se trouvent placés dans une maison  
en qualité d'immobilier, par destination, il suffit qu'ils soient  
destinés à l'exploitation de l'usine, sans être rigoureusement  
possibles. Cela résulte de l'art. 524, qui porte, sans  
distinction, que « les objets que le propriétaire d'un fond  
destiné au service et l'exploitation d'ice lui-même sont immeubles  
par destination. Or, dans l'espèce, après avoir demandé, et  
obtenu, la séparation des usines et d'objets qui avaient  
été placés dans la manufacture, et pour l'utilité de la  
production, et qui servent les machines et les métiers à l'usine,  
l'est fond à sur ce que ces objets n'étant pas rigoureusement  
nécessaires à l'exploitation. Son arrêt a donc violé l'art.

Du 27 mars 1801, arrêt de la section des requêtes, *en  
faveur de* prescelt d'âge, *contre* M. Favard de Langlade rapporteur,  
M. Fochelle avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M.  
bert, avocat-général; — Attendu, sur le premier moyen,  
résulte de l'arrêt attaqué, que l'acte sous seing privé  
du 12 avril 1801, passé entre Richard et Lenoir, avait été  
chez un notaire par le sieur Richard, qui en avait reçu  
cinquante, et qui avait autorisé le sieur Richard à le  
présenter; 2<sup>e</sup> que, sous ce titre, les héritiers de  
Richard Lenoir avaient reconnu ledit acte, postérieurement  
au 12, par différents actes équivalant à une reconnaissance  
nouvelle; qu'ainsi, en jugeant que l'acte du 12 avril 1801  
avait été considéré comme un acte authentique, la Cour  
de Caen s'est déterminée par une appréciation de fait,  
qui ne peut donner ouverture à cassation, — Attendu, sur le  
deuxième moyen, que, d'après l'art. 525 du Code de procédure  
civile, il suffit que toute sous-exécution soit précédée  
d'un commandement à la personne ou au détenteur du bien  
qui, dans l'espèce, le commandement fut le 16 janvier

mise dont il s'agit, a rempli le vœu de la loi; — Attendu, le troisième moyen, qu'en jugeant que les métiers à tisser étaient pas dans la classe des ustensiles nécessaires à l'exploitation de la filature dont il s'agit, et que dès lors ils ne pouvaient être déclarés immeubles par destination, la Cour royale de Caen n'a aucunement violé l'art. 524 du Code civil; — Sur ces motifs, REJETTE, etc. »

## COUR D'APPEL DE METZ.

*vendeur est-il garant de l'éviction résultante d'une surenchère? Doit-il indemniser l'acquéreur des impenses et améliorations qu'il a faites sur l'immeuble depuis son acquisition jusqu'au moment où il a été évincé? (Rés. nég.)* Cod. civ., art. 1626 et 1630.

*Avoué chargé par l'acquéreur de notifier le contrat aux créanciers inscrits est-il responsable de l'irrégularité des notifications, même pour les actes qui sont du ministère de l'huissier, surtout si celui-ci les a soumis à son examen? (Rés. aff.)*

ERMANN ET BRETNACHER, C. PRINTZ ET AUTRES.

Les sieurs *Ermann* et *Bretnacher* ont acquis différens immeubles du sieur *Printz* fils. Le contrat a été notifié aux créanciers inscrits; mais, dans le nombre, il s'en trouvait un dont le décès était légalement constaté, et qui laissait plusieurs héritiers. Cependant l'huissier commis, aux termes de l'art. 832 du Code de procédure, ne signifia l'exploit de notification qu'à l'un de ces héritiers, en sorte que les autres, qui n'avaient pas été personnellement touchés de la signification, en provoquèrent la nullité, et obtinrent un arrêt qui donna qu'il serait sursis à l'ordre pendant trente jours, durant lequel délai il leur serait loisible de déclarer leur surenchère.

Effectivement la surenchère eut lieu, et les sieurs *Ermann* et *Bretnacher*, acquéreurs, furent évincés. Ceux-ci, comptant sur la régularité de la procédure, et se considérant comme propriétaires incommutables, après la révolution des

quarante jours qui avaient suivi la notification de leur contrat, avaient déjà fait des impenses et améliorations sur les immeubles. En conséquence, ils crurent qu'ils étaient fondés à se pourvoir en dommages et intérêts et en restitution du prix de ces impenses, tant contre le sieur Printz, leur vendeur, que contre M<sup>e</sup> B..., leur avoué, qu'ils avaient chargé de remplir les formalités de purge, et spécialement de faire notifier leur contrat aux créanciers inscrits.

L'avoué forme à son tour une demande en garantie contre l'huissier, qui se défend en établissant qu'il a soumis son exploit au sieur B..., et que ce dernier lui a donné son approbation, quoiqu'il lui ait fait observer qu'il n'avait déposé cet acte qu'à l'un des héritiers seulement.

En cet état, jugement du tribunal civil de Metz qui condamne le sieur Printz, vendeur, à la garantie, et renvoie les autres défendeurs de la demande.

Ce jugement est frappé de deux appels à la fois : l'un interjeté par le sieur Printz, envers les sieurs Ermann et Bretnacher ; l'autre par ces derniers, vis-à-vis du sieur B....., leur avoué.

Le sieur Printz disait : La garantie du vendeur est restreinte au trouble ou à l'éviction qui provient de son propre fait. Mais la surenchère est une cause d'éviction légale ; une mesure autorisée par la loi, dans l'intérêt des tiers, dont l'exercice est indépendant de la volonté du vendeur, et que toute sa puissance ne saurait empêcher. L'acquéreur est averti d'avance de ce qu'il a à redouter de la part des créanciers inscrits. La loi elle-même prévient qu'il ne doit se considérer comme propriétaire incommutable, qu'autant qu'il a rempli vis-à-vis d'eux certaines formalités, et qu'il s'est écoulé un temps donné depuis les notifications qu'il doit leur faire. La surenchère est donc une cause d'éviction probable, connue au moment du contrat, et à laquelle l'acquéreur s'est tacitement soumis. Ce dernier n'a donc de recours à exercer contre le vendeur que pour la restitution du prix, dans le cas où il l'aurait payé.

De leur côté, les sieurs Ermann et Bretnacher insistaient sur leur demande en garantie contre Printz, et se fondaient



En effet, sur l'art. 1626 du Code civil, qui oblige, dans tous les cas, le vendeur à garantir l'acquéreur de l'éviction, s'il souffre de la totalité ou partie de l'objet vendu. Ils réunissaient ensuite leurs efforts pour justifier l'action récursoire qu'ils avaient formée contre le sieur B....., leur avoué. Tout mandataire, disaient-ils, est responsable de l'exécution de son mandat. S'il commet des fautes graves, et qui causent au mandant un tort irréparable, il doit nécessairement l'indemniser. Or le sieur B...., en faisant des notifications irrégulières, qui ont compromis la stabilité de notre acquisition, et en nous laissant dans une fausse sécurité, fondée sur la conviction que toutes les formalités prescrites avaient été remplies, et que nous n'avions point d'éviction à craindre, nous a causé un préjudice considérable : il doit donc nous garantir des suites fâcheuses de son insouciance, de sa légèreté ou de son ignorance.

M<sup>e</sup> B.... répondait qu'en occupant, comme avoué, pour les sieurs Ermann et consorts, dans la procédure des notifications, il n'avait entendu se charger que des actes de son ministère, et qu'il ne pouvait répondre que de la régularité de ceux-là ; que l'acte attaqué par l'un des créanciers inscrits, et dont l'irrégularité avait donné lieu à la surenchère, et, par suite, à l'éviction des acquéreurs, était l'ouvrage de l'huissier, et que, par conséquent, ce dernier seul devait être garant de sa validité ; qu'en supposant que l'avoué dût répondre des faits de l'huissier qui est de son choix, il serait souverainement injuste d'étendre cette responsabilité au cas où cet officier ministériel a été, comme dans l'espèce, désigné et commis par le président du tribunal, conformément à l'art. 832 du Code de procédure ; qu'ainsi c'était directement à l'huissier, auteur de la notification irrégulière, qu'il fallait s'adresser pour obtenir la réparation du dommage que les sieurs Ermann et consorts avaient éprouvé.

M<sup>e</sup> B.... ajoutait que, dans le cas où l'on jugerait qu'il est garant de la régularité de l'exploit de notification, il serait au moins d'admettre ses conclusions en recours contre le sieur D...., huissier, qui, en définitive, était toujours l'au-

teur direct du préjudice causé aux sieurs Ermann et consorts :

Du 31 mars 1821, ARRÊT de la Cour royale de Metz, M. Gérard-d'Hannopcelles premier président, MM. Crousse, Voirhaye, Parant et Charpentier avocats, par lequel :

« LA COUR, — Attendu que le vendeur n'avait point garanti d'une éviction légale, telle que la surenchère de la part d'un créancier inscrit; l'acquéreur ne devenant propriétaire incommutable qu'après l'expiration du délai pour surenchérir; — Attendu que les impenses et améliorations faites dans l'intervalle par l'acquéreur ne peuvent pas être à la charge du vendeur, sous prétexte qu'il profite de la surenchère : car elle n'est faite que sur le prix porté au contrat de vente, et conséquemment en égard à la valeur des immeubles au moment de la vente; — Attendu que le vendeur n'a pas non plus à répondre de la validité des procédures faites en suite de la transcription : — Ainsi l'appel de Printz est bien fondé, et il doit être renvoyé de la demande formée contre lui; — Attendu que B.... ayant été chargé des notifications à faire aux créanciers inscrits, et ayant accepté ce mandat, il est nécessairement tenu des dommages et intérêts résultans de son inaccomplissement et des fautes par lui commises dans sa gestion, avec d'autant plus de raison, qu'il était mandataire salarié et revêtu du mandat en qualité d'avoué; — Attendu que la notification à l'égard de C.... père, créancier inscrit, décédé, n'a point été régulièrement et suffisamment faite, tellement qu'après le mandat terminé, les frais acquittés, les délais expirés, lorsque les acquéreurs, se croyant propriétaires incommutables, avaient déjà disposé des immeubles et y avaient fait diverses dépenses, lorsque enfin l'ordre était ouvert, ils ont été tout à coup recherchés par des héritiers dudit C...., qui n'avaient été touchés d'aucune notification; et, par suite de cet incident, un nouveau délai ayant été accordé et une surenchère étant survenue, ils ont été dépossédés; — Attendu que, dans cet état, leur demande contre B.... est fondée : il doit répondre de la fausse sécurité qu'il leur avait inspirée et des dommages et intérêts qu'il leur a causés, autres toutefois que les dépenses qui, ayant augmenté la valeur des fonds, sont naturellement à la charge de ceux qui en pro-

— Attendu d'ailleurs que les frais de notification aux créanciers inscrits de Printz père doivent sans doute être récupérés par les acquéreurs, aux termes de l'art. 2188 du Code civil, mais non contre B...., qui n'a fait en cela que ce qu'il devait faire et ce dont il était expressément chargé; — Attendu que D.... (1) n'a pas été précisément le mandataire des acquéreurs, et que, d'un autre côté, il n'a commis aucune nullité proprement dite dans les exploits : d'où il suit qu'ils n'ont rien à lui répéter, et B.... n'est pas fondé non plus dans son recours contre lui, parce que, s'il eût vérifié, comme il le devait, les notifications qui lui ont été remises, rien n'était plus aisé que de lui prescrire ce qu'il y avait à faire pour régulariser celle dont il s'agit; cependant, comme D.... aurait pu de lui-même se conformer à cet égard au prescrit de l'article 68 du Code de procédure civile, il n'est pas exempt de faute et il doit être condamné en ses dépens; — Attendu enfin que, contrairement à la loi, les frais de surenchère ont été employés comme frais d'ordre, d'où il est résulté que le bénéfice de la surenchère a été absorbé et au delà, et qu'elle est ainsi devenue onéreuse tant aux créanciers qu'au vendeur; — Par ces motifs, sans s'arrêter à l'appel incident de Bretnacher et Ermann contre Printz fils, qu'elle a mis au néant, avec amende, faisant droit sur l'appel principal dudit Printz, ensemble sur celui desdits Bretnacher et Ermann contre B.... et D...., et sur celui incident dudit B.... contre ledit D...., A mis lesdites appellations et ce dont est appel au néant; émendant et statuant sur le tout, renvoie Printz fils de la demande contre lui formée par lesdits Bretnacher et Ermann, et les condamne aux dépens tant de cause principale que d'appel envers ledit Printz fils....; renvoie pareillement D.... de ladite demande, et y ayant aucunement égard en ce qui touche B...., condamne celui-ci à payer aux demandeurs, à titre de dommages et intérêts, une somme de 500 fr., divisible entre eux...., et aux dépens tant de cause principale que d'appel, plus à les indemniser des dépens auxquels ils sont condamnés envers Printz, aussi par forme de dommages et intérêts, et sauf à eux à se pourvoir contre qui ils aviseront bon

---

(1) C'est l'huissier.

être pour récupérer les impenses nécessaires et utiles qu'ils prétendent avoir faites dans les maisons dont il s'agit.... renvoie D... de la demande en recours formée contre lui par B.... ; le condamne néanmoins en ses dépens....

Voyez, sur la première question, un arrêt en sens contraire, rendu par la Cour de cassation le 4 mai 1808, et les observations auxquelles il a donné lieu, tom. 9, pag. 279.

### COUR DE CASSATION.

*Les impenses nécessaires faites sur les immeubles de la succession par l'héritier qui l'a recueillie doivent-elles rester sa charge, bien qu'il se présente ensuite d'autres héritiers, s'il profite seul des fruits qu'il a perçus pendant sa possession? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 132.*

*Le successible qui, ayant juste raison de se croire seul héritier, s'est emparé de bonne foi de toute la succession, est-il dispensé de restituer les fruits par lui perçus jusqu'au moment où son cohéritier s'est fait reconnaître et a formé sa demande en pétition d'hérédité? (Rés. aff.)*

*L'art. 108 du Code civil est-il à cet égard introductif d'un droit nouveau? (Rés. nég.)*

#### § 1<sup>er</sup>.

DUVAU DE CHAVAGNE, C. LA DAME DE CRUCY.

Après le décès des sieur et dame Duvau de Chavagne, leur succession a été recueillie en totalité par leur fils Charles de Chavagne, qui en a joui paisiblement jusqu'en 1812. A cette époque, une demoiselle Clémentine, prétendant être Charlotte Loubette Duvau de Chavagne, autre enfant, que ses parents avaient perdue dans les guerres de la Vendée, et que l'on croyait morte, se présente, et revendique la moitié de la succession.

Charles refuse de la reconnaître pour sa sœur et conteste son état ; mais un arrêt de la Cour royale d'Angers, du 25 juillet 1817, déclare la réclamante fille des sieur et dame Duvau de Chavagne, et ordonne le partage de leur succession entre elle et le sieur Charles de Chavagne son frère.

Lorsqu'il s'est agi de procéder au partage ordonné, la demoiselle de Chavagne, aujourd'hui dame de *Crucy*, a prétendu obliger son frère à lui faire compte de tous les fruits et revenus qu'il avait recueillis depuis l'ouverture des successions de leurs père et mère communs.

Celui-ci a combattu la prétention de la dame de *Crucy*; il a soutenu qu'elle n'avait aucun droit aux fruits antérieurs à sa pétition d'hérédité, sa réclamation tardive ne devant avoir aucun effet rétroactif sur ce qui avait été fait et consommé de bonne foi. Le sieur de Chavagne est allé plus loin : il a demandé que la dame de *Crucy* fût tenue de lui rembourser la moitié des impenses qu'il avait faites sur les immeubles héréditaires, lesquelles étaient indispensables, soit pour leur conservation, soit pour en rendre l'exploitation plus utile.

Un arrêt de la Cour d'Angers, du 26 avril 1819, a proscrit les prétentions respectives du frère et de la sœur, en décidant que l'héritier présent et seul connu, qui s'était mis de bonne foi en possession des biens de l'hérédité, avait fait les fruits siens jusqu'à la réclamation de son cohéritier; mais qu'il devait, en même temps, supporter seul les impenses et réparations nécessaires à la conservation des immeubles, comme étant une charge des jouissances dont il avait profité seul pendant plusieurs années. Voici dans quels termes est conçu l'arrêt de la Cour royale : Attendu que Charles Duvau de Chavagne a possédé l'hérédité de bonne foi, jusqu'au moment de la demande formée par la dame de *Crucy* en 1812; — Que les formalités exigées par la loi ou par les statuts coutumiers pour l'envoi en possession des biens d'un absent ne s'appliquaient alors qu'à un héritier ou à un cohéritier absent et supposé vivant, mais non au défaut de représentation d'un autre héritier absent et de celui qui était réputé décédé; attendu que, dans les désastres qui avaient suivi l'armée de la Vendée, il y avait un fait déterminant, qui, comme le dit Bourjon, devait l'emporter sur la présomption de survie; attendu que la maxime *Le mort saisit le vif* est applicable à l'héritier présent qui se présente d'une manière actuelle et positive; qu'elle ne peut être invoquée par celui qui ne se présente pas, par celui dont l'existence n'est pas

une; que, pour lui, cette maxime n'aura son effet actuel et entier que du moment qu'il se présentera; qu'il a un droit, une action, pour demander l'hérédité, mais qu'il faut qu'il se présente pour l'exercer, ce qui a été reconnu par les articles 136 et 137 du Code civil, qui confirment la jurisprudence antérieure; — Que, si Domat et Pothier adoptent l'interprétation donnée aux lois insérées au Digeste, sous la rubrique *de hæreditatis petitione*, leur avis tend à y apporter des modifications; que la jurisprudence, depuis 1634, avait constamment déclaré que celui qui avait disparu était présumé mort du jour de sa disparition; que cette jurisprudence avait fait cesser à son égard l'application de la règle *Le mort saisit vif*, et que l'envoi en possession des héritiers présens leur conférait nécessairement le droit de percevoir les fruits; — Qu'on ne pourrait priver l'héritier qui jouit de bonne foi du bénéfice de faire les fruits siens qu'en supposant que l'héritier qui ne se présente pas, néanmoins est saisi, par la mort du défunt, des droits qu'il lui a transmis; mais si le mort saisit point celui qui ne se présente pas pour accepter, à plus forte raison celui dont l'existence est incertaine, celui dont la mort même est fortement présumée. Tel est le résultat du discours de M. Huguet sur le premier livre du Code. « Cette règle sera maintenue, et on continuera de l'appliquer aux absens, à l'égard de tous les droits qui pourront leur échoir », ajoute M. Bigot-Préameneu, sur le même livre du Code civil. La Cour de Douai a jugé de la même manière, le 15 nivôse an 12, et celle de Liège s'y est conformée dans un arrêt du 18 prairial an 13, au sujet d'une succession ouverte avant la publication du Code civil. — Que la demande tardive et la réclamation d'état formée par la dame de Crucy ne peut, quant à l'héritier présent, qui s'est saisi de la succession, avoir un effet rétroactif sur ce qui a été fait; que le sieur Duvau, ayant juste raison de se croire seul héritier, ayant joui de bonne foi, a fait les fruits siens; que ce principe a été proclamé par l'article 138 du Code civil; que cet article n'a fait qu'adopter une jurisprudence intermédiaire qui avait dérogé à l'ancien droit romain, depuis l'ordonnance de 1539; qu'à la vérité cette jurisprudence



appliquait aux fruits existans en nature ou consommés à l'époque de la pétition d'hérédité; qu'à l'égard de ceux qui n'avaient été perçus qu'en bonne foi, l'usage, dit Lebrun, exempté le possesseur de bonne foi de restituer les fruits de la succession (*Traité des successions*); que l'article 138 du Code civil n'a pas établi un droit nouveau : il a voulu réprimer une fausse prétention en appliquant le principe général et en reconnaissant que le possesseur de bonne foi fait toujours les fruits siens (Locré, sur cet article 138); — Attendu qu'en supposant que les acquêts faits par le sieur Duvau jusqu'au moment où la dame de Crucy s'est présentée eussent été en partie le produit des revenus par lui perçus, ces revenus lui appartenant comme ayant joui de bonne foi, ces acquêts, qui auraient été le résultat de ses économies, lui appartenaient aussi; mais que, la demoiselle Loubette devant prendre la succession dans l'état où elle se trouvait lorsqu'elle s'est présentée, son frère, le sieur Charles Duvau, ne peut réclamer contre elle des indemnités, et répéter le prix des réparations, reconstructions et améliorations qu'il a faites sur les biens, antérieurement à la demande de la dame de Crucy; — Que ces frais d'entretien, de réparations et de reconstructions dans les biens de la succession commune, étaient provoqués par le besoin de les conserver, ou de les exploiter utilement; qu'ils sont devenus un accessoire du fonds; que le sieur Duvau est censé les avoir faits comme un père de famille, qu'il en a profité lui-même pendant plusieurs années.

Le sieur de Chavagne a demandé la cassation de cet arrêt, pour fausse application de l'article 132 du Code civil, en ce que la Cour d'appel avait dispensé la dame de Crucy de lui rembourser la moitié des impenses utiles et nécessaires qu'il avait faites sur les immeubles de la succession, et dont elle profitait aussi bien que lui.

La Cour royale, a-t-on dit pour le demandeur, a confondu deux choses absolument distinctes. Il n'en est pas de la saisine de l'héritier comme de l'envoi en possession provisoire des biens d'un absent; dans ce dernier cas, l'envoi en possession n'est qu'un dépôt, et l'on conçoit très-bien que l'héritier présomptif qui n'a reçu les biens que sous la con-

au conseil d'Etat, les orateurs du Gouvernement ont levé tout doute à cet égard : Cette ancienne législation, a dit M. Bigot-Prémamieu, sera maintenue, et l'on continuera de l'appliquer aux absens à l'égard de tous les droits qui pourront leur échoir ; — Considérant, en fait, qu'il a été reconnu par la Cour royale d'Angers que les sieur et dame Duvau de Chavagne, après avoir passé la Loire, en 1793, avec l'armée royale de la Vendée, furent réduits à la nécessité d'abandonner la fille Charlotte-Loubette Duvau, âgée alors de quatre ans et demi, après la déroute qu'essuya cette armée ; que cette fille fut suivie de catastrophes qui durent faire présumer que Loubette Duvau, délaissée sans protection, sans soutien, avait péri victime de ces événemens désastreux ; que cette présomption fut encore fortifiée par l'inutilité des recherches répétées faites par la famille Duvau pour suivre ses traces ; que la famille Duvau fut tellement persuadée de la mort de Charlotte-Loubette, qu'elle avait provoqué et fait des partages d'immeubles avec le tuteur du mineur Duvau, comme s'il eût été, dans sa ligne, seul héritier ; que ces partages ont été homologués en justice sans aucune réclamation ; enfin, que le mineur Duvau avait eu juste sujet de croire qu'il était seul héritier ; que, devenu majeur, il avait continué cette possession au même titre et avec une égale bonne foi, jusqu'à la demande en réclamation d'état formée par la dame de Crucy le 3 janvier 1812 ; que la conséquence nécessaire à tirer de ces faits, et que l'appréciation était dans le domaine exclusif de la Cour royale d'Angers, était, d'une part, que l'existence de la fille Loubette, femme de Crucy, n'était point reconnue à l'instant de l'ouverture de la succession de père et mère Duvau de Chavagne, et, d'autre part, que le sieur Duvau, défendeur, avait joui d'une bonne foi jusqu'à la demande en réclamation d'état formée par la dame de Crucy : d'où il suit que la Cour royale d'Angers, en déclarant que le sieur Duvau n'était point passible de la restitution des jouissances échues avant la demande dirigée par la dame de Crucy, loin d'avoir violé la loi, a fait une juste application de celles relatives à la question qui lui était soumise ; — Par ces motifs, REJETTE, etc. »

## COUR DE CASSATION.

*Les lettres missives sont-elles réputées confidentielles, en telle sorte que les tiers ne puissent s'en prévaloir? (Rés. aff.)*  
**PÉCIALEMENT**, le mandataire qui a excédé son mandat peut-il prétendre que le mandant a approuvé sa gestion dans une lettre qu'il a écrite à un tiers? (Rés. nég.) Cod. civ., art. 1998.

VINCENT, C. DAMICHON ET AUTRES.

*Jean Bajard* est décédé le 4 décembre 1788, laissant un testament mystique, par lequel il légua, entre autres dispositions, 1° la somme de 4,000 liv. et une maison, jardin et dépendances, aux pauvres de la paroisse de Saint-Paul-en-Jarest; 2° à l'église de Saint-Paul, 1,800 liv.; 3° 4,000 liv. aux pauvres de Saint-Chamond. — Il avait institué le sieur *Damichon*, curé de Saint-Paul, pour son exécuteur testamentaire.

Le sieur *Damichon* a passé, le 17 du même mois, une procuration au sieur *Vincent*, notaire, à l'effet de recevoir et exiger des débiteurs de la succession les sommes qu'ils devaient, leur donner quittance, employer les sommes reçues à acquitter les legs faits par le testateur, en un mot pour représenter le constituant dans toutes les affaires quelconques, prévues ou imprévues, concernant la succession; déclarant le constituant approuver dès à présent tout ce qui sera fait par le fondé de pouvoirs.

Des parens du défunt ont demandé la nullité du testament, sous prétexte qu'il ne renfermait pas d'institution d'héritier, et ont réclamé la distraction de la quarte falcidie. — Il paraît que le sieur *Vincent* eut le désir de transiger; il consulta des avocats, et consentit différens traités avec les parens du sieur *Bajard*.

Les administrateurs du Bureau de bienfaisance de Saint-Chamond, qui, par le résultat de ces traités, se trouvaient n'avoir plus la possibilité de réclamer le legs de 4,000 liv. fait aux pauvres de cette commune, ont actionné le sieur *Damichon*, exécuteur testamentaire. Celui-ci s'est pourvu contre le sieur

Vincent : il a soutenu que ce mandataire avait excédé ses pouvoirs en consentant à ce que de prétendus héritiers, dont la qualité n'avait rien de certain, prélevassent la quarte falcidie sur la totalité de la succession.

Le sieur Vincent a répondu que les arrangements qu'il avait consentis avaient eu l'assentiment du sieur Damichon; et pour le prouver, il rapportait une lettre écrite par ce dernier, le 26 janvier 1792, au curé de Saint-Chamond, et qui était conçue en ces termes : « Monsieur, je viens d'apprendre que vous étiez cité à comparoir à Saint-Etienne, relativement à un legs fait à vós pauvres par feu Jean Bajard, mon paroissien, qui m'a institué son exécuteur testamentaire. Le legs était de 2,000 fr. pour votre paroisse, et autant pour celle de Saint-Pierre. Le testament, par défaut de formalités, n'a valu que comme codicille; les héritiers de droit l'ont attaqué; et d'après plusieurs consultations, ils ont levé le quart de la succession. *Plus de difficulté sur cet article; mais un autre.....* »

Sur cette contestation, jugement du tribunal civil de Saint-Etienne, du 29 août 1818, qui annule les traités passés par le sieur Vincent, comme ayant excédé ses pouvoirs, et l'en rend responsable, malgré la lettre confidentielle écrite par le sieur Damichon au curé de Saint-Chamond, par le motif que cette lettre, étant adressée à un tiers, était réputée confidentielle, et que l'inviolabilité des secrets que renferment ces sortes de lettres ne permet pas aux tiers de s'en prévaloir.

Appel devant la Cour royale de Lyon; mais arrêt du 21 juillet 1819, qui confirme, en adoptant les motifs des premiers juges.

Le sieur Vincent a déféré cet arrêt à la censure de la Cour régulatrice. L'art. 1098 du Code civil, a-t-il dit, oblige le mandant d'exécuter les engagements contractés par le mandataire, conformément aux pouvoirs qui lui ont été donnés. Or, dans l'espèce, la lettre du 26 janvier 1792 prouve que le sieur Vincent s'est renfermé dans les limites de la procuration qui lui avait été donnée, en traitant avec les héritiers du sieur Bajard. Cette lettre établit du moins jusqu'à l'évidence qu'il n'a rien fait à cet égard que le sieur Damichon, son mandant, n'ait su, approuvé et ratifié; et dès lors le sieur Damichon est tenu d'exé-

ter les traités qui ont été souscrits. En décidant le contraire, la Cour royale de Lyon a donc violé l'art. 1998. Et vainement cette Cour s'est-elle fondée sur ce que « la lettre dont il s'agit, écrite par le sieur Damichon au curé de Saint-Chamond, devait être réputée confidentielle, par rapport au sieur Vincent; que ce dernier est un tiers, qui ne peut se prévaloir de ce qui a été écrit au curé de Saint-Chamond sous le sceau du secret; qu'ainsi le veut le principe de l'inviolabilité des lettres ». Ce raisonnement porte à faux. L'affaire qui a fait l'objet de la lettre n'intéressait pas seulement le curé de Saint-Chamond, elle intéressait également le sieur Vincent. Dès lors cette lettre appartenait en quelque sorte au sieur Vincent, comme au curé de Saint-Chamond, de qui il la tenait; elle ne renfermait aucun secret, aucune confidence proprement dite; elle n'offrait point ce caractère d'inviolabilité qu'il a plu à la Cour royale de lui donner.

Du 4 avril 1821, ARRÊT la section des requêtes, M. Lasauvade président d'âge, M. Liger de Verdigny rapporteur, M. Leroy de Neuville avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Lebeau avocat-général; ..... — Sur le second moyen, pris de la violation de l'art. 1998 du Code civil, — Attendu qu'il est de principe invariable que les lettres adressées à des tiers sont réputées confidentielles, et que l'inviolabilité des secrets qu'elles renferment s'oppose à ce que des personnes étrangères puissent s'en prévaloir .....; — REJETTE, etc. »

## COUR DE CASSATION.

*Un arrêt de Cour royale qui déclare en fait, et pour seul motif de sa décision, que L'ACTE D'APPEL (interjeté par les demandeurs), n'a été signifié ni à personne ni à domicile, peut-il être annulé par la Cour de cassation, sur la représentation de l'original de l'acte d'appel, constatant qu'il a été signifié à personne et à domicile? (Rés. aff.)*  
Cod. civ., art. 1317 et 1319.

LE SEUR HENON, C. LES SEURS ET DAME JANET.

Le 4 avril 1821, ARRÊT de la section civile, président, M. Pajon rapporteur, MM. Joussetin et  
avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Jourde  
général, et après délibéré; — Vu les art. 1317 et 1319  
Code civil, ainsi conçus : — « Art. 1317. L'acte authentique  
« est celui qui a été reçu par officiers publics ayant droit  
« strumenter dans le lieu où l'acte a été rédigé, et avec  
« solennités requises. — Art. 1319. L'acte authentique  
« pleine foi de la convention qu'il renferme entre les parties  
« contractantes et leurs héritiers ou ayans cause. Né-  
« moins, en cas de plainte en faux principal, l'exécution  
« l'acte argué de faux sera suspendue par la mise en ac-  
« tion; et, en cas d'inscription de faux faite incidemment  
« les tribunaux pourront, suivant les circonstances, suspendre  
« provisoirement l'exécution de l'acte. » ; — Attendu 1° que  
résulte de la combinaison des deux articles ci-dessus tra-  
scrits que les juges sont obligés d'ajouter foi au contenu de  
actes de la nature de ceux qui y sont énoncés, tant que leur  
authenticité n'est ni contestée ni attaquée par la voie de l'in-  
scription de faux ; — Attendu 2° que, dans l'exploit d'appel  
dont il s'agissait et dont l'original se trouve joint à la production  
des demandeurs, on trouve la mention expresse de la signifi-  
cation faite tant à la personne qu'au domicile du défendeur  
— Attendu 3° qu'on ne voit même pas dans les qualités de  
l'arrêt attaqué que la nullité de la signification de cet ex-  
ploit d'appel ait été opposée par le défendeur, ni que cet ar-  
rêt en ait posé la question, puisqu'il s'est uniquement proposé  
celle de savoir si cet appel devait être déclaré nul, sans énon-  
cer en quoi consistait cette nullité, et que cependant il la pro-  
noncée en décidant, contre la foi due à un acte authentique,  
qu'il n'avait été signifié ni à personne ni à domicile : d'où ré-  
sulte une contravention aux deux textes de loi ci-dessus ci-  
tés ; — CASSE, etc. »



## COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

*orsqu'il est énoncé dans un testament que le testateur, ayant essayé de signer, n'a pu compléter sa signature, ce testament est-il nul, s'il n'exprime pas, au moins en termes implicites, la cause qui a empêché le testateur d'achever sa signature? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 973 et 1001.*

## LES HÉRITIERS CATHALA.

En 1816, la dame *Sophie Cathala* a fait, devant notaire, un testament par lequel elle a institué le sieur *Janme* pour son héritier. Elle avait essayé de signer cet acte; mais il paraît qu'elle ne put tracer que ce mot, *Sophie*, et deux lettres tout-à-fait illisibles, ce qui donna lieu à la clause suivante : « Et ladite testatrice, qui avait été requise par nous, notaire, de signer le présent, et qui avait cru pouvoir le faire, *ayant essayé de signer, n'a pu compléter sa signature*, ainsi qu'il résulte de l'essai ci à côté, de quoi elle nous a requis de lui concéder acte; comme aussi nous lui avons fait lecture de la présente déclaration.

La testatrice étant décédée en 1819, ses héritiers naturels ont attaqué le testament par deux motifs : 1<sup>o</sup> parce qu'il ne contenait pas l'expression de la cause qui avait empêché la testatrice de signer, formalité exigée par l'art. 973 du Code civil; 2<sup>o</sup> parce que, au fond, la testatrice était en démence à l'époque de ce testament.

Jugement qui accueille le premier de ces moyens, et annule le testament. — Appel de la part de l'héritier institué.

Mais, le 5 avril 1821, ARRÊT de la Cour royale de Toulouse, première chambre, M. *Faydel* président, MM. *Romiguières* et *Floues* avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Bastoulh*, avocat-général; — Attendu que, quoiqu'en général, et d'après les art. 973 et 1001 du Code civil, le testament public doive, à peine de nullité, être signé par le testateur, néanmoins la dame *Marie Cathala*, épouse *Belot*, n'a point signé celui

dont il s'agit, ainsi que le constatent soit l'état, soit laeneur de ce testament ; car l'on ne saurait réputer signature suffisante l'un des pré noms de la testatrice et les deux lettres qui le suivent. Ce ne fut là qu'un essai léger, comme l'a qualifié le testament même, et un léger commencement de signature, à laquelle il manque ce qu'il y avait de plus essentiel à ajouter pour l'achever ou la compléter. Ce défaut de signature aurait été valablement suppléé, aux termes de l'art. 5 de l'ordonnance de 1735, par la mention de la simple déclaration qu'aurait faite la testatrice ou bien qu'elle ne savait pas (dans le cas où elle eût été, en effet, illettrée), ou qu'elle ne pouvait signer. Mais l'art. 973 du Code civil requiert, *de plus*, que, pour tenir lieu de la signature que le testateur n'a pu faire, le testament mentionne en termes exprès la déclaration faite par son auteur non seulement du fait, qu'il n'a pu signer, mais encore de la cause de ce fait, et par laquelle il a été empêché d'y apposer sa signature. Cette formalité, qui fut en vigueur depuis la publication de l'art. 63 de l'ordonnance de Blois jusqu'à celle de l'ordonnance de 1735, a été rétablie, et se trouve recommandée si rigoureusement par l'article précité du Code, qu'à son inobservation est attachée la peine de nullité par l'art. 1001. Il ne suffisait donc pas de dire, dans un testament où manque la signature de son auteur, que celui-ci n'a pu signer, ou même a déclaré ne pouvoir signer : il faut, en outre, y exprimer la cause pour laquelle le testateur a déclaré être empêché de le signer ; l'on doit, du moins, y ajouter pourquoi il ne l'a point pu. Cependant le testament de la dame Belot se borne à dire qu'elle ne put compléter sa signature, et tout ce qui pourrait en résulter serait qu'elle a déclaré ne pouvoir l'achever ; mais il n'exprime point qu'elle a déclaré pourquoi elle ne le pouvait pas ; il ne mentionne pas la cause qui l'en empêche ; et, enfin, il est impossible d'en induire cette cause, même par équipollence. Si le commencement de signature laisse entrevoir que la testatrice eut, d'abord, la volonté et le pouvoir de signer. On peut aussi, de ce qu'elle n'achève point sa signature, conclure que cette volonté et ce pouvoir ne tardèrent point à prendre fin, sans néanmoins qu'on sache le motif et la cause qui les fit cesser. Or le tes

ment porte bien que la testatrice n'a pas pu signer; il faut conjecturer qu'elle déclara ne pouvoir le faire; mais on n'y trouve pas, même en termes seulement implicites, la cause qui l'en empêcha : d'où suit que la décision dont l'appel est juridique, etc.; — Par ces motifs, vidant le renvoi au conseil, DÉMET le sieur Jamme de son appel, et donne que le jugement attaqué sortira son plein et entier effet, etc.»

## COUR D'APPEL DE BOURGES.

*Dans le cas de plusieurs ventes successives d'un même immeuble, moyennant des prix différens, le dernier acquéreur, qui vient à être évincé, est-il non recevable à réclamer le prix le plus élevé, et doit-il se contenter du prix de sa propre acquisition? (Rés. aff.)*

*Peut-il au moins demander le prix payé par l'un des précédens acquéreurs, lorsqu'il est formellement subrogé dans tous les droits de cet acquéreur contre son vendeur? (Rés. nég.)*

*Le vendeur qui laisse évincer son acquéreur, en négligeant d'acquitter le prix de son acquisition, lui doit-il le paiement des dépenses voluptuaires? (Rés. nég.)*

*Pour déterminer si l'immeuble a augmenté de valeur à l'époque de l'éviction, et quelle est l'importance de sa plus-value, l'acquéreur peut-il demander une expertise, alors même que le prix d'une vente publique de cet immeuble présenterait une base d'évaluation? (Rés. aff.)*

*Les dommages et intérêts dus à l'acquéreur évincé comprennent-ils toutes les pertes que l'éviction a pu lui causer, et notamment les frais de déménagement, et les sacrifices qu'il est obligé de faire, en certain cas, pour se procurer un logement approprié à la profession qu'il exerce? (Rés. aff.)*

LA VEUVE LOUAUT, C. LES SYNDICS BERTHAUT.

Ces questions ont été ainsi résolues par un ARRÊT de la Cour de Bourges, du 5 avril 1824. (Voy. les faits de la cause, les moyens des parties et le texte de l'arrêt, t. 1<sup>er</sup> de 1823, p. 56.)

## COUR D'APPEL DE RIOM.

*Le fidéicommiss de ce qui restera des biens au décès du donataire ou légataire, DE EO QUOD SUPERERIT, forme-t-elle une substitution prohibée?*

*ET PARTICULIÈREMENT, la donation faite anciennement, avec clause qu'en cas de prédécès du donataire sans enfans, les biens qui resteront de ceux donnés seront remis à un tiers, renferme-t-elle une substitution qui ait été comprise dans l'abolition prononcée par la loi du 14 novembre 1793 (Rés. aff.)*

*Dans l'ancienne jurisprudence, les bestiaux attachés à la culture et les instrumens aratoires étaient-ils, de droit et à défaut de clause expresse, considérés comme immeubles par destination et accessoires du domaine? (Rés. nég.)*

CAPELLÉ ET DE MONTLOGIS, C. NOUVEAU.

*Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour d'appel de Riom, du 10 avril 1821. Voy. les faits, la discussion et l'arrêt, tome 1 de 1825, p. 113.*

## COUR DE CASSATION.

*Lorsque des propriétaires de différens terrains ont le droit de se servir des mêmes eaux, et que le mode de jouissance n'est déterminé ni par les titres, ni par aucun règlement particulier ou local; est-ce aux tribunaux qu'il appartient de prononcer sur les points qui divisent les intérêts? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 645.*

DE SAINT-JEAN, C. BERTIN.

*Anciennement un sieur de Drevon était propriétaire d'un terrain d'environ quinze hectares, dans lequel il y avait une fontaine appelée Grenouillet; les eaux de cette source arrosaient les quinze hectares, au moyen de canaux et d'écluses pratiqués à cet effet; elles servaient aussi à l'irrigation de prairies voisines, nommées Denis et Ruat. Les propriétaires*

les prairies avaient même le droit de se transporter à la main pour lever les écluses, quand ils le jugeaient convenable.

En 1713, le sieur de Devon vendit le terrain en question, en parties, aux sieurs *Aubert*, *Cavet* et *Dumas*, avec faculté aux deux premiers de se servir des eaux de la fontaine pour l'arrosage des portions de terrain par eux acquises, et de les y conduire par les fossés et canaux existans, bien entendu toutefois *qu'il sera sans abus*. A l'égard de *Dumas*, acquéreur de la portion où se trouve la fontaine, son contrat porte qu'il sera tenu de l'entretenir et de laisser couler les eaux par canaux et fossés ordinaires, *le tout sans abus*.

En 1817, le baron de *Saint-Jean*, représentant *Aubert*, l'un des acquéreurs primitifs, forma, tant contre le nommé *Barin*, possesseur actuel de la fontaine, que contre les héritiers *Bertin*, le sieur *Besson* et consorts, propriétaires des prés *Denis* et *Ruat*, tous ayant droit à l'arrosage, une demande tendante à ce qu'il fût procédé à la répartition des eaux entre les parties, pour un temps égal et réglé d'après la proportion de la contenance des fonds que possédait chacune d'elles.

Cette demande, portée au tribunal civil d'Orange, fut combattue par les héritiers *Bertin* et autres intéressés. Les opposans se fondaient sur les titres qui constituaient, suivant eux, le droit particulier de chaque acquéreur, et qui leur donnaient faculté indéfinie d'arroser les fonds à eux vendus, sans autre limitation que celle de ne pouvoir *en abuser*.

Le tribunal vint à ce différend par sentence du 8 avril 1818, prononcée en ces termes : — Considérant que le règlement demandé est de l'utilité commune, parce qu'il contribuera au meilleur aménagement des eaux; à plus de surveillance sur le repurgement et l'entretien de la source et des fossés; il prévient l'abus qui est interdit dans les actes de toutes les parties...; que, les prés *Denis* et *Ruat* ayant prescrit, par leur usage avec des arrosages de mains d'homme, le droit à l'arrosage, ils viennent en concours avec les acquéreurs du sieur de *Devon*...; que ce règlement doit être fait pour un temps, et non par la priorité des titres, parce que le cours naturel des eaux serait interverti par le dernier mode; car,

Le premier acquéreur, Aubert, se trouvant à une extrémité du regonflement qu'occasionerait la retenue des eaux pour fournir son contingent amènerait une perte évidente, puis que toute cette eau ne pourrait pas remonter et se refondre sur un autre ; que cette opération, plusieurs fois répétée, rendrait nulle, dans l'intérêt des parties, la source de la fontaine que les titres sont suffisamment respectés, toutes les fois que leur exécution peut se combiner avec les intérêts de l'agriculture, et que le sieur de Drevon vendait évidemment pour que cette économie fût toujours observée, lorsqu'il obligeait chacun de ses acquéreurs à se servir des canaux alors existants et sans abus ; — Le tribunal ordonne que, par experts, il sera procédé à la mensuration des terrains, qu'ils diront dans quel laps de temps la fontaine peut fournir à l'irrigation de toutes les propriétés ; fixeront le temps à accorder à chacune des propriétés en raison de l'étendue de leurs propriétés, ayant égard, dans ce mode, aux besoins plus fréquents des parties en jardins. »

Sur l'appel des héritiers Bentin et consorts, la Cour de Nîmes, par arrêt du 23 avril 1819, infirme la décision des premiers juges, déclare n'y avoir lieu de procéder au règlement des eaux de la fontaine de *Grenouillet*, réclamé par le sieur et dame de Saint-Jean, et ordonne que les divers acquéreurs du sieur de Drevon ou leurs représentans continueront de jouir sans abus, conformément à leurs titres, — « Attendu que les motifs de cet arrêt, que le sieur de Drevon, étant propriétaire de la fontaine de *Grenouillet*, qui naissait dans son fonds, pouvait disposer des eaux qui y provenaient, à sa volonté, sans aucune restriction, d'après les dispositions des lois lors existantes, entièrement conformes à ce qui est porté par l'art. 641 du Code civil ; qu'il pouvait par conséquent transmettre tous les droits qu'il y avait de sa manière qu'il le trouvait convenable, et que les divers titres qu'il a consentis à cet effet sont l'unique loi à laquelle étaient soumis ceux qui contractaient avec lui, sans qu'on puisse appliquer les principes généraux qui règlent l'usage qui doit être fait entre les communistes ou divers possesseurs de fontaines arrosées par des eaux publiques ou privées, dont la propriété leur est ni ne peut leur être transmise ».



cause de la détermination du mode de jouissance, l'art. 175 du Code de procédure civile, ainsi que les articles 176 et 177 du même Code, ne sont que des dispositions d'ordre procédural, sans valeur législative, et qui ne peuvent être invoquées que pour l'interprétation de la loi. — La loi, en matière de jouissance, est muette. Elle ne détermine ni le mode de jouissance, ni la durée de la jouissance. Elle ne fixe pas non plus le nombre d'indivisaires qui peuvent jouir d'un bien. Elle se borne à déclarer que l'usage d'un bien peut être fait par plusieurs personnes, et que, dans ce cas, le mode de jouissance doit être déterminé par le propriétaire ou par le juge. — Cette loi, si elle est appliquée, ne peut que donner lieu à des contestations, et, par conséquent, à des procès. — C'est pourquoi, nous ne pouvons que recommander aux propriétaires de bien vouloir régler d'avance, par un acte authentique, le mode de jouissance de leur bien, et de le faire observer par le juge. — Notre conseil est d'autant plus digne d'être admis, que le mode de jouissance est une question de droit, et non de fait, et que, par conséquent, il ne peut être réglé que par le juge. — Les contestations entre les propriétaires et les jouisseurs ne sont pas moins formelles sur la nécessité de la loi romaine, décident que l'usage d'un bien peut être fait par plusieurs personnes, et que, dans ce cas, le mode de jouissance doit être déterminé par le propriétaire ou par le juge. — Cette loi, si elle est appliquée, ne peut que donner lieu à des contestations, et, par conséquent, à des procès. — C'est pourquoi, nous ne pouvons que recommander aux propriétaires de bien vouloir régler d'avance, par un acte authentique, le mode de jouissance de leur bien, et de le faire observer par le juge.

pas moins formel sur la nécessité de la loi romaine, décident que l'usage d'un bien peut être fait par plusieurs personnes, et que, dans ce cas, le mode de jouissance doit être déterminé par le propriétaire ou par le juge. — Cette loi, si elle est appliquée, ne peut que donner lieu à des contestations, et, par conséquent, à des procès. — C'est pourquoi, nous ne pouvons que recommander aux propriétaires de bien vouloir régler d'avance, par un acte authentique, le mode de jouissance de leur bien, et de le faire observer par le juge. — Notre conseil est d'autant plus digne d'être admis, que le mode de jouissance est une question de droit, et non de fait, et que, par conséquent, il ne peut être réglé que par le juge. — Les contestations entre les propriétaires et les jouisseurs ne sont pas moins formelles sur la nécessité de la loi romaine, décident que l'usage d'un bien peut être fait par plusieurs personnes, et que, dans ce cas, le mode de jouissance doit être déterminé par le propriétaire ou par le juge. — Cette loi, si elle est appliquée, ne peut que donner lieu à des contestations, et, par conséquent, à des procès. — C'est pourquoi, nous ne pouvons que recommander aux propriétaires de bien vouloir régler d'avance, par un acte authentique, le mode de jouissance de leur bien, et de le faire observer par le juge.

mode civil contient une disposition semblable à toute difficulté. Cet article, après avoir déclaré que la connaissance de toutes les contestations doit être faite entre les propriétaires, auxquels les jouisseurs, et que, dans tous les cas, les règles de la loi doivent être observées. — Cette loi, si elle est appliquée, ne peut que donner lieu à des contestations, et, par conséquent, à des procès. — C'est pourquoi, nous ne pouvons que recommander aux propriétaires de bien vouloir régler d'avance, par un acte authentique, le mode de jouissance de leur bien, et de le faire observer par le juge. — Notre conseil est d'autant plus digne d'être admis, que le mode de jouissance est une question de droit, et non de fait, et que, par conséquent, il ne peut être réglé que par le juge. — Les contestations entre les propriétaires et les jouisseurs ne sont pas moins formelles sur la nécessité de la loi romaine, décident que l'usage d'un bien peut être fait par plusieurs personnes, et que, dans ce cas, le mode de jouissance doit être déterminé par le propriétaire ou par le juge. — Cette loi, si elle est appliquée, ne peut que donner lieu à des contestations, et, par conséquent, à des procès. — C'est pourquoi, nous ne pouvons que recommander aux propriétaires de bien vouloir régler d'avance, par un acte authentique, le mode de jouissance de leur bien, et de le faire observer par le juge.

objet. Ainsi, soit que l'on consulte les lois romaines, qui seraient plus particulièrement les parties, soit que l'on s'attache au Code civil, il est incontestable, disaient les demandeurs, que le règlement doit se faire en justice, que le Tribunal d'Orange était compétent sur cet objet, et qu'en infirmant sa décision, la Cour royale de Nîmes a méconnu et violé les dispositions législatives précitées.

Les défendeurs ont répondu que la Cour royale n'avait pu violer aucune loi; parce que, dans l'espèce, il ne s'agissait que de faits et d'interprétation d'actes, et que conséquemment l'arrêt attaqué n'était point, par sa nature, susceptible d'être censuré par la Cour régulatrice. — L'arrêt, ont-ils dit, a été prononcé qu'à la vue des titres, et c'est d'après eux que la Cour royale a jugé qu'un nouveau règlement était inutile; qu'il était sans besoin et contre toute raison que la demande avait été formée par les adversaires. Effectivement, le règlement existe non seulement dans les titres, mais encore dans la possession qui s'est prolongée depuis plus d'un siècle et qui est l'interprète le plus sûr de la convention des parties. Comment serait-il permis de venir proposer des changements à un état de choses et à des droits maintenus et confirmés par une aussi longue possession? Les demandeurs invoquent la loi romaine et l'art. 645 du Code civil; mais ces dispositions législatives ne font que consacrer des principes généraux et ne sauraient prévaloir sur des titres formels et positifs. La Cour royale ayant jugé en fait que tout était réglé par les titres, rien de plus inutile que de recourir à des règles générales qui ne peuvent être appliquées qu'à défaut de titre.

Mais il y a plus: car, en supposant que le procès actuel n'aurait pas été jugé en point de fait, il est certain que la loi romaine et le Code civil seraient ici sans influence, et ne pourraient recevoir aucune application au cas particulier. Et d'abord, quant à la loi romaine qui veut que des communi soient toujours admis à demander le partage, et par suite le règlement de leurs droits, il serait bien impossible de l'appliquer à l'hypothèse où le droit de prendre les eaux n'a pas été accordé à tous en même temps, mais à chacun des intérêts successivement, et dans un cas où l'ordre des titres doit

sairement assurer la priorité. Relativement à l'art. 645 du Code civil, la place même qu'il occupe démontre qu'au lieu de contenir une disposition générale sur la matière des eaux, cet article n'est que la suite de l'art. 644, uniquement relatif à la propriété qui borde une eau courante.

La Cour royale n'a donc violé aucune loi ; mais elle a fait une juste application des titres. Elle a fait plus, elle a maintenu un état de choses qui avait plus d'un siècle d'existence. L'arrêt doit donc être maintenu.

Du 10 avril 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brisson président, M. Jaubert rapporteur, MM. Joussetin et Nicod avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Cahier, avocat-général, et après délibéré en la chambre du conseil ; — Vu la loi 4, ff., de aqua quotidiana et aestiva ; — Vu aussi l'article 645 du Code civil ; — Attendu que, lorsque les propriétaires de différens terrains ont le droit de se servir des mêmes eaux, et que le mode de jouissance n'est déterminé ni par les titres, ni par aucun règlement particulier et local, c'est aux tribunaux qu'il appartient de prononcer sur les points qui divisent les intéressés, et de fixer des règles qui préviennent tout débat ultérieur ; qu'il est surtout naturel que les juges interposent leur autorité, lorsqu'il n'y a aucun règlement sur les époques où chacun des intéressés peut prendre les eaux, et sur la durée du temps pendant lequel il peut les garder, l'absence d'un règlement sur ces deux points pouvant laisser les parties exposées à des incertitudes fâcheuses, à des troubles, et même entraîner des voies de faits ; que la principale question du procès était donc de savoir si le mode de jouissance des eaux de la fontaine de Grenouillet était fixé par des titres ou par un règlement particulier et local ; qu'aucun règlement particulier et local n'est représenté ; qu'on ne saurait regarder comme telle la clause des contrats de vente par laquelle le propriétaire originaire de la fontaine avait transmis aux acquéreurs la faculté de se servir des eaux, de les faire passer et de les conduire dans leurs terrains par des mêmes fossés et canaux dont on se servait pour les arroser, bien entendu que ce serait sans abus ; qu'une telle clause con-

...tant, ceux qui pouvaient les faire  
propriétaires des prés Denis et Ruat  
de se servir des eaux de la fontaine  
contrats de vente consentis par le propriétaire  
la fontaine, mais aussi ces contrats ne pouvaient  
rapport, être opposés à la demande qu'il y avait  
gément; qu'un très-long temps, et que le  
réglement ne peut être un obstacle  
que les intéressés ont de la propriété  
un motif inhérent à leur qualité  
également imprescriptible; que le  
qui est l'ordre des jouissances entre les  
est uniquement réglé par la possession, et  
ains doit être prise en considération  
de l'ancien propriétaire originaire de la fontaine  
des contrats qu'il faut s'arrêter, et  
du règlement à faire; mais qu'il n'en est pas  
de la part, et il n'existe pas de règlement sur lequel  
les intéressés peuvent prendre les eaux et sur  
temps pendant lequel ils peuvent les user, et  
qu'il était du devoir des juges de faire un règlement  
qui eût l'intérêt de l'agriculture avec le respect de la  
propriété: d'où il suit qu'en décidant, tant contre  
du propriétaire de la fontaine que contre les  
des prés Denis et Ruat, qu'il n'y avait lieu de faire  
règlement des eaux, la Cour royale de Nismes a violé  
l'art. 17, de *de quodammodo et æstiva*, qui régit les  
droit écrit, sous l'empire duquel les droits d'usage  
ont été établis, et que la Cour royale a violé aussi l'art.  
du Code civil. — CASSE. »

#### POUR D'APPRÉHENDER D'ANGERS:

*Le principe sur l'indivisibilité de l'état des personnes  
absolue, en ce sens que le jugement, qui, sur la*

... ? (Res.)  
 ... maternels sont-ils bien reçus ?  
 ... même à ... l'épouse  
 ... reconnu comme ... (Res.)

C. BOURREAU.

René Vandolon épouse

est forcé de partir comme

Paroiss.

30 floréal an 5 ; Louise

leur mari absent, pour concourir

succession. Il est à remarquer que,

notaire le 8 pluviôse an 6, elle

René Vandolon, défendeur de la

elle n'avait aucune nouvelle depuis plus

elle était enceinte, et accoucha d'un

L'acte de naissance, dressé par l'officier de

les termes : « Lesquels nous

ouïse, femme en légitime mariage

absent depuis environ quatre ans, étant

comme réquisitionnaire, et accoucha

du matin, dans leur domicile, d'un

à qui il a été donné le prénom de René. »

Vandolon, instruite de cet événement, contesta l'acte

de la fille Bourreau, et demanda la rectification

de l'acte en ce qu'on pourrait en induire qu'il est

de René Vandolon, absent.

jugement du tribunal civil de la

la demande des héritiers, et les envoie

des biens de l'absent, attendu qu'à défaut

constatant l'époque de la mort de René Van-

l'impossibilité reconnue de s'en procurer un, des





*adi, et eadem conditio personarum. Quæ nisi omnia con-*  
*sent, alia res est.* Le Code, vous le voyez, n'a fait que  
 traduire dans son art. 1351. Or, en admettant que les  
 actions intentées par les familles Vandolon et Bourreau  
 eussent pour objet *une même chose*, la contestation de la  
 légitimité de l'appelant, toujours est-il constant que les personnes  
 qui figuraient dans ces deux affaires ne sont pas les mêmes,  
 que les demandeurs ne se sont pas fondés sur les mêmes  
 causes, puisque les uns demandaient le bien de leur frère,  
 les autres celui de leur sœur et de leur père, que détenait le  
 sieur René Vandolon : les trois identités exigées pour  
 qu'il y ait lieu à invoquer l'exception de la chose jugée ne  
 sont donc pas réunies ; les intimés sont donc non recevables  
 dans leur prétention.

On oppose que l'état des hommes est indivisible ; qu'en  
 fait vis-à-vis des Vandolon, l'appelant ne peut être  
 considéré comme légitime vis-à-vis des Bourreau, et on en conclut  
 que l'art. 1351 n'est pas applicable à l'espèce, puisqu'il  
 en résulterait une chose absurde, une chose monstrueuse !  
 Cette objection, Messieurs, nous faisons une première  
 réponse : *Ubi lex non distinguit, non distinguere debe-*  
*re.* C'est ici, selon nous, le cas de faire l'application de  
 cet axiome de droit dont votre audience retentit tous les  
 jours. S'il y a lacune dans la loi, vous n'avez pas le droit de  
 combler, quelles qu'en puissent être les conséquences. Peut-  
 être le législateur n'a-t-il pu faire autrement ; et ce qui le  
 prouverait, c'est que cette question d'indivisibilité fut agitée  
 au conseil d'État, lors de la discussion de l'art. 1351, et que  
 alors il fut décidé que l'autorité de la chose jugée n'aurait  
 lieu *qu'entre les mêmes parties*. Sans doute l'état des hom-  
 mes est indivisible ; mais c'est là une de ces maximes qui  
 se perdent à l'esprit par leur air proverbial, et dont pourtant  
 on ne se délie, parce qu'elles sont rarement d'une application  
 stricte. Que cette règle d'ordre public, et si conforme à la  
 justice, souffre le moins d'exceptions qu'il est possible, qu'elle  
 conserve toute sa force lorsque d'autres principes ne la forcent pas  
 à reculer, assurément il faut le désirer. Ainsi, par exemple, M.  
 de Orsay épouse pendant son émigration, et par con-

séquent en état de mort civile, mademoiselle de *Franquimont*; en 1800, il rentre en France, et sa femme met au monde un fils, *Alfred d'Orsay*; une tante de M. d'Orsay meurt; ce dernier ne peut lui succéder, n'ayant pas encore été amnistié; son fils, invoquant la bonne foi de sa mère, qui lui confère la qualité d'enfant légitime, demande comme tel une partie de la succession de sa grand'tante paternelle: assurément son action est très-fondée (dès que la bonne foi de sa mère constitue sa légitimité); il doit en avoir tous les droits; il ne doit pas être, par un même tribunal, réputé bâtard vis-à-vis de la ligne de son père et légitime vis-à-vis la ligne de sa mère; sa légitimité est indivisible, et c'est ce qu'a décidé la Cour de cassation, le 15 janvier 1816 (1). On voit, en effet, qu'rien ne s'y oppose, ni la loi, ni l'intérêt des tiers.

Mais il est des cas où l'application de la maxime de l'indivisibilité est impossible, d'autres où elle serait injuste. Nous en trouverons un premier exemple dans l'affaire *Voyneau*. Pendant l'émigration de ce Français, deux jugemens condamnent la dame *Voyneau* son épouse à reconnaître comme issu de leur mariage Louis-René-Auguste. En rentrant en France, *Voyneau* père refuse de reconnaître cet enfant, qu'il dit être étranger; il se pourvoit en tierce opposition, comme n'ayant pas été représenté lors des jugemens rendus avec sa femme. La Cour de Poitiers le déclare non recevable; mais, le 7 décembre 1808, son arrêt est cassé (2), de sorte que, si le sieur *Voyneau* a gagné son procès devant la nouvelle Cour qui a dû le juger, on aura vu un enfant trouver une mère légitime dans l'épouse de celui qui n'est pas son père.

Second exemple. — La Cour de cassation n'a-t-elle pas jugé de même, le 13 août 1816 (3), dans la fameuse affaire *Champeaux-Grammont*, que, lorsqu'un tribunal étranger a déclaré implicitement un mariage légitime, son jugement ne doit pas avoir en France force de chose jugée, parce que la puissance du souverain au nom duquel il est rendu n'est rien hors des

(1) Voy. le tom. 18, pag. 49.

(2) Voy. le tom. 9, pag. 683.

(3) Voy. le tom. 18, pag. 650.

de son état : de sorte que, si le tribunal français déclare le mariage non valable, une femme aura deux épouses légitimes et en France la concubine du divorce.

Il nous donc que l'état des hommes est indivisible, et qu'il n'y a point en ce sens qu'un premier jugement est nécessaire à la loi de toutes les parties intéressées ; et c'est ce que nous voyons dans la loi. Lors qu'un homme, par le droit de sang, qualité et état, est reconnu pour tel, le jugement (en matière d'état, en ce cas) est une chose si nécessaire et si nécessaire, que le jugement est indivisible et inséparable d'un frère à l'autre... Mais on ne peut pas dire que l'un profite d'un frère que l'autre a le jugement pour lui. La loi en matière d'état. Il est bien d'autres cas où le même serait aussi désirable que dans celui-ci, et où il ne n'a pas lieu. Ne dit-on pas que la qualité d'héritier est indivisible? *Semel hæres semper hæres*. Et pourtant, dans ces circonstances ce principe ne s'applique pas. — Mais de la Flèche ne peut donc profiter qu'aux Vandeuvres tout obtenu. Quel que soit le résultat du procès entre eux et les Bourreau, René fût-il déclaré légitime vis-à-vis de ses frères, le second jugement sera, quant à eux, *res interdicta*, et produira tous ses effets comme le premier vis-à-vis des Vandolons. Cette contrariété de jugemens sur la question d'état serait sans doute fâcheuse ; mais s'il faut sacrifier à tout ce qui présente des inconvéniens, n'aurait-on pas à peu près toutes nos institutions. L'impératif est le cachet de notre faiblesse.

Si les Bourreau avaient-ils été en droit d'excepter de la chose jugée, ils ne le pourraient plus, parce qu'ils auraient l'appelant comme légitime. Ce qui conste pour les hommes, c'est la reconnaissance. Cet état doit être tel qu'il serait immoral de voir une famille tantôt reconnaître et tantôt contester l'état d'un individu selon son intérêt.

Le 24 avril 1821, ARRÊT de la Cour royale d'Angers, au Palais national, M. de Chalup premier président, MM. Duval et Lamoignon avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Allain Tardieu,

conseiller-auditeur ; Considérant que le jugement rendu par la Flèche, le 14 thermidor an 11, auquel le tribunal de Calais a attribué l'autorité de la chose jugée pour l'appel à l'instance pendante devant lui, et y prendre une règle de décision, n'était pas intervenu entre les mêmes personnes comparaisaient devant lui, et qu'ainsi il a faussement appliqué l'art. 1551 du Code civil ; — Considérant qu'il y a eu mariage entre Louise Bourreau et René Vandolon ; que pendant, auquel a été donné à sa naissance le même nom René, est fils de Louise Bourreau, qu'il a été inscrit sur le registre de l'état civil comme fils d'une femme légitimement mariée, avec déclaration que le mari était absent ; que cette inscription est une présomption légale de la légitimité de sa naissance ; que les intimés, frères de sa mère, loin de contester dans l'origine l'état de cet enfant, l'ont considéré comme faisant partie de leur famille, qu'ils lui ont servi de tuteurs, admis à succéder à sa mère, qu'ils ont défendu son état devant les tribunaux ; que même, après qu'il eut succédé devant celui de la Flèche, ils l'ont encore considéré comme légitime de leur sœur, en l'admettant à la succession de son père... ; — Qu'aujourd'hui ils ne rapportent pas la preuve de la dissolution du mariage de Louise Bourreau avant la conception de son fils ; qu'ils auraient pu être admis à faire preuve du décès de René Vandolon, son mari, dans les cas autorisés par la loi, dans les cas qu'elle a prévus ; qu'ils ne peuvent y suppléer par des certificats extrajudiciaires, qui ne sont pas même précis et concordans, dont la sincérité n'est pas attestée, et qui ne fournissent aucune garantie à la justice ; — A Mis l'appel et ce dont est appel au néant, émendant et réformant, faute par les intimés de rapporter la preuve légale du décès de René Vandolon, les déclare non recevables à contester l'état par eux reconnu de René Vandolon levenu, et le relaxe des condamnations, etc. »

### COUR DE CASSATION.

*Le bail consenti de bonne foi par le fol enchérisseur, et dans lequel époque où il n'avait encore été l'objet d'aucune poursuite*

*doit-il être exécuté par l'adjudicataire sur folle enchère ?*  
( Rés. aff. ) Cod. civ., art. 1183 et 1184.

LAFOREST, C. PANHARD.

La revente sur folle enchère résout et anéantit le droit que l'enchérisseur avait acquis sur la chose. Il suit de ce principe élémentaire que tous les droits réels et perpétuels que l'enchérisseur a conférés à des tiers sont frappés de la même résolution, d'après la règle *Solutio jure dantis, solvitur accipientis*. Ainsi s'évanouissent de plein droit la vente, la constitution de servitude, la constitution d'hypothèque, etc., si elle a pu consentir pendant la durée de sa possession. Mais est-il des actes de simple administration comme des actes de propriété ? Le bail émané du fol enchérisseur cessera-t-il aussi par l'effet de l'expropriation du bailleur ? Ou devra-t-il, au contraire, être entretenu par l'adjudicataire sur folle enchère ? S'il est prouvé que le bail est frauduleux, et qu'il a été fait dans la vue de grever l'immeuble d'un droit de jouissance plus ou moins onéreux, après la dépossession du fol enchérisseur, il est certain que cette œuvre de la mauvaise foi ne saurait être respectée. Mais dans le cas où la bonne foi a présidé au contrat, ou, ce qui est la même chose, toutes les fois que la fraude n'apparaît pas aux yeux des magistrats, il semble naturel d'appliquer le principe d'équité et d'intérêt public qui veut que tous les actes faits par le possesseur, dans les bornes du droit d'administration, soient maintenus. Cette règle, qui n'est point consacrée par un texte formel de la loi, découle évidemment de la combinaison de plusieurs dispositions particulières du Code civil. Nous voyons, en effet, dans les articles 595, 1429, 1675 et 1718, que les baux consentis par l'usufruitier, le mari, l'acquéreur sous pacte de rachat, le tuteur, sont obligatoires pour le nu propriétaire, la femme, le vendeur à réméré et le pupille, lorsqu'ils n'excèdent pas neuf années. La parité est sensible entre ces différents cas et celui du bail souscrit par le fol enchérisseur : le même principe doit donc le régir.

Telle est la doctrine adoptée par la Cour royale de Paris et par la Cour de cassation, dans l'espèce suivante,



Un terrain situé à Paris, près des Bains Chinois, avait été adjugé à un sieur *Lebrun*, à titre d'emphytéose, et à la charge d'y construire plusieurs bâtimens. En 1810, *Lebrun* fit un bail notarié pour neuf ans au sieur *Panhard* d'une maison de différentes boutiques qu'il avait fait lui-même élever pour le prix annuel de 8,000 fr. Le preneur payait d'avance 16,000 fr., imputables sur les deux dernières années.

*Lebrun* n'ayant pas acquitté le prix de son acquisition, la vente sur folle enchère fut poursuivie contre lui, et, le courant de 1818, l'immeuble fut adjugé au sieur *Laforest*. Ce dernier forma contre le sieur *Panhard* une demande en délaissement des lieux qui lui avaient été loués par le fol enchérisseur. Il soutint d'abord, en thèse générale, que le fol émané d'un fol enchérisseur était toujours résolu de plein droit; et, subsidiairement, il prétendait que, si la fraude était exigée comme condition de cette résolution, elle n'était, dans l'espèce, de plusieurs circonstances qu'il signalait.

Ce système fut rejeté par un jugement du tribunal civil de la Seine, du 24 juillet 1819, dont voici les motifs : « Attendu, en droit, que, si l'adjudicataire dépossédé par la vente de l'immeuble à sa folle enchère est censé n'avoir jamais été propriétaire, cette revente ne peut pas détruire le fait de la possession qu'il a eue, non plus que les dispositions qu'il a pu faire, sans fraude, des fruits et revenus de l'immeuble pendant le cours de cette possession; qu'ainsi les baux faits de bonne foi, et pour le temps ordinaire des locations, de biens qui ne se détruisent pas par l'usage, doivent recevoir leur exécution; — Attendu, en fait, que la fraude reprochée au sieur *Panhard* n'est pas prouvée; que la possession publique et paisible de *Lebrun*, avant et depuis plusieurs années, et le bail notarié par lui fait au sieur *Panhard*, excluent l'idée d'un accord frauduleux entre *Panhard* et lui; — Attendu que le bail n'est pas fait à vil prix, et qu'il représente un revenu supérieur à l'intérêt du prix principal de l'adjudication faite à *Laforest*, quoiqu'il ne comprenne qu'une partie de la propriété dont la jouissance emphytéotique est adjugée à celui-ci; que les avantages que *Panhard* a pu retirer des sous-locations ne sont pas excessifs, et peuvent être considérés comme



légitime indemnité de la garantie à laquelle il est soumis envers le propriétaire. . . .

Le sieur Laforest ayant appelé de ce jugement, la Cour royale de Paris en adopta les motifs, et le confirma par arrêt du 27 février 1820.

Pourvoi en cassation fondé sur une prétendue violation de la maxime que *nul ne peut transmettre à autrui plus de droit qu'il n'en a lui-même*, et sur une prétendue contradiction aux art. 1183 et 1184 du Code civil.

Suivant le demandeur, la règle *Nemo plus juris in alium...*

si conforme à la raison et à l'équité, elle est si intimement puisée dans la nature même des choses, qu'elle ne souffrir d'exception que dans les cas formellement exprimés par la loi : la faire fléchir par de prétendus motifs d'usage, c'est là violer, et porter une atteinte arbitraire et injuste à l'une des bases fondamentales de la législation. Le Tribunal civil et la Cour royale de Paris ont reconnu que l'adjudicataire dépossédé par la revente de l'immeuble à sa folle enchère est censé n'avoir jamais été propriétaire. Ils devaient en tirer la conséquence que le bail consenti par le vendeur enenchérissant cessait avec la possession de ce dernier, à moins qu'un texte positif de la loi ne décidât le contraire. Mais maintenant après l'adjudication sur folle enchère, sans que le législateur eût expressément autorisé cette dérogation au droit commun, il ont ajouté à la loi : leurs décisions doivent donc être annulées.

Si la doctrine consacrée par ces décisions pouvait prévaloir, que deviendrait donc, poursuivait le sieur Laforest, l'application des principes posés dans les art. 1183 et 1184 du Code civil? Aux termes de ces articles, « la condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des parties ne satisfera point à son engagement; et la condition résolutoire, lorsqu'elle s'accomplit, opère la révocation de l'obligation, et remet les choses au même état que si l'obligation n'avait existé ». Ne résulte-t-il pas clairement de ces dispositions que, en cas de défaut de paiement du prix, l'adjudication est résolue, et le titre de propriété de l'adjudicataire est révoqué, que

les actes qu'il a faits et les droits qu'il a conférés sont mis néant, et qu'en un mot, toutes les conséquences et toutes les suites de la vente s'effacent et disparaissent? Si le bail émané du fol enchérisseur survivait à l'expropriation du bailleur, les choses ne seraient pas remises au même état qu'elles étaient si l'adjudication n'avait pas existé, et le vœu de la loi ne serait pas rempli.

*La revente*, a dit la Cour royale de Paris, par l'organe de premiers juges, dont elle s'est approprié les motifs, *la revente ne peut pas détruire le fait de la possession qu'a eue l'adjudicataire*. C'est là une vérité si simple, qu'à peine était-il besoin de l'énoncer; et nous voulons bien en conclure, avec l'auteur attaqué, que *les dispositions que l'adjudicataire a pu faire sans fraude des fruits et revenus de l'immeuble pendant le cours de sa possession* doivent être respectées. Mais le principe qu'en fait de meubles, la possession vaut titre, à l'égard des tiers de bonne foi. Mais est-il bien conforme aux règles du droit et de la logique d'en induire que *les baux faits de bonne foi et pour le temps ordinaire doivent recevoir leur exécution*? Cette conséquence est évidemment plus étendue que la prémisse. Ici commence et le vice de raisonnement et l'erreur manifeste sur lesquels reposent les décisions dénoncées à la Cour régulatrice; et au lieu d'un moyen de solution que nous devions attendre, nous n'apercevons plus qu'une pétition de principes qui ne prouve rien.

Disposer des fruits nés et échus avant l'adjudication, et disposer des fruits qui ne naîtront et n'écherront que postérieurement, sont deux choses très-différentes. Le second acte n'est pas protégé comme le premier par le principe *En fait de meubles, possession vaut titre*, puisque le fol enchérisseur ne possède plus rien à l'époque de la naissance des fruits, ou de l'échéance des revenus. Il reste donc soumis à l'empire et à tous les effets de la condition résolutoire.

Nous avons suffisamment indiqué dans les observations préliminaires qui commencent cette notice les réponses qu'on pourrait faire aux moyens de cassation; et les considérans de l'arrêt que nous allons rapporter en sont d'ailleurs le complément. Nous ne ferons ici qu'une seule réflexion qui nous paraît

l'attaquer avec force contre le pourvoi. Si le système du demandeur prévalait, ceux qui prendraient un immeuble à bail, d'un acquéreur qui n'aurait pas payé son prix, seraient exposés à voir cesser leur jouissance d'un moment à l'autre, par l'effet d'une action résolutoire ou de la folle enchère. On sent combien cela diminuerait la facilité et le prix des locations, en pareil cas ; un acquéreur qui aurait terme plus ou moins long pour le paiement de son prix serait privé de l'avantage de louer sa chose, ou au moins de la louer utilement, jusqu'à ce qu'il eût payé. Cet inconvénient serait grave, et l'intérêt général de l'agriculture et du commerce n'en souffrirait pas moins que l'intérêt particulier des propriétaires.

Le 11 avril 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. La-  
fayette président d'âge, M. Lasagny rapporteur, M. Odil-  
lot avocat, par lequel :

LE COUR. — Sur les conclusions conformes de M. Jou-  
bert, avocat-général ; — Attendu que des faits reconnus con-  
stants dans la cause il résulte 1<sup>o</sup> que, plusieurs années tant  
avant qu'après la stipulation du bail en question, Lebrun a été  
en possession publique, paisible, et à titre de propriétaire, du  
terrain dont il s'agit ; 2<sup>o</sup> que c'est Lebrun lui-même qui y avait  
bâti les habitations et boutiques comprises dans ledit bail ; 3<sup>o</sup>  
enfin, que ce bail avait été passé par Lebrun de très-bonne  
foi pour le temps ordinaire et d'une manière bien avantageuse  
pour le bailleur ; que, dans ces circonstances, en envisageant  
ce bail comme un acte ordinaire, utile et nécessaire, de sim-  
ple administration, en le déclarant légitime et valable, et en  
ordonnant qu'il serait exécuté jusqu'à son terme, quoique  
le titre de propriété du bailleur eût été résolu avant l'expira-  
tion de ce même terme, l'arrêt attaqué a fait une juste appli-  
cation des lois de la matière, et notamment de la maxime  
*Quæ semel utiliter constituta sunt, durant, licet, ille casus  
existat à quo initium capere non potuerunt* ( L. 85, D., de  
reg. juris ) ; — REJETTE, etc. »

Nota. Sans doute la solution eût été différente, si le bail  
avait excédé le terme ordinaire de neuf ans, et s'il avait été  
consenti par le fol enchérisseur postérieurement à la pour-

suite de folle enchère introduite contre lui. C'est ainsi que la Cour d'appel de Paris a jugé entre *Chezjean* et héritiers *Ricoux*, par arrêt du 25 juin 1814. Dans cette espèce le bail avait été fait pour dix-huit ans, et depuis la poursuite de la folle enchère ; c'est particulièrement cette dernière circonstance qui paraît avoir influé sur la détermination de la Cour. « Considérant, porte l'arrêt, que, par adjudication sur folle enchère du 2 octobre 1813, *Boulogne* a été définitivement dépossédé ; que le bail de dix-huit ans par *Boulogne* à *Chezjean* du 12 janvier 1813, a été fait pendant le cours de la poursuite de folle enchère ; — A Mis et Met l'appellation et ce dont est appel au néant ; — Enendant, décharge les veuve et héritiers *Ricoux*, parties de *Louis*, des condamnations prononcées ; — Au principal, sans s'arrêter aux conclusions et demandes de *Chezjean* et de *Boulogne*, dont ils sont déboutés, déclare frauduleux et nul le bail du 12 janvier 1813 ; en conséquence, autorise les veuve et héritiers *Ricoux* à se mettre en possession des bois et fruits contenus en leur saisie du 10 juin suivant.

### COUR SUPÉRIEURE DE LIEGE.

*Le créancier d'un négociant décédé doit-il assigner l'héritier de son débiteur devant le tribunal de commerce dont le défunt était justiciable, et non devant le tribunal du domicile du défendeur ?* ( Rés. aff. ) Cod. de proc. civ., art. 426.

MURAY, C. PIETTE.

Le sieur *Murray*, domicilié à Verviers, fut assigné devant le tribunal de commerce de cette ville, en sa qualité d'héritier du sieur *Degotte*, négociant à Liège, à la requête du sieur *Piette*, créancier de ce dernier. — Le sieur *Murray* déclina la juridiction du tribunal de Verviers ; il soutint que le tribunal de Liège, dont son auteur était justiciable, était seul compétent pour connaître de l'action intentée par le sieur *Piette* ; il se fondait sur l'art. 426 du Code de procédure, qui porte : « Les veuves et héritiers des justiciables du tribunal de commerce y seront assignés en reprise, ou par action nouvelle, sauf si les qualités sont contestées, etc. » — Le sieur *Piette* répondait que

tribunal de Verviers était compétent, parce que le demandeur a le droit d'assigner devant le tribunal du domicile du défendeur ou devant celui dans l'arrondissement duquel le paiement doit s'effectuer. (Cod. de proc. civ., art. 420.)

Jugement du tribunal de commerce de Verviers qui, accueillant ce moyen, rejette le déclinatoire.

Appel. — Et, le 11 avril 1821, ARRÊT de la Cour supérieure de Liège, première chambre, MM. *Robert et Fellige* présidants, par lequel :

LA COUR, — Attendu que Hubert Degotte, dont l'appel est l'un des héritiers, n'aurait pu être assigné valablement devant le tribunal de commerce de Verviers, qui n'était compétent ni sous le rapport du domicile du sieur Degotte, ni sous le rapport de la livraison de la marchandise, ni sous le rapport du lieu où le paiement devait être effectué; — Attendu qu'il est de principe que les tribunaux de commerce ne sont compétens, vis-à-vis des veuves et héritiers, qu'autant que les marchands qu'ils représentent auraient pu eux-mêmes y être assignés; — Attendu que c'est en ce sens que doit s'entendre l'art. 426 du Code de procédure, qui dispose que les veuves et héritiers des justiciables du tribunal de commerce seront assignés en reprise ou par action nouvelle; que ces dispositions ne peuvent et ne doivent s'entendre que du tribunal de commerce dont le défunt était justiciable; — Attendu qu'il est aussi de principe que la compétence des tribunaux de commerce dérive de la nature du contrat, c'est-à-dire de ce qu'il est fait entre marchands, pour fait de commerce : d'où il suit que la compétence existe au moment où le contrat est soulevé, et que, son existence étant acquise, les changemens ultérieurs dans les qualités des personnes sont indifférens, et ne peuvent changer ou faire cesser cette compétence; — Par ces motifs, Met l'appellation et ce dont est appel au néant, et déclare que le tribunal de commerce de Verviers est incompétent. »

Nota. M. Delvincourt et M. Carré professent une opinion contraire. « Devant quel tribunal, disent ces auteurs, devra-

t-on assigner par action principale les veuves et héritiers justiciables du tribunal de commerce? On doit se conformer dans ce cas à l'art. 420 du Code de procédure. » *Inst. Droit comm.*, note 3 de la pag. 312, 2<sup>e</sup> édit.; *Lois de procédure*, tom. 2, pag. 82.

### COUR D'APPEL DE DIJON.

*Les émigrés rendus à la vie civile par l'ordonnance royale du 21 août 1814 sont-ils personnellement passibles des dettes par eux contractées avant leur émigration? (Rés. nég.)*

*Sont-ils tenus au paiement de ces mêmes dettes, comme détenteurs des biens qu'ils y avaient précédemment hypothéqués, et qui leur ont été remis en totalité ou en partie, par vertu de la loi du 5 décembre 1814? (Rés. nég.)*

M. DE BÉVY, C. LA DAME, LA GUICHE.

M. Joly de Bévy, ancien président du parlement de Bourgogne, a émigré en 1791, et n'est rentré en France qu'en 1814.

En exécution de la loi rendue le 5 décembre de la même année, l'Etat lui a fait remise de quelques cantons de la Bourgogne, qui faisaient partie d'une fortune autrefois considérable.

Madame la marquise de la Guiche, créancière du président de Bévy d'une rente de 1,500 fr., au capital de 30,000 fr. constituée par titre authentique du 5 décembre 1776, a fait assigner ce dernier devant le tribunal civil de Dijon, pour lui passer titre nouvel et reconnaissance de la rente dont s'agit, lui en payer les arrérages échus et les lui servir exactement à l'avenir.

M. de Bévy a résisté à cette demande. Il a dit que les émigrés avaient été frappés de mort civile par les lois de la Révolution; que la confiscation qui en avait été la suite avait nécessairement éteint toutes leurs dettes; que leurs créanciers étaient devenus ceux de l'Etat; qu'ils devaient conséquemment s'adresser à l'Etat pour faire liquider leurs créances avant la déchéance prononcée par la loi du 15 février 1808; que ceux qui ne l'avaient pas fait devaient s'imputer cette inertie, qu'il



even de la déchéance encourue par les retardataires, le Gouvernement avait été désormais affranchi des dettes non liquidées; qu'ainsi les biens des émigrés, devenus libres et dégagés de toutes charges dans ses mains, avaient, au moyen de la remise, passé avec la même franchise dans celles des émigrés, anciens propriétaires; que la loi du 5 décembre 1814 était une loi de grâce; que la remise par elle ordonnée devait exclusivement profiter aux émigrés ou à leurs familles, et que ce but ne serait pas atteint, si le bienfait de la loi pouvait être neutralisé par des répétitions de créances que l'État lui-même avait dû regarder comme éteintes.

Le 31 août 1820, jugement du tribunal civil de Dijon, qui ordonne, avant faire droit, « que, dans le délai de trois mois, M. de Bévy produira un état détaillé de tous les biens meubles et immeubles dont le Gouvernement s'est emparé par suite de la confiscation prononcée contre lui comme étant inscrit sur une liste d'émigrés, en donnant à chaque article dudit état la valeur vénale de 1790, lequel comprendra en outre les dettes actives dont le Gouvernement s'est de même emparé; qu'à la suite du même état, M. de Bévy désignera, aussi par article, tous les biens qui lui ont été rendus en exécution de la loi du 5 décembre 1814, en donnant aussi à chaque immeuble la valeur de 1790, pour, à la vue dudit état, que la dame de la Guiche pourra contredire dans le délai de trois mois, à compter de la signification qui lui en aura été faite, être statué ce qu'il appartiendra, tous dépens réservés ».

M. de Bévy a déféré ce jugement à la censure de la Cour royale de Dijon, en ce qu'il décidait que la créance réclamée par madame de la Guiche était due au moins en partie.

Celle-ci a dû devoir en appeler incidemment, en ce que le tribunal civil ne lui avait pas adjugé la totalité de la dette.

Les moyens respectifs des parties sont exactement analysés dans l'arrêt suivant.

Du 14 avril 1821, ARRÊT de la Cour royale de Dijon, première chambre, M. Ranfert de Monceau premier président, MM. Morcréue et Varémbey avocats, par lequel:

LA COUR, — Vu les lois des 28 mars 1793 (art. 13), 25 juillet 1793 (art. 13), 1<sup>er</sup> floréal an 3 (art. 1<sup>er</sup>), 24 fr-

maire an 6 (art. 54 et suivans), le sénatus-consulte du 1<sup>er</sup> floréal an 10, l'arrêté du Gouvernement du 3 floréal an 11, le décret du 25 février 1808 sur la liquidation de la dette publique, l'ordonnance royale du 21 août 1814, et enfin la loi du 5 décembre 1814 ; — *Sur la première question*, — Considérant que, par la loi du 28 mars 1793, les émigrés ont été déclarés morts civilement, et leurs biens confisqués au profit de l'Etat ; que les lois postérieures, et notamment le décret du 28 vendémiaire an 9, qui en a éliminé un grand nombre, le sénatus-consulte du 6 floréal de l'an 10, qui a amnistié tous ceux qui rentreraient sur le territoire français dans un temps donné et sous certaines conditions, et enfin l'ordonnance du 21 août 1814, qui a définitivement aboli toutes les inscriptions sur la liste des émigrés, n'ont détruit les effets de la mort civile encourue par les émigrés que pour l'avenir, et du jour où ces différentes lois ont été rendues : d'où suit la conséquence que, la mort civile ayant réellement existé dans le temps intermédiaire entre l'inscription et la radiation, il faut rechercher quels en ont été les effets vis-à-vis des émigrés. Or il est de principe que la succession des morts civilement est ouverte, et que, si elle n'eût pas été frappée de confiscation, leurs héritiers naturels l'eussent recueillie comme s'ils étaient morts naturellement ; et comme il est constant que les héritiers naturels, en appréhendant la succession, eussent été tenus de toutes les charges, il s'ensuit que l'Etat, qui par la confiscation s'est mis à leur place, est de même tenu de toutes ces charges. D'ailleurs, tous les jurisconsultes qui ont écrit sur la matière, d'accord en cela avec les lois romaines, décident que la mort civile suivie de confiscation de biens libère entièrement celui qui l'a encourue des dettes par lui contractées antérieurement, et que ses créanciers n'ont de recours que contre le confiscateur ; et cet avis est aussi celui de l'auteur du *Recueil de jurisprudence*, ainsi qu'il l'a établi par une foule de citations, en son 15<sup>e</sup> volume, au mot *Emigration*, et en ses *Questions de droit*, au mot *Inscription hypothécaire*, dans l'affaire du sieur *Crquillebois* ; — Considérant que cette doctrine est encore d'accord avec les lois qui régissent plus spécialement la matière : en effet, la loi du 25 juillet 1793 déchargeait les biens

émigrés de toutes les dettes et hypothèques qu'ils grevaient, celle du 1<sup>er</sup> floréal an 3 déclarait les créanciers des émigrés *créanciers directs* de l'Etat, et leur ordonnait de produire leurs titres dans un certain délai, pour être liquidés; dès lors il a eu, par la volonté irrésistible du législateur, novation dans la créance, et quand même la mort civile n'aurait pas déchargé de ces dettes celui qui l'avait encourue, l'émigré en aurait été déchargé par l'effet de la loi du 1<sup>er</sup> floréal an 3, puisqu'elle donnait positivement un nouveau débiteur au créancier de l'émigré, puisqu'elle étendait toutes les actions personnelles ou réelles relativement aux émigrés, qu'elle défendait aux créanciers de poursuivre devant les tribunaux celles commencées ou d'en intenter de nouvelles; fut-il jamais novation plus formelle et plus clairement exprimée? — Considérant que l'art. 12 de l'arrêté du 3 floréal an 11, en admettant les créanciers des émigrés rayés, éliminés ou amnistiés, à demander leur liquidation, s'ils prétendent que leurs débiteurs n'ont reçu aucune restitution de biens ou qu'ils n'en possèdent pas de suffisans pour les payer, a implicitement décidé que toute action personnelle était éteinte contre les émigrés: car, si elle fût restée à ces créanciers contre leurs anciens débiteurs, ceux-ci pouvant revenir à meilleure fortune et être en état de payer leurs dettes, l'Etat ne se serait pas obligé à liquider les créanciers; — Considérant que la loi du 5 décembre 1814, en rendant aux émigrés leurs anciennes propriétés non aliénées par le fisc, a, par son article 1<sup>er</sup>, maintenu, de plus fort, toutes les lois et tous les actes du Gouvernement relatifs à l'émigration, d'où suit la conséquence que les anciens créanciers des émigrés, devenus créanciers du fisc par la loi du 1<sup>er</sup> floréal an 3, sont restés tels, et ne sont pas redevenus créanciers des émigrés, ainsi que l'établit tout aussi doctement M. Merlin, dans la même affaire *Erbullebois*: d'où suit encore la conséquence qu'ils n'ont aucune action personnelle contre ces émigrés et qu'ils ne peuvent s'adresser qu'au fisc, si toutefois, par l'effet de quelques lois, ils n'ont pas encouru la déchéance, qui, étant une espèce de prescription, leur enlève définitivement tout droit; — Sur la deuxième question, — Considérant que les émigrés rendus à la vie civile par l'effet de l'ordonnance du 21

août 1814 ne peuvent, comme *détenteurs* de leurs anciens propriétés, être tenus d'acquitter les dettes par eux contractées avant leur mort civile, qu'autant que l'Etat, confisicateur y aurait lui-même été tenu à cette époque, et qu'autant qu'ils leur remettant, par la loi du 5 décembre 1814, les biens vendus qui leur avaient autrefois appartenu, le législateur leur aurait imposé l'obligation d'acquitter les dettes qui les avaient autrefois grevés; — Considérant qu'à l'époque du 21 août 1814 l'Etat n'était plus obligé au paiement des dettes des émigrés et en effet, si l'Etat, comme confisicateur, était, à l'époque des confiscations, naturellement tenu de ces dettes, il en était tenu en vertu des lois sur l'émigration, et notamment en vertu de la loi du 1<sup>er</sup> floréal an 3, qui avait déclaré les créanciers des émigrés *créanciers directs de l'Etat*; cette obligation avait été par lui soumise à l'accomplissement de quelques obligations dont le défaut devait opérer sa libération; ces obligations étaient la remise des titres de créance, afin que, soumis à une commission de liquidation, ils fussent par elle vérifiés pour être ensuite payés, et ce sous *peine de déchéance*, si, dans un délai déterminé, cette production n'était pas faite, délai d'abord fixé à un terme très-court, ensuite prorogé, et enfin fixé définitivement, par le décret du 25 février 1808, au 1<sup>er</sup> janvier 1810, jour auquel la commission de liquidation était dissoute, et les créanciers qui ne s'étaient pas fait liquider définitivement déchus de leurs créances; — Considérant que dès lors l'Etat n'a plus été tenu à aucune des dettes des émigrés, dès lors ceux des biens qui leur avaient appartenu étaient entièrement libres entre ses mains; dès lors, en les donnant aux émigrés, il leur en a fait remise dans le même état où il les possédait lui-même, et l'Etat étant libéré, les émigrés qu'il a mis à son lieu et place le sont comme lui; — Considérant que vainement prétend-on tirer quelque argument du sénatus-consulte du 6 floréal de l'an 10, ou plutôt de l'arrêté du Gouvernement du 3 floréal an 11, et de la jurisprudence admise par quelques Cours et par celle de cassation; à l'époque du sénatus-consulte et de cet arrêté les créanciers des émigrés avaient l'intégralité de leurs droits; l'Etat était leur débiteur, et le législateur pouvait certainement, en amnistiant les émigrés, leur imposer l'obligation d'acquitter tout ou partie de leurs

ettes. La jurisprudence des arrêts était donc fondée en droit alors : c'est ce qui est sagement établi par M. Merlin, dans le quinzième volume de son Répertoire, au mot *Émigration* ; mais ce qui était légal alors, ne le serait plus ; l'Etat en 1814 n'était plus obligé envers les créanciers, et les émigrés, qui sont à ses droits ne sont pas plus obligés. — Tout aussi vainement exciperait-on de l'art. 14 de la loi du 5 décembre 1814 : d'abord cet article, n'est attributif, ni même reconnaissant d'aucun droit ; il ne fait que suspendre les actions de ceux qui pourraient avoir des droits : ainsi, sous ce rapport, on pourrait dire qu'il ne préjuge rien ; mais comme cette loi toute entière politique, cette loi toute de grâce et de faveur, faisait remise à tous les inscrits quelconques sur les listes des émigrés de la totalité des biens encore dans les mains du fisc ; qu'elle ne faisait aucune distinction des émigrés injustement mis sur la liste, et rayés sur la production des certificats de résidence, des émigrés éliminés, amnistiés, ou enfin de ceux rendus à la vie civile par l'ordonnance du 21 août 1814, il résulte de ce qui vient d'être dit plus haut que, ces divers émigrés étant dans des catégories différentes, les créanciers des uns pouvaient avoir quelques droits à exercer, pendant que les créanciers des derniers, définitivement déchus, n'en avaient plus aucuns. Enfin, nous avons dit qu'il faudrait qu'en leur faisant remise de ces biens livrés, le législateur leur eût imposé l'obligation d'acquitter les dettes qui les avaient autrefois grevés ; mais, bien loin qu'on puisse voir dans la loi rien d'où on puisse induire, même indirectement, cette obligation, tout au contraire y répugne : car l'article 1<sup>er</sup>, « en maintenant, soit envers l'Etat, soit envers les tiers, toutes décisions, tous actes passés, tous droits acquis avant la publication de la Charte, et qui seraient fondés sur des lois ou actes du Gouvernement relatifs à l'émigration », a évidemment maintenu de plus fort le décret du 25 février 1808, qui déclarait les créanciers déchus ; et dès lors le législateur n'a pu avoir l'intention d'obliger les émigrés, rendus à la vie civile par l'ordonnance du 21 août 1814, à payer des dettes qui n'existaient plus. Pour le faire, il faudrait qu'il eût d'abord révoqué le décret du 25 février

1808 et autres lois qui ont libéré l'État; qu'il eût relevé la déchéance de ceux des créanciers qui l'avaient encourue et ensuite, qu'il eût nominativement chargé les émigrés de désintéresser ces créanciers, ce qui serait contradictoire à l'article 1<sup>er</sup> de cette loi. Loin de là, tout son ensemble montre que le législateur a fait et voulu faire une remise de grâce, une pure libéralité sans aucune condition, un acte de munificence avec des biens libres de toutes charges, qui lui appartenaient légalement, et dont il pouvait disposer comme il le voulait: c'est d'ailleurs ainsi que la Cour de cassation a interprété cette loi dans son arrêt du 25 janvier 1819, dans l'affaire de l'abbé *Duclaux* contre M. le marquis *Despinay Saint-Luc*. Concluons donc de tout ce que dessus que les émigrés rendus à la vie civile par l'ordonnance du 21 août 1814 ne sont tenus ni personnellement, ni comme détenteurs des biens dont ils avaient été autrefois propriétaires, d'acquitter les dettes dont ils étaient grevés avant leur mort civile; — Sans s'arrêter à l'appellation interjetée par madame de la Guiche du jugement du tribunal de première instance de Dijon, du 31 août 1820, qui demeure mise au néant prononçant sur celle émise par M. de Bévy du même jugement, et y faisant droit, A Mis icelle et ce dont est appel au néant; et, par nouveau jugement, a renvoyé et renvoyé M. Bévy des demandes, fins et conclusions de madame de la Guiche; la condamne à l'amende de dix francs et en tous les dépens des causes principale et d'appel.

*Nota.* La troisième chambre de la Cour royale de Dijon a consacré la même doctrine par un arrêt du 12 avril 1821, intervenu entre les sieurs *Picard* et *Malard*. Mais la Cour de cassation a jugé en sens contraire par deux arrêts, des 30 juillet 1822 et 12 août 1823. Ces décisions sont rapportées au tom. 2 de 1823, p. 491, et tom. 3 de la même année, p. 494.

## COUR DE CASSATION.

*Le cessionnaire qui a fait signifier son transport au débiteur*



originnaire avant de lui faire le commandement tendant à l'expropriation de ses biens est-il tenu de lui donner dans le commandement postérieur une nouvelle copie du transport et de sa signification? (Rés. nég.) Cod. civ., art. 1690 et 2214.

Dans le même cas, le cessionnaire est-il obligé de donner aussi copie du transport et de sa signification dans la sommation qu'aux termes de l'art. 2169 du Code civil il est tenu de faire au tiers détenteur, avant de poursuivre sur lui la vente de l'immeuble hypothéqué? (Rés. nég.)

RAMBAUT ET MARTINON, C. GUYENNOT.

Ces questions sont importantes ; néanmoins leur solution paraît facile. Aux termes de l'art. 1690 du Code civil, le cessionnaire est saisi à l'égard des tiers par la signification du transport faite au débiteur. L'art. 2214 n'exige point d'autre formalité pour que le cessionnaire d'un titre exécutoire puisse exproprier les biens du débiteur. Qu'il lui fasse signifier le transport avant que de poursuivre, la loi n'en exige pas davantage. Ainsi, dans l'économie des deux articles précités, le cessionnaire est saisi, soit à l'égard du débiteur, soit à l'égard des tiers, par la signification du transport ; cette signification le met au lieu et place du créancier originaire ; elle lui donne les mêmes prérogatives, et dès ce moment il n'est plus soumis à d'autres conditions, pour exécuter, que celles imposées au créancier lui-même. Or l'art. 2169 porte « que, faute par le tiers détenteur de payer ou de délaisser, chaque créancier hypothécaire a droit de faire vendre sur lui l'immeuble hypothéqué, trente jours après commandement fait au débiteur originaire, et sommation faite au tiers détenteur d'acquitter la dette exigible ou de délaisser l'héritage ». Ainsi, le cessionnaire, devenu créancier direct par la signification de son transport, n'a rien autre chose à faire, avant de poursuivre l'expropriation des biens, que de se conformer à cet article en faisant un commandement au débiteur originaire, et une sommation au tiers détenteur, conçue dans les termes indiqués par l'art. 2169.

A quoi servirait, au regard du débiteur originaire, de donner dans le commandement qui lui est notifié une nouvelle co-

pie du transport et de sa signification? Elle ne lui apprend rien qu'il ne sache déjà; ce serait une répétition, une diligence inutile. D'ailleurs la loi ne l'exige pas: comment pourrait-il se montrer plus sévère que la loi? Quant au détenteur, la copie du transport et de sa signification ne l'intéresse guère; et quand elle lui serait donnée dans la sommation qui lui est faite avant la saisie, elle ne lui apprend rien qui soit utile à sa défense. Sans doute il faut lui donner copie du titre et du commandement fait au débiteur originaire: du titre, afin qu'il connaisse l'origine, la cause et la teneur de la créance; du commandement, parce qu'il est justifié qu'il sache que le débiteur a refusé de payer. Mais la copie du transport dans la sommation n'aurait point d'objet, puisque ce n'est point là le titre qui sert de base à la poursuite, qu'au surplus le tiers détenteur est toujours le maître de commander la représentation de l'acte de transport et de sa signification. Il y avait d'autant moins de difficulté de le décider ainsi dans le cas particulier, que la sommation relatait la qualité de cessionnaires prise par les saisissans, ainsi que le contenu du transport et de sa signification. Mais la Cour régulatrice ne s'est point attachée à cette circonstance; elle a jugé la sommation en point de droit, et elle a décidé que la copie du transport et de sa signification n'était point nécessaire dans la sommation au tiers détenteur, surtout à peine de nullité, puisque que la loi ne l'exige pas, soit parce que l'art. 1050 du Code de procédure civile défend de déclarer nul un acte de procédure, si la nullité n'en est pas formellement prononcée par la loi.

Dans le fait, le sieur *Barraut*, ayant vendu au sieur *Guyennot* plusieurs immeubles, était resté créancier d'une portion du prix. — Par acte notarié du 16 août 1809, il cède aux sieurs *Rambaut* et *Martinon* sa créance sur l'acquéreur.

Le 19 octobre suivant, les cessionnaires font signifier le transport au sieur *Guyennot*. Celui-ci ne paie pas ce qu'il devait encore sur le prix de son acquisition, et revend les mêmes immeubles au sieur *Guillot*, qui se trouve ainsi grevé du privilège du précédent vendeur.

Le 18 avril 1817, les sieurs *Rambaut* et *Martinon*, cessionnaires de la créance privilégiée, font au sieur *Guyennot* le com-

ment prescrit par l'art. 673 du Code de procédure et l'art. 2169 du Code civil, avant que de procéder à la saisie immobilière des biens affectés à leur créance. — Le 18 juin ils font aussi signifier au sieur Guillot, tiers détenteur, sommation de payer ou de délaisser, qui doit précéder la saisie. Dans cette sommation ils donnent copie du titre original et du commandement qu'ils avaient fait au débiteur; mais ne donnent pas celle du transport et de sa notification; se bornent, comme ils l'avaient déjà fait dans le commandement, à indiquer la date de ces actes, et à prendre la qualité de cessionnaires.

Le 19 juillet, procès verbal de saisie immobilière faite sur le tiers détenteur, et indication de l'adjudication préparatoire au 15 novembre.

Le jour fixé pour cette adjudication, Guyennot, débiteur originaire, se présente à l'audience, déclare prendre fait et cause pour son acquéreur, qui ne comparait pas, et demande que la procédure d'expropriation soit déclarée nulle, depuis et compris le commandement et la sommation dont on vient de parler, sur le motif que ni l'un ni l'autre de ces actes ne contiennent copie du transport ni de sa signification, ce qui constitue, aux yeux de la loi, une contravention manifeste à l'art. 673 du Code de procédure (1).

Le moyen est rejeté par le tribunal civil de Louhans, devant lequel l'expropriation était suivie.

Appel. — Et, le 15 janvier 1818, arrêt de la Cour royale de Dijon, qui infirme la sentence des premiers juges, et annule la poursuite, à partir de la sommation faite au tiers détenteur, attendu que le saisissant n'a donné copie, dans le commandement, ni de l'acte de transport, ni de l'acte constatant la signification d'icelui au débiteur; que cependant ces actes forment un tout indivisible avec le titre original, qui sans eux n'a aucune valeur; que dès lors il y a violation de l'art. 673 du Code de procédure civile, qui exige, à peine de nullité, que,

---

(1) Cet article ne dit rien qui puisse justifier cette prétention; il porte seulement que la saisie immobilière sera précédée d'un commandement personnel ou domicile, en tête duquel il sera donné copie entière du titre en vertu duquel elle est faite.

dans le commandement, il soit donné copie du titre en vertu duquel le saisissant va procéder; que, si, dans ce cas particulier, cette omission pouvait être excusée par la circonstance que le transport aurait été, plusieurs fois auparavant, signifié au débiteur, la nullité se retrouverait tous les jours, et sans aucune excuse, dans la sommation faite au tiers détenteur, sommation dans laquelle il ne lui avait été donné aucune connaissance de ce transport, dont il est indispensable de lui donner copie; que ce n'est point là une nullité qui n'a point été prononcée par la loi; qu'il est contestable, en effet, que, si cette sommation, qui est un préalable nécessaire à la saisie, n'eût pas été faite, cette omission aurait vicié toute la procédure en expropriation qui aurait suivi; qu'on doit tirer la même conclusion, si elle a été faite d'une manière à ne pouvoir remplir sa destination, parce qu'en ce cas elle doit être considérée comme non avenue; que la sommation, dans l'espèce, n'a pu remplir son objet, puisque le tiers détenteur, à qui la cession de la créance n'était pas notifiée, n'a pu ni délaisser l'héritage, ni faire des offres réelles aux prétendus cessionnaires, qui ne justifiaient pas de leurs droits; que, par-là, cet acte, qui est un véritable commandement, se trouve infecté d'un vice substantiel qui entraîne la nullité, ainsi que celle de la procédure qui a suivi. »

Les sieurs Rambaut et Martinon demandent la cassation de cet arrêt, pour fausse application de l'art. 673 du Code de procédure, et pour violation des art. 2214 et 2169 du Code de procédure. — Que veut l'art. 673 du Code de procédure? ont dit les demandeurs. Il veut qu'en tête du commandement il soit donné copie entière du titre en vertu duquel la saisie est faite. Mais bien, il a été complètement satisfait à cette disposition, puisque le commandement fait à Guyennot, débiteur originaire, contient une copie entière et littérale du titre qui a servi de base à l'expropriation. A la vérité, on n'a point donné copie du transport ni de sa signification; mais pourquoi? Parce que le transport avait été déjà notifié à Guyennot, et qu'une nouvelle copie devenait inutile; parce que d'ailleurs l'art. 2214 du Code civil n'impose au cessionnaire d'autre obligation, avant de poursuivre la saisie, que de faire signifier son acte de cession.

au débiteur; et qu'enfin aucune loi n'exige que le cessionnaire donne, avec le commandement, copie de son acte de cession et de la signification qu'il en a faite. Aussi la Cour royale, tout en déclarant cette formalité nécessaire, n'a-t-elle pas osé attacher la peine de nullité à son inobservation; mais elle a pensé qu'en supposant l'omission excusable par la circonstance que le transport aurait été signifié au débiteur, cette formalité se retrouverait toujours dans la sommation faite au tiers détenteur, sommation dans laquelle le saisissant ne lui avait donné aucune connaissance du transport dont il était indispensable de lui fournir copie. Or c'est en cela que la Cour royale a faussement appliqué l'art. 673 du Code de procédure, et qu'elle a violé les art. 2214 et 2169 du Code civil.

Elle a faussement appliqué l'art. 673 du Code de procédure, en effet, cet article ne contient aucune disposition pour le cas où les droits du créancier sont exercés par un cessionnaire, ni par celui où l'expropriation est poursuivie contre un tiers détenteur. — Elle a violé les art. 2214 et 2169 du Code civil, en ce que ces articles, prévoyant les deux hypothèses sur lesquelles le Code de procédure garde le silence, n'exigent nullement, dans la sommation prescrite à l'égard du tiers détenteur, qu'il soit donné copie du transport et de sa signification. Le cessionnaire est saisi par la signification faite au débiteur de son acte de cession. Telle est la disposition formelle de l'art. 2214. Pour poursuivre la saisie immobilière, il doit la faire précédée d'un commandement au débiteur originaire et d'une sommation au tiers détenteur : voilà le vœu de l'art. 2169. Mais aucun de ces articles ne prescrit, ni dans le commandement ni dans la sommation, une copie entière du transport ni de la signification qui en a été faite au débiteur. La raison en est simple : le transport n'est pas le titre en vertu duquel la saisie peut être pratiquée; ce n'est pas à cause de lui que le tiers détenteur est tenu de payer ou de délaisser; son obligation résulte des inscriptions hypothécaires qui grèvent l'immeuble par lui acquis. Le transport de la créance n'est qu'un incident qui est étranger au tiers détenteur, qui devient indifférent pour lui, puisque ce n'est point en vertu du transport, mais bien du titre originaire, qu'il est forcé de payer, et que dès lors il lui

suffit d'avoir copie entière de ce titre. D'ailleurs, la qualité de cessionnaires prise par les saisissans dans la sommation faite au tiers détenteur, et la relation de la date du transport et de sa signification, ne lui laissent aucun doute sur la cession de la créance et la notification du transport au débiteur. — Il est donc évident que la Cour royale a commis un excès de pouvoir intolérable en annulant une procédure dont la nullité n'est prononcée par aucune loi.

Le sieur Guyennot ne s'est pas présenté pour justifier l'arrêt attaqué.

Du 16 avril 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brissot président, M. Rupérou rapporteur, M. Duclos avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Jourde, avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en chambre du conseil; — Vu les art. 2214 et 2269 du Code civil; — Vu aussi l'art. 1030 du Code de procédure; — Attendu que le cessionnaire qui a fait signifier l'acte de transport au débiteur est saisi à l'égard des tiers, et qu'en quelques mains que se trouve l'immeuble hypothéqué à la créance qui lui a été transportée, il a le droit de le saisir et d'en poursuivre la vente, après commandement fait au débiteur et sommation faite au tiers détenteur; — Attendu qu'aucune disposition du Code civil ni du Code de procédure ne lui impose l'obligation de donner dans cette sommation copie de l'acte de transport et de la signification qu'il en a faite au débiteur; — Attendu enfin, que nul acte de procédure ne peut être déclaré nul si la nullité n'en est pas formellement prononcée par la loi; — Il suit qu'en annulant la sommation dont il s'agit dans l'espèce, parce qu'elle ne contient pas copie de l'acte de transport et de la signification qui en a été faite au débiteur originaire, la Cour d'appel a créé une nullité qu'aucune loi ne prononce; — Par ces motifs, CASSE. »

*Nota.* La première question n'est pas explicitement résolue par l'arrêt de la Cour de cassation, mais elle l'est virtuellement par les motifs qui s'appliquent à la seconde question: e



la copie du transport et de sa signification n'est pas jugée nécessaire à l'égard du tiers détenteur, dans la sommation qui est faite en conformité de l'art. 2169, il est évident que cette copie (qui d'ailleurs n'est pas exigée par loi) est bien plus inutile encore dans le commandement fait au débiteur originaire, lorsque précédemment le transport lui a été signifié et qu'il en a une parfaite connaissance.

## COUR D'APPEL DE PARIS.

*Un immeuble indivis qui est adjugé, sur licitation, à l'un des copropriétaires, est-il affranchi DE PLAIN DROIT, dans la main de ce dernier, des hypothèques précédemment créées par les colicitans sur leur portion indivise ? ( Rés. aff. )*  
Cod. civ., art. 883.

*L'un des copropriétaires, en constituant une hypothèque au profit de son créancier, lui a transporté en même temps sa part éventuelle dans le prix de la vente, pour le cas où il ne se rendrait pas adjudicataire, ce transport est-il valable, et la signification qui en est faite aux autres propriétaires, avant la licitation, entraîne-t-elle la saisine immédiate du cessionnaire ? ( Rés. aff. )* Cod. civ., art. 2168 et suiv.

LES SIEURS GAUDISSERT, C. LE SEUR SIMONOT,  
Les sieurs Jean-François, Charles-Maurice et Alexandre Gaudissart étaient copropriétaires par indivis, et chacun pour un tiers, d'une maison située à Paris, rue de Ménard, ils avaient recueillie au double titre d'héritiers de Charles François-Léon Gaudissart, leur père et grand-père, et de tuteurs de Charles Gaudissart, leur parent collatéral.

En épousant en 1788 la demoiselle Marie-Joséphine Dechy, Jean-François Gaudissart apporta en mariage sa part émise dans cette maison, et constitua, en faveur de sa femme, un douaire de 3,000 fr., dont le capital, fixé à 60,000 fr., stipulé propre aux enfans à naître du mariage.

La dame Gaudissart mourut le 29 pluviôse an 7, laissant une fille unique, la demoiselle Adélaïde Gaudissart, alors

suffit d'avoir copie entière de ce titre. D'ailleurs, la qualité de cessionnaires prise par les saisissans dans la sommation faite au tiers détenteur, et la relation de la date du transport et de sa signification, ne lui laissent aucun doute sur la cession de la créance et la notification du transport au débiteur. — Il est donc évident que la Cour royale a commis un excès de pouvoir intolérable en annulant une procédure dont la nullité n'est prononcée par aucune loi.

Le sieur Guyennot ne s'est pas présenté pour justifier l'arrêt attaqué.

Du 16 avril 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brissot président, M. Rupérou rapporteur, M. Duclos avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Jourde, avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en chambre du conseil; — Vu les art. 2214 et 2169 du Code civil; — Vu aussi l'art. 1030 du Code de procédure; — Attendu que le cessionnaire qui a fait signifier l'acte de transport au débiteur est saisi à l'égard des tiers, et qu'en quelques mains que se trouve l'immeuble hypothéqué à la créance qui lui a été transportée, il a le droit de le saisir et d'en poursuivre la vente, après commandement fait au débiteur et sommation faite au tiers détenteur; — Attendu qu'aucune disposition du Code civil ni du Code de procédure ne lui impose l'obligation de donner dans cette sommation copie de l'acte de transport et de la signification qu'il en a faite au débiteur; — Attendu enfin, que nul acte de procédure ne peut être déclaré nul, si la nullité n'en est pas formellement prononcée par la loi : d'où il suit qu'en annulant la sommation dont il s'agit dans l'espèce, parce qu'elle ne contient pas copie de l'acte de transport et de la signification qui en a été faite au débiteur originaire, la Cour d'appel a créé une nullité qu'aucune loi ne prononce, et a commis un excès de pouvoir évident; — Par ces motifs, CASSE. »

*Nota.* La première question n'est pas explicitement résolue par l'arrêt de la Cour de cassation, mais elle l'est virtuellement par les motifs qui s'appliquent à la seconde question : c'est

la copie du transport et de sa signification n'est pas jugée nécessaire à l'égard du tiers détenteur, dans la sommation qui est faite en conformité de l'art. 2169, il est évident que cette copie (qui d'ailleurs n'est pas exigée par loi) est bien plus inutile encore dans le commandement fait au débiteur originaire, lorsque précédemment le transport lui a été signifié et qu'il en a eu une parfaite connaissance.

## COUR D'APPEL DE PARIS.

*Immeuble indivis qui est adjugé, sur licitation, à l'un des copropriétaires, est-il affranchi DE PLEIN DROIT, dans la main de ce dernier, des hypothèques précédemment créées par les colicitans sur leur portion indivise ? ( Rés. aff. )*  
Cod. civ., art. 883.

*L'un des copropriétaires, en constituant une hypothèque au profit de son créancier, lui a transporté en même temps sa part éventuelle dans le prix de la vente, pour le cas où il ne se rendrait pas adjudicataire, ce transport est-il valable, et la signification qui en est faite aux autres propriétaires, avant la licitation, entraîne-t-elle la saisine immédiate du cessionnaire ? ( Rés. aff. )* Cod. cry., art. 1689 et suiv.

LES SIEURS GAUDISSART, C. LE SEUR SIMONOT,

Les sieurs Jean-François, Charles-Maurice et Alexandre Gaudissart étaient copropriétaires par indivis, et chacun pour un tiers, d'une maison située à Paris, rue de Ménard, où ils avaient recueillie au double titre d'héritiers de Charles François-Léon Gaudissart, leur père et grand-père, et de tuteurs de Charles Gaudissart, leur parent collatéral.

En épousant en 1788 la demoiselle Marie-Joséphine Debachy, Jean-François Gaudissart apporta en mariage sa part indivise dans cette maison, et constitua, en faveur de sa femme, un douaire de 3,000 fr., dont le capital, fixé à 60,000 fr., fut stipulé propre aux enfans à naître du mariage.

La dame Gaudissart mourut le 29 pluviôse an 7, laissant une fille unique, la demoiselle Adélaïde Gaudissart, alors

Gaudissart, le sieur Simonot ne pourrait au moins s'en prévaloir, qu'autant qu'il eût été valablement saisi de la somme transportée, avant les oppositions que nous avons formées entre nos mains. Or la signification qui nous a été faite, son prétendu transport, avant la licitation, et lorsqu'il n'existait encore ni dette ni débiteur, a-t-elle pu produire cette saisine? Quelle qualité avions-nous pour recevoir une pareille signification? L'immeuble indivis ne pouvait-il pas être adjugé à notre copropriétaire, ou à un étranger, aussi-bien qu'à nous-mêmes? et, dans ce cas, n'aurions-nous pas été créanciers du prix, au lieu d'en être débiteurs? L'événement postérieur de la vente a-t-il pu donner à une notification nulle et inefficace dans son principe une force, et des effets qu'elle n'avait pas d'abord?

Quant à l'appel incident de la demoiselle Simonot contre la disposition du jugement qui avait prononcé la mainlevée de ses inscriptions, les frères Gaudissart le repoussaient avec le texte formel de l'art. 883 du Code civil, qui porte que « chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les effets compris dans son lot, ou à lui échus sur licitation ». D'où la conséquence nécessaire que toutes les charges réelles créées par l'un des colicitans s'évanouissent de plein droit par l'adjudication faite à l'autre. Le principe de l'art. 883, et tous les résultats qui en découlent, sont, au reste, fondés sur la nature même de l'indivision, comme l'explique fort bien l'avocat-général Talon; dans un plaidoyer rapporté par Brodeau, sur la Coutume de Paris; ils sont aussi consacrés par de nombreux monumens de jurisprudence (1), et par le suffrage unanime des auteurs (2).

(1) Voy. les arrêts des 11 janvier 1607, 29 mars 1615, 17 mai 1634, 19 août 1643, 29 mai 1699, 24 mars 1733, et 3 mai 1743, cités dans le *Recueil de jurisprudence*.

(2) Dumoulin, sur l'art. 33 de la Coutume de Paris, gloss. 1<sup>re</sup>, n° 72, tom. 1, pag. 407; Guyot, *Traité des Fiefs*; Lebrun, *des Successions*, tit. des Partages, nos 32 et 35; Lapeyrère, let. 5, n° 3; Duplessis, tit. des Censives de la Coutume de Paris, liv. 1, chap. 2, sect. 1<sup>re</sup>; Pothier, *des Successions*, chap. 4, art. 5, et de la Vente, 639 et 640; et Toulhier, *des Effets du partage*.

qu'il a dans la main. Le copropriétaire d'un immeuble indivis, qui peut bien transmettre à un tiers son droit de copropriété sur la chose, ne peut donc céder valablement comme créance une portion du prix qu'il n'a pas et qu'il n'aura peut-être jamais. Au surplus, ajoutaient les frères Gaudissart, la lettre et l'esprit des art. 1689, 1690, 1693 et 1695 du Code civil, sur le transport des créances, repoussent énergiquement toute idée de la possibilité de la cession d'un droit incorporel qui serait encore dans les futurs contingens. Nous voyons en effet dans ces articles que « le transport d'une créance s'opère entre le cédant et le cessionnaire par la remise du titre » ; que le cessionnaire n'est saisi, à l'égard des tiers, que par la signification du transport faite au débiteur, ou par l'acceptation du transport faite par le débiteur, dans un acte authentique » ; que « celui qui vend une créance doit en garantir l'existence au temps du transport » ; et enfin que, « lorsqu'il a promis la garantie de la solvabilité du débiteur, cette promesse ne s'entend que de la solvabilité actuelle. »

Dans le transport d'une créance future, où serait le titre dont la remise opérerait la délivrance du droit ? où serait le débiteur qui accepterait le transport, ou qui en recevrait la signification ? Quel sens donnerait-on à la garantie de l'existence d'un droit qui n'existe pas, et de la solvabilité actuelle d'un débiteur qui n'est pas ? Ce n'est pas tout : la loi ne reconnaît que deux manières de conférer des droits anticipés et exclusifs sur le prix avenir d'un immeuble, le privilège et l'hypothèque ; et si l'on consacrait le transport de ce prix fait avant la vente, ce serait en introduire arbitrairement une troisième, absolument incompatible avec les deux autres. Un pareil transport ne dessaisirait pas le cédant de son droit de propriété sur l'immeuble : il pourrait donc préférer postérieurement, et l'on pourrait d'ailleurs acquérir contre lui, sans son consentement, des privilèges et des hypothèques, qui absorberaient la somme transportée. Que serait-ce que ce singulier contrat, qui ne recevrait son exécution que sous le bon plaisir de l'obligé ou des tiers ?

Mais alors même que la nullité de la cession dont il s'agit ne serait pas aussi évidente, poursuivaient toujours les frères

licitation doit être assimilé au prix des autres ventes; qu'il est la représentation d'une partie de la chose, comme le prix d'une vente ordinaire est la représentation du tout; que c'est par cette raison que le n° 2 du § 3 de l'article 68 de la loi du 22 frimaire an 7 soumet les retours de lots et les prix de licitations au même droit d'enregistrement que les prix de ventes; que c'est encore par le même motif que la loi 6, § 8, ff. *de communi dividundo*, décidait formellement que les hypothèques créées par l'un des colicitans suivaient la chose dans la main de celui auquel elle était adjugée; qu'il n'y a aucune raison plausible pour en décider autrement chez nous; que loin de là, cette doctrine des Romains est en parfaite harmonie avec nos principes, qui ne permettent pas qu'un acte puisse préjudicier à des tiers qui n'y ont pas été parties, et qui accordent un droit de suite à l'hypothèque, sans aucune restriction ni exception (art. 2166 du Code civil); que la fiction de l'art. 883 ne peut régler que les rapports respectifs des cohéritiers entre eux; et qu'enfin la conséquence qu'on veut en déduire contre les créanciers hypothécaires serait une source intarissable de fraudes qu'il faut bien se garder d'ouvrir. Le sieur Simonot ajoutait, au surplus, qu'en admettant même que l'immeuble sur lequel frappaient ces inscriptions en fût affranchi par la licitation, elles devaient au moins conserver tout leur effet sur la portion de prix appartenante à son débiteur.

Du 16 avril 1821, ARRÊT de la première chambre de la Cour royale de Paris, M. Séguier premier président, MM. Parquin et Dupin aîné avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Quequet, avocat-général, — Faisant droit sur les appels, tant principal qu'incident, interjetés par Charles-Maurice et Alexandre Gaudissart, et par Simonot, ès noms, de la sentence rendue par le tribunal civil de la Seine, le 6 mai 1820; — Considérant que la copropriété d'un immeuble donne un droit actuel et certain, conditionnel seulement quant à ses effets; que la cession de ce droit est valable, et qu'à l'époque de la signification de l'acte du 23 janvier 1816, dont il s'agit, les appelans n'ont fait aucun acte pour empêcher la saisine des in-



nés; adoptant les motifs des premiers juges; — A Mrs et Msr  
 l'appellation au néant; ordonne que ce dont est appel  
 produira son plein et entier effet; condamne chacun des appe-  
 lés en l'amende et aux dépens de son appel.

## COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

*La provision faite chez le tiré est-elle acquise au porteur,  
 du moment de la délivrance de la lettre de change? (Rés.*

*aff.)*  
*faillite du tireur, survenue avant l'acceptation et l'é-*  
*chéance de la traite, enlève-t-elle au porteur le droit de ré-*  
*clamer le montant de cette provision? (Rés. aff.)* Cod. de  
 comm., art. 146 et 170.

LES SYNDICS CANDELLÉ, C. BOSCUS ET DOMECCQ.

Le 27 avril 1819, une lettre de change fut tirée par le  
 sieur Candellé, de Pau, sur le sieur Sacaley, de Toulouse, à  
 l'ordre des sieurs Domecq et Boscus. Cette lettre de change  
 était payable le 31 mai suivant.

Le 28 mai 1819, le tribunal de commerce de Tarbes dé-  
 clara la faillite du sieur Candellé, tireur, et en fixa l'ouverture  
 au 19 du même mois. Le 31 mai, jour de l'échéance de la  
 traite, les sieurs Domecq et Boscus en réclament le paiement  
 au sieur Sacaley, qui refuse de payer. — Protêt, et bientôt  
 après, sommation au sieur Sacaley de la part des porteurs,  
 1<sup>o</sup> de déclarer si, avant l'échéance de la lettre de change, il  
 avait provision du sieur Candellé tireur; 2<sup>o</sup> de ne pas se des-  
 saisir des sommes ou marchandises dont il serait détenteur.

Le sieur Sacaley répond qu'il est nanti en marchandises ou  
 en argent du montant de la lettre de change, et qu'il paiera à  
 qui de droit; il appelle en cause les syndics de la faillite Can-  
 dellé, afin qu'ils défendent leurs droits, et l'instance s'engage  
 directement entre ceux-ci et les porteurs de la traite.

Les syndics soutiennent qu'à défaut d'acceptation de la lettre  
 de change, ce n'est qu'au moment de son échéance que le  
 porteur a un droit acquis sur la provision; que jusqu'à cette  
 époque le tireur en reste saisi; qu'ainsi la faillite de celui-ci,

survenue avant l'acceptation et l'échéance de la traite, détruit la provision, en ce sens que le tireur n'en peut pas transmettre la propriété au porteur, aux termes des art. 442 et 443 du Code de commerce; pour établir qu'à défaut d'acceptation, le porteur n'a aucun droit sur la provision, qui reste dans les biens du tireur jusqu'au moment de l'échéance, ils rappelaient qu'aux termes des art. 115, 116, et 117 du Code de commerce, la provision ne doit pas exister nécessairement au moment où la traite est consentie; qu'il suffit qu'elle soit faite à l'échéance, qu'il est même possible qu'elle n'existe pas du tout; qu'enfin M. Pardessus enseigne que, tant qu'il n'y a pas d'acceptation de la part du tiré, le tireur conserve la propriété de la provision, qu'il en perçoit les intérêts et qu'il peut en disposer à sa volonté. (*Cours de droit commercial*, tom. 1<sup>er</sup>, n° 390.) Ce système des syndics est longuement développé dans l'arrêt qui va suivre, ce qui nous dispense de plus longues explications.

Les sieurs Domecq et Boschus répondaient que le contrat de change est un transport d'argent, que, du moment que ce contrat se consomme par la délivrance de la lettre, les fonds transportés deviennent la propriété du preneur. Ils citaient sur ce point le Répertoire, au mot *Lettre de change*; l'art. 63 du Code de commerce, qui qualifie la lettre de change de *remise de place en place*; enfin l'opinion de M. Pardessus, qui enseigne que, *lorsqu'une fois la lettre a été délivrée, la provision est acquise au porteur*. (*Cours de droit commercial*, n° 328.) Ils en concluaient que la faillite du tireur ne pouvait enlever au porteur un droit acquis sur la provision. En vain opposerait-on, ajoutaient-ils, l'art. 1690 du Code civil, aux termes duquel le cessionnaire n'est saisi, à l'égard des tiers, que par la signification du transport. « Les principes du droit civil sur les transports des créances, dit M. Pardessus, ne s'appliquent point aux effets de commerce. » L'acceptation n'est pas non plus nécessaire pour conférer au porteur un droit sur la provision. « L'effet de l'acceptation, dit le même auteur, est de lier le débiteur de la somme tirée envers le nouveau propriétaire.....; elle n'a pas pour but de consolider la propriété dont la transmission est parfaite par le seul dessaisissement du

(Cours de droit commercial, n° 328.) Mais, dit-on, si qu'il n'y a pas d'acceptation, le tireur peut retirer la provision; il en perçoit d'ailleurs les intérêts: le preneur n'en est pas devenu propriétaire! Si le tireur a le droit de reprendre la provision, tant qu'aucune acceptation n'a eu lieu de la part du tiré, c'est que ce dernier est sans droit et sans intérêt pour la retenir. A son égard, le tireur est encore réputé le propriétaire; mais vis-à-vis du porteur le tireur est entièrement dessaisi, et il ne pourrait sans fraude disposer de la provision. D'ailleurs ce serait mal argumenter, surtout en matière commerciale, que de dire qu'une faculté laissée au tireur enlève tout espèce de droit au porteur de la lettre de change (1). Si ses droits ne peuvent être exercés qu'à l'échéance, il ne s'ensuit nullement qu'ils n'existaient pas auparavant: car l'époque de l'exercice d'une action ne change pas celle de la saisine, et il est certain que les droits du porteur prennent naissance du moment de la remise de la lettre de change.

Le 25 août 1820, jugement du tribunal de commerce de Toulouse, qui accueille ces moyens, et ordonne que la lettre de change sera payée au sieur Boscus par le sieur Sacaley, au moyen des sommes dont il est détenteur. Les motifs de ce jugement portent en substance: — Attendu qu'il est constant en fait que, long-temps avant l'échéance de la lettre de change, le sieur Sacaley était nanti d'une quantité considérable de marchandises appartenantes à Candellé; qu'il était chargé de les vendre, et du produit payer diverses traites de ce dernier; qu'ainsi, aux termes de l'art. 116 du Code de commerce, il y avait réellement provision; — Attendu, en droit, que, considérée dans son essence et dans sa nature, la lettre de change est un contrat par lequel un individu transporte à un autre une somme qu'il a dans un autre lieu, ou qu'il s'oblige de faire trouver à l'époque indiquée; que de cette distinc-

---

(1) C'est en ce sens qu'on doit entendre la doctrine de M. Pardessus, qui reconnaît en même temps que le tireur est dessaisi de la provision vis-à-vis du porteur, et qu'il peut cependant la retirer, tant qu'il n'y a pas eu d'acceptation de la part du tiré.

tion, confirmée par tous les auteurs, il résulte que la lettre de change est une cession qui donne au porteur des droits certains et incontestables sur la provision destinée au paiement, de telle sorte que celui-ci se trouve revêtu des droits et actions du tireur contre le tiré; que ces principes sont encore confirmés par la combinaison des art. 116 et 170 du Code de commerce, d'après lesquels on doit reconnaître et distinguer les droits du porteur, soit sur le tireur de la lettre de change, soit sur le tiré; — Qu'en effet, indépendamment de l'action ordinaire en remboursement contre les souscripteurs et endosseurs, le porteur peut et doit exercer son recours contre le tiré; que c'est même à l'égard de ce dernier que le premier acte judiciaire, le protêt, doit être dirigé, et que, dans le cas de poursuites tardives, le porteur ne conserve d'action que contre le tiré, aux termes de l'art. 170, lorsque l'existence de la provision est prouvée; qu'ainsi, d'après même les expressions de cet article, le porteur conservant ses droits et actions, en vertu de la lettre de change, contre celui sur lequel elle est tirée, et se trouvant réduit à cette seule action, par le motif que celui-ci est pourvu de la provision, il est manifeste que le porteur a des droits acquis sur cette provision; que cette provision est affectée au paiement de la lettre de change, et qu'elle doit nécessairement servir à éteindre l'action à laquelle elle donne lieu.

Appel de la part des syndics. — Et, le 17 avril 1821, ARRÊT de la Cour royale de Toulouse, troisième chambre, M. de Cambon président, MM. Romiguières, Barué et Guitart avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions contraires de M. C. xalié, avocat-général; — Attendu que le contrat de change ne renferme, en faveur du donneur de valeurs, et de la part de celui qui les reçoit, qu'une obligation de faire que la somme ou la valeur, objet du contrat de change, soit mise à la disposition du donneur, et ce, à l'époque, au lieu et au domicile convenus entre les contractans; que la lettre de change, soi n'est qu'un mode d'exécution du contrat de change, mode d'exécution qui fournit au donneur de valeurs un moyen de prouver l'existence du contrat de change, et de se faire

naissance par le tiré, et qui contient, à l'égard de ce dernier, un mandat de compter pour le tireur la somme portée en lettre de change; que, si l'intérêt du commerce a voulu que tel billet fût cessible, ce qui l'a fait assimiler par quelques auteurs à une pièce de monnaie, il n'en résulte pas que la lettre de change ait une valeur réelle et intrinsèque; mais, encore un coup, elle n'est que le mandat donné par qu'un terme fixé, la valeur, objet du contrat de change, soit réalisée, et se trouve disponible dans l'intérêt du porteur de mandat; qu'il suit de ces premières notions que le contrat ni la lettre de change ne tiennent en aucune manière du contrat de vente, qui suppose l'existence actuelle certaine de la chose vendue, cédée ou transportée; qu'à vérité, suivant les intimés, au moment où le contrat de change se consomme entre le donneur et le preneur de valeurs, la provision, c'est-à-dire ce qui servira à l'acquit de la lettre, doit, au moins fictivement, exister au domicile et dans les mains du tiré: d'où les intimés concluent qu'il s'opère au même instant un transport de cette provision en faveur du donneur de valeur, lequel en est instantanément payé; mais que ce système, inconciliable avec la nature propre au contrat du change, tel qu'il vient d'être défini, est inconciliable aussi avec les usages les plus constans et les plus utiles au commerce; que, si la lettre de change est la plus ordinaire expression du contrat de change, on peut aussi employer le simple billet à ordre pour mode d'exécution du contrat de change; et qu'alors toute idée de provision actuellement donnée et transportée s'évanouit, puisque la lettre de change n'est seule susceptible de provision; qu'en second lieu, là où la forme de la lettre de change est employée pour signe du contrat de change, le tireur de la lettre peut tirer sur lui-même, pourvu qu'il tire d'un lieu sur un autre, et que, dans cette hypothèse, qui se vérifie journellement, on ne saurait même admettre l'existence actuelle d'une provision cédée par l'effet seul du contrat de change, et cessible comme la lettre de change elle-même; qu'enfin, c'est presque toujours sous la condition d'un délai plus ou moins long que le preneur de valeurs contracte l'obligation de faire qu'à l'expira-

tion de ce délai la somme qui est l'objet du contrat de change soit au domicile du tiré ; et que la stipulation usuelle d'un tel délai prouve assez qu'il n'est pas de la nature du contrat de change que la provision soit faite, et qu'elle existe au moment où le contrat s'opère ; que l'objection opposée par les intimés du droit qu'à le porteur de la lettre de se présenter dans l'intervalle de la souscription de cette lettre à son échéance, au domicile du tiré, pour requérir son acceptation, présente qu'une confusion d'idées ; que la loi a si peu eu en vue de lier à la concession d'un tel droit la nécessité de l'existence de la provision au moment du contrat de change, que, si l'acceptation suit l'exercice du droit de présenter la lettre au tiré, la loi n'induit de cette acceptation qu'une supposition que la provision est faite, *supposition* qui, en déterminant les obligations de l'accepteur envers le porteur, annonce assez que le législateur n'a attaché aucune importance à la réalité de la provision ; qu'en outre, si le refus du tiré d'accepter autorise le porteur à recourir sur-le-champ au tireur, c'est moins parce que celui-ci n'a pas fait la provision que parce qu'il avait promis une garantie, un cautionnement, dont le refus du tiré prive le porteur ; que le recours donné en ce cas ne tend pas à obtenir que la provision soit faite, mais à la résolution du contrat de change, si mieux n'aime le tireur fournir une caution qui remplace celle promise lors du contrat ; qu'il demeure donc démontré jusqu'à présent que ni le contrat ni la lettre de change n'emportent cession de la part du tireur, et saisine, en faveur du donneur de valeurs, d'une provision qui serait censée exister au moment du contrat ; — Attendu dès lors que, si la provision, qui n'est pas obligée, existe d'ailleurs à cette époque, ou est faite par le tireur avant l'échéance, elle demeure sa propriété jusqu'au moment de l'échéance, seule époque où le porteur acquiert un droit réel sur la provision existante, comme cela résulte des dispositions des articles 116 et 117 du Code de commerce ; que le seul moyen donné au porteur d'assurer avant l'échéance le paiement de la lettre, au moyen d'une provision préexistante, est de présenter la lettre à l'acceptation, non que le tiré puisse être contraint par le



fournir son acceptation, mais parce que, si elle est fournie, l'accepteur trouve dans la provision un gage qu'il est autorisé à retenir, et dont le privilège s'étend indirectement au porteur, mais que ce gage, ce privilège, sont si peu personnels au porteur, que, dans le cas de faillite de l'accepteur, le porteur n'a à faire valoir contre le failli que les droits résultant d'une créance ordinaire, sans pouvoir prétendre que la provision était une sorte de dépôt entre les mains de l'accepteur; à plus forte raison, dans le cas de non-acceptation, dans le cas où, conséquemment, le tiré n'a aucun intérêt à retenir ce qui constitue la provision, cette provision fait toujours partie des biens du tireur, sans que le porteur de la lettre échue y ait plus de droits que tout autre créancier; qu'il en résulte, et les intimés n'ont osé contester aucune de ces inductions, quelque contraires qu'elles soient à leur système de transport et de saisine, qu'il en résulte 1° que les intérêts des valeurs constituant la provision courent, jusqu'à échéance, au profit du tireur; 2° que celui-ci peut, tant que la lettre n'est pas échue, retirer la provision, en disposer, et cela sans dol ni fraude; au point que le tiré qui, n'ayant pas accepté, se refuserait à la remise de ce qui constitue la provision, y serait évidemment contraint par la justice; que ces principes, vrais en thèse, sont plus nécessairement applicables, lorsque, comme dans l'espèce et au lieu d'une disposition spéciale, toutes les dispositions faites par le tireur, auxquelles on voudrait induire l'existence d'une provision, se réduisent à des envois de marchandises dont la valeur est en proportion avec le montant de la lettre, de marchandises par lesquelles le commissionnaire seul peut par son seul travail acquérir des privilèges, de marchandises que l'expéditeur ne peut pas avoir voulu s'interdire de vendre ou de réexporter sur des places ou à des maisons de commerce qui lui offriraient de meilleures chances; — Attendu que, si ces valeurs ou ces marchandises ne cessent pas d'être *in bonis* du tireur, tant que la lettre n'est pas échue, une conséquence inévitable de ce principe est que la faillite du tireur, survenue avant l'échéance de la lettre, au lieu de détacher ces valeurs ou marchandises de l'actif du failli, les comprend

dans l'affectation prononcée par la loi de tous les biens libres du failli, au profit commun de tous ses créanciers; que, si en était autrement, le porteur, qui, évidemment, a des droits sur la provision qu'à compter du jour de l'échéance acquerrait donc, après la faillite déclarée et au préjudice des autres créanciers, des privilèges qui détruiraient toute l'économie de l'art. 443 du Code de commerce; que, si en était autrement, les syndics d'une faillite, chargés d'administrer les biens du failli, autorisés même à vendre le mobilier, seraient dans l'impuissance de le faire, puisqu'ils auraient toujours à craindre que les marchandises consignées dans divers lieux n'y fussent la propriété ou le gage secret du porteur inconnu d'une lettre de change, quelquefois aussi connue; que, si en était autrement, les faillites, dont il est si difficile de prévoir et de déconcerter les fraudes, seraient dans l'extrême facilité d'antidater quelques lettres de change, l'effrayant moyen de soustraire, d'un trait de plume, à la masse de leurs créanciers, non seulement leur argent, leur portefeuille, mais encore leurs marchandises, même celles déposées au loin; — Attendu que le tireur de la lettre de change dont il s'agit au procès est tombé en faillite plusieurs jours avant l'échéance de ladite lettre, qui d'ailleurs n'avait point été acceptée; qu'ainsi, et sans examiner le point de fait de savoir si, à l'époque de l'échéance, il y avait provision, il doit dire qu'en supposant cette provision faite, elle ne pouvait plus devenir, par une sorte de privilège, le gage spécial d'un seul créancier: d'où il suit que le tribunal de commerce de Toulouse a mal jugé en décidant que les porteurs de ladite lettre de change avaient, depuis le 27 avril 1819, un droit acquis sur les marchandises qui, à cette époque, se trouvaient consignées chez le sieur Sacaley aîné, pour le compte du sieur Candellé; et en ordonnant que le produit de ces marchandises servirait, à due concurrence, au paiement de ladite lettre de change, etc.; — Par ces motifs, vidant le renvoi au conseil, réformant le jugement du 23 août 1820, déclare les fonds qui sont entre les mains du sieur Sacaley la propriété de la masse des créanciers, et ordonne qu'ils seront versés dans la caisse des syndics, etc.

*Nota.* La question jugée par cet arrêt mérite de fixer l'attention des jurisconsultes : de grands intérêts pécuniaires peuvent dépendre de sa solution, qui en outre présente des difficultés sérieuses. La Cour de cassation a embrassé un système contraire à celui de la Cour de Toulouse, par un arrêt du 28 mai 1825, rapporté au tom. 1<sup>er</sup> de 1826, p. 289. L'opinion de la Cour suprême prévaudra sans doute. Soutenue, dans l'espèce qui précède, par le tribunal de commerce et par l'avocat-général Cavaignac, elle est en harmonie avec la doctrine de M. Pardessus et des anciens auteurs, et nous savons positivement qu'elle a été adoptée par un jugement du tribunal de commerce de Paris, rendu dans le mois de juin 1826, dans les plaidoiries de MM. Delangle et Blandeau.

## COUR DE CASSATION.

*Lorsqu'un individu assigné en paiement d'une somme inférieure à 1,000 fr. conclut, de son côté, à ce que le demandeur lui rende compte d'une somme, au-dessus de 1,000 fr., les juges de première instance peuvent-ils statuer en dernier ressort sur ces deux demandes réunies ? (Rés. nég.) (1)*

**SELVES, C. LES HÉRITIERS SOREL.**

En janvier 1816, le sieur Sorel, huissier à Mehun, cita le sieur Selves devant le tribunal civil de cette ville pour se voir condamner, par jugement en dernier ressort, à lui payer 282 fr. 80 c. pour frais de poursuites.

Le sieur Selves demanda la nullité de l'assignation, et, subsidiairement, il conclut à ce que le demandeur fût tenu de lui rendre compte de l'emploi d'une somme de 1,516 fr. 89 cent., qu'il lui avait fait verser, par les mains du sieur Seigle, son fermier.

Jugement du 8 juillet 1816, qui réduit la somme réclamée par Sorel à 215 fr. 93c.; condamne Selves à la lui payer, et re-

(1) Voy. un arrêt du 28 février 1821, rapporté au tom. 2 de 1823, pag. 240, et les observations consignées à la suite d'un arrêt de la Cour de cassation, en date du 13 novembre 1811, tom. 12, pag. 859.

jetta la demande incidente de ce dernier. Le tribunal n'échappa pas, au surplus, s'il entend statuer en premier ou en dernier ressort.

Le sieur Selves interjette appel contre les héritiers du sieur Sorel, décédé depuis le jugement. Mais cet appel est déclaré non recevable par arrêt de la troisième chambre de la Cour royale de Paris, du 12 février 1819, attendu que la demande principale n'est que de 282 fr. 80 c., et que la réquisition du sieur Selves à fin de révision d'un mémoire ou compte de 1,516 fr. 89 c., étranger à la demande principale, n'est point une demande reconventionnelle, mais une simple exception.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Selves, pour violation de l'art. 5, tit. 4, de la loi du 24 août 1790.

Du 18 avril 1821, ARRÊT de la section civile, M. Bignon président, M. Minier rapporteur, M. Selves dans son audience et M. Guibaud avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Jourdain avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en la chambre du conseil ; — Vu l'art. 5 du titre 4 de la loi des 16—24 août 1790 ; — Attendu que, dans l'espèce, les premiers juges ont statué sur deux demandes, l'une en paiement d'une somme de 282 fr. 80 c. formée par Sorel, laquelle ils ont déclarée bien fondée jusqu'à concurrence de 215 fr. 93 c. seulement, l'autre formée par Selves en reddition du compte de la somme de 1,516 fr. 89 c. versée par Seigle, son fermier, entre les mains de l'huissier Sorel, et destinée à le libérer envers diverses personnes, laquelle demande a été rejetée par le tribunal de première instance, sur le fondement que Sorel avait été suffisamment autorisé par ledit Selves : d'où il suivait que la demande dudit Sorel était légitime et bien fondée ; — Attendu que ces deux demandes réunies excédant la somme de 1,000 fr., le tribunal n'avait le droit de prononcer qu'à la charge de l'appel et qu'en effet son jugement n'a point été déclaré rendu en dernier ressort, encore que Sorel l'eût formellement demandé par des conclusions précises ; — Attendu que, si la Cour royale de Paris, pour parvenir à déclarer l'appel de Selves non recevable, a cru pouvoir se fonder sur ce que la demande dudit Selves n'était pas reconventionnelle, mais seulement excep-

elle, elle est tombée dans une erreur d'autant plus grave, que semblable distinction est sans objet lorsque, comme dans l'espèce, les juges, au lieu de renvoyer les parties à se pourvoir sur la demande formée par Selves, ont, au contraire, sur ladite demande, comme sur celle de l'huissier Sorel, prononcé un seul et même jugement, et qu'en les cumulant ainsi, il est évident qu'ils n'ont prononcé ni pu prononcer qu'à la suite de l'appel; que de là il suit que la Cour royale de Paris, en déclarant l'appel de Selves non recevable, a violé les règles de compétence établies par l'art. 5 du titre 4 de la loi du 24 août 1790, et commis un excès de pouvoir, en créant une fin non recevoir qu'aucune loi ne l'autorisait à prononcer; — motifs, CASSE, etc..»

## COUR DE CASSATION

*Obligation que contracte le père du futur époux, dans le contrat de mariage de ce dernier, de payer à son fils une pension ou un capital correspondant, dans le cas où les époux cesseraient de vivre avec lui, est-elle soumise non au simple droit fixe de 3 francs, mais au droit proportionnel de 62 cent. et demi sur le capital de la pension ? (Rés. aff.)*

LA RÉGIE DE L'ENREGISTREMENT, C. GERVAIS.

Par le contrat de mariage du sieur Gervais, passé le 31 janvier 1817, son père, après s'être chargé de la dot de la future et en avoir donné quittance, a souscrit l'obligation dont voici les termes : « M. Gervais père, en vue du présent mariage, s'oblige de loger, nourrir et entretenir les futurs époux et leur famille, selon son état et fortune, laquelle charge est évaluée à être un objet de 2,000 fr. par an. M. Gervais père et les futurs époux ne pouvant vivre d'accord et se séparant, M. Gervais père s'oblige à payer à son fils une pension de 2,000 fr., ou mieux n'aime le futur recevoir de son père une somme de 80,000 fr. une fois payée. »

Le receveur auquel ce contrat fut présenté ne perçut le droit de 62 cent. et demi par cent, auquel les libéralités de ce

genre sont assujetties, que sur l'obligation de loger et nourrir les futurs époux, évaluée à 2,000 fr. par an. Mais la Régie a trouvé cette perception insuffisante; elle a prétendu qu'elle aurait dû être faite sur l'obligation alternative de 4,000 fr. de pension ou 80,000 de capital, stipulée pour le cas où les époux cesseraient d'habiter avec leur père et leur mère. Une contrainte a été décernée contre Gervais fils pour le paiement de 416 fr. 50 cent. pour supplément de droit.

Opposition de la part du sieur Gervais, qui soutient qu'aux termes de l'art. 68, § 3, n° 5, de la loi du 22 frimaire an 7, n'est dû qu'un droit fixe de 5 fr. sur les dispositions soumises à l'événement du décès, et que l'on doit assimiler à ces dispositions toute stipulation qui, comme celle de l'espèce, se réfère à un cas éventuel qui peut ne jamais se réaliser.

Jugement du tribunal civil de Montpellier, du 14 août 1807, qui accueille cette défense, et décharge Gervais de la contrainte de la Régie.

Pourvoi en cassation de la part de la Régie, pour violation de l'art. 1170 du Code civil, qui, selon elle, détermine la nature de la stipulation, et pour contravention à l'art. 69, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 frimaire an 7, qui soumet au droit proportionnel les libéralités faites par contrat de mariage en ligne directe.

Le défendeur ne s'est point présenté; et, le 18 avril 1808, ARRÊT de la section civile, M. Brisson président, M. Boyer rapporteur, M. Huart-Duparc avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Jourde, avocat général; — Vu l'art. 1170 du Code civil; — Vu aussi l'art. 69, § 4, n° 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 frimaire an 7; — Attendu que la stipulation portée au contrat de mariage du défendeur ne peut pas être rangée dans la classe des dispositions purement éventuelles, qui se rattachent à un événement indépendant de la volonté des parties, mais qu'elle doit être rangée dans celle des obligations soumises à une condition potestative de la part du père, comme parle l'art. 1170 du Code civil, et dont l'événement est subordonné à la seule volonté des parties; qu'il suit de là que la promesse de payer au défendeur, dans le cas où celui-ci voudrait cesser de cohabiter avec son père, soit une pension



4,000 fr., soit un capital de 80,000 fr., à son choix, constituait réellement, en faveur de ce dernier, une obligation égale au montant de cette somme de 80,000 fr., qu'il dépendait de lui de rendre exigible à son gré, et qu'ainsi il n'y avait pas lieu d'appliquer à une telle disposition le droit fixe énoncé au n° 5, § 3, de l'article 68 de la loi du 22 frimaire an 7, mais bien le droit proportionnel réglé par l'article 69, § 4, n° 1<sup>er</sup>, de la même loi; qu'en refusant à la Direction l'effet de sa contrainte dirigée d'après ce dernier article, le jugement attaqué a violé ledit article, ainsi que l'art. 1170 du Code civil;  
— CASSE.

## COUR DE CASSATION.

*Lorsqu'une partie a laissé procéder à l'enquête demandée en première instance par son adversaire, sans protestations ni réserves, est-elle recevable, en cause d'appel, à requérir la preuve par témoins de certains faits par elle allégués?*  
( Rés. nég. ) Cod. de proc. civ., art. 256.

LE SIEUR LANGLOIS, C. LE SIEUR MORIN.

Sur une contestation élevée entre le sieur Morin et le sieur Langlois, un jugement du tribunal de paix, du 9 août 1817, admit le sieur Morin à la preuve testimoniale des faits par lui articulés. Après l'enquête, faite sans protestations ni réserves de la part du sieur Langlois, le juge de paix rendit un jugement favorable au sieur Morin.

Le sieur Langlois interjeta appel; et alors, pour la première fois, il demanda à faire preuve par témoins de quelques faits qu'il articulait. Mais le tribunal de Mantes, par jugement du 9 novembre 1818, le déclara non recevable, sur le motif que, lors du premier jugement qui avait constitué les parties contraires en faits, et admis le sieur Morin à la preuve testimoniale, le sieur Langlois n'avait pas demandé à faire la preuve contraire, et que même il avait laissé effectuer l'enquête de sa partie adverse, sans protestations ni réserves.

Pourvoi en cassation. — Le sieur Langlois a soutenu que le jugement attaqué contrevient au principe qui écarte toutes

fin de non recevoir qui ne sont pas déterminées par la loi ; qu'aucune loi n'admettait la déchéance des moyens qu'une partie avait négligé de proposer en première instance, parce qu'elle en avait d'autres sur lesquels elle se fondait et qui lui paraissaient suffisans pour déterminer la décision en sa faveur ; que le Code de procédure , article 464 , admettait en appel de nouveaux moyens , ce qui prouvait que le législateur avait voulu laisser aux parties la plus grande latitude pour se défendre ; qu'ainsi les juges de première instance avaient commis un excès de pouvoir en prononçant une déchéance qui n'était pas établie par la loi.

Ces raisons n'ont point fait impression. En effet , aux termes de l'article 256 du Code de procédure , lorsque la preuve testimoniale est admise en faveur d'une partie , la preuve contraire est de droit , et l'une et l'autre doivent être commencées et terminées simultanément dans les délais déterminés par le Code. Lors de l'enquête , il n'avait dépendu que du sieur Langlois de faire procéder à la preuve qu'il a depuis demandée en cause d'appel. Son inaction et son silence lors de l'enquête de son adversaire montraient qu'il avait renoncé à cette faculté. Son système d'ailleurs tendrait à éterniser les procès , tandis qu'une des grandes sollicitudes du législateur a été d'en abréger la durée.

Du 18 avril 1821 , ARRÊT de la section des requêtes , M. Lasaudade président d'âge , M. Liger de Verdigny rapporteur , M. Mathias avocat , par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Lebeau , avocat-général ; ..... — Attendu que le demandeur doit s'imputer de n'avoir pas offert en première instance , et notamment à l'audience du 9 août 1817 , date du jugement contradictoire qui avait déclaré les parties contraires en faits , la preuve des faits par lui articulés en cause d'appel ; que , l'enquête ayant été faite contradictoirement et sans aucune réclamation , il était non recevable à requérir une nouvelle enquête ; qu'autrement , ce serait cumuler enquête sur enquête et rendre les procès interminables ..... ; — REJETTE. »

## COUR DE CASSATION.

*Code de procédure* Est-il applicable aux instances sur la perception des droits d'enregistrement, dans tous les cas qui n'ont pas été réglés par la législation spéciale sur cette matière ? ( Rés. aff. ) Cod. de proc. , art. 399.

LA RÉGIE, C. GALDEMAR.

Par jugement du 26 juillet 1817 ; le tribunal civil d'Espalion avait jugé la négative entre la *Régie de l'enregistrement* et les héritiers *Galdemar*, en se fondant sur la péremption de trois ans établie par les anciennes ordonnances, et sur ce que la *Régie* avait cessé ses poursuites depuis le 11 mai 1814 jusqu'au 18 octobre 1815.

Pourvoi de la *Régie*, pour violation de l'art. 399 du Code de procédure.

Du 18 avril 1821, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* président, M. *Boyer* rapporteur, M. *Huart-Duparc* avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Jourde*, avocat-général ; — Vu l'art. 399 du Code de procédure civile ; — Attendu que, dans l'espèce, la demande en péremption d'instance formée pour la première fois le 14 novembre 1815, contre les poursuites de la Direction, ne l'a été que postérieurement à l'assignation en reprise d'instance donnée à la requête de cette Direction, dès le 18 octobre précédent, et par laquelle la péremption avait été interrompue et couverte, aux termes de l'article 399 du Code de procédure civile, dont les dispositions doivent être appliquées aux instances sur la perception du droit d'enregistrement, dans tous les cas qui n'ont pas été réglés par la législation spéciale sur cette matière ; — Attendu qu'il suit de là qu'en déboutant la direction des fins de son action, sous le seul prétexte que l'instance par elle introduite se trouvait périmée, le jugement attaqué a violé l'article précité du Code de procédure civile ; — Donne défaut contre les héritiers de *Julie Galdemar*, non comparans, et, pour le profit, casse. »

## COUR DE CASSATION.

*La loi du 10 vendémiaire an 4, qui rend les communes responsables des délits qui se commettent dans leur sein, par attroupement, est-elle encore obligatoire ? (Rés. aff.) (1)*

LES COMMUNES DE CHATEAU-THIERRY ET AUTRES,  
C. CLÉMENT.

Par un arrêt du 20 août 1819, la Cour royale d'Amiens, appliquant la loi du 10 vendémiaire an 4, a déclaré les communes de *Château-Thierry*, d'*Essones* et de *Nogent* solidairement responsables du pillage que les habitants de ces communes avaient commis sur des bateaux chargés de blé appartenant au sieur *Clément*.

Cet arrêt est motivé sur ce « que la loi du 10 vendémiaire an 4 n'a été formellement abrogée par aucune loi postérieure ; qu'elle ne peut être considérée comme remplacée par le Code civil, puisqu'il ne contient aucune disposition relative à la responsabilité des communes, et qu'au contraire un avis du conseil d'Etat, du 5 floréal an 13, postérieur à ce Code, indique des mesures pour l'application de cette loi, le cas échéant ; qu'encore que le Code pénal de 1810 renferme quelques dispositions relatives aux auteurs des délits prévus par cette loi, ces dispositions, concernant seulement les individus, ne peuvent s'appliquer à la responsabilité des communes, eu égard aux réparations civiles ; qu'à la vérité la loi du 10 vendémiaire an 4 est remplacée par d'autres plus récentes dans plusieurs de ses parties, notamment pour ce qui regard les passe-ports, le mode d'exercer les actions qu'elle prévoit, mais qu'elle n'est remplacée ni tombée en désuétude pour ce qui concerne la responsabilité des communes, puisque la

(1) Voy. une décision conforme, du 17 juin 1817, tom. 19, pag. 573 ; mais la responsabilité des communes cesse lorsqu'il est constant que, dans le moment où le pillage a eu lieu, les lois étaient sans force et les magistrats sans autorité, par l'effet de la guerre civile : c'est ce qu'a jugé la Cour de cassation par deux arrêts des 27 juin et 5 décembre 1822.

documents de la jurisprudence établissent que, jusqu'à présent, elle a continué de recevoir son exécution.

En fait, l'arrêt considère « qu'il résulte des procès-verbaux et autres pièces du procès que, le 5 juin 1817, un grand nombre d'habitans des communes de Château-Thierry, Essonnes et Nogentel ont pillé, par attroupement et à force ouverte, les bateaux du sieur Clément, qui étaient sur la Marne et dans l'intérieur de la commune de Château-Thierry, et que les autorités locales des trois communes n'ont pas pris toutes les mesures qui étaient en leur pouvoir pour empêcher ce pillage ».

Les trois communes ont déferé cet arrêt à la censure de la Cour régulatrice. Elles ont prétendu 1<sup>o</sup> que la loi du 10 vendémiaire an 4 avait cessé d'être obligatoire; 2<sup>o</sup> que, dans tous les cas, les autorités locales avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher le pillage; qu'ainsi il ne pouvait y avoir lieu à l'application de la loi. — Ce second moyen ne présentait qu'un point de fait, et il n'entrait pas dans les attributions de la Cour de cassation de le vérifier. D'ailleurs, l'assertion des communes se trouvait contredite par l'arrêt de la Cour d'Amiens.

Sur le premier moyen, le seul qui fût à discuter, les communes demanderesses observaient que la loi du 10 vendémiaire an 4 avait été rendue uniquement pour réprimer les désordres qui avaient lieu dans la Vendée; qu'elle renfermait à ce sujet des mesures vraiment extraordinaires, qui ont dû cesser avec les circonstances qui les avaient nécessitées. Nul doute, d'ailleurs, que cette loi n'ait été anéantie par celle du 30 ventôse an 12, dont l'art. 7 abroge toutes les lois antérieures qui sont l'objet du Code civil. Ce Code, en effet, a traité des quasi-délits et de la responsabilité civile, et il ne s'agit pas d'autre chose dans l'espèce. D'ailleurs, en considérant l'action reprochée aux habitans des communes demanderesses, sous le rapport pénal, le Code de 1810 renferme plusieurs dispositions sur le pillage des grains. Plusieurs lois ont été rendues depuis le retour du Roi, sur les rassemblemens séditieux. La législation, à cet égard, est donc complète; elle statue nécessairement sur l'action dont il s'agit. — Enfin, les commu-

nes demanderesses invoquaient la Charte ; elles la présentaient comme contraire aux mesures décrétées par la loi du 10 vendémiaire an 4.

Mais, le 24<sup>e</sup> avril 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. Lasaudade président d'âge, M. Dunoyer rapporteur, M. Loiseau avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Lobeau, avocat-général ; — Attendu 1<sup>o</sup> que la loi du 10 vendémiaire an 4 n'a été rapportée, ni explicitement ni implicitement, par aucune loi postérieure ; qu'ainsi, l'on ne peut se dispenser de la considérer comme étant encore en vigueur ; — Attendu 2<sup>o</sup> qu'il est constaté, par les procès verbaux des autorités locales énoncés dans l'arrêt attaqué, et reconnu en fait par l'arrêt même, que les communes n'ont pas fait tout ce qu'était en elles pour empêcher le pillage dont il s'agit, ce qui suffit pour justifier l'arrêt ; — REJETTE. » (1)

### COUR DE CASSATION.

*Le délai de l'appel d'un jugement rendu en matière de contributions indirectes est-il d'une huitaine franche ? (Rés. nég.)*

*L'appel doit-il être interjeté dans la huitaine qui suit le jour de la signification du jugement ? (Rés. aff.) Cod. de procéd. art. 1033.*

FRANÇOISE POUBLE.

Du 27 avril 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. Baris président, M. Bailly rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Hua, avocat-général ; — Vu l'article 32 du décret législatif du 1<sup>er</sup> germinal an 13 (23 mars 1805), et l'art. 1033 du Code de procédure civile, d'avril 1806, qui portent : « Art. 32. L'appel *devra* être notifié dans la

(1) Un autre arrêt de la même Cour, du 19 novembre 1821, juge aussi que la loi du 10 vendémiaire an 4 est encore obligatoire ; il décide en même temps que le défaut d'autorisation par le conseil de préfecture ne peut être opposé à la partie lésée, si elle n'a formé sa demande qu'accessoirement à l'action publique, déjà intentée d'office.



*huitaine de la signification du jugement...*; après ce délai il ne sera point recevable. — Art. 1033. Le jour de la signification ni celui de l'échéance ne sont jamais comptés pour le délai général fixé pour les ajournemens, les citations, sommations et autres actes faits à personne ou domicile. »; — Considérant que le décret du 1<sup>er</sup> germinal an 13 est une loi spéciale pour la matière des *contributions indirectes* : d'où il suit que la disposition de son art. 32, qui a fixé le délai dans lequel la partie qui croit avoir à se plaindre d'un jugement de première instance rendu en cette matière doit en notifier appel, est également *spéciale*, et doit être observée tant qu'il n'y aura pas été *expressément dérogé* par une loi postérieure ; — Considérant que le Code de procédure civile est une loi *générale*, ÉTRANGÈRE à la *procédure à suivre en matière de CONTRIBUTIONS INDIRECTES* ; que par conséquent il ne pourrait être légalement invoqué pour régler le délai d'appel *en cette matière* qu'autant que, par une disposition *spéciale*, il aurait *dérogé* audit art. 32 du décret susdaté ; mais qu'on ne trouve une telle *dérogation* ni dans l'art. 1033, ni dans aucun autre article de ce Code : d'où la conséquence que, s'agissant, dans l'espèce jugée par l'arrêt dont la cassation est demandée, de l'appel d'un jugement intervenu en matière de *contributions indirectes*, c'était ledit *article 32* du décret du 1<sup>er</sup> germinal an 13 qui seul devait être appliqué par la Cour royale de Bordeaux ; — Considérant que la *huitaine* énoncée dans cet art. 32, *ajoutée au* jour de la signification du jugement, ne pouvait former une collection que de NEUF jours, et que, l'appel devant, aux termes du même article, être notifié DANS cette huitaine, il est évident que l'appel en question devait être déclaré *non recevable*, s'il n'avait été signifié que le *dixième jour de cette signification* ; — Considérant, *en fait*, que le jugement dont est appel a été signifié à Françoise Pouble le 2 octobre 1820 ; qu'elle n'en a appelé que le 11 de ce mois, qui était le *dixième jour*, compris celui de la signification, par conséquent APRÈS la *huitaine* DANS laquelle le décret voulait que l'appel eût lieu, sous peine d'être jugé *non recevable*, et que la fin de non recevoir résultante de l'expiration de cette huitaine a été formellement *proposée* par la Régie, intimée ; — Considérant que néanmoins,

sous le prétexte que, le susdit art. 32 ayant gardé le silence sur le point de savoir si, dans le délai de l'appel, le jour d'échéance de la huitaine était ou n'était pas compris, il fallait recourir au Code de procédure civile, la Cour royale de Bordeaux, chambre des appels de police correctionnelle, a jugé, sur le fondement et par application de l'art. 1033 de ce Code, que le délai déterminé par ledit art. 32 du décret devait être de huitaine ~~manche~~ du huitième jour, comme celui de la signification de jugement, et, par suite, a REJETÉ la fin de non recevoir, par son arrêt du 1<sup>er</sup> mars 1821<sup>er</sup>. — En quoi ladite Cour a violé le texte formel de l'article 32 du décret du dit jour 1<sup>er</sup> germinal an 13, en même temps qu'elle a fait une fausse application dudit art. 1033 du Code de procédure civile; — Par ces motifs, faisant droit sur le pourvoi de la Régie des contributions indirectes, CASSE ledit arrêt du 1<sup>er</sup> mars 1821; — Sur le fond, renvoie les parties devant la Cour royale d'Agen, chambre des appels de police correctionnelle, pour y être procédé, conformément à la loi, à nouveau jugement de l'appel interjeté par ladite P<sup>ou</sup>b<sup>le</sup> du jugement rendu contre elle au profit de ladite Régie, par le tribunal de police correctionnelle de Bordeaux, le 24 août 1820. »

### COUR DE CASSATION.

*Lorsque des héritiers présomptifs se mettent en possession DE FAIT des biens d'un absent, les droits de mutation sont-ils dus, comme dans le cas où l'envoi en possession a été ordonné ? ( Rés. aff. )*

LA RÉGIE DE L'ENREGISTREMENT, C. LES MARIÉS RENOUS.

En l'an 11, le sieur Jean Montard est parti pour la Martinique, après avoir remis à un notaire son testament clos. Il paraît qu'il a cessé de donner de ses nouvelles.

Un frère de cet absent, nommé Armand Montard de Lassaigne est décédé en 1815. Ce décès a donné lieu à une transaction entre la veuve et les frères et sœurs du défunt. Par cette transaction, faite le 2 novembre 1815, les droits de la veuve Montard de Lassaigne ont été liquidés à la som-

de 20,000 fr. payable dans deux ans. « Pour sûreté de ce  
l'acte, les dames *Pingueraud* et *Renous*,  
ici agissant encore comme héritière de *Jean Montard*  
frère, absent, et qu'on présume décédé, conjointement  
de *François Montard*, prêtre, *Marguerite*, *Anne Julienne*  
*Anne Montard*, frères et sœurs, agissant en leursdites qua-  
et encore, au besoin, comme légitimes représentans de  
Jean Montard leur frère, sans préjudicier aux droits de  
dame Renous, déclarent affecter et hypothéquer le domaine  
de Bonviac, appartenant par indivis aux frères et sœurs  
Montard. »

Le receveur de l'enregistrement auquel cet acte fut soumis  
y trouver la preuve que les frères et sœurs Montard  
aient appréhendé la succession de Jean Montard leur frère,  
ent. En conséquence, une contrainte fut décernée contre  
en paiement des droits de cette succession, liquidés pro-  
voirement à 455 fr.

Sur l'opposition de la dame Renous, elle fut déchargée de  
cette contrainte par jugement du tribunal civil, du 13 juin 1817,  
« Attendu que la faculté de réclamer les droits d'enregistre-  
ment résultans de la transmission de propriété, qui s'effectue  
au décès, n'est acquise à l'Administration qu'autant que la  
mort de la personne qui donne lieu à l'ouverture de ces droits  
est établie d'une manière légale et certaine; que, dans l'es-  
pece, la mort de Jean Montard n'est point légalement établie,  
puisque l'Administration ne rapporte point l'acte de son dé-  
cès, etc. »

La Régie s'étant pourvue en cassation, il est intervenu, le  
17 avril 1821, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* prési-  
dant, M. *Boyer* rapporteur, M. *Huart-Duparc* avocat, par  
lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Jour-*  
d'Avignon, avocat-général; — Vu les art. 12 et 24 de la loi du 22 fri-  
vair an 7; — Attendu qu'aux termes de ces articles, la prise  
de possession des biens d'un absent par ses présomptifs héri-  
tiers forme, aux yeux de la loi, la présomption légale et suf-  
fisante du décès de cet absent, quant à l'exigibilité du droit de

succession, sans qu'il soit nécessaire de rapporter l'acte constatant ce décès; — Attendu que, dans l'espèce, il résulte suffisamment des énonciations contenues dans l'acte en forme de transaction du 2 novembre 1815, passé entre la défenderesse et les autres ayans droit à la succession de Jean-Montard, que les uns et les autres avaient pris possession des biens de cet absent; qu'ainsi cet acte était suffisant pour donner ouverture au paiement du droit de mutation par décès; — Attendu, au surplus, que la défenderesse a vainement excipé du défaut d'autorisation de son mari pour son intervention dans cet acte, soit parce qu'en fait, cette autorisation résultait suffisamment des termes de la procuration générale qui lui avait été donnée par son mari, soit parce qu'en droit, l'irrégularité prétendue des actes ne peut pas priver la Direction de la faculté de percevoir les droits auxquels ils donnent ouverture, soit enfin parce que la prise de possession régulière de la part des cohéritiers de la dame Renous suffisait pour rendre le droit exigible contre chacun d'eux; — DONNE défaut contre la dame Renous, non comparante, et pour le profit CASSE, etc. »

### COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

*Le débiteur qui réclame le bénéfice de cession de biens est-il tenu d'assigner ses créanciers, pour voir admettre sa demande ? (Rés. nég.)*

*Les créanciers ne doivent-ils être appelés que lorsque le débiteur, admis à faire cession, la réitère en personne devant le tribunal de commerce ? (Rés. aff.) Cod. de procéd. art. 900 et 901 ; Cod. de comm., art. 570.*

FRAUNIE, C. DELMAS-GROSSIN.

En 1807, le sieur *Fraunié*, commerçant en faillite, demanda, par requête adressée au tribunal civil de Toulouse, à être admis au bénéfice de cession de biens. Il assigna devant le tribunal plusieurs de ses créanciers, et un jugement du 28 mars 1821 admit sa demande.

Sur l'appel de ce jugement, interjeté par les créanciers as-

nés, au nombre desquels était le sieur *Delmas-Grosin*, autres créanciers du sieur *Fraunié* sont intervenus et ont demandé que leur débiteur fût déclaré non recevable dans la demande en cession de biens, attendu qu'il n'avait pas appelé tous ses créanciers pour la voir admettre. L'art. 1270 du Code civil, disaient-ils, porte que les créanciers ne peuvent opposer la cession de biens que dans les cas prévus par la loi ; et pour que les créanciers puissent admettre ou refuser la cession, il faut nécessairement qu'ils soient appelés. Les art. 900 du Code de procédure et 570 du Code de commerce disposent que « la demande en cession de biens ne suspendra l'effet d'aucune poursuite, sauf au tribunal à ordonner, parties appelées, qu'il y sera sursis provisoirement ». Ces mots, parties appelées donnent à entendre que les créanciers sont dans l'instance, et qu'on a dû par conséquent les y appeler. D'ailleurs comment les juges pourraient-ils se convaincre de la bonne foi du débiteur et des malheurs qu'il prétendrait avoir essuyés ? Ne faut-il pas que cette bonne foi et ces malheurs résultent des débats entre lui et ses créanciers ? Si l'on n'appelait pas les créanciers, chacun d'eux pourrait former opposition au jugement par défaut, ce qui occasionerait des frais immenses que le législateur a voulu prévenir, en exigeant que la cession de biens ne soit admise que contradictoirement avec eux. Les appelans invoquaient à l'appui de leur système un arrêt de la Cour de Colmar, du 24 novembre 1807, qui, par les motifs qu'ils faisaient valoir, avait déclaré le débiteur non recevable dans sa demande en cession.

Les moyens du sieur *Fraunié* sont reproduits dans l'arrêt ci-dessus, qui les a accueillis.

Du 30 avril 1821, ARRÊT de la Cour d'appel de Toulouse, *Faydel* président, MM. *Décamps*, *Seran* et *Romiguières* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Bastoulh*, avocat-général ; — Attendu que le bénéfice de la cession de biens a pour résultat de décharger le débiteur de la contrainte par corps, de conférer à ses créanciers le droit de faire vendre ses biens à leur profit, et d'en percevoir les revenus jusqu'à la vente ; que dès lors la cession de biens intéresse singu-

lièrement tous les créanciers; qu'elle les prive de l'un des moyens d'exécution qui leur étaient déjà acquis, et avec lesquels elle opère une sorte de contrat ou jugement relatif aux biens du débiteur; que cet intérêt a été senti par le législateur, qui, en disposant que « les créanciers ne peuvent refuser la cession judiciaire, si ce n'est dans les cas exceptés par la loi, » a reconnu par-là qu'il était des cas où les créanciers peuvent la refuser; qu'il est évident que, pour les mettre même d'accepter ou de refuser, il faut les avertir de la demande formée, et les mettre en demeure sur cette demande; mais que la seule difficulté qui naît de ces premières notions consiste à déterminer l'époque à laquelle les créanciers doivent être appelés; qu'il ne résulte nullement des dispositions combinées des art. 898 et suivans du Code de procédure civile et des articles 569 et suivans du Code de commerce que le journement doit avoir lieu dès l'instant où la demande est adressée au tribunal civil; que cette demande n'a pas pour objet immédiat la cession de biens, mais seulement l'admission du débiteur à faire cette cession; que, dès lors, c'est au tribunal civil à apprécier d'office le mérite d'une demande qui tend qu'à faire autoriser le débiteur à passer outre; que la présence des créanciers n'est rigoureusement nécessaire que lorsque leur débiteur fait réellement la cession de biens, par suite de laquelle, d'une part, il en résulte entre lui et ses créanciers une sorte de contrat, auquel les créanciers doivent nécessairement concourir, et parce que, d'autre part, le moment où le débiteur va faire sa cession de biens est le moment opportun pour les oppositions que voudraient faire certains créanciers, que leur vocation prématurée aurait l'inconvénient d'être inutile, si le tribunal civil doit rejeter d'office la demande qui leur est adressée, et d'être mal à propos dispendieuse, si la plupart des créanciers sont disposés à ne pas refuser la cession; que ce premier aperçu de l'état de notre législation sur cette matière est justifié par plusieurs dispositions particulières de cette même législation; que les art. 899 du Code judiciaire et 569 du Code de commerce, relatifs à la manière d'introduire la demande en admission à la cession de biens, indiquent réellement la nécessité d'appeler les créanciers; et que ces articles, en disant que « le demandeur se pourvoira devant le



tribunal de son domicile, qu'il formera sa demande à ce tribunal, que le tribunal se fera remettre les titres nécessaires, que la demande sera insérée dans les papiers judiciaires, font assez entendre que, pour le moment, les poursuites se font hors la présence des créanciers; que la communication au Ministère public, voulue spécialement par l'article 900 du Code judiciaire, est une nouvelle preuve que, sur la demande primitive en admission, la loi ne donne au demandeur d'autre contradicteur que le Ministère public; que ce même article 900 du Code judiciaire et l'art. 570 du Code de commerce, en disposant que, si le demandeur sollicite un sursis aux poursuites de ses créanciers, *les parties seront appelées*, fournissent une nouvelle preuve qu'elles ne l'ont pas encore, puisque, dans le cas contraire, la demande en sursis ne serait qu'un incident aux procédures déjà faites, et n'exigerait point de citation nouvelle; qu'il est faux de dire que, par les mots *parties appelées*, la loi indique que les créanciers sont déjà en cause, parce que ce mot *parties* s'applique plus particulièrement aux auteurs des poursuites dont le débiteur veut provisoirement arrêter les effets; que l'art. 901 du Code judiciaire et 571 du Code de commerce veulent que le débiteur admis au bénéfice de cession fasse ou réitére cette cession devant le tribunal de commerce de son domicile, *les créanciers appelés*; qu'il est impossible de dire, malgré toute la sévérité dont le législateur a dû accompagner la concession du bénéfice de cession, qu'il ait voulu soumettre le débiteur à une série d'ajournements qui rendrait le bénéfice de la loi d'autant plus difficile à obtenir, que le débiteur serait plus malheureux; qu'il est impossible de dire que, si le jugement d'admission avait été rendu avec tous les créanciers, s'il était contradictoire avec eux, la loi eût négligé des frais considérables pour l'accomplissement d'une formalité qui n'aurait plus désormais un très-grand avantage, puisqu'il s'agirait de l'exécution d'un jugement désormais inattaquable; qu'il est bien préférable de penser que l'appel des créanciers à l'audience où le débiteur admis au bénéfice de cession fait cette cession, ou la réitére, est une conséquence du principe que ces créanciers n'ont pas été appelés plus tôt;

que cet appel se fait au moment le plus opportun, puis-  
 fait intervenir les créanciers dans le contrat que la cession  
 biens faite ou rétrocessée opère entre eux et le débiteur, puis-  
 les met à même d'attaquer le jugement d'admission, qui  
 oient fondés à refuser la cession; puisqu'enfin il ne soumet  
 débiteur à contester qu'avec ceux de ses créanciers qui y  
 disposés et intéressés; — Attendu qu'il résulte de cette in-  
 prétation de nos lois, d'autant plus applicables à Fra-  
 qu'il appartient évidemment à la classe des négocians fa-  
 que Fraunié n'a dû appeler en cause aucun créancier  
 qu'on puisse argumenter contre lui de ce qu'il en a appelé  
 partie, puisque ceux appelés, ayant fait des poursuites,  
 vaient être mis à même de défendre à la demande en exé-  
 provisoire, qui ne tendait qu'à un sursis aux poursuites  
 commencées par eux; — Par ces motifs, Rejette la fin de  
 recevoir.... »

### COUR DE CASSATION:

*L'individu convaincu d'avoir chassé avec fusil, sans permis  
 de port d'armes, dans une forêt de l'Etat, doit-il être puni  
 à la fois et de la peine portée par l'ordonnance de 1669  
 contre le délit de chasse et de la peine prononcée par le  
 décret du 4 mai 1812 contre le port d'armes sans per-  
 mis; joint au fait de chasse? ( Rés. nég. )*

*Dans ce cas, la peine la plus forte doit-elle être seule  
 appliquée, conformément à l'art. 365 du Code d'in-  
 struction criminelle, le décret de 1812 n'ordonnant la cu-  
 mulation des peines qu'à l'égard des délits de chasse com-  
 mis sans permis de port d'armes sur les propriétés des par-  
 ticuliers? ( Rés. aff. )*

JEAN PARAGE.

Du 4 mai 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. Barris  
 président, M. Busschop rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau de Périgny  
 avocat-général; — Considérant que le décret du 4 mai 1812  
 qui établit une peine correctionnelle contre le port d'armes  
 permis en fait de chasse, n'ordonne l'accumulation de cette  
 peine avec celle du délit de chasse que relativement à ceux d

faits qui sont prévus et punis par la loi du 30 avril 1790 ; que cette dérogation à la disposition générale de l'art. 365 du Code d'instruction criminelle doit donc demeurer restreinte au cas pour lequel elle a été faite, et qu'elle ne peut conséquemment être étendue aux délits de chasse commis dans les forêts de l'Etat, dont la peine est déterminée par l'ordonnance des eaux et forêts de 1669 ; que, dans l'espèce, *Jean Parage* a été reconnu coupable d'avoir chassé avec des chiens et un fusil, sans permis de port d'armes, dans une forêt de l'Etat ; que, dans le concours de ces deux délits, la Cour royale de Rennes, en ne condamnant ledit Parage qu'à l'amende de cent francs pour le délit de chasse, qui est une peine plus forte que celle encourue pour le délit de port d'armes sans permis, a donc fait une juste application de l'art. 365 du Code d'instruction criminelle ; — Considérant que l'arrêt dénoncé est d'ailleurs régulier dans sa forme ; — REJETTE le pourvoi du procureur-général. » (1)

## COUR DE CASSATION.

*Le mari contre lequel la séparation de corps est provoquée pour cause d'adultère peut-il opposer comme exception à cette demande la propre inconduite de sa femme ?* (Rés. nég.) Code civ., art. 339.

*La maison commune dont parle l'art. 230 du Code civil est-elle la maison où réside le mari, et qui devient, par-là même, la résidence de droit de la femme, bien qu'elle ne soit pas son habitation de fait ?* (Rés. aff.)

LES SIEUR ET DAME LADUREAU.

*La dame Ladureau a demandé la séparation de corps contre son mari pour cause de mauvais traitemens et d'insultes graves, notamment pour adultère commis avec une concubine tenue dans la maison commune.*

(1) M. Carnot observe que la doctrine consacrée par cet arrêt n'est vraie qu'à l'égard des délits de chasse commis dans les bois de la couronne, parce que ce sont les seuls délits qui soient encore régis par l'ordonnance de 1669. Voy. *Commentaire sur le Code pénal*, art. 364, et les arrêts de la Cour de cassation, des 30 mai et 30 août 1822.

Il est à remarquer que la maison où résidait le mari n'était point occupée par la femme, qui s'était choisi une autre habitation (1).

Le sieur *Ladureau* oppose d'abord la non-pertinence des faits articulés; subsidiairement il soutient la demande en séparation non recevable, soit parce que l'art. 230 du Code civil ne s'entend que du domicile habité simultanément par les deux époux, et qu'en aucun temps la demanderesse n'a demeuré dans la maison qu'elle indique, soit parce que, d'après sa propre conduite, elle est indigne du bénéfice des lois qu'elle ne craint pas d'invoquer. — A l'appui de cette dernière exception, le mari articule différens faits dont il offre la preuve.

Sur ces prétentions respectives, le tribunal civil d'Orléans a rendu, le 5 mai 1820, un jugement ainsi conçu :

Sur l'exception d'indignité opposée par le sieur *Ladureau*, résultante de la conduite criminelle que la dame *Ladureau* aurait menée et des faits de dérèglement dont elle se serait rendue coupable : — « Considérant qu'on ne peut admettre d'autres fins de non recevoir que celles prévues par la loi; et que, dans l'espèce, cette fin de non recevoir ne pourrait exister qu'autant qu'il serait établi, en principe, une sorte de compensation entre l'inconduite réciproque des époux, ce dont les monumens judiciaires, anciens et modernes, n'offrent aucun exemple; si ce n'est sous le rapport des intérêts civils; que cette compensation entraînerait avec elle les conséquences les plus funestes pour les mœurs publiques et privées; — Sur la fin de non recevoir résultante de ce qu'on ne doit entendre par *maison commune*, dans le sens de la loi, que celle dans laquelle les époux habitent simultanément, tandis qu'il est établi que la dame *Ladureau* n'a jamais habité dans le domicile de son mari; — Considérant que la loi, comme la morale, entendent par *maison commune* le domicile du mari, puisqu'il

---

(1) Dans les premiers temps du mariage, les époux demeuraient chez les parens de la jeune femme; mais ensuite le mari ayant obtenu l'entrepôt général du tabac à Orléans, il y établit sa résidence dans une maison particulière; sa femme ne le suivit pas dans ce nouveau domicile : elle resta chez ses père et mère.

la femme pour, à tout instant, forcer son mari à l'y recevoir, et qu'en conséquence le mari doit employer tous les moyens pour l'y faire demeurer; — Le tribunal déclare le sieur Ladureau purement et simplement non recevable dans les deux fins de non recevoir ci-dessus énoncées et dans toutes les conclusions qui y sont relatives; — Et, sans s'y arrêter ni avoir égard, en ce qui touche la troisième exception invoquée par le sieur Ladureau, résultante de la non-précision et pertinence des faits articulés par son épouse; — Considérant que, parmi les faits, les premiers, troisième et cinquième sont pertinents et suffisamment précisés; — Ayant aucunement égard à cette dernière exception, et faisant droit sur les conclusions de la dame Ladureau, donne acte à cette dernière de ce qu'elle articule, met en fait et offre de prouver, etc.; déclare lesdits faits pertinents et admissibles; donne également acte à la demanderesse de ce qu'elle emploie la requête signifiée, sous le nom de son mari, le 25 avril 1820, et signée de lui comme preuve d'injures graves et de diffamation; lui permet de faire preuve du tout, tant par titres que par témoins. » Appel. — Et; le 16 août 1820, arrêt de la Cour royale d'Orléans qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme leur décision.

Le sieur Ladureau, ayant déféré cet arrêt à la censure de la Cour régulatrice, a fait proposer deux principaux moyens de cassation.

1. Violation de la loi 13, § 5, ff. *ad legem Juliam*, de l'art. 306 du Code civil et de l'art. 336 du Code pénal, en ce que la Cour d'appel avait rejeté l'exception d'indignité résultante de l'inconduite de la femme.

Tel était le premier moyen du demandeur. Voici comment il raisonnait : Pour écarter cette exception, a-t-il dit, la Cour royale s'est fondée sur ce qu'on ne peut admettre d'autres fins de non recevoir que celles prévues par la loi; et que, dans l'espèce, celle opposée par le mari n'est consacrée par aucune disposition du Code civil.

Il est vrai que ce Code n'a spécialement consacré qu'une seule fin de non recevoir, celle résultante de la réconciliation des époux; mais l'art. 272 n'est point limitatif; il est simple-

décident deux lois tirées du Digeste, dont la première est ainsi conçue : *Index adulteri ante oculos habere debet et inquit an maritus pudicè vivens mulieri quoque bonos mores colat auctor fuerit. Perit quum enim videtur esse ut pudicitia vir ad uxorem exigit quam ipse non exhibeat.* (Leg. 13, § 1, *ad legem Julianam.*) — La seconde porte : *Viro atque uxori moris invicem accusantibus, causam divortii utrumque de iure pronunciatum est : id ita accipi debet ut si la lege quæ utroque contempserunt, neuter vindicetur. Paria enim delicta mutua compensatione solvuntur* (L. 39, *de solut. matrim.*)

Ainsi, la loi romaine admettait bien expressément la compensation que, dans l'espèce actuelle, la Cour royale a trouvée contraire aux principes; et cette exception, le législateur l'accordait à la femme, alors même qu'il ne lui donnait pas la faculté d'agir contre son mari pour fait d'adultère. Ce n'est qu'après l'empereur Théodose que les femmes obtinrent le droit de demander le divorce pour cause d'adultère du mari, *in specie uxore*, et dès lors que le droit d'accuser devint commun aux deux époux, les maris partagèrent nécessairement avec les femmes le droit de proposer l'exception, quand ils étaient accusés.

Dans notre législation française on a toujours observé, jusqu'à la confection de nos Codes modernes, l'ancienne rigueur du droit romain et c'était même un point controversé entre les auteurs, et indécis dans la jurisprudence, que celui de savoir si l'exception accordée aux femmes par la loi romaine devait être admise parmi nous. Bouguier rapporte un arrêt de 1604 qui rejeta cette exception proposée par la femme; mais toujours est-il certain que la compensation du désordre réciproque était tout ce que la femme pouvait obtenir de plus favorable. (1)

Notre nouvelle législation a consacré, en matière d'adultère, une réciprocité parfaite entre les époux, excepté seulement

---

(1) Sur la compensation, l'avocat du demandeur invoque l'autorité de Fournel, *Traité de l'Adultère*; Despeisses, *Traité des Crimes*, partie 1<sup>re</sup>, tit. 12; Lacombe, Lebret, Ferrière, Bretonnier, Bayiot, et un arrêt du parlement de Paris, du 12 mai 1711, rapporté au *Journal des Audiences*.



elle punit celui de la femme d'une peine plus sévère. Deux  
ces d'actions sont accordées réciproquement au mari et à  
femme, l'une purement civile, en séparation de corps;  
tre, en police correctionnelle, à fin de punition du délit;  
aucune de ces actions peut être exercée indépendamment de  
tre : en police correctionnelle, l'époux accusateur fait  
prononcer la peine contre l'autre époux, sans même deman-  
la séparation; en action civile, l'époux demandeur fait pro-  
noncer la séparation, avec cette différence que le mari qui  
pomme n'est sujet à aucune peine, tandis que la femme  
condamnée à la même peine qui aurait été prononcée  
tre elle en police correctionnelle. (Art. 298 du Code civil.)  
Ainsi, même droit de poursuite, égalité d'action, seulement  
une plus sévère contre la femme, à raison de ce que son  
condamnation entraîne des conséquences plus graves; jusqu'ici  
est réciproque. Continuons à suivre les règles et la mar-  
che de notre nouvelle législation.

Le Code pénal, avant de fixer, par l'article 337, la peine  
de réclusion qui doit être prononcée contre la femme adu-  
ltere, s'exprime ainsi, par l'article 336 : *L'adultère de la fem-  
me pourra être dénoncé que par le mari; cette faculté  
cessa, s'il est dans le cas prévu par l'art. 339, c'est-  
à-dire si le mari est convaincu lui-même d'adultère, sur la  
plainte de sa femme.* Ainsi la femme peut se soustraire à l'ac-  
cusation de son mari, si celui-ci est coupable lui-même;  
c'est l'exception de la loi romaine consacrée par notre Code.  
On ne contestera pas sans doute que cette exception est réci-  
proque, et que, si elle appartient à la femme contre la plainte  
de son mari, à plus forte raison le mari a-t-il droit de l'oppo-  
ser contre la plainte de sa femme. L'article 339, en statuant  
sur la plainte de la femme, n'a pas eu besoin de répéter l'ex-  
ception; il suffisait qu'il en eût posé le principe dans l'article  
336. La conséquence était nécessaire et de droit pour l'ar-  
ticle 339; c'eût été une répétition oiseuse. La faculté de  
plainte, que cet article 339 accorde à la femme est un droit  
nouveau, une faculté exorbitante, que les lois et les mœurs  
lui avaient refusé jusque alors : la femme n'a donc pu l'obtenir

qu'à la charge de la même exception dont elle jouit elle-même contre la plainte de son mari.

Or, si les époux, exerçant la plainte en police correctionnelle, peuvent se repousser respectivement par l'exception d'un adultère réciproque, comment pourrait-on prétendre que la même exception ne pourra pas être opposée, lorsqu'il s'agit d'agir en police correctionnelle, c'est l'action civile de séparation qui est exercée par l'un d'eux? Comment pourrait-on dire, avec la Cour royale, que cette compensation est contraire aux principes et reprouvée par la jurisprudence? La même raison de décider n'existe-t-elle pas au civil, et même à bien plus forte raison, que sur la plainte correctionnelle?

En effet, les plus étranges conséquences résulteraient d'une disparité de doctrine. Le mari ne pourrait faire prononcer contre sa femme la peine d'adultère, s'il était repoussé par sa propre inconduite; tandis qu'elle-même, femme adultère, aurait droit de rompre l'union conjugale sans que son mari pût lui opposer le crime qui l'en rendrait indigne: première contradiction monstrueuse. D'un autre côté, la femme coupable d'adultère ne pourrait faire prononcer contre son mari une simple amende, et elle aurait cependant la puissance de maintenir la séparation de corps pour le même fait! autre contradiction non moins choquante. Il faut donc reconnaître que le principe posé par le Code pénal s'applique nécessairement à l'action civile.

Et qu'on ne dise pas que le Code pénal et le Code civil forment deux législations distinctes, et qu'on ne peut argumenter de l'une à l'autre. L'argumentation est de droit; quand il s'agit du même fait et des mêmes personnes, lorsqu'il y a identité de cause et de motif. Ici le fait est le même, c'est celui d'adultère de la femme ou du mari. La cause et les motifs sont les mêmes pour l'action qui résulte de ce fait, au civil comme au criminel. Les mêmes exceptions, qui écartent cette action dans un cas existent donc pour l'autre cas; l'application en fait de droit, et par la force des choses.

Le second moyen de cassation était pris d'une prétendue

l'application à l'article 230 du Code civil, en ce que la Cour  
l'avait considéré comme *la maison commune* des époux.  
habitation où la femme n'avait jamais résidé avec son  
mari, où elle n'était jamais venue, et qu'au contraire elle  
était constamment dédaignée.

En doute, pour le demandeur, la maison où ré-  
side le mari peut être appelée la maison commune, en ce sens  
que la femme n'a pas d'autre domicile que celui de son mari,  
elle peut être obligée d'habiter avec lui, et qu'il peut être  
obligé de l'y recevoir. C'est ce qui résulte des art. 108 et 212  
du Code civil; mais ces articles n'ont statué que sur ce qui  
constitue le domicile de droit; l'art. 230, au contraire, n'a  
considéré que ce qui existe en fait, quand il a dit que la fem-  
me pourra demander le divorce pour cause d'adultère de son  
mari, lorsqu'il aura tenu sa concubine dans la maison com-  
mune. Cette règle est tirée d'une disposition de la loi romaine  
que le Code a fait passer dans nos mœurs : il faut donc enten-  
dre le Code dans le sens qui a été fixé par la loi romaine. Or  
la loi ne voulait pas que la présence d'une concubine dans  
une maison occupée par le mari tout seul et que sa femme avait  
le droit d'habiter pût attribuer à celle-ci un droit au divorce :  
elle entendait seulement réparer l'injure faite à la femme lors-  
qu'elle habitait avec son mari, celui-ci la forçait de recevoir à  
sa maison une concubine, et d'être témoin de son désordre.  
Les textes sont précis sur ce point : *Si quis in ea domo in*  
*cum sua conjuge commanet, contemnens eam, cum*  
*inveniat in ea domo manere. Nov. 117, chap. 9, § 4.*  
*Inspiciente uxore, quod maxime mulieres nuptas exasperat,*  
*præcipue castas. Nov. 22, chap. 15.* C'est donc bien évi-  
demment au seul cas où l'épouse habite avec son mari, *cum*  
*conjuge commanet*, où le mépris de l'épouse est porté jus-  
qu'à mettre l'outrage sous ses propres yeux, *inspiciente uxore*,  
dans ce cas seulement que l'épouse peut réclamer le béné-  
fice de la loi.

Il est inutile d'insister sur ce moyen, la Cour ayant jugé par di-  
vers arrêts qu'il faut entendre par *maison commune* celle où  
le mari, où il peut contraindre sa femme d'habiter, où

celle-ci a le droit de résider elle-même. (Voy. tom. 20, pag. 791, et tom. 21, pag. 61.)

Du 9 mai 1821, ARRÊT de la section des requêtes ; M. Lescandade président, M. Louvois rapporteur, M. Loiseau avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Joubert, avocat général ; — Attendu, sur le premier moyen, que la résidence du mari est la maison commune ; que la jurisprudence de la Cour est constante sur ce point ; — Attendu, sur le second moyen, que l'arrêt attaqué, en rejetant la fin de non recevoir résultante de l'imputation d'adultère faite par le demandeur, sa femme n'a violé aucun texte de loi ; — REJETTE, etc. »

### COUR DE CASSATION.

*En matière d'état, les descendants sont-ils liés par les jugemens rendus avec les ascendans qu'ils représentent ? (Rés. nég.)*

*SÉCIELEMENT, le fils peut-il attaquer, par la tierce opposition, un jugement rendu contre son père, et qui l'oblige à reconnaître pour frère légitime et pour cohéritier un enfant né hors mariage ? (Rés. aff.)*

*Le peut-il surtout lorsque, en qualité de donataire de son père, il a un intérêt direct à la question de légitimité ? (Rés. aff.)*  
Cod. civ., art. 724 et 1350 ; Cod. de proc., art. 474.

### PAGÈZE DE SAINT-LIEUX.

Le sieur *Pagèze*, marquis de Saint-Lieux, était veuf et sans enfans, lorsqu'il fit la connaissance de la demoiselle *Dufresne* et forma le projet de l'épouser. Mais il éprouva une vive résistance de la part de sa famille, et un ordre supérieur vint mettre obstacle au mariage.

Cependant la demoiselle *Dufresne* avait été reçue au château de Saint-Lieux ; elle y vivait avec le marquis comme avec un époux, et cette maison donna le jour à un enfant qui,

(1) Voy. un arrêt contraire, tom. 11, pag. 297 ; mais il ne doit pas être considéré comme une autorité.

ier 1765, fut inscrit au registre des naissances sous les-  
de noble *Louis-Philippe-Pierre-Paul de Pagèze*, mar-  
de *Saint-Lieux*, fils de messire noble *Pierre-Paul de Pa-*  
e, *marquis de Saint-Lieux* et de dame *Marie-Margue-*  
*Dufresne*, mariés. Le parrain, la marraine et le père lui-  
ne signent l'acte de naissance.

Bientôt après, la demoiselle Dufresne fut enlevée à ses plus  
ces affections, et enfermée dans un couvent à Bordeaux,  
vertu d'une lettre de cachet.

Rebuté de tant d'obstacles, et cédant peut-être à de nou-  
x goûts, le marquis de Pagèze oublia la demoiselle Du-  
pe. Il paraît au moins que le jeune Pagèze fut, dans son  
ance, élevé par les soins de son père au château de Saint-  
eux et qu'ensuite il fut mis successivement dans plusieurs pen-  
ons. Mais bientôt le fils éprouva le sort de sa mère : il fut  
ligé, et réduit à la triste nécessité de poursuivre son père  
justice pour obtenir de lui quelques secours. Un arrêt du  
lement de Paris lui adjugea une provision de 400 fr.

Irrité de cette première défaite, le marquis de Saint-Lieux  
une donation entre vifs de tous ses biens à *Pierre-Charles-*  
*Philippe-Marie de Pagèze*, son fils du premier lit, et ne se ré-  
ve qu'une pension.

Cependant la révolution survient. En exécution de la loi du  
avril 1790, le fils de la demoiselle Dufresne soumet à un  
unal arbitral la contestation qu'il avait précédemment  
ortée au parlement de Paris, et qui tendait tout à la fois à se  
lire déclarer enfant légitime du marquis de Pagèze, et à faire  
ondamper celui-ci à lui payer une pension.

Le 15 avril 1793, jugement arbitral qui, faisant droit aux  
clusions de Pagèze fils, le déclare enfant légitime de sieur  
gèze de Saint-Lieux, et qui convertit en une pension de 800  
la provision accordée par l'arrêt du parlement.

Sur l'appel, jugement du 5 thermidor an 3, par lequel le tri-  
nal civil de Lavaux confirme la sentence des arbitres, —  
attendu que la preuve de la filiation légitime du réclamant est  
portée ; qu'elle résulte de son acte de naissance, du 7 janvier  
65, signé de *Pierre-Paul de Pagèze*, comme père ; que ce  
arnier, ainsi que la dame Dufresne, étaient alors regardés et

réputés mari et femme, puisque cette qualification leur est donnée, sans contradiction de leur part, dans ledit acte de naissance; que c'est durant cette possession d'état que le réclamant est venu au monde; qu'elle a continué après sa naissance, qu'il a joui de tous ses effets dans les premières années de l'enfance, puisqu'il a été nourri et élevé dans la maison paternelle en cette qualité de fils légitime; que le changement de circonstances survenues dans l'accord de ses parents ne saurait détruire, quant à lui, le titre et le droit que leur volonté et leur bonne foi lui transmettaient à sa naissance ».

Dans cette situation, Pagèze fils s'adresse à l'autorité administrative pour demander sa légitime dans les biens de son père, attendu que tous les immeubles de ce dernier avaient été donnés en 1787 à Pagèze, fils aîné, et que, celui-ci étant émigré, la nation s'était emparée de toute sa fortune. Cette réclamation est accueillie par plusieurs arrêtés de l'Administration, tous fondés sur l'état incontestable d'enfant légitime dont jouissait Pagèze cadet. En conséquence, par un partage fait le 11 floréal an 4 entre ce dernier, la nation et une dame d'Huteau, enfant du premier mariage du marquis de Saint-Etienne, la nation abandonna au réclamant plusieurs immeubles équivalens au montant de ses droits légitimaires.

Pagèze cadet était ainsi en possession paisible de son état et des biens que lui avait délaissés la nation, lorsque Louis Philippe Pagèze, fils aîné, profitant de la loi d'amnistie, retourna en France, et fut réintégré dans ses biens non vendus, par un arrêté du 15 floréal an 11.

Le 5 novembre 1807, il assigna son frère devant le tribunal civil de Lavaur, en revendication des biens possédés par ce dernier. Sur cette demande, un conflit négatif de juridiction s'éleva d'abord entre le pouvoir judiciaire et l'autorité administrative; mais enfin le tribunal civil de Gaillac, se considérant légalement saisi par le renvoi de l'autorité administrative, rétint la cause.

Devant ce tribunal, Pagèze aîné a changé ses conclusions et a réduit tout le procès à la simple question d'état, et a demandé qu'attendu que son père n'avait jamais été marié avec la demoiselle Dufresne, le fils de celle-ci fût déclaré enfant naturel.



gère aîné décède avant le jugement du procès. L'instance prise par Alphonse-Antoine, son fils unique, lequel forme, tant que de besoin, tierce opposition au jugement du 5 midor an 3.

20 août 1818 ; jugement conçu en ces termes : — *Considérant, sur le défaut de qualité* reproché au demandeur, *cette qualité résulte suffisamment de celle de membre et d'héritier légitime de la maison Pagèze de Saint-Lieux, parce qu'il est du plus grand intérêt pour les familles, surtout pour celles qui occupent un rang élevé dans la société, que des étrangers ne viennent point prendre place parmi elles, comme ils le feraient que ceux qui sont nés dans leur sein, d'une union illicite, puissent jouir des prérogatives de la légitimité ; que cet intérêt, reconnu par les meilleurs auteurs, et développé avec force par M. de Courbois, procureur-général du parlement de Metz ; dans un plaidoyer rapporté par Merlin, au Répertoire de Jurisprudence, v° *Légitimité*, section 4, §. 2, a été consacré par une longue jurisprudence ; — Considérant, au surplus, que dans l'ancienne comme dans la nouvelle législation c'est le mariage, et le mariage seul de leurs auteurs, qui a été conformé aux lois de l'État, qui pouvait assurer aux enfans la qualité de légitimes ; — Que deux moyens étaient offerts aux enfans pour établir l'existence du mariage de leurs pères : ou par la représentation de l'acte de célébration, sauf le cas où les registres auraient été détruits ; ou par la preuve que leurs père et mère décédés avaient vécu publiquement comme mari et femme, jointe à une possession d'enfant légitime, non contredite par l'acte de naissance ; — Dans l'espèce, l'un et l'autre de ces deux moyens sont appuyés d'une manière invincible par les actes du procès ; — Le tribunal, sans avoir égard aux moyens, exceptions et fins non recevoir proposés par Louis-Philippe-Pierre-Paul Pagèze, dont il est débouté, le déclare enfant naturel de feu Pierre-Paul Pagèze, marquis de Saint-Lisieux, et de Marie-Guérîte Dufresne ; lui défend de prendre à l'avenir la qualité d'enfant légitime des susnommés ; ordonne que l'acte de naissance sera rectifiée, etc.*

Appel par le sieur Pierre-Paul Pagèze. — Et, le 17 juin

1819, arrêt de la Cour royale de Toulouse, qui infirme le jugement de première instance, et déclare Alphonse-Ant. Pagèze non recevable tant dans sa tierce opposition que dans sa demande principale.

Des longs et nombreux motifs énoncés dans l'arrêt de la Cour royale, voici les seuls qui ont un rapport direct à la question jugée par la Cour régulatrice :

« Attendu que le principe consacré par l'art. 2, tit. 35 de l'ordonnance de 1667, et par l'art. 474 du Code de procédure civile, s'applique à tous les cas ; qu'il en est de même du principe sur l'autorité de la chose souverainement jugée, consacré par l'art. 1350 du Code civil ; qu'aucun de ces articles n'excepte telle ou telle matière des dispositions qu'ils renferment ; que les considérations par lesquelles on veut établir qu'en matière de question d'état, les descendans ne sont liés par le jugement rendu avec les ascendans, ne sont sans force ; mais qu'il est impossible, à l'aide de quelques considérations, de suppléer des dispositions législatives qui n'existent pas, surtout quand ces dispositions seraient dérogeantes à des dispositions générales et absolues ; qu'au surplus les considérations proposées par les partisans du système d'après lequel on n'aurait pas même besoin de recourir à la tierce opposition envers des jugemens rendus avec ceux que l'on représente, quand ces jugemens se réfèrent à des questions d'état, que ces considérations sont balancées par des considérations contraires et non moins imposantes ; qu'il ne faut pas que chaque génération puisse reproduire les mêmes questions d'état ; qu'il importe que l'état d'un citoyen, une fois fixé, soit invariable et indivisible ; que les unions formées, les familles créées sous la foi de cet état ainsi déterminé, réclament en fait d'une stabilité qui est essentiellement d'ordre public ; — que la distinction faite entre le jugement rendu avec celui qui a fait la reconnaissance et le jugement rendu avec les héritiers est inadmissible ; que, si la loi autorise les héritiers à attaquer les reconnaissances faites par leur auteur, elle ne les autorise nullement à attaquer ou à méconnaître les jugemens rendus avec eux sur les mêmes reconnaissances ; qu'il ne s'agit d'ailleurs, dans l'espèce, d'une reconnaissance d'enfant naturel.

mais bien, d'une déclaration de paternité et de filiation en faveur d'un enfant enregistré comme légitime ; qu'il est vrai que le dol fait exception à toutes les règles , et que, s'il était prouvé qu'un jugement rendu entre l'auteur d'une reconnaissance et celui qui en fut l'objet ne fût qu'un jugement collusoire, concerté pour valider une reconnaissance nulle, on ne pourrait pas en conclure que ce jugement ne lie pas ceux auxquels il fut dirigé ; mais que, dans l'espèce, la résistance de Pierre-Paul Pagèze, soit devant le parlement, soit devant les arbitres, soit devant le tribunal de Lavaur, où il fut pourvu par appel, exclut toute supposition d'un jugement collusoire et d'expédience ; que, si le jugement du 5 thermidor an 3 fut rendu par défaut, outre que cela seul prouve qu'il n'était pas concerté ; d'ailleurs, il est permis de croire que Pierre-Paul Pagèze, trouvant dans les décisions déjà rendues le type de la décision définitive, crut inutile de se défendre ; qu'il n'est pas possible de remettre en question la justice d'une telle décision rendue avec les auteurs de l'intimé ; qu'on doit même remarquer qu'elle a été exécutée pendant plusieurs années, par et avec l'Etat, qui représentait le père de l'intimé, alors émigré ; que si, sur le fondement de cette décision, le père de l'intimé avait expédié sa légitime à l'appel, l'intimé ne prétendrait pas sans doute surmonter l'obstacle qui résulterait d'un pareil acquiescement ; mais que les faits par l'Etat représentant l'émigré, et au nom de cet émigré, sont censés faits par l'émigré lui-même, et doivent le lier ; qu'ils le doivent surtout lorsque ces actes ont conféré des droits à des tiers, droits qu'il a été ordonné aux émigrés de respecter, droits que le sénatus-consulte du 8 floréal an 10, l'article 9 de la Charte, et l'ordonnance si paternelle et si sage du 21 août 1814, enfin la loi du 5 décembre suivant, ont maintenus dans toute leur plénitude, contre toutes les attaques directes ou indirectes qui pourraient leur être faites, et de quelque prétexte qu'elles fussent accompagnées ; — Attendu que qu'un jugement souverain ayant déclaré l'appelant en l'illégitime, la Cour n'a plus à examiner ce point ; qu'ainsi l'appel est bien fondé et la tierce opposition non recevable. » Le sieur Alphonse-Antoine de Saint-Lieux a demandé la cassation de l'arrêt rendu par la Cour royale de Toulouse. —

Son principal moyen était pris de la fausse application de l'art. 1350 du Code civil sur la chose jugée, et de la violation soit de l'ordonnance de 1667, soit de l'art. 474 du Code de procédure civile, touchant la tierce opposition.

En matière d'état, disait le demandeur, l'autorité de la chose jugée n'est jamais absolue. Ainsi les descendans ne sont pas liés par un jugement rendu avec les ascendans qu'ils présentent. La raison en est simple : les familles sont intéressées à repousser de leur sein les étrangers qui veulent s'y introduire, et un père ne peut obliger son fils à reconnaître un frère légitime un bâtard ou un individu qui n'a rien de commun avec sa famille. Tous les actes, toutes les reconnaissances qu'il aurait pu faire, n'engagent que lui ; il en est de même des jugemens rendus avec lui, soit qu'il ait négligé de les attaquer en temps utile, soit qu'ils aient été rendus de concert. Il est-il de principe qu'entre parens qui portent le même nom, le plus éloigné peut agir en justice contre le fils de son père pour lui disputer le droit de porter le nom et les armes de la famille, en soutenant qu'il est illégitime, dans le cas même où l'opposant n'aurait pas le droit de lui disputer la succession. Ainsi, en considérant comme irrévocable le jugement de l'an 3 qui déclarait l'adversaire enfant légitime du marquis de Saint-Lieux, la Cour royale a fausement appliqué le principe de l'autorité de la chose jugée ; elle a fait plus, elle a violé les lois concernant la tierce opposition. En effet, ajoute le demandeur, dès l'instant qu'il est reconnu que le jugement de l'an 3 n'est pas obligatoire pour moi, il est évident que la tierce opposition à ce jugement devait être admise, puisqu'elle était fondée sur un double motif, sur ma qualité de membre de la famille, et bien plus encore sur l'intérêt direct et personnel que j'avais à la question de légitimité, comme dont l'issue était universelle du marquis de Saint-Lieux. Rien ne s'opposait à ce que l'état du défendeur fût remis en question ; et sur cette question ne pouvait souffrir aucune difficulté, puisqu'il n'y avait jamais eu de mariage entre le père et la mère de l'adversaire.

La question d'état, répliquait le défendeur, a été jugée entre moi et le marquis de Saint-Lieux. Ce jugement n'a point été attaqué par ce dernier : il a donc acquis toute l'autorité de la chose jugée, non seulement à l'égard du marquis, mais en

et tous ceux qui le représentent. Ainsi, Alphonse-Antoine, qui a recueilli sa succession, a été condamné par le jugement du 5 thermidor an 3, dans la personne de son grand-père, et, aux termes des lois qu'il invoque, il ne pouvait pas former une opposition à ce jugement. Alphonse-Antoine n'est pas tiers : il est au contraire la continuation de la personne condamnée ; il est son héritier pur et simple.

Mais, dit-on, il ne peut exister de filiation légitime sans mariage des père et mère. On pourrait répondre que ce principe est inapplicable au cas où le mariage a été, comme dans l'espèce, empêché par des actes de violence. Mais discuter ce point de la cause, c'est remettre en question ce qui a été décidé *in terminis* par le jugement du 5 thermidor an 3 ; et se livrer à une digression tout-à-fait inutile. Ainsi le pourvoi est mal fondé sous tous les rapports ; ainsi il doit être rejeté par la Cour régulatrice.

Du 9 mai 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brisson, président, M. Henry-Larivière rapporteur, MM. Odillon-Barrot et Loiseau avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. l'avocat-général Delhier, et après qu'il en a été délibéré en la chambre du conseil, le tout aux audiences des 7 et 8 de ce mois et à celle d'aujourd'hui ; — Vu les art. 724 et 1350 du Code civil, ainsi conçus : « Art. 724. Les héritiers légitimes sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession : les enfans naturels, l'époux survivant et l'Etat doivent se faire envoyer en possession par justice dans les formes qui seront déterminées. — Art. 1350. La présomption légale est celle qui est attachée par une loi spéciale à certains actes, à certains faits : tels sont 1<sup>o</sup>..., 2<sup>o</sup>..., 3<sup>o</sup>... l'autorité que la loi attribue à la chose jugée. » ; — Vu aussi l'art. 474 du Code de procédure civile, portant : « Une partie peut former tierce opposition à un arrêt qui préjudicie à ses droits, et lors duquel ni elle ni ceux qu'elle représente n'ont été appelés. » ; — Considérant que les enfans acquièrent, en naissant d'un mariage légitime, des droits propres et personnels qu'il ne faut pas confondre avec ceux qui peuvent leur appartenir, comme héri-

vile le droit d'appeler, ne leur prohibe pas la faculté de faire leur déclaration d'appel par un fondé de pouvoir spécial; — Qu'il ne déroge donc pas au droit commun; qu'il doit au contraire être réputé s'y être conformé, et que, d'après ce droit commun, on peut faire, quand une disposition formelle de loi ne le défend pas, par un fondé de pouvoir spécial, tout ce qu'on est autorisé à faire par soi-même et dans son intérêt personnel; — Qu'en déclarant donc, dans l'espèce, non recevable l'appel relevé au nom de Peignault et sa femme, sur le motif qu'il n'avait été déclaré au greffe que par leur avoué, la Cour royale de Poitiers a violé lesdits articles 202 et 204 du Code d'instruction criminelle; — D'après ces motifs, CASSE et ANNULE son arrêt; et, pour être procédé et prononcé conformément à la loi sur ledit appel, renvoie les parties et les pièces devant la Cour royale de Limoges, etc. »

*Nota.* Le 17 août 1821, la Cour a rendu un arrêt semblable, sur le pourvoi du comte de Flotard.

### COUR DE CASSATION.

*L'expédition d'un jugement ou d'un arrêt qui ne fait que relater les signatures du président et du greffier, au lieu de les transcrire littéralement, est-elle irrégulière et nulle? (Rés. nég.) Cod. de proc. civ., art. 138.*

*Le pouvoir discrétionnaire que l'art. 302 du Code civil accordait aux tribunaux, pour régler le sort des enfans, dans le cas de divorce, leur appartient-il également dans le cas de séparation de corps? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 371 et suivans.*

LE SIEUR CHARVE, C. SON ÉPOUSE.

Le tribunal civil d'Arles accueillit une demande en séparation de corps formée par la dame Charve contre son mari, pour injures graves, et ordonna que les enfans nés du mariage, qui avaient été confiés à la mère pendant l'instance, resteraient auprès d'elle et sous sa direction.

Appel de la part du sieur Charve; et arrêt interlocutoire de la Cour d'Aix, du 7 février 1820, qui ordonne une enquête.



*spécial pour appeler?* ( Rés. aff. ) Cod. d'inst. crim., art. 202 et 204.

PEIGNAULT.

L'avoué de *Peignault* et de sa femme avait interjeté appel d'un jugement du tribunal de Civray. La Cour royale de Poitiers a déclaré l'appel non recevable, attendu que l'art. 202 du Code d'instruction criminelle, disposant que la partie civile pourra interjeter appel, n'énonce point qu'elle pourra exercer ce droit par le ministère d'un avoué.

Pourvoi en cassation. Et, le 18 mai 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. *Barris* président, M. *Gaillard* rapporteur, sur lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Fréteau*, avoué-général; — Vu les deux premiers paragraphes de l'article 202 du Code d'instruction criminelle, et le premier paragraphe de l'art. 204, qui sont ainsi conçus : — « Art. 212. La faculté d'appeler appartiendra 1° aux parties prévenues ou responsables; 2° à la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement. — Art. 204. La requête contenant les moyens d'appel pourra être remise, dans le même délai, au même greffe; elle sera signée de l'appelant, ou d'un avoué, ou de tout autre fondé de pouvoir spécial, »; — Attendu que l'arrêt de la Cour royale de Poitiers a reconnu en fait que l'appel du jugement du tribunal de Civray avait été relevé pour et au nom de *Peignault* et sa femme, par *Serpherelle*, avoué près ce tribunal; que la qualité d'avoué près ce tribunal supposait audit *Serpherelle*, jusqu'à désaveu, le mandat spécial d'appeler; — Que cette présomption de droit acquerrait encore, dans l'espèce, une force et un effet plus absolus de la circonstance qu'en première instance ledit *Serpherelle* avait occupé en cette qualité d'avoué pour lesdits *Peignault* et femme; — Que l'article 204 du Code d'instruction criminelle est corrélatif avec l'article 202; que, d'après ce premier article, la requête d'appel peut être régulièrement signée par l'avoué comme par l'appelant lui-même; que des expressions finales de la première disposition de cet article il résulte que l'avoué est considéré par la loi comme un fondé de pouvoir spécial; — Que l'article 202, en accordant au prévenu et à la partie ci-

sance paternelle, et qui les attribuent exclusivement au père pendant le mariage.

Les signatures du président et du greffier sont une partie essentielle de la minute du jugement ou de l'arrêt. Sans ces signatures elle serait incomplète; elle n'aurait aucun caractère authentique, ce serait le néant aux yeux de la loi. — Le sieur Charvé en conclut qu'un jugement ou un arrêt n'est véritablement expédié qu'autant que les seings apposés au bas de la minute sont textuellement transcrits dans la copie que le greffier en délivre. Selon lui, la Cour d'Aix a manifestement contrarié le vœu de l'art. 138 du Code de procédure, en maintenant l'exécution d'un arrêt dont l'expédition signifiée ne renfermait pas la relation des signatures exigées par la loi, lesquelles étaient, par cela seul, censées ne pas exister.

Pour établir son second moyen, le demandeur invoquait l'inflexibilité salutaire des principes de l'autorité paternelle. « Le père seul exerce cette autorité durant le mariage (art. 373). L'enfant ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père.... (art. 374). » Voilà des règles inviolables et sacrées, disait le sieur Charvé, parce qu'elles sont les bases premières de l'organisation de la famille, le vœu de la nature et des convenances sociales, des gages de repos et d'ordre public. Si vous permettez aux tribunaux d'y porter la moindre atteinte, où cet arbitraire effrayant s'arrêtera-t-il? Ne tremblez-vous pas de tomber dans un inextricable chaos?

La circonstance de la séparation de corps prononcée à la requête de la femme ne modifie en rien les droits de la puissance paternelle, puisque la loi n'y a pas attaché cet effet. Affranchir les époux du devoir réciproque de cohabitation, et dissoudre la communauté, lorsqu'elle a été stipulée, telles sont les seules conséquences de la séparation. Du reste, le lien du mariage subsiste, la puissance maritale n'éprouve qu'une légère altération, et l'autorité paternelle reste intacte.

Vainement opposerait-on l'art. 302, qui porte, dans le cas de divorce, que les enfans seront confiés à l'époux demandeur, ou à toute autre personne désignée par le tribunal. Ce n'est pas à l'aide d'une analogie qu'on pourrait ravir à un père la

plus douce comme la plus belle de ses prérogatives ; mais d'ailleurs , quelle analogie possible entre le cas du divorce , qui détruisait le mariage et tous les rapports qu'il avait créés entre les époux , et le cas de la séparation de corps , qui n'est qu'un état de froideur et d'éloignement que la réconciliation peut faire cesser à chaque instant ?

Du 24 mai 1821 , ARRÊT de la section des requêtes , M. Lasaudade président d'âge , M. Lasagny rapporteur , M. Mathias avocat , par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert , avocat-général ; — Sur le premier moyen, — Attendu que l'expédition de l'arrêt interlocutoire, sur laquelle la femme Charve a fait procéder à son enquête, énonce dans le mandement exécutoire que ledit arrêt a été signé par le premier président de la Cour et par le greffier ; qu'ainsi le vœu de l'article 138 du Code de procédure civile a été rempli ; — Sur le second moyen, — Attendu qu'en cas de séparation de corps , comme autrefois en cas de divorce , c'est le *plus grand avantage* des enfans qui est le *principe décisif* pour désigner l'époux ou même la *tierce personne* à qui ils doivent être confiés , sans que par-là les droits de la puissance paternelle soient blessés ou éteints ; — Et attendu que , dans l'espèce , les juges ont cru devoir confier les enfans à leur *mère* , qui avait obtenu la séparation de corps , et que cette mesure , loin de contrarier les vœux soit de la famille , soit du Ministère public , avait été reconnue *comme la plus avantageuse* aux enfans , par un jugement et par un arrêt qui les avaient de même confiés à leur mère *provisoirement* pendant le procès ; — Attendu , en outre , que les juges ont même formellement déclaré que cette mesure de fixer les enfans auprès de leur mère ne peut porter atteinte aux droits de la puissance paternelle ; et qu'ainsi ceux qu'à Charve à cet égard restent dans leur entier ; — REJETTE. »

*Nota.* La jurisprudence des Cours royales paraît conforme au principe posé par la Cour régulatrice , sur la seconde question. Un arrêt de la Cour de Paris , du 12 juillet 1808 , rapporté tom. 9 , pag. 408 , ne refusa les enfans à la femme qui avait obtenu la séparation de corps contre son mari que par la seule raison qu'elle n'alléguait aucun motif pour en priver

celui-ci. — Le 18 juillet de la même année, il fut jugé, par un arrêt de la Cour d'Angers, que les enfans peuvent être placés, pendant l'instance en séparation, dans un lieu indiqué par le tribunal, et que le mari n'a pas le droit de les en retirer. Enfin, la Cour de Rennes, par décision du 31 juillet 1811, confia les enfans à la mère demanderesse en séparation pendant le procès, « attendu qu'en matière de séparation de corps et de divorce, la loi laisse aux tribunaux le pouvoir discrétionnaire de remettre l'administration des enfans à celui des deux époux qui présentera le plus d'avantage pour lesdits enfans ».

### COUR DE CASSATION.

*Lorsque l'accusé est déclaré coupable; MAIS SANS LES CIRCONSTANCES, n'appartient-il qu'à la Cour d'assises de prononcer l'absolution de l'accusé, si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale? (Rés. aff.)*

AUBOUER.

Ainsi jugé par ARRÊT de la section criminelle, du 24 mai 1821. — (Voy. le tom. 2 de 1824, pag. 172.)

### COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

*Une femme mineure peut-elle faire le commerce, avec la simple autorisation de son mari? (Rés. nég.)*

*Indépendamment de l'autorisation du mari, le consentement du père de la mineure est-il nécessaire? (Rés. aff.) Cod. de comm., art. 2; Cod. civ., art. 476.*

LA DAME VIGUIER, C. LE SIEUR MONDIÈRES.

La dame Lacaze, épouse Viguiet, était encore mineure lorsqu'elle prit en 1819 une patente de marchande épicière. Elle avait bien, pour faire ce commerce, l'autorisation de son mari, mais rien ne constatait le consentement donné par son père à ce genre de négoce. Cependant, en octobre de cette même année 1819, la dame Viguiet souscrivit, en faveur d'un sieur Mondières, deux lettres de change, montant ensemble à 1,900 fr., payables dans le délai d'une année.

Ces lettres de change furent protestées, faute de paiement à l'échéance. Il paraît qu'à cette dernière époque la dame Viguiér avait atteint sa majorité. Assignée en remboursement devant le tribunal de commerce de Toulouse, elle demanda d'être restituée contre son obligation, sur le fondement que *tout mineur émancipé, de l'un et de l'autre sexes, ne peut faire le commerce, s'il n'a été préalablement autorisé par son père, et, en cas de décès de celui-ci, par sa mère, et si en outre l'acte d'autorisation n'a été enregistré au tribunal de commerce du lieu où le mineur veut établir son domicile.*

Cette prétention a été rejetée par le tribunal, et la dame Viguiér a été condamnée à payer, — « Attendu, porte le jugement, qu'il est établi que la dame Lacaze, épouse Vignier, fait elle-même le commerce en son nom personnel; qu'elle a pris une patente pour exercer en 1819 la profession de marchande épicrière dans la ville de Moissac; — Que le sieur Viguiér, son mari, en état de faillite, ne pouvait pas ostensiblement faire le commerce en son nom; qu'il n'en avait ni les moyens, ni la faculté; — Que, les tiers qui ont contracté ayant traité sur la confiance que leur inspirait la dame Lacaze, il est évident qu'elle ne peut contester sa qualité de marchande publique; — Qu'en admettant que la dame Lacaze fût encore mineure à l'époque où la lettre de change a été souscrite, elle ne peut pas invoquer la disposition de l'art. 2 du Code de commerce, puisqu'elle était mariée et qu'elle n'était plus régie que par les dispositions des art. 4 et 5 du même Code; — Que, d'ailleurs, le mineur n'étant pas restitué comme mineur, mais seulement comme lésé, ladite Viguiér, qui ne peut alléguer aucune lésion, doit être démise de tous ses moyens de nullité envers une obligation de change qu'elle est nécessairement présumée avoir contractée pour fait de son commerce ».

La dame Viguiér, appelante de ce jugement, a reproduit l'exception qu'elle avait présentée en première instance, et qui était prise de l'art. 2 du Code de commerce. Cet article, a-t-elle dit, est positif; il faut, d'après lui, une autorisation préalable du père, de la mère ou de la famille, pour que le mineur puisse valablement exercer une profession commer-

ciale ; et ce qu'il faut bien remarquer, c'est que l'article précité dispose d'une manière générale et ne fait point d'exception. *Tout mineur émancipé, de l'un et de l'autre sexes*, en voilà ses termes. Or, dans quelle catégorie doit-on placer la femme mineure qui est mariée ? C'est évidemment dans celle des femmes émancipées, puisque, suivant l'art. 476 du Code civil, le mariage émancipe de plein droit : elle est donc du nombre des mineurs émancipés, qui, pour faire le commerce, ont besoin de l'autorisation de leur père, ou de la famille en son défaut ; cette conséquence est infaillible. Dans le système contraire, on invoque l'art. 4 du Code de commerce, d'après lequel *la femme ne peut être marchande publique sans le consentement de son mari*, et on croit devoir en conclure que ce consentement suffit ; mais c'est mal interpréter cet article, qui ne détruit pas l'art. 2, mais qui vient seulement ajouter. Il résulte, en effet, de l'art. 4, que, quand la mineure est mariée, le consentement du père ou de la mère ne suffit pas, qu'il faut encore l'autorisation du mari. Pour que l'on pût considérer l'art. 4 comme une modification de l'art. 2, il faudrait que le principe établi par l'un de ces articles fût incompatible avec celui énoncé dans l'autre ; tandis qu'au contraire il est évident que les dispositions des deux articles se concilient très-bien ; l'autorisation maritale n'étant pas nécessairement exclusive du consentement du père.

Le seul effet du mariage est d'émanciper la femme mineure, c'est-à-dire de lui permettre, sous l'autorisation de son mari, de faire tout ce qu'un mineur émancipé peut faire. Mais, quoique placée sous l'autorité immédiate de ce dernier, elle n'est point affranchie pour cela de la surveillance de sa famille, sans le consentement de laquelle elle ne peut ni emprunter, ni aliéner, ni même hypothéquer ses biens. Or, comme la femme, en devenant marchande publique, acquiert la faculté d'emprunter et d'aliéner, il est évident qu'elle ne peut embrasser cette profession, quand elle est mineure, qu'avec l'autorisation expresse de ses parents, conformément à l'art. 2 du Code de commerce. Si l'on admettait le système des premiers juges, les fortunes des femmes mineures seraient à la merci des maris. En faisant déclarer leurs femmes marchan-



publiques, ils seraient indirectement le commerce sous  
des noms, et, abusant de la faiblesse de leur âge, ils ne man-  
queraient jamais de les faire obliger et hypothéquer leurs biens  
au préjudice de leurs véritables intérêts.

La doctrine des premiers juges, répliquait l'intimé, est en  
tous points conforme aux principes et à la loi. Aux termes de  
l'art. 476 du Code civil, le mineur est émancipé par le mariage;  
mais à l'égard de la femme, l'effet de cette émancipation n'est  
restreint à la simple faculté de faire des actes de pure ad-  
ministration. Le mariage habilite la femme, même mineure, à  
faire tous les contrats qu'une femme mariée peut consentir avec  
l'autorisation du mari : elle peut par conséquent aliéner, hy-  
pothéquer, s'obliger, avec le consentement de ce dernier,  
sous les restrictions admises sous le régime dotal. Cette vé-  
rité résulte d'une foule d'articles du Code civil, notamment  
des art. 217, 1417 et 1426, qui, pour la validité des enga-  
gements de la femme et des aliénations qu'elle pourrait con-  
senter, n'exigent que le concours du mari dans l'acte, ou son  
autorisation par écrit, sans distinguer si la femme est majeure  
ou si elle est encore en âge de minorité. La seule exception  
admise par le Code civil est pour le cas où le mari est mineur :  
alors l'autorisation du juge est nécessaire à la femme, soit pour  
ester en jugement, soit pour contracter. Telle est la disposition  
de l'art. 224 ; mais cette exception-là même consacre la règle  
générale, que la femme n'a besoin dans tous les cas que du  
consentement du mari pour s'obliger, et par conséquent pour  
faire le commerce. C'est d'ailleurs une conséquence immédiate  
de l'art. 212, 213 et 214 du Code, touchant l'autorité mari-  
tale. Evidemment le mariage rompt tous les liens de l'autorité  
paternelle, par la raison toute simple qu'elle est incompatible  
avec celle du mari : autrement ces deux autorités rivales se  
combateraient sans cesse et finiraient par se détruire. Si une  
femme mineure avait besoin, pour s'obliger ou pour contracter,  
du consentement de son père, indépendamment de l'autorisa-  
tion de son époux, le mariage, au lieu d'émanciper la femme,  
aurait aussi tombé le mari en tutelle, et il en résulterait que  
l'industrie de l'un et de l'autre serait enchaînée, réduite à une  
inaction totale, et que le prétexte destiné à conserver la for-

tune de la femme deviendrait, pour elle et pour le mari, une cause évidente de ruine et de malheur.

L'art. 2 du Code de commerce ne comporte pas l'extension qu'on lui suppose : cet article, sainement entendu, n'a d'autre objet que d'expliquer l'art. 487 du Code civil, qui dit bien que le mineur émancipé qui fait un commerce, est réputé *majeur* pour les faits relatifs à ce commerce mais qui ne détermine pas les conditions sous lesquelles le mineur émancipé pourra faire le commerce. Alors l'art. 2 du Code commercial, suppléant cette lacune, pose en principe et comme une règle générale que le mineur émancipé qui voudra profiter du bénéfice de l'art. 487 du Code civil ne pourra commencer les opérations de son commerce qu'après avoir obtenu le consentement de son père, et, à son défaut, celui de la famille. Ainsi un garçon, une fille, mineurs, lors même qu'ils seraient émancipés, ne pourront faire le commerce sans avoir obtenu l'aveu de leurs parens ; mais, lorsque l'autorisation aura été enregistrée d'une manière légale, ils seront réputés *majeurs*, quant aux engagements qu'ils auront contractés pour fait de leur profession. Voilà ce que dit l'art. 2 du Code de commerce, et ce que n'expliquait pas l'article 487 du Code civil. Relativement à la femme mariée, l'art. 2 garde le silence, et pourquoi ? Parce que ses droits, ses devoirs, ses obligations, sont réglés par des articles particuliers, et notamment par les lois, au titre du *Mariage*. Ce qui prouve, en effet, que l'art. 2 n'a point en vue la femme mariée, c'est la disposition finale de ce même article, qui veut que l'acte d'autorisation soit enregistré et affiché au tribunal de commerce du lieu où le mineur veut établir son domicile. Or, comme la femme n'est pas la maîtresse d'établir son domicile où elle veut, comme elle n'a d'autre domicile que celui du mari, il est clair que l'art. 2 n'a pas entendu parler de la mineure émancipée par mariage ; ce qui le prouve encore, c'est l'art. 4 du Code de commerce, qui, rentrant dans les dispositions du Code civil, n'exige que le consentement du mari pour que la femme puisse être marchande publique, sans distinguer si elle est majeure ou mineure.

En deux mots, la disposition de l'art. 2, restreinte aux célibataires mineurs, est infiniment sage, et n'offre aucun in-

convénient; étendue à la femme mariée, elle ne serait plus qu'une disposition dangereuse, nuisible aux époux qu'elle voudrait protéger, et contraire même à l'assainissement moral, en ce qu'elle porterait atteinte à l'autorité maritale, placerait le mari sous la tutelle du beau-père, et qu'elle tendrait à établir deux autorités rivales, ennemies même, et qui finiraient par se détruire mutuellement. — Ainsi, le tribunal de commerce a bien jugé en décidant que la femme mariée, fût-elle mineure, n'a besoin, pour devenir marchande publique, que du consentement de son mari, et que celui du père n'est point exigé par la loi (1).

Du 26 mai 1821, ARRÊT de la Cour royale de Toulouse, troisième chambre, M. de Cambon président, MM. Caze-neuve et Ducos avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Cavallé, avocat-général; — Attendu qu'aux termes de l'art. 2 du Code de commerce, tout mineur, même émancipé, de l'un et de l'autre sexes, qui veut faire le commerce, doit préalablement être autorisé par son père, à défaut du père, par la mère, ou bien par une délibération du conseil de famille, homologuée par le tribunal civil, laquelle autorisation doit être enregistrée et affichée au tribunal de commerce; — Attendu que, si ces formalités n'ont point été remplies, le mineur n'est point réputé majeur pour ses engagements; — Attendu que l'art. 4 du même Code, en exigeant, quant aux femmes mariées, le consentement du mari, ne déroge point à l'art. 2, puisque, malgré l'existence de ce dernier article, il résulte toujours que tout mineur émancipé ne peut faire le commerce qu'après y avoir été autorisé par les auteurs de ses jours, ou par la famille; et que la femme, quoique mariée, se trouve comprise dans cette classe, le mariage n'ayant eu d'autre effet que de l'émanciper de plein droit; — Attendu que l'esprit du législateur, en émettant l'art. 2, a été d'éviter la ruine des mineurs; — Attendu que ce but serait manqué, s'il dépendait du mari, par

---

(1) Les moyens de l'intimé ne sont pas sans force, et malgré l'arrêt qui les proscriit, ils nous paraissent de nature à faire impression et à rendre au moins la solution embarrassante.

une simple autorisation, de mettre sa femme à même d'hypothéquer ses propriétés; — Attendu qu'en fait, la dame Viguiet était mineure à l'époque de l'engagement dont il s'agit, et qu'elle n'a été autorisée à faire le commerce, ni par sa mère, ni par sa famille: d'où il suit qu'elle doit être restituée envers icelui, etc.; — Par ces motifs, disant droit sur l'appel, réformant le jugement rendu par le tribunal de commerce de Toulouse, Restitue la dame Viguiet envers la lettre de change dont il s'agit; ce faisant, l'a relaxée et relaxe de la demande en paiement de la somme de 1,900 fr. portée par la susdite lettre de change, ainsi que des intérêts et frais, etc. »

### COUR D'APPEL D'AGEN.

*Dans tous les cas où les héritiers du mari sont admis à contester, de leur chef, la légitimité de l'enfant, doivent-ils le faire, à peine de déchéance, dans les deux mois qui suivent le trouble que celui-ci a porté à leur possession? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 317.*

*L'héritier a-t-il suffisamment contesté la légitimité par cela seul que, dans un acte de constitution d'avoué, on a protesté en son nom de la nullité de l'attribution en délaissement des biens, qui lui était donnée à la requête de l'enfant? (Rés. nég.) Cod. civ., art. 318.*

*La fin de non recevoir résultant du défaut d'action en temps utile, peut-elle être opposée par l'enfant aux héritiers du mari, en tout état de cause? (Rés. aff.) Cod. de proc. civ., art. 173.*

#### LES HÉRITIERS DESTOUET-DUCHEMIN.

Le sieur Guillaume Destouet-Duchemin est décédé en l'an 4. Il paraît qu'on ne peut pas déterminer d'une manière précise le mois et le jour de sa mort.

Le 25 thermidor de la même année, son épouse est accouchée d'un enfant, qui fut inscrit sur les registres de l'état civil comme fille légitime du sieur Destouet, et de la dame Dufau sa femme. L'enfant fut nommée Marie-Bernarde Destouet.

Après le décès des sieur et dame Destouet, père et mère de Guillaume Destouet-Duchemin, et le 27 avril 1819, Marie-

Bernarde fait signifier aux héritiers son acte de naissance avec le contrat de mariage de ses père et mère, et en même temps elle les fait assigner devant le tribunal civil de Mirande, pour le voir condamner à lui délaisser les biens de son père, et à lui délivrer sa part de la succession des sieur et dame Destouet, ses aïeux.

L'avoué des héritiers, en se constituant pour eux sur cette assignation, se borne à protester de nullité et du rejet de la citation, sans déduire aucun motif. Ce n'est que le 18 décembre 1819, et par conséquent plus de quatre mois après la demande en délaissement, qui est du 27 juillet, qu'il pense à contester formellement la légitimité de Marie-Bernarde Destouet.

Celle-ci, dans une requête du 17 février 1820, conclut purement et simplement à ce que, *sans avoir égard à aucune des exceptions proposées par ses adversaires*, il plaise au tribunal lui adjuger les conclusions par elles prise dans son exploit introductif d'instance. A l'audience, les moyens de la demanderesse ont reçu plus de développemens; elle y a fait plaider que les héritiers Destouet étaient non recevables à contester son état, parce qu'ils n'avaient point réclamé dans le délai de deux mois, à compter du jour de la demande en délaissement, suivant le prescrit de l'article 317 du Code civil.

Les défendeurs ont répondu que l'article invoqué n'était point applicable à l'espèce, parce qu'il ne s'agissait point, ici, d'un simple désaveu, mais bien d'une contestation sur la légitimité de l'enfant; que, la réclamation d'état étant imprescriptible, la défense à cette demande devait l'être également. Le 2 mai 1820, jugement du tribunal de Mirande, qui rejette effectivement la fin de non recevoir, par les motifs qui suivent : — Attendu que la fin de non recevoir invoquée par Marie-Bernarde Destouet manque, d'abord, dans le fait; que les héritiers Duchemin, toujours restés en possession des biens réclamés, n'ont été troublés que par l'assignation du 27 juillet 1819; attendu qu'en constituant leur avoué, le 4 août suivant, les héritiers Duchemin ont suffisamment annoncé l'intention de résister à la demande de leur adver-

saire, et que leur résistance a été développée par les actes ultérieurs de la procédure, le tribunal étant déjà saisi de la cause par l'assignation donnée à la requête de Marie-Bernarde Destouet, il eût été absurde et frustratoire de le saisir une seconde fois de la contestation par une action en désaveu, et qu'il suffisait de défendre à la première; — Attendu que l'exception proposée manque dans le droit : il est constant que Marie-Bernarde Destouet est née après la dissolution du mariage; cela résulte de son acte de naissance même; les art. 312, 313 et 314 du Code civil règlent le cas où le mari peut désavouer l'enfant *né durant le mariage*; l'art. 315 parle du cas où l'enfant naît après le mariage dissous; mais, attendu que l'art. 316, qui fixe le délai dans lequel le mari doit intenter l'action en désaveu, ne s'applique pas évidemment au cas de l'art. 315, puisque, dans l'hypothèse de cet article, le mari est décédé avant la naissance de l'enfant; — Attendu que la prescription indiquée par l'art. 317 ne s'applique pas non plus au cas de l'art. 315; que cet art. 317, en supposant le mari mort avant sa réclamation, mais étant dans le délai utile pour la faire, suppose évidemment aussi que l'action en désaveu soit ouverte du vivant du mari; mais attendu qu'on ne peut désavouer un enfant qui n'existe pas encore, et que cette action ne peut s'ouvrir que par la naissance de l'enfant désavoué et par la connaissance qu'en a le mari : d'où suit que la prescription établie par les articles 316 et 317 ne s'applique qu'aux cas des articles 312, 313 et 314, et jamais à celui de l'article 315; — Attendu, d'un autre côté, que Marie-Bernarde Destouet n'a ni le titre constitutif de la filiation, ni la possession d'état et des biens, puisqu'elle les réclame; qu'aux termes de l'art. 328 du Code civil, l'action en réclamation d'état est imprescriptible, et qu'il est de principe que l'exception dure autant que l'action, etc.

Appel de ce jugement par Marie-Bernarde Destouet. Il est vrai, disait l'appelante, que l'ancienne législation ne fixait point de délai fatal pour désavouer un enfant, mais cette lacune a été aperçue par le législateur moderne, qui a senti la nécessité de la remplir, en déterminant un



délai après lequel la légitimité ne pourrait plus être contestée. Heureuse combinaison, disposition sage et judicieuse qui concilie tous les intérêts ! Car, s'il est juste de donner aux héritiers le droit de contester la qualité d'un enfant qui vient les troubler dans leur possession, il n'est pas moins juste, dans l'intérêt de celui-ci, et pour l'honneur du mariage, de limiter l'exercice de ce droit à un temps fixe et déterminé. L'état d'un enfant ne peut pas rester toujours incertain ; son sort, son existence, ne doivent pas être indéfiniment livrés au caprice et à l'arbitraire de collatéraux avides et guidés presque toujours par le caprice plutôt que par un sentiment d'honneur et de délicatesse. C'est pour éviter ce grave inconvénient que les auteurs du Code ont pris le soin de préciser les cas où l'enfant peut être désavoué, et de désigner les personnes qui ont le droit d'exercer le désaveu. L'art. 312 commence par établir une présomption légale en faveur de l'enfant conçu pendant le mariage. Il a pour père le mari. L'impossibilité physique de cohabiter avec la femme est la seule exception à cette règle, du reste inflexible. Ensuite les art. 314 et 315 ont prévu les difficultés qui pourraient naître d'une grossesse prématurée ou tardive. Dans le premier cas, le mari est admis à désavouer l'enfant ; dans le second, il peut également contester sa légitimité. Mais dans les divers cas où le mari est autorisé à réclamer, il doit le faire dans le mois, s'il a connu la naissance de l'enfant, et dans les deux mois de la découverte de la fraude, si la naissance lui a été cachée. C'est la disposition précise de l'art. 316. Dans toutes les hypothèses, ce délai est fatal ; la loi n'admet ni exception ni distinction. Voilà pour ce qui regarde le mari.

Quant aux héritiers, leur droit est réglé par l'art. 317. Si le mari est mort sans avoir fait sa réclamation, mais étant encore dans le délai pour la faire, ses héritiers ont deux mois pour contester la légitimité de l'enfant, à compter de l'époque où il s'est mis en possession des biens, ou bien de l'époque où les héritiers auront été troublés par l'enfant dans cette possession. Loin d'admettre la possibilité d'un plus long délai, l'article 318 ajoute que « tout acte extrajudiciaire contenant le désaveu de la part du mari ou de ses héritiers sera comme

non avoué, s'il n'est suivi, dans le mois, d'une action en nullité. Ainsi, impossible d'équivoquer et de se refuser à la demande : la loi est précise ; elle n'a pas voulu, comme on le disait tout à l'heure, que l'état de l'enfant fût, en suspens, qu'il fût le résultat soit de la jalousie du mari, soit du caprice des collatéraux. Etablir, comme l'a fait le premier tribunal, une différence entre le cas où c'est le mari qui exerce le désaveu et celui où ce sont les héritiers qui contestent la légitimité, c'est créer une distinction arbitraire, et que désavouent également la raison et la loi. Dans ce système, les héritiers seraient plus privilégiés que le mari, quoique leur intérêt soit d'une tout autre nature, et beaucoup moins favorable : il en résulterait que, bien que le mari ne puisse plus, après un certain temps, désavouer l'enfant ni contester sa légitimité, des collatéraux pourraient, au gré de leur caprice, renverser la règle *Is pater*, troubler la paix des familles, et tromper les sages combinaisons de la loi. Est-il rien de plus assuré et de plus subvertif de tout pacte social qu'un pareil système ?

Sans doute l'action en réclamation d'état est imprescriptible, sans doute l'exception dure autant que l'action ; mais que conclure de cette doctrine ? Rien autre chose, sinon que, quelle que soit l'époque à laquelle la réclamation d'état est formée, les collatéraux sont toujours recevables à la combattre, pourvu toutefois qu'ils contredisent dans le délai fixé par la loi. Ainsi tombe à faux l'objection des premiers juges. Ce n'est pas avec plus de raison qu'ils ont considéré comme un désaveu la protestation de nullité de l'exploit introductif d'instance, faite par l'avoué de l'adversaire dans son acte de constitution. Cet acte, qui n'a d'autre objet que de faire savoir à l'autre partie que l'avoué est chargé d'instruire, n'est point une contradiction à la demande principale ; et la protestation de nullité était d'ailleurs trop vague, trop indéterminée, pour constituer une exception contre la légitimité de l'enfant.

Les moyens consacrés dans le jugement de première instance ont été reproduits par les intimés devant la Cour avec plus de développemens et des considérations nouvelles. — Ils ont d'abord prétendu que la fin de non recevoir résultante de ce

ne l'auraient pas contesté la légitimité dans le délai de deux mois, fixé par l'art. 317 du Code, il était pas admissible, ce que l'appelante ne l'avait pas opposée *in limine litis*, c'est-à-dire dans sa requête signifiée le 20 février 1820, où, avant eux, elle s'était bornée à discuter le fond, sans dire un mot de cette fin de non recevoir.

Examinant ensuite le mérite de l'exception, les intimés ont continué de soutenir que l'art. 317 ne leur était pas applicable. La loi, disaient-ils, donne contre l'enfant deux actions bien distinctes et séparées : l'une, qui est l'action en déshérence, appartient exclusivement au mari ; l'autre, qui est l'action en contestation de la légitimité, est particulière aux héritiers. Les art. 313 et 314 déterminent les différens cas où pendant le mariage le mari peut désavouer l'enfant. L'article 315, au contraire, suppose le mariage dissous, et ne s'occupe que du droit des héritiers. — A l'aide de cette distinction, l'art. 317 devient d'une intelligence facile. Dans le cas de déshérence, l'art. 316 règle les délais dans lesquels le mari peut exercer. Si le mari meurt avant d'avoir fait sa déclaration de déshérence, mais étant encore dans le délai utile pour la faire, l'action du mari passe à ses héritiers ; mais alors l'art. 317 ne leur accorde que deux mois pour contester. Ainsi, poursuivaient les héritiers, si nous venions, en vertu du droit qu'a le mari de désavouer l'enfant, exercer nous-mêmes le déshérence et défendre à l'action en délaissement, il n'y a pas de doute qu'on pourrait nous opposer l'art. 317, et prétendre que le délai de deux mois était le terme fatal de notre action ; mais ce n'est ni en vertu de cet article, ni comme exerçant les droits du mari, que nous agissons en ce moment : c'est en conséquence de l'art. 315, qui nous accorde le droit particulier et exclusif de contester la légitimité ; et comme cet article ne fixe aucun délai, il est évident que celui de deux mois ne peut nous être opposé.

Du 28 mai 1821, ARRÊT de la Cour royale d'Agen, M. Laroque président, MM. Barada et Labadie avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Lebe, avocat-général ; — Attendu, sur la fin de non recevoir, que l'appelante s'est présentée dès l'origine du procès, avec un extrait

de naissance en forme, duquel elle fait résulter sa qualité de fille légitime de Guillaume Destouet Duchemin et de Marie Dufan, lesquels étaient unis en légitime mariage; — Attendu qu'à l'appui de cet acte de naissance, l'appelante forme la demande en délaissement des biens de son père, par exploit du 27 juillet 1819, contre les mêmes possesseurs actuels dits biens; — Que, sur cet exploit, les intimés constituèrent avoués, et que l'acte de constitution du sieur Dubosq, tuteur du mineur Destouet Duchemin, à la date du 4 août 1819, porte que ledit avoué proteste de la nullité et du rejet de l'assignation; — Que ce fut par leur requête du 18 décembre suivant, que les intimés excipèrent, pour la première fois, de l'illégitimité de la naissance de l'appelante, comme étant nés plus de trois cents jours après le décès de Jean-Marie Guillaume Destouet Duchemin; — Attendu qu'un acte de constitution d'avoué n'est autre chose qu'un simple acte de procédure, dont l'effet unique est de faire savoir que l'avoué qui le fait est chargé d'instruire pour la partie au nom de laquelle il se présente, que c'est à tort que les intimés ont cherché à insinuer que l'acte en constitution du 4 août 1819 contenait une contradiction à la demande principale, puisqu'il est de fait que l'avoué n'y a protesté que de la nullité de l'assignation, nullité qui n'a pu être opposée dans l'instance, et qui, quand même elle l'eût été, n'aurait été, directement ni indirectement, une exception contre la demande ou contre l'état de la demanderesse; — Attendu que l'art. 317 du Code civil dispose que, si le père est mort avant d'avoir fait sa réclamation, mais étant encore dans le délai utile pour la faire, les héritiers auront deux mois pour contester la légitimité de l'enfant, à compter de l'époque où ces héritiers seraient troublés par l'enfant dans la possession des biens du mari; — Que cet article, combiné avec l'article 315, porte à décider que le droit de contester la légitimité de l'enfant ne trois cents jours après la dissolution du mariage appartient aux héritiers après la mort du mari, comme il appartenait au mari dans le cas où l'enfant né plus de trois cents jours après le divorce prononcé aurait reçu, dans son acte de naissance, la qualité d'enfant légitime; — Que l'art. 317 assujettit les héritiers du mari à deux conditions, pour qu'ils puis-

irréfutablement contester la légitimité de l'enfant : 1° que le délai dans lequel le mari pourra réclamer ne soit pas expiré ; que les héritiers contestent la légitimité dans les deux mois double apporté par l'enfant dans la possession des biens du mari ; que l'article dit cela , et ne veut pas dire autre chose ; qu'il suit invinciblement de l'art. 317 que l'esprit dans lequel il fut rédigé ne diffère pas de celui qui inspira l'art. 316 : puisque le délai accordé au mari pour réclamer de rigueur, celui qui l'est aux héritiers a le même caractère ; or les intimés éprouvèrent un trouble réel en la possession des biens qui appartenaient à Jean-Marie Destouet-Du-min, en vertu de son contrat de mariage, par l'exploit qui reçurent, à la requête de l'appelante, le 27 juillet 1819, que cet acte avait pour objet de leur enlever cette possession, et de faire prononcer le délaissement des biens au profit de l'appelante ; — Attendu que les intimés n'ayant réclamé contre la légitimité de l'appelante que quatre mois après l'époque du trouble qu'elle opposa à leur possession, ils sont non recevables aujourd'hui à contester cette légitimité ; — Attendu, sur la fin de non recevoir proposée contre l'appelante, qu'il n'est pas ici question d'une nullité de procédure, dont la proposition doit être faite au commencement du litige, et qui, n'ayant été en première instance, ne peut et ne doit être écoutée en cause d'appel ; — Que le moyen dont il s'agit est une exception péremptoire dont l'effet est d'éteindre l'action, qui peut être proposée en tout état de cause, même en cause d'appel, lorsqu'elle ne l'aurait pas été en première instance ; — Attendu, au surplus, qu'il est inexact de dire que l'appelante n'a pas invoqué la fin de non recevoir dans sa requête du 17 février 1820 : il est vrai que cette fin de non recevoir ne fit pas la matière d'une dissertation, et qu'elle ne fut pas développée ; mais l'état du procès contenait, de la part des intimés, des exceptions tendantes à établir la qualité d'enfant légitime dans la personne de l'appelante ; et, par sa requête en réponse, l'appelante concluait expressément à ce que, sans avoir égard à aucune des exceptions des intimés, ils en fussent démis par fin de non recevoir : d'où suit que, sous tous les

rapports, l'appelante est recevable à opposer aux intimés fin de non recevoir qui a été traitée dans la cause; — Attendu, au fond, etc.; — Sans s'arrêter à la fin de non recevoir proposée par les intimés, et faisant, au contraire, sur l'appel par elle interjeté du jugement rendu par le tribunal de Mirande le 2 mai 1820, Dire qu'il a été mal jugé, et dûment appelé; émendant, déclare les intimés non recevables à contester la légitimité de l'appelante.

*Nota.* M. Toullier professe sur la première question une opinion contraire à celle de la Cour d'Agen. Cet auteur, après avoir rappelé que le Code a prescrit un délai fatal assez court pour exercer l'action en désaveu, parce qu'il n'était pas juste de laisser long-temps incertain le sort de l'enfant que sa naissance ou sa conception ont placé dans l'état et la possession de la légitimité, ajoute: — « Au contraire, on ne pouvait prescrire aucun délai (1) fatal à la contestation de légitimité, puisqu'elle n'est le plus souvent que la défense contre l'action de celui qui tenterait de s'introduire dans une famille où il n'est pas né. L'exception doit durer autant que la demande. C'était donc à l'action de l'enfant qu'on aurait pu prescrire un délai fatal; mais il n'aurait pas été juste d'en fixer: l'action en réclamation d'état est imprescriptible (328). » *Code civil français*, t. 2, p. 140, 4<sup>e</sup> éd. — L'opinion de M. Toullier nous paraît en contradiction manifeste avec l'art. 317 du Code civil, dont le sens au surplus est parfaitement développé dans les motifs de l'arrêt rendu par la Cour d'Agen.

---

(1) « L'art. 317, qui porte que les héritiers du mari mort dans les délais utiles auront deux mois pour contester la légitimité de l'enfant, etc., n'est point contraire à ce que nous venons de dire. Cet article ne parle que du désaveu, comme le prouvent ces mots, dans les divers cas où le mari est autorisé à réclamer. Cette expression, contester la légitimité, est donc prise à la fin de l'article dans le sens général que nous avons remarqué au commencement de cette section. » (Note de M. Toullier.)



## COUR D'APPEL DE LIMOGES.

Les maîtres de poste peuvent-ils être assimilés à des commerçants ? ( Rés. nég. ) Code de comm., art. 1<sup>er</sup>.

L'achat d'un cheval, fait par un maître de poste, est-il un acte de commerce ? (1)

Est-ce que l'achat d'un cheval qu'il a employé au service de la poste constitue-t-elle un acte de commerce, qui rende le vendeur justiciable de la juridiction commerciale ? ( Rés. nég. ) Cod. de comm., art. 632.

CHAMPAGNE, C. LAMBERT.

Le sieur Champagne avait acheté du sieur Lambert, maître de poste, un cheval qu'on reconnut atteint de la morve et que la police fit abattre. Assigné devant le tribunal de commerce en restitution du prix, le sieur Lambert décline la juridiction commerciale, soutenant qu'il n'était pas commerçant et qu'il n'avait point fait un acte de commerce en vendant un cheval qui n'était plus propre au service de la poste.

Jugement qui rejette le déclinatoire. — Appel du sieur Lambert.

Le 1<sup>er</sup> juin 1821, ARRÊT de la Cour d'appel de Limoges, M. Rivet président, MM. Lézaud et Albin avocats., par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Talandier, avocat-général ; considérant que les maîtres de poste sont des agents du Gouvernement, commissionnés à cet effet et dispensés de la patente, et que, sous ce rapport, ils ne peuvent pas

(1) Cette question est résolue négativement dans les motifs de l'arrêt et dans nos rapports ; mais M. Locré et M. Pardessus professent une opinion contraire. « L'art. 632, dit M. Locré, *Esprit du Code de comm.*, t. 8, pag. 274, soumet à la juridiction des tribunaux de commerce les achats faits par ceux qui achètent pour louer, achètent pour vendre le plein usage de la chose, tels sont les loueurs de carrosses, les loueurs de chevaux, les maîtres de poste, etc. » « ..... Le maître de poste, dit M. Pardessus, *Cours de droit comm.*, tom. 1<sup>er</sup>, n° 16, ne pourrait nier que les achats de fourrages et autres objets d'exploitation ne soient actes de commerce. »

être assimilés à des commerçans; — Considérant que les achats de chevaux qu'ils peuvent faire pour l'usage de la poste ne sont pas des actes de commerce, puisque la loi ne regarde comme acte de commerce que ce qu'on achète pour revendre; que si l'achat des chevaux pour le service de la poste ne forme pas un acte de commerce, la revente de ces mêmes chevaux, lorsqu'ils ne peuvent plus servir à cet usage, n'est pas non plus un acte de commerce; que, dans l'espèce, le jugement attaqué énonce que le sieur Lambert n'a vendu des chevaux qu'après s'en être servi, ce qui caractérise parfaitement la distinction qui vient d'être établie; — Met l'appel et ce dont est appelé au néant; émendant, annule le jugement dont est appelé pour cause d'incompétence, sauf aux parties à se pourvoir devant qui de droit. »

### COUR DE CASSATION.

*La simple exposition dans un lieu public d'un meuble mis en loterie, sur les chances de la loterie royale, peut-elle constituer la contravention prévue par l'art. 475 du Code pénal? (Rés. aff.)*

POURVOI DU MINISTÈRE PUBLIC. — AFFAIRE AGER.

L'art. 475 du Code pénal, n° 5, punit d'une amende de 6 fr. à 10 fr. ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, cheptins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard. Il s'agissait, dans l'espèce, de décider si cet article est applicable au cas où un particulier, dans le dessein d'attirer un plus grand nombre d'amateurs, expose dans un café un meuble qu'il a mis en loterie, en donnant pour chance le tirage de la loterie royale. La Cour de cassation a jugé l'affirmative. Voici dans quelle circonstance.

Le sieur *Ager*, horloger à Avignon, avait exposé dans un café voisin de son habitation une pendule et deux vases, qu'il mettait en loterie. Au-dessus de ces objets était un écrit indicatif du prix de chaque billet, et qui annonçait en outre que la pendule et ses accessoires seraient gagnés par le premier nu-

éro sortant du tirage de Paris, après que tous les billets se-  
aient remplis.

L'inspecteur de la loterie royale, croyant entrevoir dans  
cette exposition non pas le délit prévu par l'art. 475 du Code  
pénal, mais celui indiqué dans l'art. 410 du même Code, fit  
passer par le commissaire de police un procès verbal de la  
contravention et saisir les objets exposés; les pièces furent  
adressées à M. le procureur du Roi, qui donna suite au procès  
verbal.

Le tribunal de première instance d'Avignon (chambre du  
conseil) rendit, le 4 janvier 1821, un jugement, par lequel il  
estima qu'il n'y avait pas lieu à poursuivre, et ordonna que la  
pendule et les vases dont il s'agit seraient restitués au proprié-  
taire, — « Considérant, y est-il dit, que le sieur Ager, en ex-  
posant dans un café à côté de sa maison une pendule et deux  
vases de bronze doré, au-dessus desquels était un écrit qui les  
affichait au public sur les chances de la loterie royale, n'a éta-  
bli ni tenu une loterie non autorisée par la loi; que, d'un au-  
tre côté, il n'a été ni préposé, ni agent d'un établissement de  
cette nature; — Qu'à la vérité un arrêt de la Cour de cassa-  
tion, du 2 avril 1812, a jugé qu'on doit être réputé tenir une  
loterie non autorisée quand on reçoit des mises de loterie sans  
autorisation spéciale de l'Administration; mais que cet arrêt  
ne saurait être applicable au fait dont il s'agit, parce que, la loi  
sur cette matière n'ayant eu pour but dans ses dispositions  
prohibitives que de protéger la loterie de France et d'empê-  
cher toute rivalité nuisible à ses recettes, on ne peut pas en-  
courir les peines qu'elle inflige, lorsqu'on n'a pas violé le privi-  
lège de l'État ou blessé les intérêts de la loterie; — Que d'ail-  
leurs l'art. 410 du Code pénal, ainsi que les autres lois sur le  
même objet, n'ont eu en vue que les loteries étrangères ou par-  
ticulières ayant tirage pour leur propre compte, les bureaux  
 clandestins sur la loterie de France, et enfin les établisse-  
ments de ce genre qui annoncent une suite d'opérations, qui ont des  
actionnaires, des banquiers, des bureaux, des agents; mais  
que rien ne fait présumer que le législateur ait voulu empê-  
cher les ventes isolées et accidentelles qu'un particulier pour-  
rait faire d'un meuble, par forme de loterie, sans se cacher,

et surtout en donnant pour chance le tirage de la loterie de l'Etat (1). »

M. le procureur-général près la Cour régulatrice provoquant la cassation de ce jugement dans l'intérêt de la loi. Il est certain, a dit ce magistrat, que le fait reproché au sieur Ager caractérise point le délit prévu par l'art. 410 du Code pénal. La nature de ce fait repousse toute idée d'assimilation. Nous sommes d'accord sur ce point avec le tribunal d'Ayguier. Aussi n'est-ce pas sous ce rapport que son jugement est attaqué devant la Cour. Mais, si le fait dont il s'agit ne constitue point le délit indiqué dans l'art. 410, il est au moins évident qu'il caractérise la contravention dont parle l'art. 475, qui punit d'une amende de 6 à 10 fr. non seulement ceux qui auront établi, mais encore ceux qui auront simplement tenu des jeux de loterie dans des lieux publics. Ager, dans le fait, n'a point établi une loterie, puisque ce n'est qu'accidentellement qu'il a fait exposer les objets en question aux regards du public. Mais il a bien réellement tenu une loterie par la simple exposition qu'il a faite dans un café, dans un lieu public, de meubles dont l'aliénation dépendait d'une chance de la loterie royale. Le tribunal a donc méconnu le sens et le véritable objet de l'art. 475 du Code pénal, en considérant cette vente par forme de loterie et par suite d'exposition dans un lieu public comme une vente ordinaire, non prohibée par la loi.

Du 1<sup>er</sup> juin 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. Barthe président, M. Ollivier rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau de Paillard, avocat-général ; — Vu l'art. 441 du Code d'instruction criminelle, portant : « Lorsque, sur l'exhibition d'un ordre formel à lui donné par le ministre de la justice, le procureur-général près la Cour de cassation dénoncera à la section criminelle des actes judiciaires, arrêts ou jugemens contraires

---

(1) La loi a voulu prévenir les fraudes et empêcher que le public ne soit dupe de sa confiance : tel est l'objet de l'art. 475. Or la loterie particulière d'un meuble n'est pas exempte d'inconvénients. Quand sait-on que les billets sont remplis ? le meuble, l'argent des mises, que deviendront-ils dans l'intervalle ? etc., etc.

sa femme. — Attendu, conséquemment, que, si, dans pareil cas, un père peut agir pour son enfant mineur, à plus forte raison ce droit doit-il lui être accordé lorsqu'il s'agit de recourir à une plainte dirigée contre ce mineur, de se pourvoir en son nom par appel contre la décision qui l'a condamné, puis-que le père a plus d'intérêt encore à faire tomber une condamnation prononcée contre son fils qu'à en obtenir une contre l'auteur d'un délit commis envers ce même fils; que la Cour de cassation a déjà fait l'application de ces principes en décidant, le 3 septembre 1808 (1), que l'appel interjeté par un père sous le nom de sa femme est recevable; attendu, d'après l'art. 1384 du Code civil, qu'un père est responsable des dommages et intérêts qui peuvent être prononcés contre son enfant mineur; que ce motif donnait encore droit à Monhoven de s'appeler du jugement au nom de sa fille. »

Pourvoi en cassation de la part du procureur-général près la Cour royale de Metz, pour violation de l'art. 202 du Code d'instruction criminelle. Cet article porte : « La faculté d'appeler appartiendra 1° aux parties prévenues ou responsables; 2° à la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement; 3° à l'Administration forestière; 4° au procureur du Roi, etc. » L'interprétation de cette disposition, disait M. le procureur-général, est que la faculté d'appeler doit être restreinte à ceux qui ont été personnellement jugés en première instance. Or, quelque intérêt qu'un père ait à conserver intact l'honneur de ses enfans, il ne peut pas en résulter qu'il puisse appeler d'un jugement qui n'a prononcé contre lui personnellement aucune condamnation. D'un autre côté, si l'on excepte le cas où il y a lieu de poser la question de discernement, la loi ne fait, en cette matière, aucune distinction entre le majeur et le mineur. Celui-ci n'a pas besoin, pour se défendre, d'être assisté d'un curateur; il n'a pas non plus besoin de cette assistance pour se rendre appelant d'un jugement qui le condamne; en un mot, il a la même capacité que le majeur. Sous ce rapport, la puissance paternelle n'est ici d'aucune influence; elle ne peut com-

(1) Sans doute cette date est fautive; car nous n'avons trouvé dans aucun recueil l'arrêt invoqué.

férer le droit d'agir pour l'enfant dans une circonstance de ce genre, le père ou le tuteur peut agir lui-même. Enfin, il n'y a, dans l'espèce, aucune responsabilité pour le père de la fille Monhoven, qui pouvait dès lors appeler d'un jugement qui ne blessait pas ses intérêts.

Du 2 juin 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. le président, M. Busschop rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. l'avocat-général Pénry, avocat-général ; — Considérant qu'il résulte des art. 202 et 204 du Code d'instruction criminelle qu'en matière correctionnelle, la faculté d'appeler qui compète à la partie condamnée peut être exercée par un fondé de pouvoir spécial que le père, par la puissance qu'il exerce sur ses enfans mineurs, en vertu de la loi, est de droit leur fondé de pouvoir spécial pour toutes les affaires qui les concernent ; qu'il a donc qualité pour appeler en leur nom des jugemens de condamnation rendus contre eux en matière correctionnelle : d'où il suit qu'en recevant, dans l'espèce, l'appel interjeté par Antoine Monhoven au nom d'Anne Monhoven, sa fille mineure, du jugement du tribunal de première instance de Thionville, qui avait condamné à une peine correctionnelle, et en statuant sur le fond de cet appel, la Cour royale de Metz n'a violé aucune loi ; — REJETTE. »

## COUR DE CASSATION.

*Lorsqu'une partie, ayant succombé dans sa demande en révo-  
cation d'une donation pour survenance d'enfant, se présente  
voit en réduction de cette même donation, pour soutenir  
la réserve, peut-on lui opposer l'exception de chose jugée  
résultante de l'arrêt qui a rejeté sa première demande ?*  
( Rés. nég. ) Cod. civ., art. 1351.

*Peut-on la lui opposer surtout si, lors de cet arrêt, elle  
défenderesse à la demande en exécution de la donation,  
sous prétexte qu'à ce titre elle devait faire valoir en  
défense à cette demande toutes ses exceptions, et par  
conséquent sa prétention de faire réduire la donation ?*  
( Rés. nég. )



VEUVE GIRAULT, C. LES DAMES LAURENDEAU ET DELORME.  
En épousant la dame *Prevost*, veuve *Quinquand*, le sieur *Girault* lui fit, par leur contrat de mariage, du 15 prairial an 2, une donation entre vifs et irrévocable de tout ce dont les nouvelles lois lui permettaient de disposer, sous la réserve néanmoins de l'usufruit pendant sa vie.

L'an 5, la dame *Prevost* mourut sans enfans de cette union, laissant pour ses héritières deux filles de son premier mariage, l'une au sieur *Delorme*, l'autre au sieur *Laurendeau*.

Le 6 pluviose an 9, le sieur *Girault* se remaria avec la demoiselle *Crossard*, et lui fit encore une donation entre vifs. Le lendemain suivant, il mourut laissant sa femme enceinte, et sans gataire.

Par son décès, l'usufruit qu'il s'était réservé des biens compris dans la donation du 15 prairial an 2 ayant pris fin, les dames *Delorme* et *Laurendeau*, filles et héritières de la dame *Prevost*, assistées de leurs maris, firent signifier, le 24 du même mois de messidor, cette donation à la dame *Crossard*, veuve *Girault*, avec défense de s'immiscer dans les biens donnés. La veuve *Girault* déclara qu'elle était enceinte, et qu'elle avait nommé un curateur, qui fit de son côté des protestations pour l'intérêt de l'enfant à naître. Elle accoucha, le 10 nivôse an 10, d'un enfant mâle, qui mourut le 19 du même mois, laissant pour son héritière, d'après la loi du 17 nivôse an 2.

Le 19 ventôse suivant, les dames *Laurendeau* et *Delorme* assignèrent la veuve *Girault* devant le tribunal de Montmorillon, pour l'exécution de la donation portée au contrat de mariage de sa mère.

De son côté, elle les fit assigner le 20 du même mois devant le même tribunal, pour voir prononcer la révocation de cette donation par l'effet de la survenance de l'enfant provenu du mariage subséquent du sieur *Girault* avec elle. — Le 11 messidor an 10, jugement qui déclare la donation révoquée. — Mais, sur l'appel, arrêt qui l'infirme, et maintient la donation, « attendu qu'elle avait été faite entre époux, et par contrat de mariage ».

La veuve Girault s'étant pourvue en cassation de cet arrêt, son pourvoi fut rejeté par la section des requêtes, le 29 sidor an 11. (Voy. le tom. 3, pag. 590.)

Les choses étaient en cet état, lorsque, par exploit du 1<sup>er</sup> février 1818, la veuve Girault fit citer les sieurs et dames Delorme et Laurendeau en conciliation, pour voir dire et tendu la réserve légale à laquelle elle avait droit, comme mère et tutrice de son fils, qui était lui-même héritier de son père. Laquelle réserve était des trois quarts des biens de ce dernier, aux termes de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 4 germinal an 8, la disposition du 15 prairial an 2, serait réduite jusqu'à concurrence des biens nécessaires pour compléter cette réserve.

Les parties n'ayant pu se concilier sur cette demande, fut portée, par suite de récusation, devant le tribunal de Loudun, où les dames Delorme et Laurendeau soutinrent que la demande en réduction était non recevable, parce qu'elle avait été jugée et rejetée par l'arrêt du 25 nivôse an 11.

Le 12 mars 1819, jugement du tribunal de Loudun, qui rejette cette fin de non recevoir, et ordonne que les parties plaideront au fond.

Appel de ce jugement par les dames Delorme et Laurendeau; et, le 24 décembre 1819, arrêt de la Cour royale de Poitiers, qui accueille l'exception, et déclare la demande purement et simplement non recevable dans sa demande. Les motifs portent en substance « que, la première contestation ayant eu lieu entre les parties, étant antérieure au Code, la question de savoir s'il y avait lieu d'opposer la chose jugée devait pas être décidée d'après l'art. 1351 du Cod. civ., mais bien d'après les principes de l'ancienne jurisprudence; que, suivant les lois romaines, il fallait examiner si le demandeur dans la seconde instance était défendeur dans la première; que, dans ce cas la chose jugée lui était opposable, bien qu'il fût demandeur sur une cause différente, par la raison que c'était lui à faire valoir dans la première instance tous les droits et moyens propres à faire rejeter la demande dirigée contre lui; que, dans le fait, la dame Girault avait été défenderesse dans la première instance; qu'ainsi elle ne pouvait repousser l'exception prise de la chose jugée; que, d'ailleurs, lors de la

ation sur la révocation de la donation, la question de rétroactivité avait été prévue et examinée par le Ministère public, par le tribunal de première instance, par la Cour d'appel, par la Cour de cassation; qu'ainsi, dans tous les cas, la demande serait non recevable.

L'arrêt a été déféré à la censure de la Cour régulatrice, en contravention à l'art. 1351 du Code civil. Le 5 juin 1821, arrêt de la section civile, président, M. Cassaigne rapporteur, MM. Rocholle et Guibaud avocats; par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général; — Vu l'art. 1351 du Code civil, ainsi qu'il est dit : — « L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée soit la même, que la demande soit fondée sur la même cause, que la demande soit entre les mêmes parties, et formée par elles et contre elles en la même qualité. » — Attendu qu'aux termes de cet article, conforme aux principes, l'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'autant que la demande est fondée sur la même cause; que la demande de la veuve Girault, rejetée par l'arrêt du 25 nivôse an 11, tendait à la révocation de la donation du 15 prairial an 3 par survenance d'un enfant au donateur, et sa demande actuelle pour objet la réduction de la donation pour la réserve de cet enfant; que ces deux demandes diffèrent par leurs causes, par leurs effets, puisque la révocation par survenance d'un enfant a son principe dans l'intérêt du donateur, et que la nullité de la donation, au lieu que la réduction pour réserve a sa source dans l'intérêt des enfants, et suppose l'existence et l'effet de la donation, sur laquelle elle ne peut être opposée qu'au besoin, et jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire pour remplir la réserve; que, par une suite, il ne saurait y avoir aucune exception de chose jugée, contre la réduction, quoique l'arrêt du 25 nivôse an 11 a rejeté la révocation; qu'il ne peut décider le contraire sous prétexte que, lors de cet arrêt, la veuve Girault était défenderesse à la demande en révocation de la donation, et qu'à ce titre elle devait, suivant les lois alors existantes, opposer la réduction en défense à la

demande, puisque aucune des lois ne lui imposait cette obligation ; qu'au contraire, les lois d'alors, comme aujourd'hui l'article précité du Code, en exigeant l'identité de cause pour établir l'exception de chose jugée sur une demande, prescrivait cette condition d'une manière générale, absolue et sans distinction, par conséquent à l'égard du défendeur comme à l'égard du demandeur : d'où il suit que, tout comme le demandeur était tenu d'employer tous ses moyens à l'appui de sa demande, le défendeur était obligé d'opposer toutes les exceptions en défense à la demande ; mais que, de même que le demandeur pouvait, nonobstant le jugement, exercer les droits qu'il avait pour d'autres causes, le défendeur demeurait libre de faire valoir les droits qu'il avait pour des causes qui n'étaient point des exceptions à la première demande, et nonobstant la chose jugée, à laquelle ils étaient étrangers, et qui ne portaient aucune atteinte ; que la réduction n'est point une exception contre la validité et l'effet de la donation, puisqu'elle suppose l'exécution ; qu'elle ne porte conséquemment aucune atteinte à la chose jugée par le jugement qui en ordonne l'exécution ; — Qu'on n'a pu encore moins induire l'exception de chose jugée, sur la réduction, de ce que la question avait été implicitement et virtuellement jugée par l'arrêt du 25 nivôse an 11, puisque, suivant l'article déjà cité du Code, et qui est également conforme en ce point aux anciens principes, il est dispensable, pour constituer la chose jugée sur un objet quelconque, qu'il y ait des conclusions prises par les parties sur ce chef, ou une disposition du jugement qui en prononce le rejet ou l'admission ; qu'il n'y eut dans l'instruction qui prépara l'arrêt du 25 nivôse an 11 aucunes conclusions prises sur la réduction, ni dans les qualités et le dispositif de cet arrêt aucune question posée ni aucune prononciation sur ce chef ; qu'il est conséquent il n'y eut pas chose jugée sur ce point ; que, sur les motifs, on examina s'il y avait lieu à restriction de la donation au profit de l'enfant Girault, ce fut uniquement sous le rapport de la réduction des donations, entre époux, par les art. 13 et 14 de la loi du 17 nivôse an 2, en cas de faillite, et non sous celui de la réduction pour la réserve, sur laquelle il ne fut fait aucune mention ; qu'enfin, quand on s'en se-

occupé sous ce dernier rapport, on ne l'aurait fait que pour en raisonner relativement à la révocation, en sorte qu'en ce cas même, faute de conclusions, de position de question et de prononciation sur la réduction, il n'y aurait point chose jugée sur le chef; — Qu'il suit de là qu'en déclarant la veuve Girault non recevable dans sa demande en réduction, sous prétexte de la chose jugée par l'arrêt du 25 nivôse an 11, l'arrêt attaqué a violé et faussement appliqué l'art. 1351 du Code, conforme aux anciens principes; — **CASSÉ.** »

*Nota.* La Cour royale de Bourges, devant laquelle la cause et les parties ont été renvoyées, a adopté la doctrine de la Cour de cassation, par arrêt du 11 décembre 1821. M. Merlin rapporte ces décisions et en approuve les motifs. *Addit. au Repert.*, tom. 16 de la 4<sup>e</sup> éd., p. 145 et suiv.

## COUR DE CASSATION.

*Lorsque des immeubles appartiennent en commun à des majeurs et à des mineurs, et que la licitation en a été ordonnée en justice, sur la demande des majeurs, l'adjudication définitive peut-elle en être faite AU-DESSOUS de l'estimation, sans qu'il soit besoin d'une autorisation préalable du tribunal? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 460; Cod. de proc., art. 954 et 964.*

*Les majeurs peuvent-ils valablement cautionner la vente d'un immeuble qu'ils possèdent par indivis avec des mineurs, encore bien qu'elle puisse être annulée par une exception personnelle à ces derniers? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 1131, 1134 et 2012.*

BERTIN, C. GENIN.

La première question n'est pas sans difficulté. Il est bien vrai, aux termes de l'art. 460 du Code civil; les formalités prescrites par les articles 457 et 458, pour l'aliénation des biens d'un mineur, ne s'appliquent point au cas où un jugement aurait ordonné la licitation sur la demande d'un copropriétaire

choses, les majeurs ont provoqué le partage, et, dans le cas où il ne pourrait pas avoir lieu, ils ont demandé qu'il fût procédé à la vente par licitation tant des immeubles composant la communauté d'entre *Etienne Soudon* et leur mère que de ceux dépendans des successions de cette dernière et de *Claude Genin* son premier mari.

Un jugement du 4 août 1816 a ordonné que les immeubles seraient visités et estimés par experts, pour être partagés, s'il y avait lieu, sinon licités aux formes de droit.

Les experts, après avoir déclaré dans leur rapport que les biens n'étaient pas susceptibles d'être commodément partagés, en ont fait l'estimation, pour être vendus en trois lots. Toutes les formalités prescrites pour parvenir à la licitation ayant été remplies, le premier lot a été adjugé à un prix supérieur au montant de l'estimation. Mais les enchères des deuxième et troisième lots, estimés 15,000 fr., ne s'étant pas élevées à cette somme, l'adjudication fut remise à un autre jour. De nouvelles affiches ont été apposées; les formalités déjà remplies ont été renouvelées, sans que de nouvelles enchères aient offert un prix plus avantageux: en conséquence les biens composant les deuxième et troisième lots ont été définitivement adjugés, moyennant la somme de 13,300 fr., à *Jean-Baptiste Bertin*, mari d'une fille *Genin*, colicitant. Par une clause expresse de l'adjudication, les autres colicitans majeurs ont promis à l'adjudicataire la garantie la plus formelle, en cas d'éviction pour quelque cause que ce fût, notamment pour le fait de minorité de quelques unes des parties.

L'acquéreur était en possession des biens qui lui avaient été adjugés, lorsque *Louis Genin*, l'un des héritiers, qui était mineur au moment de la vente, mais qui depuis avait atteint sa majorité, s'est prétendu lésé par l'adjudication, et s'est pourvu en nullité devant le tribunal civil de Metz. Il faisait résulter son principal moyen de ce que la vente avait été faite au-dessous du prix de l'estimation, sans une autorisation préalable du tribunal. L'acquéreur a formé contre ses covevendeurs une action en garantie, qu'il a fondée sur les termes mêmes de l'adjudication.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1817, jugement qui, sans s'arrêter à la



demande en garantie de Jean-Baptiste Bertin, laquelle devenait sans objet, et faisant droit au principal, déclare *Louis Genin* non recevable et en tous cas mal fondé dans sa demande en nullité, — « Attendu qu'en matière de licitation entre mineurs et majeurs, et provoquée par ceux-ci, il n'est besoin ni d'avis de parens ni d'autorisation du tribunal, soit pour mettre les immeubles en vente, soit pour les adjuger même au-dessous de l'estimation faite desdits biens par les experts, si les enchères n'atteignent pas cette estimation; que les dispositions du Code civil combinées avec celles du Code de procédure ne peuvent laisser aucun doute sur cette vérité de droit ».

Sur l'appel, arrêt, du 12 août 1818, par lequel la Cour royale de Metz infirme le jugement de première instance par les motifs qui suivent : — En ce qui touche la première question (celle relative à la nullité ou validité de l'adjudication), — Attendu que les immeubles adjugés à l'intimé étaient indivis entre les cohéritiers, parmi lesquels étaient un absent et des mineurs; que l'appelant était un de ces mineurs au moment de l'adjudication; que toute aliénation, tout partage et licitation des biens des mineurs, comme de ceux dans lesquels ils sont intéressés, ou indivis avec des majeurs, ne peuvent avoir lieu et se faire légalement qu'en justice, de l'autorité et sous la surveillance des tribunaux, dans les formes protectrices voulues par la loi pour la conservation des droits et intérêts des mineurs; que ces formes indiquées d'abord, et notamment, par les art. 838 et 839 du Code civil, sont plus spécialement tracées dans le Code de procédure, auquel se réfère textuellement et explicitement l'art. 1688 du Code civil sur le mode des licitations; que des dispositions réunies des art. 955, 966, 969 et 984 du Code de procédure, il résulte qu'avant de donner l'autorisation pour la vente, le tribunal doit ordonner une estimation préalable, qui devient en quelque sorte la mise à prix de l'immeuble à vendre ou à liciter, sur les enchères à faire lors de l'adjudication précédée de publications et affiches, comme dans les ventes faites sur saisie immobilière; que ces formalités, toutes essentielles et de rigueur, ont pour but de prévenir la surprise, la déception, la lésion des

intérêts des mineurs; que, parmi les règles dont l'inobservance aurait l'influence la plus funeste sur ces intérêts, rendrait inutiles les autres, et ferait dégénérer en vaines formalités ces sages précautions de la loi, on doit placer l'oubli de la disposition de l'art. 964, qui défend d'adjuger les immeubles au-dessous de l'estimation, d'après laquelle la licitation ou la vente furent ordonnées, avant d'en avoir référé au tribunal, pour obtenir une nouvelle autorisation, s'il y a lieu; que borner les effets de cette disposition aux ventes qui n'intéressent que des mineurs, et où l'autorisation du tribunal est précédée d'un avis du conseil de famille, ce serait juger la loi et ne point juger selon sa volonté: *Cur de lege judicas, qui scdis ut secundum leges judices?* — Que, si l'art. 964 porte que le tribunal pourra donner son autorisation, après avoir demandé l'avis du conseil de famille, dans les cas où cet avis est nécessaire, il ne s'ensuit pas que, lorsque l'avis du conseil n'est pas nécessaire (lorsque la demande de la vente ou licitation par des majeurs constitue une initiative régulière, d'après laquelle l'autorisation peut être accordée, modifiée ou refusée, suivant l'occurrence), il devienne alors inutile de recourir au moyen introduit par la loi pour garantir les mineurs d'atteinte à leurs intérêts; que, s'il était possible d'adjuger l'immeuble dans ce cas au-dessous du prix de l'estimation, qui donne la mesure de la valeur, si le notaire délégué par le tribunal pouvait ainsi, de son autorité privée, céder à l'impulsion, aux vues secrètes des majeurs colicitans, adjuger à son gré au-dessous de l'estimation, avant qu'un jugement nouveau, rendu sur des renseignemens positifs régulièrement vérifiés, avec et en présence du Ministère public, patron des intérêts des mineurs, ait ou ordonné une nouvelle estimation, ou permis d'adjuger au-dessous de la première, il résulterait évidemment de cette opération une présomption légale de lésion, qui rendrait l'aliénation rescindable, et par conséquent sans effet; — Attendu que le défaut, en ce cas, de retour au tribunal, constitue l'omission d'une formalité essentielle et viscérale, dont l'absence vicie ou annule l'adjudication; qu'il devient dans la cause d'autant plus juste de prononcer cette annulation; que les procès-verbaux d'adjudication, soit préparatoire, soit définitive,

réclament la présomption d'une collusion évidente entre quelques uns des colicitans et l'adjudicataire, qui lui-même n'ignorait pas les vices de son titre, puisqu'il prit dans l'acte d'adjudication l'engagement de parfourir et de faire valoir à l'absent, s'il le réclamait, la différence qui pouvait résulter, pour sa portion, du rabais de l'adjudication sur le prix de l'estimation des immeubles qu'il acquerrait; que les droits des mineurs ne doivent et ne peuvent pas être moins respectés que ceux des absens;— Sur la seconde question, attendu que l'intimé, adjudicataire, partie au cautionnement, ne peut exciper des nullités qu'il devait lui-même prévoir, connaître et empêcher, pour lesquelles il ne peut avoir de garantie contre ses colicitans majeurs; malgré l'insertion, qui doit se borner à faire valoir en sa faveur l'adjudication en ce qui touche les portions appartenantes à ceux-ci, parce que l'extension de cette garantie à la portion du mineur eût été un engagement sans cause, sans prix et sans motifs légitimes;— Par ces motifs, la Cour déclare l'adjudication *nulle et de nul effet*; ordonne que les biens seront vendus et licités de nouveau en la forme ordinaire; et néanmoins renvoie les vendeurs de la demande en garantie formée contre eux par l'acquéreur.»

Le sieur Bertin s'est pourvu en cassation de cet arrêt, et a fait proposer deux moyens. Le premier, dirigé contre la disposition principale qui a déclaré l'adjudication nulle, résultait de la violation de l'art. 460 du Code civil, ainsi que de l'article 954 du Code de procédure; et, par suite, de la fausse application de l'art. 964 de ce dernier Code.

Le second moyen, relatif à la disposition du même arrêt qui a débouté le demandeur de son action en garantie, consistait dans la violation des art. 1134 et 2012 du Code civil, et dans une fausse application de l'art. 1152 du même Code. Ce double moyen, ayant été adopté par la Cour de cassation, n'exige aucun développement.

Les défendeurs se sont bornés, pour toute défense, à reproduire les motifs qui ont servi de base à l'arrêt attaqué.

Le 6 juin 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brisson président, M. Caillet rapporteur, MM. Lassis et Loiseau avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. l'avocat-général *Cahier*, et après qu'il en a été délibéré dans la chambre du conseil; — Vu les art. 460 du Code civil, 954 et 964 du Code de procédure; — Vu aussi les art. 1131, 1132, 1133 et 1134 du Code civil; — Attendu, sur le premier moyen, qu'il résulte des dispositions de l'art. 460 du Code civil que, si la licitation des biens indivis entre des majeurs et des mineurs provoquée par des majeurs, les seules formalités à remplir pour la validité de l'adjudication sont celles qui se trouvent prescrites par l'art. 459, et que cet article n'impose pas l'obligation de recourir au tribunal pour autoriser la délivrance même au-dessous du prix de l'estimation; que, si l'art. 964 du Code de procédure exige pour ce cas une autorisation préalable du tribunal et un nouvel avis de parens, ce n'est qu'autant qu'il n'y a que des mineurs intéressés à la licitation; que dans le cas d'une licitation provoquée par des majeurs, un avis de parens n'est pas même nécessaire pour y procéder, aux termes de l'art. 954 du même Code, lors même qu'il y aurait des mineurs colicitans; qu'en effet, si l'on admettait dans un pareil état de choses la nécessité de recourir à l'autorité du tribunal, on rendrait illusoire pour les majeurs le principe consacré par l'art. 815 du Code civil, qui veut que nul ne puisse être contraint de rester dans l'indivision; que cependant la Cour royale de Metz a déclaré nulle la délivrance faite au demandeur le 20 avril 1817, quoiqu'elle reconnût que toutes les formalités avaient été observées pour parvenir à l'adjudication, sur le seul motif que ladite adjudication, faite au-dessous du montant de l'estimation, n'était consentie sans aucune autorisation préalable du tribunal, quoique la licitation eût été provoquée par les colicitans majeurs; que la Cour royale n'a pu prononcer cette nullité sans entreprendre sur la puissance législative, et conséquemment sans commettre un excès de pouvoir, ce qu'elle n'a pu faire d'ailleurs sans violer ouvertement les dispositions des art. 460 du Code civil et 954 du Code de procédure, et sans faire par suite une fausse application de l'art. 964 de ce dernier Code; — Et attendu, sur le second moyen, qu'il résulte des motifs mêmes de l'arrêt attaqué qu'il y eut promesse formelle de garantie pour l'adju-

entente, de la part des cocontractants majeurs, dans l'acte de livraison dudit jour 20 avril 1817, et qu'il y avait cause suffisante de cette promesse de garantie dans l'intérêt de ces derniers, puisque ladite promesse devenait une des conditions de l'adjudication; que, d'ailleurs, aux termes de l'art. 2012 du Code civil, on peut valablement cautionner une obligation, encore bien qu'elle puisse être annulée par une exception purement personnelle à celui qui est cautionné, comme dans les cas de minorité; qu'en déclarant une pareille clause de garantie inexecutable, pour avoir été contractée sans cause légitime, la Cour royale a ouvertement violé l'art. 1154 du Code civil, portant « que les conventions tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites », et l'art. 2012 du même Code, et fait la plus fautive application des art. 1131 et 1135, qui n'attachent la nullité des obligations qu'à celles qui ont été contractées sans cause, ou pour une fausse cause, ou sur une cause illicite, c'est-à-dire sur une cause prohibée par la loi, ou contraire aux bonnes mœurs; **CASSE**, etc.

## COUR DE CASSATION.

*Une obligation, contenue en une promesse de mariage, de payer une somme déterminée, en cas de dédit, est-elle valable?*

(Rés. nég.) Cod. civ., art. 1124, 1142 et 1382. (1)

*Une donation est-elle nulle en la forme, faute par le notaire d'avoir fait mention, sur la minute, de la signature des témoins et des parties, encore que, dans le fait, l'acte soit signé par chacun d'eux? (Rés. aff.)*

*La nullité d'une donation est-elle couverte par des actes d'exécution émanés du donateur? (Rés. nég.) Cod. civ., art. 1338.*

LA DEMOISELLE CHENEVEAU, C. LES HÉRITIERS  
CHAMPIGNY.

Le sieur Champigny fils avait conçu pour la demoiselle

Voy. sur cette question les arrêts de la même Cour, des 17 août et 2 décembre 1814, au tom. 16, pag. 566 et suiv., et les observations qui y sont consignées.

*Cheneveau* sa parente une tendre inclination ; et, consultant son cœur bien plus que le vœu de sa famille, il se propose de l'épouser. Mais son père, par le refus de consentir au mariage, vient arrêter l'exécution de ce projet. Dans cette situation, les jeunes amans, voulant se donner une garantie de leur foi mutuelle, ont souscrit, sous la date du 23 juin 1815, une promesse de s'épouser à la première réquisition l'un de l'autre ; et, à raison du tort que le refus du sieur Champigny causerait à la demoiselle Cheneveau pour son établissement, celui-ci s'est engagé de lui payer, à titre d'indemnité, une somme de 10,000 francs, si le mariage manquait par réavis de sa part ou par toutes autres causes qui lui fussent personnelles.

Cependant Champigny fils, majeur de vingt-cinq ans, est réduit à la triste nécessité de faire à son père des sommations respectueuses ; mais il ne peut vaincre sa résistance, et le père inflexible, usant du dernier moyen que la loi lui accorde, forme opposition au mariage de son fils. La mainlevée de cette opposition est prononcée en première instance ; mais, sur l'appel, un arrêt de la Cour royale d'Orléans maintient l'opposition pour vice de forme dans les sommations respectueuses.

Tant d'obstacles ne font qu'accroître la tendresse du jeune Champigny pour sa cousine, et, le 23 février 1816, il lui donne par acte entre vifs la nue propriété de tous les immeubles qui lui étaient échus par le partage, fait avec ses frères et sœurs, de la succession de leur mère commune, et ne s'en réserve que l'usufruit. Cette donation est ainsi terminée : « En foi de quoi nous avons fait sceller ces présentes, qui furent faites et passées à..... en présence de....., témoins requis, ce 23 février 1816. » On ne trouve, comme on le voit, nulle mention, dans l'acte, de la signature des témoins, de la partie, ni du notaire. — La donation est acceptée le 29 du même mois, l'acceptation notifiée le 2 mars suivant. Cependant Champigny fils recommence ses trois sommations respectueuses, mais est arrêté par de nouvelles entraves. Sa famille provoque son interdiction. Il consent lui-même à recevoir un conseil judiciaire, et, rebuté de tant d'obstacles, il semble renoncer, au moins pour quelque temps, à son projet de mariage. Les choses



En cet état, ce malheureux jeune homme est attaqué d'une maladie grave, qui en peu de jours l'a fait descendre au tombeau. Il a légué le 23 juillet 1817, après avoir fait un testament par lequel il lègue encore à la demoiselle Cheneveau la somme de 10,000 fr.

Les héritiers de Henri Champigny ont alors demandé l'annulation de l'obligation contenue dans la promesse de mariage, de la donation du 25 février 1816, et enfin du testament du 18 juillet 1817. Ils présentaient d'abord un moyen qui était commun à tous ces actes : c'était celui résultant de la suggestion, de la captation, et de la faiblesse d'esprit. Ensuite ils proposaient des nullités particulières à chacun d'eux. Ainsi, à l'égard de la promesse de mariage, ils disaient que la clause qui soumettait leur père à payer 10,000 fr. à la demoiselle Cheneveau, en cas de décès, était une clause illicite, contraire à la liberté du mariage, et radicalement nulle, aux termes de l'article 1136 du Code civil. Relativement à la donation, les héritiers prétendaient qu'elle était frappée de nullité par la loi du 25 ventôse an 11, parce que le notaire n'avait fait aucune mention de la signature des parties et des témoins. Enfin, à l'égard du testament, ils soutenaient que cet acte devait rester sans effet, sur le motif que l'homme pourvu d'un conseil judiciaire est incapable de tester.

Ces derniers moyens, ainsi que celui résultant de la suggestion et de la captation, ont été rejetés par les premiers juges. Mais ils ont accueilli les nullités qui étaient particulièrement dirigées contre la promesse de mariage, et contre la donation en date du 25 février 1816. Le jugement rendu par le tribunal civil de Chinon, le 48 février 1819, fonde cette double nullité sur les motifs suivans :

« En ce qui concerne particulièrement l'acte sous seing privé du 25 juin 1815, qualifié *dedit de mariage*, — Considérant que ces dispositions sont contraires à la liberté du mariage; qu'elles répugnent aux bonnes mœurs, en ce qu'elles tendent, d'une part, à séduire par l'appât d'un gain considérable, et, d'autre part, à contraindre et forcer, par la crainte d'un énorme sacrifice, tant la volonté du père que celle même du jeune homme qui se serait indiscretement engagé, dans l'excès de la

passion; — Considérant qu'une obligation contractée sous de telles influences est frappée de prohibition par les articles 1151, 1152 et 1172 du Code civil; que vainement on dit que le père, que les 10,000 fr. stipulés ne sont qu'une juste récompense de l'éclat et du désagrément des procédures auxquelles s'est soumise la demoiselle Cheneveau, aujourd'hui femme Pallu, en permettant au sieur Henri Champigny d'appeler son nom dans les sommations respectueuses qu'il a faites à son père, puisqu'il ne lui en est résulté aucun dommage; — Qu'en supposant même l'acte valide aux yeux de la loi, ledit sieur Henri Champigny n'eût point encore dû les 10,000 fr., puisqu'il résulte des débats, et même de l'interrogatoire sur faits et articles des dames Pallu et Dollet, que ledit Henri a persévéré jusqu'à son dernier soupir dans son projet d'épouser la demoiselle Cheneveau; d'où il suit qu'il n'aurait point encouru la pénalité portée en l'acte de dédit; — En ce qui touche l'acte de donation entre vifs du 23 février 1816, — Considérant, *dans le fait*, que le notaire a omis de faire mention, dans l'acte, de la signature des parties et des témoins; — Que, *dans le droit*, le défaut de cette mention ordonnée par l'art. 14 de la loi du 25 ventôse an 11 sur l'organisation du notariat emporte nullité, aux termes de l'art. 68 de la dite loi, qui conserve seulement à l'acte, en cas, comme dans l'espèce, de l'apposition des signatures de toutes les parties au bas dudit acte, le caractère de sous seing privé; — Considérant qu'il est de forme absolue pour une donation entre vifs d'être notariée et que l'acte du 23 février 1816, en perdant par la contravention du notaire aux art. 14 et 68 de la loi précitée le caractère d'acte notarié, se trouve frappé d'une nullité radicale; — Qu'à la vérité, on invoque, pour couvrir cette nullité, une fiction non recevable résultante de l'exécution volontaire de la donation, exécution qu'on prétend induire des actes des 10 et 20 octobre 1816 (1); — Mais considérant, *dans le droit*, que l'art. 1117 du Code civil porte que le donateur ne peut réparer par aucun acte

---

(1) Par ces deux actes, Champigny, donateur, avait vendu divers objets compris dans la donation, et il y avait fait intervenir la demoiselle Cheneveau, qui, en sa qualité de nu propriétaire, avait vendu son intérêt.

confirmatif les vices d'une donation nulle dans la forme ; qu'elle doit être refaite dans une forme légale ; que la loi prohibe au donateur ce moyen principal de couvrir les nullités ; qu'il lui défend, à plus forte raison, l'exécution volontaire, souvent susceptible de discussion, toujours moins claire et moins positive que l'acte confirmatif ; — Que vainement voudrait-on induire du silence de l'art. 1339 sur l'exécution volontaire que le législateur n'a entendu défendre au donateur que l'acte confirmatif, et non l'exécution volontaire ; qu'il résulte clairement des expressions mêmes de l'article 1338 que le législateur n'a regardé l'exécution volontaire que comme un moyen subsidiaire et supplétif, applicable seulement aux contrats ordinaires ; — Que, quant aux donations, que les lois ont toujours entourées de plus de formes et de difficultés que les obligations ordinaires, le législateur, ayant prohibé par l'art. 1339 le moyen principal (l'acte confirmatif), a jugé inutile de défendre en termes exprès le moyen subsidiaire, qui se trouve aussi compris tacitement dans la prohibition, surtout d'après l'expression énergique et absolue : *Il faut que la donation soit refaite en la forme légale* ; — Considérant, en outre, que l'art. 1340, qui permet, *expressis verbis*, l'exécution volontaire, aux héritiers du donateur, pour couvrir les nullités, prouve encore d'une manière évidente que le principe de l'art. 1338 n'est pas généralement applicable aux donations ; qu'autrement, et s'il fût entré dans la pensée du législateur de rendre ce principe général pour tous les contrats, il eût été inutile de le répéter dans l'art. 1340, après l'avoir sous-entendu dans l'article précédent, ce qui ne peut être ; d'où il suit nécessairement que le silence de l'art. 1339 sur l'exécution volontaire *interdit ce moyen au donateur* ; — Que l'ordonnance de 1731, qui a servi de base à la nouvelle, était conforme à ces principes ; — Que, si le législateur moderne eût voulu innover à cet égard, il eût ex-

---

précisé. C'est de ces actes qu'on prétendait faire résulter l'exécution volontaire de la donation.

Nous n'avons point parlé de cette circonstance dans le récit des faits, pour ne pas le surcharger et l'embrouiller.

primé l'abolition d'une disposition aussi importante d'une manière claire, positive, et non par le silence; que, prouvant la répugnance pour les donations, par la prohibition portée en l'art. 1339, il n'est pas supposable qu'il eût voulu permettre l'exécution volontaire, qui est un moyen toujours facile, et rendrait inutile et illusoire toutes les précautions et formalités dont il persévère à vouloir entourer les donations.

Sur l'appel, arrêt du 12 août 1819, par lequel la Cour royale d'Orléans, adoptant tous ces motifs, confirme la décision des premiers juges.

La demoiselle Cheneveau, aujourd'hui femme Pallu, a déféré cet arrêt à la censure de la Cour de cassation.

Le premier moyen présenté pour la demanderesse est fondé sur une contravention à l'art. 1134 du Code civil, qui porte « que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ». — Il est certain, a-t-on dit, qu'en droit, une promesse de mariage n'est point obligatoire en ce sens qu'elle ne prive pas l'individu qui l'a souscrite de la faculté de se marier avec toute autre personne que celle à laquelle il a engagé sa foi; mais, comme un pareil engagement n'a rien d'illicite, rien qui soit contraire ni aux lois, ni aux mœurs, il est évident que son inexécution engendre nécessairement des dommages et intérêts en faveur de celui des contractans qui réclame en vain l'accomplissement de cette promesse. La morale publique, l'intérêt de la société, ne permettent pas qu'on puisse ainsi violer la foi promise, et abuser un être digne et confiant, sous l'espoir trompeur d'un engagement qui n'aurait ni force ni consistance. Il ne peut plus d'ailleurs s'élever sur ce point de difficulté sérieuse. Qu'opposerait-on contre la validité, qui ne fût déjà détruit par les motifs d'un arrêt de la Cour de cassation, du 17 août 1814. Dans l'espèce, on opposait inutilement, comme les héritiers Champigny, qu'une promesse de cette nature était attentatoire à la liberté individuelle, contraire aux bonnes mœurs; en vain on répétait qu'à dès que cet acte ne produisait aucune obligation, son inexécution ne pouvait donner lieu à aucuns dommages et intérêts; tout cela n'a pas empêché le premier tribunal d'accorder 25,000 fr. de dommages et intérêts à la demoiselle Aldebert.

la Cour d'appel de lui en accorder 40,000 fr., et la Cour de cassation de maintenir l'arrêt, le tout fondé sur ce principe, que celui qui cause un préjudice quelconque à autrui doit le réparer (1). — La clause de dédit doit donc être exécutée, surtout lorsque, comme dans l'espèce, elle n'est pas même en proportion avec le tort qu'éprouve la partie lésée. En décidant le contraire, la Cour royale a violé l'art. 1134 du Code civil, et fausement appliqué au cas particulier l'art. 1151 du même Code.

Le second moyen de cassation était motivé sur la violation de l'art. 14 et la fausse interprétation de l'art. 68 de la loi du 25 ventôse an 11 sur le notariat (2). — Les premiers juges et la Cour royale, poursuivait la demanderesse, ont fait confusion des formes intrinsèques et essentielles que la donation doit avoir, avec celles qui ne sont qu'accidentelles, et tout-à-fait étrangères aux parties. — Parmi les lois qui régissent les actes, il faut distinguer, avec les jurisconsultes, celles qui défendent, celles qui commandent et celles qui conseillent. Tout acte fait en contravention aux premières est nul par défaut de pouvoir de la part de celui qui le fait, selon cette maxime de Dumoulin : *Nullus major defectus quam defectus potestatis*. Les secondes portent avec elles un commandement qui veut être suivi, toutes les fois qu'il s'agit d'une formalité substantielle de l'acte. Ainsi, la loi veut-elle une minute de la donation, l'art. 931 du Code civil prononce : « Il en restera minute, sous peine de nullité ». — La loi veut-elle l'apposition des signatures, celle du 25 ventôse dit positivement : « Les actes seront signés par les parties, les témoins et le notaire. » Rien n'est plus clair que ce commandement ; et quand la loi s'exprime en termes aussi formels, elle a raison de

---

(1) Voy. l'espèce et l'arrêt de cassation, tom. 16, pag. 565.

(2) L'art. 14 porte : Les actes seront signés par les parties, les témoins et les notaires, qui doivent en faire mention à la fin de l'acte.

L'art. 68 attache la peine de nullité à l'inobservation de l'art. 14. Mais la nullité s'étend-elle indistinctement et au défaut des signatures et au défaut de mention de ces signatures, encore qu'elles existent ? Telle est la question.

mettre en principe que personne ne peut ignorer le droit, et que chacun doit veiller à l'observation des formalités qu'elle prescrit, et qu'enfin la validité du contrat en dépend.

Les troisièmes sont purement réglementaires ; elles regardent l'officier public ; elles lui prescrivent certaines formalités qu'il doit observer, qui sont désirables pour la perfection de l'acte, mais qui n'ont rien d'essentiel, quant à la forme, d'où par conséquent le sort du contrat et les intérêts des parties ne peuvent dépendre. — Tel est l'objet de la seconde partie de l'art. 14 de la loi du 25 ventôse. Cet article n'offre dans l'incise qui le termine qu'un conseil, qu'une recommandation ; et à qui s'adressent-ils ? C'est au notaire seul, et d'une manière évidemment accidentelle ; « Il fera mention des signatures à la fin de l'acte. » Ainsi, le notaire seul serait obligé par cette disposition finale de l'art. 14 ; et s'il pouvait y avoir nullité, ce serait surtout à l'égard du notaire, et pour le défaut de mention, sur la minute, *de sa propre signature*. Eh bien ! il est décidé en conseil d'Etat, il est jugé en Cour de cassation, que le défaut de mention de la signature du notaire n'opère pas une nullité (1). Comment donc la concevoir, cette nullité, à l'égard des parties et des témoins, étrangers à la disposition finale de l'art. 14 ? Ce serait la diviser, contre son texte, qui ne le comporte pas ; ce serait admettre deux mesures contraires dans la même loi ; ce serait enfin punir les parties d'une faute dont on accorderait l'impunité à son auteur.

Au surplus, tous les doutes doivent disparaître et s'évanouir devant l'arrêté du Gouvernement, du 4 juin 1803, qui avait pour objet de déterminer la formule exécutoire qui doit accompagner la grosse des actes notariés, selon l'art. 21 de la même loi de ventôse an 11. A la fin de cette formule on lit ces mots : *Et ont lesdits signé à la minute*. C'est donc évidemment dans la grosse que le législateur a voulu placer la mention de la signature des parties et des témoins, et en cela l'arrêté du Gouvernement explique l'art. 14 de la loi dont il était chargé de compléter l'organisation. Autrement il eût été

---

(1) Avis du conseil d'Etat, du 16 juin 1810 ; arrêt de cassation, du 11 mars 1812, rapporté dans ce Journal, tom. 13, pag. 234.



est inutile de répéter à la fin de la grosse une mention que déjà elle aurait montrée dans le rappel de la minute, dont elle n'est d'ailleurs que la copie littérale. On peut donc conclure avec assurance que, dans la rédaction officielle et obligatoire de la formule, le Gouvernement a voulu reproduire la pensée du législateur, et qu'il a supposé que la mention exigée par l'art. 14 devait être pratiquée dans la grosse, et nullement dans la minute de l'acte.

Il convient d'ajouter que cette incise de l'art. 14, telle que l'entendent les tribunaux de première instance et d'appel, serait mal conçue et même déraisonnable : la mention d'un fait ne peut avoir lieu que quand le fait existe. C'est donc seulement après l'apposition des signatures que le notaire peut dire : *Les parties et les témoins ont signé avec nous*. Jusque là ce n'est qu'une probabilité qui souvent ne se réalise pas : il y a donc, dans cette mention faite prématurément sur la minute, une fausseté, ou tout au moins une inconséquence grave dont on ne peut supposer la loi complice. Tout s'explique au contraire et tout s'arrange facilement dans l'autre système. La grosse est le véritable titre ; c'est le seul revêtu du sceau de la puissance publique, tellement que nos anciennes lois enjoignaient aux notaires de le dresser de leur propre main, et il est vrai de dire que c'est bien l'acte dont veut parler l'art. 14. Ainsi, du moment que le notaire a fait la mention indiquée sur la grosse, il n'y a plus rien d'éventuel et d'incertain ; les signatures sont données ; l'état de la minute est fixe et invariable ; il n'y a plus de mensonge ni de fiction ; tout est régulier. Dans l'espèce, la dame Cheuveau, armée de cette grosse, conforme en tout point au vœu de la loi, même sur la mention des signatures, ne pouvait donc pas être dépouillée de sa donation ; elle ne pouvait pas voir son titre frappé de nullité sous le frivole prétexte qu'il n'a pas été fait mention des signatures sur la minute de l'acte. Comment ne serait-on pas effrayé des résultats lésionnaires injustes qui découlent du système de nullité ?

Dans ce système, le défaut de mention prévaudrait contre l'existence des signatures et l'expression de la grosse ! dans le système, l'acte serait nul, parce que le notaire n'aurait pas dit que les parties et les témoins ont signé, tandis que le défaut

de mention de sa propre signature ne serait point un moyen de nullité ! Peut-on rien imaginer de plus choquant , de plus raisonnable ?

A l'égard des témoins, leur présence seule est importante ; leur signature ne l'est pas du tout. Il faut la recueillir, car la signature, puisque la loi l'exige ; mais au préjudice de l'effet des témoignages publics, officiels, des témoins, sous le prétexte que le notaire, après avoir fait apposer les signatures, aura oublié de dire : *Letquels ont signé avec nous* ; c'est le renversement de toute raison et de toutes convenances.

Quant aux parties, à quoi bon mentionner leurs signatures ? Il n'y a de contrat qu'après qu'elles ont signé ; car jusqu'à ce qu'elles peuvent rompre leur convention : ce n'est que le fait matériel de la signature qui seul opère le contrat, quand le contractant peut signer ; et autant la déclaration que les parties ne peuvent ou ne savent signer est nécessaire, autant la mention de la signature est inutile, lorsqu'elles savent signer et qu'elles ont signé en effet.

Telle est pourtant la nullité que la Cour royale d'Orléans a cru devoir adopter. L'art. 68 de la loi du 25 ventôse, dans lequel elle a puisé son argument, n'offre rien qui le favorise. Cet article n'annule que pour des causes graves ; les formalités qu'il tend à conserver sont substantielles : telles sont la nécessité d'une minute, la présence et la signature des parties, des témoins et du notaire. Les dispositions qui les prescrivent sont directes et formelles. Mais ici on oppose une disposition indirecte, accidentelle et réglementaire ; une disposition dont l'accomplissement est peu praticable sur la minute, et qui se trouve beaucoup mieux placée dans la grosse : comment a-t-on pu confondre des règles aussi distinctes, aussi différentes ?

L'édit de Blois prescrivait la mention des signatures tant sur la minute que sur la grosse ; les testaments et les contrats y étaient assujettis. Cependant Ricard rapporte plusieurs arrêts qui ont validé des testaments dans la minute desquels la mention des signatures avait été omise. A côté de ces arrêts l'auteur place son opinion, qu'il déclare avoir été partagée par les plus célèbres jurisconsultes de son temps, sur l'exécution de l'édit ; et il atteste qu'on l'entendait seulement de l'obligation

opposée au notaire de faire signer les parties et les témoins ; à défaut de signature, de déclarer la cause qui les avait empêchés de signer. Si les Cours souveraines, cédant à l'évidence et à la force de la raison, le jugeaient ainsi sous l'empire d'une loi qui semblait positive sur la nécessité de la mention des signatures, avec quelle confiance ne doit-on pas invoquer l'autorité de cette jurisprudence aujourd'hui que cette mention n'est exigée que par une disposition réglementaire et de pure forme ? (Toullier, *Cours de droit français*, tom. 5.) La nullité prétendue est donc dénuée tout à la fois d'intérêt et de fondement, et la justice elle-même s'affligerait, en l'admettant, de jeter le trouble et le désordre dans la société, en compromettant une foule d'actes sur lesquels reposent les droits et le patrimoine des familles.

La demanderesse trouvait un troisième moyen de cassation, dans une prétendue contravention à l'art. 1338 du Code civil, suivant lequel la confirmation ou l'exécution volontaire d'un acte emporte renonciation aux moyens de nullité qu'on aurait pu lui opposer. Les contractans, a-t-on dit, ont regardé la donation comme tellement parfaite, que, par deux actes successifs des 10 et 20 octobre 1816, le donateur et la donataire, en ces deux qualités, l'un à cause de l'usufruit qu'il s'était réservé, l'autre à cause de la nue propriété, ont vendu de concert différens objets compris dans la donation; l'on remarque même dans ces ventes faites conjointement la stipulation que les vendeurs rentreront dans tous leurs droits de propriété et de jouissance, sans poursuites ni jugement, s'ils ne sont pas payés trois mois après le commandement par eux fait à l'acquéreur. Evidemment il s'est opéré, par l'effet de ces actes, par la vertu de ces ventes, non pas une confirmation, mais une exécution formelle de la donation, mais un changement dans l'état des choses, tel qu'il est désormais impossible de se reporter à l'état primitif pour en mettre en question la validité. Les choses n'étant plus entières par le fait du donateur lui-même, il n'aurait pas pu revenir contre l'acte antérieur de donation; et comme ses héritiers n'ont pas plus de droit que leur auteur, ils sont également non recevables à l'attaquer : voilà ce qui résulte de l'art. 1338 du Code civil.

Pour combattre une fin de non recevoir aussi forte et appuyée des plus graves autorités, la Cour d'appel a préjugé qu'aux termes de l'art. 1339, le donateur ne peut lui-même confirmer une donation nulle, qu'il doit de toute nécessité la refaire. Mais ici la Cour royale a confondu la confirmation et l'exécution volontaire, malgré l'extrême différence qui existe entre elles; pourquoi le donateur ne peut-il pas confirmer une donation nulle? C'est qu'en la confirmant, à cause de sa nullité, il contreviendrait une seconde fois à la loi; c'est que, dans ce cas, il ferait prévaloir sa volonté sur celle de la loi; c'est qu'il ne peut pas confirmer ce qui est nul dans son principe, ce qui a été fait au mépris d'une prohibition légale: tel est le but de l'art. 1339. Mais il ne dit pas que le donateur ne pourra pas couvrir les mêmes vices de forme par des actes d'exécution volontaire. Or, comme l'art. 1339 pose une exception à la règle générale, il faut renfermer cette exception dans ses limites, la borner à l'acte par lequel le donateur confirme sa donation au lieu de la refaire, et ne pas l'étendre à des actes dont cet article ne parle pas.

Il y a d'ailleurs cette différence entre la confirmation, quand elle est valable, et l'exécution volontaire, que la confirmation fait disparaître la nullité; puisque son objet est de rendre valide ce qui ne l'était pas, tandis que l'exécution, au contraire, couvre le vice de la donation, alors même qu'il existe encore; elle empêche qu'on ne le puisse produire, ou du moins qu'il paraisse avec son effet irritant. Ainsi le législateur, en ne parlant dans l'art. 1339 que de l'acte confirmatif, a voulu nous dire qu'une donation nulle ne se confirmait pas, qu'il fallait la refaire dans la forme légale; mais il n'a pas entendu dire que l'exécution volontaire ne formerait pas une fin de non recevoir contre l'attaque en nullité. Il en est de cette fin de non recevoir comme de celle admise en matière pénale, qui, sans approuver le délit, dérobe le coupable aux poursuites et à l'application de la peine. Loin d'être approbative d'une nullité, la fin de non recevoir, dans notre espèce, la suppose réelle; mais elle défend d'agir, mais elle garantit le donataire d'une nullité que l'auteur de la donation a voulu couvrir.

\* Mais, dit-on, la preuve que l'exécution volontaire de la

et du donateur ne sert à rien, et qu'elle est implicitement prouvée par l'art. 1339, c'est que l'art. 1340 ne parle que de l'exécution volontaire par les héritiers ou ayans cause du donateur après son décès, en sorte que la loi, en soumettant les héritiers aux actes d'exécution volontaire de leur part, a suffisamment manifesté l'intention de ne pas y soumettre le donateur.

L'argumentation est étrange ! Quoi, de ce qu'il est dit que les héritiers seront non recevables à demander la nullité d'une donation après l'avoir confirmée ou exécutée, il s'ensuivra qu'une autre fin de non recevoir est interdite ; quoique la loi n'ait pas dit un mot ! Il semble que la conséquence inverse est bien plus juste, bien plus raisonnable, et que du fait reconnu que l'exécution, par les héritiers, de l'acte de donation, rend non recevables à l'attaquer, on doit conclure à bien plus forte raison que la même fin de non recevoir doit militer contre le donateur lui-même. Si l'art. 1340 a disposé séparément sur les héritiers, c'est parce qu'en admettant à leur égard, indépendamment des actes d'exécution, ceux de confirmation, tandis qu'elle les refusait à l'égard du donateur, la loi ne pouvait réunir dans un seul article ces deux volontés divergentes. En dernière analyse, les actes d'exécution ne sont pas dans l'exception portée en l'art. 1339 ; par conséquent ils sont restés applicables aux donations, qui rentrent de plein droit dans la généralité de l'art. 1338. Cela est indubitable. Ainsi, sous le rapport purement hypothétique de la nullité (car elle n'existe pas), la Cour régulatrice serait encore dans la nécessaire nécessité de protéger contre une misérable argutie un acte solennel, reconnu, exécuté par toutes les parties, et de casser un arrêt dont les dispositions blessent tout à la fois le texte de la loi et les règles de l'équité.

Du 6 juin 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. Hen-  
non de Pensey président, M. Dunoyer rapporteur, M. Loi-  
seau avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Lebbau, avo-  
cat-général ; — Et d'abord, en ce qui concerne la partie de l'ar-  
rêt relative à l'acte du 23 juin 1815, qualifié *dédit* de mariage ;  
— Attendu qu'il a été décidé en fait que Henri Champigny

paraissait avoir persisté jusqu'à son décès dans l'intention de pousser Susanne Cheneveau; qu'ainsi, le projet de mariage n'a tant pas resté sans effet par un simple changement de volonté de sa part, les héritiers ne pouvaient être tenus à des dédommages et intérêts pour un cas tout-à-fait hors des termes de la loi. — Attendu d'ailleurs qu'en droit, les art. 1134 et 1142 du Code civil, invoqués à l'appui du recours en cassation, se réfèrent uniquement aux conventions légales, et non à celles qui tendent à gêner la liberté des mariages, telles que l'acte dont il s'agit; ces dernières doivent être considérées comme ayant une cause illicite, et sont comprises dans la disposition de l'art. 1134 du même Code; — Attendu, enfin, qu'il a été reconnu par l'arrêt attaqué que Susanne Cheneveau n'avait éprouvé par l'inexécution de cette promesse de mariage aucune perte ou dommage dans ses biens, et qu'elle n'avait porté aucune atteinte à sa réputation; — En second lieu, et relativement à la nullité de l'acte de donation du 23 février 1816, — Attendu que l'art. 14 de la loi du 25 ventôse an 11 veut non seulement que les actes soient signés par les parties les témoins et le notaire, mais encore qu'il en soit fait mention à la fin de l'acte ainsi que de la déclaration des parties qu'elles ne savent ni ne peuvent signer; — Attendu que l'art. 68 de la même loi attache la peine de nullité à l'inobservation des formalités dessus; — Attendu que ces articles n'ont fait que renouveler les dispositions de l'art. 84 de l'ordonnance d'Orléans, et de l'art. 165 de celle de Blois; — Attendu que l'avis du conseil d'Etat, du 16 juin 1810, en déclarant que la nullité ne s'étend pas au défaut de la mention de la signature du notaire à la fin de l'acte, la laisse nécessairement subsister pour le défaut de mention de la signature soit des parties, soit des témoins; — Attendu, dans le fait, que l'acte passé devant notaire à Chinon, le 23 février 1816, et dont il s'agit, contient, de la part de Henri Champigny, au profit de Susanne Cheneveau, une donation entre vifs, absolue et irrévocable, des biens qui lui étaient échus de la succession de sa mère; — Attendu qu'il n'a pas été fait mention au bas de la minute de cet acte de la signature de Henri Champigny, donateur, non plus que de celle des témoins, ce qui est une contravention audit art. 14 de la loi du



5 ventôse an 11 ; — Attendu que les dispositions des art. 951 et 1081 du Code civil sont un obstacle à ce qu'un acte puisse valoir comme acte sous signature privée, puisqu'ils exigent que tous les actes portant donation entre vifs soient passés devant notaire, qu'il en reste minute, sous peine de nullité ; — Attendu que l'art. 1338, concernant la confirmation, ratification ou exécution volontaire des obligations, lesquelles, aux termes dudit article, emportent la renouciation aux moyens et exceptions dont on pouvait opposer contre des actes, est inapplicable aux donations entre vifs, dont l'art. 1339 ne permet aux donateurs de réparer les vices par aucun acte confirmatif, et exige absolument qu'elles soient refaites en la forme légale ; — Attendu que la confirmation ou ratification dont est question en cet art. 1339 s'entend aussi, et à bien plus forte raison, de l'exécution, qui n'est qu'une confirmation tacite, bien moins formelle par conséquent que l'acte même de confirmation ou ratification avec les énonciations prescrites par la loi ; — Et que ce qu'explique clairement l'art. 1340, qui admet la confirmation, ratification ou exécution volontaire de la part des tiers ou ayants cause du donateur, seulement après son décès, lorsqu'elle provient de leur fait, après avoir exigé par l'article précédent, à l'égard du donateur, que la donation soit refaite en la forme légale ; — Attendu, que la nullité de la donation n'ayant pu être couverte par l'exécution qu'elle aurait reçue, la Cour royale a pu se croire dispensée d'examiner si en effet Henri Champigny l'avait volontairement et légalement exécutée, ce qui aurait pu être contesté, puisqu'il est disposé, par son testament, des biens compris en la donation ; que ce testament contenait même un legs de 10,000 fr. en faveur de Susanne Chenexeau, qui l'a recueilli ou dû recueillir, puisque le testament a été maintenu par l'arrêt attaqué ; d'où il suit que la critique proposée contre cet arrêt n'est fondée sous aucun rapport ; — REJETTE, etc. »

---

**COUR DE CASSATION.**

*Une erreur de date rend-elle nul un testament olographe, lorsque le contexte de ce testament la rectifie et indique*

*clairement quel jour il a été fait ?* (BES. 1793 (1) Cod. civ. art. 970.

LE SIEUR DE ROCHEFORT, C. LES SIEURS DE FAYOLLE ET CONSORTS.

La dame veuve d'Ambois, domiciliée à Périgueux, a fait un testament olographe, par lequel elle a institué le marquis de Fayolle, le marquis d'Abzac et le sieur Emeric de Montieu, pour ses légataires universels. Ce testament a été fait à ce qu'il paraît, le 20 septembre 1813; mais il a été daté 20 septembre mil sept cent quatre-vingt-treize. Deux copies faites de ce testament par la testatrice portent la même date que l'original.

Après le décès de la veuve d'Ambois, ses héritiers légitimes du nombre desquels est le comte de Rochefort, ont attaqué le testament. Ils ont prétendu qu'il était nul, soit que la date qu'il portait fût véritable, soit qu'elle fût erronée.

Si le testament a été réellement passé le 20 septembre 1793, disaient-ils, il est frappé de nullité par l'ordonnance de 1735, alors en vigueur, qui, pour les pays de droit écrit, a maintenu la prohibition des lois romaines de disposer par testament olographe, si ce n'est entre les enfans, et dans les pays où l'usage en avait été admis précédemment, pays de Périgueux ne faisait point partie.

Si, au contraire, la date du testament est fautive, l'époque de sa confection reste incertaine, et c'est la même chose qu'il n'existait aucune date: sous ce nouveau rapport, le testament est nul, aux termes de l'art. 970 du Code civil.

Nonobstant ces moyens, jugement du tribunal civil de Périgueux, du 9 avril 1819, qui valide le testament olographe comme fait à la date du 20 septembre 1813.

Sur l'appel interjeté par le comte de Rochefort et consorts, arrêt de la Cour royale de Bordeaux, du 1<sup>er</sup> janvier 1820, qui confirme, — « Attendu que le testament de la dame d'Ambois est daté; qu'à la vérité, il serait nul, si la date qu'il énonçait n'avait pas été donnée par erreur, et si l'erreur ne pouvait pas

(1) Voy. sur cette question nos observations à la suite d'un arrêt rendu dans le même sens le 20 février 1816, rapporté au tom. 18, pag. 163.

pe rectifiée ; mais qu'il est évident, en fait, que la dame d'Ambois n'a pas rédigé ce testament en 1793, puisqu'elle parle d'événemens qui n'ont eu lieu qu'en 1815, tels que le mariage et le décès de sa petite-fille ; et qu'en droit, l'erreur dans la date d'un acte peut être rectifiée, lorsqu'on trouve dans le même acte des élémens matériels et physiques qui la corrigent, la vivifient et la fixent nécessairement ; qu'il importe peu dans la cause que la loi du 30 ventôse an 12 ait aboli les anciennes lois en matière de testament, puisque le Code civil ne défend pas de chercher dans le testament même les moyens de rectifier une erreur évidemment échappée à l'inadvertance du testateur, et qu'il y a nécessité de recourir aux principes généraux du droit dans tous les cas qui n'ont pas été prévus par le nouveau Code ; que ce Code doit être entendu et interprété comme les lois antérieures, qui exigeaient aussi que le testateur indiquât lui-même le temps et le lieu où son testament olographe avait été fait, et que, dans la nouvelle comme dans l'ancienne législation, ce but se trouve atteint lorsqu'on trouve dans le testament la preuve de l'erreur échappée au testateur et les moyens de la rectifier, puisque, dans ce cas, le testateur lui-même a donné les élémens de la rectification et indiqué la véritable date de son testament ; qu'en considérant la date sous les divers rapports du siècle, de l'année, du mois et du jour, on trouve que la dame d'Ambois a erré sur le siècle, puisqu'il est évident et reconnu que son testament n'a pu être fait avant la treizième année du dix-neuvième siècle ; mais que rien n'indique dans le testament qu'elle se soit méprise sur l'année, le mois et le jour ; que l'année *treize* ne s'étant trouvée qu'une fois dans le dix-neuvième siècle, il n'est pas douteux, d'après le testament, qu'il a été fait dans la treizième année de ce siècle, de même qu'on ne peut pas raisonnablement douter de la date du mois et du jour ; qu'il suffit de rectifier la partie de la date dont l'erreur est démontrée, en laissant subsister la partie de cette même date contre laquelle il n'y a ni preuve ni présomption d'erreur ; que, dans l'espèce, le nombre *treize*, qui désigne la treizième partie d'une période de vingt ans, doit être séparé du nombre *quatre-vingt*, dont la suppression rentre dans la rectification né-

testaire et démontrée de la désignation du ~~testateur~~ ; — Attendu qu'il n'y a dans la cause aucun indice de suggestion ni de citation, ce qu'il faudrait cependant supposer, pour admettre ainsi que le prétendent les héritiers naturels, que la testatrice ait commis volontairement l'erreur ; et que tout éloigne l'idée d'une nullité mise à dessein, lorsque la testatrice avait tant de moyens plus faciles et surtout plus sûrs d'annuler cette disposition, si telle eût été son intention.

Le comte de Rochefort et consorts ont déféré cet arrêt à la Cour de cassation, pour violation de l'art. 970 du Code civil.

— C'est un point constant, ont-ils dit, que la fausseté de la date du testament de la dame d'Ambois. Si cette date était exacte, il n'y aurait point de procès ; le testament serait frappé de nullité, aux termes de l'ordonnance de 1735, puisque, en 1793, on ne pouvait pas disposer à Périgueux par testament olographe. — Or il s'agit de savoir si la fausseté d'une date ne fait pas revenir la chose au même point que s'il n'existait absolument aucune date. — L'affirmative est évidente. D'une part, il existe, dans un cas comme dans l'autre, une égale incertitude sur l'époque de la confection du testament. C'en est déjà assez pour qu'il doive être annulé. L'art. 970 est précis, il exige impérieusement que le testament olographe soit daté. Le législateur a voulu, par-là, s'assurer de l'époque précise à laquelle un testament olographe a été fait, pour que l'on puisse juger si le testateur avait capacité. Si l'on ne peut pas connaître cette époque précise, parce que la date est erronée, le but du législateur est manqué, et le testament doit être déclaré nul. — D'autre part, lorsqu'un testateur n'a point accompli une formalité, l'on présume que c'est l'effet d'une omission volontaire, qu'il n'a point voulu réellement tester, et c'est une manière d'appeler des suggestions, qu'il n'a pas eu la force de repousser. Ces considérations s'appliquent à tous les cas où une formalité n'a pas été régulièrement remplie ; et quelle formalité plus essentielle que celle de la date ?

Sans doute, on pourrait valider un testament dont la date renfermerait quelques erreurs, s'il était évident qu'en effet il n'y a eu qu'inadvertance, inattention de la part du testateur, et si d'ailleurs le testament renfermait dans son contexte des élé-

des matériels, suffisans pour rétablir la véritable date : dans ces cas, l'on peut, l'on doit même appliquer la règle que les erreurs ou omissions de plume ne nuisent point : *Error librarii in describendis verbis non nocet*. Et c'est dans ce sens que s'est prononcée la Cour de cassation par son arrêt du 19 février 1818. (t. 20, p. 139.) — Mais, dans l'espèce actuelle, on ne peut proposer ni oubli, ni inadvertance. Les trois copies du testament contiennent la même date, et on ne se trompe pas trois fois suite. Voici comment s'exprime à cet égard un jurisconsulte estimé ; M. Toullier, dans son *Droit civil français*, t. 5, n° 354, 2<sup>e</sup> édit., dit : « Quand il s'agit d'apprécier les erreurs qu'on prétend se trouver dans la date d'un testament, on doit toujours se souvenir qu'une omission est plus facile que l'addition d'un ou de plusieurs mots prétendus superflus ; que l'erreur ou l'omission échappe plus facilement dans une date en chiffres que dans une date écrite en lettres ; qu'elle devient plus difficile et moins vraisemblable quand on prétend qu'elle consiste en plusieurs mots ; et qu'enfin, elle devient tout-à-fait invraisemblable quand il existe plusieurs copies du testament, toutes écrites et datées de la main du testateur, et dont les dates sont conformes : car il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, de supposer qu'en écrivant successivement, et peut-être à des jours différens, deux ou trois copies de son testament, le testateur n'ait point aperçu sa première erreur. » Toutes ces observations d'un jurisconsulte aussi profond s'appliquent directement à la cause. La date apposée au testament de la dame d'Ambois n'est pas en chiffres : elle est en toutes lettres, elle est répétée sur trois copies du testament. Il n'est donc pas vraisemblable qu'elle ait l'effet de l'inattention, du hasard.

D'un autre côté, le testament de la veuve d'Ambois ne présente pas, dans son contexte, d'éléments suffisans pour rectifier la date qu'il énonce. En effet, la testatrice est morte en 1818 ; le testament, où sont énoncés des faits passés en 1813, est nécessairement postérieur à ces faits ; et il peut avoir été rédigé tout aussi bien en 1814, 1815 et années suivantes, qu'en 1813. Cela est évident. La loi 7, C., de testam., nous offre bien un exemple où l'on peut suppléer des mots échappés à la

phisme. Elle porte que l'oubli de ces termes, *hæres esto*, n'empêche pas un testament de valoir, et que celui que le testateur a appelé pour recueillir son hérité n'en est pas moins tenu de délivrer les legs et les fidéicommiss. Supposons, en effet, qu'un testateur ait dit : *J'institue ou je nomme Paul*, sans ajouter ces mots, *pour mon héritier*, ces dernières expressions seraient sous-entendues de plein droit. Mais, autre chose est de changer une disposition en une autre toute différente ; autre chose serait de suppléer dans la date d'un testament un chiffre, un mot même qui ne s'y trouverait pas, et que le contexte de l'acte rendrait nécessaire ; et autre chose de retrancher six mots qui se trouvent dans une date, comme *cent mil sept cent quatre-vingt-treize*, et de les retrancher sur trois copies écrites de la main même du testateur ! — Les demandeurs concluaient, d'après ces observations, à la cassation de l'arrêt de la Cour de Bordeaux.

Mais, le 12 juin 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. Henrion de Pensy président, M. Rousseau rapporteur, M. Nicod avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Lebeau, avocat-général ; — Attendu, sur le premier moyen, que le testament litigieux est daté, mais que la date en est reconnue fautive ; qu'ainsi la question à juger n'était pas de savoir si un testament doit être daté, mais si, lorsque la date en est erronée, cette date peut être rectifiée ; — Attendu qu'il résulte des opinions des plus graves jurisconsultes et des monumens les plus solennels de la jurisprudence qu'un testament n'est pas nécessairement nul, par cela seul que la date en est fautive ; que l'erreur en peut être rectifiée, et que les juges peuvent et doivent faire cette rectification, toutes les fois que, par des errements qui sortent du testament même, ils sont conduits à la découverte de la véritable date ; ou, en d'autres termes, toutes les fois que, d'après les dispositions du testament, il est évident, à leurs yeux, qu'il a été rédigé *tel jour, tel mois, telle année* ; — Attendu qu'aucune loi ne signale les motifs, les circonstances et les dispositions d'après lesquelles les juges doivent se déterminer, et qu'à cet égard elle ne leur impose qu'une seule obligation,



de puiser les motifs de leur décision dans le testament même, *ex testamento, non aliunde* : d'où il faut conclure, à cette restriction près, qu'elle s'en rapporte à leur conscience et à leur sagesse ; — Attendu que des différens motifs sur lesquels la Cour royale de Bordeaux fonde sa décision il n'en est pas un seul qui ne résulte du rapprochement et de la comparaison des dispositions du testament, et que par conséquent l'arrêt attaqué n'est contrevenu à aucune loi ; — Attendu, par la subdivision du moyen ci-dessus, que l'arrêt a décidé, et fait, que tout éloignait de l'idée d'une date reculée, mise dessein d'opérer la nullité du testament, et qu'il n'y avait aucun indice de suggestion ou captation ; — REJETTE. »

### COUR D'APPEL DE NISMES.

*Les dispositions du Code civil relatives à la durée des baux des biens des mineurs sont-elles applicables aux baux que passent les mineurs ÉMANCIPÉS ? (Rés. aff.)*

PARTICULIÈREMENT, *le mineur émancipé peut-il consentir un bail à ferme de neuf ans pendant la durée d'un précédent, passé par son tuteur, et lorsqu'il reste encore à courir plus de cinq ans ? (Rés. nég.)* Cod. civ., art. 481.

LE SIEUR ROVÈRE, C. FERRIER ET CHABERT.

Les difficultés qui peuvent s'élever sur la durée des baux que fait un mineur émancipé ne nous paraissent pas devoir être résolues par l'art. 1718 du Code civil, qui déclare *applicables aux baux des biens des mineurs* les dispositions du titre du *Contrat de mariage* relatives aux baux des biens des femmes mariées. En effet, tout annonce que l'art. 1718 n'a entendu parler que des baux des biens des mineurs qui sont encore en tutelle. C'est ce que prouve d'abord le texte des art. 1429 et 1430, placés sous le titre du *Contrat de mariage*, et auxquels réfère l'art. 1718. Il s'agit dans ces articles de baux passés par le mari seul des biens de sa femme. La loi ne veut pas qu'en cas de dissolution de la communauté, ils soient obligatoires au delà de la période de neuf ans dans laquelle on se

Or à qui cette disposition doit-elle s'appliquer ? Au tuteur seul qui passe des baux des biens de son pupille ; et l'époque de la cessation de la tutelle correspond parfaitement ici à la dissolution de la communauté dont parlent les articles précités. Il est évident que c'est uniquement le pouvoir de l'administrateur que la loi a voulu limiter ; et ce qui le prouve, c'est que sa disposition cesse lorsque la femme a concouru au bail avec son mari. Si d'ailleurs l'on consulte les discours des orateurs qui ont exposé les motifs de l'art. 1718, l'on voit que le rapporteur du Tribunat disait : « Dans le titre de la tutelle n'avait été rien réglé sur les pouvoirs des tuteurs relativement à la durée des baux des biens de leurs pupilles ; le projet y supplée, en appliquant à ces baux les dispositions des art. 1429 et 1430. » Voilà qui est clair : c'est aux baux passés par les tuteurs des biens de leurs pupilles que doivent s'appliquer les articles précités. Le législateur n'a nullement eu en vue, dans l'art. 1718, les baux qui seraient faits par des mineurs émancipés.

Toute la difficulté, relativement à ces derniers baux, peut venir, selon nous, que de l'art. 481 du Code civil, qui limite la durée des baux passés par les mineurs émancipés à neuf ans. Cette disposition empêche-t-elle le mineur de renouveler un bail pour cette durée, avant que celui existant soit expiré ?

Dans le fait, la veuve *Rovère*, tutrice de son fils, avait affermé, le 25 juin 1814, à divers particuliers, des immeubles appartenans au mineur. Trois mois après, elle émancipa son fils, qui était alors à peine âgé de dix-sept ans.

Le 1<sup>er</sup> mars 1815, le jeune *Rovère*, assisté de sa mère, consentit un nouveau bail des mêmes biens, au profit des sieurs *Ferrier* et *Chabert*, pour neuf ans, qui devait commencer à l'expiration du bail précédent, lequel avait encore plus de cinq années à courir.

Devenu majeur, le jeune *Rovère* a vendu son domaine au sieur *Demic*, pour en jouir sur-le-champ. Toutefois, le bail passé aux sieurs *Ferrier* et *Chabert* étant un obstacle à l'entrée en jouissance de son acquéreur, le jeune *Rovère* a fait citer les fermiers devant le tribunal d'Avignon pour en voir pro-

er la nullité pour cause de minorité, dol, surprise, lé-  
etc. Il paraît que l'unique question agitée fut de savoir si  
mineur Rovère n'avait pas été lésé par le bail dont il s'a-  
ce bail n'était pas l'effet de la surprise ou du dol.

Comme rien de tout cela n'existait, le tribunal d'Avignon  
bonté le jeune Rovère de sa demande en nullité. Les mo-  
de jugement « sont que le dol et la surprise ne se présu-  
pas, et qu'il n'est pas établi au procès qu'il en ait été  
l'égard du demandeur; que, l'art. 481 du Code civil  
ant au mineur émancipé le droit d'affirmer ses biens et  
d'en exiger les revenus, il devait par conséquent avoir  
de les recevoir par anticipation; que le même article ne  
accordait l'action en restitution contre les actes d'adminis-  
on qu'il aurait consentis que dans le cas où le majeur serait  
table, par exemple dans le cas de l'existence d'une lé-  
capable de produire cet effet dont le sieur Rovère se plaint  
vérité, mais dont il n'offre pas même la preuve ».

cause a été présentée sous son véritable point de vue de-  
la Cour royale de Nismes. Là, le jeune Rovère a soutenu  
n'avait pu passer le bail du 1<sup>er</sup> mars 1815, parce qu'il  
rait les limites fixées par l'art. 481 du Code civil. Pour  
cette proposition, M<sup>e</sup> Crivelli, son avocat, observait  
la plus longue durée des baux que le mineur émancipé  
rait passer était fixée à neuf ans par l'art. 481 du Code ci-  
que ceux dans lesquels il aurait excédé cette durée de-  
être considérés comme contenant une espèce d'aliéna-  
et, à ce titre, être réputés nuls; qu'il devait importer  
qu'ils fussent stipulés pour un plus long terme par un seul  
même acte, ou par deux actes successivement passés;  
n'avait contrevention à la loi dans le second cas comme  
le premier, et par conséquent même raison de décider  
l'un comme dans l'autre; que, s'il était possible d'admet-  
un autre système, on introduirait un moyen d'éluder la  
dont la prohibition deviendrait bientôt illusoire, puisque,  
tant l'expiration d'un premier bail existant, on pouvait  
passer un second, rien n'empêcherait qu'on ne pût en con-  
passer un troisième, que le mineur émancipé, cédant à des  
sances étrangères, ne se privât indéfiniment de la faculté

de disposer de son bien, lorsqu'il serait parvenu à l'âge de majorité.

Les intimés ont combattu ce système en soutenant qu'il n'excédait pas le terme fixé par la loi ; que celui qui avait passé antérieurement n'était point l'ouvrage du mineur ; et qu'il était obligé de l'entretenir, ce n'était point une raison pour l'empêcher d'en consentir lui-même ; que les parties n'avaient point placées dans l'hypothèse posée par Rôvere, deux baux successivement passés par le mineur émancipé dont la durée réunie excéderait celle fixée par l'art. 481 du Code civil ; mais que, dans tous les cas, le bail dont il s'agit devait au moins être exécuté pour la période de temps nécessaire à l'accomplissement des neuf ans qui forment la plus longue durée assignée par cet article.

Du 12 juin 1821, ARRÊT de la Cour royale de Nîmes, *Fornier de Clausonne* président, MM. *Crivelli* et *Vigier* avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Gouiran de Baume*, avocat-général ; — Attendu qu'en accordant au mineur émancipé le droit de faire tous les actes qui ne sont de pure administration, l'art. 481 du Code civil le met à la place de ceux qui administraient auparavant ses biens, et ne le rend apte à faire que les actes qu'ils auraient pu consentir en son nom ; — Attendu que ce qui est relatif aux baux des biens des mineurs doit, aux termes de l'art. 1718, être soumis aux règles établies pour les baux des biens des femmes mariées, au titre du *Contrat de mariage et des Droits respectifs des époux*, et que l'art. 1450, qui se trouve sous ce titre, prohibe le renouvellement de ces baux plus de trois ans avant l'expiration du bail courant, s'il s'agit de biens ruraux ; — Attendu que les biens qui furent affermés à Ferrier et Chabert par le mineur Rôvere le 1<sup>er</sup> mars 1815 étaient déjà affermés à divers individus par des baux antérieurs consentis par sa mère tutrice, et dont le terme ne devait expirer que cinq ans et demi après ; d'où il résulte que le bail passé auxdits Ferrier et Chabert fut hors des limites prescrites par lesdits articles 1718 et 1450, et qu'il est par conséquent nul ; — Attendu qu'il n'y a point d'hypothèque sur le susdit acte, et pour surcroît de son en-

mans, les biens qui étaient par lui affermés, le mineur Rovère excéda les bornes de sa capacité, et que cette stipulation ne peut produire plus d'effet que le bail à ferme lui-même; — Attendu que les baux consentis par la veuve Rovère, tutrice de son fils, sont les seuls qui aient dû sortir à effet pendant la durée qui leur était assignée, et que Jules Rovère, émancipé, a en le droit d'en recevoir le prix...; — A Mis et Met l'appellation et ce dont est appelé au néant; et, par un nouveau jugement, déclare nul et sans effet le bail à ferme contenu en l'acte du 1<sup>er</sup> mars 1815; — Ordonne néanmoins que ledit Jules Rovère restituera auxdits Ferrier et Chabert les sommes qui furent comptées par eux sur le prix du susdit bail soit à lui, soit à sa mère, qu'il représente aujourd'hui, et le met hors d'instance et de procès sur toutes les autres fins et conclusions contre lui prises, etc.

## COUR D'APPEL DE GRENOBLE.

*Une condition résolutoire expresse doit-elle être exécutée à la rigueur, si l'événement arrive, de telle sorte que les juges ne puissent en modifier l'efficacité, et, par exemple, accorder un délai au débiteur? (Rés. aff.)*

DUMAS, C. DURAND.

Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour de Grenoble, du 15 juin 1824. (Voy. les faits, la discussion et l'arrêt, tom. 1<sup>er</sup> de 1824, pag. 468.)

## COUR D'APPEL D'AMIENS.

*La demande en révocation d'un testament, pour ingratitude du légataire, résultante de services graves qui ont causé la mort du testateur, doit-elle être formée par les héritiers de ce dernier dans l'année du délit, à peine de déchéance? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 1046 et 957.*

LES HÉRITIERS DE LA DAME GAUTHIER; C. LE SIEUR GAUTHIER.

En 1815, la dame Gauthier fit un testament devant notaire,



par lequel elle légua à son mari l'usufruit de tous ses biens. En 1818, l'interdiction du sieur Gauthier fut provoquée pour cause de démence ; mais cette demande fut rejetée à défaut de preuves suffisantes. — En mars 1819, le sieur Gauthier se livra envers sa femme à des excès d'une telle violence, que celle-ci mourut peu de jours après. Alors l'interdiction du sieur Gauthier, ayant été demandée de nouveau, fut prononcée judiciairement.

Le 4 avril 1820, plus d'un an après les excès commis par Gauthier, les héritiers de sa femme ont réclamé la révocation pour cause d'ingratitude, du legs d'usufruit fait par cette dernière. Le tuteur du sieur Gauthier a opposé une fin de non-recevoir prise de ce que la demande en révocation n'avait pas été formée dans l'année du délit, conformément à l'art. 957 du Code civil.

Le 26 août 1820, jugement du tribunal de Château-Thierry qui accueille ce moyen par les motifs suivans : — « Attendu qu'aux termes de l'art. 955 du Code civil, les donations entre vifs sont révocables pour cause d'ingratitude ; — Que la seule exception portée à ce principe se trouve dans l'art. 959, pour le cas où il s'agit de donations en faveur de mariage ; — Que, suivant l'art. 1045, les dispositions testamentaires sont comprises dans la règle générale établie par l'art. 955, et révocables pour les deux premières causes d'ingratitude exprimées dans cet article ; — Que la loi qui a ouvert, dans un cas spécifié, en faveur du donateur et de ses héritiers, une action à fin d'annulation de ces actes pour cause d'ingratitude, a aussi déterminé un délai dans lequel on est tenu d'exercer cette action (art. 957) ; — Que le législateur, en renvoyant à l'art. 957 pour les causes qui pourraient donner lieu à la révocation des dispositions testamentaires, et ne fixant pas dans l'art. 1046, qui prononce ce renvoi, de délai particulier pour l'exercice de cette action, a suffisamment fait connaître l'intention où il était que cette révocation fût demandée dans le délai précisé par l'art. 957 ; — Qu'il est plus raisonnable de donner cette interprétation à la loi que d'admettre qu'un délai indéfini serait tacitement accordé aux héritiers du testateur pour intenter la demande en révocation ; — Qu'en effet, adopter cette der-



nière opinion serait en opposition avec l'esprit général du Code et l'esprit de la loi qui régit particulièrement la matière, en ce que le sort des propriétés resterait trop long-temps en suspens, et que, contre l'intérêt des familles et de la société, la cupidité des héritiers resterait aussi trop long-temps éveillée; — Qu'on ne peut se prévaloir, pour détraire ces véritables raisons de décider, de la considération qu'il serait contre la morale de laisser un assassin profiter de son crime, parce qu'il se serait écoulé une année sans poursuites; — Qu'en effet, cette considération, qui a dû nécessairement se présenter dans toute sa force à l'esprit du législateur, lors de la discussion de l'art. 957, ne lui a pas paru suffisante pour étendre au delà d'une année, à compter du délit, l'action révocatoire; — Qu'au surplus, en donnant à l'héritier la faculté de former sa demande en révocation après l'année du délit, ce serait le traiter plus favorablement que le donateur lui-même, qui n'a, pour l'exercice de cette action, que le délai d'un an; — Que, dans l'espèce, il n'y a point eu d'action intentée par la femme Gauthier, bien qu'elle eût survécu de plusieurs jours aux violences qui ont occasionné sa mort, et que la demande en révocation n'a point été formée par les héritiers dans l'année du délit; — Qu'ainsi, et par les motifs ci-dessus déduits, il s'élève une fin de non recevoir, qui anéantit, dans la personne des héritiers, tout droit d'action; — Le tribunal... déclare les héritiers de la femme Gauthier non recevables en leur demande et les condamne aux dépens.

Appel de la part des héritiers de la dame Gauthier. Dans leur intérêt on a dit : L'art. 957, qui fixe à un an le délai dans lequel le donateur devra demander la révocation de la donation pour cause d'ingratitude, ne peut être appliqué aux dispositions testamentaires, parce qu'en matière pénale, on ne peut raisonner par analogie d'un cas à un autre, quand il n'y a pas les mêmes raisons de décider dans les deux cas. Or les motifs qui ont fait limiter à un an le droit de demander la révocation de la donation ne se rencontrent pas quand il s'agit d'une disposition testamentaire. En effet, lorsque le donateur a laissé écouler plus d'une année sans exercer l'action révocatoire, il est censé avoir fait remise de la peine infligée au dé-

lit; mais la même présomption n'existe pas à l'égard de l'héritier, qui peut n'avoir pas eu connaissance du délit dans l'année du décès du testateur. D'ailleurs il arrive souvent que le testament est ignoré des héritiers: dans ce cas, le légataire qui se serait rendu coupable d'un fait d'ingratitude envers le testateur pourrait, pendant un an, garder le silence et ne demander la délivrance de son legs qu'après l'expiration du délai de l'action en révocation; et il s'ensuivrait que celui contre qui cette action serait ouverte aurait la faculté de la rendre illusoire. Si l'on ne peut admettre une pareille conséquence, il faut rejeter la doctrine des premiers juges. Le législateur a si bien prévu ces inconvéniens, qu'en appliquant, par l'art. 1046, aux dispositions testamentaires les causes de révocation des donations, il n'a point fixé de délai fatal dans lequel l'action devrait être exercée; il n'a point renvoyé pour ce délai à l'art. 957. Telle est du reste l'interprétation qui résulte de la discussion au conseil d'Etat sur l'art. 1046 du Code civil (voy. M. Maleville, sur les art. 1046 et 1047), et cette doctrine se trouve confirmée par la disposition de l'art. 1047. En effet, cet article, en imposant à l'héritier l'obligation d'exercer l'action en révocation des dispositions testamentaires, pour injure grave faite à la mémoire du testateur, dans l'année du délit, prouve assez qu'il n'est pas tenu d'intenter son action dans le même délai, pour les délits commis du vivant et sur la personne du testateur.

Du 16 juin 1821, ARRÊT de la Cour d'appel d'Amiens, M. de Mouchy président, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Bouillet, substitut du procureur-général, — Adoptant les motifs des premiers juges, Met l'appellation au néant, etc. »

### COUR DE CASSATION.

*Doit-il être sursis à l'homologation du concordat par cela seul qu'un créancier a porté contre le failli une plainte en banqueroute frauduleuse, si, d'ailleurs, il n'est pas justi-*

*fié que le Ministère public ait commencé une instruction ?*

( Rés. nég. ) Cod. d'instr. crim. , art. 3.

*Le créancier dont le titre n'a été ni vérifié , ni affirmé , est-il recevable à s'opposer à l'homologation du concordat , au moins pour cause d'irrégularité ?* ( Rés. nég. ) Cod. de comm. , art. 523.

**RICARD ET COMPAGNIE , C. DUCHESNE ET AUTRES.**

En octobre 1818 , le sieur *Duchesne de l'Arbre* , négociant à Rouen , fit faillite. — Ses créanciers furent avertis , dans la forme ordinaire , de présenter leurs titres à la vérification. — Le 8 avril 1819 , le failli passa un concordat avec ceux dont les créances étaient vérifiées et affirmées.

Le 10 du même mois , le sieur *Ricard* , qui se prétendait créancier du sieur *Duchesne* , mais qui n'avait pas fait vérifier son titre , forma opposition à l'homologation de ce concordat , par le motif que les formes prescrites par la loi n'avaient pas été observées.

Le failli , et le sieur *Lemasson* , syndic de la faillite , soutinrent 1° que cette opposition était non recevable , parce que la prétendue créance de l'opposant n'était pas vérifiée ; 2° et subsidiairement , qu'elle ne serait pas fondée , attendu que toutes les formalités nécessaires à la validité du concordat avaient été remplies.

Le tribunal de commerce de Rouen , auquel l'affaire fut soumise , considéra que , dans l'esprit des dispositions du Code de commerce sur les faillites , l'on ne doit regarder comme créanciers que ceux dont les titres sont vérifiés et affirmés ; que cette formalité étant indispensable pour acquérir le droit de concourir au concordat , de participer aux distributions de deniers , etc. , elle ne l'est pas moins pour pouvoir s'opposer à l'homologation du concordat , et qu'ainsi le sieur *Ricard* n'était pas compris dans la classe des créanciers auxquels l'article 523 du Code du commerce ouvre cette voie de l'opposition. En conséquence , jugement du 21 avril 1819 , qui accueille la fin de non recevoir proposée par les sieurs *Duchesne* et *Lemasson*.

Le sieur *Ricard* interjette appel de ce jugement , rend plainte

en banqueroute frauduleuse contre le failli, produit un certificat du procureur du roi, attestant qu'il va requérir une instruction sur cette plainte, et demande qu'il soit sursis au jugement de son appel, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la poursuite criminelle.

Arrêt de la Cour royale de Rouen, du 27 août 1819, qui rejette cette demande en sursis, et ordonne aux parties de plaider immédiatement au fond. Le motif de cet arrêt fut tiré de ce qu'il n'était pas justifié que le Ministère public eût commencé une instruction contre le sieur Duchesne.

Forcé de proposer de suite ses moyens d'appel, Ricard combat d'abord la fin de non recevoir adoptée par les premiers juges; et au fond, il invoque contre le concordat plusieurs moyens de nullité, tirés de prétendues irrégularités qui auraient été commises soit dans ce concordat lui-même, soit dans les opérations préalables.

Par un second arrêt du 5 novembre 1819, la Cour royale de Rouen confirme le jugement dont est appel.

Le sieur Ricard a demandé la cassation de ces deux arrêts, en se fondant sur deux moyens principaux.

Premier moyen. — Il consistait dans une prétendue violation de l'art. 3 du Code d'instruction criminelle, portant que « l'exercice de l'action civile est suspendu, tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile. » Au moment où le demandeur avait conclu à un sursis devant la Cour de Rouen, il existait une plainte en banqueroute frauduleuse contre le failli; une instruction était même commencée sur cette plainte, par un réquisitoire du procureur du roi qu'il produisait, mais pour la première fois seulement, devant la Cour de cassation: ainsi, la suspension de l'action civile était impérieusement ordonnée par la loi, et l'arrêt du 27 août 1819, qui avait passé outre, devait être cassé.

La réfutation de ce moyen était aussi simple que décisive. Si le réquisitoire constatant l'exercice de l'action criminelle avait été produit à l'appui de la demande en sursis, cette demande aurait dû être accueillie, ainsi que l'a décidé un arrêt de cassation, du 18 novembre 1812 (rapporté dans ce Journal).

off. 13, pag. 959); mais le sieur Ricard n'avait pas même légué l'existence de ce réquisitoire. Il s'était borné à présenter l'épreuve du dépôt de sa plainte. Or la plainte provoque l'action du Ministère public, mais elle ne commence pas l'instruction. C'est donc avec raison que la Cour de Rouen a rejeté le sursis réclamé par l'appelant. Déjà la Cour régulatrice a consacré cette doctrine par un arrêt du 10 avril 1810. (Voy. tom. 21, pag. 344.)

Second moyen. — Il était dirigé contre l'arrêt du 5 novembre 1819, que le demandeur accusait de contravention aux art. 513, 515 et 523 du Code de commerce. Il est vrai, disait le sieur Ricard, que les art. 513 et 515 n'admettent aux répartitions de deniers et aux assemblées que les créanciers dont les titres sont vérifiés et affirmés. Mais l'art. 523, qui reconnaît le droit qu'ont les créanciers du failli de s'opposer au concordat, ne contient aucune distinction ni limitation. Il résulte de ce rapprochement que, dans le système de la loi, cette faculté d'opposition appartient à tout créancier. Elle est pour les créanciers le seul moyen d'échapper à la perte d'une partie plus ou moins importante de leurs créances. Ne serait-il pas injuste de la leur refuser, dans un cas quelconque, et, pour qu'il en fût ainsi, ne faudrait-il pas au moins qu'on pût invoquer une disposition bien formelle? Les art. 513 et 515 infligent deux peines aux créanciers qui n'ont pas subi l'épreuve de la vérification. Il n'est pas permis d'en introduire une troisième, que la loi n'a pas prononcée, et qu'elle repousse, au contraire, par son texte et par son esprit. Si la disposition finale de l'art. 513 autorise les créanciers défailhans à s'opposer aux distributions qui restent à faire, n'y a-t-il pas même raison de leur ouvrir la voie de l'opposition au concordat? Comment des circonstances de force majeure peuvent-elles empêcher un créancier de produire ses titres? Faudra-t-il qu'il soit condamné à voir périr sa créance, par l'effet d'un concordat irrégulier, auquel il n'a pas concouru? Enfin, plusieurs autorités estimables, notamment MM. Locré (1) et Pardessus (2),

---

(1) *Esprit du Code de commerce*.

(2) *Elémens du droit commercial*, tom. 3, pag. 372.

pensent que le droit de s'opposer à l'homologation du concordat appartient même aux créanciers qui l'ont signé. A plus forte raison doit-il être accordé à tous les créanciers qui n'ont pas pris part à la délibération, et qui n'ont eu aucun moyen d'influer sur son résultat.

Pour justifier l'arrêt attaqué, les défendeurs se sont fondés sur la combinaison de l'art. 523 du Code de commerce avec plusieurs dispositions précédentes, et particulièrement celles des art. 504, 510, 512, 513, 514, 515, 519 et 522. Il résulte de ces articles que les créanciers reconnus sont les seuls qui puissent assister à la vérification des autres créances; que le procès verbal constatant la non-comparution d'un créancier le constitue en demeure; que ce défaut de comparution ne retarde pas la nomination des syndics définitifs, et enfin que, pour être admis à l'assemblée qui a pour objet de tenter un concordat, et y délibérer, il faut avoir fait vérifier sa créance. N'est-il pas évident que l'esprit général de la législation des faillites est de ne considérer comme créanciers que ceux dont les créances sont vérifiées et affirmées, et de n'accorder aucun droit ni aucune influence sur les opérations aux créanciers qui n'ont pas rempli cette formalité? Le concordat n'appartient qu'aux créanciers qui ont concouru à la délibération, ou qui avaient le droit d'y concourir. Eux seuls peuvent le critiquer, soit dans tous les cas, soit au moins dans celui où ils ne l'ont pas souscrit. N'y aurait-il pas une contradiction choquante à admettre qu'un homme qui n'avait pas qualité pour s'opposer au traité, au moment où il a été formé, pût venir paralyser son effet par une opposition postérieure? Telle est l'opinion formellement émise par M. Pardessus lui-même, dont le demandeur a invoqué l'autorité.

Du 19 juin 1821, ARRÊT de la section civile, M. Bresson président, M. Cassaigne rapporteur, MM. Duprat et Loiseau avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Cahier, avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en la chambre du conseil; — Attendu que rien ne justifie qu'avant ni lors de l'arrêt du 27 août 1819, on ait produit devant les juges qui l'ont rendu la preuve que le procureur du roi avait



de l'action publique sur la plainte qui lui avait été remise, justifie suffisamment cet arrêt ; — Et attendu, en ce qui concerne l'arrêt du 5 novembre suivant, que l'art. 523 du Code de Commerce n'ouvre l'opposition au concordat qu'aux créanciers et que de sa combinaison avec les art. 504, 510, 512, 513, 519 et 522, il résulte que les créanciers dont il parle sont seulement ceux qui, ayant vérifié et affirmé leurs créances, ont été reconnus, ce qui suffit également pour justifier l'arrêt, et dispense d'examiner les autres moyens (1); — Rejet, etc. »

### COUR DE CASSATION.

*que les aliénations que le défunt avait faites ont été an-  
nées comme renfermant des donations déguisées, les  
biens qui en étaient l'objet doivent-ils être comptés pour  
l'exercice de la portion disponible, de la même manière  
qu'ils s'étaient trouvés en nature à l'époque du décès ?*  
(Rés. aff.) Cod. civ., art. 922.

*que, dans le contrat d'acquisition d'un immeuble, le  
mari a déclaré qu'une partie du prix provenait des deniers  
propres de sa femme, à laquelle cette acquisition devait,  
jusqu'à due concurrence, servir de emploi, et que la  
femme, présente à l'acte, a déclaré accepter le emploi,  
les héritiers du mari peuvent-ils se prétendre seuls proprié-  
taires de l'immeuble, sur le prétexte que l'acte, dans son  
énonciation, énonce que le mari acquiert pour lui, ses  
héritiers ET AYANS CAUSE ?* (Rés. nég.) Cod. civ., art.  
155.

THOUROUDE-D'APTOT, C. DE GURRY.

*Madame de Thouroude-d'Apptot avait reçu en dot, de son  
père, une rente constituée. Son mari toucha du sieur Du-  
rois, pour le remboursement de cette rente, la somme de  
128 fr. en assignats. — Dans la quittance notariée du 8  
juin 1793, on lit : « Le sieur de Thouroude s'est obligé et*

(1) Voy. un arrêt dans le même sens, en date du 17 janvier 1812, tom.  
I, pag. 66.

la dame son épouse a consenti à ce que cette somme fût, avec le délai de six mois, employée en acquisition d'héritages, maisons situées à Rouen ou ailleurs, dans les départements de l'Eure et de la Seine-Inférieure, avec toutes déclarations nécessaires de la part du sieur de Thouroude, et acceptation de la part de son épouse, pour opérer bon et valable remplissement de ladite somme. »

En exécution de cette clause, le sieur de Thouroude-d'Aptot fit l'acquisition, le 12 du même mois, d'une maison située à Rouen, moyennant la somme de 90,000 liv., sur laquelle il paya au vendeur 60,000 liv. en assignats. L'acte énonce que le sieur de Thouroude-d'Aptot acquiert pour lui, ses héritiers ayans cause ; mais il est dit plus bas que « ladite somme de 60,000 liv. par lui payée fait partie de plus forte somme qu'il a reçue conjointement avec la dame son épouse, pour le remboursement du capital de sa légitime paternelle, à eux payée par le sieur Dumaine, suivant quittance passée devant Rabasse notaire, le 8 de ce mois, au désir de laquelle quittance est faite cette déclaration, afin que la maison ci-dessus acquise serve de remplacement spécial, jusqu'à due concurrence, en faveur de la dame d'Aptot, etc. ; et a été ce remplacement agréé et accepté par la dame d'Aptot, à ce présente, autorisée à cet effet par son mari. »

Par un autre acte du 5 prairial an 12, le sieur de Thouroude-d'Aptot fit donation à la dame son épouse, qui déclara l'accepter, d'un quart en propriété et d'un quart en usufruit de tous les biens meubles et immeubles qui lui appartenaient. L'acte spécialise les biens sur lesquels portera la donation. Enfin, le même jour, « pour remplir la dame son épouse de partie des deniers de la dot qu'il a reçue, montant à 40,000 fr., il cède et abandonne à cette dernière, ce acceptant, la ferme de la Haule... »

Décès du sieur de Thouroude d'Aptot, le 6 janvier 1812, laissant pour héritière la dame de Guiry sa fille.

La dame veuve d'Aptot a demandé l'exécution des actes qui viennent d'être énoncés.

Les sieur et dame de Guiry ont prétendu 1° que la donation était nulle, et en tout cas réductible, parce que les immeubles

gnés par le donateur excédaient le quart en propriété et le quart en usufruit ; 2° que la cession de la ferme de la Haule n'était qu'une donation déguisée , faite en fraude de l'héritière légitime.

Jugement du tribunal de première instance de Pont-Audemer, du 18 avril 1814, qui décide 1° que la donation est valable, et qu'il y a lieu d'ordonner l'estimation des biens, pour savoir s'ils excèdent la portion disponible ; 2° que la cession de la ferme de la Haule, faite le même jour à la dame d'Aptot, sous le texte de la remplir de partie de sa dot , est une donation déguisée sous couleur de dation en paiement , pour frauder les héritiers *ab intestat*. En conséquence , le tribunal ordonne, d'une part , l'exécution provisoire de la donation et l'estimation de tous les biens meubles et immeubles dépendans de la cession du sieur d'Aptot , pour juger si elle est réductible ; d'autre part , il annule, comme frauduleux et renfermant une donation déguisée, l'acte de cession de la ferme de la Haule. Sur l'appel interjeté par les deux parties , arrêts des 12 décembre 1814 et 7 février 1816 , qui confirment.

Les parties étant revenues devant le tribunal de première instance , pour vérifier si la donation était ou non réductible, s'est élevé deux questions :

1° Dans la masse des biens composant la succession du sieur d'Aptot , et dont l'estimation devait être faite pour savoir si la donation était réductible, devait-on comprendre la ferme de la Haule, quoique le défunt l'eût aliénée de son vivant, par un acte qui a été déclaré frauduleux ?

2° La maison de Rouen , acquise par le sieur d'Aptot, le 12 novembre an 3, avec déclaration d'emploi au profit de sa femme, jusqu'à concurrence des deux tiers , devait-elle en effet appartenir à la veuve , dans cette proportion , quoiqu'il eût été dit dans l'acte que le sieur d'Aptot acquerrait *pour lui, ses héritiers et ayans cause* ? et en conséquence cette maison ne devait-elle être portée que pour un tiers dans la masse des biens dans laquelle devait être fait le calcul de la portion disponible ?

L'affirmative de ces deux questions fut décidée par jugement du tribunal de Pont-Audemer, du 19 mai 1818.

Mais , sur l'appel , arrêt de la Cour royale de Rouen , du 19

janvier 1819, qui infirme sur les deux points, — « Attendu que la question relative à la terre de la Haule n'a pas été soumise aux juges qui ont rendu le jugement du 18 avril, et qu'elle est restée entière ; que, dans la donation du 5 prairial an 12, il n'a point été dans la pensée du sieur d'Aptot de faire entrer la terre de la Haule dans la masse des biens sur lesquels cette donation devait s'étendre, puisque, dans l'acte de cession du même jour, il transmettait cette terre à la dame son épouse pour lui tenir lieu d'une partie de sa dot ; que, si l'on se reporte au temps du décès du sieur d'Aptot, la terre de la Haule ne se trouvait pas dans sa succession, puisque l'acte de cession du 5 prairial an 12 subsistait encore, ce décès donnant seulement ouverture à une action en annulation de ce contrat, comme renfermant un avantage indirect ; — Attendu que cette action appartenait exclusivement aux sieur et dame de Guiry, qui l'ont intentée, et qu'étant parvenus à faire déclarer l'acte de cession frauduleux et nul, la veuve d'Aptot ne peut pas profiter de la fraude par elle commise, ni s'enrichir de l'annulation du contrat qui en a été la suite, le bénéfice intégral de l'action devant revenir à ceux-là seuls pour qui cette action était exclusivement ouverte ; — Attendu qu'il est incontestable que, par le contrat du 12 nivôse an 3, le sieur d'Aptot a déclaré qu'il payait le prix de la maison acquise des deniers de la dot de la dame son épouse, jusqu'à concurrence de 60,000 fr. assignats par lui reçus à ce titre ; qu'aux termes de la stipulation portée en la quittance délivrée au sieur Dumais, il faisait le remplacement de ses deniers dotaux sur cette maison, et que la dame d'Aptot a accepté ce remplacement ; que cela ne suffisait pas pour en faire un immeuble dotal ; qu'il eût fallu, en outre, que l'acquisition en eût été faite pour le mari, au nom de la dame d'Aptot, ou du moins que le mari, l'ayant faite en son nom personnel, en eût ensuite transmis la propriété à son épouse, ce qui n'a point été fait, puisqu'au contraire le sieur d'Aptot a déclaré *acquérir la maison en son nom propre, pour lui, ses héritiers et ayans cause* ; qu'il résulte de là que le remplacement donné à la dame veuve d'Aptot et accepté par elle dans le contrat d'acquisition du 12 nivôse

avant que comme assignation spéciale et privilégiée d'un bailleur de fonds. »

La dame veuve d'Aptot a déféré cet arrêt à la censure de la Cour régulatrice. — Elle a prétendu d'abord que la Cour royale de Rouen était contrevenue aux art. 922 et 1094 du Code civil, en décidant que la ferme de la Haule ne ferait point partie de la masse des biens sur lesquels devait se prendre l'attribution faite par le défunt. — En effet, la quotité disponible, aux termes de l'art. 922, se détermine en formant une masse de tous les biens existans au décès du donateur, en y réunissant fictivement ceux dont il a disposé. Or la ferme de la Haule devait-elle, ou non, être considérée comme faisant partie des biens du testateur au moment de son décès? C'est à ce point que se réduit la question, et l'affirmative ne présente aucun doute. L'aliénation qui avait été faite de la ferme de la Haule étant annulée, il est bien certain que cette ferme est rentrée dans le domaine du testateur; qu'elle s'est trouvée faire partie de ses biens à l'époque de son décès. Dès lors, il y avait nécessité de la comprendre dans la masse dont l'estimation était ordonnée.

Et vainement la Cour d'appel a-t-elle dit que la terre de la Haule *ne se trouvait pas dans la succession du sieur d'Aptot*. Le motif sur lequel elle se fonde, savoir, que, lors du décès, l'acte de cession du 5 prairial an 12 subsistant encore, ce décès donnait seulement aux héritiers une action pour le faire annuler, laquelle leur appartenait exclusivement....., ce motif n'est pas moins étrange que la proposition. En effet, n'est-il pas indifférent qu'au lieu de l'immeuble lui-même, il y eût seulement dans la succession une action en annulation de la vente qui en avait été consentie? N'est-il pas de principe que l'action représente ce qui en est l'objet? *Id apud se quis habere videtur de quo habet actionem.* (L. 143, ff., de verb. sig.)

La Cour de Rouen a pensé que la demanderesse ne pouvait pas profiter de la fraude par elle commise dans l'acte de cession de la ferme; ni s'enrichir de l'annulation de cet acte. — Mais est-il vrai de dire que la dame d'Aptot cherche à profiter de la fraude qu'on lui impute, lorsqu'elle ne fait que demander ce qui est la conséquence de cette annulation, ce qui aurait in-

contestablement eu lieu, si le contrat n'eût jamais existé.

Le second moyen de cassation consistait à prétendre que la Cour de Rouen avait violé l'art. 1435 du Code civil, lequel ne fait que confirmer les anciens principes, en décidant qu'il n'y avait pas eu un remploi valablement opéré au profit de la dame d'Aptot, par l'acte d'acquisition du 12 nivôse an 3. — La demanderesse n'a pas eu beaucoup d'efforts à faire pour démontrer que la clause de cet acte, par laquelle il était dit que le sieur d'Aptot était acquéreur *pour lui, ses héritiers et ayans cause*, ne pouvait atténuer l'effet du remploi stipulé plus haut au profit de la femme. Cette clause était purement de style, et pouvait être l'effet de la routine. D'ailleurs, dans l'espèce, le remploi n'ayant lieu que jusqu'à une certaine concurrence, et le mari restant acquéreur pour son compte d'un tiers de la maison, il avait été vrai de dire qu'il acquérait *pour lui, ses héritiers et ayans cause*.

Les sieur et dame de Guiry, défendeurs à la cassation, ont reproduit les motifs qui avaient servi de base à l'arrêt.

Du 20 juin 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brissot président, M. Cassaigne rapporteur, MM. Nicod et Guichard avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Cahier, avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en la chambre du conseil ; — Vu les art. 922, 1094 et 1435 du Code civil ; — Attendu 1° que, suivant l'art. 922 du Code civil, pour déterminer la réduction, on doit faire entrer dans la masse tous les biens du donateur et y réunir fictivement ceux dont il avait disposé par des donations entre vifs, et d'après l'art. 1094, la donation entre époux ne peut être réduite qu'au cas où elle excède la quotité prescrite par ce même article ; que, d'après ces principes, on ne peut exclure de la masse des biens du sieur d'Aptot la ferme de la Haule, sous prétexte qu'il l'avait aliénée, puisque l'aliénation a été annulée comme contenant une donation déguisée, et que, par l'effet de cette annulation, la ferme est rentrée dans cette masse où elle était restée de droit, et d'où elle est censée n'être jamais sortie ; que l'on peut encore moins l'en excepter, sous



Le texte qu'en faisant la donation par l'acte du 5 prairial an 12, le sieur d'Aptot déclara user de la faculté à lui accordée par l'art. 1094, et ne porta point sa pensée sur cette ferme, parce qu'il l'avait donnée ou qu'il était au moment de la donner à sa femme, puisqu'il ne pouvait ignorer que la propriété en était dans ses mains, ou devait nécessairement y rentrer, si elle ne restait point dans celles de son épouse; que d'ailleurs il est reconnu, par l'arrêt attaqué, que, par cet acte, il fit à sa femme donation entre vifs et irrévocable des biens qu'il transmit spécialement en propriété, et de l'usufruit de ceux qu'il lui abandonna à ce titre, pour par elle faire et disposer dès ce jour, en toute propriété, de ceux à elle donnés, et pour les autres à compter du décès du donateur; qu'il résulte de là que la donation fut pure et simple, entre vifs et irrévocable, de corps certains et déterminés, et qu'il ne peut y être porté atteinte qu'autant que par le résultat de la vérification à faire, conformément à l'art. 922, elle se trouverait excéder la quotité prescrite par l'art. 1094; qu'ainsi, en ce que la ferme ne doit pas entrer dans la liquidation, l'arrêt viole formellement les art. 922 et 1094; — Attendu 2<sup>o</sup>, d'après l'art. 1435 du même Code, conforme en ce point aux principes qui régissaient la Normandie, le remploi de la femme et la propriété de la chose acquise appartient de droit à la femme, par la déclaration du mari que l'acquisition est faite des deniers propres de la femme pour lui servir de remploi, si elle a accepté le remplacement; que, dans l'espèce, il est reconnu, en fait, par l'arrêt dénoncé, que, par quittance du 8 nivôse an 3, le sieur d'Aptot, en recevant du sieur Dumaine la somme de 66,178 liv. 7 sous, dotale de son épouse, sous le consentement de celle-ci, d'employer cette somme, dans six mois, en acquisitions d'héritages ou maisons, et toutes déclarations nécessaires, pour tenir lieu de remploi, et qu'en conséquence il acquit, par acte du 12 du même mois, la maison dont il s'agit, pour la somme de 90,000 liv., à compte de laquelle il déclara payer comptant celle de 20,000 liv., provenante du remboursement à lui fait par le sieur Dumaine par ladite quittance, au désir de laquelle il fit cette déclaration, afin que la maison acquise servît de

remplacement spécial, jusqu'à due concurrence, à sadite épouse qui accepta le emploi ; qu'il suit de là qu'il y eût déclaration du mari que l'acquisition était faite des deniers de la femme pour lui servir du emploi convenu, qui devait être fait en maisons, et qu'elle accepta le remplacement ; que, par conséquent, au moyen du emploi, la maison acquise de son droit la propriété de la femme jusqu'à due concurrence ; qu'il importe peu qu'avant de faire le emploi, le mari eût déclaré qu'il acquerrait pour lui, ses héritiers et ayans cause, ou qu'il modifia cette énonciation, et transmit en effet, dans les termes indiqués par la loi, la propriété à sa femme, par la déclaration qu'il fit que l'acquisition était faite pour servir du emploi ; qu'il en résulte seulement qu'il acquit pour fournir à son épouse le remplacement convenu, et le surplus pour lui et ses représentans, ce qui ne pourrait s'entendre autrement sans violer la convention expresse des parties et la loi qui assure les effets ; que, par une suite, en jugeant que la dame d'Aptot n'a aucune part à la propriété de la maison dont il s'agit, et qu'elle n'y a qu'un privilège de bailleur de fonds, l'arrêt viole aussi l'art. 1435 précité ; — CASSE. »

### COUR D'APPEL DE RIOM.

*Une femme mariée sous le régime dotal peut-elle, quand elle n'est pas séparée de biens, mais avec l'autorisation de la justice, attaquer de nullité la vente consentie par son mari à son mari, en fraude d'une institution contractuelle à elle faite, alors surtout que la femme se propose de demander la distraction de l'immeuble vendu, contre les créanciers qui ont fait saisir les biens de son mari ? ( Rés. aff. )*

*L'autorisation judiciaire accordée à la femme pour former son action en nullité lui donne-t-elle, par suite, le droit de demander la distraction de l'immeuble compris dans la saisie ? ( Rés. aff. )*

*Les créanciers peuvent-ils prendre la voie de la tierce opposition contre un jugement rendu avec leur débiteur, lorsqu'ils prétendent que ce jugement est la suite d'une collusion frauduleuse ? ( Rés. aff. )*

LACOUR, C. JACOB.

Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour d'appel de Riom, du 20 juin 1821. (Voy. le tom. 1<sup>er</sup> de 1823, pag. 291.)

## COUR D'APPEL DE POITIERS.

*La voie de la folle enchère est-elle ouverte contre l'adjudicataire sur expropriation forcée, non seulement lorsqu'il ne satisfait pas aux conditions de l'enchère, mais encore dans le cas d'INEXÉCUTION DES CLAUSES DE L'ADJUDICATION; et dans ce cas, tout créancier colloqué peut-il, en vertu de son bordereau de collocation, le poursuivre par cette voie?* (Rés. aff.) Cod. de procéd., art. 737.

DE GRAILLY, C. LANGE-COMNÈNE.

Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour d'appel de Poitiers, du 30 juin 1821. (Voy. les faits de la cause, la discussion et l'arrêt, tom. 3 de 1824, pag. 274.)

## COUR D'APPEL DE NISMES.

*La femme mariée sous le régime dotal peut-elle, si elle a fait prononcer sa séparation de biens en justice, aliéner sa dot MOBILIÈRE?* (Rés. nég.) Cod. civ., art. 1554 et 1449.

MARIE BASSAYET, C. AUQUIER.

Dans le fait, Marie Bassayet s'est mariée, sous le régime dotal, avec Jean-Jacques-Gabriel Laurens; et par le contrat qui règle leurs conventions matrimoniales, et qui a été passé le 3 juillet 1813, la future s'est constitué une dot de 20,000 fr.

Marie Bassayet a fait prononcer sa séparation de biens par jugement du 30 novembre 1814. Par acte du 30 septembre 1817, elle a cédé et transporté, *comme femme libre et séparée de biens*, à Jean-Louis Auquier, la somme de 3,000 fr. à prendre sur les sommes qui lui étaient dues en vertu de son contrat de mariage.

Cet acquéreur réclama le paiement de la somme cédée. Marie Bassayet prétendit que le transport était nul, n'ayant pas eu capacité pour aliéner sa dot, même mobilière.

Le tribunal de première instance de Nismes, où la cause fut portée, jugea que la cession était valable. — « Attendu qu'au-

cune disposition du Code civil n'inhibait au mari le droit de recevoir, et, par suite, d'aliéner la dot mobilière constituée à sa femme ; que cet empêchement ne portait que sur la dot immobilière, ainsi que cela résultait de l'art. 1554 ; que le jugement de séparation avait l'effet de transférer à la femme les droits compétens au mari avant la séparation ; qu'au surplus l'acte de cession consentie par la femme Laurens à Anquier ne présentait qu'un acte d'administration, puisqu'elle avait reçu d'un côté ce qu'elle cédait de l'autre, et que la sincérité de la cession n'était pas suspectée, etc. »

. Appel de la part de Marie Bassayet. — Elle s'est attachée à relever les erreurs de principe dans lesquelles les premiers juges étaient tombés. Elle a soutenu que la séparation de biens n'apportait aucun changement, aucune modification à l'incapacité dont était frappée la femme mariée sous le régime dotal ; que cette incapacité s'étendait à la dot mobilière comme à la dot immobilière, et qu'aucune disposition de la loi n'autorisait à la restreindre aux immeubles seulement ; qu'elle ne pouvait en consentir l'aliénation ni directement ni indirectement, en souscrivant des obligations exécutoires sur ses deniers dotaux, etc.

De son côté le sieur Anquier a cherché à établir que la prohibition d'aliéner n'avait pour objet que les immeubles dotaux ; que la faculté de disposer de la dot mobilière résultait de l'article 1449 du Code civil, qui, bien que placé au titre de la Communauté, était, selon lui, rendu commun à la femme mariée sous le régime dotal par l'art. 1563 du même Code.

Du 21 juin 1821, ARRÊT de la Cour royale de Nîmes, M. Thourel président, MM. *Espérandieu* et *Mounier-Taillade* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Enjalbal*, avocat-général ; — Attendu que, Marie Bassayet s'étant mariée sous le régime dotal, toutes les sommes à elle données dans son contrat de fiançailles furent dotales, aux termes de l'art. 1541 du Code ; — Attendu que le législateur romain et la jurisprudence française avaient érigé en principe que la dot mobilière ou immobilière était inaliénable pendant le mariage, parce que, étant destinée au support de ses charges et à l'entretien de la fa-

nille, il était de l'essence même du régime dotal qu'elle ne pût être détournée d'une telle destination; — Attendu que toutes les discussions auxquelles donna lieu le chapitre 3 du titre relatif au *Contrat de mariage* annoncent, dans les auteurs du Code civil, l'intention bien positive de maintenir le régime dotal tel qu'il existait dans les pays de droit écrit, sauf les modifications qu'ils y exprimèrent formellement; — Attendu que, loin de déroger à la prohibition d'aliéner la dot, ils en firent au contraire, dans l'art. 1554, l'objet d'une disposition nouvelle; et que, s'ils ne parlèrent dans cet article que des immeubles dotaux, on voit, par sa corrélation avec l'art. 1551, qu'ils imitèrent en cela les lois romaines, qui ne défendaient non plus que l'aliénation du fonds dotal; mais qu'en induire l'exception de la dot mobilière, ce serait ajouter une autre exception à celles que le législateur a établies dans les art. 1555 et suivans, et lui attribuer cette grave inconséquence d'avoir dépourvu une espèce de dot de tous les avantages attachés au régime dotal, alors même qu'il aurait exposé la femme mariée sous ce régime à toutes les gênes et à tous les inconvéniens qui en étaient la suite; — Attendu que la séparation de biens ne dissout pas les liens du mariage; qu'elle ne peut donc altérer ni modifier un ordre de choses qui doit subsister pendant toute la durée du mariage; — Attendu qu'argumenter du renvoi fait par l'art. 1563, dépendant du régime dotal, lorsque, la dot étant mise en péril, il y a lieu à la séparation de biens, aux art. 1443 et suivans, au nombre desquels se trouvent les art. 1444 et 1449 pour en tirer une conséquence éversive du principe de l'inaliénabilité, c'est vouloir assujettir aux mêmes règles le régime dotal et le régime de la communauté, car un tel système ne tendrait pas moins qu'à rendre aliénables même les immeubles dotaux, ce qui le rend inadmissible; — Attendu que la séparation rend à la femme l'administration, et non la disponibilité de sa dot; que, si la femme séparée de biens est autorisée par l'article 1449 à aliéner son mobilier, et même ses immeubles, avec l'autorisation de son époux ou de la justice, c'est parce que, tout ce qui appartenait à la femme étant aliénable sous le régime de la communauté, sa dissolution ne devait opérer aucun changement dans les pactes pri-

mitivement formés ; tandis que, si la femme, réduite, sous le régime dotal, à l'impuissance de dissiper sa dot ; en quelque qu'elle consistât, pouvait, par l'effet d'une séparation, acquérir le pouvoir de perdre sa dot mobilière, la condition substantielle d'un contrat où tout est stipulé dans l'intérêt d'une nouvelle famille se trouverait enfreinte ; il en résulterait même l'inégalité la plus choquante dans le sort des femmes, suivant la nature des dots qui leur auraient été constituées ; et le régime dotal, dont le but essentiel est de les conserver, deviendrait, dans le plus grand nombre des cas, absolument illusoire et nul ; — Attendu que l'objection tirée de l'art. 1561 n'est pas mieux fondée, l'aliénabilité du fonds dotal n'étant pas une conséquence nécessaire de sa prescriptibilité après une séparation intervenue, parce que les motifs qui ont fait donner ouverture au cours de la prescription ne sauraient justifier l'aliénation de la dot : — D'où il résulte que la cession consentie par l'appelante, le 30 septembre 1817, en faveur du sieur Auquier, est *radicalement nulle*, et n'a pu servir de fondement aux exécutions auxquelles celui-ci s'est livré ; — A Mis et Mis l'appellation et ce dont est appel au néant ; et, par nouveau jugement, déclare nulle et de nul effet ladite cession, et par suite les exécutions, etc. »

*Nota.* Un arrêt de la Cour de Montpellier, en date du 20 juin 1819, a jugé la question dans le même sens, et le note qui est à la suite établit que la jurisprudence est constante à cet égard. (Voy. tom. 21, pag. 414.) Ainsi l'arrêt contraire rendu par la Cour de Nîmes, le 23 avril 1812, et rapporté tom. 13, pag. 391, ne doit pas faire autorité, cette Cour ayant elle-même rétracté sa première jurisprudence par son arrêt du 21 juin 1821.

### COUR D'APPEL DE RIOM.

*L'adjudicataire contre lequel il a été délivré un bordereau de collocation peut-il être contraint sur ses biens personnels, sans qu'il soit besoin de recourir à la vente de la folle enchère ? (Rés. aff.)*



ROLLAND, G. MOULIN.

Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour d'appel de Riom, du 23  
1821. Voy. le tom. 1<sup>er</sup> de 1823, pag. 180.

## COUR DE CASSATION.

*En matière d'inscriptions, lorsque le débiteur ou le vendeur porte un nom commun à plusieurs familles, le conservateur doit-il délivrer à l'acquéreur qui fait transcrire les inscriptions existantes dans son bureau sur tous les individus portant ce même nom, quoique leurs prénoms soient différens de ceux donnés au débiteur dans l'acte de vente?*  
(Rés. nég.)

*Dans ce cas, le conservateur est-il responsable, à l'égard d'un créancier qui a mal énoncé dans son inscription les prénoms de son débiteur, du défaut de mention de cette inscription dans son certificat délivré à l'acquéreur?* (Rés. nég.) Cod. civ., art. 2197.

LE SIEUR PETIT, C. LE SIEUR DEPRÉSEAU.

Le 13 juillet 1816, le sieur *Depréseau*, propriétaire, obtient contre *Louis Dubois*, son fermier, un jugement qui prononce la résiliation du bail à ferme d'un moulin situé à Floyon, nommé le *Grand-Moulin*, et qui condamne le fermier à lui payer certaines sommes. En vertu de ce jugement, le sieur *Depréseau* prend, le 22 du même mois, une inscription au bureau des hypothèques d'Avesnes, sur tous les biens que possédait son débiteur, désigné dans le bordereau sous le nom de *Louis Dubois, meunier à Floyon*, arrondissement dudit bureau; il ne désigne pas les biens sur lesquels l'inscription était requise: cette désignation n'était pas nécessaire, aux termes de l'art. 2148, n° 5, du Code civil.

Le 14 décembre de la même année 1816, *Louis-Joseph Dubois* et *Marie-Joseph Gilles* sa femme, propriétaires, demeurans à Floyon, vendent à *Joseph Fourdriguier* deux pièces de terre pour la somme de 500 fr.

Le 19 du même mois, l'acquéreur fait transcrire son contrat;

on demandait un certificat au conservateur, mais celles existantes sur Louis-Joseph Dubois, et Marie-Joseph Gilles *sa femme, propriétaires, demeurans à Floyon*; et il n'a fait que certifier la vérité en déclarant qu'il n'existait aucune inscription sur eux : il n'est donc pas vrai de dire qu'il a fait une omission, dont l'art. 2197 déclare le conservateur responsable.

Les arrêts de la Cour de cassation que les juges d'Avesnes ont cités dans les motifs de leur jugement sont sans aucune application à l'espèce : ces arrêts n'ont pas été rendus entre des conservateurs et des parties qui leur reprochassent des omissions dans leurs certificats, mais l'un entre deux créanciers dont le dernier inscrit voulait faire rejeter l'inscription de celui qui le précédait, et l'autre entre un acquéreur et un créancier surenchérisseur, dont celui-là contestait l'habilité surenchérir. Dans ces deux affaires, on demandait la nullité des inscriptions, sur le prétexte que les prénoms des créanciers inscrits étaient mal énoncés. Il a été jugé que, les créanciers étant certains, et aucun préjudice n'ayant pu résulter de l'erreur commise dans les prénoms, les inscriptions étaient valables. On voit qu'il n'y a aucune analogie entre ces deux espèces et celle qui nous occupe. (Voy. tom. 11, pag. 137.)

Ce qui est dit dans les motifs du jugement dénoncé, qu'il suffisait au sieur Depréseau d'indiquer un seul des prénoms de son débiteur, est contraire à la disposition de l'art. 2148 du Code civil, qui exige que la désignation individuelle et spéciale du débiteur soit tellement précise que, dans tous les cas, le conservateur puisse reconnaître l'individu grevé d'hypothèque. Cette désignation individuelle et spéciale n'avait pas été faite par le sieur Depréseau, puisqu'il est constant, par un certificat délivré par le maire de Floyon, et non dénié, que dans la commune de Floyon il existait cinq individus portant le nom de Dubois, et dont plusieurs étaient meuniers. Un seul prénom était donc évidemment insuffisant pour mettre le conservateur dans le cas de ne pas confondre le sieur Louis Dubois, sur lequel le sieur Depréseau avait requis une inscription le 22 juillet 1876, avec les individus du même nom demeurans dans le ressort du bureau d'Avesnes.

Le défendeur a combattu ces moyens, en développant les

nifs du jugement dénoncé ; mais ses efforts ont été inutiles.  
 Le 25 juin 1821, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson*  
 président, M. *Gandon* rapporteur, MM. *Kildé* et *Leroi de*  
*usvillette* avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Jourde*, avocat  
 général ; — Après qu'il en a été délibéré en la chambre du  
 conseil ; — Vu les art. 2148 et 2197 du Code civil ; — Consi-  
 dérant que la loi a également pourvu par les articles cités et  
 la conservation des droits du créancier, en chargeant le  
 conservateur des hypothèques d'une responsabilité entière, en  
 de faute de sa part, et à la sûreté du conservateur, en im-  
 posant au créancier l'obligation d'énoncer en son bordereau  
 une désignation individuelle et spéciale de son débiteur, telle  
 que le conservateur puisse reconnaître et distinguer, dans tous  
 cas, l'individu grevé d'inscription ; — Considérant qu'il est  
 commun, tels que celui *Dubois*, qui sont communs à plu-  
 sieurs familles ; que, quand le débiteur porte un de ces noms  
 communs à plusieurs familles, le créancier est plus étroite-  
 ment tenu d'y ajouter une désignation individuelle et spéciale ;  
 que cette obligation s'accroît encore lorsque, comme dans l'es-  
 pece, le créancier, ayant une hypothèque judiciaire, peut se  
 dispenser et se dispense de spécifier les héritages qu'il entend  
 grever de son hypothèque ; — Considérant qu'il serait con-  
 traire tant à l'intérêt de l'acquéreur qu'à celui des créanciers  
 vendeur que le conservateur délivrât à chaque acquéreur  
 un individu qui porterait le nom *Dubois* les inscriptions  
 inscrites dans son bureau sur tous les nommés *Dubois*, car  
 faudrait ensuite faire prononcer le rejet de toutes celles  
 étrangères au vendeur, ce qui exigerait beaucoup de soins et  
 de frais, et retarderait le paiement des créanciers véritables ;  
 Considérant qu'il a été maintenu, par le demandeur, con-  
 formément à un certificat du maire de *Floyon*, produit par  
 lui, et qu'il n'a pas été contesté, que depuis dix ans ( temps  
 la durée des inscriptions ) il a existé et il existe dans la  
 commune de *Floyon* cinq particuliers nommés *Dubois*, savoir,  
*Antoine-Louis Dubois*, *Louis-Joseph Dubois*, *Denis-Joseph Du-*  
*bois* ( tous trois meuniers de profession ), *Louis Dubois*, garde  
*municipal*, et *Joseph Dubois*, sans profession ; — Considérant

qu'il est justifié par les extraits en forme délivrés par le conservateur et produits en la Cour qu'il existait sur les registres une inscription, à la date du 15 juillet 1811, sur Jean Louis Dubois, et une autre, à la date du 22 juillet 1816, sur Louis Dubois, meunier à Floyon, et qu'il n'en existait aucune prise sur Louis-Joseph Dubois; qu'ainsi, quand le conservateur a attesté la non-existence d'inscription à la charge de Louis-Joseph Dubois, il a attesté un fait matériellement vrai et n'a commis aucune des omissions dont l'art. 2197 rend le conservateur responsable. — Considérant que le tribunal d'Avesnes a vainement invoqué que le conservateur devait connaître l'identité qu'il y avait entre les deux noms Louis Dubois et Louis-Joseph Dubois; — Qu'en droit, le conservateur n'est tenu qu'à délivrer des certificats affirmatifs ou négatifs, conformément à ses registres, et non conformément aux connaissances personnelles qu'il peut avoir; — Et en fait que le jugement d'Avesnes n'allègue aucune circonstance propre à établir que le conservateur savait effectivement que Louis-Joseph Dubois, vendeur, était le même individu que Louis Dubois, grevé de l'inscription de 1816: — De tout quoi il résulte que ce jugement, qui a condamné le conservateur à rapporter le prix de la vente dont il s'agit, n'est justifié ni en droit ni en fait; que ledit jugement est en opposition avec l'art. 2197 du Code civil; qu'il a faussement appliqué la première disposition de l'art. 2197, et qu'il a violé la seconde disposition du même article; — Par ces motifs, Donne défaut contre Fourniguer, et faisant droit sur la demande de Petit, conservateur, CASSE et ANNULE le jugement rendu par le tribunal d'Avesnes, le 6 juin 1818, etc.

### COUR DE CASSATION.

*Les syndics d'une faillite peuvent-ils, selon les circonstances, être condamnés personnellement aux dépens d'une séance, lors même qu'ils l'ont suivie comme représentant la masse des créanciers? (Rés. aff.) Cod. de proc.*

## LES SYNDICS DUMONT, C. POUILLAIN.

Des difficultés se sont élevées entre les syndics de la faillite du sieur *Dumont*, et le sieur *Poullain*, associé de ce dernier. Le sieur *Poullain* obtint gain de cause tant en première instance que sur l'appel; la Cour royale de Paris, qui prononça dans cette affaire, condamna les syndics, *en leurs noms personnels*, à l'amende et aux dépens des causes d'appel et demandans qu'ils pussent les employer en frais de syndicat. L'arrêt du 7 août 1818. Il ne motive point cette condamnation. Pourvoi en cassation. — Les syndics ont d'abord prétendu que la Cour royale n'avait pu les condamner aux dépens *en leurs noms personnels*, sans violer l'art. 1999 du Code civil sur les droits des mandataires. En effet, ont-ils dit, aux termes de cet article, le mandataire a le droit de réclamer les avances qu'il a faites pour le mandant, *lors même que l'affaire n'a pas réussi*. Il suffit d'ailleurs que les avances aient été faites de bonne foi, par un motif plausible, *probabil-ratione*. Cette disposition doit s'appliquer surtout aux syndics d'une faillite dont les fonctions, purement officieuses, sont si pénibles, surtout si l'on considère que la loi les charge expressément de tenir toutes les actions relatives à l'actif mobilier du failli, qu'ils sont responsables de celles qu'ils pourraient abandonner trop légèrement.

Dans l'espèce, les syndics ont pensé qu'il était de leur devoir de contester les prétentions du sieur *Poullain*. Ils ont pu se tromper dans leur opinion sur le fond de cette affaire; mais ils n'ont encouru aucun reproche, et le zèle qu'ils ont montré ne peut tourner contre eux. Ne conçoit-on pas, d'ailleurs, la position dans laquelle se trouvent des hommes dont la responsabilité personnelle est engagée? Aussi le tribunal de première instance s'était-il abstenu de prononcer une telle condamnation de dépens. La Cour royale elle-même n'a donné aucun motif à cette condamnation. Sous ce double rapport l'arrêt doit être cassé.

Le défendeur répondait en faisant observer que l'art. 132 du Code de procédure porte que les tuteurs, curateurs, héritiers bénéficiaires ou autres administrateurs, qui ont compro-

mis les intérêts de leur administration, peuvent être personnellement condamnés aux dépens, et même aux dommages-intérêts; que cette disposition s'appliquait aux syndics, qui sont de véritables administrateurs; que d'ailleurs l'on ne peut tolérer que ces agents aient le droit de consumer l'actif d'une faillite en frais inutiles, et pour soutenir des contestations évidemment mal fondées; que telle était l'espèce, où l'opiniâtreté des syndics à reproduire des prétentions irrévocablement condamnées par des jugemens et arrêts justifiait entièrement la disposition de l'arrêt qui les condamne personnellement aux dépens. Enfin, le défendeur invoquait l'autorité de M. Pardessus, qui, dans son *Cours de droit commercial*, tom. 3, n° 1258, enseigne que les syndics peuvent être condamnés en leurs noms aux dépens, pour fautes et torts personnels.

Du 27 juin 1821; ARRÊT de la section civile, M. Brissot président, M. Minier rapporteur, MM. Delagrange et Goubert avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Jourde, avocat général; — Attendu que la Cour royale, qui avait sous les yeux tous les actes de la procédure, a trouvé, sans doute, de l'appréciation des faits et circonstances particulières de la cause, des motifs suffisans pour condamner personnellement les syndics aux dépens; — REJETTE. »

### COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

*Les actes respectueux doivent-ils, à peine de nullité, être signifiés à LA PERSONNE des père et mère?* (Rés. nég.) Code civ., art. 154.

*Les actes respectueux par lesquels l'enfant demande le consentement, et non le conseil de ses père et mère, sont-ils nuls?* (Rés. nég.) (1)

LA DEMOISELLE POUDEROUX, C. SA MÈRE.

La demoiselle Poudoux a fait signifier à sa mère trois actes respectueux pour obtenir son consentement à son mariage. Le premier de ces actes a été notifié en parlant à

(1) Voy. un arrêt conforme, tom. 8, pag. 636.



re ; mais les deux derniers ont été laissés à une fille , qui fut être la domestique de la dame Poudoux. D'ailleurs , le notaire avait pris le soin de constater qu'il s'était rendu au domicile de cette dame ; que , celle-ci n'y étant point , il l'avait attendue quelques instans , et qu'il avait laissé la copie à cette domestique , avec recommandation de la remettre à sa maîtresse aussitôt qu'elle rentrerait.

La dame Poudoux a formé opposition au mariage de sa fille , et l'a fait assigner devant le tribunal de première instance de Toulouse , pour voir annuler les deux derniers actes respectueux , en ce qu'ils n'avaient pas été signifiés à sa personne.

Un jugement du 28 mai 1821 a accueilli cette prétention ; en conséquence , les deux actes ont été déclarés nuls.

Appel de la part de la demoiselle Poudoux. — Elle a soutenu qu'elle avait pleinement satisfait aux dispositions de la loi , en faisant notifier à sa mère les trois actes respectueux ; qu'à la vérité , la notification des deux derniers actes n'avait pas été faite à sa mère personnellement ; mais qu'il n'en était pas moins constant que le notaire s'était transporté au domicile de la dame Poudoux ; que , celle-ci étant absente , il avait été obligé , après l'avoir inutilement attendue , de remettre les copies à sa domestique , et que cette remise avait satisfait au vœu de la loi.

Objecterait-on , ajoutait l'appelante , qu'aux termes de l'art. 104 du Code civil , l'acte respectueux doit constater *la réponse* du père et mère , et qu'ainsi l'acte doit leur être notifié en présence à eux-mêmes , afin de recueillir leur réponse !

Mais d'abord cette conséquence n'est pas exacte. L'obligation de mentionner *la réponse* est remplie légalement , soit qu'on fasse mention d'une réponse formelle , soit qu'on énonce un refus ou l'impuissance de répondre , résultant de ce que les père et mère n'ont pas été trouvés à leur domicile. Ensuite , si l'on pénètre l'intention du législateur , l'intervention des notaires dans les actes respectueux , qui autrefois pouvaient être signifiés par les huissiers , n'a pour but que d'imprimer à ces actes un nouveau caractère de solennité et de respect. « Le motif souvent ( disait l'orateur du Gouvernement qui a exposé les motifs de la loi ) , la foi de ces actes était très-suspecte ,

et le ministère du sergent qui les dressait les faisait considérer par les père et mère comme des actes d'agression comme un nouvel outrage. Il était important de donner à ces actes la forme la plus respectueuse, et d'éviter l'impression toujours fâcheuse que fait le ministère des officiers publics chargés d'exécuter les actes rigoureux de la justice. Les actes respectueux ne devront plus être notifiés par les huissiers on emploiera les notaires : ce sont les officiers dépositaires des secrets des familles, ceux dont elle réclame habituellement le ministère pour régler amiablement tous leurs intérêts. D'après ces motifs, les actes respectueux, quoiqu'ils doivent être notifiés par les notaires, n'en conservent pas moins leur caractère d'actes *extrajudiciaires*, et dès lors ils restent soumis pour les notifications, aux règles tracées pour les actes d'huissiers. Ces règles sont énoncées dans l'art. 68 du Code de procédure ; elles autorisent la remise des exploits aux domestiques, aux voisins, et dans certains cas au maire, lorsque l'huissier ne trouve pas la partie dans son domicile.

Au surplus, quelle serait la conséquence du système adopté par les premiers juges ? C'est qu'il dépendrait des père et mère d'empêcher la notification des actes respectueux. En effet, il peut arriver qu'informés à l'avance de la notification que doit leur faire, ils refusent de recevoir le notaire chaque fois qu'il se présenterait chez eux. Cet officier se trouverait alors dans l'impossibilité de leur remettre son procès verbal. Peut-on que le législateur ait voulu abandonner l'exécution d'une mesure qu'il a prescrite à la volonté ou au caprice des père et mère, surtout alors que cette mesure suppose déjà un sentiment ?

Tels ont été les moyens invoqués par l'appelante, qui a obtenu un arrêt de la Cour de Douai, du 22 avril 1819, qui a validé un acte respectueux, quoiqu'il n'eût pas été notifié à la personne du père, dont le consentement était demandé.

La dame Poudéronx mère répondait : L'art. 154 du Code civil est précis ; il exige que l'acte respectueux contienne la réponse des père et mère. De là on doit conclure que la notification doit nécessairement être faite en parlant à leur personne. Et, outre que l'intention du législateur se manifeste

remettant par cette disposition, consultons les procès verbaux de la discussion. Lorsque le premier projet de l'art. 154 fut présenté au Tribunal, il était conçu en ces termes : « L'acte respectueux sera notifié par deux notaires, ou par un notaire et deux témoins. Le Tribunal propose d'ajouter la disposition qui fait un devoir au notaire de rapporter la réponse des ascendants, en observant que l'intention de la loi serait manifestement violée, qu'il ne servirait plus à craindre que son but fût éludé, et donc pour obliger les notaires à notifier ces actes aux ascendants, en parlant d'eux mêmes, que la loi a voulu que la réponse de ces derniers fût insérée dans le procès verbal. S'il était permis aux notaires de laisser l'acte aux domestiques, l'intention de la loi serait toujours éludée; ces sortes d'actes ne seraient considérés que comme une vaine formalité, tandis que tout atteste l'importance que le législateur y attache. »

Sous un autre rapport ; ajoutait l'intimée, les actes respectueux dont il s'agit sont nuls. En effet, aux termes de l'art. 154 du Code civil, l'enfant est tenu, par l'acte respectueux, de demander le conseil des ascendants. Or, dans l'espèce, la demoiselle Poudoux n'a pas demandé le conseil, mais bien le consentement de sa mère : il y a donc violation de la loi.

Du 27 juin 1821, ARRÊT de la Cour royale de Toulouse, MM. Monssinat président, MM. Gasc jeune et Souque avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Viols, substitué de M. le procureur général ; — Considérant que l'art. 154 du Code civil, en exigeant que le procès verbal fasse mention de la réponse, n'a pas entendu créer une formalité illusoire, et soumettre à la volonté de l'ascendant la validité des actes respectueux ; puisque, en se dérochant au notaire, il pourrait de lui dépendre sans effet la notification qui lui serait faite, que la loi doit être interprétée dans le sens qui peut assurer l'exécution, et qu'en l'absence de l'ascendant de son domicile doit être considérée comme un refus de répondre ; — c'est d'autant plus le cas d'interpréter la loi de la sorte, que, dans l'espèce particulière, la dame Poudoux a seule à imputer le défaut de notification à sa personne, puisque, malgré qu'elle fût présente à son domicile, elle a fait déclarer

diverses circonstances de l'affaire, continue ainsi. — Considérant, 1° en droit, que de semblables circonstances font présumer que le contrat de constitution dont il s'agit n'est pas sincère, et a été fait dans la vue, de la part dudit Philippe, de *masquer des intérêts usuraires* et pour faire *fraude* à la loi du 3 septembre 1807 ; — Considérant que les faits articulés par Godefroy tendent à établir cette fraude, et que dès lors, en termes de l'art. 1353 du Code civil, il y a lieu d'admettre non seulement les *présomptions*, mais encore la *preuve testimoniale* ; — Considérant que cette vérité a été consacrée par un arrêt de la Cour de cassation, du 2 décembre 1815 (1) dans lequel cette Cour professe que, dans les contrats *usuraires*, l'emprunteur n'agit pas librement ; que le prêteur agit avec *fraude*, et qu'ainsi ces sortes de conventions sont frappées d'une présomption légale de *dol* et de *fraude*, et entrent nécessairement par cette raison dans les dispositions de l'article du Code ci-dessus cité ; — Que, si en effet la preuve de l'*usure* ne pouvait s'établir et par les présomptions et par la preuve testimoniale, autant vaudrait, en ce cas, rayer l'art. 3 de la loi du 3 septembre 1807, qui dispose que, s'il est prouvé qu'il y ait eu usure, le prêteur sera tenu de restituer l'excédant de l'intérêt légal, ou d'en faire la réduction sur le capital. En effet, si cette preuve ne pouvait être faite que par des actes *par écrit*, le législateur n'aurait-il pas bien compris qu'il eût été impossible de se procurer une preuve de cette nature ? Car quel est l'usurier qui ne prend pas toutes les précautions convenables, pour ne laisser aucune trace écrite de l'abus auquel il se livre ? On ne peut donc pas supposer que le législateur, en voulant arrêter cet abus, ait en même temps voulu interdire l'usage des seuls moyens propres à le dévoiler. D'un autre côté, si le Ministère public peut prouver par témoins l'habitude d'*usure*, comment se ferait-il qu'on rejetât la même preuve quand il s'agirait de constater chacun des actes qui constituent cette habitude ? La preuve testimoniale, en pareil cas, était admissible dans notre ancienne législation. Si la loi de 1807 ne l'admettait pas elle-même, ou si elle servait de pré-

---

(1) Voy. le tom. 15, pag. 691.

anglais, tome 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 494; — Delvincourt, *Cours du Code civil*, tom. 1<sup>er</sup>, pag. 204. ) L'arrêt rendu par la Cour d'appel de Caen, le 12 décembre 1812 (Voy. le tom. 13, pag. 1056), est le seul qui ait consacré un système contraire; mais cet arrêt isolé et presque inaperçu n'a fait aucune impression.

## COUR DE CASSATION.

*La preuve qu'un contrat est usuraire peut-elle avoir lieu par témoins, lors même qu'il n'existe pas de commencement de preuve par écrit? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 1347.*

*Peut-elle être admise, lors même que le résultat qu'elle doit avoir peut se trouver en contradiction avec ce qui est énoncé dans un acte notarié? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 1341.*

*Peut-elle être admise, dans le cas précédent, si l'acte notarié contient la NUMÉRATION A LA VUE DES NOTAIRES des deniers prétendus prêtés? (Rés. aff.)*

LES HÉRITIERS PHILIPPE, C. GODEFROY.

Par acte notarié du 12 août 1811, le sieur Godefroy a soustrait au profit du sieur Philippe une constitution de rente de la somme de 2,000 fr. au capital de 40,000 fr., « payés comptant, en espèces d'or, devant les notaires et témoins ».

Le sieur Philippe étant décédé, ses héritiers ont poursuivi le sieur Godefroy pour obtenir le paiement des arrérages échus. Mais celui-ci s'est opposé à ces poursuites; il a soutenu que le contrat du 12 août 1811 était simulé et usuraire, et il en a demandé la nullité, avec offre de prouver par témoins les faits de simulation et d'usure.

Les héritiers Philippe ont répondu que la preuve offerte par le sieur Godefroy était inadmissible, qu'elle était prohibée par l'art. 1341 du Code civil. — Mais, le 9 mai 1817, jugement qui, sans avoir égard à cette exception, admet le sieur Godefroy à faire preuve par témoins des faits par lui articulés.

Sur l'appel interjeté par les héritiers Philippe, arrêt de la Cour royale de Caen, du 19 février 1819, rendu en audience solennelle, qui confirme. Cet arrêt, après avoir énuméré les

sure ne peut être placée dans aucun de ces cas : donc le contrat usuraire reste soumis à l'empire de la règle générale. Et cette manière de raisonner se trouve justifiée par l'article 1348 que nous venons de citer. En effet, cet article consacre bien une exception pour les quasi-contrats, les délits et les quasi-délits ; mais la loi a pris le soin de définir chacun de ces faits : le quasi-contrat est défini par l'art. 1371, le quasi-délit par l'art. 1382, et le délit par le Code pénal ; et l'on ne peut rapporter à aucun d'eux le fait d'usure dès qu'il n'est pas *habituel* : dès lors ce fait isolé ne peut être prouvé par témoins. Comment d'ailleurs, dans l'espèce, élever le soupçon d'usure, quand les 40,000 fr. ont été énumérés à la vue du notaire et des témoins, et que le notaire a constaté ce fait ? N'est-il pas évident qu'il n'y a que la voie de l'inscription de faux qui puisse détruire la foi due à une pareille énonciation ?

Le 28 juin 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. *Henrion de Pensée* président, M. *Rousseau* rapporteur, M. *Loiseau* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Lebeau*, avocat-général ; — Attendu que, d'après les lois, l'usure peut être établie par la preuve vocale ; que, par conséquent, l'arrêt attaqué ne se trouve point avoir contrevenu à l'article 1341 du Code civil ; — Attendu que tous les faits dont la preuve a été admise sont pertinens et ne contrarient en rien le fait de numération d'espèces attesté dans l'acte du notaire, qui a pu rester étranger à la simulation des choses qui se passaient devant lui ; — Attendu que le décès de Philippe, qualifié d'usurier habituel, rendait bien le tribunal de police correctionnelle incompétent ; mais que l'action qui résultait de l'usure reprochée n'en subsistait pas moins ; et a pu être légitimement poursuivie devant les tribunaux ordinaires, et les preuves légalement ordonnées par témoins, ainsi qu'il résulte de l'esprit de la loi du 3 septembre 1807 ; — REJETTE. »

---

### COUR DE CASSATION.

*Celui qui a frappé avec un bâton et fait des blessures à des animaux, sur un chemin, pour les empêcher de passer,*



*doit-il être puni des peines de police prononcées par les art. 479 et 480 du Code pénal, lorsqu'il n'apparaît pas qu'il ait eu l'intention de tuer, blesser ou estropier ces animaux? (Rés. aff. ) (1)*

## AILLOT.

*Jean Aillot* avait été traduit devant le tribunal de police de Montauban, sur la plainte du sieur *Durat-Lavalle*, pour se voir condamner aux peines de droit et à payer au plaignant 100 fr. de dommages et intérêts. Le motif de la plainte était qu'Aillot avait frappé des animaux qui passaient dans un chemin vicinal ; qu'il était résulté de ces violences qu'un agneau avait eu une jambe cassée, et qu'une truie pleine avait été très-malade et en danger d'avorter.

Le Ministère public avait requis l'application de l'art. 479, n° 3, du Code pénal, et la condamnation du prévenu à 15 fr. d'amende et à cinq jours d'emprisonnement.

Le tribunal, prétendant au contraire que les faits dénoncés n'étaient prévus et punis par aucune loi, avait renvoyé le prévenu de la plainte. — Pourvoi du Ministère public.

Le 29 juin 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. *Barris* président, M. *Aumont* rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Fréteau*, avocat-général ; — Vu les art. 408 et 413 du Code d'instruction criminelle, aux termes desquels il y a lieu à l'annulation des arrêts et des jugemens en dernier ressort rendus en matière criminelle, correctionnelle et de police, qui contiennent violation des règles de compétence ; — L'art. 157 du même Code, portant : « Sont considérés comme contraventions de police simple les faits qui, d'après les dispositions du quatrième livre du Code pénal, peuvent donner lieu soit à 15 francs d'amende ou au-dessous, soit à cinq jours d'emprisonnement ou au-dessous. » ; — Vu aussi les art. 479 et 480 du Code pénal, ainsi conçus : « Art. 479. Seront punis d'une amende de

---

(1) Mais celui qui fait *volontairement* des blessures à une bête de somme appartenante à autrui est passible des peines correctionnelles prononcées par la loi du 28 septembre 1791, Arrêt du 5 février 1818, tom. 20, pag. 97.

« 11 à 15 fr. inclusivement : 1<sup>o</sup>...., 2<sup>o</sup>...., 3<sup>o</sup> ceux qui au-  
« ront causé les mêmes dommages ( la mort ou la blessure des  
« animaux ou bestiaux appartenans à autrui ), par l'emploi ou  
« l'usage d'armes sans précaution ou avec maladresse ou par  
« jet de pierres ou d'autres corps durs. Art. 480. Pourra, selon  
« les circonstances, être prononcée la peine d'emprisonnement  
« pendant cinq jours au plus, 1<sup>o</sup> contre ceux qui auront  
« occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bes-  
« tiaux appartenans à autrui dans les cas prévus par le § 3.  
« du précédent article.... » ; — Vu enfin l'article 101 dudit  
Code pénal, qui déclare « compris dans le mot *armes*  
« toutes machines, tous instrumens ou ustensiles tranchans,  
« perçans ou *contondans*. » ; — Attendu que, par l'art. 479,  
§ 3, du Code pénal, la mort ou la *blessure* des animaux et  
bestiaux appartenans à autrui, occasionnée par l'emploi ou  
l'usage d'armes sans précaution ou avec maladresse, est punie  
d'une amende de 11 à 15 fr. inclusivement, et que l'art. 480  
autorise à prononcer, dans ce cas, la peine d'emprisonnement  
pendant cinq jours, selon les circonstances ; — Attendu que  
des faits tels qu'ils sont établis au procès il ne résulte pas que  
le prévenu, qui a voulu s'opposer au passage du troupeau du  
plaignant dans le chemin vicinal de Montauban à Ardis, ait  
eu l'intention coupable de tuer, de blesser ou d'estropier les  
animaux dont ce troupeau était composé ; que, si l'un de ces  
animaux a eu une jambe fracturée, ce dommage, causé par  
ledit prévenu à la propriété d'autrui, doit être réputé l'effet  
de l'emploi ou de l'usage sans précaution ou avec maladresse  
du bâton qu'il avait à la main, et qui, étant un instrument  
*contondant*, est compris dans le mot *armes*, d'après l'art. 101  
du Code pénal ; que ce fait constituait donc la contravention  
prévue et punie par l'art. 479, n<sup>o</sup> 3, dudit Code pénal ; —  
Qu'en disant que les faits dénoncés n'étaient déclarés punis-  
sables par aucune loi, et refusant de faire au prévenu l'appli-  
cation de cet article 479, n<sup>o</sup> 3, du Code pénal, et en le ren-  
voyant de la plainte portée contre lui, le tribunal de police de  
Montauban a contrevenu audit article, ainsi qu'à l'art. 137 du  
Code d'instruction criminelle ; qu'il a méconnu ses attributions  
et violé les règles de compétence ; — D'après ces motifs, *Casse.*

## COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

*Le père, tuteur légal de ses enfans mineurs, peut-il être atteint, par le conseil de famille ou par les tribunaux, à fournir caution pour les capitaux qu'il doit recevoir, sous le prétexte qu'il est insolvable ? (Rés. nég.) Cod. civ., art. 452 et 453.*

## LE SIEUR M...

Le sieur M.... est tuteur légal de ses trois enfans mineurs. Il est échü à ces derniers la succession d'un oncle maternel. Le sieur M...., désirant vendre une assez forte partie de bois de construction, qui était comprise dans les biens recueillis par ses enfans, a convoqué le conseil de famille pour être autorisé à faire cette vente de gré à gré.

Le conseil de famille, sur la provocation du subrogé tuteur, a décidé non seulement que la vente serait faite par un commissaire priseur; mais, attendu que le tuteur ne présentait point de garanties suffisantes, il a été d'avis que les sommes qui proviendraient de la vente resteraient en dépôt dans les mains de l'officier public, jusqu'à ce que le tuteur eût trouvé un emploi sûr de ces sommes. Cette disposition fut même étendue aux autres capitaux dont le recouvrement devait s'effectuer pour le compte des mineurs.

Le sieur M.... s'est pourvu contre cette délibération. Il a soutenu que l'administration des biens de ses enfans lui appartenait, à la fois, en vertu de la puissance paternelle et de la tutelle légale; qu'en sa double qualité de père et de tuteur, sa gestion devait être indépendante; qu'il n'était point permis au conseil de famille de s'immiscer dans une administration qui devait lui être absolument étrangère, puisque la loi la confiait exclusivement au tuteur légal; enfin, que la délibération consacrait une violation manifeste des droits résultans de la puissance paternelle et du texte de la loi.

Nonobstant ces raisons, jugement du tribunal civil de Toulouse, du 19 février 1821, qui homologue la délibération. Les juges ont adopté les motifs du conseil de famille; ils ont

considéré que la mesure qu'il avait indiquée n'enlevait aucun droit au tuteur ; qu'elle conciliait , au contraire , ses droits et ses devoirs , en offrant la garantie que les capitaux appartenans à ses enfans ne seraient point divertis.

Appel de la part du tuteur.—Et, le 2 juillet 1821, ARRÊT de la Cour royale de Toulouse, première chambre, M. de Foy président, MM. Romiguière et Flottes avocats, par lequel

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Bastoulh, avocat-général ; — Attendu que l'insolvabilité du tuteur, qui fut dans aucun temps un motif légitime d'exclusion de la tutelle, même dative, peut encore moins justifier des mesures qui ne seraient pas, d'ailleurs, autorisées par la loi ; — Attendu qu'autre est le devoir du tuteur de placer les capitaux appartenans aux mineurs, même de capitaliser et de placer l'excédant de leurs revenus, devoir dont l'inaccomplissement prolongé pourrait signaler cette incapacité ou cette infidélité, qui sont autant de motifs de destitution de la tutelle ; et autre est le droit que, dans l'espèce, le conseil de famille a voulu s'arroger, d'exiger, de surveiller cet emploi, d'en faire la condition *sine qua non* de recouvrement et de perception exclusivement attribués au tuteur ; — Que si, dans l'ancien droit, l'obligation de l'emploi et du remploi était telle, que le débiteur des deniers appartenans au mineur pouvait se refuser à les payer tant que le tuteur n'en fournissait pas un emploi, il n'en est pas de même sous l'empire du Code civil ; et qu'à cet égard la jurisprudence est fixée par plusieurs arrêts de Cours souveraines, notamment par un arrêt de la Cour, du 26 août 1818 (1), et un arrêt de la Cour de cassation, du 30 juin 1807 ; — Qu'il doit en être de même du conseil de famille, dont les attributions ne s'étendent pas jusqu'à s'ingérer, à tout propos, dans l'administration des biens des mineurs, administration exclusivement confiée au tuteur par l'art. 450 du Code civil ; — Qu'à la vérité, il est des actes d'administration, tels que l'exercice d'un droit immobilier, la demande en partage d'une succession, les transactions, les ventes de meubles, ou leur

---

(1) Voy. le tom. 20, pag. 682.

conservation en nature, qui exigent l'autorisation préalable du conseil de famille; mais que la prévoyance du législateur sur ces divers cas prouve qu'il n'a pas voulu l'étendre à d'autres, et que les tribunaux ne doivent pas ajouter arbitrairement à la loi; — Qu'on invoque mal à propos, à l'appui du système des intimés, les art. 469 et 470 du Code civil, puisque l'un déclare bien le tuteur comptable, mais quand la tutelle finit; puisque l'autre organise bien une sorte de surveillance de la part du conseil de famille, durant la tutelle, mais seulement à l'égard de la tutelle dative; — Qu'il résulte, au contraire, de l'art. 452, où, en prenant des précautions pour la vente des meubles, le législateur n'en prend aucune pour la sûreté du prix de ces meubles, et de l'art. 455, où on laisse au tuteur le choix de placer sur autrui ou sur lui-même l'excédant des revenus des mineurs, que le législateur n'a pas voulu établir des règles coercitives touchant l'emploi des fonds appartenans aux mineurs; — Que, s'il paraît en résulter de graves inconvéniens, des inconvéniens non moins graves seraient attachés aussi au système contraire; qu'ainsi, et les délibérations du 2 juillet 1820, et la décision des premiers juges, sont évidemment contraires à la loi; — Qu'elles la contrarient sous un autre rapport, puisque, dans l'espèce, le sieur M... a l'usufruit égal des biens de ses enfans mineurs, dont aucun n'est parvenu à l'âge de dix-huit ans; or, d'après l'art. 587 du Code civil, l'usufruitier a le droit de se servir de l'argent compris dans l'usufruit; il n'est obligé que de le représenter à la fin de l'usufruit; et, d'après l'art. 601, l'usufruitier légal est dispensé de donner caution: on ne peut donc pas le soumettre à un emploi qui le priverait de ce libre usage autorisé par l'art. 587, et qui ne serait qu'un mode de cautionnement, etc.; — Par ces motifs, après en avoir délibéré, vidant le partage et le renvoi au conseil, disant droit sur l'appel, réformant le jugement du 19 février 1821, sans avoir égard à la demande en homologation des deux délibérations du 2 juillet 1820, ANNULE lesdites délibérations; ce faisant, donne mainlevée des oppositions formées par le sieur F..., subrogé tuteur, à la délivrance des sommes provenantes de la vente du mobilier et du bois, versées dans la caisse du receveur général, et de celles

promettant des dettes actives échues au lot des mineurs M... , etc. » (1)

### COUR DE CASSATION.

*Le jugement qui déclare la faillite ouverte produit-il son effet contre les créanciers du failli, à dater du jour où il a été rendu, et non pas seulement de celui où il a été affiché et inséré dans les journaux ? (Rés. aff.) Cod. de comm., art. 457.*

*Les créanciers du failli peuvent-ils obtenir des condamnations contre lui après que ce jugement a été rendu et avant qu'il ait acquis la publicité résultante de l'affiche et de l'insertion aux journaux ? (Rés. nég.) Cod. de comm., art. 442 et 494.*

CHAMBORNE, C. PROTAT.

Ainsi jugé par ARRÊT de la section civile, du 2 juillet 1821. (Voy. le tome 3 de 1824, p. 104.)

### COUR D'APPEL DE PARIS.

*L'institution contractuelle est-elle tellement irrévocable que le donateur ne puisse plus, même du consentement du donataire, disposer à titre gratuit de partie des objets compris dans l'institution ? (Rés. nég.) Cod. civ., art. 1083.*

*Les créanciers de l'institué peuvent-ils, comme exerçant ses droits, attaquer tout à la fois ces dispositions et les actes d'adhésion émanés de leur débiteur ? (Rés. nég.)*

LES MARIÉS DE FORCEVILLE, C. VALDEMIT.

La demoiselle *Ledeist de Botidoux* avait épousé en premières noces le sieur *Puissant de Saint-Servan* ; elle eut trois filles de ce mariage.

Après le décès du sieur de Saint-Servan, la demoiselle *Ledeist de Botidoux* contracta, en l'an 7, un second mariage

(1) M. Delvincourt cite cet arrêt et paraît en adopter la doctrine, tom. 1<sup>er</sup>, note 1<sup>re</sup> de la page 123, édit. de 1824.



et le sieur *Desnanots*. Le contrat destiné à en régler les conditions civiles établit la séparation de biens entre les époux, contient en faveur de la future une donation universelle, conçue en ces termes : — « En considération dudit mariage, futur époux donne, par donation entre vifs, à sa future épouse, ce acceptant, soit qu'elle lui survive, soit qu'elle ne survive point, et en toute propriété et jouissance, à compter du décès dudit futur époux, tous les biens meubles et immeubles, droits et actions généralement quelconques qui se trouveront lui appartenir au jour de son décès. Cette donation est faite par le futur époux, en se réservant toutefois de pouvoir disposer par acte de dernière volonté jusqu'à concurrence de 60,000 fr. au profit de qui bon lui semblera.... ; et, enfin, sous la condition que le donateur ne pourra être gêné en aucun cas, et notamment pour celui où la future épouse décéderait avant lui, dans la jouissance de ses biens, ni dans les libérations qu'il voudrait faire. »

En 1808, l'aînée des demoiselles Puissant de Saint-Servan épousa le sieur *de Valdemit*. Son beau-père, M. Desnanots, est intervenu au contrat de mariage, et a déclaré donner et constituer en dot à la future épouse, sa belle fille, la somme de 60,000 fr. qu'il s'est obligé de payer la veille de la célébration, sous la réserve du droit de retour en cas de prédécès de la donataire sans enfans. — Mêmes dispositions ont été faites successivement par le sieur Desnanots en faveur des autres demoiselles Puissant de Saint-Servan, mariées l'une au sieur *de Messimy*, et l'autre au sieur *Bazire*. — Il paraît que la dame Desnanots est intervenue dans ces différents actes, à cause des droits éventuels résultans de son contrat de mariage, et qu'elle a déclaré confirmer, en tant que de droit, lesdites donations, et consentir qu'elles aient leur plein et entier effet.

Après le décès du sieur Desnanots, arrivé en novembre 1815, les sieur et dame *de Forceville*, se prétendant créanciers de sa veuve pour des sommes considérables, résultantes de ses sous seing privé passés avec elle en pluviôse an 10, et dont l'exécution aurait été ordonnée par jugement d'avril 1819, imaginent d'attaquer les donations consenties aux de-

moiselles de Saint-Servan, comme faites en fraude de l'institution contractuelle dont leur mère avait été gratifiée par son contrat de mariage. En conséquence, les époux de Forceville ont fait assigner les donataires et leurs maris devant le tribunal civil de la Seine, pour voir ordonner que, sans avoir égard aux dispositions faites à leur profit, lesquelles seraient déclarées nulles et sans effet, elles seraient tenues de rendre et restituer à la succession de feu M. Desnanots, et aux créanciers personnels de sa veuve, instituée sa donataire universelle par contrat de mariage, toutes les sommes qu'elles auraient pu toucher par suite et en conséquence des donations faites à leur profit par le défunt.

Le 26 août 1820, jugement qui rejette cette prétention, et prononce en ces termes : — « Attendu que, par son contrat de mariage, Desnanots a fait donation à la dame Puissant de Saint-Servan de tous les biens qu'il laisserait à son décès; qu'il est formellement exprimé dans ce contrat que Desnanots n'entendait être gêné en aucune manière dans les aliénations qu'il croirait devoir faire pendant sa vie; qu'il s'est même réservé expressément la faculté de disposer par testament d'une somme de 100,000 fr.; qu'il résulte évidemment des termes de ce contrat que le donateur a entendu conserver le pouvoir de disposer de ses biens, pendant sa vie, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit (1); que, si la donataire a été, dès le moment de la donation, saisie éventuellement, elle ne l'a été que du droit de recueillir l'hérédité, lors de son ouverture et telle qu'elle se composerait alors; qu'ainsi l'objet demeurerait éventuel et incertain jusqu'au décès du donateur, et ne pouvait devenir certain qu'à cette époque; que dès lors les créanciers de la dame de Saint-Servan, non plus qu'elle-même, n'ont le droit de critiquer les dispositions faites par Desnanots, durant sa vie; — Le tribunal déboute les sieur et dame de Forceville de leur demande, etc. »

---

(1) Ce motif ne paraît pas avoir fait impression sur la Cour. En effet n'est-ce pas donner une extension trop grande au mot *aliénation*, et pourrait-on pas dire que la réserve de pouvoir disposer, pendant sa vie de tous ses biens, à titre gratuit, serait destructive de l'institution, par conséquent qu'elle devrait être regardée comme nulle?

Sur l'appel, les époux de Forceville ont fait plaider qu'en principe, l'institution contractuelle est irrévocable, en ce qu'elle frappe le donateur de l'incapacité de disposer ultérieurement à titre gratuit, si ce n'est pour des sommes modiques ou jusqu'à concurrence des réserves formellement exprimées dans l'acte de donation; — Que, dans le cas particulier, les dispositions gratuites du sieur Desnanots excédaient évidemment les bornes de sa capacité; qu'il ne s'agissait point de sommes modiques, puisque deux d'entre les donataires avaient été gratifiées d'une somme de 60,000 fr. chacune, et que la troisième avait reçu 150,000 fr. en mariage; — Que les dispositions attaquées n'étaient pas davantage en harmonie avec les réserves exprimées dans la clause d'institution, puisque le donateur ne s'était réservé la libre disposition que d'une somme de 100,000 fr. et qu'il avait dépassé cette somme de plus des deux tiers; — Qu'enfin la condition que l'instituant ne serait point gêné dans les aliénations qu'il voudrait faire avait été mal interprétée par les premiers juges sous deux rapports; que, d'une part, la faculté d'aliéner, mise en opposition avec la réserve de pouvoir disposer de 100,000 fr. par acte de dernière volonté, ne devait s'entendre que du droit d'aliéner à titre onéreux, la réserve indéfinie de pouvoir disposer à titre gratuit étant nécessairement destructive de l'institution; que, d'un autre côté, la réserve du droit d'aliéner avait été limitée par la clause même au cas seul où la donataire prédécéderait le donateur, hypothèse qui ne s'était pas réalisée. — De tout ceci les appelans concluaient que la dame Desnanots serait fondée à attaquer les dispositions excessives qui avaient été faites par son mari au préjudice de l'institution; qu'en leur qualité de créanciers de l'instituée, ils avaient les mêmes droits que cette dernière, et qu'ainsi leur demande en révocation devait être accueillie.

Relativement aux ratifications données par la dame Desnanots, les appelans ajoutaient qu'elles étaient nulles et sans effet; qu'en principe et d'après les définitions des auteurs, l'institution contractuelle est une donation irrévocable de la succession du disposant; que dès lors la renonciation de l'héritier institué à la succession de l'instituant, faite pendant l'exis-

tence de ce dernier , n'était ni plus valable ni plus régulière que ne le serait la renonciation d'un héritier légal à la succession d'un homme vivant; que, dans tous les cas, les renonciations dont il s'agit ne pouvaient être opposées aux créanciers de l'instituée , puisqu'elles n'auraient été faites qu'en fraude de leurs droits.

Ce système de défense trouve sa réfutation complète dans la décision des premiers juges , fortifiée des nouveaux motifs adoptés par la Cour , ce qui nous dispense de reproduire les moyens des intimés.

Du 3 juillet 1821 , ARRÊT de la Cour royale de Paris , deuxième chambre , M. *Agier* président , MM. *Caubert* , *Couture* et *Dupin* avocats , par lequel :

« LA COUR , — Sur les conclusions de M. *Jaubert* , avocat-général , — Reçoit la femme de Forceville et son mari opposans à l'arrêt par défaut du 3 janvier dernier , rendu en la troisième chambre de la Cour ; — Faisant droit sur l'appel par eux interjeté du jugement du tribunal de première instance de la Seine , du 26 août 1820 , — Attendu qu'une institution contractuelle n'empêche pas l'instituant de disposer , même gratuitement , à titre particulier , et sans fraude ou sans préjudice des droits de l'institué ; que Desnots n'a pas fait fraude ou préjudice à sa femme , par lui instituée son héritière , en dotant ses filles ; qu'il a dû au contraire penser qu'il entrait par-là pleinement dans ses vues , et ne pouvait rien faire qui lui fût plus agréable ; qu'au surplus elle seule pouvait s'en plaindre , et qu'elle ne l'a point fait ; qu'elle a même déclaré expressément approuver les donations faites à ses filles , renonçant à cet égard , en tant que de besoin , au droit éventuel que lui conférerait l'institution d'héritière ; qu'étant alors saisie de rien , ses créanciers , comme exerçant ses droits , n'ont pas pu critiquer cette renonciation partielle , et qu'aujourd'hui que l'instituant est décédé , ils ne peuvent se prévaloir que sur les biens qu'il a laissés dans sa succession adoptant , au surplus , les motifs des premiers juges , Met l'appellation au néant ; — Ordonne que ce dont est appel sorte son plein et entier effet ; — Condamne les appelans en l'amende et aux dépens , etc. »

## COUR D'APPEL DE PAU.

la contrainte par corps, que l'art. 126 du Code de procédure laisse à la prudence des juges de prononcer contre un tuteur, pour reliquat de compte, peut-elle être prononcée par des arbitres VOLONTAIRES, amiables compositeurs ? (Rés. de l'art. 2063 du Code civil, art. 2165 et 2167.)

Despéris, C. Vieille.

Des difficultés s'élevées entre la dame Despéris et le sieur Vieille, son ci-devant tuteur, à l'occasion du compte rendu de ce dernier, les parties ont remis la solution de ces difficultés à des arbitres. Un compromis a été passé le 3 octobre 1817, dans lequel les arbitres ont reçu le pouvoir de juger sans appel, et comme amiables compositeurs.

Le 23 juillet 1818, les arbitres ont rendu une sentence arbitraire, par laquelle ils ont condamné le sieur Vieille, tuteur, à payer à la dame Despéris un reliquat de 56,420 fr. 75 c. Cette condamnation a été prononcée pour être exécutée par toutes voies, même par corps.

Le sieur Vieille, qui, dans le principe, avait prétendu être créancier d'une somme de 16,800 fr., a cru avoir à se plaindre de la décision arbitrale. En conséquence, il a formé opposition à l'ordonnance d'exequatur. Il a soutenu que cette ordonnance était nulle, en ce que les arbitres n'avaient pas le droit de prononcer contre lui la contrainte par corps, et qu'il appartenait au tribunal civil de Dax, du 12 juillet 1820, qui, sur ce moyen, — « Attendu qu'il résulte des termes du compromis, dûment enregistré, que les arbitres n'ont pas eu le pouvoir de prononcer la contrainte par corps; — Qu'ils n'auraient pas même pu le recevoir de la volonté des parties, après les dispositions de l'art. 2063 du Code civil et de l'art. 2 et 6 de la loi du 4 avril 1798; que l'art. 1093 du Code de procédure civile ne permet de compromettre que sur les droits dont on a la libre disposition, et que personne n'a le droit de disposer de sa liberté; que, de plus, celle-ci est d'ordre public, et que l'art. 6 du Code civil ne per-

ne pas de déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public; que les parties, données à des arbitres de leur choix le pouvoir de prononcer la contrainte par corps, donneraient ainsi un acquiescement préalable au préjudice de leur liberté individuelle, si elles n'avaient en même temps le pouvoir d'appeler de la sentence arbitrale, et que la Cour royale de Montpellier a jugé, le 15 août 1807, qu'il ne peut y avoir d'acquiescement irrévocable et préalable à la liberté individuelle; — Attendu que, si la loi de cassation a consacré, par plusieurs arrêts, que des arbitres de pair société avaient le droit de prononcer la contrainte par corps, elle a constamment distingué ceux-ci des arbitres volontaires, et a reconnu que les premiers, tant par pouvoir de la loi, que par caractère de véritables juges, revêtus d'une puissance publique, tandis que les autres ne recevaient leurs pouvoirs que de la volonté des parties, devaient par ce caractère; qu'elle a encore jugé, le 16 juillet 1807 et le 6 avril 1808, que l'action en nullité établie par l'art. 1028 du Code civil doit par exception être exercée contre l'arbitrage forcé pour société, comme au cas d'arbitrage volontaire, soit que, par le compromis, les arbitres aient été constitués amiables compositeurs, jugeant sans règle de droit et de forme, et sans appel ni cassation, soit que les associés aient admis dans le compromis des tiers étrangers à la société (1); — Que l'article 1<sup>er</sup> de la loi précitée du 4 avril 1790 dispose que la contrainte par corps ne doit être prononcée qu'en vertu d'une loi formelle, et qu'aucune loi ne dispose en termes exprès que la contrainte par corps aura lieu pour reliquat de compte de tutelle, ni pour dommages et intérêts en matière civile; que, loin de là, l'art. 120 du Code de procédure civile répète en termes exprès qu'elle ne sera prononcée que dans les cas prévus par la loi; il ajoute à cette disposition des mots : « Il est néanmoins laissé à la prudence des juges de la prononcer pour reliquat de compte de tutelle, etc. » ; il avertit assez qu'il introduit une exception à la règle générale, et qu'il ne l'établit qu'en faveur des juges et

(1) Voy. le tome 19, pag. 681, et le tom. 20, pag. 298.



seuls *juges* qui constituent un tribunal civil, ou une Cour civile; qu'elle n'est pas même établie comme un droit, mais seulement comme une faculté, et pour les cas seulement des *juges*, à la prudence desquels la loi s'en rapporte, le serait nécessaire; qu'il est évident que la loi n'a pas eu en vue des arbitres volontaires, tels qu'ils sont en matière civile, à la prudence desquels elle n'a rien laissé ni dû laisser. Attendu que l'art. 780 du Code de procédure civile, en prescrivant que la contrainte par corps ne pourra être prononcée qu'un jour après la signification, avec commandement, du jugement qui la prononcera, et que la signification contiendra élection de domicile dans la commune où le tribunal qui a rendu ce jugement, démontre assez que, dans une matière civile, aux tribunaux seuls appartient le pouvoir de prononcer la contrainte par corps, puisqu'on ne peut pas considérer des arbitres volontaires comme formant un tribunal, et moins encore un tribunal dont le siège est établi dans une commune; que d'ailleurs cette élection de domicile serait souvent impossible, parce que les arbitres pourraient être domiciliés dans plusieurs communes; — Qu'il suit de ces considérations que les parties n'auraient pas pu donner valablement aux arbitres le pouvoir de prononcer la contrainte par corps, quand elles en auraient eu la volonté; que même, dans ce cas, les arbitres, en la prononçant, auraient excédé leur pouvoir, et qu'ils l'ont bien plus excédé en la prononçant hors des termes du compromis ».

Appel de la part de la dame Despériés. — S'il est vrai, disait l'appelante, qu'aux termes des art. 2063 du Code civil et 126 du Code de procédure, la contrainte par corps ne peut être prononcée que dans les cas prévus par la loi, il est également certain que, par ce dernier article, le législateur a autorisé les *juges* à la prononcer dans le cas qui nous occupe et pour reliquer à son compte de tutelle. Mais, dit-on, la contrainte par corps ne peut être appliquée que par un *jugement*, suivant l'art. 2067 du Code civil, et par des *juges*, d'après l'art. 126 du Code de procédure; et des arbitres ne sont pas des *juges*, ni leurs décisions des *jugements*. Cette objection n'est pas sérieuse: l'ordonnance de 1560, confirmée par l'art. 152 de celle de

1669, et la loi du 16 août 1790, sur l'organisation judiciaire, art. 1<sup>er</sup>, accordent *aux jugemens donnés sur le compromis des parties la force et vertu des sentences données par les juges*, et toutes les dispositions de nos lois qualifient les décisions arbitrales de *jugemens*. On peut voir surtout les articles 1016, 1020, 1021, 1022 et 1023 du Code de procédure. Par l'art. 1024, les règles sur l'exécution provisoire des jugemens des tribunaux *sont applicables aux jugemens arbitraux*. Par l'art. 1025, l'appelant, débouté de son appel, est condamné à la même amende qu'il eût encourue s'il eût gâté d'un jugement des tribunaux ordinaires, etc. Ce sont là des dispositions formelles, expresses. Les décisions arbitrales sont de véritables *jugemens*. Non ce point, dit-on, que le procès à la loi, c'est s'inscrire en faux contre la loi, plus précis.

Mais la loi a-t-elle donc fait ici autre chose que rendre hommage aux principes les plus constants? En effet, le pouvoir juridictionnel n'appartient pas moins aux arbitres qu'aux juges ordinaires. Pour avoir ce pouvoir, il suffit d'avoir la faculté de connaître et de juger, *in nomine et auctoritate*, selon le langage des jurisconsultes. Veut-on savoir ce que des juges ordinaires ont de plus que les arbitres? Ils ont le droit de citation; ils ont le commandement joint à la juridiction; ils ont la plénitude de l'autorité judiciaire, ou ce que les Romains appelaient le *mixtum imperium*. Mais la juridiction et le commandement ne doivent pas nécessairement être unis; ils peuvent être séparés, sans que celui auquel la juridiction appartient perde la qualité de *juge* : témoins, la plupart des juges d'*exception*. « Toutes les fois, dit M. le président Bérion, que la loi ne leur confère pas explicitement, et par disposition formelle, le droit de faire exécuter leurs jugemens, la juridiction seule leur est transmise; le commandement est attaché à la justice territoriale (1), c'est-à-dire, aux tribunaux ordinaires. »

Encore une fois les arbitres sont de véritables juges relativement aux contestations qui leur sont soumises; leurs déci-

(1) De l'autorité judiciaire, chap. 3.

ont de véritables jugemens ; et dès lors , nul doute qu'ils ne puissent prononcer la contrainte par corps , de la même manière que les tribunaux ordinaires pourraient le faire. N'oppose-t-on à des principes aussi évidens ? Que les parties ne peuvent compromettre , d'après l'art. 1003 du Code de procédure , que sur les droits dont elles ont la libre disposition ! Mais ce n'est pas sur l'exercice de la contrainte par corps que les parties ont compromis dans l'espèce. L'objet du compromis était la fixation du compte de tutelle ; la contrainte par corps n'était qu'un accessoire , qu'un mode d'exécution du jugement ; et ce n'était pas les parties qui autorisaient les arbitres à la prononcer : c'était l'art. 126 du Code de procédure. Tout ce que le tribunal a dit sur la faveur que la liberté des citoyens est donc hors de la question , ne peut s'appliquer qu'aux cas pour lesquels il n'est point permis de prononcer la contrainte par corps.

Mais voici une autre objection. Le tribunal reconnaît que les arbitres *forcés* en matière de société de commerce ont le droit de prononcer la contrainte par corps ; mais il refuse le même droit aux arbitres *volontaires* en matière civile. — Cette distinction entre les arbitres forcés et les arbitres volontaires est réprouvée par les principes qui ont été exposés plus haut. Le pouvoir des arbitres ne change pas de nature ; ils sont pas moins *juges* , soit que les parties aient été obligées de recourir à l'arbitrage , soit qu'elles s'y soient soumises volontairement. Cela est évident , et la loi ne fait aucune différence quant aux effets que produisent les décisions arbitrales , et à l'autorité dont elles jouissent. N'avons-nous pas vu que les anciennes ordonnances voulaient que ces décisions eussent *telle force et vertu que les sentences données par les juges* ? Peut-on , d'après cette disposition , distinguer entre les matières sur lesquelles les arbitres ont eu à statuer ? La loi du 2 août 1790 n'autorise-t-elle pas le compromis *dans tous les cas et dans toute matière sans exception* ? — Aussi cette distinction n'a jamais été admise. La contrainte par corps a été considérée , dans tous les temps , non comme une peine , mais comme un moyen d'exécution , que les arbitres , soit volontaires , soit forcés , peuvent ordonner. Jousse , dans son *Traité*

*de la juridiction des présidiaux*, pag. 203, enseigne que, de les matières qui en sont susceptibles, la contrainte par corps n'est qu'un accessoire du principal ; qu'ainsi les arbitres, par leur distinction, peuvent l'ordonner. Même doctrine dans le *Nouveau Denisart*, et dans le Répertoire, au mot *Arbitrage*. Tel est aussi l'opinion de M. Pardessus (*Éléments de droit commercial*, tom. 4, pag. 9), et de M. Carré (*Questions*, tom. 2, n° 456).

Le sieur Vielle a reproduit et développé les motifs du jugement de première instance.

Du 4 juillet 1821, ARRÊT de la Cour royale de Pau, M. Figarol premier président, MM. Petite et Berdoy avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Dufau, avocat général ; — Attendu, *en fait*, que les parties plaidaient devant le tribunal civil de l'arrondissement de Dax, sur la reddition du compte tutélaire dû par la partie de Branthomme (le sieur Vielle) à celle de Petite (la dame Despériés) ; — Que, par le compromis du 25 octobre 1817, elles soumièrent leurs contestations à l'arbitrage de deux jurisconsultes auxquels elles donnèrent pouvoir de les juger comme amiables compositeurs, et en dernier ressort ; — Attendu, *en droit*, que toutes personnes peuvent compromettre sur les droits dont elles ont la libre disposition (art. 1003 du Code de procédure) ; — Que les arbitres volontaires sont de véritables juges, dont les décisions sont qualifiées *jugemens* par la loi, en ont le caractère et les effets ; — Que la faculté qui leur est conférée de prononcer comme amiables compositeurs ne les dépouille pas de leur caractère de juges ; qu'elle leur donne au contraire le pouvoir extraordinaire de ne pas conformer leur décision aux règles du droit (art. 1019 de la loi précitée) ; — Attendu que l'arbitrage dont il s'agit dans la cause porte sur la reddition d'un compte tutélaire ; — Que l'art. 126 du Code de procédure laisse à la prudence du juge de prononcer la contrainte par corps pour reliquat de comptes de tutelle, curatelle, etc. ; — Qu'en fixant à la somme de 36,420 fr. 50 cent. le reliquat du compte de tutelle, y compris les dégradations, et en condamnant la partie de Branthomme au paiement de cette somme par toutes voies, et par corps, les arbitres n'excédèrent pas leur pou-

; que conséquemment ce premier moyen d'opposition à l'ordonnance d'*exequatur* doit être rejeté; — Attendu que la partie de Petit avait demandé 24,000 fr. de dommages et intérêts, payables par toutes voies et par corps; — Qu'en accueillant, à ce titre, 3,122 fr. 10 cent. à cause des dégradations, les arbitres ne prononcèrent pas sur une chose non demandée; — conséquemment le second moyen d'opposition manque sur le fait; — Par ces motifs, prononçant en matière principale, disant droit à l'appel interjeté par la partie de Petit contre le jugement rendu le 12 juillet 1820 par le tribunal ci-devant de Dax, DÉCLARÉ avoir été mal jugé, bien appelé; réforme par conséquent ledit jugement, et jugeant de nouveau, déboute la partie de Branthomme de l'opposition par elle formée à l'ordonnance d'*exequatur* intervenue le 7 août 1818 sur la sentence arbitrale rendue entre parties le 23 juillet précédent; la déboute pareillement des moyens de nullité qu'elle proposés contre ledit jugement arbitral; ce faisant, ordonne que ce jugement sera exécuté suivant sa forme et teneur; ordonne la restitution de l'amende, et condamne ladite partie de Branthomme aux dépens, etc. »

*Nota.* M. Boucher, pag. 176; M. Berriat-Saint-Prix, tom. 1<sup>er</sup>, pag. 45, note 26, et M. Delvincourt, tom. 2, pag. 255, professent une opinion contraire. Mais la doctrine de ces auteurs, réfutée d'ailleurs par M. Carré (*Lois de la procédure civile*, tom. 3, pag. 439 et suivans), a été proscrite par un arrêt de la Cour de cassation, du 1<sup>er</sup> juillet 1823. (Voy. tom. 3 le 1823, pag. 417.)

## COUR D'APPEL DE METZ.

*Pour que le créancier puisse attaquer comme frauduleux les actes faits par son débiteur, faut-il que son titre soit antérieur à ces actes ?* (Rés. aff.) Cod. civ., art. 1167.

*L'art. 1328. du Code civil est-il démonstratif, et non limitatif, en sorte que la certitude de la date des actes sous seing privé puisse être établie par des moyens autres que ceux énoncés dans cet article ?* (Rés. aff.)

est ainsi conçu : « La liste des jurés sera notifiée à chaque accusé la veille du jour déterminé pour la formation du tableau ; cette notification sera nulle, ainsi que tout acte qui aura suivi, si elle est faite plus tôt ou plus tard. » ; — Vu l'expédition en forme du procès verbal du tirage au sort qui a été fait le 21 mai pour le complément de la liste des jurés, jusqu'au nombre de trente, conformément à l'art. 394 de la loi du 20 avril 1810 ; ladite expédition transmise au greffe de la Cour, en exécution de son arrêt interlocutoire du 21 juin dernier ; — Attendu que si la liste des jurés, dont l'art. 394 ordonne la notification aux accusés, est essentiellement la liste des trente-six, formée comme le prescrit l'art. 387, il peut cependant être suppléé à la notification de cette liste, et le vœu de l'art. 394 est rempli par la notification de la liste des trente jurés formée d'après l'art. 395 ; — Mais que la notification de cette liste ne peut satisfaire à l'obligation de l'art. 394 qu'autant qu'elle contient tous les noms des jurés dont cette liste est composée lorsqu'elle est signifiée ; — Et attendu qu'on n'a pas notifié à l'accusée la liste des trente-six ; que c'est seulement la liste des trente jurés formée conformément à l'art. 395, qui lui a été notifiée le 23 mai ; — Que le procès verbal du même jour constate qu'à l'époque de cette notification les sieurs Gallien et Milon faisaient partie de cette liste ; — Que le nom du sieur Milon a été en effet porté dans la notification faite à l'accusée ; mais que celui du sieur Gallien n'y a pas été compris, quoiqu'il eût été appelé dans la liste par le même tirage que le sieur Milon ; — Que le sieur Gallien a postérieurement fait partie du tableau des douze jurés qu'il a siégé au débat et participé à la délibération du jury ; — Que la notification faite à l'accusée a donc été incomplète et insuffisante, et que l'art. 394 a été violé ; — D'après ces motifs, CASSE et ANNULE ladite notification ; casse, par suite, le tableau du jury, les débats et l'arrêt par lequel la Cour d'assises du département de l'Aisne a condamné, le 23 mai dernier, Marie-Anne Lecocq à la peine de mort ; — Et pour être procédé contre elle à de nouveaux débats, conformément à la loi, et pour être rendu nouvel arrêt, la renvoie en état d'arrestation de prise de corps devant la Cour d'assises séant à Reims ; ordonne, etc. »



arrêts rendus en semblables les 5 janvier  
septembre 1825.

## COUR D'APPEL DE ROUEN.

Pour qui se marient en communauté peuvent-ils stipuler que les biens immeubles de la femme seront inaliénables en tout ou en partie? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 1595.  
Mais, lorsque le contrat ne présente à cet égard qu'une dérogation du droit du mari pendant la communauté, si la femme fait prononcer sa séparation de biens, et reprend la libre administration de ceux qui lui appartiennent, conserve-t-elle la faculté d'aliéner ses immeubles avec le consentement de son mari ou l'autorisation de la justice? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 1449.

MONTGRARD, C. LA DAME DORÉ.

Arrêt par ARRÊT de la Cour d'appel de Rouen, du 10  
juillet 1821. Voy. le tom. 1<sup>er</sup> de 1825, pag. 67.

## COUR DE CASSATION.

Voie de passage en faveur de celui dont les fonds sont enclavés, et qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut-elle s'acquiescer par la prescription de trente ans bien qu'il s'agisse d'une servitude discontinue? (Rés. nég.) Cod. civ., art. 685.

Est-il nécessaire que celui qui invoque cette prescription prouve que sa possession a eu lieu au vu et su des propriétaires sur le fonds desquels le passage est établi? (Rés. nég.)

Les principes avaient-ils lieu avant le Code civil? (Rés. aff.)

MECASTAIN, C. FAURCADE ET BELIN.

Mecastain est propriétaire d'un pré qui se trouve enclavé dans d'autres héritages, et n'a aucune issue sur la voie publique. Il est circonscrit notamment par un fonds de même nature.

turo, appartenant à la dame Fourcadé et, au sieur son gendre.

Ces derniers ont été assignés, en 1814, devant le tribunal civil de Tarbes, à la requête du sieur Pecastaing, pour dire que ce dernier serait maintenu dans la possession il était, depuis plus de quarante ans, de passer sur leur pont, arriver à la voie publique, et qu'en conséquence seraient condamnés à enlever la barrière qu'ils avaient à l'extrémité de ce pré. Le sieur Pecastaing a offert subsidiairement la preuve de sa possession quadragénaire avant le civil. Il est utile de remarquer à ce sujet que le fonds veuve Fourcadé et du sieur Behn leur a été adjugé nationalement par les administrateurs du district de Vic, en 1793, qu'ayant cette adjudication, le sieur Pecastaing avait notifié aux administrateurs que le fonds mis en vente était grevé d'une servitude légale de passage pour l'exploitation de son pré, avait sommé de ne vendre qu'à la charge de cette servitude.

Quel qu'il en soit, jugement du tribunal civil de Tarbes, 12 décembre 1814, qui rejette la demande du sieur Pecastaing sans s'arrêter à la preuve par lui offerte; et sur l'appel, de la Cour royale de Pau, du 17 juin 1817, qui confirme. « Attendu que la preuve offerte par le sieur Pecastaing était suffisante; qu'il n'avait point demandé à prouver que au vu et au su des anciens propriétaires qu'il avait possession pendant quarante ans de passer sur le fond; qu'il s'agit pour parvenir à la voie publique; que néanmoins la preuve était exigée par l'ancienne jurisprudence du parlement de Toulouse, qui devait régir la contestation. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Pecastaing, violation des anciens principes, et des art. 682, 690, 2228 et 2281 du Code civil.

Le demandeur a commencé par établir que le parlement de Toulouse jugeait constamment que la servitude de passage nécessaire pour le service d'un fonds enclavé, ainsi que l'unité à laquelle elle donnait lieu, étaient prescriptibles par possession de trente ans, sans que le possesseur fût tenu de prouver qu'il avait possédé au vu et au su du propriétaire du fonds sur lequel le passage était établi. Il rapportait, à l'égard

cette proposition, une consultation délibérée par six anciens conseillers de Toulouse, et dans laquelle étaient cités trois arrêts du parlement de cette ville, des 21 mai 1723, 17 avril 1771, et 30 janvier 1772.

Cela posé, le demandeur a soutenu que l'art. 685 du Code confirmait ces anciens principes. Il invoquait à cet égard l'autorité de MM. Toullier et Pardessus, qui, en effet, s'expriment sur ce point de manière à ne laisser aucun doute.

La servitude dont nous traitons ici, dit M. Pardessus, est légale, n'a besoin d'être consentie par aucun titre. Elle est fondée sur la loi, qui l'accorde à la nécessité; elle est justifiée par le fait même de cette nécessité. Il faut donc bien se garder de confondre cette espèce de passage, qui a une cause légitime, avec le passage que ne justifie point une nécessité absolue, et qui ne peut avoir lieu que comme servitude conventionnelle.... Celui sur qui s'exercerait ainsi, depuis plus de trente ans, un passage fondé sur la nécessité, ne pourrait également prétendre une indemnité, ou exiger qu'on lui justifiait qu'elle a été accordée. Suivant l'art. 2262, son action est prescrite. La nécessité du passage est le seul point à considérer; il devient le titre de celui qui en use; et le droit de réclamer une indemnité, qui n'est qu'une créance prescriptible comme toute autre, est anéanti par la prescription, sans que le passage cesse d'être dû. En effet, puisque la loi ouvre une action pour indemnité, elle suppose que l'exercice du passage a pu avoir lieu par un fait indépendant de toute convention, puisque, en bien que cette action ne soit plus recevable, elle veut que le passage soit continué; elle admet nécessairement cette situation de faits, cette continuation, comme équivalent à un titre. Tout cela est fondé sur l'art. 685 du Code (1).

Les défendeurs à la cassation s'élevaient contre cette doctrine. Il en résulterait, disaient-ils, que le propriétaire du fonds aurait la faculté de passer, sans autorisation préalable, sur celui des héritages voisins qu'il lui conviendrait de choisir; la prescription de l'indemnité due pour le passage courrait à l'instant où il aurait été ainsi exercé. Or c'est ce que la

(1) *Traité des servitudes*, nos 222 et 224.

loi n'a point dit ; elle n'accorde au propriétaire du fonds enclavé que la faculté de demander le passage à ses voisins ; de l'obtenir de la justice , s'ils refusent de le consentir. Il ne résulte rien autre chose des art. 682 , 683 et 684 du Code civil. D'après cela , il est évident que , tant que le passage n'a pas été demandé et réglé , en se conformant aux dispositions de ces articles , la servitude légale ne peut pas exister. En effet , puis que la loi ne l'accorde qu'à ces conditions , elles ne peuvent être suppléées par d'autres , par exemple , par une simple possession. Cette possession , si elle n'a point été précédée de l'accomplissement des conditions prescrites , doit demeurer sans effet. Elle ne peut jamais conférer qu'un passage usurpé , et non un passage légal , qui ne peut être que la suite d'une indemnité réglée selon les bases fixées par la loi.

Tel était le système des défendeurs ; mais il n'a point été accueilli.

Du 10 juillet 1821 ; ARRÊT de la section civile , M. Brissot président , M. Henry-Larivière rapporteur , MM. Huart-Bonpart et Nicod avocats , par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Jourde , avocat-général , et après délibéré en la chambre de conseil ; — Vu les art. 682 , 690 , 2262 et 2281 du Code civil ; — Attendu qu'il s'agit , dans la cause , d'une servitude de passage nécessaire dont , aux termes de l'art. 682 du Code civil , les fonds environnans peuvent être grevés , malgré le propriétaire , en l'indemnisant ; — Que cette espèce de servitude , quoique discontinuë , a toujours pu , ainsi que le reconnaît l'art. 2281 , s'acquérir par la possession ; — Attendu que la durée des conditions de la possession requises pour acquérir la prescription n'étaient pas réglées par les lois anciennes , et qu'ainsi fallait , sur ce point , se référer aux dispositions des art. 2262 et 2281 du Code civil , qui fixent à trente ans la durée de la possession , sans aucune modification : — D'où il suit qu'en jetant les offres faites par le demandeur , de prouver qu'il était en possession , depuis quarante ans et plus , du droit de passage sur l'héritage dont il s'agit , et en le déboutant de sa demande en maintenance , sous le prétexte qu'il n'offrait pas de prouver qu'il avait possédé au vu et su du propriétaire , la Cour royale

Pau a commis un excès de pouvoir, et violé les art. 682, 2262 et 2281 du Code civil; — CASSE, etc. »

## COUR D'APPEL DE METZ.

*La prescription de dix ans établie contre l'action en reddition de compte de tutelle et les faits de la tutelle, par l'art. 475 du Code civil, s'applique-t-elle aux erreurs ou omissions qui se sont glissées dans ce compte? (Rés. nég.)*

REDER, C. REDER.

Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour d'appel de Metz, du 10 juillet 1821. Voy. le tom. 3 de 1823, pag. 334.

## COUR DE CASSATION.

*Le jugement qui renvoie un individu de l'action intentée contre lui pour avoir travaillé un DIMANCHE ou un JOUR FÉRIÉ doit-il, à peine de nullité, constater que le prévenu a obtenu la permission de l'autorité municipale, ou que l'autorité administrative a étendu au travail dont il s'agit l'exception portée en l'art. 8 de la loi du 18 novembre 1814? (Rés. aff.)*

LE COMMISSAIRE DE POLICE DU CANTON DE TONNERRE,

C. LES SIEURS NICOLLE ET MATHIEU.

Le 12 juillet 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. Bar-  
président, M. Ollivier rapporteur, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau de Pé-  
avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en la  
chambre du conseil; — Statuant sur le pourvoi du commis-  
saire de police près le tribunal de simple police du canton de  
Tonnerre; — Vu l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 18 novembre 1814, re-  
lative à la célébration des fêtes et dimanches, portant : « Les  
travaux ordinaires seront interrompus les dimanches et  
jours de fêtes reconnues par la loi de l'Etat. » ; — Vu l'art.  
n° 4, portant : « En conséquence il est défendu, lesdits  
jours..., aux charretiers et voituriers employés à des servi-

« ces locaux de faire des chargemens dans les lieux publics de leurs domicile. ; » — Vu également l'art. 8, n° 1<sup>er</sup> qui excepte des défenses ci-dessus les meuniers et les ouvriers employés aux travaux urgens de l'agriculture et aux constructions et réparations motivées par un péril imminent, à la charge d'en demander la permission à l'autorité municipale ; l'art. 9 portant : « L'autorité administrative pourra étendre les exceptions ci-dessus aux usages locaux. » ; — Attendu qu'il est reconnu et déclaré par le jugement attaqué, et par leurs avoués par le prévenu, que, le 31 mai dernier, jour de fête de l'Ascension, *Valentin Nicolle*, meunier chez *Mathieu*, conduisait sur sa voiture, à la vigne de *Jacquillat-Desprez*, treize bottes d'échalas ; que ce travail, fait le jour de l'Ascension, fête reconnue par la loi de l'Etat, était défendu par l'art. 1<sup>er</sup> et 2, n° 4, de la loi du 18 novembre 1814, sur la célébration des fêtes et dimanches ; que néanmoins le jugement attaqué a renvoyé de l'action exercée contre eux *Valentin Nicolle*, prévenu, et *Mathieu*, son maître, civilement responsable, sous prétexte, d'une part, que le transport fait par le prévenu était au nombre des travaux urgens de l'agriculture ; d'autre, qu'il était autorisé par l'usage local de la commune de Tonnerre ; — Mais attendu que ce jugement a déclaré, 1<sup>o</sup> que le prévenu eût demandé à l'autorité municipale la permission sans laquelle, d'après l'art. 8, il ne pouvait livrer à un travail urgent de l'agriculture, 2<sup>o</sup> que l'autorité administrative eût étendu au transport des échalas dans les vignes les exceptions portées par l'art. 8 ; que néanmoins, défaut de l'une ou de l'autre de ces déclarations, le prévenu pouvait se trouver au cas des exceptions faites par les art. 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 18 novembre 1814 aux prohibitions de transportées par les art. 1<sup>er</sup> et 2 de la même loi ; qu'ainsi, dans l'état des faits, le renvoi du prévenu et de son maître, civilement responsable, a été une violation des art. 1<sup>er</sup>, 2, 8 et 9 de la loi du 18 novembre 1814 ; — **CASSE** et **ANNULE** le jugement du tribunal de police simple du canton de Tonnerre, du 18 mai dernier, qui renvoie *Valentin Nicolle*, prévenu, et *Mathieu*, civilement responsable, de la demande formée contre eux par



saire de police de Tonnerre ; et, pour être de nouveau sur ladite demande ; renvoi, etc. »

## COUR DE CASSATION.

*... dans un même ordre, des hypothèques spéciales peuvent en concours avec une hypothèque générale, peut-elle être restreinte sur certains immeubles, de sorte à ne pas nuire à l'exercice des hypothèques spéciales ? (Rés. aff.)*

*... affirmative, l'hypothèque générale doit-elle être placée sur les biens affectés au créancier spécial. PREMIER INSCRIT, plutôt que sur ceux affectés au créancier spécial. PREMIER INSCRIT ? Celui-ci doit-il, à raison de son antériorité, conserver son gage, de préférence à celui-là ? (Rés. aff.)* Cod. civ., art. 2122, 2134 et 2166.

IGNON, C. BROUSSOUS.

Questions sont de la plus haute importance ; elles tiennent aux bases mêmes de la législation hypothécaire. Il s'agit de la spécialité des hypothèques, dont le législateur a obtenu les plus heureux résultats, ne sera qu'un piège tendu à la foi des créanciers. Et d'abord une réflexion qui domine cette matière, c'est que l'hypothèque générale forme une exception au système de la spécialité. Or cette exception a pour but de donner une garantie nouvelle à celui en faveur duquel elle est établie, qu'il sera payé du montant de ses créances. Si cet objet se trouve rempli par la collocation de la totalité ou d'une partie qui peut lui être dû, de telle sorte que son paiement soit assuré, qu'importe sur quels immeubles cette collocation aura lieu. La règle générale, c'est-à-dire la spécialité, doit rester dans son empire. Peut-être n'est-ce ici qu'une considération, mais abordons les principes.

Une objection unique qu'il s'agit de détruire se tire de l'indivisibilité de l'hypothèque. L'hypothèque générale subsiste sur tous les immeubles qu'elle comprend, et sur chacun d'eux en entier, *tota in toto, et tota in qualibet parte* (art. 2114 Code civil). Or, d'après ce principe, le créancier peut

exercer son hypothèque générale soit sur tous les biens qui sont affectés, soit sur quelques uns de ces biens qu'il lui plaît d'indiquer. Il n'importe conséquemment que cet exercice ne soit réservé qu'aux créanciers qui n'ont que des hypothèques spéciales.

Voilà l'argument. Nous n'en contesterons pas les deux premières parties. Nous rendons hommage au principe de l'indivisibilité de l'hypothèque. Nous pensons aussi qu'il est en général, que le créancier qui a une hypothèque peut l'exercer à son gré soit sur tous les biens qu'elle comprend soit sur quelques uns d'entre eux. Mais suit-il de là que l'hypothèque générale puisse, sans utilité pour le créancier, être exercée au détriment d'hypothèques spéciales avec lesquelles elle se trouve en concours? C'est ce que nous ne pensons pas. En effet, tout annonce que le principe de l'indivisibilité de l'hypothèque, entendu surtout comme on vient de le voir, reçoit une exception dans le cas qui nous occupe.

D'une part, la loi admet le concours des deux espèces d'hypothèques, générale et spéciale, sur les mêmes biens; et il est évident que cette disposition deviendrait entièrement illusoire si le créancier qui a l'hypothèque générale pouvait à son gré la faire porter en définitive sur tel immeuble de préférence quoiqu'il eût été affecté spécialement à d'autres créanciers. D'autre part, le législateur a consacré le principe qu'entre créanciers les différentes hypothèques, spéciales ou générales, n'ont de rang que du jour de l'inscription (art. 2154 du Code civil), c'est-à-dire que la loi veut qu'aucun créancier postérieur en date ne puisse être préféré à celui qui le précède du rang des hypothèques, d'après cette maxime fondamentale *Qui potior est tempore, potior est jure*. Or ce principe sera encore éludé journellement, si des hypothèques spéciales devaient rester sans effet par l'exercice d'une hypothèque générale, puisqu'il pourrait en résulter que d'autres hypothèques également spéciales, mais conférées postérieurement, ne seraient pas gênées dans leur exercice.

Ce sont là des dispositions formelles, expresses. Elles s'opposent d'une manière évidente à ce que, dans leur concours, les hypothèques générales visent sans nécessité aux hypothèques spéciales. Mais ce n'est pas tout. C'est encore une maxime

ne générale et sans exception, que point d'intérêt, point d'action. Or, cette maxime suffit pour obliger le créancier qui a une hypothèque générale, à ne l'exercer que d'une manière qui ne nuise pas à des droits spéciaux. Ajoutons que le système contraire donnerait ouverture à tous les genres de fraudes : car un débiteur, en simulant des obligations et en consentant des hypothèques feintes, pourrait priver ses créanciers des droits les plus légitimes. Il lui suffirait pour cela de se concerter avec de prétendus créanciers auxquels il conférerait en apparence tantôt des hypothèques générales que l'on se méfierait de faire concourir avec des hypothèques spéciales ultérieurement consenties, afin de priver celles-ci de leurs effets ; tantôt des hypothèques spéciales sur des immeubles qu'aucune inscription particulière ne grèverait, mais dont la valeur serait absorbée par l'exercice d'hypothèques générales vraies ou simulées consenties antérieurement.

Toutes ces raisons ont déjà été senties et appréciées par plusieurs Cours royales, qui ont décidé qu'on peut obliger les créanciers qui ont des hypothèques générales et la priorité soit à diviser leurs hypothèques sur tous les immeubles, soit à les exercer sur quelques uns d'entre eux, sans qu'ils puissent eux-mêmes indiquer tels ou tels immeubles de préférence, de manière, en résultat, que l'exercice de l'hypothèque générale cause le moins de dommage possible aux créanciers ayant des hypothèques spéciales. C'est ce qu'a jugé la Cour de Paris par trois arrêts des 10 mars 1809, 5 avril 1811 et 28 août 1815. (Voyez tom. 18, pag. 726.)

La Cour de cassation vient de mettre le sceau à cette jurisprudence. Voici l'espèce.

Le sieur Solignac, propriétaire d'immeubles dans les arrondissemens de Mende et de Chananat, avait pour créanciers :

D'abord, par hypothèque générale, antérieure à toute autre, la demoiselle Raynal son épouse, pour une somme de 37,525 fr., résultante de leur contrat de mariage passé le 25 janvier 1807.

Venait ensuite, dans l'ordre des dates, le sieur Bronssons, créancier d'une somme de 28,000 fr., en vertu d'une obligation souscrite par le sieur Solignac, le 9 décembre 1814. Le

sieur Brousseau n'avait qu'une hypothèque ~~spéciale~~ elle portait sur la maison d'habitation du sieur Solignac, un jardin y adjoignant et une prairie appelée *Ville-Roussel*, le tout situé à Mende.

Plus tard, le sieur Solignac avait grevé tous ses biens situés dans l'arrondissement de Mende d'hypothèques spéciales. Enfin, le sieur Solignac avait pour créancier, dernier en date, le sieur *Ignon*, auquel il avait emprunté une somme de 13,253 fr., par obligation du 2 novembre 1815. Le sieur Ignon avait pour hypothèque spéciale 1° un corps de domaine appelé de *Ramades*; 2° le pré de *Ville-Roussel* et la maison d'habitation déjà hypothéquée au sieur Brousseau, 3° le pré, jardin et bâtiment ayant fait partie de l'enclôse des cordeliers, tous ces biens situés dans l'arrondissement de Mende; 4° enfin, un pré appelé *le Chambon*, situé dans l'arrondissement de Chanae.

Ceux de ces biens qui étaient situés dans l'arrondissement de Mende furent saisis et vendus sur le sieur Solignac. L'adjudication fut faite en quatre lots.

Le premier lot, composé de la maison, du jardin adjoignant et du pré de *Ville-Roussel*, spécialement hypothéqué au sieur Brousseau, fut adjugé moyennant 45,500 fr. Le second lot, composé du domaine de *Ramades*, fut adjugé pour 30,000 fr. Le troisième lot, comprenant l'enclôse et maison des cordeliers, fut adjugé au prix de 10,200 fr. Enfin, le quatrième lot, consistant en un pré situé à la Champ, fut adjugé au prix de 1,050 fr. — Total : 106,750 fr.

Un ordre fut ouvert. La dame Solignac fut colloquée en première ligne pour les 37,525 fr., montant de sa dot et accessoires, dont elle serait payée, savoir, 8,200 fr. par l'adjudicataire du premier lot, 19,549 fr. par l'adjudicataire du second lot, 1,042 fr. sur le quatrième lot, et le surplus sur le montant du troisième lot.

Ensuite, le sieur Brousseau fut colloqué pour la somme de 3,343 fr., montant de sa créance en principal et accessoires, et il fut dit que cette somme serait acquittée sur le prix du premier lot, qui lui était spécialement hypothéqué.

D'autres créanciers furent colloqués sur le prix des autres lots, et sur ce qui restait du prix des premier et second lots.

Enfin, le sieur Ignon fut employé pour les 13,253 fr. qui lui étaient dus ; mais les fonds manquèrent sur lui.

Le sieur Ignon a contesté cette opération. Il a prétendu que la créance de la dame Solignac, dont l'hypothèque était générale, aurait dû être répartie également sur tous les biens vendus, eu égard à leur valeur, au lieu d'avoir été employée sur certains lots. En suivant ce mode, le sieur Ignon aurait été colloqué utilement, parce que, le prix du premier lot étant alors absorbé en grande partie par la dame Solignac, le sieur Broussous, qui n'avait d'hypothèque que sur ce lot, n'eût point été payé en totalité. Or ce que le sieur Broussous se serait trouvé avoir perdu aurait profité au sieur Ignon, sur lequel les fonds manquaient....

Tel était le système. Il fut rejeté par le tribunal civil de Mende, qui maintint, sous ce rapport, l'opération du juge-commissaire. Néanmoins, attendu que les biens vendus ne suffisaient pas pour acquitter en totalité la créance de la dame Solignac, ainsi qu'un autre créancier à hypothèque spéciale, antérieur à Ignon, le tribunal, par jugement du 8 juillet 1817, autorisa ce créancier à se faire payer de sa créance sur le montant de la collation faite au profit de la dame Solignac, et renvoya celle-ci à prendre sur les biens de son mari, situés dans l'arrondissement de Chanac, tout ce qui lui restait dû pour le complément de sa dot. Plusieurs rentiers viagers avaient été colloqués ; le sieur Ignon fut autorisé à retirer les capitaux affectés à leurs rentes des mains de l'adjudicataire, en déduction de sa créance, à la charge de servir lui-même les rentes viagères. Il fut ordonné enfin que, dans le cas où la dame Solignac ne trouverait pas de quoi compléter sa dot sur le prix des biens de Chanac dont Ignon était devenu acquéreur, il suppléerait à ce déficit, comme étant le créancier dernier inscrit et prenant part sur le prix des immeubles de l'arrondissement de Mende.

Appel de la part du sieur Ignon et de quelques autres créanciers. Il est à remarquer que la dame Solignac ne se rendit point appelante, quoiqu'elle eût été renvoyée, pour une partie de sa dot, sur d'autres biens que ceux dont le prix était alors en distribution.

Le sieur Ignon reproduisit le système qu'il avait proposé en

première instance. Il prétendit que l'hypothèque générale de la dame Solignac devait être reversée sur tous les immeubles vendus, et que chacun de ces immeubles devait contribuer à l'acquittement de la créance, au prorata de sa valeur.

Mais, le 30 juin 1818, arrêt de la Cour royale de Nîmes qui confirme le jugement, « attendu que, par le résultat de l'ordre intervenu sur la distribution du prix des biens du sieur Solignac, la créance procédant de la dot de son épouse, et pour laquelle elle avait une hypothèque générale, se trouvant utilement allouée sur le prix de partie des mêmes biens, sans aucune réclamation de sa part envers cette collocation, le sieur Igrou, qui n'avait qu'une hypothèque postérieure à celle-ci sur les mêmes biens, n'est ni recevable ni fondé à se plaindre de ce qu'on ne l'a pas fait porter sur d'autres biens également hypothéqués à cette créance; que, forcé de convenir que l'hypothèque générale est un droit réel et indivisible, qui peut être exercé sur la totalité et sur chaque partie des immeubles affectés pour la totalité de la dette, il ne peut se prévaloir de ce qu'il se trouve, par l'exercice de ce droit, privé lui-même de l'utilité d'un gage qu'il savait bien pouvoir être absorbé par cette hypothèque générale; qu'il a d'autant moins raison de s'en plaindre, qu'il voudrait faire reverser les effets de cette collocation sur le prix d'un immeuble qui déjà était grevé d'une hypothèque spéciale en faveur d'un précédent créancier, à l'époque où il a contracté lui-même avec ce débiteur, et à laquelle il n'a pas pu ignorer que la valeur de tous les biens de ce débiteur était déjà absorbée par l'existence soit de l'hypothèque générale, soit de l'hypothèque spéciale dont ils étaient grevés, et qu'il serait souverainement injuste d'attribuer à celui qui n'a contracté que lorsqu'il savait que le débiteur n'avait plus aucune sûreté à donner, une préférence qui devait plutôt appartenir à celui qui n'avait prêté ses fonds que sous la foi d'un gage plus que suffisant pour le payer dans un temps où les biens libres de son débiteur étaient aussi bien plus que suffisants pour faire face à l'hypothèque générale dont ils étaient grevés; qu'admettre un système contraire serait ouvrir un libre cours à la fraude, en mettant un débiteur déjà insolvable à même de paralyser en partie l'hypothèque spéciale



Il aurait donnée à un créancier légitime par la supposition. Au nouveau créancier auquel il donnerait aussi en hypothèque spéciale un autre immeuble déjà absorbé par l'hypothèque générale, pour établir le concours de celle-ci et faire supporter partie de ses effets par l'immeuble primitivement hypothéqué, et retirer ainsi le prix d'une sorte de stellionat qu'il pourrait impunément commettre.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Ignon, pour violation des art. 2122, 2134 et 2166 du Code civil.

La Cour royale de Nîmes, a-t-il dit, a consacré une erreur grave. Elle a appliqué le principe qui règle la priorité des inscriptions selon leur date à des inscriptions qui portent sur des immeubles différens; et c'est en partant de ce système que le demandeur se trouve privé de recouvrer le montant de ce qui lui est dû sur un immeuble qui lui était spécialement affecté, tandis que d'autres créanciers qui n'avaient comme lui que des hypothèques spéciales ont été entièrement remplis de leurs créances.

Toutefois, la loi est claire; il ne peut être question de priorité entre différentes hypothèques, entre différentes inscriptions, que lorsqu'elles concourent sur les mêmes biens. Toute idée de priorité s'évanouit, si ces inscriptions portent sur des immeubles distincts: car si *Pierre* n'a point d'hypothèque sur les immeubles hypothéqués à *Paul*, quel prétexte aurait-il pour réclamer sur lui la préférence? Du moins, l'on conviendra qu'il ne peut s'élever aucune difficulté sur ces principes, lorsqu'il n'est question que de régler l'effet des hypothèques spéciales entre elles. Or le concours d'une hypothèque générale peut avoir des inconvéniens pour tels ou tels créanciers spéciaux; mais le principe ne doit pas varier au gré des circonstances.

Qu'est-ce que l'hypothèque générale? Elle est une exception au principe dominant de la spécialité, exception qui a pour objet de procurer une plus grande sûreté au créancier pour le paiement de ce qui lui est dû. Il est évident que tous les créanciers en ordre postérieur doivent subir toutes les conséquences d'un semblable privilège. Mais une fois que le créancier hypothécaire général est rempli par une collocation inté-

grale, le principe de la spécialité doit reprendre tout son empire, et chaque créancier doit jouir du bénéfice de l'hypothèque spéciale attachée à sa créance.

Appliquons ces principes. L'hypothèque générale antérieure de la dame Solignac porte sur tous les immeubles de son mari. Elle doit, d'après le principe de l'indivisibilité, être reversée au marc le franc sur chacun des immeubles vendus. Cette répartition faite, chaque créancier jouira exclusivement, et par rapport à l'immeuble qui est son gage, de l'avantage de la spécialité qu'il s'est fait consentir, et du rang de son hypothèque; chaque créancier, disons-nous, touchera ce qui restera du prix particulier de l'immeuble qui lui est spécialement hypothéqué. Sans doute, il peut arriver que des créanciers éprouvent un préjudice qu'ils n'auraient pas ressenti, sans la répartition de l'hypothèque générale sur tous les biens; mais à qui la faute? Celui qui traite avec un débiteur dont les biens sont déjà affectés d'une hypothèque générale, et se contente d'une hypothèque spéciale sur un seul immeuble, parce qu'il lui paraît que les autres immeubles de son débiteur offrent une valeur suffisante pour désintéresser le créancier à hypothèque générale, fait un calcul imprudent; il doit prévoir qu'en cas de vente de cet immeuble, il ne pourra prendre part au prix qu'après la collocation du montant de l'hypothèque générale.

Quant à cette répartition au marc le franc de l'hypothèque générale, l'on voit non seulement qu'elle est sollicitée par le principe de l'indivisibilité des hypothèques, mais qu'elle est le seul moyen de concilier les droits des différens créanciers, et même de maintenir le principe de la spécialité, puisqu'elle a pour résultat de rendre les hypothèques spéciales parfaitement indépendantes les unes des autres, quelle que soit leur date, toutes les fois qu'elles portent sur des immeubles différens. Aussi ce mode de collocation est enseigné par un auteur d'un grand poids en cette matière, par M. Tarrible, Répertoire, v° *Transcription*, § 6, n° 5; et il peut encore s'appuyer, par analogie, sur plusieurs dispositions du Code de commerce et du Code civil: c'est ce que fait remarquer le même jurisconsulte. — En effet, les art. 540 et 541 du Code de commerce

sont ainsi conçus : « Si la vente du mobilier précède celle des immeubles, et donne lieu à une ou plusieurs répartitions de deniers avant la distribution du prix des immeubles, les créanciers hypothécaires concourront à ces répartitions dans la proportion de leurs créances totales, et sauf, le cas échéant, les distractions dont il sera ci-après parlé. Après la vente des immeubles et le jugement d'ordre entre les créanciers hypothécaires, ceux d'entre ces derniers qui viendront en ordre utile sur le prix des immeubles, pour la totalité de leurs créances, ne toucheront le montant de leur collocation hypothécaire que sous la déduction des sommes par eux perçues dans la masse chirographaire. Les sommes ainsi déduites ne resteront pas dans la masse hypothécaire, mais retourneront à la masse chirographaire, au profit de laquelle il en sera fait distraction. »

Il y a une très-grande analogie, ainsi que l'observe M. Tarrible, entre la situation des créanciers chirographaires d'un failli, et celle des créanciers hypothécaires inscrits postérieurement à une hypothèque générale. Or pourquoi n'appliquerait-on pas à ceux-ci les règles établies pour ceux-là ?

Sans doute, il ne faut pas que la condition du créancier à hypothèque générale soit empirée ; il ne faut pas qu'il souffre ni préjudice ni retard. Mais il n'en est pas moins vrai que l'hypothèque de ce créancier affecte, avec la même force et la même latitude, tous les biens du débiteur ; et dès lors l'on doit faire à l'égard des créanciers dont les hypothèques sont spéciales et postérieures ce que l'on fait à l'égard des créanciers chirographaires, dans la distribution des biens d'un failli. Ce que ces derniers ont supporté mal à propos, ils peuvent le répéter vis-à-vis du créancier hypothécaire ; de même celui auquel un immeuble est spécialement hypothéqué, si l'on fait supporter à cet immeuble une portion trop considérable de l'hypothèque générale, doit être autorisé à répéter sur les autres immeubles l'excédant de la portion pour laquelle l'immeuble qui lui sert de garantie devait contribuer ; ils doivent concourir à l'acquittement de l'hypothèque générale dont ils sont grevés.

Quant aux articles du Code civil invoqués par le demandeur à l'appui de son système, ce sont ceux qui règlent les effets de la solidarité entre les débiteurs d'une même dette. Le créancier d'une dette solidaire peut s'adresser à celui des coobligés qu'il lui plaît de choisir ; il peut même exiger de lui la totalité de la dette. Des droits semblables appartiennent au créancier qui a une hypothèque générale ; il peut demander le paiement de la totalité de sa créance, sur le prix d'un seul immeuble. La dette solidaire se divise, de plein droit, entre les débiteurs, et chacun n'en est tenu, vis-à-vis de ses co-débiteurs, que pour sa part et portion. Ne doit-on pas, par suite de l'analogie, diviser également l'hypothèque générale entre tous les immeubles, pour faire supporter à chacun sa part contributive ? — Tels étaient les moyens du demandeur.

Le défendeur s'est attaché à démontrer que le mode de collocation consacré par l'arrêt, loin de détruire le système de la spécialité, comme on le prétendait, rentrait parfaitement dans son esprit, et devait être maintenu. En effet, de quoi s'agit-il ? De restreindre, pour l'ordre seulement, l'exercice de l'hypothèque générale sur une portion des biens du débiteur, de manière que le créancier spécial, premier inscrit, conserve son gage de préférence à un autre créancier spécial postérieurement inscrit sur un autre immeuble. Or un tel mode d'opérer n'a rien que de conforme au système de la spécialité des hypothèques ; son résultat est de dégager, autant que possible, les immeubles grevés d'hypothèques spéciales, de les libérer de l'hypothèque générale, de telle sorte qu'elles produisent tout leur effet. Sans doute, ce mode de collocation ne profitera pas également à tous les créanciers spéciaux ; mais il est avantageux à ceux qui, ayant fait inscrire les premiers, doivent être réputés avoir traité avec le débiteur à une époque où il possédait d'autres immeubles libres suffisans pour remplir l'objet de l'hypothèque générale, à une époque conséquemment où ils devaient compter sur l'intégralité de leur gage.

Telle est l'alternative qui se présente : ou l'on maintiendra un mode de collocation qui favorise des droits légitimes, des droits acquis, et certes ce sont ceux des créanciers qui ont traité avec le débiteur lorsqu'il était encore solvable ; ou

loptera un système qui favorise ouvertement la fraude, si la répartition au marc le franc de l'hypothèque générale sur tous les immeubles du débiteur était admise, elle fit un débiteur, qui aurait consenti des hypothèques générales et spéciales, pour une somme égale à la valeur de ses biens, à même de frustrer ses créanciers légitimes d'une partie de leurs créances, en contractant postérieurement des dettes nouvelles, et en leur affectant spécialement quelques immeubles encore grevés d'inscriptions. Or qui peut hésiter sur la manière à faire entre ces deux partis? Par exemple, dans l'espece, les biens sur le prix desquels a été colloqué le sieur Brousseau, défendeur à la cassation, de préférence au sieur Ignon, avaient été spécialement hypothéqués avant de l'être à ce dernier: il ne peut donc pas se plaindre de cette préférence.

Quant à l'hypothèque générale, le système de répartition proportionnelle qui a été proposé n'est autorisé par aucune loi: ce qui le prouve, c'est qu'on est obligé, pour l'écarter, de recourir à de prétendues analogies qui sont loin d'être exactes. Ainsi, on compare les créanciers hypothécaires privilégiés par une hypothèque générale aux créanciers chirographaires d'un failli. Mais d'abord, il y a toujours eu entre un créancier hypothécaire et un créancier chirographaire une différence manifeste. Ensuite, de ce que les créanciers chirographaires d'un failli peuvent exiger que les créanciers hypothécaires, colloqués dans un ordre, fassent compte de ce qu'ils ont reçu précédemment dans une contribution, chose qui a lieu de plein droit, et abstraction faite de la disposition de la loi, s'ensuit-il que des créanciers hypothécaires spéciaux, qui ont eu à souffrir de l'exercice d'une hypothèque générale, puissent exiger que d'autres créanciers ayant également des hypothèques spéciales, leur fassent compte du préjudice qu'ils ont éprouvé? Mais depuis quand un créancier qui a une hypothèque spéciale sur un immeuble est-il solidairement responsable d'un autre créancier ayant une hypothèque spéciale sur un autre immeuble différent? Quelle analogie y a-t-il entre des créanciers chirographaires, dont le sort est commun, qui doivent supporter le passif comme ils profitent de l'actif, tous également.

jours au marc le franc, et des créanciers hypothécaires les droits se règlent d'une manière si essentiellement différenciée, puisqu'il n'est jamais question entre eux que de préférence ou de priorité au préjudice les uns des autres? Et quant à l'argument tiré de ce qui a lieu en matière de solidarité, mérite-t-il une réponse? Ce que nous venons de dire ne suffit-il pas à prouver qu'il ne peut exister aucune analogie entre des créanciers solidaires et des créanciers ayant des hypothèques spéciales dont les intérêts sont toujours distincts, et même essentiellement opposés?

Il y a d'ailleurs une considération puissante, indépendamment de celles qu'on a déjà fait valoir, à opposer au système du demandeur: c'est qu'un créancier dernier inscrit ne peut se plaindre de l'exclusion qu'il souffre pour des hypothèques antérieures à la sienne, puisqu'en traitant avec le débiteur il a dû avoir connaissance de toutes ces hypothèques antérieures, et qu'il est juste que les causes en soient acquittées de préférence. *qui prior est tempore potior est jure.* Cet adage n'est qu'une chose de toute équité.

Du 16 juillet 1821, ARRÊT de la section civile, M. Bréard président, M. Trinquelague rapporteur, MM. Odillon-Barrot et Duprat avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. J. B. avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en la chambre du conseil; — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que l'inscription hypothécaire du sieur Igou sur les biens duquel le prix a été distribué est postérieure à toutes celles des créanciers qui ont été colloqués avant lui dans la distribution du prix; — Attendu qu'aucune loi, dans le concours d'une hypothèque générale avec les hypothèques spéciales, n'impose au juge l'obligation de faire sur les biens spécialement affectés la répartition de l'hypothèque générale au marc le franc de leur valeur; — Attendu, d'ailleurs, qu'une pareille répartition, si elle était admise en principe, pourrait devenir un moyen de fraude pour un débiteur de mauvaise foi qui aurait des créanciers à hypothèque générale et des créanciers à hypothèque spéciale, et par ce moyen de frustrer ceux-ci d'une partie de leurs légitimes créances, en contractant postérieurement des dettes sim-



affectant les biens qui leur étaient déjà spécialement hypothéqués; que, s'il est de la nature de l'hypothèque spéciale d'étendre son effet à l'immeuble qui en est l'objet, il est dans l'esprit général du système hypothécaire d'avoir à l'antériorité des droits acquis, parce que le créancier qui prête le dernier a eu bien moins de raison que tous les autres de croire à la solvabilité du débiteur commun: d'où il suit qu'en faisant la répartition de l'hypothèque générale de dame Solignac sur les biens dont le prix était à distribuer, la Cour royale de Nîmes non seulement n'a violé aucune loi, mais s'est au contraire conformée aux vrais principes de cette matière; — REJETTE, etc. »

## COUR DE CASSATION.

*Notaire qui dispose des deniers d'une vente immobilière restés dans ses mains, et qui les emploie, sans l'aveu de son client, à payer des créanciers chirographaires, au lieu de les consacrer à l'acquit des charges hypothécaires, peut-il être condamné par corps à la restitution des sommes qu'il a ainsi disposées? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 2060.*

*Pour répéter contre les créanciers chirographaires les sommes qu'ils leur ont payées? (Rés. nég.) Cod. civ., art. 1385.*

GUIBERT, C. HAVART ET AUTRES.

Le sieur Havart achète un immeuble du sieur Rondelle. Le contrat de vente est passé devant le notaire Guibert, à qui le sieur Havart confie le prix de son acquisition jusqu'à ce que le notaire puisse s'opérer avec sûreté. Ce notaire, au lieu d'employer le prix à désintéresser les créanciers hypothécaires, se contente d'obtenir par suite la mainlevée des inscriptions, en distribuant au profit des créanciers chirographaires du sieur Rondelle le prix de l'acquisition.

Le sieur Havart, imputant cette disposition arbitraire de deniers, demande que le sieur Guibert soit condamné par corps à lui restituer les sommes qu'il lui a confiées. Celui-ci

exerce son recours en garantie contre les créanciers chirographaires.

En cet état, jugement du 13 août 1819, par lequel le tribunal civil de Compiègne condamne le sieur Guibert par corps, soit comme notaire, soit somme séquestre, à la restitution des sommes réclamées par le sieur Havart, et rejette en même temps l'action récursoire du notaire contre les créanciers chirographaires qu'il a payés.

Appel. — Et, le 13 août 1820, arrêt confirmatif de la Cour royale d'Amiens.

Le sieur Guibert a provoqué la cassation de cet arrêt, par fausse application des art. 2060 et 1383 du Code civil.

Le demandeur prétendait que, ne s'agissant point ici d'un fait de charge, ni d'un abus de confiance, mais seulement d'un acte inconsidéré et peu réfléchi, la restitution n'aurait dû être prononcée que par les voies de droit ordinaires, et qu'il n'y avait pas lieu à l'application de la contrainte par corps.

Le sieur Guibert ajoutait que, d'après la maxime *Æquum est neminem cum alterius damno locupletari*, il était bien fondé à répéter des créanciers chirographaires les sommes qu'ils leur avait payées par erreur; que c'est sur ce fondement que la Cour de cassation avait décidé, par deux arrêts des 9 novembre 1812 et 31 janvier 1815, que l'acquéreur qui avait d'abord payé son prix à des créanciers hypothécaires, en vertu d'un ordre amiable, et qui ensuite avait été obligé de le payer une seconde fois à d'autres créanciers omis dans cet ordre, pouvait se faire restituer par les premiers ce qu'ils avaient reçu; qu'ainsi la Cour d'appel, en rejetant son action récursoire contre les créanciers chirographaires qu'il avait payés, avait fait une fausse application de l'art. 1383 du Code civil.

Du 20 juillet 1821, ARRÊT de la section des requêtes, Lasaudade président d'âge, M. Lecoutour rapporteur, Loiseau avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M<sup>re</sup> Labéau, avocat général; — Vu l'art. 2060, n° 7, du Code civil; — Attendu que l'arrêt, en condamnant par corps le demandeur à restituer

(\*) Voy. ces deux arrêts, tom. 13, pag. 927, et tom. 17, pag. 70.

part les sommes qu'il avait reçues de celui-ci pour prix de la vente faite par Rondelle, et par acte passé devant ledit sieur Guibert, n'a fait qu'une juste application du n° 7 de l'article; — Attendu que les deux arrêts cités par le demandeur ne sont relatifs qu'aux distributions de deniers entre créanciers inscrits qui, omis dans une collocation, sont fondés à demander que ceux auxquels ils étaient préférables soient tenus de leur rapporter jusqu'à concurrence le montant de la collocation à eux indûment faite; mais que ce cas n'est point applicable au demandeur, qui, ayant payé volontairement à ses créanciers chirographaires des sommes qui leur étaient légalement dues, n'est point fondé à réclamer contre eux les sommes qu'il leur a payées, et qu'il doit supporter les suites de sa négligence ou de son imprudence; — Par ces motifs, Rejette, etc. »

## COUR D'APPEL DE LIMOGES.

*Un procès verbal de carence opère-t-il exécution d'un jugement par défaut faute de comparoir, de telle sorte qu'après cet acte, l'opposition du jugement ne soit plus recevable, surtout que la copie du procès verbal de carence a été remise à l'épouse du défaillant? (Rés. aff.) Cod. de Proc. civ., art. 159.*

PEYRICHOUX, C. DUPRÉ.

Le 27 août 1819, un jugement par défaut faute de comparoir, rendu sur la demande du sieur Dupré, au préjudice des sieurs Peyrichoux, ordonna la radiation d'inscriptions hypothécaires et condamna les défaillans aux dépens. — Le sieur Dupré ayant voulu faire exécuter le jugement dans ce dernier sens, un huissier se transporta le 20 janvier 1820 au domicile des mariés Peyrichoux; il constata qu'il n'y avait trouvé que des meubles dont la saisie était prohibée par la loi: en conséquence il dressa un procès verbal de carence, dont il remit la copie à l'épouse du sieur Peyrichoux.

Le 25 janvier 1820, opposition au jugement par défaut de la part des défaillans. Le sieur Dupré soutient l'opposition non

recevable, comme faite après l'exécution, et un jugement du tribunal de Bellac accueille ce moyen.

Appel. — Et, le 20 juillet 1821, arrêt de la Cour de Limoges ; M. Grivel président, MM. Dumont et L... avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Talat, substitut du procureur-général ; — Considérant qu'il est de jurisprudence que le procès verbal de carence est un des moyens d'exécution d'un jugement par défaut ; que la Cour de cassation l'a ainsi jugé, par arrêt du 23 avril 1816 (1), relatif à l'exécution dans les six mois de l'obtention ; que Pigeau, dans son *Commentaire sur la procédure civile*, tom. 1, pag. 321, Lorret, tom. 1, pag. 321, et Carré, tom. 1, pag. 312, sentent que ce procès verbal de carence est un moyen d'exécution suffisant, parce qu'il ne dépend pas du créancier de faire davantage ; — Considérant que, si le procès verbal de carence forme l'exécution du jugement, il doit produire le même effet que les autres moyens d'exécution indiqués dans l'article 159, parce que les dispositions de cet article sont déclaratives, et non limitatives, ou exclusives d'autres moyens ; — Considérant que, d'après l'art. 158, l'opposition n'est recevable que jusqu'à l'exécution du jugement, et que, par conséquent, elle n'a plus été recevable après le procès verbal de carence, puisqu'il opérerait l'exécution ; — Considérant que la partie condamnée ne peut pas plus se plaindre de rigueur dans ce cas, que ne le pourrait la partie qui aurait été condamnée par défaut, ayant un avoué constitué, et qui n'aurait pas formé opposition dans la huitaine de la signification à l'avoué : car la loi a pris les plus grandes précautions en faveur de la partie défaillante qui n'a pas d'avoué ; le jugement lui a été signifié par un huissier commis, et dans l'espèce il l'a été par un huissier-audiençer du tribunal de Bellac, qui a remis copie à la femme de Léonard Peyrichoux ; que le commandement qui a suivi a été fait au domicile de Léonard Peyrichoux, dont la copie a encore été remise à son épouse, et qu'il en a été de même pour le procès verbal de carence ; qu'ainsi,

(1) Voy. le tom. 18, pag. 328.

tout attesta que les époux Peyrichoux avaient connaissance du jugement par défaut, et qu'ils auraient pu y former opposition, avant l'exécution opérée par le procès verbal de carence; — Considérant que, si le moyen d'opposition leur a été interdit, après l'exécution, la voie de l'appel était ouverte, car le délai d'appel ne commence à courir que lorsque l'opposition n'est plus recevable (art. 443); — Considérant que diverses dispositions de la loi se combinent parfaitement, et prêtent un mutuel secours; qu'il fallait donner au créancier le moyen d'exécuter son jugement, surtout lorsque, comme dans l'espèce, il n'y en a aucun autre; mais que, si l'opposition devient non recevable, après l'exécution, par le procès verbal de carence, le délai d'appel commence à courir, et la partie condamnée a encore trois mois pour se pourvoir; — Considérant que, n'y ayant appel que du jugement qui a déclaré l'opposition non recevable, la Cour n'a pas à s'occuper des questions du fond jugées par le jugement par défaut dont on n'a pas été fait appel; — CONFIRME. »

*Nota.* Le défaillant a-t-il un délai, après le procès verbal de carence, pour former opposition au jugement par défaut? La négative est énoncée dans les motifs de l'arrêt qui précède, et nous pensons aussi que la déclaration d'opposition doit être faite avant que l'huissier, rédacteur du procès verbal de carence dont il a notifié copie au défaillant, se soit retiré; qu'ultérieurement elle ne serait plus recevable. Cette opinion n'est que la conséquence du principe consacré par la Cour de Limoges, que le procès verbal de carence opère exécution au jugement par défaut: car, s'il en est ainsi, comme, aux termes de l'art. 158, l'opposition n'est recevable que jusqu'à l'exécution du jugement, elle ne le sera plus après un acte par lequel cette exécution aura eu lieu. Cependant M. Carré, dans un passage de son dernier ouvrage que nous avons rapporté au tom. 18, pag. 331, cite un arrêt de la Cour de Nanci auquel il semblerait résulter que le défaillant a un délai, après le procès verbal de carence, pour former son opposition (1).

(1) L'art. 162 du Code de procédure lui accorde huit jours pour la ré-  
 former.

La Cour de Nancy, dit cet auteur, a jugé, le 9 mars 1818, qu'un procès verbal de carence n'empêche l'opposition, tant qu'il a été notifié au défaillant, attendu que le défaut n'a nécessairement connu l'exécution. Cette énonciation inexacte, et comme elle pourrait induire en erreur, nous rapportons en peu de mots l'arrêt de la Cour de Nancy dont la doctrine est d'ailleurs très-remarquable.

Un jugement par défaut faute de comparaître avait été rendu par le sieur Laboissière contre le sieur Tricheur. Celui-ci était emprisonné pour dettes, ses meubles avaient été vendus, son domicile avait été abandonné par sa femme. Pendant un huissier s'y transporta pour mettre à exécution le jugement par défaut, et il dressa un procès verbal de carence dont il laissa une copie au maire. Ce procès verbal est du 12 décembre 1812. — En 1817, la dame Tricheur, poursuivie en vertu du jugement par défaut rendu au profit du sieur Laboissière, y forma opposition. Un jugement du tribunal de Verdun déclara l'opposition non recevable, comme faite après l'exécution du jugement. Mais, sur l'appel, l'arrêt du 9 mars 1818, par lequel la Cour de Nancy considéra « que l'exploit de carence est sans doute un acte d'exécution, mais un acte tel que, suivant les circonstances qui l'accompagnent, il peut offrir ou n'offrir pas la preuve indubitable qu'il a été connu de la partie prétendue débitrice, et, par suite, établir ou n'établir pas une exécution de jugement, dans le sens de l'art. 159 du Code de procédure, qui soit un obstacle à l'opposition ; — Que, dans l'espèce particulière de la cause, l'exploit de carence du 12 décembre 1812 avait été fait et notifié dans un domicile désert et abandonné de fait par la partie contre laquelle se dirigeait la poursuite ; que la copie en avait été remise au maire seul, sans même qu'aucun voisin eût été interpellé de s'en charger ; qu'ainsi il n'était pas établi que l'opposant eût eu nécessairement connaissance de cet exploit ; qu'il était donc insuffisant pour faire réputer le jugement exécuté ; que, par suite, l'opposition était recevable. On voit que cet arrêt décide, et ce nous semble avec beaucoup de raison, qu'un procès verbal de carence dressé dans un de



judiciaire abandonné et qui n'a été notifié ni au défaillant, ni à aucun des siens, ne peut être considéré comme un acte d'exécution de jugement, dans le sens de l'art. 159; qu'ainsi l'opposition est recevable après un tel acte. Mais rien dans les motifs ni dans le dispositif de l'arrêt n'indique que le défaillant ait, après le procès verbal de carence qu'il a connu ou pu connaître, un délai pour former opposition au jugement, comme on pourrait l'induire de l'énoncé de M. Carré.

An surplus, l'opinion personnelle de cet auteur est conforme à celle émise par la Cour de Limoges dans l'espèce ci-dessus, car il résout *négativement* la question suivante : « De ce que l'art. 158 porte que l'opposition sera recevable *jusqu'à l'exécution* du jugement, s'ensuit-il que la déclaration d'opposition puisse être faite utilement le jour qui suit immédiatement les actes auxquels l'art. 159 attache la présomption que le jugement est exécuté? » Voyez *Lois de la procédure*, tom. 1<sup>er</sup>, quest. 662.

## COUR DE CASSATION.

*L'ordre du prix d'un immeuble dépendant d'une succession encore indivise doit-il être suivi devant le tribunal qui a connu de la vente, et qui est en même temps celui du lieu de l'ouverture de la succession, à l'exclusion du tribunal dans le ressort duquel l'immeuble vendu est situé?*  
(Rés. aff.) Cod. de proc. civ., art. 59.

*Doit-on le décider ainsi, principalement dans le cas où l'ordre pour la distribution du prix est déjà ouvert devant le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, et que plusieurs créanciers ont déjà produit leurs titres?*  
(Rés. aff.)

BOUTHILLIER, C. DEBIZE.

M. le marquis de Bouthillier avait son domicile à Paris, rue Belle-Chasse. Il est décédé dans son château de Fillers, le 16 décembre 1818, laissant plusieurs enfans. Ceux-ci n'ont accepté sa succession que sous bénéfice d'inventaire. Il dépendait de cette succession 953 hectares de bois situés dans les arrondissemens de Sancerre et de Bourges, département du Cher.

Les enfans de M. le marquis de Bouthillier, tant en leur qualité d'héritiers bénéficiaires que comme créanciers de la succession, à cause des reprises de leur mère, ont provoqué la vente, par licitation, des immeubles dont on vient de parler, devant le tribunal civil de la Seine, lieu de l'ouverture de la succession. Un jugement du 12 juin 1819, rendu contradictoirement entre tous les héritiers, a effectivement ordonné qu'il serait procédé à cette vente, après que les formalités préalables auraient été remplies.

En conséquence de ce jugement, et le 6 novembre 1819, les neuf cent cinquante-trois hectares de bois dont il s'agit ont été vendus à l'audience des criées du tribunal de la Seine, et ont été adjugés à trois des héritiers, moyennant la somme de 121,000 fr. Les adjudicataires ont fait transcrire le jugement d'adjudication aux bureaux des hypothèques de Bourges et de Sancerre. Comme il s'est trouvé à cette transcription un assez grand nombre de créanciers inscrits, les notifications prescrites par la loi ont été faites à chacun d'eux.

Il s'est agi de procéder à la distribution du prix résultant de l'adjudication. Les héritiers bénéficiaires ont cru devoir introduire l'ordre devant le tribunal civil de la Seine, qui avait connu de l'adjudication et dans le ressort duquel la succession s'était ouverte. En conséquence, les créanciers inscrits tant à Bourges qu'à Sancerre ont été sommés de produire.

Déjà un grand nombre de créanciers avaient fait leur production, lorsque les sieurs *Debize*, *Perrot* et *Lartin*, tous trois créanciers inscrits à Bourges, ont imaginé d'ouvrir un ordre du prix des mêmes biens devant le tribunal du lieu de leur situation, et ont obtenu, le 2 novembre 1820 (deux mois après l'ouverture de l'ordre à Paris), une ordonnance qui permettait de sommer les créanciers inscrits.

Dans cette situation, les héritiers Bouthillier se sont pourvus en règlement de juges, pour cause de litispendance, conformément à l'art. 363 du Code de procédure, et ils ont soutenu que, dans les principes comme dans l'intérêt de tous les créanciers, l'ordre devait être poursuivi devant le tribunal de la Seine, qui, d'ailleurs, avait été le premier saisi.

L'art. 59 du Code de procédure, ont-ils dit, veut expressément que, jusqu'au partage, toute action des héritiers entre eux, ou des créanciers contre la succession, soit portée devant le tribunal du lieu où la succession s'est ouverte. La sagesse de cette disposition se fait aisément sentir. Tous les titres et papiers se trouvent, jusqu'au partage, au lieu de l'ouverture de la succession; ce n'est que là qu'on peut apprécier le mérite des prétentions élevées par les créanciers, et par conséquent acquiescer ou défendre aux demandes formées contre la succession. Il importe peu que l'action soit hypothécaire et personnelle, ou purement personnelle contre le défunt; une action hypothécaire n'est pas moins sujette à des difficultés, quant à la validité du titre, quant à la solution intégrale ou partielle de la créance qui y donne lieu, qu'une action personnelle: c'est donc toujours au lieu où peuvent se trouver les moyens de défense et les titres libératoires que doit se porter l'action. Il serait même impossible de faire autrement: une créance hypothécaire pouvant en effet reposer sur plusieurs immeubles, il est évident que les héritiers, avant qu'ils soient munis, chacun en ce qui le concerne, de leurs titres, par suite du partage, ne peuvent ni produire ni se présenter eux-mêmes devant plusieurs tribunaux à la fois. Une telle manière de procéder serait d'ailleurs aussi contraire à l'intérêt des créanciers qu'à l'intérêt des héritiers, parce qu'il y aurait autant d'ordres, par conséquent autant de procès, qu'il y aurait d'immeubles ou de portions d'immeubles situés dans des ressorts de tribunaux différents; que les frais se multiplieraient nécessairement en raison du nombre des procès, et les lenteurs en raison des délais qu'on ne pourrait se dispenser d'accorder aux parties pour comparaître successivement devant les différents tribunaux.

C'est dans le but de prévenir ces désordres, que la loi a voulu que toutes actions, sans exception, fussent portées, avant le partage, devant le tribunal de l'ouverture de la succession: Telle est aussi l'opinion qu'émet M. Chabot de l'Allier, dans son *Commentaire des Successions*, sur l'art. 822 du Code civil.

« Pour que les héritiers, les légataires, les créanciers et tous autres ayants droit, dit ce jurisconsulte, ne fussent pas exposés à être traduits devant une foule de tribunaux différents, soit à raison du domicile de chacun d'eux, soit à raison de la situa-

*tion des biens*, soit à raison des demandes en garantie qu'ils auraient à former les uns contre les autres, il fallait qu'il n'y eût qu'un tribunal pour statuer sur toutes les contestations relatives à la succession encore indivise, et ce tribunal devait être naturellement celui du lieu où la succession est ouverte, les biens et les affaires du défunt y étant généralement bien mieux connus qu'ailleurs. »

Vainement donc objecterait-on qu'il s'agit d'une action réelle, qui, aux termes du même article 59, doit être portée devant le tribunal de la situation des biens. En matière de succession, la loi ne distingue pas entre les actions réelles et les actions personnelles, parce qu'il n'y a en effet aucune raison de distinguer avant le partage. M. Chabot ne distingue pas non plus; il n'hésite pas à déclarer que toutes les actions, soit à raison du domicile, soit à raison de la situation des biens, lorsqu'elles sont relatives à la succession indivise, doivent être portées devant un seul tribunal, qui est celui de l'ouverture de cette succession. C'est au surplus ce qui a été jugé *in terminis* par arrêt de la Cour royale de Paris, du 23 mai 1810, intervenu dans la cause des héritiers Lavinée contre des créanciers de la succession (1).

Dans l'espèce actuelle, toutes les considérations se réunissent également en faveur du tribunal de Paris. Ce tribunal est en même temps celui de l'ouverture de la succession. Il est saisi de différentes actions intentées contre elle par des individus qui figurent nécessairement dans l'ordre. C'est le tribunal devant lequel la vente a eu lieu. Il a été le premier saisi de l'ordre; la plupart des créanciers ont produit; il est de l'intérêt de toutes les parties de ne pas multiplier les frais, puisque tout ce qui sera absorbé par ces frais sera perdu pour la

---

(1) Deux créanciers avaient provoqué l'ordre des biens dépendans de la succession Lavinée, l'un à Paris, lieu de l'ouverture, et où les biens avaient été licités, l'autre à Joigny, lieu de la situation. — Règlement de juges. — 23 mai 1810, arrêt de la Cour royale de Paris, ainsi conçu: « Vu les art. 59 et 751 du Code de procédure, et attendu qu'il s'agit d'un ordre introduit sur vente par adjudication et dans une succession avant le partage; — La Cour, faisant droit sur la demande en règlement de juges, ordonne que les parties continueront de procéder devant le tribunal civil du département de la Seine. »

succession bénéficiaire et pour les créanciers. Ainsi, tout s'oppose à ce que deux nouveaux ordres soient ouverts, l'un à Bourges et l'autre à Sancerre, lorsque celui ouvert à Paris touche à sa fin.

Mais on répondait, de la part des sieurs Debize, Perrot et consorts, que la préférence réclamée pour le tribunal civil de la Seine n'était fondée sous aucun rapport. Les héritiers Bouthillier, a-t-on dit, invoquent en leur faveur l'article 59 du Code de procédure; mais cet article est contre eux, mais il condamne formellement leur prétention : car il dit positivement qu'en matière réelle, l'assignation doit être donnée au défendeur devant le tribunal de la situation de l'objet litigieux. Il est vrai que l'article précité contient une exception particulière en matière de succession, 1° lorsqu'il s'agit de demandes entre héritiers, ou de celles qui seraient intentées par des créanciers du défunt avant le partage; 2° lorsqu'il est question de demandes relatives à l'exécution des dispositions à cause de mort. Dans ces différens cas, on peut, on doit même assigner devant le tribunal du lieu où la succession est ouverte. Mais les adversaires ne se trouvent dans aucune des exceptions précisées par la loi. Il ne s'agit ici ni d'une contestation entre cohéritiers, ni d'une demande intentée par des créanciers avant le partage (1), ni enfin d'une action relative aux dispositions testamentaires du défunt. Les parties rentrent par conséquent dans les principes du droit commun; et, lorsqu'il est évident que la poursuite d'ordre a été introduite par les héritiers bénéficiaires devant un tribunal incompétent, les créanciers, lorsqu'ils sont appelés en cause, et qu'on leur notifie la procédure, ont invinciblement le droit de ramener les héritiers devant le tribunal indiqué par la loi, *à raison de la matière.*

Les règles en matière d'hypothèque prêtent une nouvelle force à ce raisonnement, et viennent en confirmer les conséquences. En effet, l'ordre n'est que la suite, que l'exercice du droit d'hypothèque, et lorsqu'il devient nécessaire d'y procéder, ce qui arrive toutes les fois qu'il y a plusieurs créanciers

---

(1) Effectivement on ne contestait pas les créances des sieurs Debize et consorts.

dépendans de cette succession a été faite au tribunal de la Seine; que l'ordre pour la distribution du prix a été tenu ouvert au greffe de ce tribunal, et que la presque-totalité des créanciers inscrits y ont déposé leurs titres; — Statuant sur le règlement de juges, sans s'arrêter à l'ordre postérieurement ouvert à Bourges, à la requête des défendeurs, lequel est réputé nul et non venu; — ORDONNE que, sur l'ordre ouvert à Paris, les parties continueront de procéder devant le tribunal de la Seine. »

*Nota.* L'arrêt dont le texte vient d'être rapporté donne la préférence à l'ordre introduit devant le tribunal qui a été connu de la licitation et qui était en même temps le tribunal du lieu où la succession était ouverte, sur l'ordre introduit postérieurement devant le tribunal de la situation des biens. Cette décision peut être fondée en équité et en raison. Il paraît naturel que le lieu où une succession est ouverte devienne le point central de toutes les contestations, de toutes les difficultés qui intéressent cette succession, tant qu'elle n'est point partagée, et que le même tribunal prononce sur tous les points litigieux. Cette mesure n'est pas moins dans l'intérêt des créanciers que des héritiers, puisqu'elle tend à ménager les frais et à prévenir les lenteurs inséparables d'une trop grande multiplication de procédures.

En effet, s'il fallait rigoureusement procéder à la distribution du prix des immeubles dépendans d'une succession encore indivise devant les tribunaux de leur situation respective, il en résulterait ce grave inconvénient, qu'il y aurait autant d'ordres, par conséquent autant de procès, qu'il y aurait d'immeubles situés dans des ressorts de tribunaux différens. De là des frais énormes et les délais interminables qui naîtraient de toutes ces contestations disséminées sur tant de points divers. Cette notice n'est donc point destinée à des objections contre l'arrêt intervenu dans l'hypothèse actuelle. Mais nous devons faire observer que l'arrêt dont il s'agit est introductif d'un droit nouveau, et qu'il est absolument opposé à la jurisprudence constante de la Cour elle-même. En effet, dans une espèce absolument semblable, la Cour de cassation a décidé, par



arrêt du 18 avril 1809, « que la demande à fin d'ordre et de distribution du prix d'immeubles dépendans d'une succession indivise doit être portée devant le tribunal de la situation, et non pas devant celui du lieu où cette succession s'est ouverte, sur le motif que la demande à fin d'ordre et de distribution du prix d'un immeuble *est une action réelle* » (1). On trouve la même solution dans un autre arrêt du 5 septembre 1809. (Voy. tom. 13, pag. 835.)

## COUR DE CASSATION.

*femme mariée sous le régime dotal a-t-elle, comme celle qui est mariée en communauté, une hypothèque légale sur les biens de son mari, pour raison de ses immeubles dotaux aliénés pendant le mariage, indépendamment de l'action révocatoire qui lui appartient contre les tiers acquéreurs ?* (Rés. aff.)

*peut-elle exercer cette hypothèque pendant le mariage, sur le prix des biens de son mari, encore qu'elle ne soit pas séparée de biens d'avec lui ?* (Rés. aff.)

*les tribunaux doivent-ils, dans ce cas, après avoir colloqué la femme au rang que la loi lui assigne, pourvoir à ce que les fonds lui soient conservés jusqu'à l'instant où elle pourra les recevoir et en donner quittance valable, soit en autorisant l'acquéreur à les retenir dans ses mains, soit en ordonnant tout autre emploi qui mette la dot en sûreté ?* (Rés. aff.) Cod. civ., art. 2121, 2135 et 2195.

LA DAME DE CROY-CHANEL, C. LES CRÉANCIERS DE SON MARI.

Monsieur de Croy-Chanel a été exproprié du domaine de Croy, qu'il avait acquis depuis son mariage; et un ordre a été ouvert devant le tribunal civil de Péronne pour la distribution du prix de ce domaine. La dame de Croy-Chanel s'est présen-

(1) Cet arrêt est rapporté dans ce journal, tom. 10, pag. 294. C'est par erreur que M. Chabot lui donne la date du 8 avril; la véritable est du 18 avril.

tée à cet ordre. Elle a demandé à y être employée pour une somme de 78,009 fr., prix de ses biens dotaux aliénés par elle et son mari conjointement depuis leur union, au mépris de leur contrat de mariage passé le 8 floréal an 9, et dans lequel les époux se sont soumis au régime des pays de droit écrit.

Les créanciers hypothécaires du sieur de Croy-Chanel sont élevés contre cette prétention. Ils ont soutenu que la dame n'avait que l'action révocatoire contre les acquéreurs des immeubles dotaux, et que la loi ne lui accordait point d'hypothèque légale pour raison de ces aliénations.

Jugement du 11 février 1819, qui adopte ce système, attendu que la dame de Croy-Chanel s'est mariée sous le régime dotal; que, suivant l'art. 1554 du Code civil, ses immeubles dotaux n'ont pu être aliénés; que cependant elle en a vendu une partie conjointement avec son mari; mais que l'art. 1555 donne à la femme qui est dans ce cas, ou à ses héritiers, le droit de révoquer l'aliénation après la dissolution du mariage ou après la séparation de biens; que cet article, ne lui donnant que ce droit, exclut toute autre action; que, si l'on mettait la femme qui se trouve dans la position de la dame de Croy-Chanel à être colloquée par hypothèque sur le prix de ses biens de son mari, il s'ensuivrait qu'elle abandonnerait des immeubles pour toucher une somme mobilière qu'elle pourrait ensuite dissiper, et qu'ainsi serait éludé et violé le principe de l'inaliénabilité de la dot, si formellement établi par l'art. 1554 du Code civil ».

Appel de la part de la dame de Croy-Chanel.

Les créanciers, peu confians, à ce qu'il paraît, dans la bonté de leur cause, ont pris des conclusions subsidiaires tendant à ce qu'en tout événement leurs collocations fussent maintenues, aux offres qu'ils faisaient de fournir caution en immeubles jusqu'à concurrence de la somme réclamée par la dame de Croy-Chanel, pour le cas où la vente de ses immeubles dotaux ne serait pas révoquée soit par son mari, soit par elle ou ses héritiers, et, faute par eux de fournir ce cautionnement, qu'il fût ordonné que l'acquéreur retiendrait la somme de 78,009 fr. jusqu'au moment où la distribution pourrait en être faite aux ayans droit à cette somme.

le, par arrêt du 22 juin 1819, la Cour royale d'Amiens a  
annulé purement et simplement la décision du premier tribu-  
nal. Les motifs néanmoins sont tout différens de ceux qui avaient  
été de base au jugement; ils sont ainsi conçus : — « Attendu  
que le contrat de mariage des sieur et dame de Croy-Chanel,  
fait à Paris le 8 floréal an 9, contient la clause d'exclusion de  
communauté de biens et soumission aux règles du pays de  
droit écrit, mais qu'il n'en résulte point une séparation con-  
tractuelle entre les deux époux; que, si la dame de Croy-Cha-  
nel a pris la qualité d'épouse séparée de biens dans les actes  
par lesquels elle a fait signifier à ses adversaires, elle n'a pas  
non plus justifié qu'elle ait demandé ni obtenu la séparation  
de biens en justice, en sorte qu'elle ne peut être considérée ni  
comme séparée contractuellement, ni comme séparée par ju-  
gement d'avec son mari, qui l'a même assistée en la procé-  
dure, quoiqu'il y fût déjà partie en son propre nom, puisque  
il est sur lui que l'expropriation avait été poursuivie; — Que,  
en droit romain, la femme a une hypothèque tacite et  
générale sur les biens de son mari pour sûreté et conservation  
de sa dot; que cette hypothèque a été consacrée et maintenue  
par l'art. 2135 du Code civil, sauf l'abolition du privilège qui  
avait à la femme la préférence même sur les créanciers an-  
ciens à la célébration du mariage; mais que la femme ne  
peut exercer et faire valoir cette hypothèque qu'après la dis-  
solution du mariage, ou après qu'elle s'est fait séparer de  
son mari; qu'il n'est point douteux que les lois  
antérieures accordaient à la femme le droit de répéter sa dot  
contre son mari, lorsque son indigence ou le désordre de ses  
affaires mettaient cette dot en péril; mais que, dans nos usa-  
ges, il faut que la femme s'adresse préalablement aux tribu-  
naux pour faire constater la nécessité d'ôter au mari l'admi-  
nistration de ses biens dotaux, et de rendre à la femme cette  
administration avec la jouissance de ses revenus, opération qui était  
même dans les pays de droit écrit sous le nom de  
*séparation de biens*; — Attendu, dans l'espèce, qu'il n'y a  
eu de séparation contractuelle entre les sieur et dame de  
Croy-Chanel, et que celle-ci n'a point demandé ni obtenu  
séparation de biens d'avec son mari, et que, par consé-

séquent, elle est inhabile à exercer son hypothèque légale sur les biens de son mari, à l'effet de recouvrer sa dot ou la valeur des biens dotaux qui ont été aliénés pendant son mariage. D'où il suit que c'est avec raison que les premiers juges ont ordonné qu'il n'y avait lieu de colloquer la dame de Croy-Chanclay sur l'ordre du prix de la terre de Treux.

La dame de Croy-Chanclay a déféré cet arrêt à la cour de cassation, pour violation de la loi 30, Cod., *de jure dotium*, et des art. 2121, 2135 et 2195 du Code civil.

La loi 3, Cod., *de jure dotium*, a dit l'avocat de la dame de Croy-Chanclay, donne à la femme dont les biens dotaux ont été aliénés non seulement l'action *in rem*, ou en revendication contre les tiers acquéreurs, mais encore une action hypothécaire préférable à toutes celles des autres créanciers : *In rebus talibus; sive mobilibus, sive immobilibus, sive aestimatis, sive inæstimatis sint, mulierem, in his vindicandis, esse habere, post dissolutum matrimonium, prærogativam habere. .... Volumus itaque eam in rem actionem habere hypothecariam possidere, ut per utramque viam, sive in rem, sive hypothecariam, ei plenissimè consulatur.*

L'on retrouve la même disposition dans les articles présumés du Code civil. L'art. 1560, placé sous le chapitre du Régime dotal, avait déjà accordé à la femme dont les biens dotaux ont été aliénés l'action révocatoire contre les tiers acquéreurs. Les art. 2121, 2135 et 2195 sont venus conférer à toutes les femmes indistinctement une hypothèque légale sur les biens de leurs maris, pour raison des répétitions qu'elles pourraient avoir à exercer contre eux, et surtout pour le remplacement des biens aliénés. Cette loi ne distingue pas; d'ailleurs, les raisons qui ont déterminé le législateur ne militent pas moins en faveur des femmes mariées sous le régime dotal qu'en faveur de celles qui sont mariées en communauté. Supposons qu'un tiers acquéreur insolvable ait dégradé l'immeuble dotal; qu'au contraire, au contraire, y ait fait des améliorations que la femme ne pourrait rembourser : ne voit-on pas, dans un cas comme dans l'autre, la nécessité pour la femme de recourir à son mari? Mais ne suffit-il pas de considérer que des dot

être, et sont journellement constituées en argent, pour l'hypothèque légale doive s'appliquer aux femmes mariées. Le régime dotal?

Ortes, le tribunal de Péronne avait commis une bien grave erreur; lorsqu'il avait dénié à la dame de Croy-Chancel une hypothèque légale, qui dans aucun temps, à aucune époque de législation, ne pouvait faire le moindre doute. Mais que la Cour royale d'Amiens, reconnaissant cette erreur, dénié à la dame de Croy-Chancel l'exercice de son hypothèque, sur le prétexte que le mariage n'était pas dissous, que les époux n'étaient pas séparés de biens, cette Cour ne s'est pas, à son tour, trompée d'une manière plus étrange encore? En effet, l'hypothèque légale existe au profit des femmes, *le jour du mariage*. L'art. 2135 du Code civil est précis à l'égard. S'il en est ainsi, cette hypothèque doit pouvoir être créée pendant le mariage toutes les fois que les immeubles auxquels elle porte sont aliénés. C'est ce qui n'avait pas jusqu'à présent fait la matière d'une controverse. — Que des précautions soient prises pour empêcher la femme mariée sous le régime dotal de dissiper un capital qui représente sa dot, soit; mais les tribunaux ne peuvent priver la femme de son gage, son hypothèque, sans lui donner aucune sûreté pour sa dot, lorsqu'elle sera exigible; ils ne peuvent la priver de contribuer à la distribution du prix des biens de son mari, sans ordonner que la somme qui représente sa dot sera placée d'une manière propre à en assurer la conservation. En agissant autrement, la Cour royale d'Amiens a violé les lois précitées, et l'arrêt doit être annulé.

Les créanciers défendeurs à la cassation ont reproduit les motifs donnés par le tribunal de Péronne et ceux développés dans l'arrêt. D'abord ils soutenaient que l'action révocatoire était à la femme. La vente de l'immeuble dotal, disaient-ils, est absolument nulle; elle est censée ne pas exister: cet immeuble continue donc d'être la propriété de la femme. Nulla est dès lors de lui accorder une hypothèque légale; et, en conséquence, les art. 2135 et 2195 ne sont pas applicables aux immeubles soumis au régime dotal. A la vérité, l'art. 1560, en donnant à la femme la faculté de faire révoquer l'aliénation

de l'immeuble dotal ne lui en impose pas l'obligation; lorsqu'elle n'use pas de cette faculté, elle n'a point à se plaindre, et si elle ne recouvre pas son immeuble, c'est à elle l'imputer.

Quant au cas où la dot est mobilière, nous ne connaissons pas la nécessité d'une hypothèque pour en assurer la restitution. Alors l'hypothèque légale tient lieu de l'action révocatoire accordée par la loi pour les immeubles, et il n'y a rien dans tout cela que de conforme aux principes qui régissent ces diverses matières. Mais, lors même que la femme mariée sous le régime dotal aurait une hypothèque légale à raison de ses immeubles dotaux aliénés, il faudrait reconnaître, avec la Cour d'Amiens, que la dame de Croy-Chanel, n'étant pas séparée de biens, est inhabile à exercer cette hypothèque. En effet, c'est au mari seul qu'appartient l'administration des biens dotaux pendant le mariage; lui seul a le droit d'exercer les actions qui peuvent naître à raison de ces biens: ce droit ne passe à la femme que par la dissolution du mariage ou la séparation de biens. Or, dans l'espèce, le mariage subsiste, la dame de Croy-Chanel n'est pas même séparée de biens, son mari a le droit et la faculté, à chaque instant, de faire annuler les ventes qu'il a consenties des immeubles dotaux. Dans cet état, les créanciers du mari ne peuvent être victimes de sa négligence ou même de la connivence des deux époux, l'exercice de l'hypothèque de la dame Croy-Chanel n'aurait d'autre objet que de frustrer des créanciers de leurs droits légitimes.

Du 24 juillet 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brissot président, M. Gandon rapporteur, MM. Nicod et Champagnon avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Jourde, avocat-général; — Vu la loi 30, au Code, *de jure dotum*, et les articles 2121, 2155 et 2195 du Code civil, dont défaut contre Roubaud et sa femme; — Et, pour le profit de lui, faisant droit entre toutes les parties, — Considérant que par leur contrat ante-nuptial du 8 floréal an 9, les mariés Croy-Chanel ont stipulé que, quant à leur mariage, ils ne seraient réglés que par les lois du pays de droit écrit; que la loi



à Sablé, le sieur *Vieille*, auquel il manda de terminer l'affaire à l'amiable, et dans le cas où il ne pourrait y parvenir, de vendre à d'autres les marchandises expédiées. Mais bientôt après il change de détermination, et fait assigner le sieur Cellier à fin de paiement du prix des trois pièces d'eau-de-vie qu'il lui avait expédiées. Celui-ci conclut, de son côté, à la nullité de la vente, attendu la défectuosité des marchandises.

Mais le vendeur lui oppose qu'il est non recevable à alléguer la mauvaise qualité des eaux-de-vie, parce qu'il ne s'est pas conformé à l'art. 106 du Code de commerce, qui l'obligeait, avant de recevoir les objets expédiés, à en faire constater l'état par des experts, que le président du tribunal, ou le juge de paix, à son défaut, aurait désignés à cet effet.

Le tribunal civil de la Flèche, devant lequel l'instance fut portée, a rendu, le 8 septembre 1818, un jugement qui, sans avoir égard à la fin de non recevoir proposée par le sieur Bahuaud, ordonne, avant faire droit, que la qualité des eaux-de-vie sera vérifiée par trois experts.

Ce jugement n'a satisfait aucune des parties. Toutes deux l'ont déféré à la censure de la Cour royale : le sieur Bahuaud, parce que le tribunal avait écarté sa fin de non recevoir ; le sieur Cellier, parce qu'au lieu d'annuler *de plano* la vente des trois barriques d'eau-de-vie, le tribunal s'était borné à ordonner un interlocutoire.

Le 10 mars 1819, arrêt de la Cour royale d'Angers, qui infirme la sentence du tribunal de la Flèche ; et, évoquant le fond, relaxe Cellier de la demande formée contre lui afin de paiement des eaux-de-vie en question, « attendu que Cellier, qui a reçu les marchandises le 20 janvier 1818, a témoigné, par sa lettre du lendemain 21, qu'il ne voulait pas les recevoir ; que cette lettre doit être assimilée aux protestations exigées par l'art. 436 du Code de commerce.... ; que le sieur Bahuaud avait écrit à un tiers de terminer cette affaire avec le sieur Cellier, et, s'il ne pouvait pas y réussir, de vendre à d'autres, pour son compte, ces mêmes eaux-de-vie ; que cela résulte d'une déclaration fournie par le sieur Vieille, qui déclare en même temps que Bahuaud avait retiré de ses mains la lettre qu'il lui avait écrite à ce sujet ; que cette déclaration donnée

par le sieur Vieille mérite, d'autant plus de confiance, que c'est un tiers négociant qui n'a aucun intérêt dans l'affaire; que le sieur Bahuaud, présent à l'audience, n'a point offert de représenter cette lettre; qu'au contraire, Cellier en a offert la preuve, en cas de désaveu; que, de cette conduite de Bahuaud il résulte qu'il est non recevable à laisser pour le compte de Cellier les eaux-de-vie qu'il lui avait envoyées, et que ce dernier n'avait pas voulu recevoir. »

Le sieur Bahuaud a demandé la cassation de cet arrêt, pour violation des art. 100, 103 et 106 du Code de commerce, et pour fausse application de l'art. 436 du même Code.

A cette double contravention il en ajoutait une autre, prise de la violation de l'art. 1165 du Code civil.

C'est un usage constant dans le commerce, a-t-on dit pour le demandeur, que la marchandise, une fois qu'elle est sortie du magasin du vendeur ou de l'expéditeur, voyage aux risques et périls de celui à qui elle appartient, sauf son recours contre le voiturier chargé du transport, lequel est garant des pertes et avaries qui surviennent ultérieurement. Telle est la règle consacrée par les art. 100 et 103 du Code de commerce. On sait très-bien que cette règle est subordonnée, dans son application, au cas où l'avarie ne provient pas du vice propre de la chose. Car, si le vendeur avait expédié des marchandises défectueuses ou d'une qualité inférieure à la convention, il serait garant de cette infidélité; mais c'est un fait qui ne se suppose pas, et qui doit être constaté. Aussi le législateur a-t-il prévu cette hypothèse, et indiqué les formalités qu'il faut remplir pour vérifier si la défectuosité ou les avaries proviennent de la faute du voiturier, du vice propre de la chose, ou de la force majeure. L'art. 106 du Code de commerce exige, dans ce cas, que l'état des objets transportés soit constaté par des experts nommés à cet effet par le président du tribunal de commerce, ou, à son défaut, par le juge de paix. Le sieur Cellier a-t-il rempli cette formalité? Point du tout. Il s'est bien adressé au juge de paix; mais ce n'a point été pour faire nommer des experts: il n'a requis ce magistrat que pour constater ses dires et prétentions sur la qualité des eaux-de-vie. Le procès verbal ne constate rien de plus. Le juge de paix était d'ailleurs incom-

pétent pour vérifier l'état des liquides expédiés. Ainsi, la réception des eaux-de-vie par le sieur Cellier, sans avoir fait vérifier, dans la forme légale, leur prétendue défectuosité et la cause à laquelle on devait l'attribuer, avait éteint toute action contre le vendeur. Ainsi l'arrêt attaqué, en obligeant celui-ci à reprendre sa marchandise, alors même que rien n'établissait que la mauvaise qualité dont se plaignait l'acheteur provînt d'un vice propre à la chose, a violé les articles précités du Code de commerce.

La Cour royale a considéré que la lettre du sieur Cellier, par laquelle il exprimait son refus de recevoir les eaux-de-vie, devait être assimilée aux protestations exigées par l'art. 436 de ce Code. Mais comment les juges d'Angers ont-ils pu oublier que cet article est uniquement relatif aux protestations à faire par les propriétaires des marchandises assurées, dans les vingt-quatre heures de leur réception, et que dès lors il devenait tout-à-fait étranger à l'espèce? Ainsi la fausse application de l'art. 436, qui fait la base de la condamnation prononcée contre le demandeur, suffirait pour entraîner la cassation de l'arrêt attaqué.

Mais ce n'est pas tout : cet arrêt présente encore une contravention manifeste à l'art. 1165 du Code civil. Aux termes de cet article, les conventions ou les actes n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; ils ne peuvent nuire ni profiter à des tiers. Ainsi la lettre que le sieur Bahuaud aurait écrite à son fondé de pouvoir, et par laquelle il le chargeait de terminer l'affaire à l'amiable ou de vendre à d'autres les marchandises expédiées, n'était obligatoire pour son auteur qu'à l'égard du correspondant ; mais elle était étrangère au sieur Cellier. Celui-ci ne pouvait pas plus s'en prévaloir que son adversaire n'aurait pu la lui opposer. Cependant c'est particulièrement sur ce titre que la Cour royale s'est fondée pour déclarer les marchandises défectueuses, et pour condamner le vendeur à les conserver pour son compte ; il y a donc, en droit, violation évidente de la loi. En fait, la conséquence déduite de la lettre est complètement erronée, car on peut écrire à son mandataire : « Arrangez l'affaire à l'amiable, ou vendez à d'autres si vous en trouvez l'occasion. », sans qu'on puisse induire

de ce conseil pacifique une reconnaissance de la défectuosité des marchandises. Ces expressions démontrent seulement un esprit conciliateur, ennemi de la chicane, et disposé à faire des sacrifices plutôt que de s'exposer à un procès. Mais transformer cette résolution généreuse en une reconnaissance implicite de son tort et du droit de l'adversaire, c'est dénaturer les idées les plus simples, et donner une fausse direction aux intentions les plus justes.

Du 24 juillet 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. Lasaudade président d'âge, M. Boré de Bretizel rapporteur, M. Garnier avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Lebeau, avocat-général... ; — Sur les moyens du fond tirés de la contravention aux articles 100, 103 et 106 du Code de commerce, — Attendu qu'il s'agissait, dans l'instance sur laquelle a statué l'arrêt attaqué, d'une demande en paiement de marchandises faite par un marchand à un autre marchand, et de la défense de ce dernier, tirée de la défectuosité des marchandises vendues et livrées ; — Attendu que les articles cités du Code de commerce concernent exclusivement les difficultés relatives aux avaries ou pertes de marchandises et effets dans les transports par terre et par eau, et ne pouvaient régler le sort de la contestation dont il s'agit ; — Sur le moyen tiré d'une fausse application de l'art. 436 du Code de commerce, — Attendu que, s'il est vrai que cet article était en effet étranger à la contestation et applicable seulement aux capitaines, assureurs, affréteurs, en cas de dommages, avaries causés par leur fait, cas qui ne se rencontrent pas ici, il est vrai aussi que l'énonciation d'un motif erroné ne peut donner ouverture à la cassation d'un arrêt qui se soutient d'ailleurs par d'autres motifs conformes à la loi ; — Enfin, sur le moyen tiré d'une prétendue fausse application de l'art. 1165 du Code civil, et de l'art. 2003, relatif au mandat, — Attendu que, dans une instance commerciale, la Cour dont l'arrêt est attaqué a pu, sans violer aucune loi et sans donner lieu au reproche de fausse application qui fait l'objet du dernier moyen, exciper d'une correspondance personnelle au demandeur avec le défendeur présumé, correspondance qu'il n'a pas désavouée, et de sa conduite dans l'instance

ce, pour déclarer que les marchandises litigieuses étaient non  
loyales et marchandes; — REJETTE. »

---

## COUR DE CASSATION.

§ 1<sup>er</sup>.

*Le droit de cinq et demi pour cent est-il dû sur les adjudications par expropriation forcée, comme sur les ventes volontaires ? (Rés. aff.) Loi du 28 avril 1816.*

LE COMTE CORNUDET, C. LA RÉGIE.

Par suite d'une saisie immobilière, le domaine du Rouzet, appartenant aux sieurs du Rouzet et Duclos de l'Etoile, a été vendu et adjugé à M. le comte Cornudet, le 30 octobre 1818, moyennant la somme de 65,845 fr.

La Régie de l'enregistrement a perçu sur cette adjudication le droit de cinq et demi pour cent, aux termes de l'art. 52 de la loi du 28 avril 1816.

L'adjudicataire a réclamé. Il a prétendu qu'il n'était dû que le droit de quatre pour cent, d'après l'art. 69, § 7, n° 1, de la loi du 22 frimaire an 7; que la loi du 28 avril 1816 devait être restreinte aux ventes qui, de leur nature, étaient sujettes à transcription (1); mais que de ce nombre n'étaient point les adjudications sur saisies immobilières; que ces sortes de ventes produisaient d'elles-mêmes l'effet de purger les hypothèques, et n'avaient pas besoin du secours de la transcription; que telle était l'opinion des auteurs les plus estimés (2). En con-

---

(1) Les art. 52 et 54 de cette loi portent : « Art. 52. Le droit d'enregistrement des ventes d'immeubles est fixé à cinq et demi pour cent; mais la formalité de la transcription au bureau de la conservation des hypothèques ne donnera plus lieu à aucun droit proportionnel. — Art. 54. Dans tous les cas où les actes seront de nature à être transcrits au bureau des hypothèques, le droit sera augmenté d'un et demi pour cent, et la transcription ne donnera plus lieu à aucun droit proportionnel. »

(2) Quelques auteurs avaient effectivement pensé que les adjudications par suite d'expropriation forcée n'étaient pas sujettes à transcription, et c'est de cette opinion que naissait le doute sur la question jugée par

séquence, M. le comte Cornudet, adjudicataire, a actionné la Régie devant le tribunal de première instance de Riom, en restitution des droits indûment perçus.

Jugement du 25 avril 1820, qui rejette cette demande. Les motifs sont en substance : « Que l'art. 52 de la loi du 28 avril 1816 fixe d'une manière générale et absolue, sans distinction des ventes volontaires d'avec les ventes forcées, à cinq et demi pour cent les droits d'enregistrement des ventes d'immeubles ; qu'une adjudication n'étant autre chose qu'une vente dont elle réunit le triple caractère distinctif, il s'ensuit qu'elle se trouve nécessairement comprise dans cet article ; que l'on ne saurait tirer une induction contraire de ce que le terme *adjudication* qui se trouve dans l'art. 69, § 7, n° 1<sup>er</sup> de la loi du 20 frimaire an 7, ne se trouve pas également dans l'art. 52 de la loi du 28 avril 1816, parce qu'il faudrait tirer la même induction pour ce qui concerne les *reventes, cessions et rétrocessions* mentionnées dans la loi de l'an 7, sans l'être aussi dans celle de 1816, ce qui donnerait pour résultat que cette dernière loi, malgré ses propres expressions, n'aurait pas eu pour but de soumettre au nouveau droit toutes les ventes d'immeubles ; — Qu'on ne peut pas induire non plus de la dispense prononcée par cet art. 52 et par l'art. 54 de la même loi, du droit proportionnel établi précédemment pour la *transcription*, qu'il n'y a que les actes nécessairement soumis à cette formalité qui soient passibles du droit de cinq et demi pour cent, parce que cette loi ne dit point qu'il n'y aura d'assujetti à ce nouveau droit que les mutations qui doivent nécessairement être transcrites, mais seulement qu'il ne sera point perçu de droit proportionnel pour la transcription, lorsque les mutations seront soumises à cette formalité ; qu'elle ne dit pas non plus que la perception se composera de deux droits distincts, savoir, de celui de quatre pour

---

cet arrêt. Mais M. Pigeau, tom. 2, pag. 239, reconnaît que, pour se libérer en toute sûreté, l'adjudicataire est à peu près dans la nécessité de faire transcrire ; et M. Persil, qui avait d'abord émis un avis contraire, le rétracte dans sa deuxième édition des *Questions sur les privilèges*, etc., tom. 2, pag. 70 : aussi, dans l'usage du palais, toutes les adjudications sur saisie immobilière sont-elles transcrites.



pour la mutation, et de celui d'un et demi pour cent pour transcription, mais bien d'un droit simple et unique pour les actes de vente qui sont de nature à être transcrits; que, d'ailleurs, si l'on peut dire que l'adjudicataire n'est pas tenu de transcrire, l'on ne peut pas dire en même temps que l'adjudication soit un acte *de nature à ne pouvoir être transcrit*, puisque la loi elle-même en suppose la transcription par l'art. 774 du Code de procédure civile, où on lit : « *L'inscription d'office sera rayée définitivement, en justifiant par l'adjudicataire du paiement de la totalité de son prix.....* » ; et ainsi, soit comme étant essentiellement une vente, soit comme étant un acte de nature à être transcrit, l'adjudication dont il s'agit était nécessairement passible du droit de cinq et demi pour cent établi par les art. 52 et 54 de la loi du 28 avril 1816. »

Pourvoi en cassation de la part de M. le comte Cornudet, pour violation de l'art. 69, § 7, n° 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 frimaire an 7, et des art. 52 et 54 de celle du 28 avril 1816.

Mais, le 25 juillet 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brisson président, M. Ruperou rapporteur, MM. Guichard et Mart-Duparc avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Jourde, avocat-général; — Après en avoir délibéré en la chambre du conseil; — Attendu que l'art. 52 de la loi du 28 avril 1816 contient une disposition spéciale aux mutations à titre *de vente*, et qu'en fixant le droit d'enregistrement des ventes d'immeubles à cinq et demi pour cent, il n'a pas distingué des ventes ordinaires les ventes par adjudication sur poursuites judiciaires; — Attendu que la disposition particulière par laquelle le même article a ajouté que la formalité de la transcription ne donnera plus lieu à aucun droit proportionnel, n'a eu pour objet que de dispenser à l'avenir les ventes, lorsqu'elles seraient transcrites, du droit auquel était précédemment assujettie la formalité de la transcription; — Attendu enfin que l'art. 54 de la même loi, loin de modifier l'art. 52, n'a fait qu'en étendre la disposition : d'où il suit que le jugement attaqué n'a violé ni l'art. 52 ni l'art. 54 précités; — REJETTE. »

## § II.

*Les licitations entre copropriétaires de biens immeubles acquis par donation en avancement d'hoirie sont-elles soumises au droit de cinq et demi pour cent, établi par l'art. 54 de la loi du 28 avril 1816? (Rés. nég.)*

*Ces licitations demeurent-elles seulement sujettes au droit de quatre pour cent établi par l'art. 69 de la loi du 22 frimaire an 7? (Rés. aff.) (1)*

D'ARGENCE, C. LA RÉGIE DE L'ENREGISTREMENT.

Le 23 février 1818, acte notarié par lequel la dame *Danjou* fait donation au sieur *Danjou* son fils, et à la comtesse *d'Argence* sa fille, d'une maison. — Par le même acte, les deux enfans licitent la maison; et c'est la comtesse *d'Argence* qui en devient seule propriétaire pour le prix de 28,900 fr.

Le receveur auquel cet acte fut présenté perçut, indépendamment des droits auxquels la donation donnait ouverture, un droit de cinq et demi pour cent sur le prix de la licitation.

La dame *d'Argence* a réclamé; elle a soutenu que, s'agissant d'une licitation équivalente à partage, l'acte n'était pas assujéti au droit de la transcription, et qu'il fallait se renfermer strictement dans le droit de quatre pour cent établi par la loi de frimaire an 7.

Cette réclamation fut rejetée par jugement du tribunal civil de la Seine, du 20 décembre 1819. Le tribunal s'est fondé sur ce qu'en général tout acte translatif de propriété est susceptible de transcription; que, si l'art. 883 du Code civil déclare les partages entre cohéritiers simplement déclaratifs de propriété, aucun texte de loi n'attribue le même caractère aux actes de licitation entre copropriétaires à titre particulier; que, quoique, dans l'espèce, la licitation ait eu lieu par le même acte de donation qui avait investi les colicitans de la propriété commune, il y a eu néanmoins un instant pendant lequel la propriété de la moitié de l'objet donné a résidé sur la tête du

---

(1) Voy. une décision semblable relativement à l'acquisition faite par un cohéritier des parts d'un immeuble indivis entre lui et ses cohéritiers, tom. 21, pag. 504.

par Danjou, et n'a pu par conséquent passer, sur celle de la dame d'Argence sa sœur que grevée des hypothèques dont son frère pouvait être passible, ce qui emportait pour la dame d'Argence la nécessité de faire transcrire son titre d'acquisition, par suite, rendait exigible le droit additionnel d'un et demi pour cent, imposé par la loi de 1816.

Pourvoi en cassation de la part de la dame d'Argence, assistée de son mari.

Et, le 27 novembre 1821, ARRÊT de la section civile, M. *Andon* président d'âge, M. *Boyer* rapporteur, MM. *Piet* et *Art-Duparc* avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Joubert*, avocat-général; — Après en avoir délibéré en la chambre du conseil; — Vu l'art. 883 du Code civil; l'art. 69, § 7, n° 4, de la loi du 22 frimaire an 7, et enfin l'art. 54 de la loi du 28 avril 1816; — Attendu que, si l'art. 69, § 7, n° 4 et 4, de la loi du 22 frimaire an 7, assujettit également à un droit proportionnel de mutation de quatre pour cent et les ventes d'immeubles proprement dites, et les acquisitions de parts indivises d'immeubles par voie de licitation, la loi du 28 avril 1816, en imposant, par son art. 52, sur les ventes d'immeubles, un droit additionnel d'un et demi pour cent, ne contient pas une semblable disposition à l'égard des licitations entre copropriétaires; ainsi on ne peut pas induire de cet art. 52 que ce droit additionnel soit applicable à ce dernier genre d'acquisition, parce qu'en matière d'impôt surtout, on ne peut pas, par voie d'induction ou d'analogie, étendre d'un cas à un autre la disposition de la loi; — Attendu qu'à la vérité, l'art. 54 de la loi du 28 avril 1816 applique en général la perception du droit additionnel à tous les actes sujets à transcription; mais que cette disposition ne pourrait être appliquée dans l'espèce de l'acte du 23 février 1818, par lequel la dame d'Argence a acquis la part du sieur d'Anjou son frère dans l'immeuble, par ce même acte, la dame d'Anjou leur mère leur a fait donation en commun, parce que, cette donation n'étant, par les donataires, qu'un avancement d'hoirie, ainsi que la loi le déclare expressément, la licitation que ces donataires en ont faite entre eux au même instant et par le même

acte rente évidemment dans la disposition de Code civil, qui répute les partages entre cohéritiers déclaratifs, et non attributifs de propriété : d'où il suit que l'acte n'est pas du nombre de ceux sujets à transcription au sens de la loi du 28 avril 1816, et passibles, par conséquent, du droit additionnel imposé par cette loi; qu'ainsi le jugement, qui en a approuvé la perception sur l'acte du 1818, a fait une fautive application de l'art. 54 de la loi du 28 avril 1816, et violé l'art. 883 du Code civil; — C.

### COUR D'APPEL DE PARIS.

*L'article 340 du Code civil, qui, dans le cas d'enlèvement, autorise la recherche de la paternité, peut-il s'appliquer à l'enlèvement par suite de séduction, comme à l'enlèvement par violence, surtout si la personne ravie était en puissance de son père? (Rés. aff.)*

*L'enlèvement prévu par cet article dure-t-il jusqu'à ce que la personne enlevée est devenue libre, en telle sorte que le ravisseur puisse être déclaré père de l'enfant, lorsque la mère, à l'époque de la conception, était encore sous la puissance de son père? (Rés. aff.)*

MONTÉLÉGIER, C. RAPHAELA CAMACHO.

Pendant le séjour des armées françaises en Espagne, le sieur Montélégier, colonel d'un régiment de dragons, fit la connaissance de la demoiselle Raphaëla Camacho, fille d'un notaire de cette ville : elle n'avait pas encore 18 ans à l'époque de cette liaison, qui commença au mois de mai 1812. Des entrevues secrètes, une correspondance suivie de part et d'autre, signalent d'abord la passion réciproque des deux amans; ensuite la demoiselle Raphaëla, pour franchir d'une gêne importune, abandonne le domicile de son père et mère, et vient habiter le logement du colonel, où elle resta cachée plusieurs jours. Il paraît que les parents du colonel firent de vaines tentatives auprès des officiers supérieurs de l'armée pour revoir leur fille, et pour obtenir qu'elle leur fût rendue.

tout cela se passait à une époque où les troupes françaises ont été obligées d'évacuer l'Espagne. Raphaëla, profitant de ce moment de désordre, fuit sa patrie et sa famille, pour suivre son amant, et se dirige, avec les équipages de l'armée, sur les bords de France. Le sieur Montélégier la reçoit; lui fournit en France tout ce qui est nécessaire à ses besoins, et continue ses premières liaisons avec elle. C'est pendant cette interruption ainsi prolongée que Raphaëla devient enceinte, et qu'elle accouche, le 14 novembre 1813, d'un fils nommé *Adolphe-Auguste*. Le sieur Montélégier, alors absent, apprend cette nouvelle avec la plus vive satisfaction; il écrit à Raphaëla les lettres les plus tendres, dans lesquelles il exprime ses transports d'affection et ses félicitations sur l'heureuse issue de l'accouchement de son amante, et sur ce que, dit-il, *nous avons un enfant très-joli*.

Pendant les premières années, le sieur Montélégier prend soin de cet enfant et continue ses relations avec la mère. Mais il change bientôt de sentiment et de langage. Ses soins se ralentissent. Il cherche d'abord à persuader à Raphaëla qu'un engagement qu'il venait de contracter ne lui laisse plus l'espoir de venir son époux. Enfin il cesse toutes relations avec elle, et le jeune Adolphe ressent lui-même l'effet de ce triste abandon.

Dans cette position, la demoiselle Raphaëla Camacho forme au sieur Montélégier une demande en reconnaissance du fils Adolphe-Auguste, et en dommages et intérêts pour l'enfant même. Cette demande est fondée sur l'article 340 du Code civil, qui dispose que, lorsque l'époque de l'enlèvement se rapportera à celle de la conception, le ravisseur pourra être déclaré père de l'enfant.

Défendeur répond que l'article invoqué est inapplicable à l'hypothèse sous deux rapports : d'abord, parce qu'il ne s'agit ici d'enlèvement par violence, seul cas prévu par la loi; ensuite parce que l'époque de la conception ne coïncide pas avec celle de l'enlèvement prétendu, puisqu'elle lui est antérieure de quatorze mois.

Le 12 août 1820, jugement du tribunal civil de Paris qui rejette en ces termes : — « En ce qui touche la demande

relative à l'état du mineur Adolphe-Auguste, — Attendu que la demoiselle Raphaëla Camacho sa mère, mineure de ans, a été détournée de la maison paternelle par les sollicitations et sollicitations du sieur Montélegier, le 22 août, qu'elle a été conduite en France par lui, et qu'elle y est restée en sa puissance jusqu'en décembre 1813; que, dans cet intervalle, elle est devenue enceinte et a mis au monde Adolphe-Auguste; — Attendu que l'art. 340 du Code civil, qui sert de terme générique d'enlèvement, comprend tous les cas où une fille serait soustraite à l'autorité paternelle, sans le consentement des parens, et ne peut être restreint à l'usage de la violence; — Que l'enlèvement prévu par cet article dure jusqu'au jour où la personne enlevée est rendue à la puissance de sa mère; que la demoiselle Camacho n'a point cessé d'être sous la dépendance et soumise à l'influence de la passion du sieur Montélegier avant le mois de décembre 1813, et qu'en conséquence la conception d'Adolphe-Auguste se rapporte à l'enlèvement de sa mère; qu'il résulte des faits de la cause que le sieur Montélegier a connu la grossesse de la demoiselle Raphaëla, et qu'il lui a fait donner tous les soins qui lui ont été nécessaires pendant cette grossesse; que, même depuis, en diverses circonstances, reconnu qu'Adolphe-Auguste son fils et qu'il lui a donné des soins en cette qualité; — de tous ces faits il résulte que le sieur Montélegier peut légalement déclaré père de l'enfant, et, en cette qualité, de l'élever conformément à son état et à sa fortune;

« En ce qui touche la demoiselle Camacho, — Attendu que, dans la position où elle se trouve, éloignée de son père et de ses parens, elle ne peut décemment exister qu'en restant dans le sein de sa famille, et que le sieur Montélegier lui fournir les moyens nécessaires pour son retour en Espagne; — Le tribunal déclare Auguste-Adolphe fils du sieur Montélegier; ordonne que ce dernier sera tenu de mettre dans une pension à son choix, et d'en justifier, tous les six mois, à M. le procureur du Roi, lequel se fera rendre compte, tous les six mois, de l'état de l'enfant; autorise la demoiselle Camacho à voir l'edit mineur dans sa pension sans pouvoir l'en faire sortir, sous quelque prétexte que



et, en déclarant par la demoiselle Camacho, dans l'acte de la signification du présent jugement, que son intention est de retourner en Espagne, condamne Montélégié à payer la somme de 2,000 fr. pour faciliter son retour à sa famille, etc. »

Le sieur Montélégié a déféré ce jugement à la censure de la Cour royale de Paris.

La recherche de la paternité, disait l'appelant, est formellement interdite par l'art. 340 du Code civil. Ce principe est une des règles les plus impérieuses de notre législation morale, qui n'admet qu'une seule exception, le cas de l'enlèvement. Mais pour bien comprendre cette exception, il importe d'en peser les termes, et de fixer avec soin les conditions qui, seules, peuvent la faire admettre. L'art. 340, après avoir dit que la recherche de la paternité est interdite, ajoute : « dans le cas d'enlèvement, lorsque l'époque de cet enlèvement se rapportera à celle de la conception, le ravisseur pourra être, sur la demande des parties intéressées, déclaré père de l'enfant. »

Ainsi, deux conditions sont d'abord exigées pour autoriser la recherche de la paternité : — Il faut 1° qu'il y ait enlèvement ; Il faut 2° que l'époque de cet enlèvement se rapporte à celle de la conception. Mais ces deux conditions, suffisantes pour rendre l'action recevable, n'en établissent pas encore le fondement. Le mot *pourra*, dont se sert la loi, démontre que, si le ravisseur peut être déclaré père de l'enfant, il peut aussi ne l'être, et qu'ainsi cette déclaration est subordonnée aux circonstances, et surtout à la conviction du juge.

Une fois posé, il faut examiner s'il y a eu enlèvement de la demoiselle Raphaëla, si la conception du mineur Adolphe-Auguste coïncide avec l'époque de ce prétendu enlèvement, et si la paternité du général Montélégié est suffisamment établie.

Il d'abord il est nécessaire de se fixer sur ce que la loi entend par *enlèvement*. Le mot *enlever*, dans notre langage, signifie *emmener de force*. Tel est aussi le sens du mot latin *raper*, dont nous avons fait *rapt* et *ravisseur*. *Rapere in personam, cadit, quæ per vim abducuntur, aut quibus*

*per vim stuprum infertur* (1). Ce n'est qu'abusivement que l'ancienne jurisprudence avait consacré l'expression de *séduction*. Cette première définition dispose déjà à ce que l'enlèvement dont parle le Code civil n'est et ne peut être que le rapt de violence. C'est dans ce sens, au surplus, que la loi a été entendue par l'orateur du Tribunat qui, signalant la différence entre les effets du mariage et ceux de l'enlèvement, disait que, dans ce dernier cas, *il n'y avait point de cohabitation publique, mais une cohabitation forcée; que la violence de l'un et l'oppression de l'autre suppléaient au consentement authentique et mutuel* (2). Ce qui achève de démontrer que les auteurs du Code civil, en attachant au fait d'enlèvement la présomption de la paternité, n'avaient en vue que l'enlèvement par violence, c'est que le Code pénal de 1791 existait alors, ne parle que du rapt de violence, et qu'il est sollement muet sur le rapt de séduction. Alors ne voit-on pas que ce dernier rapt n'est point entré dans la pensée des rédacteurs du Code, et qu'ils ont voulu seulement, pour mettre en harmonie la législation civile et criminelle, que le fait que la loi punissait comme un attentat ne fût pas accueilli plus favorablement par la loi civile; et de là l'art. 340, qui attache à l'enlèvement la présomption légale de paternité contre le ravisseur. Du reste, loin de vouloir déroger, en faveur de la femme séduite, à la sévérité de la règle générale, le législateur moderne a voulu mettre les femmes en garde contre la séduction par les suites funestes que cette séduction pouvait entraîner pour elles et pour l'enfant dont elles deviendraient mères. La loi avait encore un autre motif pour garder le silence sur le rapt de séduction, et pour ne pas l'assimiler à l'enlèvement ou au rapt de violence. Celui-ci est un fait matériel, facile à constater, et le ravisseur convaincu de violence mérite toute l'animadversion de la loi. La séduction, au contraire, suppose une action sur l'esprit, sur le moral; c'est un fait imperceptible, et il est d'autant plus difficile de reconnaître le coupable que presque toujours la faute est commune.

(1) Pothier, *Pandect.*, de verb. signif.

(2) Discours du tribun Duvoyrier au Corps législatif, sur la loi relative à la paternité et à la filiation.

Mais, pour écarter entièrement l'application de l'art. 340 au rapt de séduction, il faut combiner entre elles les dispositions mêmes de cet article. En effet, comme on l'a déjà dit, la condition nécessaire pour que l'enlèvement autorise la recherche de la paternité, c'est la coïncidence de l'époque de la conception avec celle de l'enlèvement. Cette coïncidence peut être facile à établir, lorsque l'enlèvement aura été l'effet de la violence. C'est là un fait matériel, dont l'époque peut être précisée, et dont la durée, qui ne peut se prolonger, trouve naturellement sa limite dans le temps où la victime aura été tenue en chartre privée. Il est presque impossible, en effet, que, si la conception a eu lieu durant ce court intervalle, elle ne soit pas des œuvres du ravisseur. Mais qui pourrait fixer de même les bornes de l'empire exercé par la séduction? qui pourrait en assigner le terme et la durée? On prendra, si l'on veut, pour point de départ, le moment où la fille aura quitté la maison paternelle pour suivre son séducteur. Mais comment établir l'époque où la séduction aura cessé? Faudra-t-il donc que, pendant toute sa vie, l'homme qu'une fille aura consenti à suivre soit exposé à être déclaré le père de tous les enfans qu'elle pourra mettre au jour? Et si l'on considère, en outre, qu'en l'absence de toute violence, la femme ne perdra pas un instant la liberté de ses actions, qu'elle pourra toujours, et dès le principe, communiquer avec d'autres hommes, alors on se convaincra qu'admettre, dans ce cas, les demandes en déclaration de paternité, ce n'est plus modifier, c'est détruire de fond en comble le principe par lequel cette recherche est sévèrement prohibée.

Au surplus, quand il serait vrai que l'exception consacrée par l'art. 340 pût s'appliquer au rapt de séduction, le sieur Montélégiér ne devrait nullement en redouter les conséquences. Pour qu'il y ait rapt de séduction, il faut, selon les auteurs du *Répertoire*, que, par artifice, par promesse ou autrement, on ait déterminé la personne à se laisser enlever; ou, pour employer les termes du Code pénal qui nous régit, il faut que par fraude on ait enlevé ou fait enlever des mineurs, qu'on les ait entraînés, détournés ou déplacés..... Or le mot *fraude* ne peut s'appliquer à celui qui n'aura présenté à l'objet de ses recherches que l'attrait du plaisir. La fraude suppose une

tromperie ; cette fraude existera, par exemple, lorsque, pour déterminer une fille à ses vues, le séducteur lui aura fait une promesse de mariage, ou fait espérer un établissement avantageux. On verra encore cette fraude lorsque, sous le prétexte d'une démarche innocente, on sera parvenu à l'engager dans une démarche criminelle. Mais rien de semblable ne se trouve dans la correspondance du sieur Montélégier, seule base sur laquelle on prétend établir la séduction. Dans l'ivresse de son aveugle passion, il entretient Raphaëla de ses desirs ; il lui indique même les moyens de les satisfaire ; il la rassure sur les dangers qu'elle pourra courir. Mais tout se borne là, et les prétendues promesses qu'il lui aurait faites ne se retrouvent que dans le mémoire de la demoiselle Camacho. Dans l'enquête même que ses parens ont fait faire en Espagne, plus de sept ans après le prétendu enlèvement, les témoins espagnols, tous entendus en l'absence du sieur Montélégier, et qu'il n'a pu par conséquent ni récuser, ni interpeller, déposent par ouï-dire que le sieur Montélégier, *à force de séduction, aurait entraîné Raphaëla* ; mais aucun ne dépose d'un fait constitutif de cette séduction. Que l'on réduise donc l'affaire aux preuves de droit. On ne trouve ni dans les lettres du sieur Montélégier, ni dans l'enquête produite par la demoiselle Camacho, le moindre fait constitutif de séduction. Si l'on veut en sortir, on n'y peut plus trouver que ces détails scandaleux qui souillent la majesté des tribunaux, et qui ont fait proscrire par le législateur la recherche de la paternité.

Établir que la demoiselle Camacho n'a point été enlevée, c'est saper en sa base l'action en déclaration de paternité. La démonstration à cet égard est complète. Mais admettons pour un instant que la fuite de Raphaëla hors de la maison paternelle constitue un enlèvement ; admettons que les parens de celle-ci ont fait auprès du sieur Montélégier et auprès des autorités françaises de vaines démarches pour la recouvrer ; admettons, enfin, qu'elle ait été tenue en charte privée, cachée à ses parens depuis le 22 août, jour de son départ de la maison paternelle, jusqu'à l'évacuation de Cordoue, qui eut lieu douze jours après. Peut-on placer à cette époque la conception de

enfant né en France quinze mois après, en novembre 1813? il faudrait pourtant, pour prouver la coïncidence exigée par l'art. 340. Inutilement vient-on dire que l'enlèvement dure toujours tant que la fille n'est point rentrée sous le toit paternel. Interpréter ainsi la loi, c'est évidemment s'écarter de sa lettre et de son esprit. Établir, après un long espace de temps, une présomption de paternité, par suite d'un prétendu rapt de séduction, c'est supposer à la loi la même confiance dans la vertu d'une fille qui s'est laissé séduire que dans celle d'une femme mise à l'abri du soupçon par une union légitime. Reconnaissons-le donc, la fuite de Raphaëla n'est point un enlèvement; on l'a démontré. Ce prétendu enlèvement ne coïncide point avec l'époque de la conception de son enfant. Concluons que l'action en déclaration de paternité est non recevable.

Mais la demande en déclaration de paternité fût-elle admise, elle n'en serait pas moins dépourvue de fondement. Quand même l'enlèvement serait certain, quand même l'époque de la conception se rapporterait à celle de l'enlèvement, il ne faut pas oublier que la loi n'a pas imposé aux juges la nécessité de déclarer le ravisseur père de l'enfant; elle leur a permis de rechercher dans les faits, dans les circonstances, et surtout dans la conduite de la personne ravie, tout ce qui pourrait les autoriser à reconnaître cette paternité. Ici, que d'indices, que de conjectures, ou plutôt que de preuves s'élèvent contre la demoiselle Raphaëla? Osera-t-elle se présenter comme une fille innocente et vertueuse, opposant long-temps les principes d'une éducation sévère aux manœuvres profondément corrompues d'une longue séduction? Ne résulte-t-il pas au contraire de toutes les pièces produites qu'on ne doit plus voir en elle qu'une beauté facile, qui, après quelques jours de résistance, livre à un nouveau conquérant un cœur qu'un autre avait déjà possédé; quittant, de son propre mouvement, le toit paternel, pour s'introduire dans le logement d'un militaire, en l'absence même de celui-ci; fuyant, en pays étranger, la persécution de ses compatriotes, indignés de sa conduite; voyageant à la suite de l'armée, et ne se montrant pas plus fidèle à son nouvel amant qu'elle ne l'avait été d'abord à ses devoirs.

les plus sacrés ? Croira-t-on que ce soit pour de telles fautes que la loi ait voulu déroger au principe qui interdit la recherche de la paternité ?

L'art. 340 du Code civil, répliquait l'intimée, s'applique au rapt de séduction comme au rapt de violence. Le mot *enlèvement*, dont se sert la loi, est un terme générique, qui désigne tous les cas où une fille mineure est soustraite à l'autorité paternelle. S'il pouvait exister le moindre doute à cet égard, il serait dissipé à la simple lecture du Code pénal de 1810, où les termes d'*enlèvement* et de *ravisseur* sont employés dans le cas de la simple fraude ou de la séduction, comme dans celui de la violence. Ainsi, par exemple, dans l'art. 356, le consentement de la fille mineure n'exclut pas l'*enlèvement*, et celui qu'elle suit volontairement est toujours le *ravisseur*. L'autorité de la loi elle-même vaut bien, sans doute, dans une pareille matière, celle de l'adversaire. Au surplus, en prenant pour règle sa définition, on arriverait encore au même résultat. Suivant lui, l'enlèvement est l'action de celui qui emmène une personne malgré elle, ou qui emporte une chose malgré le propriétaire ou le maître. Or, dans nos principes d'ordre social, l'enfant mineur a pour directeurs et pour maîtres ses parens ; il ne dépend pas d'un tiers de le soustraire à cette autorité ; ce que le tiers fait pour cela est précisément ce qui constitue l'enlèvement, dans le sens le plus grammatical. Jamais terme ne fut moins équivoque que celui d'enlèvement, dans l'ancien comme dans le nouveau droit. Que l'on consulte les auteurs, on verra que le mot *rapt*, qui n'est pas moins énergique que celui d'*enlèvement*, s'applique à la séduction comme à la violence ; on y verra que toutes les lois anciennes, que toutes les ordonnances royales sur le rapt, confondaient le ravisseur avec le séducteur, et infligeaient la même peine à l'un et à l'autre. Ces lois et ordonnances avaient pour objet, comme le fait observer Denisart, d'affermir l'autorité des pères sur leurs enfans, et d'assurer l'honneur et la liberté des mariages. De Ferrières, dans son *Dictionnaire de pratique*, rappelle les mêmes principes, et fait remarquer très-judicieusement que le rapt de séduction est plus dangereux que le rapt de violence, et qu'il a dû fixer particulièrement l'attention des



législateurs. En effet, la violence est plus difficile à exercer. La défense de la personne qui en est l'objet, les secours qu'elle peut obtenir, trompent souvent les efforts du ravisseur; tandis que la séduction a pour complice celle que la passion aveugle, et qu'au lieu de fuir le danger, celle-ci va au-devant du précipice qui s'ouvre devant elle. Pourquoi voudrait-on que le terme d'*enlèvement*, employé dans l'art. 340, ait perdu tout à coup l'une de ses acceptions? Nos législateurs modernes ont-ils été moins soigneux que les anciens de protéger l'autorité des parens et l'honneur des familles? Sans doute, ils ont été moins sévères; mais ils ont frappé le séducteur comme le ravisseur. Et quand il s'agit, non pas d'une peine, mais d'une obligation naturelle, imposée au ravisseur devenu père à la suite de l'enlèvement, la justice n'admettra jamais des nuances, des distinctions, que la loi exclut et que repoussent nécessairement l'équité et la raison.

En dernière analyse, le sens du mot *enlèvement* était fixé dans le langage ordinaire du droit. Dans sa véritable acception, qui le rend propre au rapt de séduction comme à celui de violence, il n'avait besoin d'aucune explication. — Au contraire, dans le sens restrictif que lui prête l'adversaire, il était indispensable que le législateur expliquât et indiquât la restriction.

On a fait une objection tirée de ce que le Code pénal de 1791, qui nous régissait à l'époque de la publication du Code civil, ne punissait que le rapt de violence. La réponse est simple et facile. Le Code de 1791 n'a pas changé le sens des mots. En ne voulant punir que le rapt de violence, il ne s'est pas servi du terme d'*enlèvement* ou de *rapt* isolément : il a eu bien soin d'ajouter le terme restrictif de *violence*, ce qui expliquait suffisamment sa pensée. Mais ce qui n'explique pas moins clairement celle des rédacteurs du Code civil, c'est l'expression générique qu'ils ont employée; ce qui l'explique jusqu'à la dernière évidence, c'est leur propre ouvrage, la nouvelle loi pénale conçue dans le même esprit. D'ailleurs, il est facile d'apercevoir que nos derniers législateurs avaient remarqué une lacune dans le Code pénal de 1791, et que, dès l'époque de la promulgation du Code civil, ils se proposaient de la remplir, ce qu'ils ont réalisé dans le nouveau Code des délits et des

peines. Enfin, une loi civile n'a point une relation intime avec une loi pénale; et rien n'aurait empêché que la séduction fût assimilée à la violence pour la présomption de paternité, et qu'elle en fût distinguée quant à la qualification du crime et de la peine. La présomption de paternité est la même dans l'un et l'autre cas : elle se fonde sur le fait qui met la personne enlevée par violence ou par séduction au pouvoir du ravisseur.

Dans le fait, l'enlèvement est-il prouvé? Oui, sans doute, et il l'est avec des circonstances propres à le faire considérer à la fois comme rapt de séduction et comme rapt de violence, en sorte qu'on aurait pu se dispenser d'examiner la thèse de droit. Le rapt de violence est évident. Le père et la mère ont vainement réclamé leur fille. Le sieur Montélégier, abusant de la force militaire et de l'absence de l'autorité civile, la retient chez lui contre le gré de ses parens. Raphaëla n'a plus la liberté de communiquer avec son père, dès l'instant qu'elle est au pouvoir de son ravisseur, qui la tient en charte privée. Sous ce point de vue, la violence a été exercée contre le père et la mère, puisque leur fille, encore mineure, était sous leur autorité, et qu'elle ne pouvait s'en affranchir ni disposer d'elle sans leur consentement. Quant au rapt de séduction, tout le démontre : le langage du séducteur, ses lettres brûlantes (1), les fausses démarches dans lesquelles il entraîne la jeune personne, les perfides conseils dont il l'entoure, la promesse de mariage, sont autant de preuves qui ne sont point équivoques, alors qu'elles émanent de la correspondance du sieur Montélégier; et qu'elles s'accordent dans tous les points avec l'enquête faite à Cordoue. Il faut donc conclure de tout ceci que, sous quelque rapport que l'on veuille envisager l'enlèvement de Raphaëla, soit sous celui de la violence, soit sous celui de la fraude ou de la séduction, il y a également lieu à maintenir l'application de l'art. 340 du Code civil avec toutes ses conséquences.

L'adversaire, en désespoir de cause, prétend écarter cette ap-

---

(1) En effet, on produisait plusieurs lettres du sieur Montélégier, où il proposait à la jeune personne de venir le joindre et de vaincre sa répugnance. « Une fois que vous serez avec moi, lui disait-il, vous n'aurez rien à craindre de qui que ce soit. »

lication en contestant la coïncidence entre la conception de l'enfant et l'enlèvement de la mère. La réponse en fait est que, depuis le 22 août 1812 jusqu'à son accouchement, la demoiselle Camacho n'a cessé d'être dans la dépendance absolue du sieur Montélégier, qui, en partant de Cordoue, l'a confiée à l'officier commandant les bagages de l'armée, qui ensuite l'a conduite à Paris et remise aux soins de sa propre sœur, pendant les derniers mois de sa grossesse et jusqu'à son accouchement. La réponse en droit est que le législateur n'a tracé ni pu tracer de règle invariable; qu'en disposant que le ravisseur pourra être déclaré père de l'enfant, il a laissé à la conscience et aux lumières du magistrat le soin d'apprécier, pour le fait de la paternité, les suites et les conséquences de l'enlèvement. S'il n'avait eu en vue que la date abstraite de l'enlèvement, sans considérer sa durée, il eût été inutile qu'il abandonnât la question de paternité à une appréciation judiciaire, puisque la coïncidence parfaite de la date de la conception avec celle de l'enlèvement aurait ôté toute incertitude sur l'existence de la conception.

Comment d'ailleurs le sieur Montélégier pourrait-il contester sa paternité, lui qui l'a spontanément reconnue dans une foule de lettres qui viendraient, au besoin, démentir toutes les hypothèses injurieuses créées aujourd'hui dans l'intérêt de sa défense.

Tels ont été en substance les moyens respectifs des parties.

M. *Quequet*, avocat-général, a conclu au rejet de la demande en reconnaissance de paternité et à l'admission de celle en dommages et intérêts envers la demoiselle Camacho; mais la Cour n'a point eu égard à cette première partie des conclusions du Ministère public, et elle a confirmé dans tous ses points la sentence des premiers juges.

Du 28 juillet 1821, ARRÊT de la Cour royale de Paris, audience solennelle, M. *Amy* président, MM. *Tripier* et *Caille* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Adoptant les motifs des premiers juges, — A Mis et MET l'appellation au néant; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet; — Condamne l'appelant en l'amende; faisant droit sur les conclusions prises en

encore par le nouveau règlement du 14 décembre 1810, sur l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau. L'art. 45 autorise les avocats à taxer eux-mêmes leurs honoraires, et le client à se pourvoir au conseil de discipline pour les faire réduire, dans le cas où ils excéderaient les bornes d'une juste modération. L'art. 45 ajoute que les condamnations prononcées par les tribunaux, en vertu des articles qui précèdent, seront sujettes à l'appel, s'il y a lieu, et que néanmoins elles seront exécutées provisoirement. Il semble résulter de ces dispositions que les avocats sont autorisés à exiger de leurs clients le paiement des honoraires qui leur sont dus, et qu'en cas de difficultés, c'est le conseil de discipline qui doit d'abord prononcer, sauf le recours de part ou d'autre au tribunal ou à la Cour qui a connu du procès.

Mais, à côté de cette disposition du droit qui donne aux avocats une action en paiement de leurs honoraires, se plaçait autrefois une mesure de discipline qui, pour la dignité de l'ordre, neutralisait l'exercice de cette action. Le barreau de Paris ne reconnaissait dans les honoraires légitimement dus à ses membres qu'une obligation en quelque sorte naturelle, dont chacun d'eux devait le sacrifice à la dignité de sa profession, à ses confrères et à lui-même, lorsqu'un client était assez ingrat pour lui contester le fruit de ses travaux et de ses veilles; et l'on était, avant la révolution, si pénétré de ce sentiment, que tout avocat qui demandait en justice le paiement de ses honoraires était rayé du tableau, lors même que la demande était accueillie. Serait-on moins rigide aujourd'hui? Nous ne le pensons pas. L'ordre nouveau des avocats n'est pas moins jaloux que l'ancien de conserver parmi ses membres cette noble fierté, ce désintéressement magnanime, qui, dans tous les temps, doivent distinguer un ordre duquel M. le chancelier d'Aguesseau disait qu'il était aussi ancien que la magistrature, aussi noble que la vertu, aussi nécessaire que la justice; et l'avocat qui, au lieu de se soumettre à la décision du conseil de discipline, porterait directement son action en paiement d'honoraires devant les tribunaux civils, s'exposerait à une juste censure, et peut-être au danger de se voir rayer

tableau. Aussi convient-il de faire remarquer que, dans l'espèce, l'action en recouvrement des honoraires n'était dirigée par l'avocat, mais bien par l'avoué, qui lui avait payé ses honoraires, du consentement exprès ou tacite du client.

Dans le fait, M<sup>e</sup> *Ferdinand Accarias*, avoué à la Cour royale de Grenoble, avait occupé dans plusieurs affaires pour le sieur *Antoine Bosq*. Les avocats chargés de plaider dans ces différentes causes étaient MM. *Calixte Accarias* et *Sappèy*. En tirant les pièces de leurs mains, l'avoué avait payé à chacun d'eux ce que le sieur Bosq leur redevait pour leurs honoraires; et était nanti de leurs quittances.

En 1820, M<sup>e</sup> Ferdinand Accarias fit assigner le sieur Bosq devant la Cour royale de Grenoble, pour avoir paiement de ses frais et des sommes qu'il avait acquittées à la charge de son client, notamment des honoraires qu'il avait remis aux avocats chargés de plaider dans les différentes instances.

Le sieur Bosq répondit que c'était mal à propos que M<sup>e</sup> Accarias avait fait des paiemens à ses avocats, qu'il n'avait aucune action pour en poursuivre le remboursement en justice, parce que ceux-ci n'en avaient aucune eux-mêmes pour exiger le paiement de leurs honoraires; qu'au surplus, les honoraires relatifs aux procès jugés en 1816 étaient prescrits, et que les autres étaient soumis à la fixation déterminée par l'art. 80 du tarif des frais et dépens; qu'ainsi la somme à laquelle les avocats étaient taxés et qui leur avait été payée était exorbitante; que par conséquent elle n'était pas due.

De son côté, M<sup>e</sup> Ferdinand Accarias s'est attaché à démontrer, d'après les monumens de l'ancienne jurisprudence et les articles 43 et 45 du nouveau règlement de 1810, que les avocats ont eu, de tous temps, une action en justice pour le paiement de leurs honoraires; et qu'ayant désintéressé ceux dont il avait employé le ministère pour le compte du sieur Bosq, il était en droit de répéter contre son client ce qu'il avait légitimement déboursé. Il ajoutait qu'on ne pouvait pas lui opposer l'article 80 du tarif, qui n'a d'autre objet que de fixer la

répétition qui compete à la partie victorieuse contre celle qui a succombé.

Enfin, et relativement à la prescription, le demandeur invoquait plusieurs arrêts du parlement de Grenoble, rendus en 1633, 1644, 1666 et 1668, tous rapportés dans le *Commentaire* de Chorier sur Gui Pape, qui ont jugé que les avocats n'étaient point soumis, comme les procureurs, à la prescription de deux ans introduite par le règlement de 1560, et que l'action en paiement de leurs honoraires durait trente ans. Ces moyens ont été accueillis par la Cour.

Du 30 juillet 1821, ARRÊT de la Cour royale de Grenoble première chambre, M. Paganon président, plaidans M. Bernard pour M<sup>e</sup> Accarias et le sieur Bosq pour lui-même, par lequel :

« LA COUR, — Considérant que la prescription introduite par l'art. 2273 du Code civil ne concerne que les avoués, et nullement les avocats ; — Que les avocats sont incontestablement en droit de réclamer le paiement de leurs honoraires, soit qu'il s'agisse d'écrits ou consultations, soit qu'il s'agisse de plaidoiries ; — Que la fixation faite par l'art. 80 du tarif des frais et dépens, renfermée dans le décret du 16 février 1807, pour la plaidoirie de l'avocat, n'a pour objet que la répétition qui compete à la partie qui a gagné son procès contre celle qui a été condamnée ; — Considérant que l'avoué qui a payé les honoraires de l'avocat dont il a employé le ministère, est en droit de répéter contre sa partie ce qu'il a déboursé à sa décharge, et que son action dure aussi long-temps que celle de l'avocat, dont il est devenu le cessionnaire ; — Considérant qu'aux termes de l'art. 43 du décret du 14 décembre 1810, s'il survient des difficultés au sujet des honoraires des avocats, c'est le conseil de discipline de l'ordre qui doit d'abord les régler, sauf le recours de sa décision au tribunal ou à la Cour qui a connu du procès ; — Considérant que, dans l'espèce, le sieur Bosq contestant les sommes portées aux quittances de M<sup>rs</sup> Sappey et Accarias, avocats, qui ont plaidé pour lui, il y a lieu de renvoyer les parties devant le conseil de discipline, pour y faire statuer ; — Considérant que, suivant l'art. 151 du tarif, les avoués sont tenus de représenter les registres servant



priser les paiemens qui leur sont faits par leurs cliens, les fois qu'ils en sont requis ; — Sans s'arrêter à l'exception de prescription proposée par Antoine Bosq, en ce qui concerne les honoraires de l'avocat qui a plaidé pour lui dans le jugement du 16 janvier 1816, de laquelle elle le déboute, et se prononce définitivement sur la demande d'Accarias, son avoué, ORDONNE 1<sup>o</sup> que les parties se retireront de la Cour ; 2<sup>o</sup> que le conseil de discipline de l'ordre des avocats à Grenoble, et de faire statuer sur la réclamation dudit Accarias, en ce qui concerne les honoraires de MM<sup>es</sup> Accarias et Sappey, qui ont plaidé pour le sieur Bosq devant la Cour ; 3<sup>o</sup> que dudit Accarias représentera à Bosq, dans la quinzaine, le registre qui a servi à inscrire les paiemens à lui faits par les cliens, soit chez M<sup>e</sup> Bernard son avoué, soit au greffe de la Cour, au choix dudit Bosq, pour, la décision du conseil de discipline rapportée, être pourvu ce qu'il appartiendra (1). »

## COUR D'APPEL DE PARIS.

*Il, dans tous les cas, se porter héritier, pour avoir droit à la réserve légale ? (Rés. nég.)*

*ALEMENT, un enfant donataire qui, après avoir renoncé à la succession de sa mère, est actionné par les autres enfants en réduction de la donation qu'elle lui a faite, est-il fondé à retenir, par voie d'exception, sur les biens donés, sa part dans la réserve légale, outre la portion disponible ? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 843 et 845.*

DUNOT, C. DELAMARRE.

Il n'est plus controversé que cette question. Des jurisconsultes recommandables ont pensé que l'enfant donataire qui renonce à la succession peut retenir sur les biens qui lui ont été

Pour ne laisser planer aucun nuage sur la réputation de deux avocats aussi recommandables que MM. Accarias et Sappey, il importe de constater, par décision du conseil de discipline, confirmée par arrêt de la Cour du 8 janvier 1822, l'interlocutoire porté par l'arrêt ci-dessus a été exécuté et le sieur Bosq condamné à payer, sans réduction, les honoraires dus contre lui.

donnés non seulement la portion disponible, mais encore part qu'il aurait eue dans la réserve, s'il s'était porté héritier. Ils se fondent d'abord sur ce que la réserve, semblable en points à la légitime de l'ancien droit, n'est pas due à l'enfant en qualité d'héritier, mais en qualité d'enfant, et ensuite sur ce que le donataire assigné en retranchement de sa donation n'est tenu que de fournir ou parfaire la réserve des autres enfans (1).

D'autres jurisconsultes non moins distingués prétendent au contraire, que, d'après le texte et l'esprit du Code civil, la réserve n'est rien autre chose qu'un droit de succession; qu'elle est essentiellement subordonnée à la qualité d'héritier; que celui qui renonce n'y a pas de droit, et qu'il peut seulement tenir le don qui lui a été fait, jusqu'à concurrence de la portion disponible (2).

Cette dernière opinion a été consacrée par un arrêt de la Cour de cassation, du 18 février 1818 (3). Malgré ce préjugé puissant, la controverse se soutient encore, et la Cour d'appel de Paris a décidé, dans une espèce absolument semblable, que l'enfant donataire, obligé de souffrir la réduction, est fondé tout en renonçant, à retenir sur les biens donnés non seulement la portion disponible, mais encore sa part dans la réserve. Voici dans quelles circonstances.

La dame *Joanny*, veuve en premières nocces d'un sieur *Dunot*, avait eu de son mariage avec celui-ci deux enfans, un garçon et une fille. Cette dernière fut mariée au sieur *Delamarre*, et par le contrat de mariage sa mère lui fit une donation assez considérable, mais sans clause de préciput. — La demoiselle *Dunot*, femme *Delamarre*, est décédée laissant une fille mineure.

La dame *Joanny* est elle-même décédée sans enfans de son second mariage, en sorte qu'elle ne laissait pour héritiers que le sieur *Dunot* son fils et la demoiselle *Delamarre* sa petite-fille.

---

(1) M. Grenier, *Traité des Donations*, tom. 2, pag. 271; M. de l'Allier, en son *Commentaire sur les Successions*, tom. 3, art. 1.

(2) M. Toullier, *Droit civil français*, tom. 5, n° 110.

(3) Voy. cet arrêt, tom. 20, pag. 120.

celle-ci a renoncé à la succession de son aïeule, pour s'en tenir à la donation qui avait été faite à sa mère. — Actionnée par son oncle en retranchement de cette donation, elle a prétendu retenir sur les biens donnés et la portion disponible et sa part dans la réserve.

Le sieur Dunot a soutenu, au contraire, que le droit à la réserve est un droit de succession qui ne peut être réclaté à titre d'héritier et qu'au moyen de sa renonciation, la demoiselle Delamarre n'avait rien à prétendre à la réserve, dévolue en entier à l'héritier acceptant.

Le système du sieur Dunot n'a point été accueilli en première instance. Le tribunal civil de la Seine, par jugement du 9 mars 1820, a consacré toutes les prétentions de la donataire, et a prononcé en ces termes :

Considérant que la déclaration par laquelle la demoiselle Delamarre a renoncé à la succession de son aïeule, pour s'en tenir à la donation, est indivisible; — Que conséquemment Dunot ne peut étendre cette renonciation pour en profiter, et éluder la condition qui y est apposée; qu'en détachant la condition de la renonciation, on dénaturerait l'acte qui contient l'une et l'autre; la renonciation que la demoiselle Delamarre a faite que dans son intérêt lui deviendrait préjudiciable, puisqu'elle n'aurait plus droit qu'au tiers de la succession, tandis que, si elle n'eût pas renoncé, elle aurait la moitié; — Que la succession de la dame Joanny ne se composant que des biens compris dans la donation, il ne peut plus y avoir d'autre difficulté que de savoir ce que l'héritier qui a renoncé conservera sur les biens qui lui ont été donnés; — Considérant qu'aujourd'hui l'on peut douter si notre législation nouvelle a formé l'ancienne, par laquelle il était permis à l'héritier, même en renonçant, de réclamer sa légitime; mais qu'il ne peut y avoir la même difficulté quand, au lieu d'intenter une action, le renonçant ne fait qu'invoquer une exception à l'effet de conserver ce qu'il possède; que si, dans le premier cas, il peut agir que comme héritier, il n'en est pas de même dans le second, où il ne demande à retenir que ce qu'un acte lui a transmis; — Que, lorsque l'héritier venant à succession trouve la réserve entamée par des donations entre vifs, il n'a que le droit d'agir en retranchement de ces donations, jusqu'à con-

currence de ce qui lui est nécessaire pour faire ou compléter sa réserve; qu'il ne peut invoquer la renonciation pour profiter, par accroissement, de la réserve de son cosuccesseur, puisque, d'une part, la loi ne lui donne une action en réduction que jusqu'à concurrence de la réserve, et que, de l'autre, en opposant la renonciation à son cohéritier, il rencontre la condition sous laquelle elle a été faite et qu'il ne peut pas déroger à sa volonté; — Que le donataire, pour conserver, n'a besoin que de son titre; et que l'action de l'héritier légitime ne peut embrasser la réserve de son cohéritier, ni aller jusqu'à dépouiller le renonçant d'un droit qui lui est personnel, et dont il est saisi par avance; — Le tribunal ordonne qu'après la réunion réelle ou fictive de tous les biens qui doivent composer la succession de la dame Joanny, il sera fait calcul du montant de la portion légitimaire réservée au sieur Dunot, laquelle portion sera du tiers qui lui sera délivré, et les deux autres tiers adjugés à la demoiselle Delamarre. »

Sur l'appel, le sieur Dunot n'a pas été plus heureux. La Cour royale ayant confirmé la décision des premiers juges, peu près par les mêmes motifs.

Du 31 juillet 1821, ARRÊT de la Cour d'appel de Paris, première chambre, M. Séguier premier président, MM. Coffin et Charrié avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Quéquet, avocat-général; — Considérant que la section 2<sup>e</sup> du titre 2, liv. 3, du Code civil, qui règle la réduction des donations, est seule applicable à l'espèce, et qu'aux termes de l'art. 921, l'action en réduction des dispositions entre vifs n'appartient qu'à ceux au profit desquels la loi fait la réserve; qu'il en résulte qu'elle ne peut être exercée par le demandeur en réduction que jusqu'à concurrence de sa part dans la réserve, à laquelle il a droit qu'en qualité d'enfant du donateur; que la renonciation de l'enfant donataire à la succession de son père, n'étant relative qu'aux biens existans au jour du décès, ne peut, conformément à l'art. 924, lui faire perdre le bénéfice de la saisine résultante de la donation, et notamment sa part de la réserve qui lui appartient aussi en qualité d'enfant du donateur; — Met l'appellation au néant; ordonne que ce dont est appel sorte son plein et entier effet, etc. »

*Vota.* Depuis l'arrêt émané de la Cour royale de Paris, les Cours de Montpellier et de Riom ont rendu deux arrêts contraires les 27 décembre 1822 et 26 juin 1824; elles ont consacré la doctrine de la Cour suprême, et décidé, comme elle, qu'il faut se porter héritier pour avoir droit à la réserve légale. (Voy. tom. 1<sup>er</sup> de 1825, pag. 425, et tom. 2 de la même année, pag. 569.)

La Cour de Toulouse, qui d'abord avait embrassé le système opposé, a jugé de même par arrêt du 27 juin 1821.

---

### COUR DE CASSATION.

*Les juges qui ont à statuer sur une tierce opposition peuvent-ils refuser d'ordonner une nouvelle expertise et prendre pour base de leur décision celle qui a été faite dans la première instance, lorsque les critiques dirigées contre cet acte leur paraissent mal fondées? (Rés. aff.) Cod. de proc. civ., art. 474.*

DELAGE, C. BEAUREGARD.

Le 7 ventôse an 3, *Pierre Delage* avait cédé à son frère *Alaire Delage* l'effet d'une donation de certains immeubles, moyennant un prix convenu. Ultérieurement il demanda la rescision de cet acte de transport pour cause de lésion. Un interlocutoire ordonna, avant faire droit, l'estimation des biens. Les experts ayant constaté la lésion, un arrêt de la Cour d'Agen, du 29 décembre 1818, annula pour cette cause l'acte de cession du 7 ventôse an 3.

Mais plusieurs des immeubles cédés avaient été vendus par *Alaire Delage*. Tierce opposition de la part des acquéreurs à l'arrêt qui avait annulé la cession. Au nombre des tiers opposans étaient les sieur et dame *Beauregard*. Le 2 juin 1813, arrêt de la Cour d'Agen qui admet la tierce opposition pour forme.

Les tiers opposans, sans contester dans le principe le fait de lésion, se fondaient sur des circonstances particulières de la cause pour se faire déclarer propriétaires incommutables des biens qu'il avaient acquis; toutefois ils ont demandé subsidiairement

rement que la lésion reprochée à l'acte du 7 ventôse an 3 fût vérifiée par une nouvelle expertise.

Le 2 juin 1818, arrêt définitif qui rejette leur demande d'une nouvelle expertise par les motifs suivans : — « Attendu que, l'arrêt du 2 juin 1813 n'ayant pas expressément décidé qu'une vérification ne peut avoir lieu, la Cour pourrait l'ordonner sans contrarier ses premières décisions; mais qu'en ayant été fait une contradictoirement avec Delage cadet, qui était le plus intéressé à ce que la lésion ne fût pas reconnue, il y a tout lieu de croire qu'une nouvelle opération ne ferait que confirmer la première, et qu'elle entraînerait les parties dans un procès interminable et ruineux; cette décision prend une grande force de ce que la vérification (qui, suivant les lois actuelles, ne doit jamais être ordonnée sans qu'il apparaisse aux juges que la lésion est probablement intervenue) a été ordonnée et par les premiers juges et par les arbitres que les parties s'étaient choisis, en outre de ce que le rapport des experts a été deux fois homologué; enfin de ce qu'on a plaidé pendant longues années sans articuler la moindre chose contre l'existence de la lésion, et que ce n'est qu'après avoir épuisé tous les moyens de défense que les époux Beaugard ont demandé une nouvelle vérification dans leurs dernières conclusions : d'où résulte que c'est un bienfait pour toutes les parties de la refuser ».

Recours en cassation de la part des sieur et dame Beaugard, pour violation des art. 474 et suivans du Code de procédure et des art. 1677 et 1678 du Code civil, portant qu'en matière de rescision pour cause de lésion, la lésion doit être établie par experts.

Du 1<sup>er</sup> août 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brisse président, M. Trinquelague rapporteur, MM. Péchart et Dufour-d'Astafort avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Cahier, avocat général; — Attendu que l'effet de la tierce opposition n'est pas d'anéantir de plein droit les actes d'instruction qui ont précédé et préparé le jugement attaqué; que le tiers opposant a bien le droit d'attaquer ceux de ces actes qu'il prétend irréguliers dans leur forme, ou illégaux dans leurs dispositions



suspects de collusion ou de fraude ; mais que ces critiques sont soumises à la décision des juges , et que , dans l'espèce , est constaté par l'arrêt que les demandeurs , en réclamant une nouvelle expertise , n'ont imputé ni irrégularité ni vice à celle qui avait été précédemment faite , et se sont bornés à des soupçons de connivence que l'arrêt a repoussés : d'où il suit que , dans cet état de cause , les juges ont pu , sans violer aucune loi , s'arrêter à cette expertise ; — REJETTE. »

---

## COUR DE CASSATION.

*Un écrit diffamatoire publié par un maire, en réponse à une dénonciation renvoyée par la Chambre des députés au ministre de l'intérieur, peut-il être assimilé à un écrit produit devant les tribunaux, qui, d'après la loi du 17 mai 1819, ne peut donner lieu à aucune action en diffamation ? ( Rés. nég. )*

*Au contraire, dans ce cas, les individus qui se prétendent diffamés peuvent-ils intenter une action contre le maire devant la juridiction correctionnelle ? ( Rés. aff. ) Loi du 17 mai 1819, art. 23.*

TITON-BERGERAS, C. COULOMME-LABARTHE.

En 1819, plusieurs habitans de la ville de Salyes adressèrent à la Chambre des députés une pétition par laquelle ils demandaient que le sieur *Larrouy*, maire de la ville, et le sieur *Coulomme-Labarthe*, son adjoint, fussent révoqués de leurs fonctions. Les réclamans exposaient que ces fonctionnaires avaient perdu leur confiance, parce que depuis plusieurs années ils n'avaient rendu aucun compte des produits d'une fontaine d'eau salée dont ils avaient l'administration. Cette pétition fut renvoyée par la Chambre des députés au ministre de l'intérieur.

Les sieurs *Larrouy* et *Coulomme* firent imprimer alors un écrit en réponse qu'ils dirigèrent principalement contre le sieur *Titon-Bergeras*, l'un des signataires de la pétition. Celui-ci porta sa plainte en diffamation devant le tribunal correctionnel d'Orthez.

Jugement qui condamne le sieur *Coulomme* comme coupa-

ble de diffamation. (Le sieur Larrony était décédé dans l'intervalle.) — Appel; et, le 12 mai 1821, arrêt de la Cour royale de Pau, chambre de police correctionnelle, qui infirme ce jugement, et déclare qu'il n'y a lieu à statuer sur la plainte de Bergeras, — « Attendu que, la pétition ayant été renvoyée au ministre de l'intérieur, celui-ci a été mis, par ce renvoi, dans l'obligation d'examiner les faits d'incapacité ou d'indignité reprochés aux sieurs Coulomme et Larrony, lesquels, par cet état de choses, ont été mis à leur tour dans la nécessité d'une justification; que, si les termes dans lesquels cette justification est conçue contiennent quelque chose d'injurieux ou de diffamatoire pour le sieur Bergeras, il devait, aux termes de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, porter d'abord ses réclamations devant le ministre à qui ladite justification a été adressée, et chercher à obtenir de lui une réparation, ou tout au moins faire constater ses réserves à fin de la poursuivre devant les tribunaux; que, s'il a agi différemment, son action doit être considérée comme prématurée, et d'ailleurs engagée devant des juges qui n'étaient point nautis de la connaissance de la cause qui avait été l'occasion du mémoire incriminé ».

Pourvoi en cassation de la part du sieur Titon-Bergeras, pour fausse application de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, et violation des art. 13 et 18 de la même loi.

Du 2 août 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. Barris président, M. Aumont rapporteur, MM. Loiseau et Leroi de Neufvillette avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Hua, avocat-général; — Vu l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, ainsi conçu : « Ne pourront donner lieu à aucune action en diffamation ou injure les discours prononcés ou les écrits produits devant les tribunaux; pourront néanmoins les juges saisis de la cause, en statuant sur le fond, prononcer la suppression des écrits injurieux ou diffamatoires, et condamner qui il appartiendra en des dommages et intérêts. Les juges pourront aussi, dans le même cas, faire des injonctions aux avocats et officiers ministériels, ou même les suspendre de leurs fonctions. La durée de cette suspension ne pourra excéder six mois; en cas de récidive, elle sera d'un an au moins ».

de cinq ans au plus. — Pourront toutefois les faits diffamatoires étrangers à la cause donner ouverture soit à l'action publique, soit à l'action civile des parties, lorsqu'elle leur aura été réservée par les *tribunaux*, et, dans tous les cas, à l'action civile des tiers. »; — Attendu que l'écrit imprimé qui a donné lieu à l'action en diffamation intentée devant le tribunal de police correctionnelle d'Orthès, par Titon-Bergeras, contre le maire et l'adjoint de la commune de Salyes, est intitulé : « Réponse à la dénonciation faite à la Chambre des députés par des habitans de Salyes, et à tout ce qui a été imprimé dans le Moniteur du 20 avril 1820. »; — Que ce n'est donc point un de ces écrits produits devant les *tribunaux*, qui, d'après l'article cité de la loi du 17 mai 1819, ne peuvent donner lieu à une action particulière et principale en diffamation ou en injure; que, la diffamation étant un délit, ce n'est que devant le pouvoir judiciaire que la répression peut en être poursuivie; — Que c'était sans doute au ministre de l'intérieur, à qui la pétition des habitans de la commune de Salyes avait été renvoyée, qu'appartenait l'appréciation des faits qui étaient imputés aux maire et adjoint de cette commune dans l'exercice de leurs fonctions administratives, et que ce ministre pouvait, d'après cette appréciation, soit rejeter la dénonciation, si les faits qu'elle contenait lui paraissaient faux, soit exercer sur les fonctionnaires publics dénoncés son autorité administrative suprême, si les faits étaient vérifiés, et même renvoyer, dans ce cas, devant les tribunaux, s'il y avait lieu; — Mais que, si la réponse à la pétition dont il s'agit renfermait des faits capables de porter atteinte à l'honneur ou à la considération de Bergeras, l'art. 14 de la loi du 26 mai 1819 lui ouvrait, pour obtenir la réparation qui pourrait lui être due, une action qui devait être intentée devant la juridiction correctionnelle; que l'art. 23 de la loi du 17 du même mois ne mettait aucun obstacle à l'exercice de cette action, dès que l'écrit qui en était l'objet n'avait pas été produit dans une instance pendante devant un tribunal; que la Cour royale de Pau a faussement appliqué et violé cet article en le donnant pour fondement à la réformation qu'elle a prononcée du jugement obtenu par Titon Bergeras au tribunal correctionnel

d'Orthès, et en déclarant qu'il n'y avait lieu de statuer sur les demandes par lui formées contre l'adjoint de la commune de Salyes ; — D'après ces motifs, REÇOIT Coulomme partie intervenante ; et faisant droit au pourvoi de Titon Bergeras, casse et annule l'arrêt rendu contre lui par la Cour royale de Pau, chambre de police correctionnelle, le 12 mai dernier, et pour être statué conformément à la loi sur l'appel relevé par Coulomme du jugement du tribunal de police correctionnelle d'Orthès, du 12 janvier précédent, renvoie la cause devant la chambre correctionnelle de la Cour royale d'Agen. »

### COUR D'APPEL DE PARIS.

*La veuve commune en biens qui s'est fait céder les droits de plusieurs de ses copartageans dans la communauté est-elle soumise au retrait autorisé par l'art. 841 du Code civil ? ( Rés. nég. )*

*L'action en retrait successoral peut-elle être exercée par un héritier contre la veuve légataire en usufruit de tous les biens de son mari, pour les portions par elle acquises dans la succession de ce dernier ? ( Rés. nég. )*

LA DEMOISELLE SAVOIE, C. LES HÉRITIERS MORLOT.

Dans l'espèce, la question à juger se présentait sous un double point de vue, en ce que la veuve acquéreur de droits successifs joignait à sa qualité de commune en biens avec son défunt mari celle de sa légataire universelle en usufruit. Avait-elle pu, comme commune, acheter les parts de plusieurs des héritiers dans la communauté, sans être soumise au retrait ? En supposant qu'elle dût être affranchie du retrait sous ce premier rapport, devait-elle y être sujette, malgré son titre de légataire en usufruit, relativement aux portions par elle acquises dans les propres qui ne faisaient point partie de la communauté, et qui appartenaient uniquement à la succession du mari ? Telles étaient les deux questions que la cause présentait à juger, et qu'il convenait de poser séparément, pour prévenir la confusion. Toutes les deux ont été décidées en faveur de la veuve. La Cour a consi-

léré, sur la première, que la femme, ayant droit, de son chef, au partage de la communauté, avait pu acquérir les parts de ses copartageans, sans être passible de l'action en retrait. Sur la seconde, la Cour a pensé qu'un légataire universel en usufruit est un successible dans le sens de la loi; qu'ainsi la veuve était à ce titre dûment autorisée à acquérir des portions dans la succession de son mari, sans être exposée au retrait. Voici les faits qui ont donné lieu à la contestation.

Le sieur *Barthélemi Savoie* est décédé en 1813. Par son testament il avait légué à la dame *Catherine Morlot* son épouse, commune en biens, l'usufruit de tout ses biens meubles et immeubles; la nue propriété en était réservée à ses héritiers naturels.

Après la mort du sieur *Barthélemi Savoie*, la succession et la communauté restèrent long-temps indivises. Durant l'indivision, la dame *Morlot*, veuve *Savoie*, acheta de divers héritiers de son mari les huit quinzièmes de leurs droits successifs.

Lorsqu'il s'est agi de procéder au partage tant de la communauté que de la succession, une demoiselle *Savoie*, héritière pour un quarante-cinquième du sieur *Barthélemi Savoie* son oncle, a formé contre la dame *Catherine Morlot* une demande en retrait successoral des huit quinzièmes de droits successifs dont cette dernière s'était rendue acquéreur.

La dame *Morlot* étant décédée, l'action en retrait a été suivie contre ses héritiers; et, le 24 août 1820, il est intervenu au tribunal civil de Troyes un jugement qui a rejeté cette demande. Ce tribunal a considéré « que les dispositions des lois romaines consacrées par l'art. 841 du Code civil ne pouvaient être entendues dans un sens tellement rigoureux que la qualité d'héritier proprement dite fût impérativement exigée pour repousser l'action en subrogation; qu'elles n'ont eu évidemment pour objet que d'écarter des partages les personnes étrangères à la succession qui viendraient, sans droit ni qualité, s'immiscer dans les affaires de famille; mais qu'elles ne peuvent s'appliquer à celui qui se présente à un partage à l'aide d'une qualité indépendante de son acte de cession; — Que, dans le cas particulier, la veuve *Savoie*, lorsqu'elle avait traité

avec partie des héritiers de son mari, réunissait à la qualité de copropriétaire des immeubles communs celle de légataire universelle en usufruit, ce qui lui donnait un droit sur chaque portion de la fortune mobilière et immobilière de son mari; que même l'art. 612 l'assujettissait à une portion contributive dans le paiement des dettes, et que sous ce double rapport elle était incontestablement autorisée à prendre connaissance entière de la masse active et passive de l'hérédité. »

La demoiselle Savoie se rend appelante de ce jugement. Une consultation délibérée en sa faveur et souscrite des noms les plus recommandables (1) contient l'exposé de ses moyens d'appel. Voici les principaux griefs qui ont été reproduits à l'audience contre le jugement du tribunal civil.

La question de savoir si le retrait successoral peut être exercé contre l'époux commun en biens et légataire de son conjoint fut d'abord controversée; le parlement de Paris rendit même plusieurs arrêts favorables à l'époux survivant. Mais cette Cour reconnut plus tard son erreur, et, par un arrêt du 17 août 1779, elle admit le retrait successoral contre un mari qui, donataire d'une part d'enfant à prendre dans la succession de sa femme, avait acheté les droits successifs de plusieurs des héritiers de cette dernière. Telle était la jurisprudence établie lors de la publication du Code civil. Nul doute que, si le nouveau législateur eût voulu la détruire, il ne s'en fût expliqué en termes formels; et qu'il n'eût excepté de l'exclusion soit les légataires ou donataires en général, soit les époux donataires ou légataires en particulier; mais, au contraire, l'art. 841 du Code repousse cette idée. « Toute personne, même parente du défunt, y est-il dit, qui n'est pas son successible, et à laquelle un cohéritier aurait cédé ses droits, peut être écartée du partage, soit par tous les cohéritiers, soit par un seul, en lui remboursant le prix de la cession. »

Dès l'instant que toute personne qui n'est pas successible peut être écartée du partage, il ne reste plus qu'à examiner si la dame Savoie, en sa qualité d'épouse commune en biens

---

(1) MM. Delacroix-Frainville, Tripier, Pardessus, Blanchet et Ber-ville.



de légataire, doit être considérée comme *successible* de son défunt mari. Et d'abord, il faut se fixer sur la signification du mot *successible*. Dans les termes du droit, le *successible* est celui qui, au moment de l'ouverture d'une succession, est désigné par la loi comme ayant la capacité de l'appréhender tout entière, s'il est seul de son degré, ou de concourir au partage avec d'autres *successibles*, s'il s'en trouve plusieurs du même degré. Cette définition, exacte en soi, ne convient ni à l'époux commun en biens, ni à l'époux donataire ou légataire. Vra-t-on que, par cela seul que l'art. 767 du Code civil appelle, dans un cas déterminé, l'époux survivant à recueillir la succession de son conjoint, il doit être, dans tous les cas, apte *successible* du défunt? Non, sans doute; car il ne suffit pas, pour être *successible*, d'avoir l'espérance de venir un jour à la succession, il faut que cet espoir ait été réalisé, puisque le titre de *successible* est donné par la loi à celui qui, à l'instant de l'ouverture d'une succession, est apte à se porter héritier. L'époux survivant n'étant appelé qu'à défaut de parents dans l'ordre de *successibilité*, il est évident qu'il ne peut pas être considéré comme *successible*, tant qu'il n'a pas le droit de prétendre à l'hérédité. Or la dame Savoie n'est point venue, en sa qualité d'épouse, à la succession de son mari, qui a été appréhendée par les héritiers de ce dernier. Les représentants de la dame Savoie ne peuvent donc pas, en établissant une distinction que le législateur n'a point admise, prétendre que leur auteur, qui n'a pas été *successible* pour hériter comme épouse survivante, doit être réputée *successible*, lorsqu'il s'agit d'exercer contre elle le retrait successoral?

La communauté de biens qui a existé entre les sieur et dame Savoie a-t-elle donné à la veuve survivante la faculté d'achever des droits successifs dans l'hérédité de son mari? En d'autres termes, rendait-elle la dame Savoie *successible*? La négative n'est pas susceptible d'être contestée. La communauté est une société de biens entre époux. Ce n'est point comme *successible* de son conjoint que le survivant a le droit d'opérer le prélèvement de sa part sociale; car on n'hérite pas de la propriété, et chacun des époux est, pendant le mariage,

propriétaire de sa part de communauté, qu'il a le droit de reprendre lors de sa dissolution. Si le concours de l'époux vivant est nécessaire au partage de la société matrimoniale, là se bornent ses droits et son action. Du reste, il devient étranger aux héritiers de son conjoint, qui procèdent à eux au partage de la succession du défunt, c'est-à-dire à la division de la part qui leur est dévolue dans la société dissoute par la mort de leur auteur. Et c'est à cette seconde opération, c'est à ce partage de succession, qu'il est interdit à toute personne, même parente du défunt, de concourir sans le consentement des héritiers. Cette exclusion est applicable à la femme commune en biens, comme à toute autre personne. Vainement dirait-on que le seul but de la loi est d'empêcher les étrangers de prendre connaissance des secrets et des arrangemens de famille; que, la femme devant acquiescer à cette connaissance par le partage de la communauté, son exclusion n'aurait point d'objet : la distinction ci-devant établie répond victorieusement à cette objection. En effet, les héritiers du défunt, après avoir délivré au survivant sa part de communauté, pourraient, lors des arrangemens qu'ils auraient à faire à l'occasion du partage de la succession, être gênés par la présence et le concours d'un tiers qui leur est devenu étranger. Il en est de la femme commune comme d'un associé dans une entreprise commerciale avec lequel la succession aurait à liquider la société : de ce que cet associé serait partie nécessaire dans la liquidation, il n'en résulterait pas assurément qu'il eût le droit d'être partie dans le partage, qu'il fût à l'abri du retrait successoral, s'il lui plaisait d'acquiescer les droits de quelque cohéritier. D'ailleurs, le soupçon de cupidité, qui a été le motif déterminant de la loi pour exclure l'étranger, plane sur la femme devenue étrangère aux héritiers de son mari comme sur tout autre acquéreur à titre onéreux : la femme peut donc être écartée du partage, s'il convient à l'un des héritiers d'user du bénéfice de l'art. 841 du Code civil.

La qualité de *légataire universelle en usufruit* ne peut, plus que la qualité d'épouse commune en biens, rendre la femme Savoie successorale de son mari. Un légataire à titre univer-

Une quote part héréditaire, comme du quart, du cinquième de tous les biens, pourrait peut-être se prétendre successorale, en ce sens qu'il aurait droit, en vertu de cette institution héréditaire pour une portion, de participer, de son chef, au partage. Dans ce cas il serait difficile de lui opposer que, par l'acquisition des droits de quelques uns des cohéritiers, il s'introduit dans un partage qui doit lui demeurer étranger, et dont il peut l'exclure par le retrait successoral. — Mais cette difficulté ne peut exister vis-à-vis du légataire particulier d'un objet certain ou d'une portion d'usufruit, et encore moins vis-à-vis d'un légataire universel en usufruit, comme dans l'espèce : car ce légataire n'a aucun partage à faire, puisque son usufruit porte sur tous les biens de la succession.

Les motifs qui ont déterminé les premiers juges à rejeter la demande de la demoiselle Savoie reposent sur un principe évidemment faux. C'est une erreur que de dire que les lois romaines et le Code civil ne doivent pas être entendus dans un sens tellement rigoureux, que la qualité d'héritier proprement dit soit impérativement exigée pour repousser le retrait successoral. S'il ne s'agissait que de la loi romaine, on pourrait sans doute lui donner cette interprétation : car le texte de la *l. per diversas*, etc., qui a servi de fondement à l'institution du retrait, n'est relatif qu'à la cession des droits litigieux, et est par extension de cette règle que le retrait successoral a été introduit. Néanmoins, dans notre ancienne jurisprudence, les arrêts ont maintenu rigoureusement le principe que tout créancier de portions héréditaires qui n'était pas successible n'était soumis au retrait successoral. Mais il ne s'agit plus aujourd'hui ni de la loi romaine, ni d'une règle qui, dans son application, était soumise à l'arbitraire de la jurisprudence. Le Code civil a statué sur cette matière par une disposition expresse : c'est donc à cette disposition qu'il faut se référer. Or l'art. 841 soumet impérativement au retrait toute personne qui n'est pas successible du défunt, quand même elle serait sa tante. Il n'y a point à équivoquer sur ce texte ; les termes sont clairs et précis, et son exécution littérale est de droit obligatoire pour les tribunaux.

Vainement encore le tribunal civil suppose comme règle gé-

générale que l'art. 841 n'est point applicable à celui qui se présente à un partage à l'aide d'une qualité indépendante de son acte de cession : cette règle ne peut être vraie que lorsque le cessionnaire a, de son chef, droit au partage, parce qu'alors il est cohéritier. Mais quand cette qualité de cohéritier ne lui appartient pas, en vain se présenterait-il au partage à tout autre titre : dès lors qu'il n'est point successible, il n'a pu acquérir aucune portion héréditaire, sans que les héritiers eussent droit d'exercer sur lui le retrait successoral, et l'art. 841 militait de toute sa force contre son acte de cession.

Lorsque ensuite le jugement applique à l'espèce la règle d'interprétation qu'il vient de poser, c'est pour tomber dans de nouvelles erreurs. En effet, de ce que la veuve Savoie était commune en biens avec son mari, et de ce qu'elle est sa légataire universelle en usufruit, il n'en résulte nullement, ainsi que le supposent les premiers juges, qu'elle ait droit, de son chef, d'être partie dans le partage. D'abord, le partage de la communauté, auquel elle a droit sans doute, n'a rien de commun avec le partage de la succession. Il serait impossible d'admettre en principe qu'une veuve, parce qu'elle est commune, aura droit d'acquérir des parts héréditaires dans la succession de son mari, avec affranchissement du retrait successoral. Elle a droit au partage de la communauté, et rien de plus. Mais le partage de la communauté n'étant pas celui de la succession, il est évident que, cette communauté une fois liquidée, la femme devient étrangère à tout ce qui regarde le partage de la succession.

Quant à la qualité de légataire en usufruit, le droit de la veuve, en cette qualité, se bornant à jouir de tous les biens de la succession, elle n'avait aucun intérêt au partage, ni aucun droit de critiquer la distribution des lots. En vain le jugement allègue-t-il qu'étant tenue de contribuer aux dettes, à raison de son usufruit universel, la veuve a intérêt de connaître la masse active et passive de la succession. La contribution aux dettes, de la part de la veuve, comme légataire universelle, n'est point une opération nécessairement inhérente au partage; elle peut être réglée par un acte séparé; elle est même, quant au mode, absolument distincte de celle des héritiers. La con-

tribution entre les successibles se fait par déduction sur leurs parts héréditaires. A l'égard de l'usufruitier, il a le choix de payer la somme pour laquelle il doit contribuer, ou de souffrir que le propriétaire du fonds en fasse l'avance, en lui tenant compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit. Telles sont les règles prescrites par l'art. 612 du Code. Ainsi, comme on le voit, l'opération que cette contribution peut nécessiter entre la veuve légataire en usufruit et les héritiers saisis de la nue propriété n'a rien de commun avec le partage de cette nue propriété, et la veuve ne peut y pulser aucun droit de se constituer, de son chef, partie nécessaire dans le partage.

En dernière analyse, quels que soient les droits de la veuve sur l'usufruit des biens, elle n'en a aucun sur le partage des fonds; elle est par conséquent formellement soumise par la loi à la condition du retrait successoral, et le jugement qui, dans le cas particulier, a proscrit l'exercice de ce retrait, ne peut échapper à la censure de la Cour.

Les motifs qui ont déterminé la confirmation du jugement attaqué sont exposés avec tant de force et de précision dans l'arrêt de la Cour royale, qu'il devient inutile de rappeler la défense des intimés.

Du 2 août 1821, ARRÊT de la Cour royale de Paris, deuxième chambre, M. Agier président, MM. Blanchet, Tripier et Parquin avocats, par lequel :

LA COUR, — Attendu 1° qu'il est mis en avant et non contesté que, Barthélémy Savoie étant né sans fortune, ayant tout dû à son industrie, sa succession se trouve composée uniquement de la moitié à lui revenante dans la communauté d'entre lui et son épouse, en sorte que sa succession et sa portion dans la communauté sont une seule et même chose; que, par l'art. 1476 du Code civil, le partage de la communauté, pour ce qui concerne ses formes, la licitation des immeubles, quand il y a lieu, les effets du partage, la garantie qui en résulte et les soultes, est soumis à toutes les règles qui sont établies au titre des Successions, pour les partages entre cohéritiers; qu'ainsi, la loi ouvre aux communiars la même voie qu'aux costuccsibles, pour sortir de l'indivision, celle d'acquiescer les parts de leurs copartageans, sans être sujets au re-

trait ; que la fene dame Savoie, née Morlot, était commune, ayant droit de son chef au partage de la communauté, et a par conséquent, aux termes précis de la loi, user de ce droit, sans que le retrait puisse être exercé sur elle ; — Attendu 2° qu'en supposant que Barthélemy Savoie eût laissé quelques propres qui feraient point partie de la communauté, et appartiendraient uniquement à sa succession, la dame Savoye, légataire en usufruit de la totalité des biens de son mari, était successible, et, à ce titre, dûment autorisée, suivant la loi, à acquérir des portions dans la succession de son mari, sans être exposée au retrait ; qu'elle était successible : car être successible, c'est être appelé à la succession ; il y a deux manières d'y être appelée, la vocation de l'homme et celle de la loi ; l'une est aussi respectable que l'autre, et la vocation de l'homme prévaut même sur celle de la loi, qui n'est elle-même que la vocation présumée de l'homme ; qu'en vain oppose-t-on que le légataire en usufruit, son lot étant fait par le testateur, n'a rien à démêler avec l'héritier réduit à la nue propriété ; qu'on aperçoit, au contraire, qu'il peut naître entre eux de nombreuses difficultés : 1° quant à l'actif ou à l'exercice des droits d'usufruit, qui, s'appliquant individuellement au même objet que la nue propriété, donne lieu, malgré la division des droits, de la part du propriétaire, à une surveillance, à une sollicitude légitime, et, s'il est processif, à des tracasseries continues ; 2° quant au passif, ou aux dettes et charges, qui sont communes entre le propriétaire et l'usufruitier, et peuvent devenir une autre source abondante de querelles ; qu'en un mot, loin qu'en ce cas, la possibilité de faire cesser l'indivision ou le mélange d'intérêts, par l'acquisition des parts des cointéressés, puisse être refusée faute de motifs, il n'y en a peut-être aucun où elle soit plus désirable et plus nécessaire ; qu'enfin il s'agit d'exécuter la loi strictement à la lettre, sans y rien ajouter, mais aussi sans y rien retrancher ; que le légataire universel en usufruit est, dans toute la force du mot, un successible ; qu'il faut donc lui en accorder tous les droits ; — Attendu 3° que la fille Savoie, retrayante, peu favorisée de la fortune et n'ayant qu'un 45° dans la succession, ne fait visiblement que prêter son nom à un de ses parens non successi-



le, Jean-Marie Savoie, à la poursuite et diligence duquel le procès se poursuivait à Troyes; qui, maintenant présent à Paris, se montre ouvertement comme sollicitateur à côté de la veuve Savoie; qui, de son aveu a fourni de ses deniers les 10,000 fr. et plus pour faire les offres réelles, et qui, acquiesçant pour son propre compte de sept quinzièmes de la succession, retrayant sous le nom de sa cousine de sept autres quinzièmes, tout étranger qu'il est, finirait par être investi de la presque-totalité, en sorte que le seul fruit de ce retrait, repris, comme on voudrait le faire croire, dans des vues d'intérêt légitime et dans un esprit de soumission à la loi, trait de la violer de la manière la plus prononcée, en enlevant à la veuve Barthélemy Savoie la moitié de l'hoirie à laquelle elle a, par suite des volontés du testateur, un droit incontestable, pour la livrer tout entière à un homme qui, sous quelque prétexte que ce puisse être, n'y a aucune espèce de droits; — Faisant droit sur l'appel interjeté par la fille Savoye du jugement rendu par le tribunal civil de Troyes, le 14 août 1820, MET l'appellation au néant; ordonne que ce tout est appel sortira son plein et entier effet; condamne l'appelante en l'amende et aux dépens des causes d'appel et de demandes. » (1)

## COUR D'APPEL DE PARIS.

*La nullité prononcée par l'art. 472 du Code civil est-elle générale, et s'étend-elle indistinctement à tous les actes et traités qui pourraient intervenir entre le tuteur et le pupille avant la reddition du compte de tutelle, lors même que ces actes n'auraient pas un rapport direct à la gestion tutélaire? (Rés. aff.)*

*SACIALEMENT, le traité intervenu entre un père, ci-devant tuteur de son fils, et ce dernier, sur leurs droits respectifs*

(1) Voy., tom. 22, pag. 353, un arrêt du 17 mai 1820, qui juge aussi que le retrait successoral ne peut être exercé ni contre l'époux commun en biens, acquéreur des droits de ses copropriétaires dans la communauté, ni contre son légataire.

*dans la communauté, est-il nul, nonobstant toute ratification, si ces actes n'ont pas été précédés d'un compte de tutelle régulier ? (Rés. aff.)*

**LE SIEUR DUPRÉ, C. SON PÈRE.**

Cette question a fait la matière d'une discussion très-sérieuse devant la Cour régulatrice. Mais cette Cour n'a point résolu le problème d'une manière précise, parce qu'interprétant le traité, et le considérant comme une renonciation positive à exiger le compte de tutelle, la nullité d'une pareille convention ne devait éprouver aucune difficulté. (1)

Mais en 1820, la même question s'est présentée à la Cour royale de Paris. Il s'est agi de savoir si le traité intervenu entre un père, tuteur de ses enfants, et ceux-ci, devenus majeurs, sur leurs droits dans la communauté, comme héritiers de leur mère, était nul, pour n'avoir pas été précédé d'un compte de tutelle. On insistait sur la nullité de cet acte. « L'art. 472, disait-on, déclare nul *tout* traité intervenu entre le tuteur et le pupille devenu majeur, avant la reddition du compte de tutelle. Or qui dit *tout* n'excepte rien. Ainsi, tous les contrats, tous les actes, sans distinction, et quel qu'en soit l'objet, que le tuteur et le pupille passent ensemble avant que le compte ait été rendu, sont frappés de nullité par la loi. La raison de décider est sensible ; le pupille, malgré sa majorité, reste toujours dans la dépendance de son tuteur, tant que ce dernier n'a pas produit son compte et qu'il n'a pas remis les pièces justificatives. C'est par cette considération que, malgré sa majorité, la loi le répute toujours mineur au regard de son tuteur ; et, par suite, incapable de contracter avec lui, si la convention n'a pas été précédée d'un compte régulier et rendu en connaissance de cause. Autrement, le tuteur pourrait toujours abuser de son ascendant sur l'esprit de son pupille, pour l'amener à consentir des obligations qui, pour être étrangères à la gestion tutélaire et au compte qu'il est tenu de rendre en cette qualité, n'en seraient pas moins onéreuses au mineur. »

(1) L'arrêt, en date du 14 décembre 1818, est rapporté au t. 10, pag. 781.

Nonobstant ces raisons, la Cour royale de Paris, par arrêt du 5 janvier 1820, a maintenu le traité, « attendu que l'art. 907 du Code civil n'est relatif qu'aux traités qui interviennent sur un compte de tutelle; et qu'à l'égard de tous autres actes, même gratuits, l'art. 907 du même Code laisse à l'administrateur, ci-devant tuteur, à l'égard de ses pupilles, devenus majeurs, la plus grande latitude (1).

Au contraire, dans l'espèce actuelle, la même Cour, attribuant à l'art. 472 un sens absolu, vient d'annuler par un arrêt plus récent un traité semblable à celui qu'elle a confirmé par son arrêt du 5 janvier 1820, et cela sur le seul motif qu'il n'avait pas été précédé d'un compte régulier. Ainsi, voilà deux arrêts de la même Cour qui paraissent en contradiction manifeste sur le sens et l'application de l'art. 472 du Code civil (2).

Dans le fait, le sieur Dupré eut de son premier mariage, avec la demoiselle *Lévacher-Duplessis*, trois enfans, qui, au décès de leur mère, se trouvaient en état de minorité, et dont il fut le tuteur.

Le 19 février 1808, le sieur Dupré, alors remarié avec la demoiselle *Hombert*, fit avec ses enfans du premier lit un traité contenant le règlement des droits qui leur appartenaient en chef de leur mère dans la communauté. Deux des enfans étaient majeurs. Le sieur *Alphonse Dupré* n'était encore que mineur émancipé; mais, depuis sa majorité, il a expressément ratifié la transaction par un acte du 31 décembre 1809. Ce n'est que postérieurement à cette double époque du traité et de sa ratification, que le sieur Dupré se mit en devoir de présenter à ses enfans du premier mariage un simulacre de

---

1) Voyez l'arrêt et l'espèce, rapportés tom. 22, pag. 14.

2) La contradiction est évidente au moins dans les motifs : car, au premier, il serait peut-être possible de concilier ces deux arrêts, même en donnant à l'art. 472 le sens large et absolu qu'on lui suppose. En effet, il convient de faire observer que, dans la cause jugée en 1820, il y avait une raison particulière de maintenir le traité, qu'il avait reçu son exécution pendant douze ans, ce qui semblait le mettre à l'abri de toute attaque ultérieure, d'après l'art. 475; mais alors la Cour aurait dû se fonder uniquement sur ce motif, et non sur l'art. 472.

compte de tutelle, dont lui-même a reconnu depuis l'irrégularité.

Dans cette situation, le sieur Dupré fils, se croyant lié par le traité du 19 février 1808, et par l'acte confirmatif du 31 décembre 1809, en a demandé la nullité, et a requis qu, sans avoir égard à ces actes, il fût procédé de nouveau au compte, liquidation et partage tant de la communauté qui avait existé entre son père et la dame Levacher-Duplessis que de la succession de cette dernière. Le demandeur fondait principalement sur ce que le traité en question était frappé de nullité par l'art. 472 du Code civil, pour n'avoir pas été précédé d'un compte de tutelle régulier.

Le 19 mai 1821, jugement du tribunal de la Seine, qui rejette la demande en ces termes : « En ce qui touche la nullité de l'acte du 19 février 1808 et des actes de ratification qui l'ont suivi, tous passés devant notaire et dûment enregistrés ; — Attendu que le Code civil, en traçant les règles suivant lesquelles il doit être procédé aux liquidation et partage des successions où les mineurs se trouvent intéressés, n'a pas défendu d'y procéder sans formalités, mais seulement a mis entre les deux actes cette différence essentielle, que l'acte où les formalités ont été observées oblige les mineurs comme les majeurs, tandis que l'autre ne devient obligatoire pour les mineurs que par la ratification qu'ils en font expressément ou tacitement après leur majorité ; — Attendu que, provisionnel de sa nature, à l'égard du mineur Dupré, le partage du 19 février 1808 est devenu définitif, tant par la ratification expresse et authentique qu'il en passa postérieurement à sa majorité, le 31 décembre 1809, que par l'exécution qu'il lui a donnée ; — Que vainement, pour échapper à l'effet de cette ratification et exécution, Dupré fils invoque les dispositions des articles 467, 472 et 2045 du Code civil, qui disposent que les transactions faites au nom des mineurs, pour être valables, doivent être environnées de certaines formalités particulières, et que tous traités et transactions qui peuvent intervenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur seront nuls s'ils n'ont été précédés d'un compte de tutelle détaillé, et de la remise des pièces justificatives ; — Qu'en effet, pour

Les articles fussent applicables à l'acte du 19 février 1808, et empêchassent l'effet des ratifications qui l'ont suivi, il faudrait qu'il renfermât, d'une manière expresse ou du moins implicite, soit une transaction sur les droits du mineur, soit un traité sur le compte de tutelle que son père devait lui rendre ; — Qu'il est impossible d'y voir une transaction, puisque, aux termes de l'article 2044 du Code civil, la transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent celle qui est prête à naître ; — Qu'à l'époque du partage du 19 février 1808, il n'existait entre Dupré père et ses enfans aucun sujet de contestation ; et que, si cet acte contient abandon d'un droit quelconque, c'est seulement de la part de Dupré père ; — Que ce partage ne peut pas non plus être considéré comme renfermant un traité ou une transaction sur des revenus devant entrer dans le compte de tutelle ; que, si par cet acte il a été dit que sur les 87,444 fr. dus par Dupré père à son fils, et formant la portion héréditaire de ce dernier, la somme de 37,265 fr. ne serait exigible qu'au décès du père, et ne produirait aucun intérêt jusqu'à cette époque, cette disposition, motivée sur les abandons faits par Dupré père à ses enfans, ne peut être envisagée comme une transaction sur le compte de tutelle, mais tout au plus comme une donation d'usufruit faite par le père au fils, et qui, nulle dans son origine, est devenue valable par la ratification que Dupré fils en a faite depuis sa majorité, la disposition prohibitive de l'art. 907 du Code recevant exception en faveur des ascendans ; — Par ces motifs, le tribunal déboute Dupré fils de sa demande en nullité du partage du 19 février 1808, et de l'acte de ratification du 31 décembre 1809 ; ordonne que ces actes continueront de recevoir leur pleine et entière exécution ; donne acte à Dupré fils de l'offre faite par son père de lui rendre compte de la gestion qu'il a eue de ses biens pendant sa minorité, etc.

Appel de la part du sieur Dupré fils. L'appelant a reproduit devant la Cour les moyens de nullité pris de l'art. 472 du Code civil, et que vainement il avait présentés en première instance.

L'intimé n'a fait qu'ajouter quelques développemens aux motifs adoptés par les premiers juges.

Du 2 août 1821, ARRÊT de la Cour royale de Paris, 2<sup>e</sup> chambre, M. Agier président, MM. Persil et Berryer avocats, par lequel :

« LA COUR, — Attendu que l'art. 474 du Code civil, conforme aux principes éternels et à toutes les lois antérieures, porte que tout traité qui pourra intervenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur sera nul, s'il n'a été précédé de la reddition d'un compte détaillé, et de la remise des pièces justificatives; que la disposition est générale, pour tout traité, et non relative uniquement aux actes concernant la tutelle, et que le motif évident de la disposition est également général et applicable à tous contrats, savoir : l'incapacité du mineur devenu majeur, qui, jusqu'à la reddition du compte, est sans connaissance de ses affaires, et hors d'état d'en traiter, surtout vis-à-vis d'un homme qui les connaît parfaitement; qu'il est d'ailleurs sensible que tout traité intervenu entre le tuteur et son pupille devenu majeur retient nécessairement au compte de tutelle et aux différens articles soit de recette, soit de dépense, dont il serait composé; que, dans le fait, Dupré père n'avait rendu aucun compte à son fils avant la liquidation du 19 février 1808 et l'acte de ratification du 3<sup>r</sup> décembre 1809; que celui qu'il a rendu depuis est irrégulier; qu'il en convient lui-même, et offre d'en rendre un autre; — M<sup>r</sup> l'appellation et le jugement du tribunal civil de la Seine dont est appelé au néant; — Emendant, décharge Dupré fils des condamnations contre lui prononcées; au principal, déclare nul et de nul effet l'acte du 19 février 1808, ensemble tous les actes de ratification qui l'ont suivi; ordonne que, sans s'y arrêter, il sera procédé à nouveau compte, liquidation et partage, dans les formes et d'après les règles prescrites par la loi; comme aussi que ledit sieur Dupré père sera tenu, suivant ses offres, de rendre son compte de tutelle, ainsi que de droit; dépens néanmoins compensés entre les parties, attendu leur qualité. »



## COUR DE CASSATION.

*La mention que le testament a été lu au testateur en présence des témoins peut-elle résulter de cette clause générale qui termine l'ensemble des énonciations : « LE TOUT EN PRÉSENCE DESDITS TÉMOINS » ? ( Rés. aff. ) Cod. civ., art. 972.*

*Quand la mention d'une formalité essentielle a été mise dans la bouche du testateur, au lieu de l'avoir été dans celle du notaire, le testament est-il nul ? ( Non rés. )*

LES HÉRITIERS BAYER, C. LE SIEUR MOUCHETTE.

Le 28 janvier 1816, le sieur *Bayer* a fait, par acte notarié, un testament dans lequel il a institué le sieur *Mouchette* pour son légataire universel. À la fin du testament se trouve la disposition suivante : « Je veux, au surplus, que les dettes que je puis avoir soient acquittées par le sieur *Mouchette*, ainsi que les frais résultans des dispositions de mon testament, dont m'a été donné lecture par le notaire, qui l'a écrit sous ma dictée. Ce faisant, le testateur a déclaré qu'il contient ses volontés en toutes ses dispositions, et vouloir qu'il soit suivi et exécuté en tout son contenu, le tout en présence desdits témoins. »

La nullité de ce testament a été demandée par les héritiers naturels : ils ont prétendu 1° qu'il ne renfermait pas la mention expresse qu'il eût été lu au testateur en présence des témoins ; 2° que, lors même que cette mention existerait, elle serait insuffisante, parce qu'elle aurait été faite par le testateur, et non par le notaire.

Jugement du tribunal civil de Vic, du 27 mai 1819, qui rejette ces moyens et valide le testament.

Sur l'appel, arrêt de la Cour royale de Nancy, du 27 janvier 1820, qui confirme, — « Considérant qu'il n'est pas contesté, en principe de droit, que l'une des formalités essentielles à la validité du testament fait par acte public est qu'après avoir été écrit par le notaire, il soit lu au testateur en présence des témoins, et qu'il en soit fait

mention expresse ; qu'ainsi la question de la cause n'est pas à ce point, de savoir si le testament en question, dans sa rédaction embarrassée et qui trahit le peu d'exactitude du rédacteur, énonce cependant d'une manière suffisante et expresse que la lecture a été faite au testateur, et qu'elle a été faite en présence des témoins ; — Considérant, à cet égard, que le testament présente la mention expresse que le testament a été lu au testateur par le notaire ; que si, par suite d'une rédaction incorrecte, cette déclaration est placée dans la bouche du testateur, au lieu de l'être dans celle du notaire, on conçoit que cette déclaration n'est pas pour cela émise par le notaire lui-même, qui, garant de la vérité de tous les faits qu'il énonce comme siens, se rend propre la déclaration qu'il en place dans la bouche du testateur, et atteste aussi lui-même ce qu'a exprimé le testateur, que la lecture des dispositions écrites lui a été donnée par le notaire ; que, dans la suite de cette énonciation de la lecture, le notaire a placé dans la rédaction par lui faite sous la dictée du testateur, et de la déclaration faite par le testateur que cette rédaction exprime fidèlement sa volonté ; après quoi il a placé les mots empruntés de la disposition du Code lui-même, *le tout en présence des témoins* ; que, nonobstant quelque ambiguïté résultante de cette cumulation de périodes, il est cependant clair que le notaire, à l'imitation de l'article 972 du Code, a entendu, par l'emploi de cette locution éminemment conjonctive, *le tout*, reporter la déclaration de la présence des témoins sur chacun des faits précédemment énoncés, c'est-à-dire sur la lecture du testament, comme sur la rédaction et sur l'assentiment y donné par le testateur ; que tout prétexte de doute et d'argumentation à cet égard serait écarté, si le notaire avait rapproché du premier fait énoncé la mention de la présence des témoins : d'où serait résultée cette phrase : *Mon présent testament, dont lecture m'a été donnée par le notaire en présence des témoins* ; mais que cette dernière partie de la phrase, pour avoir été séparée de la première par l'intercalation de la mention de la rédaction sous la dictée et de l'approbation du testateur, ne s'en réfère néanmoins directement à la mention de la lecture comme à celle de la rédaction.

et de l'approbation, et se lie également à toutes par cette expression générale et conjonctive, *le tout*; qu'il est d'autant plus nécessaire de le concevoir ainsi que, la présence des témoins étant attestée dès le préambule de l'acte, l'étant également à la clôture, et en outre mentionnée deux fois dans le corps de son texte, il en résulte la preuve, jusqu'à inscription faux, que les témoins ont assisté sans désemparer à la confection entière du testament, et que conséquemment la lecture en est attestée avoir été donnée par le notaire au testateur en sa présence; que le testament attaqué, contenant donc une énonciation suffisante de la lecture donnée au testateur et de la présence des témoins à cette lecture, remplit le vœu de l'art. 972 du Code civil, et a été justement confirmé par le tribunal dont est appel.

Pourvoi en cassation de la part des héritiers Bayer, pour violation des art. 972 et 1001 du Code civil. Les demandeurs ont reproduit les deux moyens qu'ils avaient fait valoir devant les juges de première instance et d'appel.

Le 2 août 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. Casade president d'âge, M. Borel de Bretizel rapporteur, M. Lassis avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Lebeau, avocat-général; — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué et des termes du testament litigieux que, d'après le rapprochement des énonciations qu'il renferme, soit celles personnelles au rédacteur du testament au commencement et à la fin, soit celles intermédiaires rapportées au testateur, toutes les formalités prescrites par l'art. 972 du Code civil ont été non seulement observées, mais énoncées en termes suffisants; qu'ainsi la Cour royale de Nanci, en reconnaissant l'existence de ces formalités et de leur énonciation, n'a commis ni la contravention audit art. 972 ni la fausse application qui lui sont reprochées; —  
BETTE.

## COUR DE CASSATION.

La question de savoir si un navire échoué est ou n'est pas en état de navigabilité est-elle du ressort du commissaire de la marine? (Rés. nég.)

**AU CONTRAIRE, doit-elle être décidée par le tribunal de commerce ? (Rés. aff.)**

**DAMIENS, C. BALGUERIE-DANDIRAN.**

Les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1818, le sieur *Damiens* fait assurer, par la maison *Balguerie-Dandiran* et compagnie de Bordeaux, une somme de 40,000 fr. sur le corps, les menues et dépendances du navire *la Mère-de-Famille*, allant de Cratois, lieu d'appareillage, à Cette ou à Marseille et faire son retour dans un port de la Manche. — Convention que les assureurs seraient responsables de la bâtarie du navire.

Parti le 14 octobre 1818 sur son lest pour se rendre à Cette, le navire, après avoir éprouvé les plus grands obstacles, échoua, le 21 novembre suivant, au fort de la Nouvelle, près Narbonne. Le capitaine écrivit dès le lendemain au sieur *Damiens* son armateur, pour lui faire part de cet accident. Le sieur *Damiens*, communiqua la lettre aux assureurs.

Toutefois, il s'agissait de procéder au sauvetage du navire et de ses agrès. Le commissaire de la marine du port de Cette, sur bonne donna ses ordres, et nomma des experts pour visiter le navire et décider s'il pouvait être mis à flot.

Les experts firent leur rapport les 2 et 22 décembre. Ils déclarèrent le navire innavigable; en conséquence, le commissaire de la marine, adoptant cette opinion, ordonna que le navire *la Mère-de-Famille* serait vendu le 15 janvier.

Le sieur *Damiens* notifia aux assureurs, le 7 du même mois de janvier, l'abandon qu'il leur faisait de son navire, et citation devant le tribunal de commerce au paiement du montant de l'assurance.

Mais les assureurs firent d'abord prononcer le renvoi de l'affaire devant des arbitres, conformément à la police d'assurance. En même temps ils formèrent opposition à la vente du navire; mais il fut passé outre à cette vente par le commissaire de la marine. Il paraît même que le navire fut sur-le-champ dépecé par l'adjudicataire.

Par jugement arbitral du 12 juillet 1819, les arbitres ont décidé qu'il résultait des circonstances et de la manière même

Les experts s'étaient expliqués, que le navire *la Mère-de-Famille* n'avait éprouvé qu'un simple échouement sans bris, qu'il aurait pu être relevé et rendu navigable; qu'au surplus la question de navigabilité ou d'innavigabilité de ce navire était de la compétence exclusive du tribunal de commerce, et que le commissaire de la marine, chargé seulement de surveillance administrative du port, n'avait pas eu pouvoir sur la décider; qu'enfin, on ne pouvait repouter *avarie de son* dont les assureurs fussent responsables, l'omission des mesures prescrites par la loi soit pour constater l'état du navire, soit pour le relever et le réparer, parce qu'à cet égard la conduite du capitaine avait été ratifiée tacitement par l'armateur. Les arbitres ont, en conséquence, déclaré nul, comme sans cause légale, le délaissement du navire *la Mère-de-Famille*, sauf le droit réservé à l'assuré de se pourvoir en règlement des avaries.

Sur l'appel du sieur Damiens, ce jugement a été confirmé par arrêt de la Cour royale de Bordeaux, du 7 janvier 1820. Pourvoi en cassation de la part du sieur Damiens. Il a soulevé notamment que le commissaire de la marine seul avait le pouvoir de statuer, sauf sa responsabilité, sur les mesures à prendre relativement au navire échoué; qu'après sa décision, les parties intéressées, libres de réclamer auprès de l'autorité administrative supérieure, n'étaient point obligées de recourir au tribunal de commerce pour obtenir de lui un jugement qui prononçât sur le sort de ce navire, et qu'en jugeant le contraire l'arrêt attaqué avait contrevenu à l'art. 8 du tit. 14 des lois des 6 et 7 septembre 1790; à l'art. 3, tit. 2, et aux art. 14 et 15, tit. 3, de la loi du 15 août 1791; enfin, à l'arrêté du Gouvernement du 17 floréal an 9.

Mais, le 3 août 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. Rendu président d'âge, M. Liger de Vardigny rapporteur, M. Lassis avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Lebeau, avocat-général; — Vu la loi du 15 août 1791, relative à la police de la navigation et des ports de commerce; — Attendu que l'Assemblée nationale, en prononçant la suppression des tribunaux d'amirauté, a introduit une nouvelle législation

en matière de commerce maritime; qu'en effet, après avoir distingué la partie administrative de celle litigieuse, qui, avant leur suppression, étaient l'une et l'autre privativement des attributions des tribunaux de l'amirauté, elle a confié la police et la surveillance des ports aux commissaires de la marine; elle les a chargés du soin qu'exige le sauvetage dans les cas de naufrage et d'échouement; enfin, elle les a autorisés à prendre les mesures conservatoires et d'urgence qui leur paraîtraient convenables; que, quant à la partie litigieuse relative aux intérêts privés; les art. 1<sup>er</sup> et 8 du tit. 1<sup>er</sup> de la loi du 10 août 1791 attribuent spécialement aux tribunaux de commerce, dans l'étendue de leurs districts, la connaissance de toutes affaires de commerce de terre et de mer, en matière civile; que l'art. 8 notamment soumet à leur juridiction les « réglemens d'avaries et les autres demandes et actions civiles des intéressés aux navires et aux marchandises.... » ; — Attendu enfin que cette nouvelle législation a été confirmée par le Code de commerce; livre second, ayant pour titre *Commerce maritime* : d'où il suit que l'arrêt dénoncé ne renferme aucun excès de pouvoirs, puisque la Cour royale de Bordeaux était compétente pour connaître de la contestation; — Sur les autres moyens pris de la violation des art. 353 et 354 du Code de commerce, — Attendu qu'il a été reconnu, en point de fait, par les arbitres, et, sur l'appel, par la Cour royale de Bordeaux, que l'échouement du navire avait été fait sans bris; que l'innavigabilité du navire n'était pas constante; que la détérioration ou la perte des objets assurés n'avait pas eue aux trois quarts, et même à la moitié de la valeur de l'objet assuré; enfin, que la conduite du capitaine du navire était exempte de reproches, et qu'on ne pouvait lui imputer aucune espèce de faute; — Attendu qu'il n'entre pas dans les attributions de la Cour de cassation de critiquer ces points de fait, dont l'appréciation était dans le domaine exclusif de la Cour royale de Bordeaux; — REJETTE. »

#### COUR DE CASSATION.

*Dans les colonies françaises, les affaires qui concernent*



commerce étranger ou les vaisseaux étrangers doivent-elles être portées, par appel, devant une COMMISSION SPÉCIALE ? (Rés. aff.)

Les lettres patentes du mois d'octobre 1727, et l'arrêté des consuls du 12 vendémiaire an 11, qui ont attribué la connaissance des affaires de cette espèce à une commission spéciale, sont-ils encore en vigueur ? (Rés. aff.)

L'incompétence des Cours de justice ordinaire pour connaître de ces affaires est-elle une incompétence A RAISON DE LA MATIÈRE, qui ne puisse être couverte par l'acquiescement des parties, et qui puisse être opposée pour la première fois devant la Cour de cassation ? (Rés. aff.)

DIRECTEUR DU DOMAINE DE LA MARTINIQUE, C. LE NEUVEAU PRICE.

Le navire *l'Eliza-Ann*, capitaine Price, arriva de Londres à Martinique le 31 décembre 1816. — Le 13 janvier 1817, le navire et sa cargaison furent saisis pour omission des déclarations et formalités prescrites aux capitaines des navires étrangers par l'arrêt du conseil, du 30 août 1784.

Le 4 mai 1817, sentence contradictoire de l'amirauté de Saint-Pierre la Martinique, qui déclare nulle et de nul effet l'entrée du navire *l'Elisa-Ann*.

Sur l'appel interjeté par le directeur général du domaine, par le conseil supérieur de la Martinique, arrêt de ce conseil qui confirme la sentence des premiers juges.

Le directeur général du domaine a dénoncé cet arrêt à la Cour de cassation. Son principal moyen était fondé sur l'incompétence du conseil supérieur de la Martinique, en ce qu'il avait jugé, avec sa composition ordinaire, une matière dont l'appel était attribué, par les lettres patentes du mois d'octobre 1727, à une commission spéciale.

Mais la question était de savoir si ces lettres patentes étaient encore en vigueur. On soutenait la négative de la part du capitaine Price ; puis on ajoutait que, dans tous les cas, le directeur général du domaine serait non recevable à opposer devant la Cour de cassation le moyen d'incompétence, soit parce qu'il avait plaidé au fond, sans proposer ce moyen, soit parce

qu'il avait saisi lui-même le conseil par l'appel qu'il avait interjeté de la sentence de l'amirauté de Saint-Pierre.

Du 7 août 1821, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* président, M. *Vergès* rapporteur, MM. *Dumesnil de Mézy* et *Vildé* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Mézy* procureur-général, et après délibéré en la chambre du conseil — Vu les art. 5 et 6 du titre 4 des lettres patentes du 10 octobre 1727, concernant le commerce étranger aux colonies de l'Amérique, lesquels sont ainsi conçus : — Art. 5. Il sera porté à la seconde séance qui se tiendra immédiatement à la suite de la première toutes les affaires qui concernent ledit commerce étranger, ou y avoir part, et toutes celles concernant aussi les vaisseaux étrangers. — Art. 6. Il n'assistera à ladite seconde séance que le gouverneur, notre lieutenant-général, l'intendant, les officiers-jurés qui ont séance auxdits conseils, cinq conseillers que nous nommerons à cet effet ; voulons que, le cas arrivant que quelques uns desdits conseillers ne se trouvent pas auxdites séances, soit par absence, maladie ou autre cause légitime, les jugemens soient rendus et exécutés lorsqu'il y aura un nombre de trois desdits conseillers seulement. » ; — Vu encore l'arrêté des consuls, du 12 vendémiaire an 11, conçu en ces termes : « Art. 1<sup>er</sup>. Les contraventions aux dispositions des lois et réglemens concernant le commerce étranger dans les colonies seront instruites et jugées en la forme ci-après. — Art. 2. L'instruction et le premier jugement en appartiendront au tribunal ordinaire du lieu où la prise aura été conduite, à la charge de l'appel, dans tous les cas, à une commission spéciale qui prononcera en dernier ressort ; ladite instruction se fera sommairement et sur simples mémoires. — Art. 3. Dans l'étendue de chaque capitainerie générale, la commission sera composée du capitaine général, du préfet colonial, du commissaire de justice ou grand-juge, ou, en cas d'empêchement d'aucun d'eux, de celui qui le remplace, et en outre de trois membres du tribunal d'appel choisis, pour chaque affaire, par le capitaine-général. » ; — Attendu que, soit d'après ces lettres patentes, soit d'après cet arrêté, les contraven-

aux lois et réglemens concernant le commerce étranger  
les colonies ont dû être jugées sur l'appel par des com-  
missions spéciales ; que ces lettres patentes n'attribuaient en-  
t la juridiction qu'à une commission composée du gouver-  
neur, du lieutenant-général, de l'intendant, des officiers-ma-  
jor ayant droit de séance, de cinq et au moins de trois con-  
seillers ; qu'il était expressément défendu par ces lettres paten-  
tes à toutes personnes autres que celles désignées de faire par-  
tie de ces commissions ; que ces lettres patentes n'ont été abro-  
gées par aucun acte de l'autorité souveraine qui les avait émises ;  
Attendu en outre que, par l'arrêté du 12 vendémiaire an  
VI, le Gouvernement consulaire a créé aussi une commission  
spéciale pour instruire et juger, dans les colonies, sur l'appel,  
les affaires ; que d'après l'art. 3 dudit arrêté, cette commis-  
sion a été composée du capitaine général, du préfet colonial,  
du grand-juge et de trois membres du tribunal d'appel choisis,  
par chaque affaire, par le capitaine général ; que cet arrêté,  
après l'exécution a été suspendue pendant l'occupation de la Mar-  
tinique par les Anglais, a repris toute sa force en 1814, époque  
à laquelle cette colonie est rentrée sous la domination française ;  
et le défaut momentané d'organisation de cette commission  
n'a pas produit l'effet extraordinaire d'attribuer au conseil su-  
périeur de la Martinique une juridiction dont il n'a jamais été  
créé par l'autorité souveraine ; que le demandeur a pu propo-  
ser pour la première fois ce moyen devant la Cour de cassation,  
lorsqu'il s'agit du maintien de l'ordre public des juridictions ;  
Attendu enfin, que lesdites lettres patentes et ledit arrêté,  
créant ces commissions, ont eu pour objet d'empêcher dans  
les colonies l'influence locale que le commerce exclusif de la  
métropole avec les colonies aurait eu à craindre ; que ce motif  
paraît dans le continent de la France ; qu'il y a lieu par con-  
séquent à renvoyer les parties devant une Cour royale, pour  
y être fait droit sur le fond de la contestation ; — **CASSE** et  
**ANULLE** les arrêts rendus les 8, 9 et 10 juillet 1817, par le  
conseil supérieur de la Martinique, et pour être fait droit sur  
le fond, renvoie la cause et les parties devant la Cour royale  
de Rouen.

## COUR D'APPEL DE LIMOGES.

*Les testamens par acte public, doivent-ils, à peine de nullité, contenir l'énonciation de la demeure des témoins instrumentaires? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 980.*

NIVEAU.

C'est un point constant, et depuis long-temps hors de toute controverse, que la loi du 25 ventôse an 11, sur le notariat, s'applique aux testamens par actes publics, dans tous les cas où le Code civil n'y déroge pas spécialement. La jurisprudence a été fixée à cet égard par un arrêt de la Cour de cassation du 1<sup>er</sup> octobre 1810. (Voy. tom. 11, pag. 863.)

D'après cela, l'affirmative de notre question ne paraît pas douteuse. Aussi a-t-elle été consacrée dans l'espèce suivante.

Le 19 avril 1819, le sieur *Jean-Baptiste Niveau* fait un testament par acte public. Le notaire oublie d'énoncer la demeure des quatre témoins qui l'assistent.

Après le décès du testateur, les héritiers collatéraux attaquent le testament par le motif que l'acte ne contenait pas l'énonciation de la demeure des témoins, selon le vœu des art. 12 et 68 de la loi du 25 ventôse an 11.

Le 16 février 1820, le tribunal de première instance de Guéret, saisi de la connaissance de cette affaire, rend un jugement par lequel, sans s'arrêter ni avoir égard aux moyens de nullité, il ordonne l'exécution pure et simple du testament. Ce jugement est motivé principalement sur ce qu'il était notoriété dans la ville de Guéret que les témoins désignés dans le testament demeuraient dans cette ville.

Appel devant la Cour royale de Limoges. — Les héritiers dépourvus par le testament se sont d'abord attachés à démontrer que le Code civil n'était, en cette matière, qu'une loi *rogative ou supplétive*; que, hors les cas sur lesquels ce Code statue, l'on doit recourir à la loi du 25 ventôse an 11, qui est la loi générale sur la forme des actes notariés. — Cela posé, ils observaient qu'il n'existe nulle part dans le Code civil un

position qui soit dérogatoire ou contraire à celle de l'art. 12 de la loi sur le notariat, qui exige l'énonciation de la demeure des témoins : d'où les héritiers concluaient que la disposition de cet article était applicable à l'espèce. — Qu'importe, ajoutent-ils, que le Code civil ait pris soin de régler la qualité des témoins ; qu'il exige qu'ils jouissent des droits civils et soient sujets du roi ? Peut-on conclure de là que ce Code a entendu déroger aux dispositions de la loi sur le notariat qui prescrivent l'énonciation de la demeure des témoins instrumentaires ? Le Code civil ne s'occupe pas même de régler ce qui concerne la demeure des témoins qui doivent assister au testament, telle est la question de savoir s'il est nécessaire que ces témoins soient domiciliés ou non dans l'arrondissement communal (1) : comment, d'après cela, vouloir que le Code ait statué sur l'énonciation de cette demeure ?

DU 8 AOÛT 1821, ARRÊT de la Cour royale de Limoges, première chambre, M. de Gaujal premier président, MM. Leydet et Dumont avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Guilibert, avocat général ; — Attendu que la loi du 25 ventôse an 11 (15 février 1803), sur l'organisation du notariat, règle d'une manière générale quelle doit être la forme des actes notariés ; — Attendu que dès lors les dispositions de cette loi s'appliquent à tous les actes reçus par des notaires, sauf ceux pour lesquels il a été dérogé à cette loi générale par une loi spéciale ; — Attendu que le Code civil, en traçant les règles générales sur la forme des testaments, prescrit, art. 971, le nombre des témoins qui doivent assister à ces actes, lorsqu'ils sont reçus par des notaires ; art. 974, l'obligation où sont tous les témoins, ou du moins deux d'entre eux, dans certains cas, de signer l'acte ; art. 975, la capacité pour plusieurs personnes d'être témoins testamentaires ; et enfin, art. 980, quelles sont les qualités que doivent avoir les personnes capables d'être témoins dans les testaments ; il s'ensuit qu'en fait de testaments reçus par des notaires, le Code civil qui est la loi de la matière relativement au

---

Voy., sur cette question, nos observations à la suite de l'arrêt qui a décidé le sujet de cet article.

nombre des témoins, à leur signature, à leur capacité ou incapacité; — Mais attendu que le Code civil est muet sur la nécessité d'énoncer le nom et le lieu de résidence des notaires qui reçoivent le testament, les noms des témoins de cet acte, la date et le lieu où il est fait; que cependant toutes ces formalités sont substantielles et ne sauraient être omises, sans vices dans son essence; qu'il faut donc en revenir sur ces points par la loi du 25 ventôse an 11; — Attendu que cette loi règle seulement toutes ces formalités par son art. 12, mais que le même article exige également que l'énonciation de la demeure des témoins soit insérée dans l'acte reçu, et ce, sous la peine portée par l'article 68, c'est-à-dire sous peine de nullité; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la peine prononcée pour l'omission de l'énonciation de la demeure des témoins s'applique aux testaments comme aux actes ordinaires; Attendu que l'on conçoit d'autant mieux l'intention de la loi sur cet égard, qu'aux termes de l'art. 980 du Code civil, les testaments testamentaires doivent être sujets du roi, et que l'énonciation de leur demeure est un des moyens qui peuvent servir à connaître s'ils ont cette qualité; — Attendu, en fait, que le testament de feu Jean-Baptiste Niveau, reçu le 19 avril 1819, par *Polier*, notaire, la demeure des témoins n'est pas énoncée; que par conséquent ce testament doit être déclaré nul; — Attendu que, par voie de conséquence, le partage des biens de feu Jean-Baptiste Niveau doit être ordonné entre les ayans droit; — Faisant droit à l'appel, émendant et réformant, DÉCLARE nul le testament de feu Jean-Baptiste Niveau reçu par *Polier*, notaire, le 19 avril 1819; ce faisant, donne que tous les biens composant la succession dudit Niveau seront partagés en quatre lots égaux, etc. »

*Nota.* M. Toullier, tom. 5, pag. 372, 4<sup>e</sup> édition, pense que les témoins des testaments doivent, comme ceux de tous les actes notariés, être domiciliés, à peine de nullité, dans le ressort du tribunal communal où le testament est reçu, par application de l'art. 9 de la loi du 25 ventôse an 11. L'arrêt prononcé par la Cour de cassation, du 1<sup>er</sup> octobre 1810, qui décide que la loi du 25 ventôse an 11 sur le notariat s'applique aux



mens, dans tous les cas où le Code civil n'y a pas dérogé, et spécialement quant à la nécessité d'énoncer la demeure des témoins, semblait autoriser cette opinion, qui avait été formellement consacrée par deux arrêts des Cours de Bruxelles et de Colmar, des 13 avril 1811 et 1<sup>er</sup> février 1812. (Voy. tom. 12, pag. 338, et tom. 13, pag. 104.) Cependant l'opinion contraire était adoptée par M. Grenier, et par plusieurs Cours d'appel (1), qui, tout en reconnaissant avec la Cour de cassation que la loi sur le notariat est applicable aux testaments, dans les cas où le Code n'y déroge pas, soutenaient que l'art. 980 du Code civil abroge l'art. 9 de la loi de ventôse, relatif au domicile des témoins, puisque le Code exige seulement que les témoins du testament soient sujets du roi. Dans cette divergence d'opinions, nous avions pensé que la doctrine de M. Toullier était la plus sûre, et il est certain que, dans la pratique, elle était généralement suivie; mais la Cour de cassation vient de consacrer un système contraire par un arrêt du 10 mai 1825, qui fera cesser toutes les incertitudes. (Voy. tom. 1<sup>er</sup> de 1826, pag. 107.) Il faut donc désormais tenir pour constant que, si, aux termes de l'arrêt ci-dessus, et de celui du 1<sup>er</sup> octobre 1810, on doit énoncer dans les testaments la demeure des témoins, conformément à l'art. 12 de la loi du 25 ventôse an 11, il n'est point nécessaire que, conformément à l'art. 9 de la même loi, les témoins soient domiciliés dans l'arrondissement communal où le testament est fait.

---

## COUR DE CASSATION.

*Une élection de domicile générale pour tous actes et exploits quelconques, et contenant en outre la déclaration expresse de la partie, qu'elle regardera comme nulles toutes les significations qui lui seraient faites ailleurs, a-t-elle suffisamment autorisé la notification de l'acte d'appel au domicile indiqué? (Rés. aff.) Cod. de proc., art. 456.*  
*Cette élection générale de domicile est-elle censée révoquée,*

---

(1) Voy. tom. 13, pag. 402; et tom. 16, pag. 266.

*parce que, dans la signification du jugement de première instance, la même partie a déclaré élire domicile en l'absence de l'avoué qui avait occupé pour elle ? (Rés. nég.)*

*Une procuration contenant un pouvoir général et spécial pour tous les actes d'administration était-elle suffisante pour autoriser le mandataire à passer bail d'une partie des biens d'une succession qui ne s'est ouverte au profit du mandant que postérieurement à la procuration donnée ? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 1988 et 2005.*

*Tout ce qui a été fait de bonne foi par le mandataire, depuis le décès du mandant, mais avant qu'il en ait eu connaissance, est-il valable ? (Rés. aff.)*

#### LA VEUVE DE REPENTIGNY, C. JOLLY ET FEMME.

Le sieur *Legardeur de Repentigny* était décédé à la Guadeloupe dans le cours de 1809. Il laissait une veuve et trois enfans, *Louis, Théodore et Camille*.

Louis, aide-de-camp d'un général français, se disposant à repasser en France, sa mère et ses deux frères jugent convenable de lui donner une procuration, sous la date du 21 février 1810, à l'effet de gérer et administrer leurs biens et affaires de France, de faire tous recouvrements, de requérir toutes levées de scellés qui se trouveraient apposés sur les meubles et autres objets provenans de toutes successions auxquelles les constituans se trouveraient avoir droit. — Louis s'embarqua effectivement pour la France; mais il est fait prisonnier pendant la traversée, et il est conduit en Angleterre, où il paraît avoir été retenu jusqu'en 1816.

Dans l'intervalle, et le 3 septembre 1810 (postérieurement à la procuration du 21 février précédent), une dame de *Genouilly*, sœur de la veuve de *Repentigny*, était décédée en France, après avoir institué ses trois neveux ses héritiers universels.

Le 22 octobre 1817, Louis, rentré sur le territoire français, afferme pour neuf ans aux sieur et dame *Jolly* un domaine dépendant de la succession de la dame de *Genouilly*. Il stipule dans le bail comme fondé de pouvoir de ses frères, aux termes de la procuration du 21 février 1810.

*Théodore de Repentigny* étant décédé, sa part dans la succession de la dame de Genouilly, sa tante, est échue pour partie à sa mère et pour le surplus à ses deux frères.

Dans cet état de choses, la veuve de Repentigny et son fils Camille, instruits du bail consenti aux époux Jolly le 22 octobre 1817, en demandent la nullité; et dirigent leur action tant contre les fermiers que contre Louis, auquel ils demandent en même temps compte de sa gestion.

Les parties étaient en instance devant le tribunal civil de Montargis, lorsque la veuve de Repentigny, devenue femme Marchais, et son fils Camille, firent signifier à leurs parties adverses, sous la date du 4 mai 1819, un acte contenant élection de domicile en ces termes : « Déclarent les requérans qu'ils révoquent tous domiciles qu'ils pourraient avoir élus précédemment autres que celui ci-après; qu'ils font élection de domicile en la demeure du sieur *Thomas*, sise à Montargis, rue du Château, n° 110, où toutes significations d'actes et exploits de justice devront être faites, à peine de nullité, sans pouvoir signifier ailleurs aucun acte généralement quelconque. »

Le 17 août 1819, jugement qui, conformément aux conclusions de la dame Marchais et de son fils Camille, déclare nul et sans effet le bail consenti par Louis de Repentigny au sieur Jolly et sa femme, faute de pouvoirs suffisans dans la personne du bailleur.

Le 4 octobre suivant, les parties qui avaient obtenu gain de cause font signifier le jugement aux fermiers, avec déclaration qu'elles élisent domicile en l'étude de M<sup>e</sup> Blanchet; leur avoué au tribunal de Montargis.

Les fermiers interjettent appel de ce jugement, et font signifier leur acte d'appel, tant à la dame Marchais qu'au sieur Camille de Repentigny son fils, au domicile qu'ils avaient expressément élu chez le sieur Thomas, aux termes de leur signification du 4 mai 1819.

Les intimés prétendent d'abord que l'appel est nul dans la forme, parce qu'il n'a pas été dénoncé à leur véritable domicile, ou tout au moins au domicile qu'ils avaient élu en dernier lieu chez M<sup>e</sup> Blanchet, leur avoué à Montargis. Au fond, ils concluent à la confirmation du jugement dont est appel.

Le 7 juin 1820, premier arrêt de la Cour royale d'Orléans qui rejette la fin de non recevoir proposée contre l'appel des sieurs et dame Jolly par les motifs suivans : « Considérant que les dispositions de l'art. 456 du Code de procédure, quelque générales qu'elles soient, ne sont pas d'ordre public, et qu'introduites dans l'intérêt des justiciables, ceux-ci ont la faculté de renoncer à leur bénéfice ; — Considérant, dans l'espèce, que les intimés, en signifiant par l'acte du 4 mai 1819 une déclaration de domicile chez le sieur Thomas, pour y recevoir, à peine de nullité, tous actes et exploits de justice, ont dérogé implicitement au bénéfice de l'article précité ; — Considérant que cette dérogation est d'autant plus formelle, qu'elle n'a pas été faite seulement pour la cause, puisque cette déclaration a été signifiée aux mêmes fins au sieur....., étranger à l'instance qui existe entre les parties ; — Considérant que le domicile élu par un acte postérieur chez l'avoué *Blanchet* n'est pas une renonciation à l'effet de la déclaration du 4 mai 1819. »

Le 14 du même mois de juin, autre arrêt qui statue au fond, et infirme le jugement dont est appel, par les motifs que voici : « Considérant que les termes dans lesquels la procuration du 21 février 1810 est conçue constituent un pouvoir général et spécial, et qu'il en résulte qu'en le donnant, les intimés n'ont pas en vue seulement les recouvremens qu'ils avaient à faire en France, à raison de la succession déjà échue du sieur de Repentigny père, mais qu'ils ont encore en la prévision des successions qui pourraient leur échoir ; considérant d'ailleurs que, d'après les élémens de l'instruction, tout prouve que les intimés ont constamment considéré le pouvoir comme suffisant pour l'administration de la succession de la dame de Genouilly, et par suite de la terre de...., qui en fait partie ; que cette preuve résulte notamment de la demande en reddition de compte. »

La dame Marchais et le sieur Camille de Repentigny son fils ont cru devoir déférer cet arrêt à la censure de la Cour régulatrice.

1<sup>o</sup> Violation de l'art. 456 du Code de procédure civile, en ce que la Cour royale d'Orléans avait consacré un acte d'appel irrégulier et dont la signification n'avait pas été faite au do-

domicile réel, ou tout au moins à un domicile expressément élu à cet effet par les demandeurs ; 2° contravention aux articles 1983 et 2003 du Code civil, en ce que la même Cour avait maintenu le bail fait par Louis de Repentigny en vertu de la procuration générale qui lui avait été donnée le 21 février 1810, bien que cette procuration eût été révoquée, et que d'ailleurs l'immeuble affermé dépendait d'une succession qui n'était pas encore ouverte au moment du mandat, ni acceptée par les constituans à l'époque du bail passé en leur nom : telles sont les deux ouvertures à cassation que les demandeurs ont cherché à justifier.

Tous exploits, ont-ils dit, doivent être faits à personne ou domicile. Voilà le principe général, consacré par l'art. 68 du Code de procédure, et rendu commun aux actes d'appel par l'art. 456 du même Code. Il est vrai qu'à côté de cette règle se place une exception pour le cas où les parties jugent convenable de se constituer un domicile fictif ou d'élection. Mais cette élection de domicile doit être rigoureusement astreinte aux objets que les parties se sont proposés. Or, dans l'espèce, l'élection du 4 mai, conçue d'ailleurs en termes généraux, et faite dans le cours de l'instance principale, n'avait évidemment pour objet que les actes de cette instance, et ne pouvait point se reporter à l'appel qui n'existait pas encore. Cette élection transitoire de domicile cessait donc avec la cause qui l'avait provoquée, c'est-à-dire avec le jugement qui terminait la contestation. L'appel constituait le premier acte d'une nouvelle instance, et ne pouvait donc pas être signifié ailleurs qu'au domicile réel ou à un domicile expressément élu à cet effet. Ainsi, sous ce premier rapport, l'art. 456 du Code de procédure a été violé par l'arrêt de la Cour royale. La violation de cet article n'est pas moins évidente sous un autre point de vue : car il est certain que l'élection du 4 mai se trouvait révoquée de plein droit par celle postérieurement indiquée dans la signification du jugement du 4 octobre, et en supposant que l'acte d'appel pût être notifié à l'un des domiciles élus, bien que l'élection ne fût pas expresse pour ce cas, c'est évidemment au dernier domicile que cette signification devait être faite.

La contravention à l'art. 1983 du Code civil, poursuivait

les demandeurs, est encore plus manifeste. Cet article porte que le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration, et que, dans le cas où il s'agit de vendre, ou hypothéquer, ou de quelques autres actes de propriété, le mandat doit être exprès. Dans l'espèce, la procuration donnée à Louis de Repentigny, le 21 février 1810, est conçue en termes généraux. Elle ne pouvait pas autoriser ce dernier à passer le bail du 22 octobre 1817, par deux raisons péremptoires. D'abord, parce que la succession de la dame de Genouilly, dont les biens affermes font partie, n'était pas encore ouverte à l'époque du mandat donné, et que dès lors ce mandat ne pouvait pas se rapporter à un objet qui n'existait pas encore. Second lieu, parce que le bail en question est un véritable acte de propriété, puisqu'en l'appliquant à un immeuble dépendant d'une succession ouverte au profit des demandeurs, il empêche, par le fait et par le droit, l'acceptation pure et simple de cette même succession, acceptation qui constitue l'acte de propriété le plus important qu'on puisse imaginer. Aussi tous les auteurs disent-ils positivement « que celui qui a donné à quelqu'un une procuration générale de gérer toutes ses affaires n'est pas présumé lui avoir donné le pouvoir de lui faire contracter des obligations indéfinies, ni par conséquent celui d'accepter une succession (1) ». La Cour d'Orléans a donc violé l'art. 1983 du Code civil en déclarant valable le bail du 22 octobre 1817. Elle a de plus violé l'art. 2003 du même Code, qui déclare le mandat révoqué par la mort naturelle ou civile du mandant, puisqu'à l'époque du bail dont il s'agit, la procuration se trouvait révoquée par le prédécès de Théodore de Repentigny, l'un des commettans.

DU 8 août 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. La Saudade président d'âge, M. Dunoyer rapporteur, M. Rachelle avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, avocat-général; — Attendu, sur le premier moyen, que l'art. 456 du Code de procédure civile, sur lequel il est fondé

---

(1) Pothier, *Traité du Mandat*, n° 162; Bourjon, *Droit commun de la France*, tom. 2, pag. 461; Domat, *Lois civiles*, liv. 1, sect. 5.



n'exclut point l'élection de domicile pour la signification de l'exploit d'appel, et que celle portée par l'acte du 4 mai 1810, dont il s'agit, ne se bornait pas aux actes de procédure de première instance, mais était générale et relative à tous les actes quelconques, et était d'autant plus nécessaire que les demandeurs n'avaient pas de domicile en France; — Attendu, sur le second moyen, que l'art. 1988 du Code civil n'exige que le mandat soit exprès que lorsqu'il s'agit d'aliéner; qu'il n'a été consenti aucune aliénation par Louis Legardeur-de-Fontigny, en vertu de la procuration à lui donnée le 21 février 1810, mais seulement un bail de neuf années, par acte du 22 octobre 1817, et que la procuration contenant un pouvoir général et spécial pour les actes d'administration, elle était suffisante pour consentir ce même bail, ainsi qu'il a été décidé par l'arrêt; — Attendu, au surplus, qu'il n'a pas été prouvé que la révocation de cette même procuration ait été faite au procureur fondé, et que le décès de l'un des co-débitants lui ait été dénoncé....; — **REJETTE.** »

---

## COUR DE CASSATION.

*Le créancier hypothécaire est-il obligé de renouveler son inscription dans les dix années de sa date, lors même que ce terme n'expire qu'après la saisie de l'immeuble et la notification aux créanciers inscrits des placards indicatifs de la première publication? (Rés. aff.) (1) Cod. civ., art. 2154.*

LE TRÉSOR PUBLIC, C. DUCHAILLA ET CONSORTS.

Le Gouvernement, créancier du sieur *Duchaila* pour une somme de 224,000 fr., avait pris, le 24 juillet 1806, une inscription sur l'ancienne maison conventuelle de *Sainte-Pé-rine*, sise à Chaillot, et appartenante à son débiteur.

En 1815, cette maison est saisie immobilièrement à la re-

---

(1) Voy. sur cette question un arrêt rendu dans le même sens par la Cour de cassation, et rapporté dans ce volume à la date du 31 janvier 1821; un arrêt de Bruxelles, du 26 juin 1813, qui a consacré la même opinion, tom. 15, pag. 117, et les deux arrêts cités ci-après.

bien autrement sûre que celle qui résulterait d'un simple renouvellement d'inscription. — A l'appui de ces moyens, le demandeur invoquait un arrêt de la Cour de cassation, du 5 avril 1808, et un arrêt de la Cour de Rouen, du 29 mars 1817 (1).

Mais, en rapportant ces arrêts, on a fait remarquer que celui de cassation avait été rendu par application de la loi du 11 brumaire an 7, et qu'il ne pouvait faire autorité sous l'empire des Codes civil et de procédure, qui consacrent des règles et une procédure essentiellement différentes. A l'égard de l'arrêt émané de la Cour de Rouen, on observe que, dans l'espèce, l'inscription était encore en vigueur au moment de l'adjudication définitive, et que cette circonstance a dû nécessairement influencer beaucoup sur la décision de la Cour.

Da 9 août 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. Lasaudade président d'âge, M. Botton de Castellamonte rapporteur, M. Nicod avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, avocat-général; — Considérant que l'art. 2154 du Code civil statue que l'effet des inscriptions hypothécaires cesse, si elles n'ont pas été renouvelées dans les dix ans; que cette loi tient à l'intérêt général et à l'économie du système hypothécaire français sur la publicité des hypothèques, laquelle ne peut résulter que du registre du conservateur et des inscriptions y insérées; qu'aussi l'on ne trouve dans les nouveaux Codes aucune exception en vertu de laquelle les créanciers inscrits soient dispensés de l'obligation du renouvellement, lorsque le délai expiré après la saisie immobilière dénoncée au saisi, son enregistrement au bureau du conservateur et la notification des placards aux créanciers sus-énoncés : d'où la conséquence que tout créancier soumis par la loi à l'obligation d'inscrire, qui se présente à l'ordre avec une inscription non renouvelée dans le délai légal, ne peut s'étayer de cette inscription comme d'un titre valable et efficace; — Et attendu que l'on ne peut pas soutenir raisonnablement que les actes de

---

(1) Voir l'arrêt de cassation rapporté en note au tom. 12, pag. 257, et l'arrêt de Rouen, tom. 19, pag. 308.

pure dont l'on vient de faire mention, et surtout la notion des placards faite aux créanciers inscrits avant l'expiration des dix années, opère une espèce de contrat judiciaire entre eux, à la faveur duquel la prescription ait été rompue et le renouvellement soit devenu inutile: car on ne voit autre chose, dans de pareils actes, que des formalités préliminaires à la vente des biens, et il est évident que l'enregistrement de la saisie au bureau du conservateur et la notification des placards, n'emportent pas une reconnaissance du droit réel d'hypothèque et du rang de chacun des créanciers à qui la notification est faite; — Attendu que la discussion et la véritable litiscontestation sur ces points ne commencent que lors de l'ouverture de l'ordre, époque à laquelle chacun des créanciers doit présenter des titres réguliers; — Attendu enfin qu'il est constant, en fait, que l'adjudication du Trésor s'est présentée à l'ordre avec une inscription qui était déjà périmée à l'époque du jugement d'adjudication du 5 février 1818 et de l'ouverture de l'ordre du 15 mai 1818; — **REJETTE.** »

---

Il semble résulter de ce dernier motif que l'inscription hypothécaire perd réellement son effet et n'est affranchie du renouvellement qu'à partir de l'ouverture de l'ordre, époque à laquelle chacun des créanciers doit produire des titres réguliers, c'est-à-dire fondés sur des inscriptions régulières et encore en vigueur. En effet, au moment de l'aliénation de l'adjudication de l'immeuble, l'inscription n'a point encore produit son effet, puisque son existence n'a pas même encore été reconnue contradictoirement avec les créanciers sur lesquels elle établit un droit de préférence, et que, comme le porte l'arrêt de la Cour de cassation, ce n'est qu'au moment de l'ouverture du procès-verbal d'ordre que commence la véritable litiscontestation sur le droit d'hypothèque et sur le rang de chacun des créanciers à qui la notification des placards a été faite. Au surplus, dans le doute, il sera prouvé qu'il faut renouveler l'inscription dont le terme viendrait à expirer depuis l'ouverture de l'ordre, mais avant l'ouverture de l'ordre. Telle est l'opinion de M. Merly. Voy. nos observations sur l'arrêt de Bruxelles, du 26 juin 1813, tom. 1, pag. 117. Voy. aussi le tom. 12, pag. 237, à la note.

---

**COUR D'APPEL D'AMIENS.**

*L'inscription de faux est-elle admissible contre un acte de naissance, lorsqu'elle ne porte pas sur l'état matériel de la pièce arguée de faux, et qu'elle tend uniquement à prouver que l'enfant inscrit comme légitime ne l'est pas, quoiqu'il ait une possession d'état conforme à son titre ? (Rés. nég.)*

*La recherche de la maternité n'est-elle admise qu'en faveur de l'enfant contre la mère, et nullement en faveur des collatéraux ou des étrangers contre l'enfant ? (Rés. nég.)*

LES HÉRITIERS D'EUGÉNIE B., C. ADELINÉ C.

Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour d'appel d'Amiens, 20 août 1821. Voy les faits de la cause, les moyens des parties, le texte de l'arrêt, tom. 1<sup>er</sup> de 1823, pag. 405.

---

**COUR DE CASSATION.**

*La femme normande, mariée avant le Code civil, a-t-elle pu, depuis ce Code, disposer de ses biens dotaux par testament ? (Rés. aff.)*

*ET PLUS GÉNÉRALEMENT, l'inaliénabilité des biens dotaux est-elle un obstacle à ce que la femme en dispose par testament ? (Rés. nég.)*

LA DAME CHRÉTIEN, C. LE SIEUR LECOUTURIER.

En 1794, mariage de la demoiselle Desillon avec le sieur Lecouturier. — Le 10 juin 1809, elle fait un testament olographe par lequel elle lègue à son mari l'universalité de ses biens meubles et immeubles; après quoi, elle décède.

La dame Chrétien et ses sœurs, nièces de la testatrice, ses héritières légitimes, ont demandé la nullité du testament en ce qui concernait les biens dotaux dont la Coutume de Normandie interdisait l'aliénation, excepté qu'il fût fait un bon et valable placement.

Le sieur Lecouturier a résisté à cette demande : il a soutenu que la Coutume de Normandie n'interdisait l'aliénation des biens dotaux que lorsqu'elle n'était pas faite en faveur du mari.

un que sa femme avait pu lui légier ses immeubles dotaux, qu'en cela, elle n'avait point enfreint la prohibition d'aliéner, tant ces biens étaient frappés pendant le mariage; qu'elle avait pu les lui laisser pour un temps où le mariage serait dissous, où dès lors aurait cessé aussi la prohibition; que, dans ce cas, tester n'était pas aliéner, etc.

Jugement du tribunal civil de Bayeux, du 17 juin 1818, qui accueille cette défense.

Sur l'appel, arrêt de la Cour royale de Caen, du 26 août 1819, qui confirme. Cette Cour a considéré, d'une part, qu'un testament ne peut être regardé comme un acte d'aliénation, puisque le testateur ne dispose que pour le temps où il n'existe plus; que, d'un autre côté, les biens de la femme ne sont frappés d'inaliénabilité que pendant le mariage, et que dès lors ils peuvent être transmis par un testament, qui ne doit recevoir son exécution qu'après qu'ils auront cessé d'être dotaux; qu'à vérité, en Normandie, nul ne pouvait tester de ses propres; mais que cette défense était commune à la femme comme à tous autres individus; mais que ce n'était pas comme dotaux que les biens de cette dernière étaient intransmissibles par testament, mais seulement en tant qu'ils auraient eu le caractère de propres, puisque rien ne l'eût empêché de léguer les conquêts qui seraient advenus d'un premier mariage, ou qu'elle aurait acquis durant sa viduité;—Que l'ordre de la transmission des biens régit par la loi existante au décès; que le Code civil a pu changer, comme il a changé effectivement, le système des testaments et des successions, et qu'il serait contradictoire de considérer la dot des femmes comme grevée en Normandie d'une institution au profit de leurs héritiers, après qu'on a décidé que le tiers coutumier de cette province ne constituait pas un droit acquis aux enfans, et n'était qu'une simple expectative. (C. civ. tom. 21, pag. 121.)

Pourvoi en cassation de la part de la dame Chrétien et de ses sœurs, pour violation des art. 537 et 538 de la Coutume de Normandie, ainsi que des art. 121 et 125 des Placités, et pour contravention à l'art. 2 du Code civil, qui porte que les lois n'ont point d'effet rétroactif.

Il est, disaient les demanderesses, un premier point incon-

testable dans la cause : c'est la réalité du statut normand, l'inaliénabilité du fonds dotal. Ce principe a été consacré par arrêt solennel de la Cour de cassation, du 27 février 1817. Ce que l'on ne peut pas contester davantage, c'est que l'objet de ce statut ait été bien plus la conservation des biens de la famille que l'intérêt particulier de la femme. Cela pose une conséquence naturelle et nécessaire du principe n'est-elle pas que les biens dotaux ne peuvent être transmis à des étrangers par la femme, soit que cette transmission s'opère par un acte à titre onéreux, soit qu'elle ait lieu par donation entre vifs, soit qu'elle se fasse enfin par testament ? — Voilà le point auquel se réduit la question. Or il semble qu'il suffise, pour la résoudre, des simples lumières du bon sens et de la raison. En effet, ce que la Coutume a voulu empêcher étant que la famille soit dépouillée, son but serait totalement manqué si cette spoliation pouvait s'effectuer par un acte quelconque. Aussi, c'est dans ce sens que la Cour de Caen avait même résolu la question, lorsque, pour la première fois, elle lui fut soumise dans la cause *Grancamp*. Son arrêt contient des motifs remarquables : « Attendu que l'inaliénabilité du fonds dotal, inhérente à la nature des biens, et non à la personne de la femme, a été établie moins dans l'intérêt de cette dernière que dans l'intérêt de la famille, ainsi que cela résulte des articles 537, 538 de la Coutume, et 121 des Placités de Normandie, qui confondent et rendent égaux les droits des *héritiers de la femme* à ceux de la femme même, quand il s'agit du remploi du bien dotal ; que, d'ailleurs, quoique le testament n'ait l'effet qu'après le décès de la femme, l'acte en vertu duquel les héritiers ont été dépouillés a été fait pendant le mariage, par conséquent blesse le texte du statut qui interdit, pendant le mariage, toute aliénation de bien dotal sans remploi. »

Pourquoi donc, par l'arrêt que nous attaquons, la Cour de Caen, revenant sur sa propre jurisprudence, a-t-elle déclaré au contraire, la dot normande aliénable ou disponible par testament ? A-t-elle été forcée ici par quelques textes de la Coutume ou des Placités ? Nullement ; et nous croyons pouvoir é

---

(1) Voy. tome 19, pag. 186.



que ces deux lois municipales présentent un résultat tout différent. En effet, l'art. 121 des Placités porte : « La femme *et ses héritiers* peuvent demander que partie des héritages affectés à sa dot non aliénés leur soient baillés à due estimation pour le paiement de ladite dot, sans qu'ils soient obligés de les saisir et adjuger par décret, si mieux n'aiment les héritiers ou créanciers du mari leur payer le prix de ladite dot. » L'art. 125 ajoute : « Il est au choix de la femme *et de ses héritiers* de se contenter du prix de la vente. »

Ainsi, non seulement c'est pour la femme, mais c'est encore pour *ses héritiers*, que les Placités stipulent. En vain dirait-on que cette loi suppose que les héritiers de la femme sont à ses héritiers, par voie de succession : il eût été alors inutile de parler d'héritiers, puisqu'il est de principe que l'héritier succède à tous les biens de son auteur. Ce qui prouve que les art. 121 et 125 des Placités conféraient aux héritiers un droit qui leur était propre, qu'ils tenaient directement de la loi, indépendamment de la volonté de la femme, c'est que tous les auteurs se sont entendus dans ce sens. « Non seulement, dit Basnage (tom. 2, p. 469), la femme peut demander sur les biens de son mari la récompense de ses biens aliénés : cette action appartient à ses héritiers. Dans les autres Coutumes, on met en problème si cette récompense appartient à l'héritier aux propres, ou à l'héritier aux meubles. Par la jurisprudence du Parlement de Paris, cette action est réputée mobilière, et par conséquent elle passe à l'héritier aux meubles. (Lorée, lett. R, p. 50.) En Normandie, cette question est superflue : *comme le propre doit toujours être remplacé, aussi la demande qui est faite au mari appartient toujours sans difficulté à l'héritier au propre maternel.* »

On ne peut reconnaître d'une manière plus formelle l'inaliénabilité de la dot, même par testament, puisque, si la femme eût pu en disposer de cette manière, cette dot eût été par cela seul d'être considérée comme propre, et serait restée, comme dans la Coutume de Paris, aux héritiers des propres. Au reste, Basnage ne laisse aucun doute sur ce point. Voici comment il s'exprime : « En Normandie, cette permission de la Coutume donne à la femme de faire testament, de l'au-

torité de son mari, n'est pas de grande conséquence : car de quels biens peut-elle disposer ? Tous ses meubles appartiennent à son mari, à moins qu'elle ne les ait réservés par son contrat de mariage. *Elle ne peut disposer de ses propres* ; elle n'en qu'en certain cas part aux conquêts. Mais son mari en est le maître : de sorte que, lorsqu'il est vivant, il peut rendre le testament illusoire. Il est vrai que, si le mari n'aliénait pas les conquêts, et qu'elle le prédécédât, son testament pourrait valoir pour la part qui lui aurait appartenu. Elle pourrait encore léguer les conquêts qui lui appartiendraient d'un premier mariage, ou qu'elle aurait faits dans sa viduité.

Remarquez que le mot *propre*, employé par opposition à celui de conquêt, ne peut s'entendre que des propres matrimoniaux, c'est-à-dire de la dot, et non des propres successifs. Concluons donc que la femme ne pouvait disposer de sa dot, de son propre matrimonial ; qu'elle ne pouvait en disposer, même au préjudice de ses héritiers ; auxquels la Coutume attribuait une action en remplacement de ce propre, action qui leur appartenait comme plus proches parens, comme membres de la famille. En jugeant le contraire, la Cour de Caen a tout à la fois blessé le texte et dénaturé l'esprit de la Coutume. Et vainement, pour étayer son système, cette Cour a-t-elle dit que *testar n'est pas aliéner*. Il est constant que la faculté d'aliéner s'exerce par les testamens comme par les contrats ; aussi les lois romaines définissaient l'aliénation tout acte par lequel on transfère la propriété ; *est autem alienatio omnis actus per quem dominium transfertur* (1).

Quant à cet autre motif tiré par la Cour royale de ce que le testament, ne devant recevoir son effet qu'après la mort, s'exécute sur un bien qui a cessé d'être dotal, il est évident qu'il n'est qu'une pure pétition de principe, puisqu'il s'agit précisément de savoir si la dotalité, établie dans l'intérêt de la famille, plutôt que dans l'intérêt personnel de la femme, ne doit pas produire son effet après le décès de cette dernière.

Du 14 août 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. Bo-

---

(1) Voët, *ad Pandectas*, tit. de *Fundo dotali* ; n° 2.

*Castellamonte* président d'âge, M. *Lefessier-Grand-rapporteur*, M. *Odillon-Barrot* avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Jou-avocat-général*; — Attendu qu'il s'agit d'un mariage acté sous l'empire de la loi du 17 nivôse an 2; que cette loi autorise les conjoints à s'avantager, et qu'elle déroge à tous usages personnels qui contiendraient des dispositions contraires; — Attendu que, quand bien même, mettant un instant à l'écart la loi du 17 nivôse an 2, on ne jugerait l'affaire que d'après la Coutume, cette Coutume ne parle que des aliénations de la femme; que, si les Placités font mention des héritiers, les considèrent que comme succédant aux droits qui s'ouvrent pour eux par le décès de cette femme, et qui, jusqu'à présent, sont que des expectatives; — Attendu qu'il est de toute évidence que *tester* n'est point *aliéner* (1); — REJETTE, etc. »

---

## COUR DE CASSATION.

*que celui qui se prétend usager d'une forêt a été troublé dans l'exercice de ce droit par des procès verbaux dressés à la requête du propriétaire de la forêt, peut-il former devant le tribunal civil une demande en réintégration, et y réclamer des dommages et intérêts ? (Rés. aff.)*

*agents forestiers peuvent-ils rayer arbitrairement une commune usagère de la liste des usagers dressée par le préfet ? (Rés. nég.)*

LA PRINCESSE DE ROHAN, C. BARIL.

si jugé par ARRÊT de la section civile, du 14 août 1821. (le tom. 1<sup>er</sup> de 1823, pag. 47.)

---

## COUR DE CASSATION.

*Question de savoir laquelle de deux créances doit être privilégiée à l'autre, dans un ordre, est-elle susceptible*

---

*la moins dans le sens de la loi qui prohibe l'aliénation de la*

*de deux degrés de juridiction, si l'une des deux créances excède 1,000 fr. ? (Rés. aff.)*

*Les privilèges sur la généralité des meubles, énoncés au 2101 du Code civil; tels que les frais de justice, dont ils primer ceux sur certains meubles, énumérés en 2102, et au nombre desquels se trouve le privilège du propriétaire sur les meubles garnissant la maison louée? (Rés. ) (1)*

*Le frais faits pour l'administration de la faillite sont dans tous les cas, préférables au privilège du propriétaire ( Rés. nég. ) (2)*

#### CHEVERRY, C. TROCMÉ.

Par un acte notarié du 1<sup>er</sup> août 1810, le sieur Trocmé loua pour neuf ans, à la veuve Michel, l'auberge de la Petite-tranche, moyennant la somme de 1,592 fr. de loyer, et certaines charges. La veuve Michel ayant négligé de remplir les conditions du bail, le sieur Trocmé se vit forcé d'en provoquer la résolution. Elle fut consentie par la veuve Michel, et par un acte notarié du 15 novembre 1816, vendit même le sieur Trocmé tous les meubles garnissant l'auberge, pour le faire meurer quitte envers lui d'une somme 3,854 fr. qu'elle lui devait.

Toutefois cet acte était à peine souscrit, que la veuve Michel fit sa déclaration de faillite. Un jugement du 18 novembre 1816, rendu par le tribunal de commerce de Provins, déclara l'ouverture de cette faillite au 12 du même mois, époque antérieure à l'acte dont il vient d'être parlé. Une transaction fut passée néanmoins entre les syndics et le sieur Trocmé, par laquelle on convint que le mobilier serait vendu à la requête du sieur Trocmé, en présence des syndics; que le sieur Trocmé retiendrait par ses mains la somme à laquelle s'élèverait

---

(1) Cette question, discutée par les parties, n'est pas explicitement résolue par l'arrêt que nous recueillons; mais elle a été décidée négativement par un arrêt de la Cour de Paris, du 25 novembre 1814, rapporté au tom. 16, pag. 718.

(2) Voy. une décision semblable de la Cour de Paris, du 28 janvier 1812, tom. 13, pag. 99.

créances privilégiées, ainsi que les frais de vente et ceux faits pour y parvenir, et que le surplus appartiendrait à la masse des créanciers ordinaires de la veuve Michel.

Cette vente eut lieu : le produit s'en est élevé à la somme de 4,540 fr. Le sieur *Cheverry*, greffier du tribunal de commerce de Provins, forma opposition entre les mains de l'huissier qui avait procédé à la vente, à fin d'avoir paiement d'une somme de 335 fr. 59 cent. à lui due pour frais d'administration de la faillite de la veuve Michel. Il prétendit que cette somme était privilégiée avant toute autre créance, comme ayant pour cause des frais de justice ; et le tribunal de Provins, accueillant cette prétention, rendit un jugement le 21 novembre 1817, qui déclara valable l'opposition, et autorisa l'huissier à payer au sieur *Cheverry* les 335 fr. 59 cent. qu'il réclamait.

Mais ce jugement n'ayant été rendu qu'avec les syndics, le sieur *Trocme* y forma tierce opposition ; il prétendit qu'en sa qualité de propriétaire de l'auberge de la Petite-Bertranche, il avait un privilège sur les meubles qui la garnissaient, lequel devait passer avant les frais de l'administration de la faillite ; que, d'ailleurs, les meubles lui appartenaient et avaient été vendus à sa requête ; qu'ainsi le sieur *Cheverry* n'avait aucun droit sur le prix en provenant.

Jugement du 27 mars 1818 qui déboute le sieur *Trocme* de sa tierce opposition, « attendu que les frais faits par la partie de *Mattelin* ( le sieur *Cheverry* ) étaient des dépenses de l'administration de la faillite de la veuve Michel, qui, aux termes de l'art. 558 du Code de commerce, devaient être prélevés par privilège et préférence aux autres créances, même vérifiées, sur le montant de l'actif mobilier de la veuve Michel.

Le sieur *Trocme* a interjeté appel de ce jugement. Il a persisté à prétendre que le privilège du propriétaire devait être préféré à ceux d'administration d'une faillite qui lui était étrangère. — Une fin de non recevoir lui était opposée par le sieur *Cheverry* : il soutenait que sa demande n'était que de 335 fr. 59 cent. ; que, cette somme seulement lui ayant été adjugée, le jugement était en dernier ressort ; qu'ainsi il n'était pas susceptible d'appel.

Sur ces débats, arrêt de la Cour royale de Paris, du 20 no-

vembre 1818, ainsi conçu : « En ce qui touche la fin de non recevoir proposée par Cheverry, attendu qu'il s'agit d'une question de privilège, objet indéterminé ; en ce qui touche le fond, attendu que le privilège du propriétaire ne peut être primé que par des privilèges relatifs à des frais faits dans son intérêt ; met l'appellation et ce dont est appel au néant ; émettant, décharge l'appelant des condamnations contre lui prononcées ; ordonne que, sur le prix provenant de la vente des meubles et effets garnissant l'auberge de la Petite-Bertranche, dont Trocmé est propriétaire, il sera payé par privilège et préférence à Cheverry des sommes qui peuvent lui être dues par la veuve Michel à raison de ses loyers, en principal, intérêts et frais.

Le sieur Cheverry a dénoncé cet arrêt à la Cour régulatrice. D'abord il a reproduit le moyen de forme qu'il avait proposé sur l'appel ; il a prétendu que le jugement de première instance devait être considéré comme rendu en dernier ressort, puisque sa réclamation, admise par le tribunal, n'était que de 335 fr. 59 cent. ; qu'ainsi, en admettant l'appel d'un tel jugement, l'arrêt avait violé l'art. 5, tit. 4, de la loi du 16-24 août 1790. C'est à tort, ajoutait le demandeur, que la Cour royale a dit qu'il s'agissait d'une question de privilège, objet indéterminé. En effet, le privilège que réclamait le sieur Cheverry n'était qu'un accessoire de sa demande, un moyen de lui faire donner la préférence ; cela ne changeait en rien la quotité de la demande, ni conséquemment la compétence du tribunal pour prononcer en dernier ressort.

Ensuite, et pour second moyen, le sieur Cheverry prétendait, comme il l'avait fait encore devant les premiers juges et en appel, que les frais qui lui étaient dus pour l'administration de la faillite de la veuve Michel devaient être préférés aux loyers dus au sieur Trocmé sur le prix des meubles garnissant la maison louée. Il alléguait ici la violation des art. 2101 du Code civil et 558 du Code de commerce. L'art. 2101, disait-il, place les frais de justice au premier rang des privilèges qui frappent sur le généralité des meubles, tandis que le privilège du locateur est rangé seulement parmi ceux énoncés dans l'art. 2102, et qui frappent sur certains meubles. Cette



ion indique déjà le rang que doivent occuper ces privilèges : il en résulte que le privilège du locateur, de même que ceux qui sont énoncés en l'art. 2102, ne peuvent passer après les privilèges des frais de justice, et, en général, de tous ceux dont parle l'art. 2101. En effet, et pour justifier d'abord cette préférence accordée aux frais de justice, il est évident que, quel que soit le privilège qu'un créancier ait sur un objet particulier appartenant au débiteur commun, il ne pourrait obtenir l'effet de ce privilège, c'est-à-dire le remboursement de sa créance, que par la vente judiciaire de cet objet, et par la distribution légale du prix provenu de cette vente, par conséquent en avançant, de ses propres deniers, tous les frais qui ont précédé ces opérations. Or peu importe par quel créancier ces frais sont avancés : faits pour l'intérêt de tous, c'est de l'équité qu'ils soient prélevés avant tout partage du prix de la vente ou tout autre exercice de privilège particulier.

Quant aux autres privilèges généraux énoncés en l'art. 2101, qui sont les frais funéraires, ceux de dernière maladie, les gages des domestiques et les fournitures de subsistances, il suffirait de les mettre en parallèle avec chacun des privilèges spéciaux dont parle l'art. 2102, pour être convaincu qu'ils doivent leur être préférés ; mais cette comparaison nous mènerait trop loin ; elle a été faite d'ailleurs par un profond jurisconsulte qui partage notre opinion, M. Tarrille, Répertoire, v<sup>o</sup> *Privilège*.

Tenons-nous à l'argument que nous fournit l'art. 2105, et qui seul suffit pour établir qu'un privilège spécial ne peut jamais nuire au privilège qui s'étend sur la généralité des meubles. En effet, cet article prévoit le cas où, sur le prix d'un immeuble, il y aurait concours des privilèges généraux énoncés en l'art. 2101 avec ceux existans sur ce même immeuble ; et dans cette circonstance, il statue que la préférence doit appartenir aux privilèges généraux. Cependant, parmi les créanciers qui peuvent avoir un privilège sur un immeuble se trouve le vendeur même de cet immeuble, pour raison du prix qui en serait encore dû en totalité ou en partie. Or, s'il en est ainsi, si la loi veut que le vendeur d'un immeuble ne

puisse exercer son privilège sur le prix de cet immeuble et après l'acquit des privilèges généraux, il n'y a point de raison pour que les privilèges énoncés dans l'art. 2102 soient traités plus favorablement, lorsqu'il s'agit du prix d'un meuble.

Par exemple, et pour appliquer ce principe à l'espèce, le propriétaire d'une maison ou d'une ferme n'est, par rapport à la concession à bail qu'il en a faite, qu'un vendeur de la jouissance de cette maison ou de cette ferme, et les loyers ne sont que le prix de cette jouissance. Or, si celui qui aurait vendu le fonds même de la maison ou de la ferme ne pourrait, ainsi qu'on vient de le voir, exercer son privilège sur le fonds de ces immeubles qu'après les privilèges généraux énoncés en l'art. 2101, par parité de raison, il faut qu'il en soit ainsi sur la valeur du mobilier qui la garantit, lorsqu'il ne s'agit que du prix d'une simple jouissance momentanée de ces mêmes immeubles. Il faut donc tenir pour certain que le privilège du propriétaire sur les meubles de son locataire est primé par les privilèges qui portent sur la généralité des meubles, et conséquemment par les frais de justice.

Aussi la Cour royale n'a pas nié le principe. Elle s'est bornée à dire que le privilège du propriétaire ne peut être primé que par un privilège relatif à des frais faits dans son intérêt, et que, dans l'espèce, les frais d'administration de la faillite n'ont point eu pour objet de procurer au sieur Trocmé le recouvrement de sa créance. Mais la loi ne distingue pas lorsqu'elle parle des frais de justice; il suffit qu'ils aient eu pour objet de conserver le gage des créanciers; et tels sont ceux qui concernent l'administration d'une faillite. Il est évident que, la veuve Michel étant en faillite, le sieur Trocmé ne pouvait, pas plus qu'un autre créancier, exercer ses droits sur les meubles en question, sans l'organisation de la faillite; il l'a reconnu en concourant à la nomination des syndics. La gestion de la faillite lui a profité, puisqu'elle a conservé les meubles. — Sous ces divers rapports, il est vrai de dire que c'est dans l'intérêt du sieur Trocmé, comme propriétaire, comme créancier privilégié, que les frais réclamés par le sieur Cheverry ont été faits. L'arrêt attaqué, en décidant le contraire et en dé-

à ce dernier l'exercice de son privilège, a donc violé ouvertement l'art. 2101 du Code civil.

Quant à l'art. 558 du Code de commerce que nous avons invoqué, il est évident qu'il a été violé encore par cet arrêt. En effet, cet article porte : « Le montant de l'actif mobilier du failli, distraction faite des frais et dépens de l'administration de la faillite, du secours accordé au failli et des sommes payées aux privilégiés, sera réparti entre les créanciers au marc le franc. » La loi met ici les frais d'administration de faillite au premier rang de ceux dont la déduction doit être faite avant la répartition, parce qu'en effet ils profitent à tous, aux créanciers privilégiés comme aux autres.

Le défendeur répondait d'abord au moyen de forme, en disant que l'appel d'un jugement doit être admis toutes les fois qu'une disposition précise de la loi n'a pas donné au juge de première instance le droit de prononcer en dernier ressort : voilà le principe. Or que porte la loi de 1790, invoquée par le demandeur ? Elle porte que les tribunaux d'arrondissement connaîtront, en premier et dernier ressort de toutes affaires personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 1,000 liv. de principal ». Pour qu'il y ait lieu au dernier ressort, il faut évidemment que l'action renferme tous les caractères déterminés par cet article. Eh bien ! aucun de ces caractères ne se rencontre dans l'espèce. Il n'existe entre le sieur Trocmé et le sieur Cheverry aucune demande de sommes quelconques ; aucun d'eux n'est obligé envers l'autre : conséquemment point d'action personnelle. Une question de priorité de privilèges, voilà le seul objet de la contestation ; Et non seulement cet objet est indéterminé ; mais il est de principe, en cette matière, que l'appel est recevable toutes les fois que, comme dans l'espèce, la somme à distribuer excède 1,000 fr., quoique les diverses demandes en collocation ne s'élèvent pas à cette somme. Le premier moyen du demandeur n'est donc pas soutenable.

Le second consiste à prétendre que le sieur Cheverry doit, pour ses frais d'administration de la faillite de la veuve Michel, primer le propriétaire sur le prix des meubles garnissant la maison louée. Il est bien vrai que l'art. 2101 du Code civil place au rang des privilèges généraux sur les meubles les frais

de justice, tandis que la créance du propriétaire sur les meubles qui garnissent la maison est mise au rang des *spéciaux* par l'art. 2102. Quoi qu'il en soit, il reste la question de savoir si le créancier privilégié sur la généralité des meubles peut être préféré au créancier privilégié sur certains meubles. Or, lorsque des créanciers privilégiés ont certains meubles pour gage spécial, on doit croire qu'ils ne peuvent être primés par d'autres créanciers dont les droits s'étendent sur toute espèce de meubles. Le privilège des premiers est restreint; il ne peut être restreint davantage. Ce privilège spécial est une sorte de premier privilège parmi les créances privilégiées. Par cette spécialité, le créancier a le droit de prendre d'abord ce qui lui est dû; le surplus appartient aux autres créanciers, dont les privilèges s'étendent sur toute espèce de meubles. C'est dans ce sens que s'est prononcée la Cour royale de Paris, par un arrêt du 25 novembre 1814 (1); et telle est l'opinion qu'enseigne M. Persil dans son *Régime hypothécaire*, sur l'art. 2101.

Mais nous raisonnons, disait le défendeur, comme si la créance réclamée par le sieur Cheverry était relative aux frais de justice. Il n'en est pas ainsi. Les frais d'administration de la faillite de la veuve Michel ne peuvent, dans le cas, être considérés comme *frais de justice*. En effet, M. Persil, dans le Répertoire, v<sup>o</sup> *Privilège*, se demande ce que l'on entend par frais de justice. Après avoir cité diverses autorités, il s'exprime en ces termes : « Il faut conclure que les frais de justice auxquels cet article (2101) attribue le premier rang parmi les privilégiés comprennent ceux qui sont faits pour scellés, inventaire, saisie, poursuites et vente des objets affectés aux dettes, ordre et distribution de deniers, et en un mot, tous ceux qui ont pour objet la conservation du gage et sa conversion en une somme liquide, susceptible de distribution; mais qu'ils ne comprennent nullement les frais qui, quoique exposés en justice, ont un objet différent. »

D'après cela, les créanciers, même privilégiés, doivent,

---

(1) Voy. ce journal, tom. 16, pag. 718.

vérité, souffrir le prélèvement de tous les frais faits dans son intérêt; mais lorsque des frais sont faits dans un intérêt autre que le leur, ils n'en sont pas tenus. Ainsi, le propriétaire qui, pour obtenir l'acquittement de ce qui lui est dû sur son mobilier garnissant sa propriété, a besoin de le faire saisir et de le faire vendre, après avoir fait déclarer la saisie valable, doit sans doute souffrir le prélèvement de tous les frais concernant la saisie et la vente, parce qu'ils sont dans son intérêt. Mais il en est autrement des frais relatifs à la faillite. Le propriétaire est étranger à la faillite; il a toujours un privilège sur les meubles qui forment son gage; l'état de faillite ne peut nuire à l'exercice de ce privilège: dès lors toutes les opérations concernant la faillite ne sont profitables qu'aux autres créanciers, et ce sont eux seuls qui doivent en supporter les frais.

Quant à l'art. 558 du Code de commerce, invoqué par le demandeur, il n'a pas pour objet de régler l'ordre des privilèges, avant que les créanciers ordinaires puissent se partager l'actif du failli au marc le franc: cet article ordonne que distraction sera faite des frais d'administration de la faillite, et des sommes payées aux privilégiés. Mais quel sera le rang de ces privilégiés, en cas d'insuffisance? C'est ce que l'article ne dit pas: il ne déroge donc pas aux principes consacrés par le Code civil sur le rang que le privilège du propriétaire doit occuper.

Du 20 août 1821, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* président, M. *Gandon* rapporteur, MM. *Mathias* et *Guény* avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Jourde*, avocat-général; — Considérant, sur le premier moyen, que le tribunal de Provins n'avait pas eu à prononcer sur la quotité des créances respectives, quotité sur laquelle il n'avait été élevé aucune contestation, mais sur la préférence réclamée de part et d'autre et par chacun pour sa créance particulière; qu'une des deux créances, celle de Troemé, s'élevait beaucoup au delà de mille francs: d'où il résulte que la cause excédait la compétence du tribunal en dernier ressort, et que l'appel était recevable; — Considérant, sur le second moyen,

1° que les frais de justice auxquels l'article 2101 du Code civil accorde une préférence ne sont que ceux qui ont été faits pour l'utilité des parties sur lesquelles la préférence doit avoir lieu ; que cette vérité est prouvée par l'art. 662 du Code de procédure civile, qui, appliquant le privilège accordé par l'article 2101 du Code civil aux frais de justice, porte : « Les frais de poursuite seront prélevés par privilège, avant tout autre créance autre que celle pour loyers dus au propriétaire » ; que le motif évident de l'exception en faveur du propriétaire est que les poursuites n'ont été d'aucune utilité pour lui ; que les frais d'administration d'une faillite n'ont, sous aucun rapport, l'utilité du propriétaire pour objet, et qu'ainsi ils ne peuvent primer le privilège du propriétaire sur les meubles qui garnissent sa maison ; — Considérant, 2° que l'art. 558 du Code de commerce dispose seulement qu'avant de faire la distribution de l'actif mobilier au marc le franc entre les créanciers chirographaires, il faudra (chose nécessaire pour connaître la somme à distribuer) faire distraction des frais d'administration de la faillite, des secours accordés au failli et des sommes payées aux privilégiés ; que, dans cet article, le législateur ne s'occupe pas de faire un ordre, et qu'il ne décide certainement pas que les frais d'administration de la faillite seront payés par préférence aux créanciers privilégiés, à qui cette administration est étrangère, créanciers privilégiés que le législateur suppose même payés et qui ont dû l'être, s'il y a un moyen, ainsi que le prescrit l'art. 533 du même Code : d'où il résulte qu'il n'y a ni violation de l'art. 2101 du Code civil, ni violation de l'art. 558 du Code de commerce ; — Par ces motifs, REJETTE. »

### COUR D'APPEL DE NISMES.

*Un sourd-muet de naissance peut-il être entendu comme témoin dans un procès civil ?* ( Rés. aff. ) Cod. de proc. civ. art. 268 et 283 ; Cod. d'inst. crim., art. 333.

AILLAUD, C. DELORME.

Les sieurs Aillaud et Delorme étaient en instance devant

Cour royale de Nismes. Le 22 février 1821, le sieur Delorme a obtenu un arrêt qui l'admit à la preuve de certains faits par lui allégués. Au nombre des témoins produits devant le conseiller chargé de faire l'enquête se trouva un sieur *Aubert*, sourd-muet de naissance. Interrogé par écrit sur ses nom, âge, demeure, il répondit, aussi par écrit, d'une manière satisfaisante, à cette première question. Provoqué également par écrit à la prestation du serment, il leva, porte le procès-verbal, la main droite au ciel, ce qui indiquait qu'il avait bien compris l'interpellation et l'importance de son engagement. Mais, lorsque ensuite on lui demanda, toujours par écrit, s'il était parent, allié ou serviteur de l'une des parties, le témoin *Aubert* parut hésiter et ne pas bien comprendre cette question si simple. On voulut alors suppléer par des signes à ce défaut d'intelligence; mais le sieur Aillaud s'opposa à ce qu'il fût passé outre à l'audition de ce témoin, sur le motif que sa position ne saurait offrir cet ensemble d'exactitude, de précision et de clarté que la loi exige, et qui peut seul éclairer la conscience du magistrat. Cet incident fit l'objet d'un référé devant la Cour.

Le sourd-muet, a-t-on dit, ne peut avoir que des idées immédiatement simples, celles qui lui sont occasionnées par ses sensations. Peu capable de réfléchir, il ne peut se former des idées complexes; celles-ci sont toujours le fruit de l'expérience, de la combinaison de plusieurs idées simples, le résultat de la comparaison, l'effet du jugement. Or le sourd-muet, dépourvu d'instruction, doit nécessairement comparer peu et juger mal de ce qui n'affecte pas immédiatement ses sens. Il faut conclure de ces considérations qu'en général il ne peut exister de rapports certains et positifs entre l'homme qui jouit de toutes ses facultés et le sourd-muet de naissance, que sur les impressions qui frappent ses sens; mais que, toutes les fois qu'un objet se présente à l'esprit sous une forme compliquée, on ne peut flatter d'obtenir du sourd-muet que des données incertaines et toujours équivoques. Ajoutons que chaque sourd-muet, par sa nature et de l'exemple, a un alphabet particulier, qui le rend d'autant plus difficile à comprendre. Chacun a son style propre, sujet à des inversions particulières;



leurs signes, qui ne sont point de convention, mais le résultat de la différence des impressions qu'ils reçoivent, ne sont uniformes, mais toujours variés, en sorte qu'il est souvent difficile de les saisir et de les comprendre. Il est donc évident que, dans les matières civiles, où il s'agit bien moins de constater le fait matériel que d'en faire connaître la moralité, les circonstances et les motifs, on ne saurait admettre, sans graves inconvéniens, le témoignage du sourd-muet de naissance, absolument incapable de juger la qualité des objets, leur relation et leur modalité.

En matière criminelle, le législateur, excité par un puissant motif d'intérêt public, a permis de recevoir le témoignage des sourds-muets de naissance. Mais pourquoi? Parce que les témoins d'un crime sont toujours des témoins nécessaires, que d'ailleurs il ne s'agit que de constater un fait matériel. Ainsi, par exemple, un sourd-muet a vu tuer un homme : le spectacle affreux lui a causé une sensation vive et douloureuse. Qu'on lui représente l'assassin, il frémira d'horreur à sa vue. Les gestes figuratifs du crime dont il a été le témoin lui seront dictés par sa mémoire, dans l'ordre des faits qui constituent l'action criminelle. On obtiendra, par sa pantomime, le jeu de sa physionomie, l'expression de ses regards, la certitude que l'accusé est l'auteur du meurtre. Il en sera de même pour toute espèce de délits contre les personnes, parce qu'ils consistent tous dans des faits, des actes de violence, et dans de mauvais traitemens. Mais hors de ces cas, et même dans les autres matières criminelles, il est certain que la déposition d'un sourd-muet n'offrirait qu'une fausse lueur, qu'une lumière presque toujours trompeuse. Supposons, en effet, qu'il ait à déposer sur un fait complexe : où sera la certitude que son esprit sait distinguer la partie morale du fait lui-même? où sera la garantie des juges qui formeraient leur conviction uniquement d'après un pareil témoignage?

Mais l'inconvénient serait bien autrement grave dans les matières civiles, où il s'agit presque toujours de choses abstraites, d'objets composés et qui ne tombent pas également sous les sens. Le sort des procès dépendrait donc d'un geste, d'un mouvement qui pourraient avoir une toute autre signification.

tion que celle qui leur serait attribuée? La fortune des parties serait donc subordonnée au plus ou moins d'intelligence d'un interprète sujet à l'erreur? Qui garantira que le sourd-muet a compris ce qui lui est demandé? que la traduction qui en est faite par l'interprète, à l'aide des signes qui leur sont familiers, est exactement fidèle, et qu'il a lui-même bien compris la demande? Signaler ces dangers, ces graves inconvénients, c'est assez démontrer que le sourd-muet est incapable de témoigner en matière civile, puisqu'il ne peut remplir les formalités ni présenter les garanties exigées par la loi.

En effet, l'art. 262 du Code de procédure civile veut que chaque témoin déclare au magistrat ses nom, profession, âge et demeure, s'il est parent ou allié de l'une des parties et à quel degré, s'il est serviteur ou domestique de l'une d'elles, et enfin qu'il fasse serment de dire la vérité. Eh bien, un sourd-muet qui n'a pas reçu d'instruction sera-t-il à même d'exprimer par des signes les déclarations exigées par cet article? saura-t-il computer les degrés de parenté ou d'affinité, former une juste idée de l'importance du serment? Son interprète aura-t-il le talent d'aplanir toutes ces difficultés, et avec une précision pour rendre toutes ces choses d'une intelligence facile au témoin? Il n'est pas une seule personne de bonne foi qui ne s'empresse de reconnaître que toutes ces déclarations, si doivent être précises, d'après la loi, ne peuvent être suppléées par des signes toujours équivoques aux yeux de la justice, et que le sceau de la vérité ne saurait jamais s'attacher à un pareil témoignage.

En dernière analyse, il est indubitable que le sourd-muet naissant ne peut être entendu, comme témoin, dans les affaires civiles, soit à cause de l'impuissance où il est placé, par le vice de son organisation, de pouvoir apprécier avec exactitude les objets sur lesquels il aurait à déposer, soit à cause de la difficulté insurmontable de pouvoir rendre parfaitement sa pensée par des signes toujours équivoques et qui peuvent être mal compris par l'interprète chargé de les traduire, soit enfin parce qu'il est impossible de remplir à son égard les formalités prescrites, à peine de nullité, par les art. 262, 270, 271 et 272 du Code de procédure civile, notamment celle re-

lative à la lecture qui doit lui être donnée de sa déposition pour savoir s'il a des changemens ou des additions à y faire.

Ce n'est pas, a-t-on répondu, dans les lois de la nature qu'il faut chercher les raisons de décider, mais bien dans la loi positive. Or, comme aucune disposition de notre droit civil n'écarte le témoignage des sourds-muets de naissance, il est conséquent d'en conclure qu'ils peuvent être entendus comme témoins dans les procès civils. Comment pourrait-il exister le moindre doute à cet égard, lorsque l'on considère que l'article 333 du Code d'instruction criminelle admet leur déposition, même en matière pénale. Eh quoi ! lorsqu'il s'agit de prononcer sur la liberté, sur la vie des hommes, un sourd-muet pourra témoigner, et sa déposition ne serait pas reçue dans les matières civiles du plus mince intérêt ! C'est une proposition choquante et qui n'a pas besoin de réfutation. On dit que c'est la raison du salut public qui a fait admettre le témoignage des sourds-muets de naissance en matière criminelle ; mais cette raison de salut public ne peut pas être en contradiction avec le bon sens, la justice et l'intérêt privé. Si le législateur reçoit la déposition du sourd-muet lorsqu'il s'agit d'un crime, c'est parce qu'il suppose qu'on pourra obtenir de son intelligence des renseignemens utiles. Pourquoi en serait-il autrement pour le procès civil ?

D'ailleurs ne sait-on pas que la privation d'un sens contribue presque toujours à renforcer les autres. Qui peut ignorer que personne n'a le tact plus fin, le coup d'œil plus juste qu'un sourd-muet ? et depuis que deux hommes, justement célèbres, ont consacré leurs pieuses veilles à l'éducation de ces infortunés, l'expérience ne prouve-t-elle pas tous les jours qu'ils sont susceptibles de toutes sortes d'instructions, et qu'à l'exception de la parole, ils sont égaux et souvent supérieurs en intelligence à la plupart des autres hommes. Sans doute il est des exceptions, mais ces exceptions ne peuvent légitimer une prohibition générale ; et comme la justice n'est pas liée par un témoignage qui lui paraît suspect ou incomplet, elle se déterminera d'après les circonstances.

Du 21 août 1821, ARRÊT de la Cour royale de Nismes, pro-

ère chambre, M. *Thourel* président, MM. *Boyer* et *Monier-Taillades* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Gonet*, substitué du procureur-général ; — Attendu qu'il n'y a d'incapables de déposer en justice que ceux à qui une loi expresse en ôte le pouvoir ; — Attendu que les art. 268 et 283 du Code de procédure civile déterminent quels sont les témoins qui ne peuvent être assignés ou qui sont reprochables, et que dans ce nombre ne sont point compris les sourds-muets de naissance ; — Attendu néanmoins que, ce qui est impossible n'ayant pas besoin d'être prohibé, s'il était en effet impossible à un sourd-muet de déposer, c'est-à-dire de rendre témoignage d'un fait qui serait de sa connaissance, et de remplir, en prêtant ce témoignage, les formalités voulues par la loi, ce sourd-muet ne pourrait être admis comme témoin ; — Attendu que, le sourd-muet de naissance étant reçu en témoignage dans la procédure criminelle, qu'il sache écrire ou non, au moyen des précautions prescrites, il s'ensuit qu'il ne lui est pas impossible de déposer et d'être entendu comme témoin, ces précautions étant observées ; — Attendu que lesdites précautions en matière criminelle, et les formalités voulues en matière civile, pour l'audition des témoins, ne sont pas impossibles à observer dans l'espèce de la cause, que du moins cette impossibilité n'est pas encore constante ; — Attendu que, si le témoin sourd-muet ne sait ou ne peut lire ni écrire, entendre et se faire entendre en lisant ou en écrivant, mais qu'il le puisse par les signes qui lui seront faits ou qu'il fera, un interprète qu'on pourra lui donner en fournira les moyens ; mais qu'aussi dans ce cas cet interprète ne devra être pris que parmi d'autres personnes que celles qui seraient parentes ou alliées des parties aux degrés prohibés par la loi ; — ORDONNE que le sourd-muet de naissance Aubert sera admis en témoignage dans la cause, etc. »

*Nota.* L'arrêt de la Cour royale nous paraît en tous points conforme à l'esprit de la loi. L'art. 333 du Code d'instruction criminelle forme déjà un grand préjugé en sa faveur : car en admettant le témoignage du sourd-muet en matière criminelle, le législateur reconnaît par-là même que ce témoin n'est point absolument incapable d'éclairer la justice par ses dépositions.

A la vérité, la loi civile n'est pas aussi explicite que la loi pénale ; mais si elle n'admet pas expressément le témoignage du sourd-muet, elle ne le repousse pas non plus : d'où l'on peut conclure, comme l'a fait la Cour d'appel, qu'il peut être entendu comme témoin dans un procès civil, si la justice lui connaît l'aptitude convenable. Le silence du législateur signifie : admettre comme une nécessité l'audition du sourd-muet en qualité de témoin en matière civile, c'eût été aller trop loin ; prohiber indistinctement son témoignage, c'eût été se montrer injuste à force de rigueur. Le législateur, instruit par l'expérience, ne pouvait se dissimuler que, si beaucoup de ces infortunés sont réduits, par le vice de leur organisation, à une nullité presque absolue, il en est d'autres que la nature, moins marâtre, a traités plus favorablement, et qui sont doués d'une rare intelligence. Depuis que MM. de l'Épée et Sicard, dont les noms seront toujours chers à l'humanité, et à qui la postérité toujours juste élèvera un monument de reconnaissance (1) ; depuis, disons-nous, que ces deux hommes recommandables ont prouvé, par leur méthode ingénieuse, tout le parti qu'on peut tirer des facultés d'un sourd-muet, c'eût été se montrer tout à la fois plus cruel et plus injuste que la nature elle-même que d'exclure en quelque sorte les sourds-muets du commerce des hommes, en les condamnant à une nullité complète, en repoussant leur témoignage du sanctuaire de la justice, malgré l'aptitude évidente du témoin et l'utilité de sa déposition. C'est par ces considérations que la loi n'a pas voulu consacrer d'exclusion formelle : elle s'en rapporte sur

---

(1) Si nous devons à l'abbé de l'Épée l'institution des sourds-muets, il ne faut pas oublier que nous devons aussi l'accroissement et la conservation de ce précieux établissement à la munificence et à la philanthropie du plus malheureux et du plus juste de nos rois. Louis XVI, étant informé du zèle et du désintéressement avec lequel l'abbé de l'Épée s'était dévoué à l'instruction des sourds-muets de naissance, prit l'établissement sous sa protection spéciale, et voulut en assurer la perpétuité. En conséquence, par deux arrêts rendus au conseil d'Etat du roi, les 21 novembre 1778 et 25 mars 1785, une maison conventuelle fut assignée pour l'hospice permanent des sourds-muets, et il fut pourvu à sa dotation d'une manière convenable.

ont à la sagesse des tribunaux. Si la capacité du sourd-  
est reconnue, la justice recevra sa déposition; dans le cas  
contraire, elle la repoussera. Voilà ce qui résulte de l'arrêt ci-  
us rapporté, et l'on ne peut qu'applaudir à une décision  
concilie l'intérêt des parties avec les égards que l'on doit à  
classe d'infortunés qu'il faut, autant que possible, rap-  
cher, et non pas éloigner de nous.

---

### COUR D'APPEL D'ANGERS.

*Est-on appeler d'un jugement interlocutoire librement exé-  
cuté, en même temps qu'on interjette appel du jugement  
définitif?* (Rés. nég.) Cod. de procéd. civ., art. 451.

Ainsi jugé entre les mariés *Poitevin* et MM. les *Adminis-  
trateurs des Hospices d'Angers*, par ARRÊT de la Cour royale  
cette ville, du 21 août 1821. Le texte suffira pour l'intel-  
gence de la décision.

LA COUR, — Considérant que l'art. 451 du Code de  
procédure civile a maintenu, dans le premier paragraphe, la  
prohibition qui était portée par la législation intermédiaire  
et avait précédé ce Code et qui défendait d'interjeter appel  
des jugemens préparatoires avant le jugement définitif; — Que,  
dans le second paragraphe du même article, cette prohibition  
est levée à l'égard des jugemens interlocutoires; — Que l'ex-  
pression *pourra*, employée dans cet article, exprime la faculté  
d'interjeter appel des jugemens interlocutoires, qui était re-  
tenu par la loi antérieure, et fait rentrer dans la règle géné-  
rale les appels de ces jugemens, comme tous ceux dont il est  
permis d'appeler; — Considérant qu'on ne trouve dans le Code  
de procédure aucune autre expression qui puisse établir une  
exception à l'égard de ces sortes de jugemens, aucune dispo-  
sition qui donne des règles spéciales à l'appel des jugemens  
interlocutoires; — Qu'il s'ensuit que, quant à l'appel qu'on  
peut interjeter, ils sont rentrés dans le droit commun à tous  
les jugemens; — Considérant que, lorsqu'une partie a la faculté  
d'appeler d'un jugement, et qu'elle n'en use pas, elle lui  
fait acquiescer l'autorité d'un jugement irrévocable; que la  
même *Poitevin*, au lieu d'appeler du jugement interlocutoire

du 18 février 1819, en a provoqué l'exécution, l'a exécutée elle-même, l'a regardé comme favorable à sa défense, et n'a fait appel que lorsque, condamnée au fond par jugement définitif, elle a craint qu'on ne lui opposât les dispositions de jugement interlocutoire ; mais qu'après un acquiescement formel et positif, après l'exécution entière qu'elle lui a donnée, elle est non recevable à l'attaquer. »

*Nota.* Cette doctrine est contredite par deux arrêts des Cours de Trèves et de Colmar (voy. tom. 12, p. 316) ; mais elle a été adoptée par un arrêt de la Cour de cassation, du 1<sup>er</sup> août 1820. (Voy. tom. 22, pag. 691.)

### COUR DE CASSATION.

*L'article 127 des PLACITÉS de Normandie, qui défendait à la femme séparée de biens d'aliéner et d'hypothéquer, sans avis de parens ou permission de justice, les immeubles qu'elle possédait alors et ceux qui lui adviendraient dans la suite par succession, peut-il s'étendre aux biens qui sont échus à la femme normande par SUCCESSION EN LIGNE DIRECTE, depuis la publication du Code civil ? (Rés. aff.)*

LE SIEUR LEBRET ET AUTRES, C. LE SIEUR DAUBIGNY.

Un arrêt de la Cour de cassation, du 19 août 1812, rendu entre le sieur *Leulier* et la dame *Sombret*, a jugé que la disposition prohibitive du statut normand ne pouvait s'étendre sur des biens qui n'étaient échus à la femme que depuis l'abrogation de la Coutume, et que c'était au Code civil à régler désormais le sort et la disponibilité d'immeubles advenus et hypothéqués sous son empire, de manière qu'au premier coup d'œil, l'arrêt nouveau, qui vient de consacrer une doctrine contraire, paraît en contradiction avec celui du 19 août 1812 (1) ; mais il convient de faire remarquer des différences essentielles entre les deux hypothèses. Dans l'espèce jugée en 1812, les sieur et dame *Sombret*, adoptant le régime de la communauté, avaient déclaré soumettre exclusivement leurs conventions matrimoniales à la Coutume d'Abbeville, où ils al-

(1) Voir cet arrêt, tom. 15, pag. 768.



lient demeurer, en sorte qu'à toutes les époques la femme fait en la double capacité de s'obliger personnellement, et s'engager ses biens, à l'exception toutefois de ceux qui étaient situés en Normandie, dont le statut lors existant prohibait l'aliénation, statut qui ne pouvait pas se survivre à lui-même, ni frapper d'indisponibilité des biens qui n'étaient pas encore dans le domaine de la femme à l'époque de son abrogation. Au contraire, dans l'espèce actuelle, les époux s'étaient mariés et avaient leur domicile en Normandie; la séparation de biens avait été stipulée suivant la Coutume normande, de manière qu'on pouvait soutenir, avec une sorte de raison, que les époux avaient entendu qu'en cas d'aliénation des biens de la femme, à quelque époque qu'elle en devînt propriétaire, il y aurait nécessité d'observer, pour la validité des aliénations, les formalités conservatrices prescrites par le statut sous l'empire duquel la femme contractait, et qui constituait en sa faveur une sorte de droit acquis du jour du mariage.

Une autre différence plus importante à signaler provient de la nature et de la distinction des biens aliénés. Ceux que la dame Sombret avait engagés, conjointement avec son mari, lui étaient échus par succession collatérale; elle n'avait point au moment du mariage l'expectative et encore moins la certitude de les recueillir. Ces biens, comme le porte l'arrêt de 1812, *étaient étrangers aux stipulations faites par la dame Sombret relativement à sa dot*; tandis que, dans notre espèce, les biens dont la dame Daubigny avait consenti l'affectation lui étaient échus *en ligne directe*, et provenaient de la succession de son père, en sorte qu'ils étaient réputés lui appartenir dès le moment où elle s'était mariée, puisque, suivant Basnage et tous les commentateurs, la Coutume lui accordait pour cette espèce de biens une hypothèque sur ceux du mari, à partir de son contrat de mariage. Cette double circonstance suffit donc tout à la fois pour écarter l'autorité de l'arrêt de 1812, et pour justifier une décision différente.

En l'an 8, la demoiselle *Marie-Thérèse Lallemant* épousa le général *Daubigny*. Le contrat de mariage fut passé à Paris; mais le mariage fut célébré à Rouen, où la future demeurait et où les époux fixèrent leur domicile. — Le contrat porte ex-

clusion de communauté et une renonciation expresse à la Coutume de Paris à cet égard. Il y est en outre stipulé que l'épouse aura l'administration de ses biens.

Le sieur *Lallemant* père est décédé le 30 avril 1807, trois ans après la publication du Code civil. La dame *Daubigny* recueillie dans la succession paternelle deux fermes situées en Normandie, l'une à Cantelieu et l'autre à Aunay.

Par acte notarié du 6 mai 1814, les sieur et dame *Daubigny* ont emprunté solidairement du sieur *Lebret* une somme de 11,400 fr., et ont hypothécairement affecté, pour sûreté de leur obligation, la ferme de Cantelieu.

La dame *Daubigny* étant décédée peu de temps après, la succession a été acceptée bénéficiairement par la dame *Lesperon-d'Amfreville* sa sœur.

Le sieur *Lebret* ayant réclamé le remboursement de sa créance et le bénéfice de l'hypothèque qui lui avait été conférée par la défunte, la dame d'Amfreville a soutenu que la dame *Daubigny* sa sœur n'avait pu valablement affecter le domaine de Cantelieu sans avis de parens ou permission de justice, conformément à l'art. 127 des Placités de Normandie, et elle a fait assigner le sieur *Lebret* en mainlevée de l'inscription qu'il avait prise sur ce domaine.

Le 14 août 1818, jugement par défaut du tribunal civil de Rouen, qui fait mainlevée de l'inscription dont il s'agit.

Sur l'appel du sieur *Lebret*, arrêt du 30 août 1819, par lequel la Cour de Rouen confirme la décision des premiers juges : cette Cour a considéré « qu'il résultait des circonstances du contrat de mariage des époux *Daubigny*, passé en l'an 8, que la dame *Daubigny* était femme civilement séparée, suivant l'ancienne Coutume de Normandie, et conséquemment que, d'après l'art. 127 des Placités, elle ne pouvait vendre ni hypothéquer les immeubles qui lui appartenaient lors de sa séparation, ou qui lui sont échus depuis par succession, sans avis de parens ou permission de justice, formalités qu'elle n'avait point observées, lorsqu'elle avait hypothéqué au sieur *Lebret* les immeubles à elle échus de la succession de son père, situés dans le ressort de ladite province de Normandie ».

Pourvoi en cassation pour fausse application de l'art. 127  
Placités de Normandie, et pour contravention à la loi  
30 ventôse an 12, abolitive des statuts coutumiers.

Le domaine de Cantelen, a dit le demandeur, n'étant de-  
venu la propriété de la dame Daubigny qu'en 1807, trois ans  
après la promulgation du Code civil, il est incontestable qu'il  
avait être exclusivement régi par le Code, et qu'en jugeant  
contraire la Cour de Rouen a violé les principes les plus  
fondamentaux du droit. Que le Statut normand continue de  
régir, malgré son abrogation, les biens que la femme mariée  
sous son empire possédait à l'époque de son mariage, ou qui  
étaient échus avant l'abolition du statut local, cela se  
conçoit. La raison de décider, dans ce cas, se trouve dans  
l'immutabilité du caractère une fois imprimé aux biens par  
la disposition de la Coutume, et d'où résulte un droit acquis  
à la femme qui a contracté sous l'influence du statut alors en  
vigueur. Mais on n'imagine pas comment on pourrait étendre  
la disposition prohibitive des Placités à des biens qui n'exis-  
taient pas encore quand ce statut a cessé d'être loi, à des  
biens qui n'offraient qu'une simple expectative qui ne s'est  
réalisée et convertie en droit qu'après que la coutume a cessé  
d'exister, pour faire place à un système de législation essentièl-  
lement différent. Certes, un statut réel qui s'applique exclu-  
sivement aux choses ne peut recevoir une extension aussi exor-  
bitante. Inutile d'ailleurs d'insister davantage sur ce point. La  
Cour régulatrice a jugé, par arrêt du 19 août 1812, dans la  
cause de la dame *Sombret*, que, cette dernière n'ayant point  
possédé les biens par elle hypothéqués, sous l'empire de la  
coutume de Normandie, qui était alors abrogée, mais bien  
sous l'empire du Code civil, c'était en vertu des règles établies  
par ce Code qu'il fallait juger de la validité de son engage-  
ment, et que l'arrêt attaqué n'avait pu contrevenir à la Cou-  
tume de Normandie, qui avait cessé de régir ces biens avant  
qu'ils appartenissent à la dame *Sombret*, en jugeant qu'ils  
étaient engagés à l'exécution d'obligations valablement con-  
traintes. Voilà donc une jurisprudence constante; impossible  
de méconnaître l'autorité.

La défenderesse à la cassation s'est particulièrement occupée

du soin d'établir que l'arrêt du 19 août 1812, rendu sur le pourvoi de la dame Sombret, n'était point applicable à la cause et pour arriver à cette démonstration, elle a rappelé les différences qui distinguent les deux espèces, et que nous avons précédemment signalées. La dame Sombret, mariée à Abbeville, avait soumis ses conventions matrimoniales à la Coutume de Ponthieu. Elle ne pouvait donc invoquer la réalité du Statut normand que pour les biens dont elle était saisie avant l'abrogation; elle n'avait aucun droit acquis sur ceux qu'elle avait recueillis postérieurement au Code civil, et à défaut de conventions matrimoniales contraires, c'était évidemment le Code à régler la disponibilité de ces biens.

Au contraire, dans l'espèce actuelle, les époux s'étaient mariés et avaient leur domicile en Normandie. L'arrêt pose le fait qu'ils avaient entendu que leurs conventions matrimoniales seraient régies par les dispositions de la Coutume normande, et par une conséquence inévitable, que les formalités prescrites en cas d'aliénation des biens de la femme seraient rigoureusement observées, ce qui devait s'exécuter après comme avant la promulgation du Code civil, parce qu'il résultait de cette convention un droit acquis à la dame Daubigny du jour de son mariage.

La défenderesse ajoutait que, sous un autre rapport, l'arrêt de 1812 était encore sans autorité dans l'hypothèse, parce qu'il avait été rendu relativement à des biens échus en ligne collatérale; qu'il s'agissait, au contraire, dans la cause actuelle, d'immeubles advenus en ligne directe, et qui étaient restés la propriété de la femme, du jour du mariage, tellement que la Coutume faisait remonter son hypothèque, pour sûreté de cette espèce de biens, au jour même de son contrat; tandis que, pour les biens qu'elle recueillait en ligne collatérale, l'hypothèque ne datait que du jour de l'aliénation.

Du 22 août 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brisson président, M. Porriquet rapporteur, MM. Nicod et Loiseau avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Jourde, avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en la chambre du conseil; — Attendu que la Cour royale, en appréciant les

entions des parties contractantes, a reconnu qu'il résultait des circonstances du contrat de mariage des époux Daubigny, mariés en l'an 8, que la dame Daubigny était femme séparée civilement, suivant la Coutume de Normandie, et qu'en ju-  
rant, dans cette hypothèse, que la dame Daubigny n'avait  
pas pu hypothéquer les biens qu'elle avait recueillis dans la  
succession de son père, depuis la publication du Code civil,  
sans remplir les formalités prescrites par cette Coutume, cette  
jur n'a pas violé la loi du 30 ventôse an 12, et a fait une juste  
application de l'art. 127 du règlement des Placités de 1666;  
— REJETTE, etc. »

---

### COUR D'APPEL DE PARIS.

*Les lois d'exception en faveur des militaires absens ont-elles  
été abrogées par celles des 21 décembre 1814 et 13 janvier  
1817 ? ( Rés. aff. )*

*SÉCIELEMENT, l'article 136 du Code civil, qui autorise les  
héritiers présens à recueillir la succession, à l'exclusion  
de ceux dont l'existence n'est pas reconnue, est-il ap-  
plicable au cas où les absens sont des militaires ? ( Rés.  
aff. ) (1)*

LES HÉRITIERS VILAIN, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Nicolas Vilain est décédé le 15 novembre 1820. Deux de  
ses enfans étaient entrés au service militaire il y avait vingt  
ans, et n'avaient pas donné de leurs nouvelles depuis la paix  
générale. L'existence de ces militaires n'étant pas reconnue,  
les héritiers collatéraux se sont présentés pour recueillir la  
succession.

Mais le maire de la commune crut devoir, dans l'intérêt  
des militaires absens, requérir l'apposition des scellés au do-  
micile du défunt.

Les héritiers collatéraux, fondés sur l'article 136 du Code  
civil, ont présenté une requête au juge de paix pour obtenir  
la levée de ces scellés. Il leur fut répondu, par une ordon-

---

(1) Voy. un arrêt analogue de la Cour de Colmar, du 24 décembre  
1816, tom. 18, pag. 896.

nance, qu'il n'y avait lieu de faire droit à leur réclamation, sans qu'au préalable il eût été nommé aux absens un curateur, conformément aux dispositions de la loi du 11 ventôse an 2.

Alors, les collatéraux se sont pourvus directement devant le tribunal de première instance d'Arcis-sur-Aube; mais ils n'ont pas été plus heureux. Ce tribunal, par jugement du 5 février 1821, a ordonné qu'il serait nommé un curateur aux absens, pour surveiller leurs intérêts, sauf aux demandeurs à faire cesser la curatelle, en prouvant le décès, ou en faisant déclarer l'absence. Ce jugement porte en substance « que le Code civil n'a statué que par disposition générale et n'a ni abrogé ni fait cesser le bénéfice de la loi tutélaire du 11 ventôse an 2; que celle du 13 janvier 1817 n'a pas changé cette position des militaires; qu'elle a eu seulement pour but de donner aux intéressés les moyens de liquider plus promptement les droits qu'ils pourraient avoir en communauté avec des militaires absens, en leur accordant la faculté de provoquer la déclaration d'absence ou la preuve du décès de ces derniers; mais que jusque là les militaires sont toujours réputés vivans et protégés par la loi du 11 ventôse. »

Les héritiers collatéraux ont interjeté appel d'une décision qui, suivant eux, rendait sans objet la loi du 13 février 1817 ou du moins restreignait arbitrairement cet objet à des cas que la loi n'a pas spécifiés.

Le 27 août 1821, ARRÊT de la Cour royale de Paris, deuxième chambre, M. Agier président, MM. Parquin et Lamouréux avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Joubert, avocat-général; — Attendu que, par les lois des 21 décembre 1814 et 13 janvier 1817, les militaires absens, dont on n'avait point de nouvelles, ont été replacés dans la classe des citoyens ordinaires; et que dès lors les art. 135 et 136 du Code civil leur sont applicables; — Faisant droit sur l'appel interjeté par Lauvergnat et consorts du jugement rendu par le tribunal civil d'Arcis-sur-Aube, le 5 février dernier, MET l'appellation et le jugement dont est appel au néant; — Emendant, décharge les appelans des condamnations contre eux pronon-

— **Faisant droit au principal**, dit qu'il n'y a pas lieu à nommer un curateur; déclare en conséquence nulle et de nul effet la nomination faite pour curateur de la personne de Berhelot; — **Ordonne** que, sur la représentation de l'expédition du présent arrêt et en vertu d'icelui, le juge de paix sera tenu de procéder à la levée des scellés par lui apposés au domicile du feu Vilain, laquelle levée de scellés pourra avoir lieu avec ou sans description, suivant que les appelans le jugeront ou non convenable, d'après la qualité qu'ils se réservent de prendre définitivement dans la succession dont s'agit. »

*Nota.* M. Merlin, Répertoire, tom. 16, pag. 44, fait sur cette décision l'observation suivante : « Que cet arrêt eût ainsi prononcé en considérant, comme l'avait fait la Cour royale de Rouen, par celui du 29 janvier 1817 (voy. tom. 19, pag. 80), que la loi du 11 ventôse an 2 avait pour objet de conserver les droits successifs des militaires absens dont l'existence était reconnue, mais non pas de les déclarer successibles *lorsque leur existence serait contestée*, on le concevrait et l'on ne pourrait qu'y applaudir. Mais qu'il ait motivé sa disposition sur la prétendue abrogation de cette loi par l'effet de celles du 21 décembre 1814 et du 13 janvier 1817, c'est ce qui est inexplicable. Encore une fois la première de ces lois n'a eu pour objet que de replacer les militaires absens dans le droit commun relativement aux biens qu'ils possédaient avant leur disparition; et la seconde, loin d'abroger la loi du 11 ventôse an 2, a fait que faciliter aux parties intéressées le moyen de faire cesser plus tôt, par l'obtention d'un jugement de déclaration d'absence, les effets qu'une mauvaise jurisprudence lui avait précédemment attribués. »

Ainsi, d'après M. Merlin, la loi du 11 ventôse an 2 n'a point été abrogée par celles des 21 décembre 1814 et 13 janvier 1817. Mais comme cette loi de ventôse n'a eu d'autre objet que de conserver les droits successifs des militaires dont l'existence est certaine, il s'ensuit que les principes du droit commun et notamment l'art. 136 du Code civil s'appliquent aux militaires comme aux autres successibles, et que ceux dont l'existence n'est pas reconnue ne peuvent être comptés pour



héritiers dans une succession ouverte depuis leur absence, succession qui est exclusivement dévolue à ceux avec lesquels ils auraient eu le droit de concourir ou qui l'auraient recueillie, à leur défaut. ( Voy. au surplus le tom. 21 , pag. 190.)

---

### COUR D'APPEL DE NISMES.

*L'exploit d'ajournement doit-il, à peine de nullité, indiquer, outre le délai de huitaine fixé par l'art. 72 du Code de procédure, le délai supplétif fixé, à raison des distances, par l'art. 1033 du même Code? ( Rés. nég.)*

*Le défaut de citation en conciliation n'offre-t-il qu'une nullité relative, qui est couverte par la défense au fond? ( Rés. aff. )*

SABATON, C. SABATON.

Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour d'appel de Nismes, du 28 août 1821. Voy. cet arrêt et les observations qui le précèdent, tom. 1<sup>er</sup> de 1823, pag. 374.

---

### COUR D'APPEL D'ORLÉANS.

*En matière d'ordre, les créanciers produisant qui n'ont pris communication de la collocation provisoire dressée par le juge-commissaire et qui ne l'ont contestée qu'après l'expiration du mois de la sommation qui leur en a été faite sont-ils DÉCHUS du droit de contester, lors même que l'ordre n'est pas encore clos? ( Rés. aff. ) Cod. de proc. civ., art. 756 (1).*

*Peut-on échapper à la déchéance en opposant en appel que les créanciers qui veulent s'en prévaloir ne l'ont point requise devant le juge-commissaire, ni régulièrement demandée en première instance? ( Rés. nég. )*

*La déchéance est-elle de droit, et devrait-elle être prononcée*

---

(1) Cette question a été résolue dans le même sens par arrêt de la Cour de cassation, du 12 décembre 1814. Voy. tom. 16, pag. 762.

par les tribunaux, lors même qu'elle n'aurait pas été sollicitée par les parties ? (Rés. aff.) (1)

LA DAME DE GERISSAY, C. LE SIEUR LEROY.

Par suite d'une saisie immobilière faite à la requête de la dame de Gerissay, les biens du sieur Harriat sont judiciairement vendus. Les formalités prescrites par les art. 749 et 750 Code de procédure sont observées. Un juge-commissaire nommé pour procéder à l'ordre et distribution du prix entre les créanciers inscrits. Sommation leur est donnée par le poursuivant de produire leurs titres. Les productions ont lieu. L'état provisoire de collocation est établi. Il est dénoncé, conformément au vœu de l'art. 755 du Code cité, avec sommation d'en prendre communication et de le contredire, s'il y a lieu. Le sieur Leroy, l'un d'eux, proteste dans le mois contre les collocations qui lui sont préjudiciables. Plus de trois mois après l'expiration du terme, la dame de Gerissay et le sieur Badin-Bourdon, représentés par le même avoué, réfutent sur procès verbal non encore clos de l'ordre les moyens du sieur Leroy et prétendent obtenir la préférence qu'il réclame. Pas de réplique de la part de ce créancier. Le juge-commissaire renvoie les contestans à l'audience, néanmoins arrête l'ordre sur les créances antérieures, et prononce la forclusion contre tous les créanciers qui n'ont produit ni contesté.

A l'audience, l'avoué du sieur Leroy a communiqué au Ministère public et présenté au tribunal une note manuscrite, conformément, dit-il, à l'art. 111 du Code de procédure, par laquelle il conclut à ce que le tribunal déclare *forclos* du droit de contester la collocation provisoire la dame de Gerissay et le sieur Badin-Bourdon, pour ne l'avoir pas exercé en temps utile.

Cependant, jugement du tribunal de Giez, qui, sans avoir

---

(1) « Nous croyons bien, dit M. Carré, que la forclusion peut être opérée en tout état de cause; mais nous ne pensons pas qu'elle puisse être dénoncée d'office, puisqu'elle est établie dans l'intérêt des créanciers par rapport au règlement d'ordre, et non par des considérations d'intérêt public. » *Lois de la procédure civile*, tom. 3, pag. 15, note 1<sup>re</sup>.

égard à la réclamation du sieur Leroy, accueille les prétentions tardives de ses adversaires, rectifie le procès verbal d'ordre et leur confère un rang de collocation antérieur à celui réclamé par le sieur Leroy.

Appel par ce dernier. Il disait : L'ordre est une procédure extraordinaire et spéciale ; il a ses règles particulières, qui sont de rigueur et dérivent de ce principe : *Jura vigilibus succurrunt*. La loi a donné aux créanciers les moyens de faire valoir leurs droits. Ils ne doivent imputer qu'à eux-mêmes d'avoir négligé d'en faire usage. Il fallait bien fixer un terme aux productions et aux contredits : autrement la distribution des deniers par voie d'ordre, qui entraîne toujours beaucoup de temps, par la nature des opérations et des contestations qu'elle fait naître, eût été interminable, et les intérêts de la plupart des créanciers eussent notablement souffert de la négligence ou de la mauvaise volonté de quelques uns. Ils sont officiellement appelés à produire leurs titres et à s'en faire valoir. Un délai suffisant, mais déterminé, leur est accordé ; lorsqu'il est expiré, un magistrat commis procède à une collocation provisoire entre tous les créanciers produisant ; elle est à tous signifiée. Un autre délai encore suffisant, mais fixé, leur est de nouveau accordé pour contredire la collocation provisoire, s'il y a lieu. On doit penser que les créanciers qui ne contredisent point dans le délai légalement fixé ont traité leurs droits justement appréciés. Quand le législateur a dit art. 756 : « Faute par les créanciers produisant de prendre communication des productions ès mains du commissaire dans le mois, ils demeureront forclos, sans nouvelle sommation et jugement..... », il a par-là même déclaré que la forclusion était de droit, qu'elle existait par la volonté souveraine de la loi, qu'elle n'avait besoin d'être requise ni jugée : autrement l'art. 756 aurait un sens contraire à son expression, non obscure, mais claire et formelle.

Il n'en est pas de même à l'égard du créancier non produisant. Il a pu être retardé par la difficulté de se procurer ses titres, et alors il eût été rigoureux de lui interdire la faculté de réparer une faute qui n'était pas la sienne. Ainsi rien de plus juste que la disposition des art. 757 et 759, qui l'admet-

ent à produire après les délais, toutefois en supportant les frais occasionés par son retard, et tant que l'ordre n'est pas clos. Si au contraire l'ordre est arrêté soit en partie, dans les cas prévus par l'art. 758, soit en totalité, dans celui de l'art. 759, le créancier retardataire ne peut être admis à produire, dans le premier cas, qu'afin d'être colloqué après ceux qui l'ont été, s'ils ont touché le montant de leur collocation; et dans le second, il n'est plus recevable, puisque sa déchéance a été prononcée par le juge.

L'art. 758, qui autorise le commissaire à renvoyer à l'audience le jugement des contestations, ne s'applique qu'à celles qui sont régulièrement élevées entre les créanciers produisant qui ont contesté dans le mois, et les créanciers qui, n'ayant pas produit dans le principe, se trouvent dans le cas de l'art. 757; mais cette autorisation ne s'étend point aux contestations élevées tardivement par les créanciers qui avaient produit en temps utile, parce que rien ne peut excuser leur retard. Dans l'espèce, le sieur Leroy a produit et contesté dans les délais voulus par la loi. La dame de Gérissay et le sieur Badin-Bourdon, qui, dès le principe, avaient fait leurs productions, n'ont contredit qu'après le mois fatal. Ils étaient donc non recevables à demander le changement de la collocation; ils étaient déchus de la faculté d'élever à cet égard aucune réclamation. Le sieur Leroy n'a point répondu à leur *dire*, ni combattu leurs moyens, parce qu'ils ne pouvaient plus les présenter, qu'il n'y avait pas lieu de les réfuter, et que, le mois accordé par la loi étant expiré, le sieur Leroy devait penser que l'ordre était clos. Les contestans retardataires étaient donc forclos par la force des choses. La déchéance à leur égard aurait dû être prononcée par le juge-commissaire, comme elle l'était contre les créanciers qui n'avaient pas produit. Il n'y avait pas lieu à renvoyer à l'audience, car le renvoi ne peut être ordonné que pour les contestations élevées en temps utile, et celles dont il s'agit ne l'avaient été qu'après l'expiration des délais; mais ce que le juge-commissaire n'a pas fait, le tribunal devait le faire.

Au contraire, il a accueilli ce qu'il devait rejeter, et rejeté ce qu'il devait accueillir. Ainsi, les prétentions non recevables de la dame de Gérissay et du sieur Badin-Bourdon ont été con-

sacrées , et celles très-recevables du sieur Leroy ont été rejetées , non parce que celui-ci ne pouvait pas conclure , dans la forme qu'il a choisie , à la forclusion de ses adversaires ( car , en cette matière , le jugement se rend , ainsi qu'il résulte de l'art. 762, seulement sur le rapport du juge-commissaire et l'avis du Ministère public , sans conclusions ni plaidoiries de la part des parties , en sorte que le moyen adopté par le sieur Leroy était surrogatoire ) , mais parce que le tribunal a pensé que l'ordre n'était pas clos à l'époque tardive où la dame de Gêrissay et le sieur Badin-Bourdon ont présenté leurs objections , que le renvoi en avait été régulièrement fait à l'audience , et que , paraissant fondées , on devait les admettre.

Cette dernière considération était une erreur. La protestation de la dame de Gêrissay et du sieur Badin-Bourdon n'était pas admissible. Il n'y avait pas lieu à en renvoyer la décision à l'audience ; mais ce renvoi ayant été ordonné , le tribunal devait , par les motifs ci-dessus indiqués , prononcer la forclusion de ces deux créanciers. Il a donc été mal jugé. C'est le cas de réformer le jugement dont est appel.

Les intimés répondaient : L'art. 756 suppose le cas où le juge-commissaire a , dès l'expiration du mois , arrêté l'ordre ; il est étranger à celui où , l'ordre étant encore ouvert , chaque créancier doit toujours être admis à réclamer. Le délai d'un mois n'est pas plus de rigueur pour le magistrat commis que pour les parties intéressées. La contestation tardive n'est pas plus non recevable que la clôture tardive n'est nulle. La loi ne peut produire plus d'effet dans un cas que dans l'autre , ni montrer plus de sévérité contre le justiciable que contre le juge. L'expiration du mois donne bien aux créanciers la faculté de requérir la clôture de l'ordre et au commissaire celle de l'effectuer ; mais si la clôture n'a pas été requise ni effectuée , la mise en demeure n'existe pas ; la forclusion n'est pas plus encourue contre les créanciers produisant en retard de contester que contre les créanciers non produisant , qui jusqu'à la clôture de l'ordre sont admis à se présenter et à se prévaloir de leurs droits , aux conditions déterminées par l'art. 757.

D'ailleurs , si la forclusion existait , elle a été couverte par l'accueil fait par le juge aux protestations tardives , par

Le renvoi sans obstacle à l'audience, et par l'absence, devant le tribunal, de toutes conclusions régulières tendantes à faire écarter les objections des intimés. Si l'art. 762 dit que le jugement sera rendu sur le rapport du juge-commissaire et les conclusions du Ministère public, c'est qu'il suppose que les moyens des parties sont énoncés au procès verbal, et que les créanciers qui ont produit en temps utile ont requis la déchéance des rétardataires. Dans l'espèce, aucune fin de non recevoir contre les intimés n'a été réclamée dans le procès verbal; et loin qu'aucune déchéance ait été prononcée à leur égard, le magistrat commis a renvoyé tous les contestans à l'audience pour apprécier le mérite des diverses protestations. Tout cela est dans les termes de l'art. 758, qui autorise indistinctement le renvoi des contestations, soit qu'elles émanent de créanciers qui aient produit ou non, contesté ou non, dans les délais, mais toujours auparavant la clôture de l'ordre, seule circonstance qui doit opérer la forclusion définitive et de droit. Le sieur Leroy était non recevable à conclure devant les premiers juges, surtout ainsi qu'il l'a fait, à une forclusion dont il ne s'était pas prévalu devant le commissaire; il l'est à plus forte raison devant la Cour: le tribunal a donc bien jugé.

Du 29 août 1821, ARRÊT de la Cour d'appel d'Orléans, M. le conseiller *Duguéneau de Champrallins* président, MM. *Pailliet* et *Gaudry* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Russeau*, avocat-général; — Considérant, *en droit*, qu'aux termes de l'art. 755 du Code de procédure, le poursuivant l'ordre doit dénoncer, par acte d'avoué à avoué, aux créanciers produisant et à la partie saisie, la confection de l'état de collocation provisoire, avec sommation d'en prendre communication, et de contredire, s'il échet, sur le procès verbal du juge-commissaire, dans le délai d'un mois; et que l'art. 756 dispose formellement que, faute par les créanciers produisant de prendre communication dans ledit délai, ils demeureront forclos, sans nouvelle sommation ni jugement; — Considérant qu'il résulte de ces dernières expressions que cette déchéance est de droit, et peut être prononcée *d'office* par les tribunaux,

même quand elle ne serait pas proposée par les parties, et qu'à plus forte raison, elle doit l'être, même lorsque les parties l'invoquent seulement quand la cause est prête à recevoir sa décision en première instance ou sur l'appel ; — Considérant que, dans l'espèce, les dires de la veuve de Gérissay et de Badin-Bourdon ont eu lieu après l'expiration du délai d'un mois depuis la sommation voulue par l'art. 755 ; qu'on ne saurait opposer à cette déchéance une fin de non recevoir résultante de ce que la partie de Pailliet ( Leroy ) ne l'aurait invoquée qu'en cause d'appel, ou sous forme de note, en première instance ; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, en ce que les premiers juges n'ont pas prononcé la forclusion à l'égard de la veuve de Gérissay et de Badin-Bourdon ; émettant quant à ce, et faisant droit au principal, ordonne qu'ils demeureront forclos ; en conséquence, que leur contredit sera réputé non venu, que l'état de collocation provisoire sera et demeurera définitif à leur égard ; ordonne la restitution de l'amende consignée et les condamne aux dépens. »

---

### COUR DE CASSATION.

*Celui qui est reçu dans une maison en qualité de serviteur à gages doit-il être considéré comme tel, non seulement à l'égard du chef de la maison, mais encore à l'égard de sa femme et de ses enfans ? — Le crime de viol ou d'attentat à la pudeur avec violence, commis par ce serviteur sur la personne de la femme ou de l'un des enfans du chef de la maison, doit-il être puni de la peine des travaux forcés à perpétuité, portée en l'art. 333 du Code pénal ? ( Rés. aff. )*

LE MINISTÈRE PUBLIC, C. PIERRE MERCOEUR.

*Pierre Mercœur* avait été déclaré coupable du crime de viol commis envers la fille du sieur *Louis Desroches*, dont il était le domestique ou le serviteur à gages.

Quoique ce crime emportât la peine des travaux forcés perpétuels, aux termes de l'art. 333 du Code pénal, le coupable ne fut cependant condamné qu'à la peine de la réclusion, par arrêt de la Cour d'assises séante à Montbrison, du 10 août 1821.



Sur le pourvoi du *Ministère public*, cette décision a été annulée par la Cour suprême.

Du 6 septembre 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. *Baris* président, M. *Busschop* rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Fréteau de Pény*, avocat-général; — Vu l'art. 410 du Code d'instruction criminelle, portant : « Lorsque la nullité procédera de ce que l'arrêt aura prononcé une peine autre que celle appliquée par la loi à la nature du crime, l'annulation de l'arrêt pourra être poursuivie tant par le Ministère public que par la partie condamnée. » ; — Vu aussi l'art. 333 du Code pénal, qui est ainsi conçu : « La peine sera celle des travaux forcés à perpétuité, si les coupables ( de viol ou d'attentat à la pudeur avec violence ) sont de la classe de ceux qui ont autorité sur la personne envers laquelle ils ont commis l'attentat, s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages, ou s'ils sont fonctionnaires publics, ou ministres d'un culte, ou si le coupable, quel qu'il soit, a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes. » ; — Considérant que celui qui est reçu dans une maison en qualité de serviteur à gages doit être considéré comme ayant cette qualité non seulement à l'égard du chef de la maison, mais aussi à l'égard de sa femme et de ses enfans, demeurans avec lui; que le crime de viol ou d'attentat à la pudeur avec violence, commis par un serviteur à gages sur lesdits femme ou enfans, rentre donc dans l'application de l'art. 333 du Code pénal, et doit conséquemment être puni des travaux forcés à perpétuité; — Que, dans l'espèce, Pierre Mercœur, domestique de Louis Desroches, a été déclaré coupable de viol ou d'attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence sur la personne de *Jeannette Desroches*, fille âgée de quinze ans, demeurante avec ledit Louis Desroches son père; qu'au lieu de le condamner à la peine des travaux forcés perpétuels, conformément audit art. 333, la Cour d'assises de la Loire n'a condamné ledit Mercœur qu'à celle de la réclusion; que cette Cour a donc prononcé une peine autre que celle appliquée par la loi à la nature du crime; que l'arrêt énoncé doit donc être annulé, aux termes de l'art. 410 précité du Code d'instruction criminelle; — D'après ces motifs, faisant

droit au pourvoi du procureur du Roi, CASSE et ANNULE l'arrêt de la Cour d'assises du département de la Loire, du 12 août 1821, par lequel elle a condamné Pierre Mercœur à la peine de la réclusion; — Et, vu les art. 430, 434 et 435 du Code d'instruction criminelle, renvoie ledit Pierre Mercœur à l'état d'ordonnance de prise de corps, et les pièces du procès devant la Cour d'assises du département du Rhône, etc. » (1)

### COUR D'APPEL DE PARIS.

*Le droit de vendre les biens immeubles d'une succession bénéficiaire doit-il être maintenu à l'héritier, malgré la saisie pratiquée sur ces mêmes biens par un créancier porteur de titre exécutoire ? ( Rés. aff. )*

EN D'AUTRES TERMES, *la voie de la saisie réelle est-elle interdite au créancier, tant que l'héritier bénéficiaire n'est point en retard de vendre les biens de la succession ? ( Rés. aff. )* Cod. civ., art. 803, 806, 877 et 2215.

LE DUC DE BOURBON, C. LEFÈVRE-BOUCHER.

La succession du prince de Soubise ne fut acceptée que sous bénéfice d'inventaire. — Un jugement contradictoire du 12 avril 1820, confirmé par arrêt, ordonna qu'à la poursuite du duc de Bourbon, l'un des héritiers, il serait procédé dans l'année aux compte, liquidation et partage de la succession, et à la vente des biens en dépendans, si cette mesure devenait nécessaire. Le même jugement donna au duc de Bourbon l'administration de ces biens avec toutes les autorisations indispensables pour sa gestion. — Ce jugement et l'arrêt confirmatif sont déclarés communs avec le sieur Lefèvre-Boucher et plusieurs autres créanciers, qui étaient intervenus dans la contestation pour demander que l'administration fût conservée à mesdames de Rohan, aussi héritières du prince de Soubise, et qui réclamaient pour elles-mêmes le bénéfice de cette gestion.

Dans cet état de choses, le sieur Lefèvre-Boucher fait sa-

(1) La Cour de cassation a jugé dans le même sens, le 22 juillet 1824, sur le pourvoi d'un sieur Legrand.

immobilièrement les domaines de Vigny et de Longuesse, dépendans de la succession *Soubise*. — Cette saisie se poursuivait avec activité au tribunal civil de Pontoise, et la première publication devait avoir lieu incessamment, lorsque le duc de Bourbon demanda la discontinuation, et même la nullité de la poursuite de saisie, sur le fondement que l'héritier bénéficiaire qui n'est point en retard de vendre les biens de la succession ne peut être poursuivi immobilièrement. Au surplus, le duc de Bourbon demandait acte de ses offres de continuer sans retard les opérations relatives à l'expertise et à la vente, et de les mettre à fin, dans le délai qui lui était fixé par le jugement du 11 avril 1820.

Le sieur Lefèvre-Boucher, auquel s'étaient joints d'autres créanciers inscrits à qui la saisie avait été dénoncée, ont répondu à leur tour que la faculté accordée à l'héritier bénéficiaire de faire vendre les biens de la succession n'était point exclusive du droit qu'avait tout créancier, porteur de titre exécutoire, de saisir ces mêmes biens et d'en poursuivre l'expropriation.

Sur ces différentes demandes, le tribunal civil de Pontoise a rendu, le 26 juillet 1821, un jugement contradictoire par lequel il a ordonné qu'il serait passé outre à la poursuite d'expropriation des domaines de Vigny et de Longuesse, — Attendu, y est-il dit, que les art. 2204 et 2213 du Code civil donnent aux créanciers porteurs de titres authentiques et exécutoires le droit de poursuivre la vente par expropriation des immeubles appartenans à leur débiteur; — Que le sieur Lefèvre, reconnu créancier par titre de la succession *Soubise*, a pu faire procéder à la saisie immobilière des domaines de Vigny et Longuesse, dépendans de la succession, ainsi qu'il l'a fait le 19 avril dernier; — Attendu, en thèse générale, que la faculté accordée à l'héritier bénéficiaire de vendre les biens de la succession n'est pas exclusive du droit que les créanciers ont sur ces biens, et qu'il est de principe, confirmé par la jurisprudence, notamment par un arrêt de la Cour de cassation, du 29 octobre 1807, que les procédures faites par des héritiers bénéficiaires pour parvenir au partage et à la licitation des immeubles ne sont pas un obstacle à ce que les créan-

ciers hypothécaires en provoquent la vente forcée ; qu'enfin il est de l'intérêt de tous les créanciers que la poursuite d'expropriation , qui est sur le point d'être terminée , soit continuée et mise à fin , pour éviter des frais nouveaux , qui non seulement doubleraient la dépense en pure perte pour les créanciers , mais encore ajourneraient indéfiniment leur paiement , après lequel ils attendent depuis si long-temps. »

Appel de ce jugement par M. le duc de Bourbon. Le Code civil, a-t-on dit pour l'appelant , attribue à l'héritier bénéficiaire le pouvoir d'administrer , de vendre les biens dans une forme économique , de faire la distribution du prix entre les créanciers : que deviendrait ce pouvoir , si chaque créancier restait libre de mettre les immeubles en saisie réelle , s'il avait le droit de faire vendre au plus bas prix , par des expropriations isolées , et de consumer par des frais tortionnaires une grande partie du gage commun ? — L'un des effets du bénéfice d'inventaire est de constituer l'héritier bénéficiaire gérant pour le compte des créanciers. Or à quoi bon cette gestion , si chaque créancier peut l'entraver par des poursuites individuelles ? — La jurisprudence universelle (1) interdit les oppositions mobilières aux créanciers de la succession : par quelle inconséquence leur abandonnerait-elle la faculté de troubler et d'anéantir l'administration de l'héritier par des expropriations forcées ? L'interdiction de saisir isolément les immeubles et celle de former des saisies-arrêts sont , l'une et l'autre , les conséquences forcées du droit de gérer et de vendre , donné à l'héritier bénéficiaire. Ces conséquences ne doivent cesser que quand l'héritier bénéficiaire refuse ou néglige de gérer dans l'intérêt des créanciers. — Voilà le sens et le véritable esprit de la loi.

Dans le fait , la poursuite de partage et de vente appartient à M. le duc de Bourbon , comme l'un des héritiers

---

(1) Non, elle n'est pas universelle : car un arrêt de la Cour de cassation, du 8 décembre 1814, décide qu'on peut saisir et arrêter les deniers appartenans à une succession bénéficiaire. ( Voir le tom. 16, pag. 754. )

bénéficiaires du maréchal de Soubise. On n'impute au prince lenteur ni négligence. Son propre intérêt, d'accord avec les créanciers, lui fait un devoir d'accélérer les opérations prescrites, et de les terminer dans le délai fixé par l'arrêt de la Cour. Il n'est donc ni motif ni prétexte qui puisse mettre obstacle à l'exercice d'un droit qu'il tient de la loi, et que les décisions judiciaires lui ont confirmé. On se prévaut en vain des art. 879 et 2213 du Code. Le premier veut que les titres exécutoires contre le défunt soient également exécutoires contre l'héritier. Le second autorise le créancier porteur d'un pareil titre à poursuivre la vente forcée des immeubles de son débiteur ; et comme ni l'un ni l'autre des deux articles n'affranchissent l'héritier bénéficiaire de l'exécution du titre et de l'obligation de subir la vente forcée, les premiers juges en ont conclu qu'il y est soumis, comme l'héritier pur et simple. Mais, faut-il en convenir, c'est donner à des dispositions générales une latitude qu'elles n'ont pas dans l'esprit du législateur. Les dispositions générales ont leurs limites dans les dispositions particulières et spéciales. Ainsi, une disposition spéciale autorise l'héritier bénéficiaire à toucher les revenus de la succession, et sur ce fondement la jurisprudence fait mainlevée des dispositions mobilières des créanciers. Une disposition spéciale autorise l'héritier bénéficiaire à vendre les immeubles de la succession : c'est ce qui doit décider à interdire aux créanciers l'exercice des expropriations partielles. Le titre ne cesse pas pour cela d'être exécutoire de la part du créancier ; le droit de prendre la voie de la saisie réelle n'est pas perdu pour lui. Les deux restent seulement suspendus, pour laisser à l'héritier bénéficiaire le temps d'exécuter son mandat ; ils ne reprennent leur activité que quand celui-ci refuse ou cesse d'agir. Ainsi se concilient les deux sortes de dispositions du Code.

On oppose les monumens de la jurisprudence ; mais en réfutant les arrêts cités, on est forcé de reconnaître qu'ils ont rien de décisif pour l'espèce. Celui de cassation n'a été rendu que sur un règlement de juges. Ce n'est pas sur la question du droit à la saisie réelle qu'a statué la Cour, mais uniquement sur celle de la compétence entre deux tribunaux saisis

du même litige. Ainsi, l'arrêt ne forme ni jurisprudence, ni autorité sur la question particulière (1).

Le second arrêt, quoique émané de la Cour même de Paris, n'est pas plus décisif : il juge bien que le créancier peut agir réellement sur l'héritier bénéficiaire ; mais il le juge par fautive non recevoir, et sur le motif *que l'appel est sans fondement comme sans intérêt*. La Cour aurait pu décider autrement si l'intérêt général des créanciers se fût trouvé en opposition avec l'intérêt particulier du saisissant.

Sans doute, s'il ne s'agissait que de la saisie d'un bien immobilier, il serait possible de fermer les yeux sur l'inconvénient d'une adjudication forcée, sur celui des frais qu'entraîne ce genre de procédure. Mais l'instance portée devant le tribunal de Pontoise n'est que le prélude de plusieurs autres instances semblables. Alors les inconvénients s'accumulent ; alors naît l'importante question de l'intérêt commun. Convient-il maintenant de souffrir le ravage d'une foule d'instances d'expropriation forcée dont les frais vont dévorer une portion précieuse de l'actif de la succession, ou de maintenir l'héritier bénéficiaire dans le pouvoir de vendre dans une forme économique, prompt et rassurante pour l'intérêt de tous ? Voilà toute la question. Comment ne pas la résoudre en faveur de l'héritier, lorsque la loi, l'équité naturelle, la bonne foi, l'intérêt bien entendu des créanciers, parlent unanimement pour lui, et demandent qu'on ne livre pas le gage commun au feu dévorant des procédures ?

Parce qu'une succession, répliquaient les intimés, n'est acceptée que sous bénéfice d'inventaire, les droits des créanciers doivent-ils être sacrifiés aux intérêts et aux calculs de l'héritier ? Voilà, en définitive, le problème à résoudre. Sa solution se trouve naturellement dans la loi, qui est claire et précise à cet égard. Aux termes de l'art. 2213 du Code civil, le créancier porteur d'un titre authentique et exécutoire est autorisé à poursuivre la vente des immeubles de son débiteur ; suivant l'art. 877, le titre exécutoire contre le défunt le devient également contre l'héritier, huit jours après sa simple signification.

---

(1) Voy. cet arrêt, tom. 8, pag. 624.

simultanément par ses créanciers. Pourquoi l'héritier serait-il plus favorablement traité? Est-ce que l'héritier bénéficiaire ne représente pas le défunt comme l'héritier pur et simple? est-ce qu'il n'est pas tenu de ses obligations, au moins jusqu'à concurrence de la valeur des biens? Par conséquent le créancier du défunt peut exercer contre l'héritier bénéficiaire tous les droits qu'il avait contre son auteur, et de la même manière. On a parlé d'inconvéniens ! Mais en est-il un plus grand que celui de livrer le créancier dont le titre est exécutoire aux lenteurs qui peuvent résulter des expertises, de la situation des biens plus ou moins éloignés, de l'incurie ou de l'inactivité de l'héritier, et de mille autres circonstances que l'on ne peut prévoir? Est-ce que l'on peut ainsi se jouer de la foi du contrat, rompre l'attente du créancier, et l'exposer à tous les désagréments inséparables d'une libération lente, et qui peut le forcer lui-même d'ajourner ses engagements ?

Le 20 septembre 1821, ARRÊT de la Cour royale de Paris, chambre des vacations, MM. *Gairal* et *Caubert* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Faisant droit sur l'appel du jugement rendu par le tribunal civil de Pontoise, le 26 juillet dernier ; — Attendu que, si les créanciers d'une succession bénéficiaire ont le droit incontestable, en vertu de leurs titres, de procéder par voie de saisie mobilière et immobilière sur les biens de leur défunt débiteur, il n'est pas moins certain que la loi constitue l'héritier bénéficiaire administrateur des biens de la succession, et le charge en conséquence de toutes les opérations que la liquidation peut exiger ; qu'il ne s'agit pas de mettre en contradiction ces droits respectifs et de les rendre inutiles l'un par l'autre, mais de les accorder, et que le moyen de conciliation indiqué par la raison et constamment adopté par la jurisprudence est de laisser l'héritier bénéficiaire, tant qu'il ne méseuse pas, pleinement libre dans son administration, sans souffrir qu'elle soit troublée ou paralysée par les poursuites intempestives des créanciers ; — Qu'ainsi, s'il est question de la perception des revenus ou du recouvrement des dettes actives de la succession, l'héritier doit les faire, sans que les créanciers puissent l'en empêcher par des saisies-arrêts et oppositions en-



tre les mains des débiteurs, sauf à eux d'exiger qu'il donne caution du montant de ses recettes, ou qu'il en fasse le dépôt, que, s'il s'agit de la vente du mobilier compris en l'inventaire, c'est également à l'héritier qu'il appartient de la poursuivre en la forme prescrite par la loi, et que, hors le cas de négligence ou malversation, les créanciers ne seraient pas admis à procéder par voie de saisie-exécution ou à s'emparer de la poursuite; qu'enfin, si, pour opérer la liquidation, il faut venir à l'aliénation des immeubles, c'est toujours à l'héritier, hors le cas ci-dessus, de la provoquer, soit par vente volontaire et publique, soit par licitation, s'il y a plusieurs héritiers, sans qu'on puisse recourir à la voie de l'expropriation forcée; — Que cette latitude nécessaire, accordée à l'héritier bénéficiaire, ne préjudicie en rien aux droits des créanciers, qui, toujours maîtres de la surveiller, et même expressément autorisés par la loi à se rendre intervenans dans l'instance de liquidation et de partage, peuvent, en cas de demeure ou de négligence de sa part, demander d'être subrogés à la poursuite; — Qu'il n'est pas vrai que ce mode d'aliénation soit moins favorable aux créanciers que la voie de l'expropriation forcée; qu'il est au contraire certain et généralement reconnu que l'adjudication par vente volontaire est infiniment plus avantageuse que celle par expropriation forcée, et que la supériorité du prix résultante de la première compense largement le faible profit que les créanciers pourraient faire, dans la seconde, par l'immobilisation de quelques portions de fruits; que c'est pour cela qu'on voit tous les jours dans les tribunaux une partie saine demander et obtenir, du consentement de ses créanciers, que la vente forcée soit convertie en vente volontaire; au lieu qu'on n'a jamais vu substituer à une vente volontaire légalement introduite le mode d'expropriation forcée; qu'en supposant qu'il y ait eu négligence du côté de la partie de Gairal, ce n'était pas une raison à ses créanciers pour introduire une saisie immobilière, mais uniquement pour demander la subrogation à la poursuite existante; — Qu'en fait, aucun reproche raisonnable ne saurait être adressé à la partie de Gairal; qu'elle a formé la demande en liquidation, partage et licitation, aussitôt qu'elle a pu; qu'elle s'est même engagée par des conclu-

expresses, que la justice a approuvées, et dont il lui a donné acte, à terminer toute opération dans le terme d'un an; que les contradictions l'en ont empêchée, d'abord l'appel, ensuite la saisie immobilière, et qu'il serait injuste de lui opposer un retard qui n'est que le fait de ses adversaires; — assistant au surplus dans les motifs de l'arrêt par défaut, du 21 mai 1821, DÉBOUTE Lefèvre-Boucher, de Clérey et consorts, de leur opposition audit arrêt; ordonne qu'il sera exécuté selon sa forme et teneur; condamne lesdits Lefèvre-Boucher et consorts aux dépens. »

*Nota.* La question soumise à la Cour royale est importante d'une solution difficile. Le défaut de précision dans les lois sur la matière, la contrariété des arrêts, les inconvéniens que présente l'adoption de l'un ou l'autre système, semblent favoriser la diversité des opinions et la controverse qui s'est établie sur ce point de jurisprudence.

Le défaut de précision dans les lois ! En effet il est bien vrai que, par l'art. 803 du Code civil, l'héritier bénéficiaire est chargé d'administrer les biens de la succession, qu'aux termes de l'art. 806, il ne peut vendre les immeubles que dans les formes prescrites par les lois sur la procédure, et qu'il doit en léguer le prix aux créanciers hypothécaires, qui se font connaître. Mais, d'un autre côté, l'art. 877 veut que le titre exécutoire contre le défunt le soit également contre l'héritier, huit jours après sa signification. L'art. 2215 dispose que le créancier porteur d'un titre exécutoire est autorisé à pourvoir la vente forcée des immeubles de son débiteur. Or, comme aucun de ces articles n'affranchit l'héritier bénéficiaire de l'exécution du titre et de l'obligation de subir la vente forcée, il est au moins permis de douter et de se demander s'il n'est pas soumis, comme l'héritier pur et simple, si, parce qu'il a jugé convenable à son intérêt de n'accepter que sous bénéfice d'inventaire, cette circonstance doit être préjudiciable au créancier et avoir l'effet de paralyser l'exécution de son titre.

La contrariété des arrêts ! Effectivement, si la Cour de Paris a jugé par l'arrêt qui précède que, dans le cas posé, la

voie de l'expropriation est interdite au créancier porteur d'un titre exécutoire, et que c'est à l'héritier à provoquer et à faire l'expropriation des immeubles, on peut lui opposer un arrêt contraire de la Cour de Bourges, rendu le 15 mars 1807, et surtout l'arrêt de cassation du 29 octobre 1807, qui pose en principe qu'aucune loi n'interdit au créancier dont le titre est exécutoire « le droit de poursuivre l'expropriation forcée des immeubles qui sont devenus son gage, dans le cas même où ils seraient administrés par un héritier bénéficiaire qui ne peut exercer des procédures pour parvenir à la vente. (1) »

La parité des inconvéniens ! Car, si c'en est un de voir une succession exposée au ravage de plusieurs expropriations forcées à la fois, il faut aussi convenir que ce n'est pas un inconvénient moins grave de paralyser ou de suspendre dans les mains du créancier l'exécution du titre sur la foi duquel il a contracté, de le livrer aux lenteurs inséparables des procédures, et souvent de l'exposer lui-même, par ces retards multipliés, aux poursuites résultantes de l'inexécution de ses engagements.

Telles sont les raisons de douter et qui semblent justifier deux opinions contraires. Il ne nous appartient pas sans doute de trancher cette grande difficulté ; mais nous faisons des vœux pour qu'un arrêt souverain vienne enfin mettre un terme aux incertitudes, en proclamant le véritable sens de la loi.

## COUR D'APPEL DE RIOM.

*Le procès verbal tendant à l'arrestation d'un individu dans sa*

---

(1) La contrariété est la même sur la question de savoir si on peut saisir et arrêter des deniers appartenans à une succession bénéficiaire. La Cour de Paris a jugé la négative par arrêt du 27 juin 1820. Voy. tom. 22, pag. 581. Mais on peut opposer à cet arrêt un autre arrêt de la Cour de cassation, du 8 décembre 1814, qui décide que, d'après l'art. 557 du Code de procédure, tout créancier peut saisir et arrêter les sommes appartenant à son débiteur ; que cette disposition, étant générale, n'admettait point d'exception pour le cas où la succession du débiteur est acceptée sous bénéfice d'inventaire, etc. Voy. tom. 16, pag. 754.

maison ou dans une maison tierce peut-il être coupé en deux parties et rédigé par l'huissier en deux temps différens? (Rés. nég.)

CONTRAIRE, le procès verbal d'arrestation doit-il être fait d'un seul contexte, sans diverir à autres actes, et contenir la mention de toutes les formalités prescrites, notamment de la réquisition faite au juge de paix de son ordonnance et de son transport sur les lieux? (Rés. aff.)

Huissier instrumentaire, naturellement responsable des nullités qu'il commet dans les actes de son Ministère, peut-il néanmoins être renvoyé de la demande en dommages et intérêts formée contre lui par son client, si les circonstances le rendent excusable? (Rés. aff.)

REGNARD, C. FAUQUE ET PICARD.

Ces questions ont été ainsi résolues par un ARRÊT de la Cour d'appel de Riom, du 21 septembre 1821. (Voy. le tom. 1<sup>er</sup> de 1823, pag. 449.)

## COUR DE CASSATION.

Un duel peut-il, suivant les circonstances, être qualifié assassinat, notamment lorsque, les combattans étant convenus de se battre au pistolet, à six pas, celui que le sort a favorisé a voulu tirer à cette distance, malgré les instances des témoins et quoiqu'il eût la presque-certitude d'atteindre son adversaire? (Rés. aff.)

TREINS.

Les circonstances de l'espèce sont suffisamment énoncées dans l'arrêt suivant.

Du 21 septembre 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. Bris président, M. Bailly rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Freteau-de-Pény, avocat-général; — Statuant sur le pourvoi du procureur-général près la Cour royale de Limoges envers l'arrêt de la chambre d'accusation de cette Cour, qui a prononcé qu'il y avait lieu à accusation contre Jean-Baptiste Treins, pour cause

d'assassinat ; — Attendu que , par cet arrêt , il a été déclaré qu'il résultait de l'instruction que ledit Treins et le sieur Damarzid « avaient voulu se battre au pistolet à six pas de distance ; que , lorsque le sort fut décidé que Treins tirerait le premier , les assistans tentèrent encore de les engager à s'éloigner ; mais que Treins s'y refusa formellement ; qu'il tira son coup de pistolet , dont la balle atteignit Damarzid... , qui mourut des suites de cette blessure dans la soirée du même jour ; — Que ledit Treins a été le provocateur , qu'il a tiré le premier , et malgré les instances des assistans , à une distance tellement rapprochée , qu'il avait à peu près la certitude d'atteindre celui sur lequel son arme était dirigée ; — Que ces circonstances ainsi reconnues font sortir le combat singulier dans lequel ledit Treins a donné la mort audit Damarzid de la classe des duels qui n'ont pas été compris parmi les faits qualifiés crimes et punis par les lois actuellement en vigueur ; (1) — Attendu , d'ailleurs , que l'arrêt attaqué a été rendu par cinq juges , et qu'il a été précédé des conclusions du Ministère public ; — **REJETTE** , etc. »

*Nota.* Le sieur Treins, renvoyé devant la Cour d'assises du département de la Corrèze, a été déclaré non coupable par le jury , et a été acquitté.

### COUR DE CASSATION.

*Les arrêtés émanés de l'autorité municipale sont-ils obligatoires pour tous les individus qui en sont l'objet , tant qu'ils n'ont pas été réformés ou modifiés par l'autorité supérieure ?*  
( Rés. aff. ) (2).

**PLUS PARTICULIÈREMENT, l'autorité municipale a-t-elle le droit de défendre aux propriétaires d'ânes de les envoyer paître**

(1) Voy. tom. 21 , pag. 259, et tom. 1<sup>er</sup> de 1825, pag. 299, les arrêts de la Cour de cassation qui jugent que , dans l'état actuel de notre législation , le meurtre commis en duel ne constitue ni un crime ni un délit.

(2) Voy. sur cette question le tom. 21, pag. 588.

*dans les champs sujets au parcours des bestiaux ?* (Rés. aff.)

LE MINISTÈRE PUBLIC, C. NOEL ET CHARTON.

Les sieurs *Noel* et *Charton* avaient été condamnés par un jugement du tribunal de simple police à une amende de 2 fr., pour avoir fait paître des oies dans les champs sujets au parcours des troupeaux, malgré l'arrêté prohibitif pris par le maire de Villeparisis, le 26 juillet 1821.

M. le *Procureur-général* près la Cour de cassation a, suivant l'ordre qu'il en avait reçu de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, déféré ce jugement à la censure de la Cour suprême, en ce que le fait dont il s'agit ne constitue ni délit ni contravention, et ne rentre point dans les objets de police auxquels les corps municipaux sont autorisés à faire des réquisitions.

Pourtant, M. le procureur-général, en développant ce moyen, est convenu que la fiente des oies corrompt les pâturages, qu'elle est pernicieuse particulièrement aux bêtes à laine, et que sous ce rapport l'arrêté du maire pourrait être regardé comme un règlement de salubrité, qui rentrerait dans la disposition de l'art. 3 du titre 11, de la loi du 24 août 1790. Le Ministère public ajoute, en terminant, qu'au surplus cette question, indépendamment de l'opinion vers laquelle paraît incliner le chef de la justice, mérite d'être soumise aux lumières de la Cour de cassation, et d'être résolue par elle.

Du 11 octobre 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. *Barès* président, M. *Aumont* rapporteur, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Hud*, avocat-général ; — Attendu que, d'après les art. 5, tit. 11, de la loi du 24 août 1790, et 46, tit. 2, de celle du 22 juillet 1791, les corps municipaux ont le pouvoir de faire des arrêtés en matière de police et qu'il résulte des art. 1, 2 et 5 de la première de ces lois, que les tribunaux de police qui remplacent les corps municipaux pour le jugement du contentieux en cette partie sont chargés aujourd'hui de la répression des contraventions à ces arrêtés, lorsque ceux-ci sont relatifs à l'exécution des lois prononçant des peines de police, ou qu'ils portent sur des objets confiés à l'autorité municipale, soit par

l'art. 5, tit. 11, de la loi du 24 août 1790, soit par des lois postérieures; que la loi du 6 octobre 1791 sur la police rurale et celle du 28 pluviôse an 8 ont donné aux administrations municipales le pouvoir de régler, dans chaque commune où le droit de parcours a lieu, l'exercice de ce droit, par conséquent d'ordonner les mesures propres à en prévenir ou à en réprimer l'abus, ainsi que toute entreprise tendante à détériorer les pâturages, et à priver ainsi les communes de l'avantage qu'elles doivent retirer de la jouissance du droit dont il s'agit pour la nourriture de leurs troupeaux; que les arrêtés pris à cet effet par le pouvoir municipal sont donc dans l'ordre légal de ses attributions; que ce sont des réglemens de police qui doivent recevoir toute leur exécution tant qu'ils ne sont pas réformés ou modifiés par l'autorité administrative supérieure; que les contraventions qui y sont commises sont, d'après la disposition de l'art. 5 du tit. 11 de la loi du 24 août 1790, punissables de peines de police, et que c'est un devoir rigoureux pour les tribunaux de prononcer ces peines contre les contrevenans; — Attendu que, par un arrêté du maire de Villeparisis, du 26 juillet dernier, il est défendu à tous propriétaires d'oies de les envoyer paître dans aucun temps et dans aucuns champs sujets au parcours des troupeaux et des vaches; que Pierre-François Noël et Pierre Charton, traduits, à la requête du Ministère public, au tribunal de police du canton de Claye, comme prévenus de contravention à cet arrêté, ont été déclarés coupables et condamnés en conséquence à 2 francs d'amende et aux frais de l'instance; que, s'il est des habitans de la commune de Villeparisis qui se croient fondés à se plaindre dudit arrêté, le recours à l'autorité supérieure leur est ouvert, et qu'ils ont sans doute le droit de porter leurs réclamations devant le préfet du département à qui il appartient de les juger et de les apprécier; mais qu'autant long-temps qu'il subsiste, il est obligatoire pour tous les individus qui en font l'objet, et que ses infracteurs sont soumis à des peines de police; qu'en prononçant contre Noël et Pierre Charton, reconnus coupables de la contravention dénoncée par le Ministère public, une condamnation de deux francs d'amende, loin de commettre un excès de pouvoir et de mé-



maître les bornes de sa compétence, le tribunal de police du canton de Claye s'est parfaitement conformé aux principes des lois de la matière; — D'après ces motifs, Dit qu'il n'y a lieu de faire droit au réquisitoire. »

---

### COUR D'APPEL DE PARIS.

*Paris, un appartement loué à raison de 4,000 fr. par an peut-il être assimilé, pour le délai du congé, à un corps de logis entier, et, par suite, le congé qui en aurait été donné, non à six mois, mais à trois mois seulement, peut-il être déclaré nul? (Rés. aff.)*

PANTIN, C. LA COMTESSE DE FUMELLE.

Ainsi jugé par un ARRÊT de la Cour royale de Paris, du 12 octobre 1821. Voy. les faits, la discussion et l'arrêt, au tom. 1<sup>er</sup> 1823, pag. 273.

---

### COUR DE CASSATION.

*Le cautionnement fourni par le prévenu pour obtenir sa liberté provisoire, a-t-il pour objet non seulement de l'obliger à se présenter pour exécuter le jugement qui serait prononcé contre lui, mais encore de garantir qu'il ne fera pas défaut, et qu'il comparaitra à chaque acte de la procédure; en telle sorte que, s'il vient à faire défaut, ou s'il ne comparait pas à chaque réquisition, le tribunal saisi de l'affaire puisse déclarer le cautionnement définitivement acquis au Trésor? (Rés. nég.) Cod. d'instr. crim., art. 120 et 121.*

LE SIEUR CAUCHOIS-LEMAIRE, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Le sieur Cauchois-Lemaire, l'un des rédacteurs du journal intitulé *le Miroir*, a été poursuivi par le Ministère public comme prévenu d'avoir, dans un écrit par lui publié, 1<sup>o</sup> provoqué à la guerre civile en excitant les citoyens à s'armer les uns contre les autres, provocation non suivie d'effet; 2<sup>o</sup> d'avoir commis le délit d'offenses envers la personne du Roi et

les membres de la famille royale; et, par arrêt du 29 juin 1821, la chambre d'accusation de la Cour royale de Paris l'a renvoyé devant la Cour d'assises de la Seine, pour être jugé sur ces deux délits.

Sur la demande du prévenu, arrêt du 6 juillet suivant, qui ordonne sa mise en liberté provisoire, à la charge par lui de fournir un cautionnement de 20,000 fr. — Cette somme a été déposée par le sieur Cauchois-Lemaire dans la caisse de la direction de l'enregistrement.

Le prévenu, ayant été cité ensuite pour l'audience de la Cour d'assises du 9 août même année, n'a point comparu, ni personne pour lui. Toutefois, le président a annoncé qu'il avait reçu extrajudiciairement du prévenu une lettre par laquelle ce dernier se disait dans un état de maladie telle qu'il lui était impossible de se rendre à l'audience. Un certificat de médecin était joint à cette lettre. Mais cette excuse n'a point paru suffisante au Ministère public, qui a formé un réquisitoire tendant à ce que, attendu que le sieur Cauchois-Lemaire faisait défaut, et que du certificat irrégulièrement produit il ne résultait pas qu'il lui fût absolument impossible de se trouver à l'audience, le cautionnement fourni par lui fût déclaré définitivement acquis au Trésor.

La Cour était sur le point de prononcer son arrêt, lorsque le défenseur du sieur Cauchois-Lemaire, ayant demandé la parole, conclut à la remise de la cause à une prochaine session, attendu que son client était hors d'état de se présenter actuellement à l'audience et de soutenir les débats.

Néanmoins, arrêt par lequel la Cour, après avoir de nouveau entendu le Ministère public, déclare le cautionnement du sieur Cauchois-Lemaire définitivement acquis au Trésor, et ordonne qu'il sera passé outre au jugement par défaut sur le fond. — Autre arrêt, en effet, qui prononce la condamnation par défaut.

Opposition, de la part du sieur Cauchois-Lemaire, tant à l'arrêt qui confisque son cautionnement qu'à celui qui le condamne au fond.

Mais, le 31 août, 1821, arrêt contradictoire qui, sur la déclaration du jury, le condamne à une année d'emprisonnement.

à une amende de 2,000 fr., comme coupable sur les deux chefs d'accusation.

Et, par autre arrêt du lendemain 1<sup>er</sup> septembre, il est ordonné que la décision précédente, qui a déclaré le cautionnement du sieur Cauchois-Lemaire irrévocablement acquis à l'Etat, recevra son exécution.

Le sieur Cauchois a déféré à la censure de la Cour régulatrice les deux arrêts qui pronouçaient la confiscation de son cautionnement. Il a prétendu que cette décision, dans la circonstance où il avait formé opposition en temps utile aux arrêts par défaut rendus contre lui ; et où il s'était présenté pour subir la peine à laquelle il pourrait être condamné, enfermait la violation des art. 120 et 121 du Code d'instruction criminelle.

L'arrêt suivant contient une analyse lumineuse des moyens du demandeur. Il nous suffira de rappeler que M. le conseiller rapporteur a pensé que la nécessité pour le prévenu de se représenter à tous les actes de la procédure et à toutes les réquisitions qui lui sont faites est établie par toutes les lois sur instruction criminelle ; mais nulle part, néanmoins, a ajouté le magistrat, on ne trouve écrit, en termes exprès et formels, que la perte du cautionnement soit la peine de la non-représentation à un acte quelconque de la procédure. Cette peine n'est établie jusqu'ici que par voie d'induction et de conséquence.

Du 19 octobre 1821, ARRÊT de la section criminelle, M. Barthe président, M. de Candonné rapporteur, M. Odillon-Barrot avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Hum, avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en la chambre du conseil ; — Vu les art. 120 et 121 du Code d'instruction criminelle ; — Vu aussi les art. 117, 118, 119, 122, 125 et 126 du même Code ; — Attendu que, la peine d'emprisonnement à laquelle peut être soumis le délit qui est l'objet des poursuites ayant été déterminée dans l'art. 119, conjointement avec l'amende et les réparations civiles qui peuvent en être la suite, comme la base sur laquelle doit être fixé le montant du cautionnement exigé pour la liberté provisoire, il s'ensuit que la destination de ce cautionnement est de servir de gage non sou-

lement aux frais de poursuites , aux réparations civiles et à l'amende , ainsi que le prescrit l'art. 121 ; mais encore à l'exécution de la peine d'emprisonnement , si elle est prononcée par le jugement définitif ; qu'il s'ensuit aussi , par une conséquence ultérieure ; que lorsque , par le résultat des poursuites , il n'y a point eu de condamnation à cette peine , ou bien lorsque le prévenu qui avait fait défaut se représente , lors de la notification du jugement , pour la subir , ou bien encore lorsque , étant arrêté en exécution de l'art. 125 , il se trouve dans les liens de la justice , ce qui reste sur le montant du cautionnement , après le prélèvement des frais , des réparations civiles et de l'amende , ne peut être réputé acquis au Trésor public , et doit être restitué à la caution ; qu'un prévenu reçu à caution qui ne se représente pas à tous les actes de la procédure , trompe la foi promise ; qu'il commet une faute , mais qu'il ne se rend pas coupable d'un délit ; que sa faute doit lui faire supporter les frais frustratoires qui en sont résultés ; qu'elle donne ouverture à l'exécution de la soumission prescrite par l'art. 120 ; qu'elle le dépourvoit de la confiance de la loi et le soumet aux dispositions des art. 125 et 126 , mais que là finissent les mesures de rigueur qu'elle lui fait encourir ; que ce prévenu peut être définitivement déclaré innocent du délit pour lequel il est poursuivi ; que , dans ce cas , la perte de son cautionnement serait contraire à l'équité ; que , s'il est déclaré coupable de ce délit , sa présence pour l'exécution de sa condamnation désintéresse la vindicte publique , qui ne peut avoir tout à la fois le droit de le retenir dans les liens de la peine et celui de le priver du gage qu'il avait fourni pour assurer l'exécution de cette peine ; que , dans toutes les matières civiles et criminelles , les condamnations par défaut s'anéantissent par la comparution dans les délais réglés par la loi ; qu'admettre qu'un prévenu , par son défaut de se représenter à un acte de la procédure , aurait irrévocablement perdu son cautionnement , ce serait refuser pour une simple faute l'application d'un principe de justice et d'humanité admis même pour les crimes ; que les peines ne peuvent être établies par des expressions équivoques , et que , si une loi présente des doutes dans son interprétation , elle doit être entendue dans le sens le plus généreux et le plus moral ; mais

aucun article du Code d'instruction criminelle ne renferme des dispositions dont on puisse même induire que, par le fait de la non-comparution du prévenu à un acte de la procédure, le cautionnement fourni pour sa liberté provisoire soit acquis à l'Etat ; — Que, d'après l'art. 120, lorsque le cautionnement a été admis en immeubles, et qu'ainsi il n'a pas été déposé en espèces, la caution doit faire sa soumission de payer entre les mains du receveur de l'enregistrement le montant du cautionnement, en cas que le prévenu soit constitué en défaut de se présenter ; que, d'après l'art. 118, le prévenu, dans le même cas d'un cautionnement en immeubles, doit aussi faire la même soumission avant sa mise en liberté, soit qu'un tiers ait cautionné pour lui, soit qu'il ait été reçu à être sa propre caution ; que sa non-comparution à un acte de la procédure forme contre lui la présomption qu'il ne se représentera pas plus pour l'exécution du jugement ; que, dès lors, la loi a voulu que, par le seul fait de cette non-comparution, le Trésor public fût nanti d'un gage certain et disponible, et que c'est pour le recouvrement de ce gage qu'ont été ordonnées les dispositions de l'art. 122 ; mais que la somme ainsi versée dans la caisse du receveur de l'enregistrement n'y entre pas comme la propriété du fisc ; qu'elle y conserve jusque après le jugement définitif la qualité de nantissement et de dépôt ; — Que, si l'art. 120, en prescrivant l'obligation du versement dans les mains du receveur de l'enregistrement, a employé l'expression de *payer* entre les mains de ce receveur, c'est parce que, lorsque ce versement doit être fait, il est obligatoire pour la caution ; que la réalisation en espèces de son cautionnement est devenue, pour elle, une dette légale, par le défaut de se présenter de la part du prévenu ; mais que de cette expression on ne peut faire résulter la conséquence que ce versement soit fait au profit du Trésor public, et que la somme versée soit devenue sa propriété ; — Qu'en effet, l'art. 121 est corrélatif audit art. 120 ; qu'il se réfère aux sommes payées ou versées en vertu de la soumission prescrite par cet article, comme celles qui auraient été versées, lors de l'obtention de la liberté provisoire, pour un cautionnement reçu en espèces ; qu'il ne pourrait être restreint à ces dernières sommes, sans qu'on

dût faire une restriction semblable à l'égard du privilège pour lequel il dispose, ce qui ne pourrait être admis ; mais que cet art. 121 qualifie de *sommes déposées* les sommes sur lesquelles doivent s'exercer les privilèges qu'il spécifie, et que, par la nature de ses dispositions, il leur reconnaît nécessairement ce caractère jusqu'à l'exécution du jugement définitif ; qu'il en résulte que les sommes formant le montant du cautionnement, soit qu'elles aient été déposées lors de l'obtention de la liberté provisoire pour un cautionnement en argent, soit qu'elles aient été versées ou *payées* dans un cautionnement en immeubles, lorsque le prévenu a été constitué en défaut de se représenter et en exécution de la soumission de l'art. 120, conservent le caractère de dépôt jusque après le jugement définitif, et que ce n'est que par le refus du prévenu de se représenter pour l'exécution de ce jugement qui l'aurait condamné à une peine d'emprisonnement que ce qui reste de ces sommes, après la distraction des créances auxquelles elles sont affectées par privilège, peut devenir la propriété du Trésor public ; que, du reste, la loi ne s'est pas bornée à exiger qu'au cas de la non-comparution du prévenu à un acte de la procédure, le Trésor public fût nanti d'un gage en espèces pour l'exécution des condamnations ; qu'elle a aussi prescrit contre la personne de ce prévenu des mesures coactives qui doivent être exécutées simultanément avec celles relatives à ce gage ; qu'ainsi ce prévenu est privé, par l'art. 125, de la liberté provisoire qui lui avait été accordée, et qu'il doit être arrêté ; que, d'après l'art. 126, il ne peut plus être reçu à l'avenir à demander de nouveau d'être mis en liberté, moyennant caution ; — Et attendu, dans l'espèce, que le sieur Cauchois-Lemaire, à qui l'ordonnance du président qui avait fixé le 9 août pour le jugement avait été notifiée ne se présenta pas ; qu'il transmit ses motifs d'excuse et demanda le renvoi de la cause ; que la Cour d'assises rejeta ses excuses, déclara acquis définitivement au profit de l'Etat le cautionnement de 20,000 fr. déposé par lui pour sa liberté provisoire, et prononça qu'il serait passé outre au jugement par défaut sur le fond du procès ; que, sur l'opposition formée par Cauchois-Lemaire envers cet arrêt, la Cour d'assises, après avoir procédé au débat et au jugement du pro-

instruit contre lui, entendit son défenseur sur ses moyens d'opposition ; que celui-ci fit valoir, entre autres moyens, que prévenu s'était constitué volontairement prisonnier et qu'il était présent à la barre de la Cour ; que néanmoins la Cour d'assises, par son arrêt des 31 août et 1<sup>er</sup> septembre, débouta Choisy-Lemaire de son opposition, et ordonna que l'arrêt du 9 août serait exécuté selon sa forme et teneur ; qu'en faisant ainsi cette Cour a violé l'art. 121, et faussement appliqué l'art. 120 du Code d'instruction criminelle ; — CASSE. »

## COUR DE CASSATION.

*Arrêt de condamnation intervenu contre un accusé contumax, postérieurement à son décès, ne peut-il être rétracté que par la Cour d'assises qui l'a rendu (Rés. aff.)*

LES VEUVE ET ENFANS PILLOT, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Est-ce à la Cour de cassation qu'il faut s'adresser pour obtenir l'annulation d'un arrêt par contumace rendu contre un homme mort avant la condamnation ? Au contraire, cet arrêt ne peut-il être rétracté que par la Cour d'assises qui l'a rendu ? Telle était, dans l'hypothèse, la question soumise à la Cour régulatrice. Voici dans quelles circonstances.

Le 26 mai 1817, *Jean-François Pillot*, alors agent de change, disparut, après avoir cessé ses paiemens. Un jugement du tribunal de commerce, en date du 4 juin suivant, le déclara en état de faillite.

Diverses plaintes en banqueroute frauduleuse furent portées contre lui. Une longue instruction fut faite ; et, par arrêt de la Cour royale de Paris, chambre des mises en accusation, Pillot fut mis en état d'accusation pour le crime de banqueroute frauduleuse qui lui était imputé.

Après les significations et publications exigées par la loi pour interpellier l'accusé absent, personne ne s'est présenté. En conséquence, la Cour d'assises a rendu, le 20 juin 1820, un arrêt par contumace qui a condamné Pillot à la peine des travaux forcés à perpétuité.

Le 4 juillet 1821, une requête est présentée à la Cour d'assi-



ses, au nom de la femme *Pillot* et de ses enfans. On y expose que l'arrêt par contumace du 20 juin 1820 a été rendu postérieurement au décès de *Pillot* père, arrivé le 26 février précédent ; qu'ainsi la condamnation intervenue contre cet individu devait tomber, comme ayant été rendue contre une personne qui n'existait plus, et contre laquelle, dès lors, il n'y avait plus d'action publique. On ajoute qu'un acte émané des mêmes juges qui ont prononcé la condamnation est nécessaire pour réparer cette erreur, et l'on termine en suppliant la Cour d'assises d'indiquer jour pour exposer à l'audience la demande que l'on forme en rétractation de l'arrêt par contumace du 20 juin 1820.

Cette requête est communiquée au Ministère public, qui déclare s'opposer à ce que les fins des requérans leur soient accordées, en ce qu'elles violent les règles de la compétence, la Cour d'assises ne pouvant se déjuger.

La réclamation ayant été renvoyée à l'audience, le Ministère public reproduit son moyen d'incompétence, et conclut à ce que les requérans soient renvoyés à se pourvoir devant qui de droit.

Le 13 septembre 1821, arrêt de la Cour d'assises qui, vu la requête présentée par les veuve et enfans *Pillot*, et l'acte de décès de *Pillot* père, antérieur à l'arrêt par contumace contre lui rendu le 20 juin 1820 ; — Attendu que l'action publique s'éteint par la mort de l'accusé, et qu'il appartient à la Cour qui a prononcé sur la contumace de statuer sur la demande en nullité dudit arrêt ; — Attendu que les veuve et enfans *Pillot* ont intérêt et qualité pour former une pareille demande ; — Sans s'arrêter à l'exception d'incompétence, et faisant droit sur la demande des veuve et enfans *Pillot*, déclare ledit arrêt du 20 juin 1820 comme non avenu, et dit qu'il n'y a lieu à poursuites ultérieures.....

M. le procureur-général près la Cour royale de Paris s'est pourvu en cassation de cet arrêt, pour violation des règles de la compétence et de l'ordre des juridictions.

Ce magistrat, dans un mémoire fort étendu, a cherché à établir 1<sup>o</sup> que la Cour d'assises n'était pas compétente pour rétracter son arrêt du 20 juin 1820 ; 2<sup>o</sup> qu'il n'appartenait qu'à la Cour de cassation d'annuler cet arrêt.

L'incompétence de la Cour d'assises résultait, selon M. le procureur-général, de la nature même de sa composition. Seulement-ce, disait-il, les jurés ou les magistrats qui prononceraient? Les derniers pourraient-ils apprécier les motifs de détermination qui ont pu diriger les autres? Quelle serait d'ailleurs la forme de procéder? Une semblable révision par les magistrats composant la Cour d'assises ne serait-elle pas la subversion totale de l'institution même du jury? Les magistrats annulleraient-ils définitivement la condamnation, ou renverraient-ils à de nouveaux débats? Voilà autant de questions qui tendent à établir l'incompétence de la Cour d'assises.

De cette observation générale le Ministère public est passé à la discussion des moyens particuliers, d'où l'on pourrait induire que la Cour d'assises peut, à l'exemple des tribunaux civils, rétracter ses propres jugemens; il a démontré que les *recours pris des jugemens par défaut, de la tierce opposition et de la requête civile*, étaient absolument inadmissibles en matière pénale, parce qu'on ne peut pas transporter au criminel des principes uniquement destinés à régir les affaires civiles.

A-t-on été plus heureux, poursuit M. le procureur-général, dans l'analogie prise des matières criminelles elles-mêmes. On l'a cherchée, cette analogie, dans les cas de reconnaissance de l'identité des individus condamnés, évadés et repris, prévus par les art. 518 et suivans du Code d'instruction criminelle; et on a fait remarquer qu'alors c'était à la Cour qui avait prononcé la condamnation qu'il appartenait de statuer sur l'identité. Mais quel rapport y a-t-il de ce cas à celui dont s'agit ici? Reconnaître l'identité d'un homme condamné n'est pas faire un acte de juridiction, puisque ce n'est rien changer à l'état des choses résultant du précédent arrêt de condamnation: c'est, au contraire, et uniquement, continuer l'exercice d'une juridiction appartenante à la Cour qui a prononcé la condamnation, puisque c'est seulement déclarer que l'arrêt intervenu s'applique à celui qui en a été réellement l'objet. Dans ce cas, rien de plus juste et de plus conforme à l'ordre des juridictions que d'attribuer une semblable reconnaissance aux Cours elles-mêmes qui ont prononcé l'arrêt de

condamnation. Mais la réclamation présentée par les veuve et enfans Pillot offre un tout autre caractère ; c'est contre l'arrêt rendu qu'elle se dirige ; elle a pour but de le faire annuler.

Voudrait-t-on argumenter ici de ce que l'arrêt n'a été rendu que par une erreur de fait et de ce qu'il est entaché d'une nullité radicale évidente ? Mais qu'importe l'évidence ? Cela ne change rien aux principes , et ne prouve nullement la compétence de la Cour d'assises. Des exemples le font mieux sentir cette vérité. Supposons une condamnation portée contradictoirement par une Cour d'assises contre un étranger attaché à l'ambassade de sa nation : certes la condamnation est nulle et la nullité est radicale, aux termes de la loi du 13 ventôse an 2, qui défend à toute autorité française d'attenter à la personne des ambassadeurs et de leur suite. L'action publique devant les tribunaux français n'existerait pas plus contre cet étranger qu'elle n'existait contre l'homme décédé avant l'arrêt par contumace. Eh bien ! appartient-il à la Cour d'assises qui aura prononcé la condamnation contre cet étranger d'annuler elle-même son arrêt, sur le motif que l'action n'existait pas ? Non : évidemment, elle ne le pourrait pas ; le pouvoir supérieur seul en aurait le droit.

Un homme a été condamné à mort pour avoir assassiné un individu. Depuis la condamnation, il obtient la preuve de l'existence de ce dernier : il est évident que la condamnation n'est ici que le fruit de l'erreur, puisque l'homme qu'on suppose victime d'une mort violente existe encore. Eh bien ! le condamné pourra-t-il s'adresser à la Cour d'assises, qui l'a jugé, et lui demander la rétractation de son arrêt, en amenant à sa barre l'individu supposé assassiné, et en prouvant ainsi que le corps du délit n'existant pas, il n'y avait pas contre lui d'action publique ? Non, il ne le pourra pas ; la Cour d'assises serait sans pouvoir, quelle que fût alors l'évidence du motif qui dût opérer la nullité de son arrêt : c'est à la Cour de cassation qu'il faudrait recourir, conformément à l'art. 444 du Code d'instruction criminelle. Il est donc bien clair que la nature et le plus ou le moins d'évidence de la nullité ne font absolument

la question, et que les principes sur l'incompétence de-  
vant toujours les mêmes.

Dernière analyse, les pouvoirs de la Cour d'assises sont  
par l'art. 251 du Code d'instruction criminelle ; elle juge  
individus que la chambre des mises en accusation de la  
royale lui a renvoyés. En cas de contumace et de repré-  
sentation subéquente des individus renvoyés devant elle, la  
Cour d'assises juge contradictoirement, après avoir précédem-  
ment jugé par contumace : c'est la disposition précise de l'ar-  
t. 476 du même Code. Mais, hors ces attributions, qui par-  
viennent au même principe, ou plutôt ne forment qu'une seule et  
même chose, toutes celles qu'une Cour d'assises s'attribue  
sont une usurpation, un excès de pouvoir.

Dans l'espèce, on ne peut pas dire que la réclamation sur  
la Cour d'assises de la Seine a statué, lui a été ren-  
voyée, par la chambre d'accusation. On ne dira pas non plus  
qu'il y a eu représentation subéquente de l'individu condamné  
par contumace. Il est donc évident que la Cour d'assises, en  
exécutant ses pouvoirs, a violé les dispositions des articles  
251 et 476 du Code d'instruction criminelle.

La Cour d'assises n'est pas compétente pour statuer sur la  
nullité dont il s'agit, il est dès lors évident que c'est à la Cour  
de cassation que ce droit appartient. Toutes les nullités, en  
matière criminelle, ne peuvent être prononcées que par cette  
Cour. Voilà le principe de toute la législation pénale. La con-  
sistance en est facile. Il s'agit ici de la nullité d'un arrêt ren-  
voyé par la Cour d'assises : donc la Cour de cassation seule peut  
le prononcer. Contre ces principes, qui sont la base même  
de l'esprit de la loi, on oppose l'absence de toute disposition  
relative qui ait prévu le cas actuel, et qui l'ait spécialement  
dévolue à la Cour de cassation ; mais s'il y a silence absolu de  
la loi, on reconnaîtra sans doute qu'il existe aussi-bien pour la  
Cour d'assises que pour la Cour de cassation. Eh bien ! n'est-il  
pas certain qu'à supposer toutes choses égales c'est encore à  
la Cour de cassation, essentiellement régulatrice par le but même  
de son institution, que doit appartenir de préférence un pou-  
voir supérieur que la loi n'aurait spécialement dévolu à aucun  
tribunal ! Allons plus loin ; et tout en reconnaissant que nos

Codes paraissent ne pas avoir réellement prévu le cas nouveau qui se présente aujourd'hui, disons que le texte même de la loi n'offre rien de contraire aux conséquences qui viennent d'être déduites de son esprit.

L'article 408 du Code d'instruction criminelle déclare qu'il y a ouverture à cassation lorsque, soit dans l'instruction, soit dans l'arrêt même de condamnation, il y a eu violation de quelques-unes des formalités prescrites à peine de nullité. Or, si, dans le cas particulier, la base de l'action publique a manqué, si elle n'existait plus lors de l'arrêt de condamnation, n'est-il pas clair que la loi a voulu *a fortiori* que cette violation de la première de toutes les règles de la procédure constituât aussi une ouverture à cassation? Comprendre autrement la loi, ce serait tomber dans une absurdité manifeste : on ne serait ni attribuer aucune influence au fond même des choses, lorsqu'on en accorderait une si grande à la forme; ce serait, en d'autres termes, supposer que le législateur ne protège les citoyens que dans l'accomplissement des formalités de la procédure, et non pour le fondement même de cette poursuite. Le même article 408 déclare d'ailleurs que les cas d'incompétence forment aussi des ouvertures à cassation. Or il est certain que l'accusé étant décédé avant la condamnation, l'action publique avait cessé d'exister aussitôt : d'où il résulte que la Cour d'assises, en le jugeant depuis, a jugé incompétemment, car la première de toutes les incompétences en matière criminelle est sans doute celle qui résulte du défaut d'existence de l'action publique.

L'article 410 du même Code établit encore, sous un autre rapport, les pouvoirs de la Cour régulatrice : il porte qu'il y a ouverture à cassation lorsqu'il a été prononcé par la Cour d'assises une peine autre que celle appliquée par la loi à la nature du crime. A bien plus forte raison y a-t-il aussi ouverture à cassation, quand la Cour d'assises a appliqué une peine lorsque aucune ne pouvait être prononcée. Telle est encore la position des choses : une peine a été prononcée lorsque aucune ne devait l'être. Il reste donc démontré que, sans les rapports, la loi elle-même confère à la Cour de cassation le pouvoir nécessaire pour prononcer sur le cas dont il s'agit ici.

héritiers Pillot sont intervenus pour justifier l'arrêt de ré-  
vision rendu par la Cour d'assises de la Seine. — Inutile de  
demander leurs réponses aux moyens du procureur-général dont  
le suivant contient une réfutation suffisante.

Le 25 octobre 1821, ARRÊT de la section criminelle, M.  
président, M. *Busschop* rapporteur, M. *Claveau* avo-  
cat par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Hua*, avocat-  
général; — Reçoit ladite intervention; — Et y statuant ainsi  
sur le pourvoi du procureur-général; — Considérant  
la demande faite à la Cour d'assises du département de la  
Seine par la veuve et les enfans de Jean-François Pillot, à ce  
qu'il rapportât son arrêt du 20 juin 1820, rendu par contu-  
mace contre ledit Pillot, n'était fondée sur aucun des moyens  
de réclamation ou de révision déterminés par le Code d'instruction  
criminelle; — Que leur demande était uniquement motivée  
sur ce que, le décès dudit Pillot étant arrivé avant que ledit ar-  
rêt de contumace eût été rendu, cet arrêt était dépourvu de la  
forme substantielle qui devait lui servir de base et lui donner  
le caractère judiciaire; — Que ledit arrêt, ayant été rendu par  
contumace, et conséquemment par défaut, était soumis aux  
règles générales relatives aux jugemens par défaut, et qu'ainsi  
il était susceptible d'être rapporté par les juges qui l'avaient  
rendu; — Que la Cour d'assises du département de la Seine,  
déclarant, dans les circonstances de l'affaire, son arrêt de  
contumace du 20 juin 1820 comme non avénu, s'est donc con-  
formé aux principes de la matière; — Rejette le pourvoi du  
procureur-général. »

---

## COUR DE CASSATION.

... que des parties ayant le même intérêt n'ont intenté  
qu'un seul et même pourvoi contre un seul et même arrêt,  
ne peuvent-elles puse borner à la consignation d'une seule amende?  
(Rés. aff.)

... et, par le partage, certains biens ont été laissés en com-  
mun et confiés à la garde de l'un des héritiers, celui-ci

*a-t-il pu en prescrire la propriété contre son cohéritier ?*  
(Rés. nég.)

*Peut-il au moins invoquer la prescription depuis la demande en redressement et parachèvement de partage formée contre lui ?* (Rés. nég.) Cod. civ., art. 2231 et suiv.

DAILLET, C. LEROY.

La demoiselle *Leroy* avait, par acte sous seing privé du 9 janvier 1764, fait avec son frère puîné le partage des successions de leurs père et mère communs. Par cet acte, il avait été convenu de laisser indivis certains biens dont on ne connaissait pas suffisamment la nature féodale ou roturière, et le sieur *Leroy* avait été autorisé à en percevoir les revenus, dans l'intérêt commun.

En 1772, la demoiselle *Leroy*, alors épouse du sieur *Mury*, forma au bailliage de Saint-Omer une demande en redressement et parachèvement du partage de 1764. Il parut que cette instance, et une autre tendante au même but, portées au conseil d'Artois en 1781, n'ont pas eu de suite.

Après le décès de la demoiselle *Leroy*, femme de *Mury*, les enfans *Daillet*, ses héritiers, ont formé des saisies sur le sieur *Leroy*, par le motif que des biens dépendans des successions de leurs auteurs communs étaient restés indivis, et que par la liquidation ils seraient infailliblement créanciers ; en conséquence ils demandaient que le sieur *Leroy* fût tenu d'entrer avec eux en compte et partage, et condamné à reprendre l'instance formée à cet effet en 1781, devant le conseil d'Artois. Par de nouvelles conclusions, signifiées le 24 décembre 1814, les demandeurs ont encore conclu à ce que, faute par le sieur *Leroy* de reprendre l'instance de 1781, le jugement à intervenir tint lieu de reprise.

En cet état, jugement du 23 février 1815, rendu par défaut contre *Leroy*, qui adjuge aux enfans *Daillet* leurs conclusions, tient l'instance de 1781 pour reprise, condamne le défendeur à intervenir tant lieu de reprise, qu'à l'effet de l'acte du 9 janvier 1764, et à entrer en partage des biens laissés indivis par ce même acte.

Sur l'appel, le sieur *Leroy* oppose à la demande de ses



praires la prescription de vingt ans, consacrée par l'art. 772 de la Coutume d'Artois. Il soutient que, depuis la demande d'adressement de partage formée par la dame de Mury, en 1781, demande qui avait interverti le premier titre de sa possession, il a joui *animo domini*, et qu'il a prescrit contre l'actuellement dirigée contre lui.

Le 9 mai 1818, arrêt de la Cour royale de Douai qui adopte l'exception, infirme le jugement de première instance, et déclare nulle la saisie-arrest dont il s'agit. — Attendu que Philippe-Joseph Leroy, par lui ou ses auteurs, a possédé sans interruption les biens revendiqués, depuis le 30 juillet 1781, jusqu'au 30 septembre 1816, époque de la saisie ar- formée par les intimés ; que l'art. 772 de la Coutume d'Ar- fixe à vingt années le terme de la plus longue prescrip- entre majeurs ; que l'appelant présente une possession de de vingt ans, et que par conséquent il doit y être main-

renvoi en cassation de la part des héritiers Daillet. Fausse- lication de l'art. 772 de la Coutume d'Artois, contraven- aux art. 2251 et 2252 du Code civil. Tel était le principal an des demandeurs.

On sait très-bien, disaient-ils, que la possession doit être ardée comme le principe et le fondement de la prescription ; on ne peut l'invoquer qu'autant qu'on a possédé pour soi le principe. *Animo eas (res) habendi et affectu dom-* C'est aussi dans ce sens qu'il faut entendre l'art. 772 de la Coutume d'Artois. Quant à ceux qui possèdent pour au- ils sont réputés possesseurs précaires, et ils ne peuvent acquérir par la prescription. C'est ainsi que le mari possède pour sa femme, le père de famille pour ses enfans, ritier pour ses cohéritiers, n'est jamais admis à invoquer prescription. La loi elle-même en explique le motif : c'est personne ne peut changer sa possession seul et de lui- me ; *nulla extrinsecus accedente causa, nemo sibi cau- possessionis mutare potest*. Le même principe est con- é par l'art. 2251 du Code civil. Ainsi, l'indivision ayant nuplée par l'acte de partage de 1764, et le sieur Leroy it été, par cet acte, constitué le dépositaire des deniers

communs, le mandataire de ses cohéritiers, il est évident qu'il n'a pu changer la nature de cette possession, ni prescrire contre son titre, et qu'en décidant le contraire, l'arrêt attaqué a violé la loi.

Ce serait une erreur bien grave que de vouloir considérer comme une intervention la demande en redressement et paracheèvement de partage de 1781, puisque, loin de changer la nature de la possession du sieur Leroy, cette demande ne lui était adressée qu'en sa qualité de possesseur indivis, et qu'elle n'avait d'autre objet que de mettre un terme à cette possession.

Leroy, défendeur à la cassation, a d'abord proposé contre le pourvoi de ses adversaires une fin de non recevoir prise du prétendu défaut de consignation d'amende, et voici comment il l'établissait : L'un des demandeurs en cassation, disait-il, s'est désisté de son pourvoi. Or l'amende unique consignée au nom de tous ne peut pas être appliquée à ceux qui restent en cause plutôt qu'à celui qui s'est désisté. Il n'y a donc pas d'amende consignée régulièrement ; tous les demandeurs doivent donc être indistinctement déclarés non recevables dans leur recours.

Relativement au moyen de cassation proposé, le défendeur s'est borné à prétendre que les principes invoqués par les enfants Daillet sur l'imprescriptibilité des biens indivis entre héritiers n'étaient pas applicables à la cause, et que le long temps écoulé sans poursuites depuis la demande de 1781 devait faire supposer qu'il avait été fait entre les parties des conventions, qui, à l'égard des biens dont il s'agit, avaient remplacé le partage de 1764, et l'avaient rendu sans effet.

Du 6 novembre 1821, ARRÊT de la section civile, M. Mignier président d'âge, M. Porriquet rapporteur, MM. Odilon-Barrot et Loiseau avocats, par lequel :

« LA COUR, — Vu les art. 2251, 2256, 2257 et 2258 du Code civil ; — Attendu, sur la fin de non recevoir opposée au pourvoi, que tous les demandeurs en cassation n'ayant intenté qu'un seul et même recours contre un seul et même arrêt, il n'a dû être consigné qu'une seule amende, et que ce qui s'est passé depuis cette consignation régulière n'a pu préjudicier aux demandeurs en cassation restés en cause ;

*la fin de non recevoir; —* Au fond, attendu qu'il résulte de l'acte sous seing privé du 9 janvier 1764, sur lequel les premiers juges ont appuyé leur décision, que le sieur Leroy puîné a commencé à jouir des objets contentieux pour ses cohéritiers dans les successions des auteurs communs des parties; que par cet acte, il a été constitué leur mandataire et n'a reçu que le titre de dépositaire des sommes provenantes du recouvrement des revenus des biens indivis; que le titre de sa possession a été interverti ni par la demande en redressement et en achèvement de partage formée par la dame de Mury, le 15 juillet 1781, ni par la contradiction opposée de sa part aux droits de ses cohéritiers; qu'ainsi la Cour royale de Douai n'a pu admettre le moyen de prescription fondé sur la possession précaire du sieur Leroy puîné et de ses héritiers, et faire une fausse application de l'art. 772 de la Coutume de Paris, et sans violer expressément les articles précités du Code civil; — CASSE, etc. »

---

### COUR DE CASSATION:

*que plusieurs parties ayant le même intérêt, des héritiers par exemple, sont appelans d'un jugement du tribunal civil, l'acte d'appel est-il valable, lorsqu'au lieu d'indiquer individuellement les noms, professions et domiciles de toutes les parties, il est signifié seulement à la requête d'un tel...*

*DE SES CONSORTS DÉNOMMÉS AU JUGEMENT DONT EST APPELÉ? (Rés. aff.)* Cod. de proc., art. 61 et 456. (1)

*même désignation est-elle suffisante pour le pourvoi en cassation, alors que l'exploit se réfère à l'arrêt attaqué, pour les noms, professions et domiciles de l'une ou de plusieurs des parties défenderesses? (Rés. aff.)*

*nombre divisible, l'héritier qui s'est pourvu en temps utile, évite-t-il de la déchéance le cohéritier qui a laissé expirer le délai du pourvoi? (Rés. nég.)*

## LES HÉRITIERS WAMANT, C. DEMOLON.

Les héritiers *Wamant* ont attaqué, par la voie de l'appel, un jugement rendu contre eux par le tribunal civil de Nîmes, le 8 juillet 1817, au profit du sieur *Demolon* et de ses enfans. L'acte d'appel était ainsi rédigé : « A la requête de dame *Drouin*, veuve du sieur *François Pailla*, demeurant à Aubigny, et de ses consorts dénommés au jugement du 8 juillet 1817, ci-après repris, es noms et qualités qu'ils y figurent d'héritiers du sieur *Jean-Baptiste Wamant*, a été cité, etc. » Il paraît que l'huissier avait adopté cette dénomination, à cause du grand nombre d'héritiers qui figuraient dans l'instance.

Les intimés ont demandé la nullité de l'appel, parce que les noms, professions et domiciles de tous les appelans n'étaient pas indiqués dans l'exploit, conformément aux art. 61 et 62 du Code de procédure civile.

Le 5 décembre 1818, arrêt de la Cour royale d'Angers, qui prononce effectivement cette nullité, « attendu que l'article 456 exige, pour l'acte d'appel, la formalité de l'ajournement, et que l'art. 61 veut, à peine de nullité, que tout exploit contienne la mention des noms, profession et domicile du demandeur ».

Les héritiers *Wamant* se sont pourvus en cassation de l'arrêt, pour fausse application des articles précités du Code de procédure. — Inutile d'insister sur ce moyen, qui est parfaitement analysé dans l'arrêt de la Cour régulatrice.

Mais on opposait, de la part des défendeurs, une première fin de non recevoir au pourvoi, qui était commune à tous les demandeurs, et que l'on faisait résulter de ce que ce pourvoi avait été dirigé contre *Demolon*, *Pierre Dupuis* et autres, dénommés dans l'arrêt dénoncé, locution générique qui était évidemment insuffisante pour désigner toutes les parties entre lesquelles on entendait se pourvoir, et qui ne remplissait point le vœu du règlement de 1738.

La seconde fin de non recevoir était dirigée contre les demandeurs. Elle était prise de ce qu'ils ne s'étaient pourvus en cassation que le 29 mai 1819, quoique l'arrêt attaqué

ne eût été signifié dès le mois de février précédent, en sorte qu'ils n'étaient plus dans le délai utile.

Du 7 novembre 1821, arrêt de la section civile, M. Mier président d'âge, M. Cassagne rapporteur, MM. Cessac Loiseau avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Jourde, avogénéral; — Attendu, à l'égard des huit demandeurs, s'ils n'ont pas formé en temps utile leur demande en cassation; — DÉCLARE ces huit demandeurs non recevables dans leur pourvoi; — Et statuant en ce qui touche les autres demandeurs...., — Considérant que, le pourvoi ayant été dirigé contre Jacques Demolon, Pierre-Barnabé Dupuis et autres nommés dans l'arrêt dénoncé, cette désignation remplit suffisamment le vœu de la loi; que, par une suite, cette fin non recevoir ne peut être admise; — Vu les art. 61 et 456 du Code de procédure civile; — Attendu que, si, comme l'arrêt attaqué le décide, en assimilant l'acte d'appel à l'exploit d'ajournement, ces articles exigent, pour la validité de l'acte d'appel, qu'il contienne les noms, profession et domicile de l'appelant, c'est uniquement afin de faire connaître, d'une manière précise, à l'intimé, l'individu qui se rend appelant; que ce but est également rempli, soit que l'acte d'appel les exprime par une insertion littérale dans son contexte, soit qu'il les énonce seulement en termes implicites, en se référant, à cet égard, à un autre acte qui les contient, connu de l'intimé, et étant en son pouvoir, puisque, dans les deux cas, l'intimé est également mis en état de connaître, d'une manière constante, celui qui est appelant; que, par une suite, en l'un des cas comme en l'autre, l'acte d'appel est valable et ne peut être annulé; — Et attendu que, dans le fait, l'acte d'appel dont il s'agit a été rédigé dans les termes suivans : « A la requête de Marie-Thérèse Drouin, veuve du sieur François Pailla, demeurante à Aubigny, et de ses consorts dénommés au jugement du 8 juillet dernier, ci-après repris, et es noms et qualités qu'ils y procèdent d'héritiers de M. Jean-Baptiste Wamant, a été signifié....., etc. »; que ce jugement contenait les noms, professions et domiciles des appelans, et était nécessairement connu des intimés, qui l'avaient

fait signifier, que, par une suite, en annulant ledit acte, son prétexte qu'il ne remplissait point le vœu des articles précités, l'arrêt dénoncé viole ces articles, et on fait une fausse application à l'espèce; — CASSÉ. »

### COUR DE CASSATION.

*La vente sur folle enchère a-t-elle l'effet d'annuler l'ordre clos et arrêté entre les divers créanciers sur le prix de la première adjudication, et rend-elle un nouvel ordre nécessaire? (Rés. nég.) Cod. de proc. civ., art. 474, 749 et 750.*

LÉGER ET ABBÉMA, C. LA DAME LECERF.

Le 25 février 1812, les biens du sieur Lecerf ont été adjugés à un sieur Avénol pour la somme de 54,675 fr. Dans l'ordre ouvert pour la distribution du prix, la dame Lecerf fut colloquée utilement, et n'éleva aucune réclamation; en conséquence l'ordre fut clos et définitivement arrêté. Mais, l'acquéreur n'ayant point payé son prix, les biens ont été revendus à la folle enchère; et, par jugement du 13 mai 1817, ils ont été adjugés de nouveau, mais seulement pour la somme de 43,900 fr. L'adjudicataire a payé son prix entre les mains des créanciers, suivant l'ordre de leur collocation, conformément à une clause spéciale du cahier des charges.

La dame Lecerf, voyant que les fonds manquaient sur elle, a demandé la nullité de l'ordre, sur le motif que, dans le cas de vente sur folle enchère, la première adjudication et tout ce qui l'avait suivie était nul et sans effet. En conséquence elle a formé tierce opposition au jugement du 13 mai 1817, en ce qu'il avait réglé d'avance le mode de paiement des adjudicataires à l'égard des créanciers, tandis qu'il ne pouvait l'être que par un nouvel ordre régulièrement introduit.

Les créanciers utilement colloqués, notamment les sieurs Léger et Abbéma, ayant contesté cette prétention, il est intervenu, le 1<sup>er</sup> août 1817, un jugement au tribunal civil d'Yvetot, qui a déclaré la dame Lecerf non recevable dans toutes ses demandes.



Sur l'appel, arrêt du 13 décembre suivant, par lequel la Cour de Rouen infirme la sentence des premiers juges, reçoit tierce opposition de la dame Lecerf, annule le premier ordre, et en ordonne un nouveau; — « Attendu que la dame Lecerf n'a point été partie ni dûment représentée au jugement du 13 mai 1817, qui maintient dans la revente sur folle enchère la collocation faite sur la première vente; que ce jugement est préjudiciable aux droits de l'appelante, en ce qu'il la prive de la faculté de réclamer son droit originaire d'hypothèque qu'elle prétend devoir remonter à l'année 1776, et du droit de distancer les hypothèques qui ont été colloquées antérieurement à la sienne, quoique d'une date postérieure, ce qu'elle n'a pas eu lieu de contredire au premier état, au moyen que, par l'élévation du prix de la première vente, elle se trouvait utilement colloquée; — Qu'au fond, et dans le sens des art. 749 et 750 du Code de procédure civile, lorsqu'il y a eu collocation faite sur une vente publique qui se trouve anéantie par une revente à la folle enchère du premier adjudicataire, cette collocation s'évanouit nécessairement avec la vente dont elle était la suite, faute de prix sur lequel elle puisse s'exercer, ainsi qu'il a été jugé par arrêt de la Cour du 4 février 1815; et qu'alors il y a lieu à une nouvelle ouverture d'ordre sur la revente à folle enchère, surtout lorsqu'il y a, comme dans l'espèce, une différence notable entre le montant des deux ventes ».

Pourvoi en cassation pour fausse application de l'art. 474, et pour violation des art. 749 et 750 du Code de procédure civile. — Sans doute, ont dit les demandeurs, une partie peut former tierce opposition à un jugement qui préjudicie à ses droits, et lors duquel elle aurait dû être appelée. Mais un créancier hypothécaire n'est point partie dans le jugement d'adjudication de l'immeuble sur lequel il a une hypothèque. Le contrat judiciaire n'est formé qu'entre le vendeur ou la partie saisie et l'acquéreur ou l'adjudicataire. Les créanciers n'y doivent pas être appelés. Ils n'ont même aucun intérêt à figurer dans cette procédure car il leur importe fort peu à quelle personne l'immeuble est adjugé, pourvu qu'ils touchent le montant de leurs créances. Si l'objet vendu n'est pas porté à



sa juste valeur, la loi leur offre, dans la surenchère, le moyen de prévenir le tort que peut leur causer une vente faite à vil prix. Mais, lorsqu'ils n'en profitent pas, ils sont censés acquiescer au jugement d'adjudication et trouver le prix suffisant. Il est donc évident que l'art. 474, relatif au droit de former tierce opposition, n'est point applicable, en matière d'adjudication publique, aux créanciers hypothécaires. Une nouvelle preuve que cet article ne les concerne pas, et qu'il ne peut s'appliquer aux jugemens sur adjudication publique ou sur saisie immobilière, c'est qu'aucun autre article du Code de procédure n'exige et même ne permet de les appeler. Or, s'ils ne doivent point être parties au jugement, ils n'ont pas le droit de l'attaquer par voie de tierce opposition, lorsqu'il est rendu; et la Cour royale a fait la plus fautive application de l'art. 494 en infirmant le jugement du tribunal civil qui avait rejeté la tierce opposition de la dame Lecerf.

La violation des art. 749 et 750 n'est pas moins évidente. Ces deux articles tracent la procédure à suivre en matière d'ordre; ils indiquent les mesures à prendre en cas de contestations élevées par les créanciers. Enfin, ils déterminent les effets de l'ordre, lorsqu'il est une fois clos et arrêté par le juge-commissaire. Dans l'espèce, toutes les formalités prescrites par les art. 749 et 750 avaient été suivies lors du premier ordre; cet ordre avait reçu l'approbation de tous les créanciers hypothécaires; la dame Lecerf elle-même n'avait élevé ni la moindre contestation, ni la plus légère difficulté. Tout était donc consommé irrévocablement. Ainsi, la question qui se présentait devant la Cour n'était plus de savoir s'il fallait se conformer aux art. 749 et 750, puisque déjà les formalités qu'ils prescrivent avaient été remplies; la seule difficulté était celle-ci: La procédure d'ordre est-elle annulée par l'événement d'une folle enchère et d'une seconde vente? Or les articles invoqués par la Cour de Rouen ne prononcent pas et ne font pas même présumer cette nullité. La Cour d'appel a considéré que l'adjudication publique se trouve anéantie par une revente à la folle enchère du premier adjudicataire. Mais c'est une erreur, et une erreur très-grave. La première adjudication n'en conserve pas moins tout son effet. Toute la procédure est

intention. L'acquéreur primitif reste lié; il l'est même plus étroitement; puisqu'il est tenu par corps de la différence des deux prix. L'adjudication sur folle enchère n'est qu'une subroction à la première adjudication. Tout ce qui a été fait précédemment est conservé. L'ordre effectué et les collocations faites après cette première adjudication n'en reçoivent pas moins leur exécution.

Le système contraire entraînerait les conséquences les plus fâcheuses. Si le premier ordre était nul par la seule raison qu'il est survenu une folle enchère, il faudrait donc remettre en question des contestations irrévocablement jugées, anéantir les jugemens et des arrêts devenus irréfragables? Les droits des créanciers, définitivement reconnus et fixés par l'ordre, seraient donc soumis à de nouveaux débats. Les créanciers négligens qui n'ont pas produit au premier ordre pourraient donc obtenir leur collocation dans le second, malgré la déchéance prononcée contre eux! Enfin, les créanciers utilement colloqués, qui auraient reçu le montant de leur bordereau d'après le mandat du juge, seraient donc obligés de restituer, quoique leur collocation n'eût été contestée par qui que ce soit, et qu'au contraire elle ait reçu l'approbation générale! Non, le Code de procédure n'admet pas un principe qui conduirait à de tels résultats. Il ne veut pas qu'un ordre une fois dressé, clos et consommé d'après les formalités qu'il prescrit, soit recommencé par l'effet d'une folle enchère. Il ne contient pas un seul article, pas même une expression qui puisse présumer ou soupçonner que telle a été l'intention du législateur.

Evidemment, le chapitre de l'ordre est étranger à la folle enchère, et un second ordre à la suite d'une adjudication sur folle enchère serait une monstruosité en procédure. Dans l'impuissance de citer à l'appui de son système quelque grave autorité, la Cour royale a invoqué sa propre jurisprudence, et spécialement un arrêt du 4 février 1815. Mais il en est de cet arrêt comme de celui dénoncé; l'un et l'autre sont contraires aux principes; tous deux sont condamnés par la raison, par l'équité et par la lettre comme par l'esprit de la loi. — Ainsi l'arrêt attaqué, en ordonnant la confection d'un second or-

dre, a tout à la fois fausement appliqué et violé les art. précités du Code de procédure.

On a répondu pour la défenderesse que l'arrêt attaqué avait fait à l'espèce une juste application des lois de la matière. Pour décider, a-t-on dit, si la tierce opposition était ou non recevable, il faut voir l'effet que devait produire le jugement d'adjudication du 13 mai 1817 à l'égard de la dame Lecarf, qui n'y avait pas été partie. Car, si ce jugement lui cause quelque préjudice, s'il lui enlève des droits acquis qu'elle ne pouvait conserver qu'en l'appelant à se défendre, il faudra bien convenir que sa tierce opposition était recevable. Or, de deux choses l'une : — Ou le premier ordre subsiste malgré la folle enchère, alors, comme en vertu de l'ordre, les créanciers ont un droit fixe et déterminé sur le prix des immeubles, il est certain que ce droit ne peut souffrir d'atteinte, que contrairement avec eux, qu'on ne peut en leur absence faire aucune stipulation, aucune condition qui change leur sort, et qu'ainsi la présence de tous les créanciers colloqués au nouveau jugement d'adjudication est indispensable, lorsqu'il renferme des clauses qui peuvent influer sur leur position; — Ou la folle enchère a pour effet, ainsi que l'a très-bien jugé la Cour royale, d'annuler la première vente et l'ordre qui l'a suivie; alors il est vrai de dire que la présence des créanciers n'est pas plus nécessaire à la seconde qu'à la première, parce qu'au moyen de l'ordre nouveau qui doit avoir lieu, ils auront la faculté de conserver et de défendre leur droit d'hypothèque.

Ainsi, tout en reconnaissant qu'en général la présence des créanciers n'est pas absolument nécessaire sur une poursuite de folle enchère, il faut en même temps convenir que, dans l'espèce, il y avait nécessité de les appeler alors que le jugement d'adjudication renfermait des clauses insolites qui avaient pour but de régler les paiements sur des bases et sur un prix qui n'existaient plus. Si la dame Lecarf avait été partie au jugement d'adjudication du 13 mai, elle aurait fait révoquer une disposition qui, en maintenant un premier ordre annulé par la revente, portait un préjudice notable à ses droits; ou tout au moins elle aurait pris les mesures nécessaires pour que la seconde vente fût portée au même prix que la première.

La tierce opposition de la dame Lecerf était donc admissible, et la Cour royale, en le décidant ainsi, n'a violé aucune loi, inutile au surplus d'insister davantage sur un moyen dont le succès est nécessairement subordonné à la solution de la question principale.

L'adjudication sur folle enchère a-t-elle pour effet d'anéantir la première vente, et l'ordre qui a été fait en conséquence ? Telle est la véritable question de la cause. Elle est résolue de la manière la plus formelle par les principes admis dans la jurisprudence, et consacrés par l'opinion des jurisconsultes. Il est constant en principe que l'acquéreur dépossédé par l'effet d'une folle enchère est censé n'avoir jamais été propriétaire. Son contrat est anéanti. Le second seul a une existence légale. La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les ventes faites en justice, et lorsqu'elle s'accomplit, elle opère, d'après l'art. 1183 du Code civil, la révocation de l'obligation, et remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé. Cette doctrine est consacrée de la manière la plus positive dans un arrêt de la Cour, du 27 novembre 1807 (1); et depuis, cette jurisprudence a été constamment suivie.

Or, s'il est incontestable que l'adjudication sur folle enchère a pour effet de résoudre le premier contrat, il est évident que tout ce qui en est la conséquence ou l'accessoire doit avoir le même sort. Les créanciers hypothécaires reprennent l'exercice de tous leurs droits; ils peuvent surenchérir et provoquer un nouvel ordre, le premier étant nécessairement annulé. En effet, qu'est-ce que l'ordre ? C'est la distribution, entre les créanciers, du prix réel qui résulte de la vente. Si ce prix suffit pour les désintéresser tous; il n'y a point de difficultés entre eux, puisque dans ce cas la dispute sur le rang n'a plus de motif ni d'objet. Si le prix est insuffisant, ils ont la faculté de le faire porter plus haut par le moyen de la surenchère, et si les derniers en ordre ne le font, ils n'ont point de raison pour se plaindre. Mais si la vente est anéantie, il n'y a plus de prix, plus de distribution; et, comme la folle enchère entraîne une nouvelle adjudication, et peut produire un prix différent, il faut en conclure que le premier ordre ne peut servir de base

---

(1) Voy. cet arrêt, tom. 8, pag. 655.

pour la distribution du prix provenant de cette seconde adjudication, puisque les choses ne sont plus au même état, et que le changement dans le prix doit nécessairement en produire dans l'exercice des actions. En effet, si le prix, suffisant lors du premier contrat, est insuffisant lors du second, comment pourrait-on, sans injustice, opposer aux créanciers le premier ordre, lorsqu'il est certain que leur adhésion était subordonnée à la quotité du prix, et que cette quotité a été une condition essentielle de leur consentement? N'est-il pas juste qu'ils représentent alors l'exercice de tous leurs droits?

Ainsi, dans l'espèce, par exemple, le prix de la première vente étant suffisant pour l'acquit de toutes les dettes inscrites, les créanciers n'avaient aucun intérêt à surenchérir; la priorité leur devenait une prérogative indifférente, puisqu'au dernier rang comme au premier ils avaient la certitude d'être payés. Les contestations qu'on aurait élevées à cet égard n'auraient pas eu d'objet. On conçoit donc que les créanciers ont pu et dû même s'en abstenir. Mais, si la seconde enchère a lieu, si, au lieu du prix sur lequel les créanciers comptaient, et qui a servi de base à l'ordre, il ne se trouve en définitive qu'un prix beaucoup inférieur, alors le premier ordre ne peut subsister, puisque sa base est anéantie. Les choses doivent être remises au même état qu'avant, et chacun doit rentrer dans la plénitude de ses droits. Autrement, les parties intéressées seraient trompées dans leur attente, leur confiance serait déçue, et la condition tacite qui a déterminé le contrat serait impunément violée. On ne peut donc voir dans le système admis par l'arrêt de la Cour royale qu'une juste application des principes d'équité, et nulle violation de la loi.

Du 12 novembre 1821, arrêt de la section civile, M. Gandon président d'âge, M. Pajon rapporteur, MM. Loiseau et Jacquemin avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Jourde, avocat-général; — Vu l'art. 474 du Code de procédure civile, qui dispose : « Une partie peut former tierce opposition à un jugement qui préjudicie à ses droits, et lors duquel ni elle ni ceux qu'elle représente n'ont été appelés. » ; — Et attendu 1° qu'il résulte dudit article qu'une pareille oppo-

qui ne peut être admise qu'autant que le jugement préjudiciale aux intérêts de celui qui l'attaque par cette voie; — Attendu 2° que les art. 749 et 750 du même Code ne sont applicables qu'au cas de distribution à faire du prix d'une première adjudication; — Attendu 3° qu'aucune disposition du même Code n'ordonne au poursuivant de notifier la revente sur folle enchère aux créanciers colloqués dans l'ordre qui a suivi la distribution du prix de cette première adjudication, dont le défaut de paiement a donné lieu à ladite revente; — Attendu qu'un ordre régulièrement fait sur le prix de la première adjudication, et qui, par l'acquiescement des créanciers colloqués, a acquis contre eux l'autorité de la chose jugée ou prescrite, n'est point subordonné à l'exécution de l'adjudication par l'adjudicataire: — D'où il résulte que, si cette adjudication est suivie de folle enchère, faite par l'adjudicataire n'ayant satisfait au paiement de son prix, l'ordre jugé et écrit pour la distribution de ce prix doit recevoir son effet sur le prix de la nouvelle adjudication, et que telle est la conséquence des dispositions contenues dans les art. 755, 756 et 757 du Code de procédure; — Qu'ainsi la dame Lecerf n'est pas fondée à former tierce opposition au jugement qui avait ordonné que l'ordre fait sur la distribution du prix de la première adjudication serait exécuté sur celui de la folle enchère, et que l'arrêt qui a fait droit à cette tierce opposition a non seulement fait une fausse application de l'art. 474 du Code de procédure, mais en a de plus violé la disposition;

Cass.

## COUR DE CASSATION.

*Lorsqu'une vente verbale a eu lieu entre les parties, mais sans la convention qu'il en serait passé acte devant notaire, les juges peuvent-ils, en appréciant les circonstances, décider que la vente n'était qu'un simple projet jusqu'à la réalisation devant notaire, et cela lors même qu'un à-compte aurait été payé sur le prix? (Rés. aff.)*  
 Cod. civ., art. 1583.

MINGASSON, C. LA VEUVE SIMON.

Il était reconnu que, le 13 août 1816, la veuve Simon

avait vendu au sieur Mingasson une petite propriété, pour le prix de 3,072 fr., mais avec la convention qu'il serait passé l'acte de la vente devant notaire. D'ailleurs, Mingasson avait payé à compte du prix une somme de 672 fr.

Le sieur Mingasson fit sommer la veuve Simon de se rendre chez un notaire pour réaliser l'acte. La veuve Simon y présenta, mais pour déclarer qu'elle ne voulait plus donner suite à la convention. Elle fut assignée devant le tribunal civil de La Châtre, qui, par jugement du 3 mars 1818, déclara qu'il n'y avait pas eu de vente réelle et définitive entre les parties, mais simplement une promesse de vendre. En conséquence, la veuve Simon fut déliée de toute espèce d'engagement.

Sur l'appel interjeté par le sieur Mingasson, un premier arrêt de la Cour royale de Bourges, du 19 août 1818, donna la comparution personnelle des parties. — Cette comparution ayant eu lieu, et la Cour ayant recueilli les explications, intervint, le 10 novembre suivant, un second arrêt qui confirma le jugement de première instance, — et déclara... qu'à la vérité, la vente est parfaite et la propriété acquise à l'acheteur dès qu'on est convenu de la chose et du prix; mais que les conventions font la loi des parties, qu'elles doivent être exécutées dans leur ensemble; — Que dans l'espèce, l'appelant et l'intimée, en s'accordant sur la chose et le prix, sont convenus qu'il en serait passé acte devant notaire, et que la jurisprudence a établi que, dans ce cas et jusqu'à la confection de l'acte, les conventions des parties restaient dans les termes d'un simple projet, dont elles pouvaient se départir; — Que c'est en vain qu'on allègue le paiement fait à compte; qu'il y a là, sans doute, un commencement d'exécution, mais que cette circonstance ne change ni les conventions originaires, ni l'autorité d'une jurisprudence d'autant plus respectable, qu'elle prévient le danger de l'incertitude dans les propriétés, et qu'elle est ainsi conforme à l'intérêt public.

Le sieur Mingasson a déféré cet arrêt à la censure de la Cour de cassation.

C'est un principe constant, a-t-il dit, qu'il suffit du con-



des parties sur la chose et le prix pour que la vente soit parfaite. L'art. 1583 du Code civil le dit d'une manière formelle : « Elle est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée et le prix payé. » Ainsi, peu importe la forme dans laquelle la vente se trouve constatée ; qu'elle soit renfermée dans un acte authentique ou sous seing privé, ou qu'elle soit verbale, cela est indifférent : il suffit que la preuve en soit faite selon les règles déterminées par la loi pour les conventions en général ; il suffit surtout que les parties conviennent de son existence. Et cela est fondé sur ce que la forme des contrats n'est pas au nombre des conditions essentielles pour la validité des conventions. La forme des contrats, en général, n'appartient qu'à la manière de prouver leur existence ; elle est étrangère à l'essence des conventions. Ce n'est que dans certains cas qu'il en est autrement, et que la forme de l'acte devient une condition essentielle, par exemple pour les contrats de mariage, les donations, les testaments, les constitutions d'hypothèque, les mainlevées d'inscription, etc.

Ainsi comment, à cet égard, s'exprimait M. Portalis, dans l'exposé des motifs du titre du *Contrat de vente*, au Code de Commerce. Quand on parle de l'usage de l'écriture, relativement à divers actes, il faut distinguer les cas. Ordinairement, l'écriture est exigée comme simple preuve de l'acte qu'il s'agit de constater ; quelquefois, elle est exigée comme une forme nécessaire à la solennité même de l'acte. Dans le second cas, l'écriture ne peut être suppléée. L'acte est nul, s'il n'est pas fait par écrit, et dans la forme prescrite par la loi. Mais, dans le premier cas, l'écriture n'étant exigée que comme une simple preuve, la seule absence de l'écriture n'opère pas la nullité d'un acte dont il consterait d'ailleurs par d'autres preuves équivalentes et capables d'éclairer le juge. L'ordonnance sur les donations voulait que toute donation entre vifs fût révisée par contrat public, à peine de nullité. Il est évident que, dans cette espèce de contrat, l'écriture n'était pas simplement exigée pour la preuve de l'acte, mais pour sa vali-

dit et sa solennité, *non tantum ad probationem, sed ad iuramentum*. Dans la vente et les autres contrats ordinaires l'écriture n'est exigée que comme preuve, *tantum ad probationem*. Ainsi, une vente ne sera pas nulle, par cela même qu'elle n'aura pas été rédigée par écrit. Elle aura tout son effet, s'il constate d'ailleurs de son existence. Il sera seulement vrai de dire, comme à l'égard des autres conventions, que la preuve par témoins n'en doit point être admise, s'il n'y a commencement de preuve par écrit. »

Que peut-on opposer, dans l'espèce, à l'application de ces principes aussi certains, aussi évidens par eux-mêmes? Sur quel prétexte la Cour royale de Bourges a-t-elle pu se dispenser d'ordonner l'exécution d'une convention sur l'existence de laquelle les deux parties, le vendeur et l'acquéreur, étaient d'accord? Voici ce qu'elle a dit : « Les parties, en s'accordant sur la chose et le prix, étaient convenues qu'il serait passé acte de la vente devant notaire. Or la jurisprudence a établi que, dans ce cas et jusqu'à la confection de l'acte, les conventions des parties restent dans les termes d'un simple projet, dont elles peuvent se départir : donc, etc. »

Ce raisonnement n'est fondé que sur une fausse supposition. Il est bien vrai qu'une loi romaine, la loi 17, C., de *fide instrumentorum*, semble dire que, lorsque la convention de vendre a été accompagnée de celle qu'elle serait rédigée par écrit, elle n'est valable qu'autant que l'acte a été réalisé, *Contractus venditionum, vel permutationum... vel alterius cuiuscunque causæ, quas tamen in scriptis fieri placuit... non inter vires habere sancimus, nisi instrumenta in multis recepta, subscriptionibusque partium confirmata, etsi per rebellionem conscribantur, etiam ab ipso completa, et postea à partibus absoluta sint....* Mais tous les interprètes et tous les auteurs enseignent que cette loi doit seulement s'appliquer au cas où les parties ont voulu faire dépendre leur convention de la passation de l'acte. L'on distingue, à cet égard, si leur intention a été uniquement de se procurer une preuve de la convention, ou si, au contraire, elles se sont réservées de donner à la vente sa perfection.

Pothier, qui cite cette loi, dans son *Traité des obligations*

l'entend dans le même sens. « Observez, ajoute-t-il, la convention qu'il sera passé acte, devant notaire, d'un marché, ne fait pas par elle-même dépendre de cet acte la perfection du marché : *il faut qu'il paraisse* que l'intention des parties, en faisant cette convention, a été de l'en faire dépendre. C'est pourquoi il a été jugé par un arrêt de 1595, porté par Mornac, *ad D.*, Li. 17, qu'une partie ne pouvait se dédire d'un traité de vente fait sous les signatures privées de parties, quoiqu'il y eût la clause qu'il en serait passé acte par-devant notaires, et que cet acte n'eût pas encore été passé, parce qu'on ne pouvait pas conclure de cette clause seule que les parties eussent voulu faire dépendre de la ratification devant notaires la perfection de leur marché, cette clause ayant pu être ajoutée seulement pour en assurer davantage l'exécution. » Telle est la doctrine qui a été professée par M. Portalis, dans le discours qui a été cité plus haut. Deux parties, disait-il, contractant ensemble sous seing privé, peuvent s'obliger à passer un contrat public à la première réquisition de l'une d'elles. L'acte sous seing privé n'est pour cela un simple projet : on promet seulement d'y ajouter une forme plus authentique ; mais le fond du contrat demeure toujours indépendant de cette forme. On peut réaliser ou ne pas réaliser le vœu que l'on a exprimé de donner une grande publicité à la convention, sans que la substance des engagements pris puisse en être altérée.... La rédaction d'une vente privée en contrat public ne peut être réputée essentielle qu'autant qu'il aurait été déclaré par les parties que par cette rédaction, le premier acte demeurerait aux termes d'un simple projet. » Enfin, tel est encore le sens dans lequel s'exprime M. Toullier, dans son *Droit civil français*, t. 8, n° 140.

La Cour royale de Bourges s'est donc trompée lorsqu'elle a décidé que la convention *qu'il serait passé acte de la vente devant notaire* suffisait pour réduire cette vente aux termes d'un simple projet. Elle s'est trompée surtout lorsqu'elle a écarté à cet égard la jurisprudence. L'arrêt qui repose sur de telles bases doit donc être cassé. — Tels étaient les moyens du demandeur.

Tout le système de la défenderesse a consisté à soutenir dans l'espèce, la vente qu'elle avait faite était réellement donnée à la passation de l'acte notarié, et que jusque la vente ne devait être qu'un simple projet. Si la Cour royale de Bourges ne s'est pas expliquée formellement sur ce point, du moins il résulte de son arrêt qu'elle a interprété les conventions des parties, qu'elle les a considérées *dans leur ensemble*; et cela suffit pour mettre son arrêt à l'abri de la censure de la Cour.

Du 12 novembre 1821, ARRÊT de la section civile, M. de Don président d'âge, M. Carnot rapporteur, MM. Lods, Chauveau-Lagarde avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de Jourde, avocat-général; — Attendu que, lorsqu'il s'agit de juger, en l'absence de preuve écrite, s'il y a eu un contrat fait entre les parties, ou simple projet, les Cours et Tribunaux ne peuvent se décider que d'après les faits, les circonstances, les aveux et dénégations des parties, et que, dans l'espèce, ce n'a été qu'après les avoir entendues en personne que la Cour royale de Bourges a jugé qu'il avait été convenu de passer acte de la vente dont il s'agit pour la rendre parfaite. — REJETTE. »

## COUR DE CASSATION.

*En matière d'ordre, le principe que NUL NE PEUT SE FORCER SOI-MÊME souffre-t-il exception; et, dans ce cas, la signification faite par le poursuivant, du jugement rendu sur l'ordre, fait-elle courir le délai de l'appel, tant contre lui-même que contre toutes les autres parties? (Rés. aff.) Cod. de proc. art. 443 et 763.*

LES SIEUR ET DAME HIRCH, C. LES CRÉANCIERS WOLFF.

*Anne-Marie Schvorer*, veuve séparée de biens de *M. Wolff*, et épouse actuelle d'*André Hirsch*, avait, après liquidation de ses apports, fait vendre, par expropriation, les biens de son premier mari, pour suivre l'ordre du prix, et obtenu une collocation par préférence à tous les autres créanciers.

Mais cette collocation a été contredite, le tribunal civil

Colmar rendit, le 15 avril 1815 un jugement qui ordonna que dame *Wolff* serait rejetée de l'ordre.

Elle voulut interjeter appel. Pour cela, elle se crut obligée de sommer ses adversaires de signifier le jugement; mais la sommation n'ayant produit aucun effet, elle prit le parti de leur faire signifier elle-même, par acte d'avoué à avoué, le 20 novembre 1815, avec déclaration qu'elle en interjetait appel. L'appel eût lieu en effet, mais cinq mois après la signification, c'est-à-dire le 19 avril 1816.

Question de savoir si cet appel était recevable, n'ayant pas été formé dans les dix jours de la signification à avoué, selon le sens de l'art. 763 du Code de procédure. La Cour de Colmar a donné la négative par arrêt du 12 décembre 1816. (1)

Les sieur et dame *Hirsch* ont déféré cet arrêt à la censure de la Cour de cassation. Aux termes de l'art. 443 du Code de procédure, ont-ils dit, le délai pour interjeter appel est de trois mois, et il ne court, pour les jugemens contradictoires, que du jour de la signification à personne ou domiciliaire. Telle est la règle générale. Souffre-t-elle une exception dans le cas où il s'agit de l'appel interjeté par le créancier poursuivant un ordre? La négative est facile à établir. En effet, la loi a pris le soin même de déterminer les exceptions qui doivent être faites à la règle posée par l'art. 443. Par exemple, dans l'art. 257, elle veut qu'en matière d'enquête, le délai coure contre la partie qui a signifié le jugement, tout aussi-bien que contre la partie à laquelle le jugement a été signifié. S'il en est ainsi, il est évident qu'on ne peut ici admettre d'autres exceptions que celles qui ont été expressément déterminées par la loi. Or c'est vain qu'on cherche une semblable exception dans l'art. 763; elle n'y existe point. A la vérité, cet article restreint le délai pour l'appel, en le fixant à dix jours; mais il garde le silence sur le point de départ de ce délai; il ne dit point que le délai doit courir contre le créancier poursuivant qui a fait la signification. Cela serait contraire aux principes les plus constants. Lorsqu'un délai doit commencer à une signification, le délai court qu'en faveur de la partie qui l'a faite, et non pas

---

(1) Voy. les motifs, tom. 18, pag. 866.

contre elle : ce qui est conforme à la maxime *Nul ne se force soi-même*, maxime fondée sur ce qu'aucun particulier n'est censé vouloir faire des actes qui lui soient préjudiciables. Telle est la doctrine de tous les auteurs, et particulièrement de Berriat-Saint-Prix, dans son *Cours de procédure civile*. Il est possible donc que l'arrêt de la Cour de Colmar échappe à la cassation.

Les défendeurs n'ont point contesté la vérité du principe *nul ne se force soi-même* ; ils convenaient qu'en général la signification qu'une partie faisait faire d'un jugement ne faisait point courir contre elle le délai de l'appel. Mais, disaient-ils, ces principes ne sont pas si rigoureusement vrais qu'ils ne soient susceptibles d'exception ou de modification ; et les demandeurs sont forcés d'en convenir eux-mêmes. Or, dans l'espèce, une pareille exception existe-t-elle ? L'affirmative est évidente. En effet, la procédure de l'ordre sort du droit commun ; elle est toute spéciale, et le législateur en a exclu toutes les lenteurs et presque toutes les formes des procédures ordinaires. C'est ainsi, par exemple, que le délai de l'appel est restreint à dix jours, et qu'il court à partir d'une simple signification à avoué. Tout cela est réglé par l'art. 763. Or l'effet nécessaire d'une telle signification est de faire courir les délais, aussi bien contre celui qui l'a faite que contre ceux auxquels elle est faite.

Du 13 novembre 1821, ARRÊT de la section civile, M. Garçon président d'âge, M. Rupéron rapporteur ; MM. Duprat et Loiseau avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Jourde, avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en la chambre du conseil ; — Attendu que le Code de procédure civile a tracé d'une manière expresse et exceptionnelle les formalités relatives à la poursuite des ordres et à l'appel des jugemens qui peuvent intervenir sur ces poursuites ; — Attendu que l'art. 763 du Code restreint les délais de l'appel, et n'accorde que dix jours à compter de la signification du jugement à avoué ; que cette disposition est générale pour la matière des ordres, et qu'elle s'applique à tout jugement, soit qu'il fasse l'ordre, soit qu'il prononce seulement sur une question incidente à cet ordre ; — Attendu qu'il n'est pas permis de distinguer où la

distingue pas, et qu'ainsi il ne peut être question d'examiner si c'est le poursuivant ou un autre créancier qui a fait signifier le jugement, ni si le jugement est favorable ou contraire aux intérêts du poursuivant; — Attendu enfin que celui qui a fait signifier le jugement ne peut pas invoquer la maxime commune qu'on ne se forçot pas soi-même, parce qu'il s'agit d'une matière spéciale qui a ses règles particulières, dont l'objet évident est de soustraire cette matière à la longueur des procédures ordinaires; — **REJETTE.** »

### COUR DE CASSATION.

*Le marché fait par l'intermédiaire d'un commis-voyageur est-il censé fait dans le lieu où il a été conclu, et non dans celui où siège la maison de commerce pour laquelle le commis-voyageur agissait, bien que les marchandises, objet du marché, aient été envoyées de ce dernier lieu? (Rés. aff.)*

*En conséquence, si le marché a été passé dans le lieu du domicile de l'acheteur, toutes les contestations qui lui sont relatives doivent-elles être portées devant les juges de ce domicile? (Rés. aff.)* Cod. de proc., art. 420; Cod. civ., art. 1247 et 1651. (1)

FRAISSE, C. BOURDET ET PUJOL.

En avril 1817, les sieurs Bourdet et Pujol, négocians à Nismes, vendent au sieur Fraisse, marchand à Castelnaudary, une certaine quantité de marchandises: — Le marché se conclut à Castelnaudary, par l'intermédiaire d'un commis-voyageur des sieurs Bourdet et Pujol. Nulle convention d'ailleurs sur le lieu où devait se faire le paiement.

Lorsque les marchandises furent arrivées à Castelnaudary, le sieur Fraisse ne voulut point les recevoir, prétendant qu'elles n'étaient point de la qualité convenue. De leur côté, les sieurs Bourdet et Pujol, ayant refusé de les reprendre, tirent sur le sieur Fraisse une lettre de change pour se rembourser de leur valeur.

(1) Ces deux questions ont été jugées de même par un arrêt de la Cour de cassation, du 4 décembre 1811. Voy. tom. 12, pag. 944. Voy. aussi tom. 15, pag. 32.



La traite ne fut point acquittée. — En conséquence, le sieur Fraisse fut assigné par les sieurs Bourdet et Pujol, devant le tribunal de commerce de Nismes, pour se voir condamner à en payer le montant.

Le sieur Fraisse proposa le déclinatoire; il soutint qu'il ne pouvait être assigné que devant le tribunal de Castelnaudary, lieu de son domicile, attendu que ni la convention ni même la délivrance n'avaient eu lieu à Nismes, et qu'il n'avait pas été stipulé non plus que le paiement aurait lieu dans cette dernière ville; qu'ainsi il n'existait, dans l'espèce, aucune des conditions exprimées dans l'art. 420 du Code de procédure qui pût rendre le tribunal de commerce de Nismes compétent pour connaître de l'affaire.

Mais ce tribunal, n'ayant aucun égard à l'exception, condamna le sieur Fraisse, par jugement du 17 septembre 1817, au paiement de la traite; et ce jugement fut confirmé sur l'appel par arrêt de la Cour royale de Nismes, du 16 février 1818. Les motifs de ces décisions ont été que, « d'après l'art. 420 du Code de procédure, le demandeur peut assigner devant le tribunal dans l'arrondissement duquel le paiement doit être effectué; qu'en droit, d'après les art. 1247 et 1651 du Code civil, l'acheteur doit payer le prix de la vente au lieu où s'est faite la délivrance, lorsqu'il n'a été rien réglé à cet égard dans la convention du vendeur et de l'acheteur; qu'en fait, les marchandises dont il s'agissait avaient été expédiées de Nismes par les sieurs Bourdet et Pujol au sieur Fraisse, et que la délivrance avait eu lieu à Nismes, conséquence qui résultait de l'art. 100 du Code de commerce. »

Le sieur Fraisse, ou plutôt les syndics de sa faillite, se sont pourvus en cassation pour fausse application de l'art. 420 du Code de procédure et des art. 1247 et 1651 du Code civil. — En thèse générale, ont-ils dit, le défendeur doit, en matière personnelle, être assigné devant les juges de son domicile, *Actor sequitur forum rei*. Voilà la règle. Y a-t-il, dans l'espèce, quelques exceptions qui forcent de s'en écarter? C'est la question.

Sans doute l'art. 420 du Code de procédure, statuant pour les matières de commerce, porte que le demandeur peut assigner

à son choix, devant le tribunal du domicile du défendeur, devant celui dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée, devant celui dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué. Mais d'après l'arrêt, les parties n'ayant fait aucune convention sur le lieu où le paiement devrait être effectué, c'est au domicile de l'acheteur, c'est-à-dire à Castelnaudary, que ce paiement devait se faire, aux termes des art. 1247 et 1651 du Code civil, qui sont très-précis à cet égard. Ensuite, il est évident, dans l'espèce, que la promesse avait été faite et la marchandise livrée, non pas à Nîmes, lieu de l'établissement des sieurs Bourdet et Pujol, mais à Castelnaudary, ville où se trouvait alors leur commis-voyageur. En effet, lorsque des marchands, au lieu d'attendre les acheteurs dans leurs magasins, font porter leurs marchandises, ils ont des commis-voyageurs chargés d'aller les offrir aux différens négocians des villes de commerce : alors le marché que ceux-ci concluent n'est plus censé fait au lieu où sont les marchandises ; cette présomption cesse devant le fait vrai que le marché a été conclu chez l'acheteur, et comme le marché n'a pu être conclu que sous la condition tacite ou exprimée que les marchandises seraient de la qualité convenue, il est clair que la délivrance doit s'en faire chez l'acheteur ; que c'est par le seul fait de cette délivrance et de la vérification des choses vendues que la vente est consommée : d'où il suit que les contestations relatives à ces sortes de marchés doivent être portées alors devant le juge du domicile de l'acheteur.

Vainement la Cour royale de Nîmes s'est-elle fondée sur l'art. 100 du Code de commerce, qui porte que la marchandise sortie du magasin du vendeur ou de l'expéditeur voyage, s'il n'y a convention contraire, aux risques et périls de celui à qui elle appartient. Cet article suppose évidemment que l'acheteur a acquis les marchandises dans les magasins du vendeur, ou bien dans le lieu où elles étaient déposées, et que ce n'est qu'ensuite qu'elles ont été envoyées. Or telle n'est pas l'espèce : donc l'article est inapplicable.

Les défendeurs ont fait défaut. — Et, le 14 novembre 1821, ARRÊT de la section civile, M. Gandon président

d'âge, M. Pajon rapporteur, M. Molinier de Monplancha avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Jourde, avocat-général ; — Vu l'art. 59 du Code de procédure civile ; — Vu pareillement l'art. 420 du même Code ; — Attendu que le premier de ces articles porte une disposition générale qui doit être observée, sauf les cas d'exception prévus par le second de ces articles ; mais que, dans l'espèce de la cause, où il n'avait été rien stipulé sur le lieu du paiement, c'était à Castelnau-dary, où la promesse avait été faite, que, d'après la disposition de l'art. 1247 du Code civil, le paiement aurait dû avoir lieu, si le marché avait dû recevoir son exécution : — D'où résulte qu'en rejetant le déclinatoire proposé par le demandeur, l'arrêt attaqué non seulement a fait une fausse application de l'art. 420 du Code de procédure, mais de plus a contrevenu à l'art. 59 du même Code ; — Cassa, etc. »

### COUR DE CASSATION.

*L'offre ou simple promesse faite par un créancier surenchérisseur de consigner une somme d'argent pour couvrir l'insuffisance du cautionnement offert en immeubles doit-elle être admise, lorsque, d'ailleurs, elle a été faite non dans l'acte de réquisition de mise aux enchères, mais dans les quarante jours accordés pour surenchérir ? (Rés. nég.)*

HÉLIOT, C. THIL.

Ainsi jugé par ARRÊT de la section des requêtes, du 15 novembre 1821. (Voy. le tom. 2 de 1823, pag. 49.)

### COUR D'APPEL DE BOURGES.

*La saisie-arrêt faite entre les mains du tiers acquéreur d'un immeuble, par un créancier chirographaire du vendeur, et le jugement de validité de la saisie qui le condamne à payer à ce créancier le restant du prix de son acquisition, font-ils obstacle à ce qu'il puisse se libérer valablement*

*entre les mains d'un créancier ayant hypothèque sur cet immeuble, qui, plus tard, lui a fait sommation de payer sa créance ou de délaisser? ( Rés. nég. )*

*Peut-on dire que l'exécution de ce jugement par le tiers acquéreur qui a payé l'intérêt des sommes saisies au créancier saisissant constitue de sa part une obligation personnelle en faveur de ce dernier, et qu'il soit tenu de lui payer une seconde fois son prix, nonobstant le paiement qu'il en a effectué à un créancier hypothécaire? ( Rés. nég. )*

*Ce dernier est-il recevable à former tierce opposition envers le jugement qui ordonne à l'acquéreur de payer son prix à un créancier chirographaire, et lors duquel il n'a été ni entendu ni appelé? ( Rés. aff. )*

CIRODDE ET VEUVE BOITÉ , C. LES MINEURS PIDOUX.

Ces questions ont été ainsi résolues par un ARRÊT de la Cour royale de Bourges, du 16 novembre 1821. Les circonstances particulières de cette cause et le texte de l'arrêt sont rapportés tom. 3 de 1823, pag 518.

## COUR DE CASSATION.

*En matière d'expropriation, le placard imprimé dont parle l'art. 695 du Code de procédure doit-il être notifié aux créanciers du saisi ayant sur ses biens une hypothèque légale, mais non inscrite au moment de la poursuite? ( Rés. nég. ) (1)*

*L'adjudicataire sur expropriation forcée est-il tenu de purger les hypothèques dont peut être grevé l'immeuble qui lui a été adjugé, et particulièrement les hypothèques légales? ( Rés. nég. )*

LA DAME FREYSS, C. BRUCKER.

Les biens de Jean-Adam Freyss sont saisis immobilière-

(1) Cette question a été jugée dans le même sens par deux autres arrêts de la Cour de cassation, des 27 novembre et 5 décembre 1811, rapportés dans ce recueil, tom. 12, pag. 917.

moyen de conserver leurs droits ? Ils n'en auront aucun, et l'hypothèque légale, loin d'être un bienfait pour la femme, ne sera plus qu'une prérogative inutile, dangereuse même, puisqu'en lui inspirant une fausse sécurité, la loi prive la femme des moyens de conserver ses droits par les précautions ordinaires. En vain dit-on que le Code de procédure ne prescrit rien à l'acquéreur sur ce point. Car une disposition particulière devenait inutile : l'art. 2135 prévient assez l'adjudicataire de l'existence de l'hypothèque de la femme indépendamment de toute inscription, et l'art. 2194 lui apprend les formalités qu'il doit nécessairement remplir pour la purger. Il faudrait, pour le dispenser de l'accomplissement de ces formalités, que le Code de procédure, au lieu de garder le silence sur l'exécution des art. 2193 et 2194 du Code civil, eût expressément déchargé l'adjudicataire de l'obligation de s'y conformer. En raisonnant par induction et par une analogie supposée entre la procédure de la saisie immobilière et celle de la purge des hypothèques légales, et en concluant de là que l'hypothèque de la dame Freyss avait été purgée par les formalités de la saisie, la Cour royale a confondu deux choses essentiellement distinctes, commis un excès de pouvoir et violé la loi.

La réfutation de ces moyens se trouve dans les motifs de rejet consacrés par la Cour régulatrice.

Du 21 novembre 1821, ARRÊT de la section civile, M. Gandon président, M. Ruperou rapporteur, MM. Rochelle et Guichard avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, avocat-général, et après qu'il en a été délibéré en la chambre du conseil ; — Attendu que, loin qu'aucune loi assujettisse l'adjudicataire *sur expropriation forcée* à purger les hypothèques dont pouvait être grevé l'immeuble qui lui a été adjugé, il résulte, en premier lieu, de la combinaison du chapitre 8 avec le chapitre 9 du titre 18 du Code civil, que ce Code, en traitant des hypothèques, quelles qu'elles soient, légales ou autres, n'a eu en vue que la vente *volontaire* ou la *donation* de l'immeuble grevé ; il résulte, en second lieu, des art. 749 et 750 du Code de procédure, que cet adjudi-

faire, après la signification du jugement d'adjudication, ou l'arrêt confirmatif, s'il y a eu appel, n'a plus rien à faire avant de requérir qu'il soit procédé à l'ordre et à la distribution du prix; il résulte, en troisième lieu, et d'une manière explicite, de l'art. 775 du même Code, que l'art. 2194 du Code civil n'est point applicable à l'expropriation forcée, puisque cet art. 775 déclare positivement que ce n'est que dans le cas d'adjudication, autre que celle par expropriation, que l'ordre sera provoqué par l'acquéreur, après l'expiration des trente jours et suivront les délais prescrits par les art. 2185 et 2194 du Code civil; — Attendu que l'on ne peut pas argumenter de ce qui se pratique dans le cas de la vente par licitation, ou de celle pour cause d'utilité publique, parce que ces ventes, quoique judiciaires, étant considérées comme volontaires, ne sont pas soumises à toutes les formalités requises pour les ventes par expropriation forcée; — Attendu que l'exécution de toutes ces formalités suffit pour éveiller l'attention des créanciers qui ont une hypothèque légale indépendante de toute inscription, et que la multitude et la publicité de ces formalités, jointes à la longue durée de la procédure et au grand nombre de personnes chargées par la loi de prendre inscription pour les femmes et les mineurs, ont déterminé le législateur de regarder comme surabondantes et superflues, dans le cas de vente sur saisie immobilière, les formalités prescrites par l'art. 2194 du Code civil; — Attendu, enfin, que la violation prétendue de l'art. 474 du Code de procédure, concernant la tierce opposition, n'aurait pu exister, qu'autant que les autres moyens employés à l'appui de la demande en cassation auraient été accueillis; — **REJETTE**, etc. »

## COUR D'APPEL DE PARIS.

*La caution que le surenchérisseur est tenu de fournir, aux termes des articles 2185 du Code civil et 832 du Code de procédure, doit-elle être désignée dans l'acte de réquisition de mise aux enchères, à peine de nullité? (Rés. aff.)*  
*Le surenchérisseur peut-il, après le délai accordé par la loi*

*pour surenchérir, et tant que le jugement n'a pas été rendu, substituer ou adjoindre une caution nouvelle à celle qui d'abord offerte ? (Rés. nég.)*

JUNIN, C. RUMLAND.

Un grand nombre d'arrêts ont déjà jugé la première question dans le même sens, et c'est un point sur lequel la jurisprudence est invariablement fixée. (Voy. tom. 10, p. 1<sup>re</sup>, et tom. 16, pag. 476.) Il paraît également certain que le surenchérisseur qui a présenté une caution insuffisante n'est pas recevable, après l'expiration du délai fixé pour la réception de la caution, à proposer un renfort de caution, à l'effet de compléter la garantie exigée par la loi. (Voy. tom. 18, pag. 737; tom. 22, pag. 208, et tom. 2 de 1823, pag. 49.)

Voici l'espèce sur laquelle la Cour de Paris vient de prononcer :

Le sieur *Rumland*, créancier inscrit du sieur *Péchet*, sur une maison située à Gentilly, et indivise entre ce dernier et la dame *Reviron*, en poursuivit la licitation devant le tribunal civil de la Seine. — Elle fut adjugée au sieur *Junin*, par jugement du 16 septembre 1820; et, le 13 novembre suivant, cet adjudicataire fit aux créanciers inscrits, et particulièrement au sieur *Rumland*, les notifications prescrites par l'art. 2183 du Code civil.

Par exploit du 23 décembre de la même année, le sieur *Rumland* déclara au sieur *Junin* qu'il surenchérisait du dixième, lui offrit pour caution le sieur *Delabouerie*, et l'assigna à trois jours pour la réception de cette caution.

Les titres propres à établir la solvabilité du sieur *Delabouerie* n'avaient pas été déposés au greffe, et, par conséquent, aucun acte de dépôt n'avait été notifié à l'adjudicataire, dans la citation. — Il paraît même qu'il était très-difficile au sieur *Delabouerie* de se procurer ces titres; que la seule propriété qu'il pût ou qu'il voulût affecter à son cautionnement était une moitié indivise qui lui appartenait dans le domaine de Courtant, département de l'Aisne, et que toutes les pièces relatives à ce domaine étaient retenues, par des circonstances particulières, dans l'étude d'un notaire de Soissons.



Dans cet état de choses, le sieur Rumland présenta le *Dumont* comme caution supplétive et solidaire avec sieur Delabouterie, par acte d'avoué à avoué, du 18 janvier 1821.

Ce n'est que le 2 février suivant que le sieur Delabouterie déposa ses titres au greffe, et qu'il y déclara affecter spécialement sa part dans le domaine de Courtant à la garantie de la surenchère formée par le sieur Rumland.

Le sieur Junin demande la nullité de cette surenchère, par divers motifs, et notamment parce que, dans l'esprit des arts 2185 du Code civil et 832 du Code de procédure, la caution doit être désignée dans l'acte même de surenchère; il suit de là que la substitution ou l'adjonction postérieure d'une seconde caution à la première est absolument inadmissible, et que, si elle pouvait être accueillie pendant le délai accordé pour surenchérir, il y aurait au moins nécessité de la révoquer après l'expiration de ce délai; que, dans l'espèce, le cautionnement supplétif et solidaire du sieur Dumont n'a été offert qu'après les quarante jours fixés par l'art. 2185 du Code civil, et qu'il est par-là même non recevable; qu'en ce qui touche la présentation du sieur Delabouterie comme caution primitive, elle est radicalement nulle, en ce qu'elle n'a pas été précédée du dépôt des titres au greffe, et que l'exploit par lequel elle a été faite n'a pas été accompagné de la copie de l'acte de ce dépôt, comme le prescrit l'art. 518 du Code de procédure.

Le 8 février 1821, jugement qui, sans avoir égard à ces moyens, admet les deux cautions successivement offertes par le sieur Rumland, et déclare la surenchère valable, — « Attendu entre autres motifs, qu'il est inutile de faire connaître ) que l'art. 2185 du Code civil a seulement établi en principe que le créancier surenchérisseur serait tenu d'offrir caution, en laissant au Code de procédure à déterminer les formes suivant lesquelles cette caution serait offerte, contestée ou admise; — Que ces formes se trouvent exclusivement consacrées dans le titre 4 du livre 1<sup>er</sup> du Code de procédure civile, intitulé de la *Surenchère sur aliénation volontaire*, qui se trouve lui-même compris dans la deuxième partie, intitulée des *Pro-*

*cédures diverses* ; que, dès lors, il n'y a pas lieu à revenir aux règles générales sur les réceptions de cautions ; — Que l'art. 832 exige, pour la validité de la surenchère, que l'acte de réquisition dont parle l'art. 2185 du Code civil contienne l'offre de la caution, avec assignation à trois jours pour sa réception, à laquelle il doit être procédé sommairement ; que ces dernières expressions indiquent suffisamment le mode de procédure à suivre, puisque le Code contient des règles générales sur les procédures sommaires, et qu'il est inutile de recourir aux règles tracées pour les réceptions de cautions en général, et particulièrement à l'art. 518, qui exige que la caution dépose ses titres de propriété, et signifie acte de dépôt avec celui qui renferme sa présentation ; — Attendu qu'il résulte de là que, tant que les choses sont entières, et qu'il n'a pas été prononcé sur le cautionnement, le surenchérisseur a le droit de justifier, par les divers moyens qui sont en son pouvoir, la suffisance du cautionnement qu'il est tenu d'offrir, et que, par conséquent, le cautionnement peut être augmenté par des sûretés additionnelles, et même par présentation d'une nouvelle personne, qui s'oblige solidairement avec la caution offerte ; — Que, si cette forme de procédure peut entraîner quelques longueurs, et causer quelques inconvénients à l'acquéreur de l'immeuble, il a les moyens de les prévenir, puisqu'à l'échéance des trois jours de la sommation à lui faite, il peut poursuivre l'audience.... ».

Le sieur Junin a interjeté appel de cette sentence, et pour établir qu'elle avait mal jugé, il a développé, devant la Cour, les moyens déjà présentés en première instance, et que nous avons indiqués sommairement.

Il est incontestable, a-t-il dit d'abord, que l'acte même de surenchère doit, à peine de nullité, contenir l'offre et la désignation de la caution. Ces mots de l'art. 2185 du Code civil, *il offrira de donner caution*, pouvaient laisser quelque doute sur ce point ; mais l'art. 832 du Code de procédure a dissipé ce doute en disposant que « l'acte de réquisition de mise aux enchères contiendra, à peine de nullité de la surenchère, l'offre de la caution, avec assignation à trois jours..... pour la réception de ladite caution ». L'on ne peut faire l'offre

la caution sans la désigner ; et , d'ailleurs , comment aurait-on à trois jours pour la *réception d'une caution* qui n'aurait pas été désignée ? — Si l'on est forcé de reconnaître que la surenchère est nulle quand la caution n'est pas indiquée dans l'acte qui la renferme , il en résulte la conséquence que la caution désignée dans cet acte doit être solennelle et admissible ; qu'autrement il n'y aurait pas de caution ; selon le vœu de la loi , et que la nullité qui en dérive devrait être écartée par la présentation tardive d'une caution nouvelle ou supplémentaire ; que , si l'on conteste cette proposition , il sera , du moins , impossible de nier que le délai fixé pour la surenchère du dixième s'applique pareillement à la constitution ou à l'adjonction d'une caution nouvelle à celle qui a été présentée par l'acte de réquisition de mise aux enchères. En effet , l'offre et la désignation d'une caution solennelle étant un élément essentiel de la surenchère , il impliquerait contradiction qu'elles fussent admises à une époque où la surenchère est elle-même devenue inadmissible. *Accessorium sequitur sortem rei principalis*. — Ainsi , dans l'espèce , le cautionnement additionnel du sieur Dumont n'ayant été offert qu'après l'expiration des quarante jours accordés pour surenchérir , puisque cette offre n'a eu lieu que le 18 janvier 1811 , et que la notification de l'acquéreur était du 23 novembre précédent , ce cautionnement est évidemment tardif et inadmissible.

Il ne reste à examiner que le mérite de la première caution présentée dans la personne du sieur Delaboutherie. Or il est certain , en droit comme en fait , que cette caution ne saurait être admise. En droit , elle a été présentée d'une manière irrégulière , et cette irrégularité , devenue désormais irréparable , entraîne la nullité de la surenchère. — L'article 832 du Code de procédure se borne à prescrire l'offre d'une caution pour la surenchère ; mais , ni cet article , ni les suivans , ne déterminent les formes à observer , soit pour faire cette offre , soit pour accepter , contester , rejeter ou admettre la caution ; de là , quoi qu'en aient dit les premiers juges , la nécessité indispensable de recourir aux règles générales posées dans les art. 518 et suivans , sur les *réceptions de cautions*.

Ces règles sont dictées par la raison, et puisées dans la nature des choses. — Ainsi, en présentant la caution, l'on doit joindre à l'exploit *la copie de l'acte de dépôt au greffe des titres qui constatent sa solvabilité*, conformément à l'art. 518 et les termes de l'art. 832 lui-même exigent implicitement l'observation de cette formalité (1). En fait, il est constant que les prétendues preuves de solvabilité, tardivement produites par le sieur Delabounerie, sont insuffisantes, et qu'ainsi le cautionnement devrait encore être rejeté sous ce second rapport.

L'intimé défendait la décision des premiers juges avec les argumens consignés dans ses motifs. Il s'attachait surtout à établir que les nullités doivent être rigoureusement restreintes dans les termes de la loi; que les art. 2185 du Code civil et 832 du Code de procédure se bornent à exiger que l'acte de surenchère contienne l'offre d'une caution; que, dans l'espèce, cette formalité a été remplie; qu'à la vérité, dans la crainte de ne pouvoir obtenir des justifications suffisantes de la solvabilité de la première caution présentée, on en a offert une seconde, en qualité de caution supplétive et solidaire, après un délai de quarante jours, mais qu'aucune disposition de la loi ne soumet cette mesure de prévoyance à un terme fatal, et que l'équité et la faveur attachée à la surenchère veulent qu'elle soit admise, tant que les choses sont encore entières.

Quant au dépôt des titres et à la notification de ce dépôt, le sieur Rumland soutenait qu'ils pouvaient aussi avoir lieu jusqu'au jugement sur le mérite de la surenchère, non seulement parce que l'art. 518 était inapplicable au cas particulier, mais encore parce que cet article, en le supposant applicable, ne prescrivait pas les formalités dont il s'agit, à peine de nullité.

---

(1) Inutile d'insister sur ce moyen; la question qu'il présente n'est pas jugée par l'arrêt, et elle l'a été depuis en sens contraire par arrêt de la même Cour, du 9 août 1824, qui a décidé que le créancier surenchérisseur n'est pas tenu, à peine de nullité, de notifier avec l'exploit de surenchère contenant offre de la caution la copie de l'acte de dépôt au greffe des pièces constatant la solvabilité de cette caution. Voy. le ton. 1<sup>er</sup> de 1826, pag. 158. Voy. aussi M. Carré, *Lois de la procédure*, tom. 3, pag. 168.

Le 27 novembre 1821, ARRÊT de la seconde chambre de la Cour royale de Paris, M. Agier président, M. Jaubert avocat-général, par lequel :

LA COUR, — Attendu qu'il résulte de la combinaison des art. 2185 du Code civil, 832, 518 et suivans du Code de procédure civile, que la caution en matière de surenchère doit être, à peine de nullité, offerte et dénommée dans l'acte de disposition de mise aux enchères, et que la réception de cette caution est soumise aux mêmes justifications et formalités que celles des autres cautions; qu'à cette première caution, ainsi offerte et dénommée, on ne peut valablement en substituer ou adjoindre une autre, hors des délais fixés par la loi pour l'exercice de la faculté de surenchérir; — Que, dans l'espèce, Delabouterie ayant été offert par Rumland pour caution de la surenchère faite par ce dernier, le quarantième jour du délai, c'est dudit Delabouterie seul qu'il a pu être question de discuter la solvabilité; que la présentation de Dumont faite par le dit Rumland, hors du délai légal, comme caution supplétive et solidaire, est irrégulière et nulle; que non seulement les formalités prescrites par la loi n'ont pas été remplies, pour la réception dudit Delabouterie comme caution de la surenchère de Rumland, mais que les titres produits depuis et jusqu'à ce jour par Delabouterie n'établissent pas sa solvabilité; — Faisant droit sur l'appel interjeté par Junin du jugement rendu par le tribunal civil de la Seine, le 8 février dernier, Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant, décharge Junin des condamnations contre lui prononcées; au principal, déclare la surenchère faite par Rumland, le 23 décembre 1820, nulle et de nul effet; déclare pareillement nulles et comme non avenues les soumissions faites au greffe du tribunal civil de la Seine, par Rumland et Dumont, les 31 janvier et 12 février derniers, etc. »

### COUR DE CASSATION.

Dans l'état actuel de la législation commerciale, un billet à ordre échu peut-il être transmis par un endossement postérieur à son échéance? (Rés. aff.)

EN D'AUTRES TERMES, *le cessionnaire ne peut-il être saisi, l'égard du souscripteur, que par la voie d'un transport généralement signifié ou accepté?* (Rés. nég.) Cod. civ., art. 1689, 1690 et 1691.

LE SIEUR NETTANCOURT, C. LE SIEUR LAMBERT.

Cette question, qui peut fréquemment se présenter, a été résolue par la Cour de cassation dans un sens contraire à un usage qui s'était établi dans le commerce, et qui n'avait aucun fondement solide dans les lois qui régissent les obligations commerciales.

La propriété d'un billet à ordre se transmet, comme celle de la lettre de change, par la voie de l'endossement. (Cod. de comm., art. 136 et 187.) Ainsi, comme la lettre de change, le billet à ordre est un titre de créance de nature telle que, par exception aux principes généraux sur le mode de transmission des créances en général, sa transmission peut s'opérer par voie d'endossement. Ce principe est énoncé dans la loi d'une manière trop claire pour être contesté, et en effet il ne l'a jamais été. Mais, tout en avouant que le billet à ordre est transmissible par la voie de l'endossement, on distinguait si la transmission avait été faite avant ou après son échéance; on soutenait, et cet usage avait prévalu assez généralement, que, dans ce dernier cas, si le billet à ordre n'avait pas été payé, la propriété ne pouvait plus en être transmise que par la voie d'un transport signifié, comme une créance ordinaire. Mais cette distinction n'était établie sur aucune loi.

Vainement disait-on que, d'après les art. 161 et 162 du Code de commerce, le porteur d'un billet à ordre doit en exiger le paiement le jour de son échéance; que le refus de paiement doit être constaté par un protêt, et que de ces obligations imposées au porteur du billet à ordre il résulte que, après son échéance, il cesse d'être transmissible par la voie de l'ordre ou de l'endossement; qu'il suit des mêmes art. 161 et 162 que le législateur a entendu que la transmission par endossement devait avoir lieu avant l'échéance, et qu'après cette échéance, le billet à ordre ne serait plus susceptible d'endosse-

ent, par la raison que, le protêt fixant la créance sur la tête du protestant, elle ne peut plus, dès ce moment, être cédée dans les formes ordinaires.

Vainement citait-on comme ayant consacré ces principes plusieurs arrêts rendus par la Cour de Paris, et invoquait-on le sentiment de deux professeurs de l'école de droit de Paris, MM. Delvincourt et Pardessus (1), qui enseignent l'un et l'autre qu'une lettre de change et un billet à ordre ne peuvent plus être transmis par voie d'endossement après leur échéance. Les motifs que ces professeurs estimables ont donnés de leur opinion ne nous paraissent pas sans réplique.

Ils se fondent sur ce que la loi qui attribue à l'endossement la vertu d'opérer le transport sans signification, est une loi d'exception, qui doit être limitée à l'objet qu'elle a eu en vue. Cet objet est la facilité de la circulation par la nature même du titre, et sa circulation est arrêtée à l'échéance ; l'exception ne doit plus avoir lieu après cette échéance, l'objet que se proposait la loi étant rempli.

Nous sommes d'accord avec les deux professeurs que nous venons de citer, si leur opinion peut être entendue dans ce sens que, par la nature même de la lettre de change ou du billet à ordre, sa circulation est arrêtée à l'échéance, parce qu'en cas de non-paiement, la lettre de change et le billet à ordre doivent être protestés, parce que le protêt a fixé la créance dans les mains de celui à la requête duquel il a été fait, parce que dès ce moment la créance ne peut plus être transmise que par la voie du transport.

Si, au contraire, ces professeurs ont entendu enseigner que, par le seul fait de son échéance, même dans l'absence du protêt, la lettre de change et le billet à ordre perdent leur nature de créances transmissibles par la voie de l'ordre ou de l'endossement, alors nous ne serons plus d'accord avec eux, et nous nous permettrons d'avoir une opinion contraire. Nous nous fondons sur des principes très-simples.

---

(1) Voy. *Institutes de droit comm.*, note 2 de la page 80, 2<sup>e</sup> édit., et *Cours de droit commercial*, tom. 2, pag. 405, n<sup>o</sup> 351.



De droit commun, un titre quelconque, authentique ou seing privé, est après son échéance ce qu'il était auparavant et demeure susceptible des mêmes effets. Ainsi, le billet à ordre est toujours, après son échéance, ce qu'il était auparavant son échéance, hors le cas du protêt, il ne pourrait perdre son caractère, sa nature, c'est-à-dire sa transmissibilité par la voie de l'endossement, que par une disposition précise de la loi, et une telle disposition n'existe pas.

On invoque les articles 161 et 162 du Code de commerce qui veulent que le billet à ordre soit, en cas de refus de paiement, protesté à son échéance; et de là on a tiré cette conséquence, que la transmission par endossement devait avoir lieu avant l'échéance, et qu'après l'échéance, l'effet n'était plus susceptible d'endossement.

Nous pensons qu'il faut faire une distinction : *Oui*, lorsqu'il y a un protêt; *Non*, lorsque l'effet n'a pas été protesté. La raison de cette différence est que dans le premier cas le protêt a fixé la propriété dans les mains du protestant, et qu'il n'en est pas de même dans le second cas; l'effet conserve sa nature d'effet transmissible par la voie de l'ordre, et l'absence du protêt ou la présentation tardive du billet ne produisent que cet effet, de faire perdre au porteur ses droits contre les endosseurs (Code de commerce, article 168). Aussi personne n'ignore que l'endossement postérieur à l'échéance, alors qu'il n'y a pas de protêt, est dans le commerce d'un usage fréquent lors que la signature du souscripteur suffit pour inspirer sécurité; et c'est ce qu'atteste un arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 6 avril 1809, rapporté dans ce Journal, tom. 10, pag. 244.

Si on consulte les observations des tribunaux sur le projet de Code de commerce, on y remarque 1° qu'aucun des tribunaux de commerce de France n'a demandé que, suivant l'opinion de Savary, combattue par plusieurs jurisconsultes, la loi nouvelle fit une distinction entre la transmission d'un billet à ordre avant son échéance et sa transmission après l'échéance; 2° que la Cour de cassation avait provoqué cette distinction dans la rédaction de l'art. 97 du projet du Code de commerce, lequel correspond à l'art. 137, et que le même vœu avait été exprimé par la Cour d'Agen; 3° que le législateur n'a pas cru devoir nir-

er cette distinction, et il l'a suffisamment repoussée par son  
ance.

es réflexions acquièrent un nouveau poids par l'arrêt de  
Cour de cassation dont voici l'espèce (1).

*Etienne*, notaire à Nanci, était chargé des affaires du  
sieur de *Nettancourt*. Ce dernier souscrit, le 2 décembre  
1816, un billet à ordre de la somme de 3,752 fr. 70 cent.,  
payable le 1<sup>er</sup> janvier 1817, à l'ordre et au domicile du sieur  
*Etienne*, avec l'intérêt légal; ce billet est causé *valeur reçue*  
*en écus*.

Le 29 mai 1817, postérieurement à l'échéance du billet,  
*Etienne* le transporte à M. *Lambert de Bathillier*, par un  
endossement daté du même jour; cet endossement est causé  
pour *valeur en écus*, et exprime que l'encaissement doit se  
faire chez *Etienne* le 1<sup>er</sup> mai 1818.

Le paiement du billet n'ayant pas été fait à cette der-  
nière époque, *Lambert* a accordé de nouveaux délais à *Etien-*  
*ne*. Cette circonstance a été reconnue en point de fait; mais ce  
dernier s'éloigna de Nanci sans avoir effectué le paiement, et  
on lui nomma un curateur.

Le 8 janvier 1820, *Lambert* assigne devant le tribunal civil  
de Nanci le sieur de *Nettancourt*, souscripteur du billet; et le  
curateur du sieur *Etienne*, endosseur, en paiement du billet et  
les intérêts courus depuis le 2 décembre 1816.

Le sieur de *Nettancourt* oppose à cette demande que l'en-  
dossement fait par *Etienne*, postérieurement à son échéance,  
sans qu'il y eût eu de protêt, n'a pas transféré la propriété du  
billet à *Lambert*; que ce transport n'aurait pu s'opérer légale-  
ment que dans les mêmes formes que le transport d'une créance

---

(1) Nous avons conservé ces réflexions de l'ancien rédacteur, en ce  
qu'elles sont bien faites et propres à établir la controverse; mais nous  
l'adoptons point sa doctrine. Nous pensons, avec MM. Delvincourt et  
les autres, qu'un billet à ordre ne peut plus être transmis par voie d'en-  
dossement après l'échéance, ou que tout au moins l'endossement ne pour-  
rait pas être opposé au souscripteur du billet, pour le priver du droit  
qu'il aurait d'opposer la compensation à l'endosseur, si ce dernier avait  
conservé l'effet dans ses mains.

ordinaire, c'est-à-dire par une cession signifiée au débiteur, aux termes de l'art. 1690 du Code civil. Il invoque sur ce point de droit l'autorité de Savary, dans son *Parfait Négociant*, et celle de plusieurs auteurs accrédités qui pensent qu'un billet à ordre ne peut plus, après son échéance, être transporté par la voie de l'endossement, mais seulement par un transport signifié ou accepté. — *En fait*, il soutient qu'il n'est plus débiteur du billet par lui souscrit au profit d'Etienne le 2 décembre 1816; et à l'appui de cette assertion il produit un arrêté de compte, entre lui et le sieur Etienne, sous la date du 8 mars 1819, non enregistré, duquel il résulte qu'il est pleinement libéré envers Etienne, lequel, dit-il, au lieu de lui rendre son billet, ainsi qu'il le lui avait promis, l'avait laissé en circulation.

Le 4 mars 1820, jugement du tribunal de première instance de Nanci, qui, sans avoir égard à l'exception proposée par le sieur de Nettancourt, condamne ce dernier, et le curateur du sieur Etienne solidairement, à acquitter le montant du billet et les intérêts; et faisant droit sur l'action récursoire exercée contre le curateur du sieur Etienne, condamne ce dernier à garantir et indemniser le sieur de Nettancourt du montant des condamnations prononcées contre lui. — Les motifs de ce jugement sont que l'opinion de Savary n'a pas été adoptée par les commentateurs qui ont écrit après lui; que les législateurs qui ont concouru à la formation du nouveau Code de commerce connaissaient cette opinion; mais qu'ils n'ont pas jugé convenable d'insérer dans ce Code aucune disposition d'où il soit permis d'inférer que l'endossement postérieur à l'échéance du billet à ordre ne puisse plus être considéré que comme un transport ordinaire, qui doit être signifié au débiteur, ou accepté par lui, conformément au Code civil; que les juges ne peuvent pas suppléer à la loi; que, dans le commerce, un billet à ordre, après son échéance, peut être valablement endossé; que celui qui le reçoit pour garans solidaires et l'endosseur et le souscripteur du billet; que Lambert se trouvait dans cette position; que le sieur de Nettancourt ne pouvait lui opposer le paiement fait à Etienne; que le décompte par lui produit n'était que du 8

ars 1819, tandis que l'endossement remontait au 29 mai 1817; ne M. Nettancourt devait se souvenir de la nature de son billet; qu'il savait qu'il était négociable, et qu'il s'était obligé de acquitter à tout porteur d'un endossement régulier qui le lui présenterait; qu'avant de rien payer à Etienne, il devait s'assurer que celui-ci ne l'avait pas négocié, ou retirer le billet.

Appel de ce jugement par le sieur de Nettancourt.

Le 28 juillet 1820, arrêt de la Cour royale de Nancy qui confirme la décision des premiers juges, « attendu, entre autres motifs, que l'usage tolère la transmission des billets à ordre après leur échéance, et qu'aucune loi ne la défend; que le débiteur d'un billet à ordre, en le laissant circuler comme tel, fait croire par-là au public qu'il s'agit toujours d'un billet qui retient et conserve sa nature de billet transmissible à ordre et non acquitté, car le public ne connaît pas et ne peut pas présumer le paiement ou la compensation; que, dans le cas possible d'une compensation consentie, il en résulterait une déception publique; infaillible et fatal résultat de la distinction admise par des opinions particulières, mais que souvent les tribunaux avaient déclarée imaginaire, comme la Cour de cassation le pensait dans un arrêt du 25 frimaire 109 (1). Enfin; que l'arrêté de compte entre le sieur de Nettancourt et le sieur Etienne ne portait pas avec lui la preuve de son enregistrement ».

Le sieur de Nettancourt se pourvoit en cassation contre cet arrêt, et propose trois moyens : 1° Violation des articles 1690 et 1691 du Code civil, aux termes desquels le cessionnaire d'un titre de créance n'est valablement saisi de la propriété de cette créance, à l'égard du débiteur, qu'après la signification faite à celui-ci de son transport; et, par suite, fausse application des dispositions du Code de commerce, d'après lesquelles le simple endossement suffit pour la transmission des billets à

---

(1) Cet arrêt avait jugé contre le sieur Vanderveldin, en cassant un jugement du tribunal du civil du département des Deux-Nèthes, que la contestation sur le paiement d'une lettre de change, bien que non portée dans le délai fixé par la loi, était de la compétence du tribunal de commerce.

lettre de crédit, dans laquelle cette maison était invitée à lui procurer tous moyens et facilités pour l'expédition du navire.

En effet, le capitaine eut besoin d'user de ce crédit. Le 18 octobre 1817, il tira, au profit de la maison Torladès, une lettre de change de la somme de 2,854 fr., valeur pour besoin de son navire; et le même jour, il souscrivit, au profit de la même maison, un contrat, à la grosse de la somme de 2,854 fr. qu'il avait empruntée pour les besoins de son équipage, avec une prime de 15 pour 100 pour les risques de mer. Il fut convenu que cette somme serait acquittée trois jours après son arrivée à Dieppe, et seulement à défaut de paiement de la lettre de change.

Le sieur Leveux, sur lequel était tirée la lettre de change, refusa d'en acquitter le montant; elle fut protestée à son échéance. Alors le contrat de prêt devenait obligatoire. La maison Torladès actionna, le 19 juin 1818, le capitaine Leveux, devant le tribunal de commerce de Dieppe. — Celui-ci appela le sieur Leveux en garantie.

Le sieur Leveux s'est défendu en soutenant qu'il ne pouvait être tenu du remboursement de la somme prêtée, dès que le contrat de prêt n'avait pas été précédé des formalités prescrites par l'art. 234 du Code de commerce, qui porte : « Si, pendant le cours du voyage, il y a nécessité de radoub, ou d'achat de victuailles, le capitaine, après l'avoir constaté par un procès verbal signé des principaux de l'équipage, pourra, en se faisant autoriser en France par le tribunal de commerce, ou, à défaut, par le juge de paix; chez l'étranger, par le consul français, ou, à défaut, par le magistrat des lieux, emprunter sur le corps et quille du vaisseau, mettre en gage ou vendre des marchandises jusqu'à concurrence de la somme que les besoins constatés exigent.... »

Mais le tribunal de commerce n'eut aucun égard à cette défense, et condamna le sieur Leveux au paiement de la somme de 3,292 fr., montant du principal et de la prime du contrat à la grosse.

Appel de la part du sieur Leveux; et, le 28 novembre 1818, arrêt de la Cour royale de Rouen qui infirme, — « Considérant qu'il faut distinguer entre les formalités requises par l'art.

du Code de commerce et celles exigées par l'art. 512 du même Code ; que celles fixées par l'art. 234 ont pour but la validité du contrat à la grosse, tandis que celles portées en art. 312 sont relatives au privilège accordé au contrat ; qu'il est point représenté de procès verbal dressé par le capitaine et les principaux de l'équipage, lequel aurait attesté la nécessité d'un radoub ou de victuailles pour le bâtiment ; qu'il est point surtout justifié que le consul français ait autorisé l'emprunt fait par le capitaine Levillain, autorisation dont la maison Torladès devait absolument s'assurer pour la validité du contrat à la grosse qu'elle faisait avec le capitaine Levillain ; que cette maison ne doit donc imputer qu'à sa négligence, qu'à son imprévoyance, l'invalidité du titre en vertu duquel elle a actionné le sieur Leveux ; — Considérant, d'une autre part, que le capitaine Levillain était porteur d'une lettre de crédit du sieur Leveux pour la maison Torladès et compagnie ; que, par cette lettre de crédit, le sieur Leveux invitait cette maison à procurer à son capitaine tous les moyens et facilités pour l'expédition de son navire ; mais que, par cette lettre de crédit, elle n'était pas invitée à fournir de l'argent à la grosse, moyen très-onéreux pour celui qui est contraint d'y avoir recours ; que, dans cet état de choses, la maison Torladès, ayant confiance dans le sieur Leveux, devait se contenter de l'aviser des avances qu'elle avait faites, et s'occuper des moyens de recouvrement desdites avances, suivant les usages du commerce en pareil cas ; — Considérant enfin que, le contrat à la grosse étant invalide à l'égard du sieur Leveux, il l'est également en ce qui concerne le sieur Levillain, d'autant plus qu'il est constant que, dans la somme énoncée en ce contrat, il y en avait une portion qui était représentative de la valeur de marchandises fournies pour le compte particulier dudit sieur Levillain. »

Pourvoi en cassation de la part des sieurs Torladès et compagnie ; ils disaient : Les formalités prescrites par l'art. 234 du Code de commerce peuvent-elles être opposées au tiers qui a prêté de bonne foi ? Ne concernent-elles, au contraire, que le capitaine vis-à-vis du propriétaire ? Telle est la question à résoudre. Or nous commencerons par remarquer que l'ordonnance de la marine de 1681, titre du Capitaine, art. 19,

exigeait aussi que l'emprunt à la grosse fût fait sur l'avis du contre-maître et du pilote, qui devaient certifier sur le journal que l'emprunt avait été nécessaire. Et que décidaient les auteurs, et particulièrement Emerigon et Valin? C'est que la formalité n'était prescrite ou obligatoire que pour le capitaine respectivement au propriétaire; que, quant au prêteur de bonne foi, l'omission de la formalité ne l'empêchait pas d'avoir son action contre l'armateur. Si c'est ainsi que l'on entendit la disposition de l'ancienne ordonnance, pourquoi n'interpréterait-on pas de même celle de l'art. 234 du Code de commerce, qui n'est qu'une répétition de la première? Certes, le législateur moderne connaissait la jurisprudence qui était suivie sous l'empire de l'ordonnance; et s'il eût voulu y déroger, il l'aurait fait d'une manière expresse.

Mais cette jurisprudence n'est-elle pas conforme aux principes du droit commun, consacrés par le Code civil? N'est-elle pas aussi en harmonie parfaite avec d'autres dispositions du Code de commerce? En effet, n'est-il pas constant que la forme des actes doit uniquement être réglée par la loi du lieu où ils sont passés: *Locus regit actum* (Code civil, art. 47, 999 et 1159)? Or comment opposer à un prêteur de bonne foi, qui demeure en pays étranger, l'absence de telle ou telle formalité prescrite par nos Codes? Quel serait le résultat d'un pareil système, surtout dans l'espèce qui nous occupe? Tout commerce maritime deviendrait nécessairement impossible, puisqu'il faudrait que chaque consignataire conduît la législation de tous les pays maritimes avec lesquels il aurait des relations. Aussi, le législateur s'est bien gardé d'admettre ce système, et nous en trouvons la preuve encore dans les dispositions de l'art. 216 du Code de commerce. En effet, par une première disposition, cet article veut que tout propriétaire de navire soit civilement responsable des faits du capitaine; pour ce qui est relatif au navire et à l'expédition. Cette règle est générale, et s'applique à tous les cas, ou plutôt à tous les faits du capitaine; elle suffirait pour détruire l'interprétation que la Cour royale a donnée à l'art. 234. Une autre disposition de l'art. 216 ajoute que la responsabilité cesse par l'abandon du navire et du fret; mais c'est une exception même qui confirme



règle de responsabilité pour tout autre cas : *Exceptio fir-*  
*et regulam.*

Enfin, les demandeurs se prévalaient de la lettre de crédit que le sieur Leveux avait donnée au capitaine Levillain, laquelle, suivant eux, confirmait de plus en plus les pouvoirs de celui-ci tenant de la disposition de la loi. — D'après tous motifs, les demandeurs concluaient que l'arrêt dénoncé, décidant que l'emprunt à la grosse, fait par le capitaine Levillain, n'était point obligatoire pour le sieur Leveux, avait violé tous les principes, et fait notamment une fausse application de l'art. 234 du Code de commerce.

Le sieur Leveux, l'un des défendeurs, a reproduit les motifs de la Cour royale de Rouen. Il ajoutait que les sieurs Torès et consorts ne pouvaient argumenter de l'art. 216 du Code de commerce, puisqu'il ne parle que de la responsabilité du propriétaire de navire, en général. — Quant à la lettre de crédit qui avait été donnée au capitaine, le défendeur soutenait encore qu'elle était indifférente, ne s'agissant point d'une obligation ordinaire que le capitaine aurait contractée, mais d'un prêt à la grosse, que l'art. 234 soumet à des formes spéciales.

Le capitaine Levillain, qui était aussi défendeur à la cassation, ne s'est point présenté.

Du 28 novembre 1821, ARRÊT de la section civile, M. Gandon président d'âge, M. Jaubert rapporteur, MM. Delagrange, Buchot avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joussier, avocat-général, et après en avoir délibéré en la chambre du conseil ; — Vu les art. 216, 221, 234, 236 et 312 du Code de commerce ; — Vu aussi l'art. 1998 du Code civil ; — Attendu que les formalités portées par l'art. 234 du Code de commerce ne regardent que le capitaine, respectivement au propriétaire ; que ces formalités n'ont eu d'autre objet que de rendre le capitaine à portée de justifier de la nécessité de l'emprunt, et d'éviter tout recours de la part du propriétaire ; qu'elles ne concernent pas le prêteur qui a contracté de bonne foi et sans fraude avec le capitaine, pendant le cours du voyage ; que c'est ainsi qu'avait toujours été exécuté l'art. 19

du titre du *Capitaine*, de l'ordonnance de 1681, lequel exige aussi des formalités de la part du capitaine qui voulait emprunter à la grosse ; que le véritable sens de l'art. 234 résulte également de l'art. 236, qui veut que le capitaine qui aura, sur nécessité, pris de l'argent sur la quille du navire, soit responsable envers l'armement, et personnellement tenu du remboursement, ce qui prouve que le propriétaire est fondé à recourir sur le capitaine, mais qu'il est obligé de désintéresser le tiers, envers lequel il demeure tenu par le fait de son capitaine, qui était son mandataire légal ; que l'art. 312 contient une nouvelle preuve que les formalités de l'art. 234 ne sont pas obligatoires pour le prêteur vis-à-vis du propriétaire, puisque ce n'est que pour conserver son privilège à l'égard du propriétaire que le prêteur est obligé de veiller à ce que ces formalités soient remplies par le capitaine ; — Attendu, surabondamment, que le propriétaire, en donnant au capitaine une lettre de crédit sur le prêteur, avait aussi donné à celui-ci un mandat particulier qui, au besoin, aurait fortifié celui que le capitaine tenait de la loi ; qu'enfin le prêteur, si n'était pas remboursé par le propriétaire, devait au moins l'être par le capitaine, contre qui le prêteur avait conclu subsidiairement ; que, néanmoins, la Cour royale de Rouen a refusé, pour la totalité de la créance, de prononcer une condamnation non seulement contre le propriétaire, mais même contre le capitaine : — D'où il résulte que la Cour royale a fausement appliqué l'art. 234 du Code de commerce, et qu'elle a violé l'art. 1998 du Code civil ; — Par ces motifs, **Cassé**, etc. »

### COUR DE CASSATION.

*Les enfans mineurs ont-ils une hypothèque légale sur les biens de leur père qui, durant le mariage, est administrateur de leurs biens personnels ? (Rés. nég.) Cod. civ., art. 2121 et 2135.*

LE MINEUR MARTEAU.

Cette question, qui est controversée, a été résolue affirmativement par un arrêt de la Cour de Toulouse, du 23 décembre.

de 1818, rapporté au tom. 20, pag. 804. L'arrêt de la Cour  
même que nous recueillons aujourd'hui mettra sans doute  
un terme aux incertitudes et fixera la jurisprudence. (Voy. nos  
observations sur l'arrêt de Toulouse.)

Les biens personnels du mineur *Marteau* ont été adminis-  
trés par son père, qui a même reçu divers capitaux pour le  
compte de son fils.

Les biens de *Marteau* père sont vendus sur la poursuite de  
ses créanciers. Le mineur, assisté d'un curateur *ad hoc*, se  
présente à l'ordre, et réclame en sa faveur le bénéfice de l'hypo-  
thèque légale que l'article 2135 du Code civil accorde aux pa-  
res sur les biens de leur tuteur.

Les créanciers lui répondent qu'il n'a point d'hypothèque  
légale, que l'article par lui invoqué n'est point applicable au  
cas particulier, puisque son père n'a pas été son tuteur, mais  
seulement l'administrateur de ses biens adventifs.

Cette défense est accueillie par le tribunal civil de Boulogne-  
sur-Mer, dont le jugement, rendu le 28 août 1817, dispose en  
ces termes : — « Considérant que, quoique l'article 389 du Code  
civil, qui déclare le père, durant le mariage, administrateur  
des biens personnels de ses enfans mineurs, soit placé sous le  
titre de la Tutelle, la loi ne le considère néanmoins pas  
comme tuteur ; qu'il résulte en effet de l'art. 390 et de tout  
l'ensemble du titre 20 du Code civil que la tutelle ne s'ouvre  
qu'après la dissolution du mariage, arrivée par la mort natu-  
relle ou civile de l'un des époux ; que c'est alors seulement  
qu'un tuteur est donné au mineur, soit par la loi, soit par le  
conseil de famille ; que l'art. 420 veut que, dans toute tutelle,  
il y ait un subrogé tuteur, nommé par le conseil de famille ;  
que l'art. 421 prescrit au tuteur légal de faire convoquer, avant  
d'entrer en fonctions, un conseil de famille pour la nomination  
d'un subrogé tuteur, à peine d'être privé de la tutelle, s'il y  
a eu dol de sa part ; qu'il est évident qu'aucune de ces disposi-  
tions ne peut s'appliquer au père, simple administrateur des  
biens personnels de ses enfans mineurs pendant le mariage, et  
que dès lors la loi ne le considère pas comme tuteur aussi long-  
temps que le mariage subsiste et que les deux époux vivent ; —  
Considérant que le Code civil n'accorde l'hypothèque légale

aux mineurs que sur les biens de leur tuteur ; que , par cette expression *tuteur*, la loi n'a entendu que la personne chargée de la tutelle des mineurs ; et non point le père , simple administrateur de leurs biens pendant la vie des époux ; que cela résulte des divers articles du Code où il est question de l'hypothèque légale des mineurs , et notamment des art. 2121 , 2135 , 2136 , 2137 , 2138 , 2141 , 2142 , 2143 , 2193 et 2194 ; que l'ensemble de ces dispositions , qui s'éclairent et se fortifient mutuellement , démontre que le législateur , en accordant une hypothèque légale aux mineurs et aux interdits sur les biens de leur tuteur , n'a aucunement entendu comprendre sous le nom de *tuteur* les pères , simples administrateurs , pendant le mariage , des biens de leurs enfans mineurs ; que le texte comme l'esprit des articles ci-dessus cités s'opposent à ce qu'on donne à leurs dispositions une pareille extension ; que , s'il y a des inconvéniens à ce que des mineurs restent absolument sans hypothèque sur les biens de leurs pères , aussi long-temps que le mariage subsiste , il y aurait de bien plus grands inconvéniens encore à leur accorder , en ce cas , sur les immeubles de leurs pères , administrateurs de leurs biens , une hypothèque semblable à celle des mineurs et interdits sur les biens immeubles de leurs tuteurs ; que , s'il en était ainsi , tous les maris se trouveraient frappés d'une espèce d'interdiction ; que la crainte que leurs biens ne fussent grevés envers leurs enfans mineurs d'une hypothèque légale , dont l'existence et l'importance seraient difficiles à constater et à vérifier , porterait atteinte à leur crédit , et les enchaînerait dans toutes leurs transactions ; qu'ils ne pourraient plus disposer de leurs immeubles sans la plus grande gêne , même dans les cas les plus urgens et où la conservation de leur crédit requerrait la plus grande célérité ; que les acquéreurs , incertains si les enfans de leur vendeur n'auraient pas quelque bien dont il serait l'administrateur légal , ne voudraient pas payer qu'ils n'eussent rempli les formalités prescrites pour purger les hypothèques légales non inscrites ; que ces entraves éloigneraient du mariage , nuiraient au crédit particulier , ainsi qu'à la libre disposition des propriétés , et blesseraient les intérêts de la société , qui ne peut prospérer que lorsque les imme-

des sont dégagés, autant que possible, des hypothèques qui en résultent pas de la convention des parties, »

Sur l'appel, arrêt du 18 août 1819, par lequel la Cour de Douai, appropriant les motifs des premiers juges, infirme leur décision,

Pourvoi en cassation de la part du mineur Marteau, pour violation des art. 389, 2121 et 2135 du Code civil.

Du 3 décembre 1821, ARRÊT de la section civile, M. Des-  
lisse président, M. Jaubert rapporteur, MM. Duprat et Gueny avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Cahier, avocat-général, et après délibéré en la chambre du conseil; —  
Attendu que la création d'une hypothèque indépendante de toute inscription est une mesure spéciale qui ne peut pas être étendue au delà des cas pour lesquels cette espèce d'hypothèque a été établie : — Or, d'après les art. 2121 et 2135 du Code civil, c'est sur les biens de leurs tuteurs, du jour de l'acceptation de la tutelle, que les mineurs ont une hypothèque existante indépendamment de toute inscription; —  
Que le père qui, suivant l'article 389 du même Code, est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfans mineurs, n'est pas tuteur de ses enfans; — Que l'article 390 porte que la tutelle n'a lieu qu'après la dissolution du mariage, et qu'alors elle appartient de plein droit au survivant des père et mère; — Que l'art. 389 veut que le père soit comptable, quant à la propriété et aux revenus, des biens dont il n'a pas la jouissance, et quant à la propriété seulement, des biens dont la loi lui donne l'usufruit; mais que, le père n'étant pas tuteur, la loi n'a pas voulu que l'action personnelle qui dérive de cette comptabilité contre le père administrateur, et qui sous doute, par sa confiance dans le caractère de père, lui a paru suffisante, entraînant l'hypothèque légale qui n'a lieu que sur les biens d'un tuteur; — Qu'au surplus la loi, en créant des hypothèques légales, a établi en même temps tous les moyens de les purger, et que, pour cet effet, la loi prescrit dans toute tutelle la nomination d'un subrogé tuteur auquel doivent être faites les significations ordonnées par l'art. 2194; — Que, lorsque le père est administrateur, il

n'y a pas de subrogé tuteur, ce qui prouve de plus en plus que la loi n'a pas voulu que l'hypothèque légale s'étendît sur les biens du père administrateur : — D'où il suit qu'en décidant que les enfans mineurs n'ont pas d'hypothèque légale sur les biens de leur père qui, durant le mariage, est administrateur de leurs biens personnels, la Cour royale de Douai, loin de violer les articles 389, 2121 et 2135 du Code civil, s'est au contraire conformée à leurs dispositions ; — REJETTE. »

### COUR D'APPEL DE ROUEN.

*Dans les vingt jours de survie, exigés par l'art. 1975 du Code civil pour la validité du contrat de rente viagère, doit-on comprendre le jour de la date du contrat ? (Rés. nég.)*

DENEUVILLE, C. LAROND.

L'art. 1974 du Code civil pose en principe que tout contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat ne produit aucun effet. L'art. 1975 ajoute : « Il en est de même du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat. » De la question de savoir si dans le délai de vingt jours fixé par cet article on doit comprendre le jour où le contrat a été passé. Pour l'affirmative on disait : L'art. 1975 consacre une disposition exorbitante du droit commun, une exception rigoureuse au principe sur la liberté des conventions. En effet chacun est le maître de disposer de sa fortune à son gré, surtout quand c'est à titre onéreux. En supposant que, malgré cette règle générale, l'article précité ait entendu proscrire le contrat de rente viagère dont le titulaire décède dans les vingt jours, alors même que ce dernier aurait connu son état de maladie au moment de la constitution, il faut au moins convenir que ce délai de vingt jours devait être restreint plutôt qu'augmenté ; que ce serait véritablement l'augmenter d'un jour que de ne pas compter celui du contrat, et ajouter par-là même à la rigueur de la loi, qui, en supposant que, le jour du contrat, l'acquéreur de la rente était atteint de la maladie dont il est mort dans les vingt jours, a nécessairement entendu com-

prendre dans ce délai le jour même où l'acte a été passé. Mais on répondait que les délais fixés par jours doivent s'entendre d'un nombre de jours francs et complets ; que, si, dans ce cas particulier, on comptait dans les vingt jours fixés par l'art. 1795 du Code civil celui du contrat, il n'y aurait pas vingt jours francs, puisque l'acte avait pu être passé le 24 mai au soir ; que la disposition de l'art. 1975 n'avait rien d'odieux ; que son unique objet était de maintenir entre les parties qui ont un contrat aléatoire cette bonne foi, cette égalité de chances qui doivent accompagner un acte de cette nature, et de prévenir des spéculations déhontées sur la mort prochaine d'un individu malade, au préjudice des héritiers légitimes ; que le législateur, en tolérant les constitutions de rente viagère, en général peu favorables, à cause de l'égoïsme qui en est le principe et la cause, avait au moins désiré empêcher l'abus qu'on pourrait en faire ; que tel était l'objet de l'art. 1975, et qu'en faisant une stricte application de cette règle exceptionnelle à l'espèce, la Cour ne ferait que se conformer au vœu du législateur et suivre les inspirations de l'équité, première base des lois. — Voici les faits qui ont donné lieu à la contestation.

Un sieur *Aubert* est décédé le 13 juin 1820. Le 24 mai précédent, il avait vendu au sieur *Leblond* deux maisons sises à Rouen. La plus grande partie du prix consistait en une rente viagère de 800 fr., constituée au profit et sur la tête du vendeur, réversible, après sa mort, pour 400 f., sur une autre tête.

Les sieur et dame *de Neuville*, héritiers du sieur Aubert, ont demandé la nullité de ce contrat, sur le motif qu'il avait été consenti dans les vingt jours qui avaient précédé la mort du vendeur, et lorsque déjà il était atteint de la maladie qui l'avait conduit au tombeau. La preuve des faits de maladie a été offerte par les héritiers.

Le 22 mai 1821, jugement du tribunal civil de Rouen qui déclare les héritiers du vendeur non recevables, — Attendu que du 24 mai, jour du contrat, jusqu'au 13 juin, jour du décès, il s'est écoulé vingt et un jour, et qu'ainsi les demandeurs ne sont pas dans les termes de l'art. 1975 du Code civil.

Appel. — Et, le 3 décembre 1821, arrêt de la Cour royale



sur le montant des cautionnements, porte expressément (art. 4) que l'enregistrement de ces déclarations ne sera soumis qu'au droit fixe d'un franc; — Attendu qu'une disposition aussi formelle de la loi ne peut être éludée sous le prétexte que les déclarations dont il s'agit contiennent implicitement, de la part du titulaire, une obligation de sommes au profit de son bailleur de fonds, obligation sujette au droit proportionnel établi par le § 3, n° 3, de l'art. 69 de la loi du 22 frimaire an 7, parce qu'en matière d'impôt, plus qu'en toute autre matière, il n'est pas permis d'étendre ou de modifier, par voie d'induction ou d'analogie, le sens littéral de la loi: — D'où il suit qu'en déboutant, dans l'espèce, la *Direction de l'enregistrement* des fins de sa contrainte décernée contre le défendeur en paiement du droit proportionnel dont il s'agit, le jugement attaqué n'a fait qu'une juste application de l'art. 4 du décret du 22 décembre 1812, et n'a aucunement violé l'art. 69, § 3, n° 3, de la loi du 22 frimaire an 7.; — REJETTE. »

*Nota.* Le même jour, la Cour de cassation a pareillement rejeté, et par des motifs identiques, le pourvoi de la Régie de l'enregistrement contre un jugement rendu par le tribunal civil d'Amiens, le 25 janvier 1819, au profit du sieur *Lyon*, notaire en cette ville.

## COUR D'APPEL DE LIMOGES.

*Un testament est-il nul comme ne contenant pas la mention que le testateur a déclaré ne pouvoir signer, lorsqu'on y lit : LE TESTATEUR N'A PU SIGNER, A CAUSE DE SA MALADIE, DE CE INTERPELLÉ? (Rés. aff.) Cod. civ., art. 973.*

LES HÉRITIERS SARAZIN,

Du 4 décembre 1821, ARRÊT de la Cour d'appel de Limoges, M. *Gaujal* président, MM. *Dumont* et *Dulac* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Attendu que le testament dont il s'agit au procès porte seulement : *La testatrice n'a pu signer à cause de sa maladie, de ce faire interpellée*; qu'on voit bien dans

noncé que la testatrice n'a point signé l'acte, comme aussi  
use qui l'en a empêchée; mais qu'on n'y trouve point,  
part de la testatrice elle-même, la déclaration qu'elle  
dans l'impossibilité de signer; que par conséquent l'énon-  
cette impossibilité a été non son propre fait, comme le  
la loi, mais celui du notaire qui a reçu le testament et  
n'avait point qualité pour faire cette déclaration; — At-  
la enfin que rien ne saurait suppléer une déclaration qui  
émaner du testateur lui-même; — Attendu, sous un au-  
rapport, qu'il faut, pour qu'un testament vaille, que le  
testateur ait vécu jusqu'à ce que le testament ait été parfait, et  
le législateur a voulu que le testament porte avec lui la  
preuve de l'existence du testateur jusqu'au moment où l'acte a  
terminé, puisqu'il a ordonné, relativement aux testaments  
par des notaires, 1<sup>o</sup> que le testament serait dicté en en-  
par le testateur, 2<sup>o</sup> qu'après que le notaire l'aurait écrit  
cette dictée, ledit testament serait signé du testateur, ou  
celui-ci déclarerait lui-même qu'il lui était impossible de  
signer; qu'il suit en effet de là que le testateur doit donner par  
même la preuve de son existence jusqu'à la parfaite confec-  
tion du testament, et qu'il doit manifester son existence à la  
fin de l'acte, ou en le signant, ou en déclarant qu'il ne peut si-  
gner; — Et attendu que, dans l'espèce, la testatrice n'a ni  
signé ni déclaré qu'elle ne pouvait signer; que, par consé-  
quent, elle n'a point donné la preuve de son existence, exigée  
par la loi; — Mais l'appellation au néant, ordonne que ce  
jugement est appelé, sortira son plein et entier effet, condamne  
l'appelant à l'atende et aux dépens.

---

## COUR DE CASSATION.

orsque, sur l'appel d'une sentence arbitrale, rendue en ma-  
tière de société de commerce, la Cour royale l'annulle  
pour cause d'incompétence, en ce que le litige soumis aux  
arbitres n'avait pas pour objet des difficultés nées d'une  
société reconnue, mais l'existence même d'une société  
contestée, cette Cour peut-elle statuer sur le fond, par le

plusieurs parties assignées , ce qui se rencontre dans l'espèce ;  
— INFAME, etc. »

### COUR DE CASSATION.

*Lorsque les poursuites dirigées contre un notaire pour contravention à la loi sur le notariat ont été discontinuées pendant une année , le notaire peut-il invoquer la prescription établie par l'art. 61 de la loi sur l'enregistrement , par le cas où une contrainte décernée par la Régie demeurerait plus d'une année sans poursuites ? ( Rés. nég. )*

*La prescription , dans cette matière , est-elle interrompue par les demandes faites au ministre des finances par le notaire , tendantes à obtenir la remise ou la modération des condamnations par lui encourues , par des paiements compte et d'autres actes qui supposent le notaire débiteur ? ( Rés. aff. )*

*L'opposition du redevable à la vente que la Régie fait faire des fruits saisis doit-elle être signifiée au domicile du receveur , et non au directeur lui-même ? ( Rés. aff. )*  
Cod. de procéd. , art. 634.

#### LA DAME PINARD, C. LA RÉGIE DE L'ENREGISTREMENT.

En 1809, 1810 et 1811, il fut constaté par des procès verbaux que le sieur *Pinard*, alors notaire, avait commis diverses contraventions tant aux lois sur le timbre et l'enregistrement qu'à la loi sur le notariat. Un jugement du tribunal civil de Besançon, du 27 avril 1811, le condamna au paiement de la somme de 12,705 fr., montant des amendes par lui encourues pour contraventions à la loi sur le notariat, et de plus, les procès verbaux le constituaient débiteur de 2,598 fr. pour contraventions aux lois sur l'enregistrement et le timbre. Mais le sieur *Pinard* ayant fait des démarches auprès de S. Exc. le ministre des finances, ces sommes furent réduites, par décision du 28 mai 1811, à 1,452 fr.

Une partie de cette somme avait été touchée par la Régie sur le cautionnement du sieur *Pinard*. D'un autre côté, et le 2 octobre 1812, la dame *Pinard*, autorisée de son mari, souscrivit un cautionnement solidaire envers la Direction, pour la

une de 1,000 fr. Enfin, d'autres à-compte ayant été depuis versés par le sieur Pinard, il n'était plus resté devoir que 7 fr.

La Régie a décerné, le 28 mars 1818, une contrainte contre le mari et la femme, pour avoir le paiement de cette somme. Cette contrainte n'eut alors aucune suite : ce ne fut que le 31 mai 1819, et après itératif commandement, qu'une saisie-arrêt fut exercée sur la récolte d'un pré appartenant à la dame Pinard, à la requête du receveur de l'enregistrement de Besançon, et avec élection de domicile chez ce receveur.

Cette saisie avait été notifiée, et les affiches indicatives de vente apposées, lorsque la dame Pinard forma opposition. Elle fut poursuivie et assigna la Régie devant le tribunal civil. L'exploit fut donné au directeur établi à Besançon, au lieu d'être notifié au domicile élu chez le receveur de Besançon. La Régie passa outre; et cinq jours après il fut procédé à la vente des fruits saisis.

Il a été prétendu par la dame Pinard 1<sup>o</sup> que, la contrainte décernée le 28 mars 1818 n'ayant eu aucune suite pendant plus d'une année, l'action de la Régie se trouvait prescrite. Elle invoquait l'art. 61 de la loi du 22 frimaire an 7 sur l'enregistrement. 2<sup>o</sup> La dame Pinard soutenait que la vente qui avait été faite des fruits saisis, malgré son opposition, était nulle, aux termes de l'art. 64 de la même loi.

Mais, sur le moyen de prescription, la Régie faisait observer, d'abord, que les amendes résultantes des contraventions de la loi sur le notariat ne se prescrivent que par trente ans, suivant plusieurs monuments de jurisprudence, et entre autres une décision de monseigneur le chancelier et de S. Exc. le ministre des finances, en date des 15 et 27 septembre 1816. L'art. 61 de la loi sur l'enregistrement porte, il est vrai, que les prescriptions qu'il établit sont acquises irrévocablement lorsqu'il y a eu des poursuites, elles ont été interrompues pendant une année; mais cette disposition, de droit exorbitant, doit être restreinte aux prescriptions dont elle parle, c'est-à-dire aux prescriptions relatives aux droits d'enregistrement et de mutation, et il n'est pas permis de l'étendre à des prescriptions établies dans des matières différentes, comme lors-

qu'il s'agit de contraventions à la loi sur le notariat. L'administration Régie soutenait que, dans l'espèce, la prescription aurait été interrompue par les démarches faites par le sieur Pinard, auprès du ministre des finances, pour obtenir la remise des amendes qu'il avait encourues, par les à-compte payés, &c.

Quant au moyen de nullité de la vente des fruits, il est évident que l'opposition de la dame Pinard devait être notifiée au domicile élu par le saisissant, aux termes de l'art. 61 du Code de procédure. — Aussi, les moyens de la dame Pinard furent rejetés par deux jugemens du tribunal civil de Besançon des 8 juillet et 10 août 1819.

Elle s'est pourvue en cassation. — Mais, le 10 décembre 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brisson président, Boyer rapporteur, MM. Roger et Huart-Duparc avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Albert, avocat-général ; — Sur le pourvoi dirigé contre le jugement du 8 juillet 1819, — Attendu qu'outre que la prescription établie par l'art. 61 de la loi du 22 frimaire an 7 ne pourrait jamais s'appliquer à des poursuites faites pour contraventions aux lois sur le notariat, contraventions que la loi du 22 frimaire n'a aucunement pour objet, et que, dans l'espèce, la majeure partie des amendes encourues par le sieur Pinard provenaient de contraventions par lui commises dans ses fonctions de notaire, il faut remarquer d'ailleurs que, tant par les demandes faites par ce dernier auprès du ministre des finances pour obtenir la remise ou la modération des condamnations par lui encourues, que par l'acte du 16 juillet 1811, par lequel de sa part abandon de son cautionnement, par les divers payemens par lui faits à compte de son débit, et enfin par l'acte de cautionnement souscrit par sa femme et par lui le 2 octobre 1812, l'un et l'autre s'étaient rendus non recevables à opposer à la Régie la prescription dont parle l'art. 61 de la loi du 22 frimaire an 7, parce que ces divers actes constituaient un acquiescement formel auxdites condamnations, et même une véritable novation du titre de la Régie ; — Sur le pourvoi dirigé contre le jugement du 10 août 1819, — Attendu que, l'opposition de la demanderesse à la saisie put

sur les fruits de son domaine n'ayant pas été notifiée au  
 maître élu par le saisissant, aux termes de l'art. 634 du Code  
 de procédure civile, elle ne pouvait faire obstacle à la vente  
 des fruits saisis; qu'ainsi le jugement attaqué, en validant  
 la vente, n'a pas contrevenu à l'art. 64 de la loi du 22  
 mai 1806. — **REJETTE.**

## COUR D'APPEL DE PARIS.

*Quand, après la séparation de corps, il s'élève entre les époux  
 des contestations sur la garde et l'éducation des enfans, la  
 préférence doit-elle être déterminée, en faveur de l'un ou  
 de l'autre, par le plus grand intérêt de ceux-ci? (Rés. aff.)*  
**CONTRAIRE**, faut-il, dans ce cas, suivre une règle uni-  
 forme, et confier les garçons au père, et les filles à la mère?  
*(Rés. nég.)* Cod. civ., art. 302. (1)

*La délibération de la famille convoquée pour donner son avis  
 doit-elle être motivée, à peine de nullité? (Rés. nég.)* Cod.  
 civ., art. 447.

LE SIEUR DUCAYLA, C. LA DAME DUCAYLA.

En 1802, le sieur *Achille Ducayla*, a contracté mariage  
 avec la demoiselle *Zoe-Victoire Talon*. — De cette union  
 ont issus deux enfans, *Valentina*, née le 8 août 1806, et  
*Agathe*, née le 2 juin 1812.

En 1817, madame la comtesse Ducayla provoque contre  
 son mari la séparation de corps, pour excès et injures graves.  
 Cette demande est accueillie par jugement du tribunal de la  
 Seine, du 6 mai 1818, confirmé ultérieurement sur l'appel.  
 Son mari avait interjeté l'appel.

Sur la demande de madame la comtesse Ducayla en remise  
 de ses enfans, le même tribunal a ordonné, avant faire droit,  
 que le conseil de famille serait convoqué devant le premier  
 président, pour donner son avis.

Le conseil de famille, composé des personnages les plus dis-

(1) Voy. un arrêt analogue et dans le même sens, ci-dessus, à la date  
 du 24 mai 1821.

tingnés; de M: *Ducayla* père lui-même, a émis le vœu presque unanime que la garde des enfans et le soin de leur éducation fussent confiés à leur mère.

En cet état, jugement du 22 mai 1821, qui dispose en ces termes : — Le tribunal, en ce qui touche le moyen de nullité qu'oppose le comte *Ducayla* à la délibération du conseil de famille, lequel est pris de ce que la plupart des membres du conseil de famille n'auraient pas donné les motifs de leur avis, conformément aux dispositions de l'art. 447 du Code civil; — Attendu que la disposition de l'art. 447, qui exige que la délibération du conseil de famille soit motivée, est spéciale à la délibération qui prononcerait l'exclusion ou la destitution du tuteur; que cette formalité n'est pas d'ailleurs prescrite à peine de nullité; — Que, dans l'espèce, la délibération avait un tout autre objet; qu'il s'agissait d'avoir l'avis de la famille sur le point contesté entre les deux époux de la garde de leurs enfans; que la préférence accordée à la mère sur le père, pour la garde et l'éducation des enfans communs, n'entraîne pas l'exclusion ou la destitution de la tutelle, et laisse subsister la puissance paternelle avec tous ses droits; — En ce qui touche le fond, attendu que la séparation de corps entraîne, comme le divorce l'entraînait, la nécessité d'enlever à l'un ou l'autre des époux la garde des enfans; que, vivant désormais éloignés l'un de l'autre, ils ne peuvent plus concourir et vaquer tous deux aux mêmes soins et aux mêmes devoirs; que la justice, forcée de prononcer entre le père et la mère, qui ont des droits égaux, n'a point à exclure, mais à opter, et que la préférence, pour être équitable, doit avoir pour base l'intérêt des enfans; qu'elle doit aussi prendre en considération les reproches dont est susceptible l'un des époux, et l'irréprochabilité de l'autre; qu'ainsi, sous ce second rapport, et sans oublier le premier, la loi, en l'art. 302 du Code, disposait que les enfans seraient confiés à l'époux qui aurait obtenu le divorce, à moins que le tribunal, sur la demande de la famille ou du Ministère public, n'ordonnât, pour le plus grand avantage des enfans, que tous, ou quelques uns d'eux, seraient confiés aux soins soit de l'autre époux, soit d'une tierce personne; que, bien que cette disposition soit comprise



titre du *Divorce*, qui est aujourd'hui abrogé, le même principe paraît devoir s'appliquer au cas de la séparation de corps ; que, dans l'espèce, le jugement du tribunal, du 6 mai 1820, ayant abandonné la décision ultérieure sur la garde des enfans au résultat d'une délibération d'un conseil de famille à provoquer à cet effet, il s'agit maintenant, non d'appliquer l'art. 302, mais d'apprécier le vœu de cette délibération, les droits du père ou de la mère à une préférence, et de rechercher surtout le véritable intérêt des deux enfans ; — Considérant que, sur six membres du conseil de famille, quatre au nombre desquels il faut compter la voix du propre père de la comtesse Ducayla, ont été d'avis de confier à la mère, sa bru, exclusivement, la garde de ses enfans ; qu'un cinquième membre a modifié cette opinion que dans le seul point que, lorsque Hugolin Ducayla aurait atteint l'âge de dix ans, il se réserverait de prendre une détermination ultérieure, selon les circonstances ; qu'enfin, le sixième (M. le marquis de S...) a seul exprimé le vœu d'accorder au père, dès à présent, la garde et l'éducation de son fils ; — Que les parens, membres du conseil de famille, ont suffisamment exprimé et donné à entendre les motifs de leur avis ; — Qu'il est constant et souverainement jugé par l'arrêt du 15 juin 1820 que la comtesse Ducayla a obtenu la séparation de corps d'avec son mari pour cause d'actes de violence et d'injures graves ; qu'il est aussi reconnu que la dame Ducayla est également irréprochable, au double titre d'épouse et de mère ; — Attendu, sous le rapport du plus grand intérêt des enfans, que le sexe et l'âge de Valentine Ducayla, parvenue à sa quatorzième année, lui rendent très-précieux les soins de sa mère ; qu'Hugolin, qui est que dans sa neuvième année, et qui, dans l'avis du conseil de famille, est annoncé comme étant d'une complexion faible et délicate, paraît avoir besoin des soins maternels, surtout pendant encore deux ou trois ans ; — Attendu, néanmoins, que la garde des enfans, attribuée à l'un des époux, ne doit pas priver l'autre de surveiller leur entretien et leur éducation ; qu'il convient d'accorder, autant que possible, la rigoureuse nécessité de séparer les enfans du père, avec toutes les mesures propres à entretenir l'amour réciproque du père

et des enfans, et à conserver les égards respectueux que ci lui doivent; qu'il faut prévoir l'époque où il conviendrait confier à l'institution publique l'éducation d'Hugolin, d'après sa naissance et sa fortune, à tenir un rang élevé dans la société; — *Par tous ces motifs*, sans avoir égard au motif de nullité proposé, homologue la délibération du conseil de famille des mineurs Valentine et Hugolin Ducayla; en conséquence, ordonne que la comtesse Ducayla, partie de G..., conservera la garde et l'éducation de ses enfans mineurs; donne néanmoins que, lorsque Hugolin Ducayla aura accompli sa onzième année, il sera placé par sa mère dans un des collèges royaux de Paris, pour y achever ses études; et que, les 1<sup>er</sup> et 15 de chaque mois, la comtesse Ducayla soit tenue de faire conduire Valentine et Hugolin chez leur père, etc.

Appel de la part du comte Ducayla. — Nullité de la délibération du conseil de famille, mal jugé au fond, tel était le double moyen d'attaque dirigé contre la sentence des premiers juges. Voici comment on cherchait à le justifier:

Pour enlever au père la garde et l'éducation de ses enfans, et surtout de son fils, le tribunal civil s'est exclusivement appuyé sur la délibération du conseil de famille, qui donne la préférence à la mère. Sans doute, un pareil suffrage peut être de quelque poids dans certaines circonstances; mais ici son influence était nulle. Quand on consulte la famille sur des intérêts aussi graves, ce n'est point pour en obtenir une opinion vague, dictée par le caprice ou l'arbitraire: c'est pour avoir son avis motivé, afin que la justice puisse apprécier le mérite de ces motifs, et se décider en connaissance de cause. — Dans l'espèce, la plupart des membres composant le conseil de famille, tout en votant dans l'intérêt de madame Ducayla, n'ont pas daigné expliquer les motifs de leur prédilection, et cette réticence, qui rend par-là même leur délibération suspecte d'une partialité aveugle, a privé le tribunal des renseignemens propres à éclairer sa religion: Lorsqu'il s'agit de prononcer la destitution ou l'exclusion d'un tuteur étranger, l'article 447 du Code civil exige que la délibération du conseil de famille soit motivée; à bien plus forte raison cette condition

est-elle imposée lorsqu'il s'agit d'enlever à un père la garde de ses enfans mineurs ; cette mesure extraordinaire ne peut être conseillée que par un besoin bien impérieux. Et comment constater, quand la famille est muette sur les motifs qui commandent cette injure faite à l'autorité paternelle ? et comment la justice se décidera-t-elle, lorsqu'à défaut du seul guide propre à la diriger, elle se trouve nécessairement livrée aux hésitations qui naissent du doute et de l'incertitude ? — Ainsi, la délibération du conseil de famille, par cela seul qu'elle n'est pas suffisamment motivée, est nulle, aux termes de l'art. 447 du Code, et ne peut être d'aucune considération pour le jugement du procès.

A défaut de ces documens, toujours suspects et le plus souvent dictés par une prédilection aveugle, il faut, dans l'hypothèse, consulter les principes, la raison et la loi. Les principes nous disent que la séparation des époux ne porte aucune atteinte à l'autorité du père sur ses enfans ; que la puissance paternelle conserve toujours sa prééminence ; qu'il est toujours le chef de la famille, et qu'à ce seul titre, la préférence lui est due sous tous les rapports. La raison, d'accord avec la nature, suggère un moyen plus simple de concilier tous les droits, tous les intérêts : c'est de partager l'autorité entre les époux, de confier les garçons à la tendresse et à l'expérience du père, et les filles aux soins vigilans de la mère. C'est aussi ce que prescrivait la loi du 20 septembre 1792, et, avant elle, l'ancienne jurisprudence. Les lois romaines n'avaient rien de précis à cet égard dans le cas du divorce ; mais les jurisconsultes nous enseignent que, pour enlever au père l'éducation de ses enfans, il fallait une cause grave, telle qu'une immoralité notoire, et qu'alors la garde des enfans était confiée à celui des époux dont la pureté de mœurs était reconnue : *Apud eum tamen esse debebunt semper cujus innocentia probata fuerit.* (Godefroy, sur la nouvelle 117.) Dans l'espèce, on ne reproche au sieur Ducayla ni indignité, ni incapacité. C'est donc faire une injure gratuite à sa qualité de père et à sa tendresse pour son fils que de le priver de la douce consolation de l'élever, de prendre soin de son éducation et de veiller à ce qu'il se rende digne, par ses vertus, du nom et du rang qu'il doit avoir

dans la société. L'intérêt des enfans ! Mais est-il donc de l'intérêt d'un fils de vivre séparé, isolé d'un père dont l'amour et la tendre sollicitude peuvent seules diriger son inexpérience et préserver sa jeunesse des écueils qui l'attendent ? Ce n'est donc là qu'un prétexte frivole, désavoué par la nature, condamné par la raison et par la loi.

L'intimée n'a fait que reproduire et développer les motifs adoptés par les premiers juges.

Du 11 décembre 1821, ARRÊT de la Cour royale de Paris, première chambre, M. Seguiet président, MM. Hennequin et Gairal avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Quecquet, avocat général ; — Faisant droit sur l'appel interjeté par le comte Ducayla de la sentence rendue par le tribunal civil de la Seine, le 22 mai 1821 ; — Considérant, *en droit*, que, dans les contestations qui peuvent s'élever entre les époux séparés de corps, sur la garde et l'éducation des enfans, l'intérêt de ceux-ci est la règle souveraine de décision ; — Considérant, *en fait*, que l'avis presque unanime des parens convoqués par suite de la séparation a été que l'intérêt des enfans Ducayla était d'être confiés à leur mère ; que cet avis, donné par voie d'instruction, n'est point susceptible de l'application de l'article 447 du Code ; qu'au surplus, les mesures réglées par la justice pour la garde et l'éducation des enfans, ne peuvent porter aucune atteinte aux droits attribués au père par les dispositions du Code relatives à la puissance paternelle ; — A Mis et Met l'appellation et la sentence dont est appel au néant ; émendant, faisant droit au principal, et prononçant par jugement nouveau, donne acte aux parties de la déclaration faite par celle d'Hennequin de ce qu'elle consent que la partie de Gairal reste chargée de la garde de Valentine leur fille ; sans s'arrêter à la nullité demandée par la partie d'Hennequin de la délibération de parens, et ayant au contraire égard à ladite délibération, ordonne que la partie du Gairal conservera la garde et l'administration des personnes de leurs deux enfans mineurs ; ordonne néanmoins que, lorsque Hugolin Ducayla aura commencé sa dixième année, il sera placé par sa mère dans l'un des collèges royaux de Paris, dont jusqu'à l'âge de

En cas de maladie et pendant le temps des vacances scolaires ; ordonne pareillement que le père pourra voir son fils au collège toutes les fois qu'il le jugera convenable, comme si que la partie de Gairal sera tenue de faire conduire Valentine Ducayla chez son père toutes les fois qu'elle en aura été lui réquise ; condamne la partie d'Hennequin à payer à elle de Gairal, pour sa portion contributoire dans les dépenses d'entretien et d'éducation des enfans, une somme de mille francs par année, et ce par quartier et d'avance, à compter du jour de la demande en séparation ; ordonne la restitution de l'amende, tous dépens des causes principale et appel compensés entre les parties, attendu le lien qui les unit ; sur le surplus des demandes, fins et conclusions des parties, les met hors de Cour. (1) »

## COUR D'APPEL D'AMIENS.

*Lorsqu'un ascendant a des enfans et des petits-enfans, issus d'un enfant décédé, ceux-ci doivent-ils concourir au paiement de la pension alimentaire due à leur aïeul, encore que les enfans aient le moyen de fournir seuls les alimens ?*  
(Rés. aff.) Cod. civ., art. 205.

CAILLET, C. SUEUR ET COLOMBEL.

La veuve *Caillet* avait formé une demande en pension alimentaire, tant contre son gendre et sa fille, les sieurs et dame *Colombel*, que contre les demoiselles *Sueur*, ses petites-filles, issues d'une autre fille décédée. Ces dernières ont soutenu que les petits-enfans ne devaient être appelés à contribuer aux alimens de leurs aïeuls qu'autant qu'il n'y avait pas de descendant d'un degré plus proche, ou que ceux-ci étaient hors d'état de leur en fournir. Elles invoquaient sur ce point l'ancienne jurisprudence, et l'opinion de M. Toullier, tom. 2, pag. 8.

(1) On voit que le jugement a été confirmé dans toutes ses parties, si ce n'est dans la disposition qui limitait la faculté accordée au père de voir ses enfans, faculté que la Cour rend indéfinie.

« On tenait pour maxime, dans l'ancienne jurisprudence, cet auteur, que les petits-enfans dont les pères et mères et aïeux et bisaïeux, tant qu'il y avait des descendants d'un plus proche : la représentation n'était pas admise à cet égard. Les demoiselles Sueur faisaient remarquer que, bien que cette jurisprudence blesse les principes du Code, M. Toullier la cite au contraire après d'autres décisions, et déclare conformes aux principes de ce Code.

La veuve Caillet répondait que, par le mot *enfant*, le législateur désignait tous les descendants indistinctement; l'art. 205 du Code civil imposant aux *enfans* l'obligation de fournir des alimens à leurs pères et mères et *autres ascendans*, il s'ensuivait que les petits-enfans étaient soumis à cette obligation.

Le 27 août 1821, jugement du tribunal civil d'Abbeville qui condamne les demoiselles Sueur solidairement avec le sieur et dame Colombel à payer une pension alimentaire à la veuve Caillet. — Appel.

Mais, le 11 décembre 1821, ARRÊT de la Cour royale d'Amiens, M. de Monchy président, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. de Lagrèze, avocat-général; — En ce qui touche la fin de non recevoir tirée de la prétention que les petits-enfans ne doivent des alimens à leurs aïeux et aïeules qu'autant que ceux-ci n'ont point d'enfans qui soient en état de leur en fournir, — Considérant que non seulement cette prétention n'est fondée sur aucune loi, mais qu'elle est contraire au sens et à l'esprit de l'article 205 du Code civil, qui a imposé aux enfans l'obligation de fournir des alimens à leurs pères et mères et autres ascendans, disposition qui, étant générale et sans limitation, suppose, pour le cas échéant d'alimens à fournir, le concours de tous les enfans, même des petits-enfans, à défaut de leurs pères et mères, morts ou hors d'état de contribuer au secours demandé; — CONFIRME. » (1)

(1) M. Delvincourt professe la même doctrine, tom. 1<sup>er</sup>, note 2 de la page 92. « S'il y a des enfans au premier degré, dit cet auteur, et des

## COUR DE CASSATION.

*adjudicataire qui, conformément au cahier des charges, a payé le prix de son acquisition dans les mains du notaire chargé de procéder à la vente, est-il recevable à attaquer par la tierce opposition un état de collocation arrêté entre les créanciers et qui aurait pour objet de lui faire payer une seconde fois le prix de son adjudication? (Rés. aff.)* Cod. de proc. civ., art. 474; Cod. civ., art. 1350 et 1351.

*Inscription prise sur les biens d'une caution est-elle nulle, si, au lieu d'avoir été requise en vertu de l'acte de cautionnement, elle ne l'a été qu'en vertu du titre original contenant, de la part de l'obligé direct, promesse de fournir la caution? (Rés. aff.)* Cod. civ., art. 2125 et 2148.

L'AGENT DU TRÉSOR, C. NOTFINGER.

En l'an 6, le sieur *Charpentier* fit un traité avec le Ministre de la guerre pour la fourniture des vivres et fourrages de l'armée d'Allemagne. Le cautionnement en immeubles que devait présenter cet entrepreneur pour garantir l'exécution de son traité s'élevait à 1,200,000 fr. Par un acte authentique du 21 vendémiaire an 6, il donna hypothèque sur des biens évalués à 470,000 fr.; par le même acte, le sieur *Charpentier* promit de faire compléter son cautionnement par ses co-intéressés. Effectivement le complément fut réalisé, le 25 brumaire an 6, par les sieurs *August, Griepel et Nerkling*, associés de l'entrepreneur principal. Cet acte de cautionnement supplémentaire fut passé devant le même notaire qui avait reçu celui du 21 vendémiaire au 6, et mis à la suite de sa minute.

Le 21 juillet 1807, l'Agent du Trésor prit une première inscription sur les biens du sieur *August*, l'un des associés,

---

petits-enfants d'un fils prédécédé, tous solvables, ceux-ci doivent-ils concourir au paiement de la pension alimentaire de l'ascendant commun? Je pense que oui. Les petits-enfants succèdent aux droits de leur père: ils doivent donc succéder à ses charges.»



pour sûreté éventuelle de la gestion de la compagnie Charpentier. Mais, au lieu de la prendre en vertu de l'acte du 25 brumaire an 6, par lequel le sieur August s'était porté caution, il paraît que l'inscription fut prise en vertu de l'acte du 21 vendémiaire an 6, contenant, de la part de Charpentier, promesse de compléter le cautionnement.

Un arrêté du conseil de liquidation, en date du 6 mai 1817, ayant fixé la somme due à l'Etat par la compagnie Charpentier à 503,109 fr., l'agent judiciaire du Trésor prit, en vertu de cet arrêté, une seconde inscription sur tous les biens des associés, et notamment sur ceux que possédait le sieur August.

Enfin, le 10 avril 1817, une troisième inscription fut prise sur ce dernier en renouvellement de celle du 21 juillet 1807, en vertu de l'acte du 21 vendémiaire an 6 que de l'arrêté du conseil de liquidation.

Quoi qu'il en soit, le sieur August étant décédé dans l'intervalle, sa succession fut acceptée sous bénéfice d'inventaire. Ses biens furent vendus par le ministère de M<sup>e</sup> Brensinger, notaire commis à cet effet par un jugement du tribunal de Strasbourg. Il fut procédé à l'ordre du prix, montant à 90,560 fr., et dans cet ordre le Trésor fut colloqué pour une partie de sa créance. Le bordereau délivré à l'Agent judiciaire du Trésor portait mandement contre les divers adjudicataires pour une somme de 64,637 fr.

Un sieur Nottinger, acquéreur de quelques portions de biens dépendans de la succession bénéficiaire, était porté dans le bordereau comme débiteur de 4,000 fr. Poursuivi en paiement de cette somme, il répondit qu'il avait payé son prix dans les mains de M<sup>e</sup> Brensinger, notaire, conformément à une clause expresse du cahier des charges, et qu'il ne devait rien. En conséquence, il forma tierce opposition au bordereau de collocation délivré contre lui, et pour se soustraire à l'action hypothécaire, il soutint que les inscriptions prises par le Trésor étaient radicalement nulles; en ce qu'elles avaient été formées non pas en vertu de l'acte du 25 brumaire an 6, contenant le cautionnement d'August, mais en vertu de celui du 21 ven-

mière précédent, portant obligation, de la part de Char-  
tier, de fournir caution.

Le 18 novembre 1817, jugement du tribunal de Stras-  
bourg, qui rejette la tierce opposition de Nottinger, et ordonne  
exécution contre ce dernier du bordereau de collocation,  
attendu qu'aucun adjudicataire n'a qualité pour critiquer  
celui-ci et les bordereaux de collocation dressés en conséquence  
de cet ordre ».

Sur l'appel, ce jugement a été infirmé par arrêt contradic-  
toire de la Cour de Colmar, du 3 mars 1820, dont voici les  
motifs : « Considérant que, d'après l'art. 2148 du Code civil,  
l'inscription, pour être régulière, doit relater le titre obliga-  
toire en vertu duquel elle est prise, à peine de nullité; qu'au  
particulier, les deux inscriptions prises au profit du Tré-  
sor public, les 21 juillet 1807 et 10 avril 1817, ne relatent  
autre titre que celui du 21 vendémiaire an 6, quant à la  
première inscription, et que la seconde relate en outre un  
arrêté du conseil de liquidation, en date du 6 mai 1809;  
qu'il en a été pris une troisième, sous la date du 9 août 1810,  
laquelle ne relate d'autre titre que l'arrêté de liquidation sus-  
énoncé; qu'à l'égard du sieur Nottinger, le sieur August, son  
vendeur, n'était lié envers le Trésor que par l'effet du caution-  
nement souscrit le 25 brumaire an 6, et non par le traité du  
21 vendémiaire précédent, portant, de la part des contractans,  
jusque alors étrangers à August, obligation de fournir un cau-  
tionnement d'une somme déterminée; qu'à la vérité, l'acte de  
cautionnement du 25 brumaire an 6 relate le traité du 21 ven-  
démiaire précédent; mais que le lien unique de l'inscription,  
l'acte unique par lequel la caution s'était obligée, était celui du  
25 brumaire, et que, par conséquent, celui-là seul pouvait ser-  
vir de base à l'inscription; que, dès qu'il n'en est fait aucune  
mention directe ni indirecte, il s'ensuit qu'elle n'est pas con-  
forme au vœu de la loi; que, pour s'en convaincre de plus  
en plus, il suffit de se reporter aux motifs et au but de la loi,  
qui sont de mettre les tiers à même de vérifier la teneur des  
titres mentionnés en l'inscription, d'examiner s'ils sont ou non  
susceptibles de critique, et d'opérer en conséquence avec le dé-  
biteur; — Que, considéré sous ce rapport, l'acte du 21 ven-

démiaire au 6, étranger à August, dans lequel il ne figure aucun titre, ne pouvait pas satisfaire au vœu de la loi, puisqu'en rien, dans l'inscription, n'indiquait l'acte d'après lequel celui du 21 vendémiaire au 6 pouvait être rattaché à August; Considérant que Nottinger a incontestablement droit et qualité pour critiquer les inscriptions du Trésor public, puisqu'il est comme tiers acquéreur, ayant payé son prix en conformité de son contrat, il avait intérêt à résister à la poursuite que l'administration rigearait contre lui en vertu d'un bordereau de collocation, dont l'objet était de lui faire payer une seconde fois son prix; que tant reconnu, d'une part, que Nottinger avait qualité pour critiquer les inscriptions du Trésor, et d'autre part, que ces inscriptions sont nulles faute de relater le véritable titre en vertu duquel August, vendeur de Nottinger, s'était obligé, il devenait superflu d'examiner si, comme le prétend Nottinger, il était valablement libéré, en exécution de son contrat, entre les mains du notaire Brensinger. »

L'agent judiciaire du Trésor a demandé la cassation de cet arrêt, motivée sur les deux moyens suivans.

Le premier moyen était pris d'une prétendue contravention aux articles 1350 et 1351 du Code civil sur l'autorité de la chose jugée, et de la fausse application de l'art. 474 du Code de procédure concernant la tierce opposition.

Tout le système du demandeur à cet égard se réduisait à prétendre qu'en matière d'ordre et de distribution du prix d'un immeuble, ce qui est jugé entre les créanciers et le vendeur l'est nécessairement à l'égard de l'acquéreur; qu'ainsi, lorsqu'un jugement d'ordre est définitif, qu'il ne peut plus être attaqué soit par le vendeur, soit par les créanciers, il a, par une suite nécessaire, l'autorité de la chose jugée relativement à l'acquéreur, qui n'a ni droit ni intérêt à l'attaquer; que, si le vendeur paie illégalement et à d'autres qu'aux créanciers utilement colloqués, il ne doit imputer qu'à lui-même son imprudence; qu'il ne peut en rendre les tiers victimes; que, dans le cas particulier, la clause qui autorisait les adjudicataires à payer des deniers aux mains du notaire qui avait procédé à la vente n'était point obligatoire pour le sieur Nottinger, puisqu'il existait des inscriptions sur les biens qu'il avait acquis, et qu'alors il trouvait

excuse légitime dans l'art. 1653 du Code civil, suivant lequel l'acheteur qui a juste raison de craindre d'être troublé par une action hypothécaire peut suspendre le paiement du prix.

Le demandeur puisait la seconde ouverture de cassation dans la violation des art. 2123 et 2148 du Code civil. Et d'ailleurs, a-t-il dit, comment l'inscription du 21 juillet 1807 est-elle valable? Elle a été prise sur le sieur August, comme association solidaire du sieur Charpentier, en vertu de l'acte de cautionnement souscrit par ledit sieur August, le 21 vendémiaire an 6. Sans doute, cette date était erronée, puisque la véritable date était celle du 25 brumaire an 6. Mais était-ce une raison suffisante pour annuler l'inscription? La négative est évidente. Si cette mention eût été de nature à induire les juges en erreur, il est certain que la Cour d'appel aurait pu, et elle dû, admettre la nullité; mais il suffisait ici de se reporter à l'acte du 21 vendémiaire an 6, indiqué dans l'inscription, pour voir qu'un supplément de cautionnement avait été mis, et pour reconnaître en même temps qu'il avait été révisé par l'acte du 25 brumaire suivant, les deux actes n'en étant qu'un, et tous deux ayant été passés à la suite l'un de l'autre. Dans ce cas, l'erreur de date, loin de nuire aux tiers, ne leur profitait, en quelque sorte, alors qu'elle transmettait à leur connaissance les deux actes à la fois, tandis qu'on aurait dû se borner à l'indication d'un seul. La Cour régulatrice a, dans une foule de circonstances, consacré le principe qu'une inscription ne peut être légèrement annulée; qu'il faut, pour la déclarer sans effet, que la manière dont elle a été conçue puisse induire en erreur celui qui se plaint. Or une pareille hypothèse est inadmissible dans le cas particulier; le vœu de la loi a été rempli. L'énonciation de la date du premier acte était la seule qui fût nécessaire, puisqu'elle conduisait nécessairement à l'indication de l'autre, et que, d'ailleurs, ils étaient relatifs et s'identifiaient.

Quant aux inscriptions des 9 août 1810 et 10 avril 1817, elles ont été formées en vertu de l'arrêté de liquidation du 6 mai 1809, déclaré exécutoire par le ministre du Trésor public. Or cet arrêté, considéré comme un véritable jugement,

emportait hypothèque, conformément à l'art. 2123 du Code civil. C'est, au surplus, ce qui est formellement décidé par l'avis du conseil d'État, des 16 thermidor an 12 et 29 octobre 1811. La Cour d'appel a donc violé la loi et commis un excès de pouvoir en méconnaissant l'autorité d'une telle décision et en annulant les deux inscriptions dont il s'agit.

L'analyse de la réponse du défendeur serait une redite inutile : ses moyens de défense s'identifient avec les motifs de l'arrêt attaqué et avec ceux qui ont déterminé la Cour d'appel.

Da 12 décembre 1821, ARRÊT de la section civile, M. Bugeat président, M. Vergès rapporteur, MM. Nicod et Griboulet avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Joubert, avocat général, et après en avoir délibéré en la chambre du conseil : — Attendu, *sur le premier moyen*, qu'il est établi, par acte authentique, du 16 juin 1809, que le sieur Nottinger a versé, conformément au cahier des charges, le prix de son adjudication dans la caisse du sieur Breusinger, notaire, qui avait été nommé par justice pour procéder à la vente des biens dépendans de la succession bénéficiaire du sieur August ; — Que le sieur Breusinger avait qualité pour recevoir, puisque sa qualité de dépositaire des deniers provenus de la vente des biens avait été reconnue en justice, lors de la confection de l'état de collocation, du 19 août 1808 ; — Que cette même qualité fut aussi reconnue en justice lors de la confection d'un état de collocation, du 26 juin 1809 ; — Que, sous ces rapports, le sieur Nottinger était recevable à attaquer, par voie de la tierce opposition, l'état de collocation du Trésor public, en date du 13 février 1812, et la contrainte décernée contre lui le 3 octobre suivant, en vertu de cet état ; — Qu'il était, par conséquent, aussi à critiquer les inscriptions prises par le Trésor, puisque ces poursuites et ces inscriptions avaient pour objet de lui faire payer une seconde fois le prix de son adjudication ; — Attendu, *sur le second moyen*, que l'inscription prise par le Trésor public, le 21 juillet 1807, n'a été, non en vertu de l'acte de cautionnement du 25 brumaire an 6, qui était le seul par lequel August eût concédé l'hypo-

leque, mais bien en vertu de l'acte du 21 vendémiaire an 6, dans lequel August n'avait pas été partie; — Qu'en annulant, par ce motif, cette inscription, et en reconnaissant, d'ailleurs, qu'elle ne contenait aucune énonciation à l'aide de laquelle les tiers fussent mis à portée de découvrir l'erreur et l'omission qui étaient de nature à leur être préjudiciables, la Cour royale de Colmar n'a violé aucune loi; — Attendu, quant à l'inscription du 9 août 1810, qu'elle est postérieure de plus d'un an à la transcription dudit contrat d'adjudication, et de plus de deux ans au paiement du prix de ladite adjudication; qu'ainsi cette inscription a-t-elle été déclarée tardive par le premier arrêt rendu par défaut, le 7 décembre 1819; — Que la Cour royale de Colmar, en ordonnant, par son arrêt contradictoire du 5 mars 1820, l'exécution de l'arrêt rendu par défaut, en a évidemment maintenu, sur ce point, les dispositions; — Attendu, quant à la dernière inscription, qu'elle n'a été prise que pour renouveler celle du 21 juillet 1807; — Que, par conséquent, le sort de cette dernière inscription a été subordonné au sort de la première, qui a été annulée; —  
**REJETTE.** »

### COUR D'APPEL DE CAEN.

*Un jugement qui statue sur une inscription de faux incident est-il susceptible d'appel, lorsque l'objet de la demande originaire n'excède pas 1,000 fr. ? (Rés. nég.)*

LE MAÎTRE.

Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour royale de Caen, du 14 décembre 1821. Voici le texte de cette décision :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Pigeon Saint-Pair, avocat-général; — Considérant 1° que l'objet de la demande originaire est une somme de 480 fr., stipulée pour soulte dans les lots; — 2° Que c'est l'objet de la demande qui détermine la compétence des tribunaux, et non les moyens que les parties font valoir pour faire réussir cette demande ou pour s'en défendre; 3° qu'il suit de là qu'il n'importe que, dans le cours de l'instance principale, les lots

aient été argués de faux, parce que ce genre de défense n'est qu'un moyen qui ne change point l'objet de la demande, ni la nature de l'affaire; que, si la généralité de ce principe pouvait faire quelque difficulté, il n'y en aurait point dans le cas particulier, ou *Jean-Jacques Le Maître* n'a contesté les lots que sous le rapport de la somme de 480 fr., dont il s'agit, et non dans leurs autres effets, ce qu'il n'aurait pu faire qu'en appelant au procès les autres copartageans qui n'ont pas été appelés : d'où il résulte que le jugement ne peut avoir l'effet de la chose jugée qu'entre les parties qui y ont figuré, et pour l'objet contesté entre elles; — Par ces motifs, DÉCLARE l'appel non recevable. »

### COUR D'APPEL D'AMIENS.

*L'appel incident est-il recevable même après le désistement de l'appel principal ? ( Rés. aff. ) Cod. de proc., art. 443.*

*Mais, dans ce cas, l'appelant principal est-il relevé de son désistement ? ( Rés. aff. )*

LACHÈVRE, C. LEFEBVRE.

Le 8 juillet 1817, le sieur *Lachèvre* avait appelé d'un jugement qui statuait sur une contestation entre lui et les sieurs *Lefebvre* et consorts, et qui lui avait été signifié le 22 avril précédent. Les intimés constituèrent avoué; et, le 16 décembre 1817, le sieur *Lachèvre* fit notifier un acte d'avoué à avoués par lequel il déclara se désister de son appel.

Le 28 juillet 1821, les intimés demandèrent, dans une requête, acte de ce désistement, et déclarèrent appeler incidemment du jugement de première instance.

Le sieur *Lachèvre* a soutenu cet appel non recevable. L'instance d'appel, disait-il, a été éteinte par mon désistement, qui n'a pas eu besoin d'être accepté, pour être valable (1), et il ne peut y avoir lieu de former appel incident lorsque l'appel principal n'existe plus. Dans tous les cas, si l'on admettait

(1) Arrêt de la Cour de cassation, du 21 décembre 1819, tom. 21, pag. 746.



**l'appel incident, ou devrait me relever de mon désistement à l'appel principal.**

**Du 15 décembre 1821, ARRÊT de la Cour royale d'Amiens, M. de Maleville premier président, par lequel :**

**LA COUR, — Sur les conclusions de M. Bosquillon de Fontenay, premier avocat-général ; — En ce qui touche l'appel incident de Lefebvre et autres, et sur la question de savoir s'il est recevable, — Attendu que l'article 443 du Code de procédure civile, après avoir posé en règle générale que le délai de l'appel serait de trois mois, ajoute que l'intimé pourra néanmoins interjeter appel en tout état de cause ; — Que Lefebvre et autres, par cette disposition de la loi, se sont trouvés investis du droit d'émettre un appel incident à toutes les époques de l'instance ouverte en la Cour par Lachèvre ; — Qu'à la vérité Lachèvre, cinq mois après que le jugement du 22 avril 1817 lui avait été signifié, s'est désisté de son appel, et prétend qu'au moyen de ce désistement, l'appel principal ayant cessé d'exister, Lefebvre et autres n'ont pas eu le droit d'interjeter un appel incident ; — Que, si ce système était admissible, l'appelant principal pourrait toujours ravir à l'intimé, qui aurait laissé passer les trois mois sans appel, la faculté que lui a accordée la loi d'appeler incidemment, en donnant, sur la fin du dernier jour des trois mois, un désistement d'appel, ce qui serait dérisoire ; — Mais qu'il n'en est point ainsi ; — Que le droit que la loi attribue aux intimés est sans exception ni condition ; — Qu'une fois acquis, il est à l'abri des atteintes de l'appelant principal : — En sorte que Lefebvre et autres ont pu l'exercer après comme avant le désistement ; — En ce qui touche la question de savoir si l'appel incident de Lefebvre et autres du jugement du 22 avril 1817 relève Lachèvre de son désistement d'appel principal du même jugement, — Attendu que le désistement de Lachèvre n'est fondé que sur la supposition que Lefebvre et autres acquiesceraient audit jugement ; — Que Lefebvre et autres n'y ont point acquiescé ; — Qu'ils en ont au contraire appelé le 28 juin dernier ; — Que, la condition tacite apposée par Lachèvre à son désistement disparaissant, le désistement disparaît et l'appel de Lefebvre et autres**

fait rentrer Lachèvre dans son droit de poursuivre l'instance sur l'appel qu'il avait précédemment émis; — ADMET l'appel incident; ordonne, etc. » (1)

## COUR D'APPEL DE PAU.

*La ratification ou exécution volontaire d'un acte couvre-t-elle même les vices de forme d'où résulterait un défaut de lien, par exemple le défaut de signature des parties?*

ET PARTICULIÈREMENT, lorsqu'un acte notarié (par exemple un acte d'échange), nul pour défaut de signature de l'un des témoins instrumentaires, ne se trouve pas revêtu de la signature des parties, peut-il néanmoins conserver son effet, s'il a été exécuté volontairement par elles? (Rés. aff.)

Lorsqu'un acte notarié, nul en la forme, ne pourrait pas même valoir comme sous seing privé, la preuve des conventions renfermées dans cet acte peut-elle être faite par des commencemens de preuve par écrit, aidés de présomptions graves, précises et concordantes? (Rés. aff.)

FAURE ET CONSORTS, C. DAURE.

Ces questions ont été ainsi résolues par un ARRÊT de la Cour d'appel de Pau, du 17 décembre 1821. Voy. le tome 3 de 1823, pag. 119.

## COUR D'APPEL DE RIOM.

*Lorsqu'un créancier hypothécaire acquiert l'immeuble qui lui est affecté, s'opère-t-il une compensation de sa créance, qui entraîne l'extinction de l'hypothèque, de telle sorte que le créancier soit dispensé de renouveler son inscription, pour conserver son rang? (Rés. aff.)*

BLANC, C. CLAVEL.

Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour d'appel de Riom, du 17

(1) M. Carré professe la même doctrine. *Lois de la procédure*, tom. 2, pag. 35, n° 1453, et pag. 132, n° 1580.

décembre 1821. Voy. les faits, la discussion et l'arrêt, au tom.  
1<sup>er</sup> de 1823, pag. 137.

---

## COUR DE CASSATION.

*Le porteur d'une lettre de change tirée par ordre et pour compte d'un tiers a-t-il, en vertu du contrat de change, une action directe contre ce tiers donneur d'ordre ? ( Rés. nég. )*

AU CONTRAIRE, *le porteur de la lettre de change n'a-t-il, contre le tiers qui a donné l'ordre de la tirer, que l'action du mandat, par subrogation au tireur, son garant, sauf à subir les exceptions que le donneur d'ordre aurait à faire valoir contre ce dernier ? ( Rés. aff. )* Cod. de comm., art. 118, 140 et 142.

LES SIEURS GARAGNON ET COMPAGNIE, C. MARTIN-D'ANDRÉ  
ET FILS.

Ces questions, absolument neuves, sont de la plus haute importance pour le commerce ; et, comme le nouveau Code paraît à cet égard déroger aux anciens principes sur la matière des lettres de change, le lecteur nous saura gré sans doute des développemens que nous donnerons aux moyens présentés, de part et d'autre, pour établir et combattre le fondement de l'action directe de la part du porteur contre le donneur d'ordre.

Des relations de commerce existaient entre la maison *Joseph Garagnon et compagnie*, de Marseille, et la maison *Bazilio Xenis*, d'Odessa. Le 1<sup>er</sup> décembre 1818, la maison *Bazilio Xenis* tira à l'ordre du sieur *Estinger*, sur les sieurs *Guérin de Foncin*, banquiers à Paris, plusieurs lettres de change, montant ensemble à 40,000 fr., pour le compte des sieurs *Joseph Garagnon et compagnie*, simplement désignés dans les traites par les initiales J. G. Ces lettres de change, payables à trois mois de date, furent protestées faute d'acceptation. Il paraît que tous les endosseurs intermédiaires furent remboursés. Mais les sieurs *Martin-d'André et fils*, derniers porteurs, n'ayant pu obtenir leur paiement du tireur, qui était en

faillite, imaginèrent de faire à MM. Guérin de Foncin sommation de déclarer quelle était la maison désignée par les lettres initiales J. G. et compagnie. Ceux-ci répondirent qu'elles indiquaient les sieurs Joseph Garagnon et compagnie, de Marseille.

Munis de ce renseignement, les sieurs Martin-d'André firent assigner la maison Garagnon devant le tribunal de commerce de Paris, en paiement des lettres de change.

La maison Garagnon déclina la compétence du tribunal de commerce de Paris. Elle dit, pour justifier ce déclinatoire, que, n'ayant ni signé les lettres de change, ni donné un aval pour en garantir le paiement, elle n'était, relativement à ces traites, passible d'aucune action dérivant du contrat de change; que, si elle avait donné l'ordre de les tirer pour son compte, il pouvait en résulter contre elle une action fondée sur le contrat de mandat; mais qu'à cet égard il fallait l'assigner devant le juge de son domicile, c'est-à-dire devant le tribunal de commerce de Marseille.

Les sieurs Martin-d'André répondirent qu'ils puisaient leur action dans le contrat de change, et non dans le contrat de mandat qui avait pu exister entre la maison Garagnon et Bazilio Xenis; que c'était de leur chef, et en leur qualité personnelle de porteurs des traites, qu'ils en demandaient le paiement; qu'ainsi, toute la question se réduisant à savoir si les sieurs Garagnon et compagnie étaient tenus, en vertu du contrat de change, d'acquitter les effets tirés par leur ordre, quoique non signés d'eux, le tribunal de commerce de Paris était seul compétent pour prononcer, puisque les traites étaient payables à Paris.

Ce système sur la compétence prévalut; et, par jugement du 11 mars 1819, le tribunal de commerce rejeta le déclinatoire, et ordonna aux parties de plaider au fond.

Alors s'agita l'importante question de savoir si celui qui a donné l'ordre de tirer une lettre de change pour son compte est obligé, comme le tireur lui-même, vis-à-vis du porteur, en vertu du contrat de change.

Cette question fut résolue négativement par jugement du 21 juin 1819, et les sieurs Martin-d'André furent déclarés non

recevables dans leur demande, sous la réserve toutefois de leurs autres droits et actions. Voici les motifs sur lesquels le tribunal de commerce a basé sa décision :

« Attendu que, bien qu'il soit de toute évidence que les ordres ou les autorisations données par Garagnon et compagnie, de Marseille, à Bazilio Xenis, d'Odessa, ont pu occasionner la mise en circulation des lettres de change dont il s'agit, ce n'a été, de la part des uns et des autres, qu'avoir usé de la faculté autorisée par le § 2 de l'art. 111 du Code de commerce ; — Que si, dans cette occurrence, l'art. 115 du même Code énonce que celui pour le compte duquel la lettre de change est tirée peut être passible de la provision, cela ne doit néanmoins s'entendre qu'à l'égard du tiré accepteur ou du tireur pour compte, qui seuls peuvent justifier du droit qu'ils auraient eu d'agir ainsi, et non en induire que le donneur d'ordre primitif se trouve, et de plein droit, directement obligé au titre envers les porteurs subséquens, par la simple désignation des lettres initiales de sa maison de commerce, désignation qui peut s'appliquer indifféremment à *des intérêts généraux ou privés*, qui pourrait même être employée *fictivement*, et qui ne peut dès lors mériter la foi du porteur intervenant, soit parce qu'il en ignore l'identité ou la cause, soit parce que la loi a fait cette distinction en sa faveur, que le *tireur pour compte d'autrui ne cesse pas d'être personnellement obligé envers les endosseurs et le porteur seulement*, dernière restriction, qui, loin d'étendre la garantie, tout-à-fait imprévue, que l'on entendrait faire ressortir ici, reporte irrévocablement la solidarité établie par l'article 140, entre les seuls signataires aux titres, et, par occasion, au donneur d'aval spécial, selon les articles suivans ; — Attendu, dans l'espèce, que Garagnon et compagnie, qui auraient donné l'ordre de disposer sur la maison Guérin de Foncin et compagnie, de Paris, n'ont entendu indiquer cet expédient facultatif que conditionnellement, ainsi qu'il est d'usage dans le commerce, c'est-à-dire afin de mettre le commissionnaire à portée de se couvrir du déboursé qui pouvait avoir lieu pour leur compte, si l'expédition par eux commandée se fût réalisée ; — Qu'à cet égard, il n'est rien attesté par les demandeurs dans la

cause, et qu'il résulte plutôt de la correspondance invoquée que les relations se sont trouvées interrompues, et que les blés qui faisaient l'objet de la commission donnée auraient été remis en vente par Bazilio Xenis, précisément à défaut d'acceptation des traites en question, ce qui s'accorde avec l'assurance, donnée par Garagnon et compagnie, que rien n'a pu parvenir en leur possession : d'où il suit, en équité, qu'ils ne peuvent véritablement être passibles du paiement de la valeur d'une chose qui ne leur a pas été fournie ; — Qu'en cet état ils se trouvent placés dans la même catégorie que celui qui aurait autorisé la traite sur lui-même, lequel peut toujours, à raison des circonstances, et notamment à défaut d'exécution de ses ordres, en refuser l'acceptation et le paiement ; — Attendu, à l'égard des porteurs, qu'il est impossible de supposer qu'eux-mêmes ou leurs cédans, qui ignoraient complètement la signification des lettres initiales, aient pu y reconnaître un obligé de plus, ou une sécurité équivalente à l'acceptation, ainsi qu'on voudrait le faire admettre ; — Qu'il n'y a que le fait manuel et ostensible du tiré qui puisse rendre la lettre de change exigible, ce à quoi il ne peut être contraint, ou au paiement de la dette, qu'en établissant qu'il a reçu satisfaction suffisante, ce qu'un tiers porteur ne pourrait valablement soutenir, de même qu'il est dispensé d'entendre aux compensations opposées ; — Qu'ainsi, en fait de lettre de change, rien ne peut et ne doit se présumer ; que tout dérive du véritable état de choses, et ne peut être maintenu que par ceux qui y ont coopéré, conséquence justement invoquée par Garagnon et compagnie, qui soutiennent n'avoir pu être susceptibles d'atteinte que de la part du *tireur pour compte*, s'il pouvait s'en être acquis le droit, soit plus sérieusement encore de la part du *tiré*, s'il eût légalement accepté ; — Qu'à défaut de tout cela, ainsi qu'il se rencontre ici, il ne peut rester au porteur que le recours réservé par la loi contre ceux dont il a seulement suivi la foi, d'après la confiance qu'ils pouvaient mériter alors ; — Attendu enfin que la demande des sieurs Martin-d'André et fils ne tendrait visiblement qu'à troubler la sécurité du commerce, si elle était admise...

Appel. — Et, le 31 août 1819, arrêt de la Cour royale de

is, 2<sup>e</sup> chambre, qui infirme le jugement du tribunal de commerce, et condamne la maison Garagnon à payer les trai-

« Attendu que celui qui ordonne de tirer est obligé même le tireur lui-même, et qu'il résulte de la correspondance que les conditions auxquelles le mandat était subordonné ont été remplies ». (1)

Cet arrêt, dont le laconisme laisse beaucoup à désirer, fut porté à la censure de la Cour de cassation pour violation des arts 15, 140 et 164 du Code de commerce, en ce qu'il assaillait le donneur d'ordre au tireur de la lettre de change, mais que, dans l'économie des articles précités, ce dernier est obligé envers les tiers porteurs.

Il faut, en premier lieu, disait l'avocat des demandeurs, faire une distinction importante qui doit servir à éclaircir la discussion : c'est celle qui existe entre le *mandat* et la *commission*. — Le mandat ordinaire ne pouvait suffire aux besoins du commerce : les vérifications qu'il exige de la part des tiers, la connaissance qu'il leur donne de la mission du mandataire, ne sauraient se concilier avec la célérité et le secret, qui sont l'âme des opérations commerciales. — Un autre mode de stipulation devenait donc indispensable pour prévenir les fraudes, aussi désastreuses que faciles, de la part des intermédiaires par qui se consomment, malgré les plus grandes instances, tant et de si rapides transactions. Pour garantir tous les intérêts, il était nécessaire que l'intermédiaire s'obligeât personnellement envers les tiers avec lesquels il traitait, sans pouvoir engager celui qui le ferait agir. — De là le contrat de commission, et sa différence avec le mandat. Cette différence, qui, comme on le voit, résulte de la nature même des choses, est formellement consacrée par l'art. 1984 du Code civil et par l'art. 91 du Code de commerce. Suivant le Code civil, le mandat est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose *pour le mandant et en son nom*, et le Code de commerce, en parlant

---

(1) La troisième chambre de la même Cour a rendu, le 7 avril 1821, un arrêt absolument contraire à celui-ci, par lequel elle a consacré le système du tribunal de commerce.



de la commission, dit que le commissionnaire est celui qui agit en son propre nom, pour le compte d'un commettant.

On voit, par le rapprochement de ces deux textes, que le mandataire et le commissionnaire ont cela de commun, qu'ils agissent tous deux dans l'intérêt d'un tiers; mais qu'ils diffèrent essentiellement, en ce que le mandataire n'agit qu'au nom de son mandant, tandis que le commissionnaire agit en son propre nom, et non pas en celui de son commettant. Cette différence dans la forme des deux contrats en produit une très-importante dans leurs effets. Le mandataire, n'agissant qu'au nom de son mandant, ne s'oblige pas lui-même envers le tiers avec lequel il contracte: il n'oblige que le mandant, au nom duquel il agit. Au contraire, le commissionnaire, agissant en son propre nom, s'engage personnellement envers le tiers qui traite avec lui, et n'engage pas le commettant pour le compte duquel il opère. Ce sont là deux conséquences, également nécessaires, également évidentes, de ce principe, qu'on ne peut avoir pour obligé que celui au nom de qui l'obligation a été contractée, et dont on a suivi la foi. — Ces caractères distinctifs de la commission et du mandat ont été clairement expliqués par M. Pardessus dans son *Cours de droit commercial*, tom. 1<sup>er</sup>, pag. 750.

Il est bon de prévenir une équivoque qu'on pourrait tenter d'élever sur l'art. 92 du Code de commerce, qui porte: « Les devoirs et les droits du commissionnaire qui agit au nom d'un commettant sont déterminés par le Code civil, liv. 3, tit. 15. » — Cette disposition, loin de contrarier les principes qui viennent d'être posés, les confirme très-expressément. L'art. 92 ne parle pas des devoirs et des droits des commissionnaires, en général, mais seulement, et par exception, de ceux du commissionnaire qui agit au nom d'un commettant. Cet agent, improprement qualifié de commissionnaire, rentre dans la classe des mandataires ordinaires, puisque, comme eux, il ne traite point en son propre nom; et le Code de commerce a été conséquent, lorsqu'il l'a placé sous l'empire des règles établies par le Code civil pour le contrat de mandat. Ainsi, par exemple, les entrepreneurs d'agence, de bureaux d'affaires, ne sont point obligés envers les tiers à qui ils font connaître

et pouvoir, quoique leur profession participe du mandat et de la commission, parce qu'en effet ils ne traitent point en leur nom, et qu'ils ne s'obligent point personnellement. C'est ainsi que M. Pardessus, à l'endroit cité, explique l'art. 9. — Mais, l'on fait abstraction de ces commissionnaires qui, agissant au nom d'un tiers, ne sont en réalité que de simples mandataires, il demeure incontestable que le commissionnaire, à la différence du mandataire, s'oblige lui-même et n'oblige point son commettant.

Voyons maintenant si les principes qui régissent la commission en général ne s'appliquent pas au cas particulier où un individu tire pour un autre des lettres de change.

L'article 111 du Code de commerce dit que « la lettre de change peut être tirée par ordre et pour le compte d'un tiers ». Jusque là les obligations de ce tiers et du tireur qui agit pour lui ne sont point encore déterminées ; toutefois, on remarque déjà que ces mots, *par ordre et pour compte*, sont consacrés, dans le langage du commerce, pour exprimer la commission. — L'art. 115 jette sur la cause bien plus de lumière ; il porte : « La provision doit être faite par le tireur, ou par celui pour le compte de qui la lettre de change sera tirée, sans que le tireur pour compte d'autrui cesse d'être personnellement obligé envers les endosseurs et le porteur seulement. » — Ainsi, le tireur pour compte n'est point obligé envers l'accepteur ; il l'est, au contraire, envers le tiers entre les mains de qui passe la lettre de change qu'il a souscrite. Or pourquoi cette différence dans les rapports qui s'établissent entre lui et les individus avec lesquels il contracte ? C'est évidemment parce qu'il n'agit point vis-à-vis de tous en une seule et même qualité. — A l'égard de l'accepteur, auquel il doit connaître le donneur d'ordre, et qui doit s'entendre avec le dernier, il n'est qu'un simple *mandataire*, et n'engage que son mandant. — A l'égard des endosseurs et du porteur, qui ne connaissent que lui, il est un véritable *commissionnaire*. Voilà pourquoi il s'oblige personnellement. Mais de là aussi il résulte qu'il n'engage point son commettant ; cette seconde conséquence est corrélatrice avec la première ; dès que l'une est reconnue, il n'y a pas moyen d'écarter l'autre. Voilà com-

ment s'explique et se concilie avec les principes l'art. 115, l'on vient d'interroger. Disons-le donc, cet article, tout en tranche la difficulté. Il faut nécessairement en conclure que le donneur d'ordre reste hors du contrat de change qui se fait avec les tiers porteurs; qu'il n'est obligé qu'envers le tiré, le tiré, en vertu de la *commission* qu'il donne au premier pour faire la traite, et du *mandat* qu'il confère au second pour la payer.

Cette vérité, d'ailleurs, est confirmée par une foule d'autres dispositions. Dans l'économie des articles 118, 120 et 121, *le tireur et les endosseurs* sont garans solidaires de l'acceptation et du paiement; si la traite n'est pas acceptée, *les endosseurs et le tireur* sont tenus de donner caution, et si elle n'est acceptée que par intervention, le porteur conserve contre *le tireur et les endosseurs* tous ses droits, à raison du défaut d'acceptation de la part du tiré. — Suivant les art. 178 et 182, la traite protestée peut être payée par tout intervenant pour *le tireur ou pour l'un des endosseurs*; le porteur de la traite protestée se rembourse sur *le tireur ou sur l'un des endosseurs*, par une retraite accompagnée d'un compte de retour, qui est payé d'endosseur à endosseur successivement, et définitivement par le tireur.

Ainsi, lorsqu'il s'agit de la forme de la lettre de change et de la provision à faire au tiré, le Code de commerce ne manque point de parler, dans ses articles 111 et 115, de la lettre de change tirée par ordre et pour compte d'un tiers. Mais, quand il vient à s'occuper des personnes qui doivent garantir au porteur l'acceptation et le paiement par le tiré, ce Code ne désigne plus que *le tireur et les endosseurs*. Il ne fait plus la moindre mention du *donneur d'ordre*. N'est-ce pas là une preuve que ce dernier n'est point garant, envers le porteur, du paiement et de l'acceptation de la lettre de change?

Au surplus, poursuivons, et nous verrons que le paragraphe 11 du titre 8, intitulé *des Droits et devoirs du porteur*, renferme des dispositions plus concluantes encore en faveur du donneur d'ordre. Les articles placés sous cette rubrique sont les art. 164, 166, 167, 168, 169 et 170; l'art. 164 laisse au porteur d'une traite protestée faute de paiement la faculté

exercer son recours, ou individuellement contre *le tireur et l'un des endosseurs*, ou collectivement contre *les endosseurs et le tireur*; les articles 168, 169 et 170 prononcent la déchéance contre le porteur et l'endosseur qui n'auraient pas fait leurs diligences contre leurs cédans ou le tireur, dans le délai prescrit. — Certes, si le tiers pour le compte de qui la traite est tirée devait être, comme le tireur et l'endosseur, responsable envers le porteur, on le trouverait compris dans ces dispositions. La loi aurait aussi, à son égard, accordé le recours, prescrit le délai pour l'exercer utilement, et prononcé la déchéance au cas où il ne le serait pas dans le délai indiqué. Comment concevoir, en effet, que la loi ait voulu attribuer au porteur des droits contre le donneur d'ordre, quand elle ne lui accorde aucunement de ce dernier, quand ce n'est qu'envers le tireur et les endosseurs qu'elle impose au porteur de la traite des formalités et des devoirs à remplir?

L'article 140, formant le paragraphe intitulé *de la Solidarité*, achèverait de lever tous les doutes, s'il pouvait en rester encore. Cet article, qui, par la nature même de son titre, doit nécessairement comprendre la désignation de toutes les personnes obligées au paiement de la traite, porte textuellement : « *Tous ceux qui ont signé, accepté, ou endossé une lettre de change, sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur.* » Ne veut-on de plus formel? *Le signataire*, l'accepteur et les endosseurs, voilà les obligés solidaires envers le porteur. Hors de là, et à moins d'une disposition spéciale, celui-ci ne peut avoir d'autres garans. Cette disposition spéciale existe dans les articles 141 et 142 pour le donneur d'aval, qui est solidairement tenu au paiement de la traite, alors même qu'il ne serait obligé que par acte séparé; mais cette exception à l'article 140 confirme la règle qu'il a consacrée. Si le législateur eût voulu que le tiers pour le compte de qui la traite est tirée en garantît le paiement, comme le donneur d'aval, n'aurait-il pas eu le soin de l'exprimer, et s'il ne l'a pas dit, ne devient-il pas de plus en plus évident que toute interprétation de la loi résiste au système admis par l'arrêt précité?

Forcés d'avouer les principes posés sur les effets du contrat

de commission et leur différence avec ceux du mandat, les adversaires tâchent d'en éluder l'application. Ils prétendent que le tireur pour compte n'est pas un commissionnaire, dans le sens de l'art. 91 ; qu'on ne peut raisonnablement l'assimiler à l'individu qui vend ou achète sous son nom des marchandises pour autrui ; qu'il ne promet point son fait, mais celui d'un autre ; que l'émission de valeur résultante de la circulation de la lettre de change n'est point un acte personnel et spontané de sa part ; que cette émission et la négociation exclusive au profit du donneur d'ordre supposent nécessairement un consentement formel, un mandat exprès de la part de ce dernier, qui l'oblige envers les tiers comme s'il avait traité lui-même.

Mais d'abord, quelle valeur a la lettre de change, si ce n'est celle de la somme cédée au porteur pour lui être payée à l'échéance par le tiré ? La traite est-elle autre chose que le titre pour recevoir cette valeur, l'instrument au moyen duquel s'en consomme la cession ? Et n'est-ce pas méconnaître les notions les plus familières, que de prétendre trouver, en droit, une différence entre la mission de vendre des marchandises et celle de tirer une lettre de change, c'est-à-dire de céder la somme à payer par celui sur qui elle est tirée ?

« Mais, dit-on, cette émission de valeur n'est point le fait personnel du tireur : elle suppose un mandat exprès de la part du donneur d'ordre. » Belle preuve en effet, que le tireur n'est point un *commissionnaire* : comme si ceux qui vendent ou achètent pour autrui pouvaient agir sans mandat ; comme si l'ordre d'un tiers n'était pas le premier élément de la commission.

Qu'importe après cela que la valeur soit négociée au profit du donneur d'ordre ? N'en est-il pas de même dans tous les cas de vente ou cession par commission ? N'est-ce pas toujours au profit du commettant que la vente se consomme ? N'est-ce pas toujours par son fait médiat, joint au fait immédiat du commissionnaire, que la chose vendue se trouve entre les mains des tiers qui l'ont acquise ? Il est donc évident que les tiers porteurs ne peuvent avoir le donneur d'ordre pour obligé, puisque, de l'aveu des adversaires, le commissionnaire n'engage point son commettant envers les tiers avec lesquels il contracte.

On insiste cependant, et l'on cherche à équivoquer sur le sens des art. 115 et 116 du Code de commerce. « Ces articles, dit-on, placent, relativement à l'obligation de faire provision, le donneur d'ordre sur la même ligne que le tireur ; cette obligation leur est cumulativement imposée. Or elle entraîne l'obligation de payer la traite, en telle sorte que, si elle n'est pas remplie, le recours du porteur subsiste, alors même qu'il n'a pas fait les diligences que la loi lui impose. Le donneur d'ordre est donc, comme le tireur, garant du paiement envers le porteur. Peu importe que la loi, dans ses autres dispositions, ait plus parlé de ce donneur d'ordre : tout a été dit par l'art. 115, et il n'y avait plus à y revenir. »

Cette objection se résout encore par les principes qui ont été précédemment établis. Tout l'artifice d'un pareil argument consiste à confondre le cas où le tireur agit pour son compte, avec celui où il tire pour compte d'autrui, et à méconnaître, dans ce second cas, la division, entre deux personnes, des obligations qui, dans le premier, pèsent sur une seule. C'est ce que nous espérons rendre palpable.

Il existe, relativement à la provision, deux obligations distinctes, et par les causes d'où elles naissent, et quant aux personnes envers qui elles se contractent. Une première obligation est prise vis-à-vis *de l'accepteur* : c'est celle de lui faire compte de la somme qu'il aura payée au porteur de la lettre de change. Cette obligation naît *du mandat* donné à l'accepteur pour l'acquitter ; il n'y a point pour lui d'action dérivant du contrat de change. Cela est si vrai, qu'il ne peut, lorsqu'il a payé purement et simplement, faire une retraite, comme le pourrait le porteur non payé, ou lui-même, si, au lieu d'avoir accepté, il était venu à l'échéance payer par intervention, après protêt. Une seconde obligation est contractée vis-à-vis *du porteur* : c'est la garantie qu'à l'échéance de la traite, on lui fera trouver entre les mains du tiré somme suffisante pour la payer. Cette obligation naît *du contrat de change*, c'est-à-dire de la cession qui est faite au porteur d'une somme à recevoir dans le lieu où la lettre de change est payable, en échange de celle qu'il a donnée dans le lieu où elle est tirée. Lorsque le tireur agit pour son propre compte, ces deux obligations sont à sa

charge. Il est tout à la fois engagé, et vis-à-vis de l'accepteur, par suite du mandat qu'il lui a donné, et vis-à-vis des tiers porteurs, en vertu du contrat de change. Mais quand il tire pour compte d'un tiers, les obligations se divisent, suivant les rapports de chacun d'eux avec ceux envers qui elles se forment. L'obligation de faire provision à l'accepteur tombe à la charge du donneur d'ordre, qui s'est entendu avec lui; elle reste étrangère au tireur pour compte, qui n'a été, vis-à-vis de l'accepteur, qu'un intermédiaire officieux, un simple *mandataire*. L'obligation de garantir la provision aux tiers porteurs reste toute entière sur la tête du tireur, avec lequel seul ils ont contracté, et qui a été, à leur égard, un véritable *commissionnaire*.

Aussi, dans l'article 117, qui vient immédiatement après ceux où, au sujet de la provision, il est parlé du donneur d'ordre, le législateur dit-il positivement : « Soit qu'il y ait ou non acceptation, le tireur seul est tenu de prouver, en cas de dénégation, que ceux sur qui la lettre était tirée avaient provision à l'échéance; sinon il est tenu de la garantir, quoique le protêt ait été fait après les délais fixés. » — Comment, après cela, ne pas reconnaître que le donneur d'ordre n'est obligé à la provision que dans l'intérêt de l'accepteur, et que c'est uniquement contre le tireur que les tiers porteurs peuvent exercer leur garantie.

Ainsi, en décidant que celui qui a donné l'ordre de tirer une lettre de change doit être assimilé au tireur, qu'il doit comme lui être garant du paiement envers les tiers porteurs, la Cour royale de Paris a violé, méconnu, tous les principes de la matière, et son arrêt doit être cassé. Les considérations les plus puissantes viennent encore se joindre aux principes pour en solliciter l'annulation.

D'une part, point de justes motifs pour accorder au porteur une action directe contre le donneur d'ordre, avec lequel il n'a pas traité, qu'il n'a pas même connu, et dont la solvabilité n'est entrée pour rien dans la confiance qu'il a mise en la lettre de change; d'autre part, de graves dangers, une large voie ouverte à la fraude, la sécurité du commerce compromise : telles sont les conséquences fâcheuses, mais inévitables, du système admis par la Cour royale. Quel négociant



semblerait pas lorsqu'il se verrait obligé de donner, dans un pays lointain, à un commissionnaire qu'il ne connaît le plus souvent que par correspondance, l'ordre de faire des achats et de tirer pour son compte en remboursement? Qui lui garantirait qu'on ne supposera point l'opération qu'il a commandée, pour lui faire payer le prix qu'il n'a pas reçu? La Cour de cassation pèsera toutes ces raisons dans sa sagesse, et n'hésiera point entre des principes qui conservent tous les intérêts, et un système qui tendrait à compromettre ceux du donneur d'ordre et à blesser, dans certains cas, les droits des porteurs mêmes.

Pour déterminer les obligations du donneur d'ordre, il faut, disent les défendeurs, commencer par établir quels sont ses rapports soit avec le tireur par ordre, soit avec les tiers, puisque c'est de là que dérivent ses obligations. Que le négociant qui donne à son correspondant l'ordre de tirer des lettres de change pour son compte? Il lui confère un pouvoir, il lui donne un mandat à cet effet. Le donneur d'ordre et le tireur pour compte sont donc respectivement dans la situation d'un mandant et d'un mandataire. Or le mandataire oblige le mandant pour tout ce qui n'exécute pas les limites du mandat, et le tiers acquiert contre ce dernier, pour le contraindre à exécuter tout ce que le mandataire a promis, les mêmes droits que si le mandant avait contracté directement par lui-même. Ainsi, le tireur pour compte oblige l'ordonnateur à l'égard des tiers, jusqu'à concurrence des sommes pour lesquelles il avait ordre de tirer.

Pour échapper à cette conséquence, les demandeurs en cassation assimilent le tireur pour compte au commissionnaire et il est parlé dans l'article 91 du Code de commerce, qui, agissant en son nom, s'oblige personnellement, sans obliger son commettant. Mais cette prétendue analogie est purement imaginaire, et, pour s'en convaincre, il suffit de se fixer sur la nature des opérations propres à chacun d'eux. Le commissionnaire qui vend, achète ou transporte des marchandises pour compte d'un commettant, ne crée pas de valeur par ordre pour le compte de ce dernier. Il ne promet que son fait; il contracte que des engagements qui lui sont personnels; et

les tiers avec lesquels il a traité, qui ont suivi sa foi, ne peuvent exiger d'autre garantie que la sienne. — Le tireur par ordre, au contraire, met une valeur en circulation par son ordre et pour le compte de celui dont il a reçu le mandat. Or cette émission de valeur n'est point un fait personnel et spontané de la part du tireur ; elle suppose nécessairement un consentement formel, une autorisation de la part du donneur d'ordre. Le tireur pour compte n'est donc point un commissionnaire agissant en son nom personnel, dans le sens de l'article 91 du Code de commerce, mais un commissionnaire agissant en nom d'un tiers, dans le sens de l'art. 92 du même Code ; et dont les devoirs et les droits sont déterminés par le Code civil. En un mot, c'est un mandataire qui oblige son mandant à l'égard des tiers. Et comment, en effet, celui-ci ne serait-il tenu à la garantie, envers les tiers, d'une valeur créée par son ordre, mise en circulation pour son compte, dont la négociation a été faite à son profit, et qui ne se trouve entre les mains des tiers porteurs que par son fait ? Ainsi les principes du droit, l'équité, la raison, et surtout la bonne foi, qui est l'âme du commerce, s'élèvent contre l'hypothèse dans laquelle les demandeurs en cassation voudraient se placer.

C'était un point de doctrine constant dans l'ancienne jurisprudence, que celui qui a donné l'ordre de tirer la lettre de change est tenu d'en payer le montant, comme s'il l'avait tirée lui-même. Les auteurs sont unanimes à cet égard. D'après de Serra, dont tout le monde connaît l'excellent traité intitulé *Art des lettres de change*, ne suppose pas que la question puisse être controversée. « Le porteur, dit-il, chap. 16, n° 1<sup>er</sup>, peut exercer ses droits, pour être remboursé tant du principal que des dommages et intérêts liquidés, contre tous ceux qui sont compris dans la lettre de change, soit pour l'avoir acceptée, soit pour avoir mis des ordres, soit pour l'avoir tirée, même pour avoir donné ordre de la tirer, s'il y en a la preuve, tous lesquels sont obligés solidairement..... »

Le 45<sup>e</sup> parère de Savary contient absolument la même décision. Roque, dans sa *Jurisprudence consulaire* ; Phonsen, dans son *Traité des usages et coutumes du change*, sont du même avis. Franx, dans son traité latin *Institutiones juris*

*Natta*, décide la question dans les mêmes termes. Il dit que pour compte d'autrui oblige son commettant, qui ne se dispense d'acquitter la traite faite par ce mandataire. On trouve la même doctrine dans le traité italien des *Lois et Coutumes du change*, de Baldasseroni, partie 2, art. 17 et 18. Le même principe a été consacré par un grand nombre de sentences et d'arrêts rendus avant et depuis la révolution. Il est donc démontré que l'ancienne jurisprudence était invariable; que le donneur d'ordre était toujours considéré comme débiteur envers le porteur, et que ce principe n'existe pas seulement en France, mais chez tous les peuples de l'Europe et dans le monde commerçant.

Le Code de commerce a-t-il entendu changer ce système général? A-t-il voulu rompre l'harmonie qui régnait entre la France et les autres peuples? La négative est certaine. Les art. 114, 115, 116, que les adversaires invoquent en leur faveur, sont précisément ceux qui proscrivent leur prétention. L'art. 114 porte qu'une lettre de change peut être tirée *par ordre et pour le compte d'un tiers*. — L'art. 115 dispose que la provision doit être faite par le tireur ou par celui *pour le compte de qui la lettre de change est tirée*. — Enfin, l'art. 116 ajoute qu'il y a provision, à l'échéance de la lettre de change, celui sur qui elle est due est redevable au tireur ou à celui *pour le compte de qui elle est tirée* d'une somme au moins égale au montant de la lettre de change. Ainsi, le législateur confond toujours, lorsqu'il s'agit de la provision, le tireur et celui pour le compte duquel la lettre de change est tirée. Or la provision n'est autre chose que la somme destinée au paiement de la lettre de change. Faire la provision, c'est pourvoir au paiement auquel le porteur seul a droit, parce que la provision est toujours faite au titre. Aussi voyons-nous que l'obligation de faire la provision, dans tous les articles du Code de commerce qui en parlent, entraîne toujours l'obligation du paiement. Peu importe, après cela, que les articles subséquents, et notamment les articles 140 et 164, qui traitent de la garantie, ne rappellent plus, dans chacune de leurs dispositions, l'ordonnateur de la lettre de change. Car, du moment que l'obligation de faire la provision suppose, de nécessité absolue, l'obligation du paie-

ment, et que cette obligation était imposée, par l'art. 163, celui pour compte de qui la lettre de change est tirée, il est inutile de la répéter dans l'art. 164, puisque la conséquence de l'art. 115 était que l'ordonnateur de la lettre de change se trouvait obligé, comme le tireur lui-même, au paiement de la traite : c'eût été une redondance, une répétition aussi inutile que fastidieuse.

Les adversaires supposent que c'est vis-à-vis du tireur seulement que l'ordonnateur est tenu de faire provision. Mais cette hypothèse est inadmissible. Jamais la provision n'est faite par le tireur ; c'est toujours lui qui la doit au tiré, parce que c'est le dernier qui doit payer la traite au porteur. La seule action appartient au tireur contre le donneur d'ordre, c'est l'action directe du mandat ; mais cette action est étrangère au porteur, vis-à-vis duquel le mandant se trouve lié par le mandat et son mandataire.

Les adversaires se prévalent encore de ce que les arts. 166 et 167, qui, dans le cas de protêt, prescrivent les délais dans lesquels le porteur et les endosseurs doivent réciproquement exercer leur recours les uns contre les autres et définitivement contre le tireur, ne font aucune mention du donneur d'ordre ; et de ce que les arts. 168, 169 et 170, qui, à l'égard de diligences en temps utile, prononcent la déchéance du porteur envers les endosseurs que du porteur et des endosseurs envers le tireur, ne parlent pas davantage de celui pour compte de qui la lettre de change est tirée.

Mais la raison en est simple. En effet, de deux choses l'une : ou la provision a été faite à l'échéance, ou elle ne l'a pas été. Si la provision n'a pas été faite, le donneur d'ordre n'est pas moins obligé que le tireur au paiement de la traite, qu'il y ait ou non diligence, parce qu'il était tenu, comme lui, de faire provision. Si, au contraire, la provision était faite à l'échéance, le défaut de diligences contre le tireur profite également au donneur d'ordre, dont celui-ci est le mandataire. Au surplus, si le texte de la loi était obscur, s'il n'était pas évident que l'art. 115, en obligeant l'ordonnateur à faire la provision, donne action contre lui au porteur qui est créancier de cette provision, les procès verbaux du conseil

discussion du Code de commerce lèveraient tous les  
première rédaction de l'art. 111 portait seulement : *La lettre de change peut être tirée pour le compte d'un tiers*. On observa que cette faculté indéfinie de tirer pour le compte d'un tiers présentait des inconvénients ; que le tiers ne pouvait le faire que de deux manières, ou lorsqu'il avait donné l'ordre, ou lorsqu'il avait ratifié. On répondit que l'idée n'était point de permettre au tireur d'obliger un tiers sans son ordre ou son aveu ; et par suite de ces observations, l'article fut révisé avec plus de précision, en y ajoutant les mots *par ordre*, exprimant très-clairement que le tiers n'est obligé que lorsqu'il y a de sa part un mandat.

La seule objection qui ait été faite sur la première rédaction de l'art. 111 était fondée sur la crainte que l'on suppose que celui pour le compte de qui la lettre de change est tirée ne fût obligé sans un ordre préalable de sa part, et pour réparer cette omission que le mot *ordre* fut ajouté. Aussi, et par cette addition même, il a été reconnu que celui pour le compte de qui la lettre de change était tirée se trouve obligé toutes les fois qu'elle avait été tirée par son ordre, toutes les fois qu'il y avait mandat de sa part, ou ratification. Aussi M. Locré, en se référant à la discussion qui eut lieu sur l'art. 111, dit-il expressément, au sujet de l'art. 115, « que le tiers pour le compte de qui la lettre de change est tirée, n'étant obligé que quand il a donné un mandat au tireur immédiat, ou quand il a ratifié ce que le tireur a fait sans mandat, devient lui-même *tireur médiateur*, et par conséquent se trouve soumis à toutes les obligations que cette qualification impose ».

En outre, le législateur moderne n'a fait que se conformer à l'usage et à la doctrine universellement reçus dans le commerce avant le nouveau Code. Et comme il n'y avait pas de raisons pour déroger à une jurisprudence généralement établie non seulement en France, mais dans toute l'Europe, rien n'annonce une dérogation aussi extraordinaire, on en conclure qu'aujourd'hui, comme autrefois, celui qui a



donné l'ordre de tirer une lettre de change est tenu d'en payer le montant, comme s'il l'avait tirée lui-même.

Du 19 décembre 1821, ARRÊT de la section civile, M. son président, M. Carnot rapporteur, MM. Nicod et Lelièvre, avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de *Jourde*, avocat-général, et après en avoir délibéré en chambre du conseil; — Vu les art. 118, 140 et 142 du Code de commerce; — Attendu que l'on ne peut être obligé par des engagements volontairement contractés, on que la force de la loi; que le donneur d'ordre n'a pas contracté avec le porteur de la lettre de change; qu'il est intervenu un simple contrat de mandat entre le donneur d'ordre et le porteur de la lettre; d'où suit que le porteur ne peut avoir d'action directe contre le donneur d'ordre, résultante de la convention; et qu'il ne pourrait dès lors avoir d'action directe contre que par la force de la loi; que le Code de commerce, en créant un droit nouveau sur la matière des lettres de change tirées par ordre et pour compte d'un tiers, est la seule loi à consulter, et que ce Code ne donne aucune action directe au porteur contre le donneur d'ordre; que les art. 118 et 140, qui s'occupent de la garantie du porteur, ne lui donnent d'action que contre les signataires de la lettre, tireurs, endosseurs et accepteurs, et que le donneur d'ordre n'est ni tireur, ni endosseur, ni accepteur; qu'aucun article du Code ne l'a assimilé à aucun d'eux; que le législateur n'aurait pas pu faire peser la garantie sur lui, s'il avait été dans son intention qu'il en fût ainsi; qu'il l'aurait placé au même rang que le donneur d'aval par acte séparé, comme il l'a fait dans l'article 142; que cette exception au principe général établi par les art. 118 et 140, au regard du donneur d'aval, ne peut s'étendre d'un cas à l'autre; qu'au contraire elle confirme la règle; qu'il résulte de là que le porteur n'a pas d'action directe dérivant du contrat de change contre le donneur d'ordre; et que, s'il veut en exercer une, ce ne peut être que par le contrat de mandat, par subrogation au tireur, son garant; cette action étant pure personnelle, il doit la porter par

le juge du domicile du donneur d'ordre, et subir toutes exceptions que le donneur d'ordre aurait à faire valoir contre son mandataire; que cependant la Cour royale de Rouen a jugé que le défendeur, porteur des lettres de change en question, avait une action directe dérivant du contrat de change contre le demandeur, donneur d'ordre, indiqué dans les lettres par de simples initiales; que la Cour royale n'a pu agir ainsi sans excès de pouvoir, en supposant dans la loi qu'elle n'a pas dit, et s'écartant ainsi ouvertement de ses dispositions; — Par ces motifs, CASSE, etc. »

*Tota.* La cause et les parties ayant été renvoyées devant la Cour de Rouen, cette Cour a rendu, le 1<sup>er</sup> mai 1822, un arrêt conforme à celui qu'on vient de lire.

### COUR D'APPEL DE BOURGES.

*Un créancier peut-il être autorisé à accepter une succession au lieu et place de son débiteur, qui ne le paie pas, sans, au préalable, avoir discuté les biens de ce débiteur, et avoir ainsi fait constater juridiquement son insolvabilité?*

(Rés. aff.)

*Une procuration donnée à l'effet d'employer tous les moyens nécessaires pour obtenir le remboursement d'une créance autorise-t-elle le mandataire à accepter une succession répudiée par le débiteur? (Rés. aff.)*

NETTÉMENT, C. BELLANGER.

ainsi jugé par ARRÊT de la Cour d'appel de Bourges, du 1<sup>er</sup> décembre 1821. Voy. cet arrêt et la discussion qui le précède, au tom. 3 de 1823, pag. 203.

### COUR DE CASSATION.

*Un billet à ordre est-il valablement transmis à un tiers par la voie de l'endossement, après la faillite du souscripteur?*

(Rés. nég.)

ÉGALEMENT, celui qui a reçu un billet à ordre après la fail-



*lite du souscripteur peut-il, nonobstant le défaut de protêt à l'échéance, s'en faire rembourser le montant par son endosseur, sur la fondement que la créance cédée n'existait plus alors avec la même étendue et les mêmes droits ?* (Rés. aff.)

*AU CONTRAIRE, celui à qui le billet est parvenu avant la faillite du souscripteur est-il privé de son recours sur ses endosseurs immédiats par le défaut de protêt dans le délai de la loi ?* (Rés. aff.) Cod. civ., art. 1693; Cod. de comm., art. 161 et suiv.

LES SIEURS PELLETIER ET CONSORTS, C. MARQUÈZE ET  
AUTRES.

La question, en d'autres termes, consistait à savoir s'il faut, pour la nécessité du protêt et l'utilité du recours, faire une distinction entre les endosseurs qui ont reçu le billet à ordre avant la faillite du souscripteur, et ceux auxquels il n'est parvenu que postérieurement. La Cour de cassation a jugé l'affirmative, et par suite elle a décidé que les articles du Code de commerce relatifs aux protêts et aux conditions du recours en garantie étaient applicables aux premiers, et que les autres n'y étaient point soumis, parce que ces articles n'avaient pour objet que des endossements de créances réelles, et qu'on ne pouvait pas considérer comme telles les créances qui frappaient sur un individu en faillite. Voici les circonstances qui ont soulevé la contestation.

Le 5 décembre 1818, le sieur *Manoury-Lacour*, négociant à Caen, souscrit un billet de commerce de la somme de 2,000 fr., payable à l'ordre du sieur *Victor James*, négociant à Orthez, chez les sieurs *Colin et compagnie*, banquiers à Paris. Le 10 mars 1819 était le jour de l'échéance.

Ce billet est endossé par le sieur *James* au profit des sieurs *Dauphinot, Malet et compagnie*, qui, le 6 janvier 1819, en passent l'ordre aux sieurs *Pelletier, Mareille et Lesourd*.

Il paraît que, dès le 6 février suivant, le sieur *Manoury-Lacour*, souscripteur de l'effet, fut déclaré en état de faillite. Cependant, le 11 du même mois de février (par conséquent après la faillite) les sieurs *Pelletier, Mareille et consorts* par-

passa le billet à l'ordre du sieur *Marquèze*. Celui-ci le transmet par la même voie au sieur *Blanchard*, qui le passe à son tour à l'ordre d'un sieur *Farnaud*.

Ce dernier présenta l'effet à la maison de banque des sieurs *Cohn et compagnie* pour en recevoir le montant. Mais cette maison refusa de payer, sur le motif qu'elle n'avait point de fonds, et que le souscripteur avait été déclaré en état de faillite par un jugement du tribunal de commerce, du 6 février 1849.

*Blanchard* remboursé sans difficulté le sieur *Farnaud*, et revient ensuite sur le sieur *Marquèze*, son endosseur immédiat, qui, de son côté appelle en garantie les sieurs *Pelletier, Mareille et consorts*. Ceux-ci, à leur tour, mettent en cause les sieurs *Dauphinot, Malot et compagnie*, et enfin le sieur *James*.

Dans cet état de choses, le tribunal de commerce d'Orthez, saisi de la contestation, a rendu, le 19 novembre 1849, un jugement très-longuement motivé, et dont voici en analyse les principales dispositions.

Le tribunal a d'abord établi une distinction entre les endosseurs qui avaient reçu le billet à ordre avant l'ouverture de la faillite, et ceux à qui il n'avait été transmis que postérieurement. A l'égard de ces derniers, le tribunal a considéré que, le débiteur étant en faillite au moment où l'effet leur avait été passé, la créance ainsi transmise n'avait pas d'existence réelle; que dès lors l'endossement était nul à leur égard et qu'ils n'avaient le droit d'exiger le remboursement du billet en vertu de l'art. 1693 du Code civil, qui rend le cédant garant de l'existence de la créance cédée au moment du transport, sans être obligé de faire protester l'effet à l'échéance, ni de recourir dans la quinzaine, conformément aux art. 162, 163 et 187 du Code de commerce, qui ne sont obligatoires que pour le cas d'endossements réguliers. En conséquence le tribunal a condamné le sieur *Marquèze* à rembourser au sieur *Blanchard* le montant du billet, et les sieurs *Pelletier, Mareille et consorts* à rendre au sieur *Marquèze* la valeur de ce même billet, attendu que les endossements des sieurs *Pelletier* à *Marquèze*, et de celui-ci à *Blanchard*, étaient postérieurs à la faillite.

Quant aux endossements antérieurs, le tribunal de commerce a pensé qu'ils avaient eu pour objet une créance réellement existante, puisque le débiteur était encore en possession de tous ses droits et n'avait pas encore failli; que ces endossements, étant réguliers, devaient être exclusivement régis par les règles spéciales du Code de commerce relatives au protêt et à la garantie des endosseurs; qu'ainsi les auteurs de ces endossements ne pouvaient être recherchés qu'autant que le porteur ou les endosseurs subséquens du billet non acquitté l'auraient fait protester le lendemain de l'échéance et auraient exercé leur recours dans la quinzaine du protêt; — Que, dans le cas particulier, le protêt de l'effet en question, n'ayant eu lieu qu'un mois après l'échéance, avait été fait tardivement; qu'ainsi les sieurs Dauphinot, Malot et compagnie, et Victor James, dont les endossements étaient antérieurs à la faillite, se trouvaient irrévocablement affranchis du recours en garantie des sieurs Pelletier, Mareille et consorts; que ces derniers ne pouvaient se prévaloir ni de la circonstance que la lettre adressée au sieur Blanchard, et qui contenait le billet, avait reçu une fausse direction qui avait empêché qu'elle arrivât en temps utile pour faire le protêt, ni de ce qu'ils avaient été de bonne foi et avaient complètement ignoré la faillite du souscripteur; — Que c'étaient là des événemens de force majeure tels qu'il en arrive fréquemment dans le commerce, et qui devaient être supportés exclusivement par ceux sur lesquels ils tombaient, attendu que chacun y était exposé; que les sieurs Pelletier et consorts ne pouvaient pas non plus exciper de ce que le billet n'était pas en leur pouvoir au moment de l'échéance, et qu'ils s'étaient trouvés dans l'impossibilité de faire le protêt, parce que, s'ils avaient connaissance de la faillite du souscripteur à l'époque de l'endossement qu'ils avaient fait du billet dont il s'agit, ils avaient à s'imputer de s'en être déssaisi en cédant un droit illusoire, et que, s'ils ne la connaissaient pas, leur ignorance à cet égard ne pouvait nuire qu'à eux seuls.

Par ces motifs, le tribunal de commerce a rejeté l'action recursoire des sieurs Pelletier, Mareille et consorts contre les sieurs Dauphinot, Malot et compagnie.

Appel; et, le 21 juillet 1825, arrêt de la Cour royale de

Paris, qui adopte les motifs des premiers juges, et confirme par sentence.

Les sieurs Pelletier, Moreille et Lesourd ont demandé la cassation de cet arrêt pour fausse application de l'art. 1693 du Code civil, et pour violation et en même temps fausse application des art. 161, 162, 163, 168 et 187 du Code de commerce. — La Cour royale, ont dit les demandeurs, s'est fondée sur l'art. 1693 du Code civil pour admettre l'action récursoire du sieur Marquèze contre nous, bien qu'elle n'ait point été précédée de protêt ni formée en temps utile. Cette Cour a considéré qu'aux termes de l'article précité, le cédant doit garantir que la créance cédée existe, et que, dans le fait, elle n'existait pas dans l'espèce, la propriété du billet n'ayant pu être transmise par l'endossement à cause de la faillite du souscripteur. Tout cela serait bon s'il s'agissait d'une créance ordinaire, d'une créance purement civile; mais l'art. 1693 et tous les arguments que l'on veut en tirer ne peuvent recevoir aucune application aux matières commerciales, qui sont régies par des principes tout particuliers, par des règles essentiellement différentes. Il s'agissait ici d'un billet à ordre entre marchands: par conséquent le Code de commerce était exclusivement la loi qu'il fallait consulter. Or, dans l'économie des articles indiqués, le porteur d'un billet à ordre qui n'est pas payé à l'échéance et qui ne le fait pas protester dès le lendemain est déchu de tous ses droits contre les endosseurs. Il ne peut exercer aucun recours sur eux; lui seul doit souffrir des conséquences fâcheuses de sa négligence. La loi ne fait point de distinction; elle n'admet aucune exception: ainsi, par cela seul que le sieur Marquèze n'avait point fait protester le billet dont il s'agit, il avait perdu toute action en garantie contre ses endosseurs. Ou bien, si la Cour royale pensait qu'à raison de la faillite du souscripteur, le protêt devenait une formalité inutile, elle devait, en admettant l'action récursoire de Marquèze contre nous, ses endosseurs immédiats, admettre aussi celle que nous dirigions contre la maison Dauphinot, qui nous avait transmis l'effet. La Cour royale ne pouvait pas avoir deux poids et deux mesures. Condamner les uns et renvoyer les au-

tres, ce n'est pas tenir la balance de la justice dans un équilibre parfait, c'est méconnaître le vœu de la loi.

Les juges de première et de seconde instances ont fait une distinction entre les endosseurs antérieurs à la faillite et ceux qui lui étaient postérieurs ; mais cette distinction ne se trouve nulle part. Un billet à ordre, quoique souscrit par un négociant qui tombe ensuite en faillite, n'en est pas moins régulier, il n'en conserve pas moins toute sa force obligatoire ; en un mot, il a une existence réelle ; seulement il y a lieu de craindre qu'il ne soit pas acquitté intégralement et avec la même exactitude. Or, d'après les règles mêmes du droit civil, le cédant n'est tenu à d'autre garantie qu'à celle de l'existence de la créance cédée ; mais il n'est point garant de la solvabilité du débiteur, à moins que cette clause n'ait été formellement exprimée. Ainsi le porteur d'un effet qui ne lui a été endossé qu'après la faillite du souscripteur ne peut être, sous ce prétexte, dispensé de faire le protêt dans le délai utile, s'il veut conserver son recours contre son endosseur, puisque ce dernier n'est point garant de la solvabilité du débiteur, d'après les art. 1693 et 1694 du Code civil.

Il y a plus : car si la loi ne le dispense pas du protêt, l'équité l'y oblige dans l'intérêt des précédens endosseurs, qui ne peuvent pas être tenus à l'impossible. En effet, poursuivaient les demandeurs, placés, comme nous l'étions, au milieu de l'échelle des endossements, nous n'étions pas les maîtres de faire protester l'effet à l'échéance, puisque alors nous n'en étions pas porteurs ; évidemment, nous ne devons pas souffrir du fait d'autrui ni être passibles d'une déchéance qu'il n'était pas en notre pouvoir d'éviter. Les art. 162 et 163 du Code de commerce ne pouvaient donc pas nous être opposés ; et, en prononçant contre nous la déchéance établie par l'art. 187, le tribunal de commerce, et, après lui, la Cour royale de Paris, ont fait la plus fausse application de ces articles ;

Du 20 décembre 1821, ARRÊT de la section des requêtes, M. Botton de Castellamonte président d'âge, M. Rousseau rapporteur, M. Loiseau avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Le-

~~Don~~, avocat-général; — *Sur le premier moyen*, — Attendu qu'il est constant que, lors de l'endossement du billet à ordre, il s'agit au profit de Marquère, la faillite de celui qui l'avait souscrit était survenue cinq jours avant cet endossement, ainsi qu'il conste par jugement; que, par suite de cette faillite, la créance n'existait plus, au moment du transport, avec la même étendue et les mêmes droits; qu'il faut distinguer le cas où la faillite survient après le transport d'avec celui où la faillite existait déjà au moment de la cession; que les principes et les articles du Code de commerce invoqués par les demandeurs sont applicables au premier cas, et cela est reconnu par l'arrêt attaqué; mais qu'il en est autrement du cas où la valeur de la créance transportée n'existe plus au temps du transport; qu'en faisant cette distinction, la Cour royale n'a violé aucune des dispositions des articles cités, qui ont pour objet des endossements ou cessions de créances réelles; — Attendu, *sur le second moyen*, que l'arrêt n'a fait qu'appliquer la conséquence de ces principes et de cette distinction en condamnant les demandeurs à indemniser l'endosseur du billet passé à Marquère dans le temps où la faillite était ouverte; et en les déboutant, faute de rapport de protêt, vis-à-vis Dauphinot, par le motif que le souscripteur n'était pas encore en faillite au moment de l'endossement fait à leur profit; — **REJETTE.** »

## COUR DE CASSATION.

*Une donation de tous biens présents et à venir, faite par contrat de mariage, à un collatéral, sous la réserve de l'usufruit par le donateur; a-t-elle tous les caractères d'une disposition subordonnée au décès, et le droit applicable à cet acte est-il celui de 5 pour 100, réglé pour les mutations d'immeubles par décès en ligne collatérale, par l'art. 69 de la loi du 22 frimaire an 7? (Rés. aff.)*

*A défaut de déclaration des biens compris en la donation, dans les six mois du décès du donateur, l'amende imposée par l'art. 39 de la loi du 22 frimaire est-elle encourue par le donataire, dans le cas même où le receveur de l'enregistrement, en percevant, par erreur, lors de la*

à elle faite par son contrat de mariage avait tous les caractères d'une disposition subordonnée au décès de la donatrice, et dont, par conséquent, le droit d'enregistrement n'a été exigible qu'à l'époque de ce décès : d'où il suit que le droit applicable à cet acte était celui réglé pour les mutations d'immeubles par décès en ligne collatérale, par le n° 2 du § 8 de l'art. 69 de la loi du 22 frimaire an 7, et qu'en ce chef le jugement attaqué a violé ledit article ; — Attendu 2° que, la mutation dont il s'agit ne s'étant ainsi opérée que par le décès de la donatrice, la dame Maniglier, donataire, devait faire, dans les six mois à partir de l'époque de ce décès, la déclaration des biens à elle échus par ledit décès, et payer les droits en résultans, sauf l'imputation qu'elle pouvait être autorisée de faire, par voie d'exception, contre la demande de la Régie, de ce qui avait été indûment payé par elle, à raison de cette donation, lors de l'enregistrement de son contrat de mariage ; que, n'ayant pas satisfait à ces obligations dans le délai de la loi, elle était passible de l'amende imposée en pareil cas par l'art. 39 de la même loi du 22 frimaire an 7, et qu'en la déchargeant de cette amende, le jugement dénoncé a aussi violé cet article ; — **CASSE, etc.** »

### COUR DE CASSATION.

*Les jugemens par défaut, rendus par les tribunaux de commerce, mais lors desquels la partie elle-même, ou son fondé de pouvoir, s'est présenté, et a seulement REFUSÉ DE DÉFENDRE AU FOND, sont-ils exempts, comme les jugemens par défaut, faute de plaider, rendus par les autres tribunaux, de la péremption de six mois établie par l'art. 156 du Code de procédure ? (Rés. aff.)* Cod. de proc., art. 156 et 643.

*L'obligation imposée aux juges de suppléer les moyens de droit que peuvent omettre les parties est-elle tellement rigoureuse que, devant la Cour de cassation, l'on ne puisse opposer à un demandeur qu'il n'avait pas produit tel ou tel moyen de droit à l'appui de sa défense, lors du jugement ou de l'arrêt attaqué ? (Rés. aff.)*



## LES CRÉANCIERS FUMAGALLI.

La première question a déjà été décidée dans le même sens par un arrêt de la Cour de cassation, du 18 janvier 1820, que nous avons rapporté tom. 22, pag. 51.

Dans l'espèce actuelle, les créanciers unis de la maison *Fumagalli* poursuivaient leur collocation dans un ordre ouvert sur les biens d'un sieur *Crémieux*. Leur titre de créance existait dans un jugement par défaut du tribunal de commerce, rendu contre *Crémieux*, *faute de défendre*, le 8 avril 1816, mais en présence de son agréé, qui avait sollicité vainement la remise de la cause. Les créanciers *Fumagalli* furent effectivement colloqués dans l'ordre.

Mais le sieur *Bedarrides* et autres créanciers ont contesté cette collocation, et en ont demandé le rejet. Ils se sont fondés sur ce que le jugement par défaut qui lui servait de base était périmé, *faute d'exécution dans les six mois*, suivant l'art. 156 du Code de procédure.

Les créanciers *Fumagalli* se sont élevés contre cette prétention. Néanmoins, tout en soutenant que le jugement dont il s'agit n'était point périmé, et avait, au contraire, l'autorité de la chose jugée, il paraît que, soit en première instance, soit en appel, ils avaient négligé, pour appuyer leur défense, d'établir toute la différence qu'il y a entre les jugemens par défaut *faute de plaider* et ceux rendus *faute de comparoir*.

Jugement du tribunal civil de la Seine, du 30 juillet 1817, confirmé par arrêt de la Cour royale de Paris, du 4 juin 1818, qui déclare périmé le jugement du tribunal de commerce, du 8 avril 1816, qui avait servi de base à la collocation des créanciers *Fumagalli*. Les magistrats n'ont vu, dans ce dernier jugement, qu'un jugement par défaut ordinaire; ils ne se sont pas arrêtés à la distinction dont nous venons de parler.

Pourvoi en cassation de la part des créanciers *Fumagalli*, fondé sur la fausse application de l'art. 156 du Code de procédure civile, et de l'art. 645 du Code de commerce, en ce que la Cour royale de Paris avait déclaré périmé le jugement du 8 avril 1816, tandis qu'ayant été rendu par défaut, *faute de plaider*, il n'était point sujet à péremption.

Le demandeur a commencé par faire observer qu'aux termes de l'art. 156 du Code de procédure, la péremption de six mois n'a pas lieu contre les jugemens lors desquels la partie qui a fait défaut avait constitué avoué, et avait seulement refusé de se défendre. C'est ce qui résulte, en effet, de la disposition de cet article : « Tous jugemens par défaut contre une partie qui n'a pas constitué d'avoué.... seront exécutés dans les six mois de leur obtention, si non, ils seront réputés non avenus. » — Or cette disposition a été rendue commune aux jugemens des tribunaux de commerce, par l'article 643 du Code de commerce, portant : « Les articles 156, 158 et 159 du même Code (de procédure civile), relatifs aux jugemens par défaut rendus par les tribunaux inférieurs, seront applicables aux jugemens par défaut rendus par les tribunaux de commerce. » — Nul doute, d'après cela, que ces derniers jugemens soient exempts de la péremption dans le cas où, un fondé de pouvoir ayant comparu pour la partie, il a seulement refusé de se défendre. — Il existe donc, à l'égard des jugemens des tribunaux de commerce, comme à l'égard de tous ceux qui émanent d'autres tribunaux inférieurs, une grande différence entre ceux rendus contre une partie qui a comparu en personne ou par un fondé de pouvoir, et ceux rendus contre une partie non comparante, et pour laquelle personne ne s'est présenté. Dans le premier cas, en effet, la partie représentée ne peut être censée ignorer le jugement prononcé en présence de son mandataire, et conséquemment ce jugement n'est pas susceptible de tomber en péremption, faute d'exécution dans les six mois. Dans le second cas, au contraire, la partie peut très-bien ignorer l'existence du jugement, tant qu'il n'a pas été mis à exécution contre elle par quelques uns des actes désignés en l'article 159; et, faute de cette exécution dans les six mois, il est réputé non avenu.

Tel était le moyen des demandeurs. Ils invoquaient à l'appui l'arrêt de la Cour de cassation du 18 janvier 1820, que nous avons cité plus haut.

Les défendeurs ont insisté principalement sur ce que, en

mière instance comme en appel, les créanciers Fumagalli n'ont point eux-mêmes excipé de la présence d'un *agréé*, du jugement par défaut du 8 avril 1816. En supposant, nient-ils, que cette circonstance fût de nature à empêcher péremption, c'était un moyen de droit qui aurait dû être présenté par les créanciers Fumagalli. Ce moyen n'a pu être proposé par les juges; et ce n'est pas aujourd'hui, devant la Cour suprême, que les demandeurs seront recevables à proposer la distinction qu'ils auraient pu faire accueillir par la Cour royale, entre les jugemens rendus *faute de comparoir*, et ceux rendus *faute de défendre*.

Mais cet argument n'avait même rien de spécieux. Il est évident que les juges, soit de première instance, soit de la Cour royale, ont dû savoir que le jugement du 8 avril 1816 avait été rendu en la présence de l'*agréé*: c'est un fait qui résultait du jugement même qui prononçait le rejet de la requête demandée. Or, la nature du jugement étant connue des magistrats, la loi leur commandait impérieusement de supprimer le moyen de droit que les créanciers Fumagalli avaient négligé de présenter à l'appui de leur défense.

Le 26 décembre 1831, arrêt de la section civile, M. de la Rivière président, M. Cassaigne rapporteur, MM. Delangle et Nicod avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Jouvenot, avocat-général, et après délibéré en la chambre du conseil. — Vu l'art. 456 du Code de procédure, et l'art. 643 du Code de commerce; — Attendu qu'aux termes de ces articles, les jugemens par défaut, faute de comparaître, sont seuls réputés non avenus, faute d'exécution dans les six mois de leur date; — Que le jugement du 8 avril 1816 n'est point de cette nature, et est, au contraire, faute de défendre, puisqu'il a été rendu sur la comparution d'un procureur fondé, qui, après avoir proposé une remise dont il a été débouté, a réintégré de défendre au fond; que, par une suite, il n'a pu être réputé *périmé*, sans violer ces articles; — Qu'on ne peut écarter ce moyen, sous prétexte qu'il n'a pas été proposé, puisque la masse Fumagalli a constamment soutenu, dans le cours

de l'instance, que ce jugement n'est point périmé et qu'il a force de chose jugée, ce qui comprend essentiellement l'exception résultante de sa nature de jugement faite de défendre; que, d'ailleurs, les juges étaient tenus de suppléer les moyens de droit, et, dans le fait, ils n'ont pu méconnaître que ce jugement était rendu faute de défendre, puisqu'il en était fait mention expresse dans son dispositif qui était attaqué, et qu'ils n'ont pu apprécier sans le connaître; — CASSER. » (1).

### COUR D'APPEL DE GRENOBLE.

*L'acquéreur d'un immeuble qui a rempli les formalités prescrites par l'art. 2194 du Code civil, pour purger les hypothèques légales, est-il encore tenu de faire aux créanciers qui ont pris inscription les notifications dont parle l'article 2183, à l'effet de les mettre en demeure de surenchérir? (Rés. nég.)*

*AU CONTRAIRE, ces créanciers doivent-ils, à peine de déchéance, s'inscrire et surenchérir dans les deux mois fixes par l'art. 2194? (Rés. aff.)*

FAVIER, C. LES MINEURS BRUN.

Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour royale de Grenoble, du 27 décembre 1821. Le texte de cette décision est rapporté, avec les faits et les moyens des parties, au tom. 2 de 1825, pag. 195.

### COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

*Dans le concours de deux ventes, celui dont le titre est postérieur a-t-il qualité pour arguer la première vente de simulation, si, dans le fait, elle n'a eu pour objet que de frus-*

(1) La Cour de cassation a de nouveau résolu la première question dans le même sens, par arrêts des 15 novembre 1823 et 5 mai 1824. Voy. le tom. 1<sup>er</sup> de 1825, pag. 310, et le tom. 2 de 1824, pag. 527.

Les droits des créanciers du vendeur, et nullement de  
judiciaire au second acquéreur, dont, d'ailleurs, les droits  
n'existaient pas encore ? (Nou. rés.)

Peut-on opposer à un second acquéreur de bonne foi la si-  
mulation d'un premier acte de vente, à laquelle le se-  
cond acquéreur est entièrement étranger ? (Rés. nég.)

LACAUX, C. MAZET ET VIDAL.

Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour d'appel de Toulouse, du  
décembre 1821. Voy. le tom. 5 de 1825, pag. 330.

### COUR DE CASSATION.

La simulation volontaire d'une vente en opère-t-elle la nul-  
lité radicale et absolue, lors même que cette simulation  
n'a pour objet ni d'éluder une incapacité légale ni de nuire  
à des tiers ? (Rés. nég.)

Un jugement arbitral qui, sur la reconnaissance faite, par  
les parties, de la simulation, déclare la vente NULLE, ne  
doit-il être considéré, par rapport à l'administration de  
l'enregistrement, que comme l'instrument d'une rétroces-  
sion volontaire, sujette, comme mutation nouvelle, à un  
second droit proportionnel d'enregistrement ? (Rés. aff.)

LA REINE DE L'ENREGISTREMENT, C. DEVALDIS.

Le 24 avril 1806, le sieur Devaldis vend, par acte sous seing  
privé, au sieur Marion son neveu, le domaine de Coignes,  
 moyennant la somme de 124,000 fr., l'acte est enregistré et  
 ensuite déposé chez un notaire. Il paraît que cette vente n'é-  
 tait pas sérieuse, ou que tout au moins elle était subordonnée  
 à des conditions secrètes sur l'accomplissement desquelles les  
 parties n'ont pu s'accorder. En conséquence, le sieur Marion  
 a provoqué l'annulation du contrat de vente, pour cause de  
 simulation.

La décision du procès a été soumise à des arbitres qui, sur  
 la reconnaissance respectivement faite par les parties de la si-  
 mulation, ont, par sentence du 22 juillet 1807, déclaré nulle  
 et simulée la vente du 24 avril 1806.



*La Régie*, considérant le jugement arbitral comme une rétrocession volontaire qui opérerait une nouvelle mutation de propriété, a décerné contre le sieur Devalois une contrainte au paiement du droit proportionnel de l'enregistrement.

Opposition à la contrainte de la part du sieur Devalois. Il prétend que la simulation, quelle qu'en soit la cause, forme elle-même un vice emportant la nullité radicale et absolue de l'acte de vente ; qu'ainsi le jugement arbitral qui avait prononcé cette nullité n'opérait aucune mutation, mais seulement la résolution d'un acte illégal et vicieux ; et que, sous ce rapport, il n'était sujet qu'au droit fixe d'enregistrement.

Le tribunal civil de Valence, saisi de la contestation, rend un jugement conforme à ce système de défense, et déclare que la décision arbitrale n'a opéré aucune rétrocession. Mais ce jugement est cassé par arrêt du 8 janvier 1817, et la cause renvoyée devant le tribunal de Grenoble. ( Voir tom. 19, pag. 26. )

Le 26 juin 1817, jugement de ce tribunal, qui décide, comme l'avait fait celui de Valence, que la simulation opère une nullité radicale des actes, tant à l'égard des parties contractantes qu'à l'égard des tiers.

Nouveau pourvoi en cassation de la part de la Régie pour contravention à l'art. 1022 du Code de procédure civile, et aux art. 68 et 69 de la loi du 22 frimaire an 7. — Le développement de ce moyen devient inutile. Il est parfaitement analysé dans l'arrêt de la Cour régulatrice qui l'a consacré.

Du 29 décembre 1821, ARRÊT de la Cour de cassation, sections réunies, M. le garde des sceaux président, M. Boyer rapporteur, M. Huart-Duparc avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Mourre, procureur-général ; — Vu l'art. 1022 du Code de procédure civile ; — Vu aussi l'art. 68, § 3, n° 7, de la loi du 22 frimaire an 7 ; — Vu enfin l'art. 69, § 7, n° 1<sup>er</sup>, de la même loi ; — Attendu que la simulation volontaire d'une vente, lorsqu'elle n'est employée ni pour éluder une incapacité établie par la loi, ni pour donner une couleur légale à un acte prohibé, lorsque enfin elle n'est accompagnée d'aucune fraude contre l'ordre public, les bonnes mœurs ou les droits des tiers, ne forme pas

elle-même un vice emportant la nullité radicale et absolue sur acte que les parties ont voulu et pu consentir, et qu'il ne pend que d'elles de maintenir; et qu'à l'égard des tiers, un acte transfère légalement sur la tête de l'acquéreur la propriété de l'objet vendu; — Que, si, par un chagement spontané de leur volonté, ces parties, ou l'une d'elles, provoquent ultérieurement l'annulation de cet acte sous le prétexte de la simulation, est intervenue, le nouvel acte ou le jugement qui prononce cette annulation et qui fait repasser la chose vendue des mains du vendeur opère évidemment, au regard des tiers, une nouvelle mutation de propriété, sujette au même droit d'enregistrement que la précédente; — Attendu, en second lieu, que, lorsque cette annulation est prononcée, comme dans l'espèce, par un jugement arbitral motivé sur la reconnaissance faite par les parties devant les arbitres de la simulation intervenue dans l'acte de vente, un tel jugement, qui, en droit, ne peut jamais être opposé à des tiers, aux termes de l'art. 1022 du Code de procédure civile, ne doit être considéré, par rapport à l'Administration de l'enregistrement, que comme l'instrument d'une rétrocession volontaire, acte sujet au même droit que la vente, suivant l'art. 69, § 7, n° 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 frimaire an 7; — Attendu qu'il suit de là que le jugement dénoncé, qui, en considérant le jugement arbitral du 22 juillet 1807 comme une résiliation pour cause de nullité radicale et absolue de l'acte de vente du 24 avril 1806, a déchargé le défendeur de la contrainte décernée contre lui en paiement du droit proportionnel auquel ce jugement arbitral donnait ouverture, et a réduit la perception au droit fixe de trois francs énoncé en l'art. 68, § 3, n° 7, de la dite loi, a tout à la fois méconnu les principes du droit civil sur la matière des simulations, ceux du Code de procédure civile sur l'autorité des jugemens arbitraux, faussement appliqué l'art. 68 et directement violé l'art. 69 de la loi du 22 frimaire an 7; — Donne défaut contre le sieur Devalois, non comparant, et, pour le profit, Casse.»



## COUR D'APPEL DE BOURGES.

*Le saisi qui a demandé la nullité des procédures postérieures à l'adjudication préparatoire, et qu'on a l'aité p... première instance, sans exiger de lui caution... pour le paiement des frais de l'incident, aux termes de l'arrêt du 2 février 1811, peut-il, en cause d'appel, se prévaloir de cette tolérance pour échapper à la fin de non-recevoir résultante du défaut de caution? (Rés. nég.)*

*Est-il recevable, en appel, à demander un délai pour fournir cette caution? (Rés. nég.)*

*En matière d'expropriation forcée, l'adjudication sur licitation peut-elle être prononcée avant la huitaine de l'adjudication définitive? (Rés. nég.)*

LEUTHEREAU, C. BONNETON et DUBAU.

Ces questions ont été ainsi résolues par un arrêt de la Cour de Bourges, du 29 décembre 1821. Voy. le texte de cette décision au tom. 2 de 1823, pag. 414.

## COUR D'APPEL DE MONTPELLIER.

*Est-il nécessaire, à peine de nullité, que les copies des actes respectueux laissées aux père et mère portent les signatures des témoins qui ont assisté le notaire, lorsque ces signatures se trouvent sur les originaux des actes? (Rés. nég.)*

*Les actes respectueux signifiés à ses père et mère par une fille qui s'est retirée dans la maison de celui qu'elle veut épouser peuvent-ils être annulés comme n'étant pas l'œuvre d'une volonté libre? (Rés. aff.)*

*Les tribunaux peuvent-ils ordonner que cette fille soit placée dans une maison qui lui sera indiquée par ses père et mère, et qu'elle y restera un certain temps pour y recevoir leurs conseils? (Rés. aff.)* Code civ., art. 151 (1).

(1) Voy. une décision au sens contraire, de la Cour de cassation, du 2 mars 1809, tom. 10, pag. 206.

LA DÈMOISELLE MARIE L..., C. SES PÈRE ET MÈRE.

Ainsi jugé par ARRÊT de la Cour royale de Montpellier, du 11 décembre 1821, sur les plaidoiries de MM. Rodier et Chénault. Voici les termes de cette décision :

LA COUR, — Attendu que les originaux des actes par lesquels la demoiselle Marie L... a demandé conseil à ses père et mère sur le projet de mariage avec M... sont signés du notaire et des témoins qui en ont fait la notification ; qu'à la vérité, les copies de ces mêmes actes ne portent que la signature du notaire, mais qu'on ne peut induire des termes de l'art. 154 du Code civil que le défaut de celles des témoins sur ces copies entraîne une nullité ; d'où il suit que le premier moyen présenté par les mariés L... à l'appui de leur appel ne peut point être pris en considération ; — Mais attendu qu'il est constant, en fait, que, depuis qu'elle a quitté la maison paternelle, Marie L... n'a cessé d'habiter dans le domicile du sieur M..., et qu'outre que, par-là, elle a insulté l'autorité paternelle, elle a choqué les bonnes mœurs, et elle a renoncé à toute liberté par l'ascendant qu'elle a laissé prendre sur sa volonté audit M... ; — Attendu que les actes faits sans liberté ne peuvent être valables, et qu'ils doivent être considérés comme non avenus ; — Attendu qu'il est conforme à la décence que Marie L... quitte le domicile où elle est retenue, pour se retirer dans celui que ses père et mère lui indiqueront, et où ils auront la liberté de la voir et de lui donner leurs conseils ; — Par ces motifs, disant droit à l'appel relevé par les mariés L..., INFIRME le jugement rendu entre parties par le tribunal civil de Montpellier, le 10 mai 1821 ; ce faisant, déclare nuls et comme non avenus les actes signifiés à la requête de Marie L... à ses père et mère, les 30 décembre 1820, 1<sup>er</sup> février et 5 mars 1821 ; déboute ladite Marie L... de sa demande en mainlevée, de l'opposition formée par ses père et mère à son mariage avec Jacques M..., et lui fait défense de passer outre à la célébration dudit mariage ; ordonne qu'à dater du jour de la signification du présent arrêt, elle sera tenue de quitter le domicile dudit M..., de se retirer dans celui qui lui sera désigné par ses père et mère, et d'y résider pendant trois mois ; que, pendant ce temps, il sera libre aux mariés L... d'y voir leur fille, et de

lui donner leurs conseils, et à ladite Marie L... d'user du droit que lui donnent les art. 151 et 152 du Code civil; que ledit L. et son épouse seront tenus de fournir aux frais de logement, de nourriture et d'entretien de leur dite fille; compense les dépenses entre parties, sauf le coût du présent arrêt, qui sera à la charge desdits mariés L..., et ordonne la restitution de l'amende.

### COUR DE CASSATION.

*Lorsque le jugement émané d'un juge de paix est à tort qualifié EN DERNIER RESSORT, peut-il être attaqué par la voie de l'appel comme les jugemens des tribunaux ordinaires, et l'art. 453 du Code de procédure civile lui est-il applicable? (Rés. aff.) (1).*

*Lors même que, sur une demande en maintenance ou en réintégration, le demandeur n'a conclu qu'à 50 francs de dommages et intérêts, si la demande tendante à la destruction du nouvel ouvrage a été formée en même temps que la précédente, l'affaire cesse-t-elle de pouvoir être jugée en dernier ressort par le juge de paix? (Rés. aff.)*

DUPLESSIS ET FRIZON, C. GUILLAUD.

Des prairies appartenantes aux sieurs Duplessis et Frizon sont bordées et arrosées par un étang dont est propriétaire le sieur Guillaud. Il paraît que cet étang, nommé *Bives*, recevait, au moyen d'une brèche qui existait dans la chaussée, les eaux d'un étang supérieur appelé *Plagneux*, et appartenant aussi au sieur Guillaud. Cette brèche fut réparée par ce dernier.

Les sieurs Duplessis et Frizon, considérant cette réparation comme une entreprise sur un cours d'eau, et un trouble à la possession qu'ils avaient des eaux dont l'écoulement était supprimé, actionnèrent le sieur Guillaud devant le juge de paix, à fin d'être réintégrés et maintenus dans leur possession, et pour le faire condamner 1° à détruire la chaussée qui arrêtait

(1) Voy. sur cette question un arrêt conforme du 5 février 1810, tom. 11, pag. 112.

oulement, si non qu'il leur serait permis de la faire dé-  
truire à ses frais; 2<sup>e</sup> à 600 fr. de dommages et intérêts.  
Mais, les sieurs Duplessis et Frizon déclarèrent ulté-  
rieurement réduire leur demande, pour les dommages et in-  
terêts à la somme de 30 fr., et celle pour frais de destruction  
de la chaussée à la somme de 20 fr.; le juge  
leur donna acte aux sieurs Duplessis et Frizon de leur dé-  
claration à cet égard.

Le sieur Guillaud, de son côté, résistant à cette demande,  
concluait à ce que ses adversaires fussent condamnés à lui  
payer 100 fr. à titre de dommages et intérêts pour le trouble  
qu'ils avaient apporté à sa jouissance.

Le jugement du 17 juin 1814, par lequel le juge de paix s'ex-  
prime, en ces termes : « Considérant qu'il résulte du procès-  
verbal de visite des lieux que le sieur Guillaud, en faisant ré-  
parer la chaussée de l'étang de *Plagneux*, a arrêté le cours des  
eaux servant à l'arrosage des prés en question, jugeant en  
dernier ressort, réintègre les sieurs Duplessis et Frizon dans la  
possession dont il s'agit; condamne le sieur Guillaud à enle-  
ver ou faire enlever les réparations faites à la chaussée de l'é-  
tang de *Plagneux*; faute de quoi, permet aux sieurs Duplessis  
et Frizon de faire cet enlèvement aux frais du sieur Guillaud,  
qui pour ces frais leur paiera la somme de 20 fr., et de plus  
celle de 30 fr. pour dommages et intérêts. »

Le sieur Guillaud a interjeté appel de ce jugement, quoiqu'il  
soit énoncé rendu en dernier ressort.

Les sieurs Duplessis et Frizon, se prévalant de cette cir-  
constance, ont soutenu l'appel non recevable. Ils ont pré-  
tendu d'ailleurs que le juge de paix avait dû, en effet, pronon-  
cer en dernier ressort, attendu que les deux demandes en dom-  
mages et intérêts et en destruction de nouvel œuvre avaient  
été réduites à 50 fr.

Mais cette fin de non recevoir fut rejetée par jugement du  
tribunal de Vienne, du 3 décembre 1817, « attendu que, la  
demande en dommages et intérêts ayant été portée par Du-  
plessis et Frizon à 600 fr., le juge de paix n'a été saisi de la  
contestation que pour prononcer à la charge de l'appel; que,  
les choses en cet état, Guillaud a demandé de son côté 100 fr.

de dommages et intérêts, et qu'il n'était plus au pouvoir des adversaires de réduire l'importance de la contestation, termes du dernier ressort et de prouvoier à leur volonté la préférence du juge de paix; — Attendu qu'un des objets de la demande était la destruction d'un nouvel ouvrage, lequel d'une valeur indéterminée, valeur qui n'a point cessé d'être telle par l'offre de Duplessis et Frizon de démolir, moyennant le paiement de 20 fr., les travaux faits par Guillaud pour parer la chaussée de son étang.

Pourvoi en cassation de la part des sieurs Duplessis et Frizon, qui ont présenté trois moyens: 1<sup>o</sup> contravention aux articles 1 et 27 de la loi du 27 ventôse an 8, lesquels n'autorisent les tribunaux de première instance à prononcer sur l'appel des jugemens des juges de paix que lorsqu'ils ont été rendus en premier ressort, et n'admettent le recours en cassation, que pour excès de pouvoir, contre les mêmes jugemens, que lorsqu'ils ont été rendus en dernier ressort;

2<sup>o</sup> Violation des principes, en ce que le tribunal de Vannes a jugé qu'il n'avait point été au pouvoir des demandeurs de rendre la contestation susceptible du dernier ressort en restreignant leur demande à 50 fr.;

3<sup>o</sup> Enfin, violation des mêmes principes, en ce que le tribunal attaqué a accueilli l'appel du sieur Guillaud, sous le prétexte que le nouvel ouvrage dont la destruction était provoquée n'offrait qu'une valeur indéterminée; tandis que, d'après de nombreux arrêts de la Cour de cassation, quelle que soit la valeur de l'immeuble dans lequel on demande à être réintégré, le juge de paix peut prononcer en dernier ressort, si le demandeur ne conclut qu'à 50 fr. de dommages et intérêts: d'où les sieurs Duplessis et Frizon concluaient qu'il en devait être de même, à plus forte raison, lorsqu'il n'était question que de cours d'eau.

La réponse à ces moyens se trouve suffisamment développée dans les motifs de l'arrêt que nous allons transcrire.

Du 31 décembre 1821, ARRÊT de la section civile, M. Brisson président, M. Gandon rapporteur, M. Odillon-Barrot avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Solon



avocat-général; — Considérant, sur le premier moyen, qu'on a jugé autrefois, d'après les articles 7 et 77 de la loi ventôse an 8, que l'appel des jugemens énoncés *rendus* *dernier ressort* ne pouvait être reçu, et qu'il n'y avait de *recours* ouvert contre ces jugemens que celui de la demande en cassation, on a dû cesser de juger ainsi depuis la promulgation du Code de procédure civile, qui, dans son article 455, dispose que « sont sujets à l'appel les jugemens qualifiés en *dernier ressort*, lorsqu'ils auront été rendus par des juges qui ne pouvaient prononcer qu'en première instance », disposition générale et qui comprend les juges de paix comme les juges ordinaires; — Considérant, sur le second moyen, qu'il serait inutile de s'en occuper, attendu que le second motif du jugement rendu par le tribunal de Vienne suffit pour maintenir ce jugement, second motif contre lequel est dirigé le troisième moyen de cassation; — Et considérant, sur ce troisième moyen, que, pour qu'une demande en maintenance ou en réintégration soit susceptible du dernier ressort devant le juge de paix, il ne suffit pas de n'avoir conclu qu'à 50 f. de dommages et intérêts, il faut qu'aucune autre demande ne soit jointe à celle-là; or, lorsqu'on conclut, d'un côté, à la destruction d'un ouvrage, et de l'autre à 50 francs de dommages et intérêts, il y a deux demandes distinctes, et la valeur de chacune d'elles doit être prise en considération; la première est même d'une valeur indéterminée, car sa valeur n'est pas, comme le disent les demandeurs (et comme il faudrait le dire dans leur système), la somme nécessaire pour la destruction du nouvel ouvrage, mais bien la somme qu'il a fallu dépenser pour établir le nouvel ouvrage, objet presque toujours supérieur à la compétence du juge de paix pour prononcer en dernier ressort, et facilement susceptible d'être déterminé sans le consentement du défendeur; — *Rejet.*

# TABLE DES MATIÈRES

## CONTENUES

### DANS LE TOME VINGT-TROISIÈME

#### A

**ABSENT.** Voy. *Militaires*, et *Mutation*.

**ACCUSÉ.** Lorsque le conseil de l'accusé est appelé comme  
mon aux débats, l'accusé doit-il, à peine de nullité,  
d'aut l'audition de ce témoin, être assisté d'un autre co-  
choisi par lui, ou nommé par le président? pag. 12. — Lors-  
l'accusé est déclaré coupable, mais sans les circonstances  
n'appartient-il qu'à la Cour d'assises de prononcer l'absolu-  
tion de l'accusé, si le fait dont il est déclaré coupable n'est  
pas défendu par une loi pénale? 566.

**ACQUÉREUR.** L'acquéreur d'un immeuble qui a rempli les  
formalités prescrites par l'art. 2194 du Code civil, pour pur-  
ger les hypothèques légales, est-il encore tenu de faire  
créanciers qui ont pris inscription les notifications dont parle  
l'art. 2185, à l'effet de les mettre en demeure d'inscri-  
cher? — Au contraire, ces créanciers doivent-ils, à peine  
de déchéance, s'inscrire et surenchérir dans les délais  
fixés par l'art. 2194? 772.

**ACQUIESCEMENT.** Lorsqu'un juge de paix a prononcé sur un  
intérêt qui sort des limites de sa juridiction légale, sans  
prorogation préalable et formelle de compétence, l'acquies-  
cement que la partie condamnée donne ensuite à la décision  
rendue efface-t-elle son vice originaire? — Le jugement  
émané d'un tribunal incompétent confère-t-il hypothèque  
quand les parties y ont acquiescé? 146. Voy. *Jugement*.

**ACTE FRAUDULEUX.** Voy. *Créancier*.

**ACTE DE NAISSANCE.** Voy. *Inscription de faux*.

**ACTE NOTARIÉ.** Lorsque les surcharges ou additions que ren-  
ferme un acte notarié sont de nature à influencer soit sur les con-  
ventions des parties, soit sur la forme substantielle de l'acte,  
peuvent-elles néanmoins donner lieu à une simple rectifica-  
tion, sans qu'il soit nécessaire de prendre la voie de l'inscription de faux? 150. — Lorsqu'un acte notarié



**rié** (par exemple un acte d'échange), nul pour défaut de signature de l'un des témoins instrumentaires, ne se trouve pas revêtu de la signature des parties, peut-il néanmoins conserver son effet, s'il a été exécuté volontairement par les parties? — Lorsqu'un acte notarié, nul en la forme, ne pourrait pas même valoir comme sous seing privé, la preuve des conventions renfermées dans cet acte peut-elle être faite par des commencemens de preuve par écrit, aidés de présomptions graves, précises et concordantes? 740.

**ACTE privé.** Un acte sous seing privé devient-il authentique par le dépôt qui en est fait dans l'étude d'un notaire, par les parties elles-mêmes? — En est-il de même lorsque le dépôt n'a été fait que par l'une des parties, si l'autre a reconnu postérieurement l'acte sous seing privé, et qu'elle s'en soit fait délivrer une grosse par le notaire dépositaire? — L'acte sous seing privé ainsi déposé peut-il être délivré par le notaire en forme de grosse? 249. — L'art. 1328 du Code civil est-il démonstratif, et non limitatif, en sorte que la certitude de la date des actes sous seing privé puisse être établie par des moyens autres que ceux énoncés dans cet article? 477.

**ACTES respectueux.** Les actes respectueux doivent-ils, à peine de nullité, être signifiés à la personne des père et mère? — Les actes respectueux par lesquels l'enfant demande le consentement, et non le conseil de ses père et mère, sont-ils nuls? 452. — Est-il nécessaire, à peine de nullité, que les copies des actes respectueux laissées aux père et mère portent les signatures des témoins qui ont assisté le notaire, lorsque ces signatures se trouvent sur les originaux des actes? — Les actes respectueux signifiés à ses père et mère par une fille qui s'est retirée dans la maison de celui qu'elle veut épouser peuvent-ils être annulés, comme n'étant pas l'effet d'une volonté libre? — Les tribunaux peuvent-ils ordonner que cette fille se retirera dans une maison qui lui sera indiquée par ses père et mère et qu'elle y restera un certain temps pour y recevoir leurs conseils? 776.

**ADJUDICATAIRE.** L'adjudicataire qui, conformément au cahier des charges, a payé le prix de son acquisition dans les mains du notaire chargé de procéder à la vente, est-il recevable à attaquer par la tierce opposition un état de collocation arrêté entre les créanciers et qui aurait pour objet de lui faire payer une seconde fois le prix de son adjudication? 731.

**AJOURNEMENT.** L'exploit d'ajournement doit-il, à peine de nullité, indiquer, outre le délai de huitaine fixé par l'art. 72 du Code de procédure, le délai supplétif fixé à raison des distances, par l'art. 1033 du même Code? 624.

**ALIMENS.** Voy. *Débiteur incarcéré.*

**AMENDE.** Voy. *Cassation.*

**ANIMAUX.** Celui qui a frappé avec un bâton et fait des blessures à des animaux, sur un chemin, pour les empêcher de passer, doit-il être puni des peines de police prononcées par les art. 479 et 480 du Code pénal, lorsqu'il n'apparaît pas qu'il ait eu l'intention de tuer, blesser ou estropier ces animaux? 460.

**APPEL.** Un acte d'appel interjeté contre plusieurs coïntéressés est-il nul, s'il n'en a été laissé qu'une seule copie pour tous, encore qu'ils aient constitué le même avoué, élu le même domicile; et déclaré faire cause commune? — Est-il nul à l'égard de tous les intimés, si la copie unique qui a été délivrée ne désigne aucun d'eux individuellement? 206. — Un exploit d'appel, portant assignation à *huitaine franche*, sans énoncer l'augmentation à raison des distances, est-il valable? 239. — En matière correctionnelle, la déclaration d'appel faite au greffe par un avoué, au nom de la partie civile, est-elle valable, encore que l'avoué ne fût pas chargé d'un pouvoir spécial pour appeler? 360. — Lorsque plusieurs parties ayant le même intérêt; des héritiers par exemple, ont appellés d'un jugement du tribunal civil, l'acte d'appel est-il valable, lorsqu'au lieu d'indiquer littéralement les noms, professions et domiciles de toutes les parties, il est signifié seulement à la requête d'un tel... *et de ses consorts dénommés au jugement dont est appel?* — La même désignation est-elle suffisante pour le pourvoi en cassation, alors que l'exploit se réfère à l'arrêt attaqué, pour les noms, professions et domiciles de l'une ou de plusieurs des parties défenderesses? 663. — Voy. *Exploit, Père*.

**APPEL incident.** L'appel incident est-il recevable même après le désistement de l'appel principal? — Mais, dans ce cas, l'appelant principal est-il relevé de son désistement? 730.

**ARRESTATION.** Le procès verbal tendant à l'arrestation d'un individu dans sa maison ou dans une maison tierce peut-il être coupé en deux parties et rédigé par l'huissier en deux temps différents? — *Au contraire*, le procès verbal d'arrestation doit-il être fait d'un seul contexte, sans diverir à autres actes, et contenir la mention de toutes les formalités prescrites, notamment de la réquisition faite au juge de paix de son ordonnance et de son transport sur les lieux? — L'huissier instrumentaire, naturellement responsable des nullités qu'il commet dans les actes de son Ministère, peut-il néanmoins être renvoyé de la demande en dommages et intérêts formée contre lui par son client, si les circonstances le rendent excusable? 643.

**ARRÊT.** Voy. *Juges honoraires*.

**ARRÊT d'admission.** Voy. *Cassation*.

**ARRÊT de condamnation.** L'arrêt de condamnation intervenu contre un accusé contumax, postérieurement à son décès,

peut-il être rétracté que par la Cour d'assises qui l'a rendu? 653.

RENDANS. Voy. *Etat*.

**AUTORITÉ municipale.** L'autorité municipale a-t-elle le droit de défendre aux propriétaires d'oies de les envoyer paître dans les champs sujets au parcours des bestiaux? 644.

**AVOUE. Voy. Débitur.**

**COAT.** Les avocats ont-ils une action contre leurs clients pour le paiement de leurs honoraires? — L'avoué qui a payé les honoraires de l'avocat dont il a employé le ministère est-il en droit de répéter contre sa partie ce qu'il a déboursé pour elle, et son action dure-t-elle aussi long-temps que celle de l'avocat? — L'art. 80 du tarif, qui fixe les honoraires des avocats, n'a-t-il pour objet que de déterminer la somme que la partie qui a gagné son procès peut répéter, pour la plaidoirie, contre la partie qui l'a perdu, et nullement de réduire à la même fixation les honoraires dus à l'avocat par son propre client? 542.

**AVOUE.** L'avoué chargé de suivre une procédure est-il responsable de la nullité des actes faits par l'huissier, lorsque c'est lui qui a choisi cet huissier, et que c'est dans son étude que les actes nuls ont été rédigés, et que l'omission a été commise? 133. — L'avoué chargé par l'acquéreur de notifier le contrat aux créanciers inscrits est-il responsable de l'irrégularité des notifications, même pour les actes qui sont du ministère de l'huissier, surtout si celui-ci les a soumis à son examen? 257.

**VEUL. Voy. Pension alimentaire.**

## B.

**BAIL. Voy. Folle enchère, et Mineur émancipé.**

**BÉNÉFICE de cession.** Le débiteur qui réclame le bénéfice de cession de biens est-il tenu d'assigner ses créanciers pour voir admettre sa demande? — Les créanciers ne doivent-ils être appelés que lorsque le débiteur, admis à faire cession, la réitère en personne devant le tribunal de commerce? 338.

**BESTIAUX. Voy. Immeubles par destination.**

**BILLET à ordre.** Dans l'état actuel de la législation commerciale, un billet à ordre échu peut-il être transmis par un endossement postérieur à son échéance? — Le cessionnaire ne peut-il être saisi, à l'égard du souscripteur, que par la voie d'un transport légalement signifié ou accepté? 695. — Celui qui a reçu un billet à ordre après la faillite du souscripteur peut-il, nonobstant le défaut de protêt à l'échéance, s'en faire rembourser le montant par son endosseur, sur le fondement que la créance cédée n'existait plus

alors avec la même étendue et les mêmes droits? — *Autre*, celui à qui le billet est parvenu avant la faillite du souscripteur est-il privé de son recours sur ses endosseurs immédiats par le défaut de protêt dans le délai de la loi? 759.

**BLESSURES.** Voy. *Animaux*.

**BOIS.** Lorsque la vente d'une coupe de bois a été consommée, soit par le paiement du prix tant en argent qu'en billets, soit par la délivrance et le commencement d'exploitation de la coupe vendue, soit enfin par le débit d'une partie du bois, le vendeur peut-il encore demander la résolution de la vente, et revendiquer les bois vendus, dans la faillite de l'acheteur? — Lors même qu'une revendication a été admise par les agens de la faillite, peut-elle être contestée par les syndics? 33.

**BORDEREAU de collocation.** Voy. *Saisie immobilière*.

**BREVET d'invention.** Celui qui est poursuivi comme ayant troublé le porteur d'un brevet d'invention dans l'exercice de son droit privatif peut-il repousser l'action en prouvant que le procédé était connu et pratiqué avant la délivrance du brevet? — Faut-il, au contraire, qu'il établisse que la prétendue découverte était déjà consignée et décrite dans des ouvrages imprimés et publiés à l'époque de cette délivrance? — Faut-il au moins qu'il prouve qu'à la même époque, il connaissait et pratiquait personnellement la méthode du breveté? 229.

## C.

**CARENCE.** Un procès verbal de carence opère-t-il exécution d'un jugement par défaut faute de comparoir, de telle sorte qu'après cet acte, l'opposition au jugement ne soit plus recevable, alors surtout que la copie du procès verbal de carence a été remise à l'épouse du défaillant? 501.

**CASSATION.** Lorsque deux personnes ont le même intérêt à demander la cassation d'un arrêt ou d'un jugement, leur suffit-il de consigner une seule amende, quoique les moyens présentés par chacune d'elle à l'appui de sa demande soient différens? 41. — Le demandeur en cassation d'un arrêt obtenu par plusieurs individus ayant un intérêt commun, qui n'a d'abord dirigé son pourvoi que contre quelques uns d'entre eux, peut-il ensuite appeler les autres en déclaration d'arrêt commun, sans qu'on puisse lui opposer l'expiration des délais, lorsque ces derniers ne lui ont pas fait signifier l'arrêt attaqué? — La requête en déclaration de l'arrêt commun à intervenir n'est-elle qu'une ampliation de la première requête, et, sous ce rapport, est-elle dispensée de la forma-

te de l'enregistrement? — La notification de l'arrêt d'admission du pourvoi est-elle valablement faite par un débiteur incarcéré à ses créanciers, au domicile par eux élu, dans les actes d'écrou et de recommandation, pour les procédures et opérations auxquelles ces actes pourraient donner lieu? 210. — L'énonciation d'un motif erroné peut-elle empêcher ouverture à la cassation d'un arrêt qui se soutient d'ailleurs par d'autres motifs conformes à la loi? 520. — Lorsque des parties ayant le même intérêt n'ont intenté qu'un seul et même pourvoi contre un seul et même arrêt, ont-elles pu se borner à la consignation d'une seule amende? 559. — Dans le cas où le tribunal compétent pour connaître d'une demande est détruit ou rendu inaccessible par des événemens de force majeure, est-ce à la Cour de cassation qu'il appartient d'indiquer d'autres juges aux parties? 715. — L'obligation imposée aux juges de suppléer les moyens de droit que peuvent omettre les parties est-elle tellement rigoureuse que, devant la Cour de cassation, l'on puisse opposer à un demandeur qu'il n'avait pas produit tel ou tel moyen de droit à l'appui de sa défense, lors du jugement ou de l'arrêt attaqué? 768. — Voy. *Appel*, et *Héritier*.

UTION. Voy. *Liberté provisoire*.

UTIONNEMENT. Les créanciers d'un officier ministériel peuvent-ils poursuivre leur paiement sur le capital de son cautionnement, sans attendre la vacance de l'office, soit par démission, soit autrement? — L'exercice de leur action peut-il être restreint aux seuls intérêts du cautionnement? 247. — Voy. *Enregistrement*.

LIBATAIRE. Voy. *Donation déguisée*.

UTION. Voy. *Bénéfice*.

UTION de créances. — Voy. *Commandement*.

ASSE. L'individu convaincu d'avoir chassé avec fusil, sans permis de port d'armes, dans une forêt de l'Etat, doit-il être puni à la fois et de la peine portée par l'ordonnance de 1669 contre le délit de chasse, et de la peine prononcée par le décret du 4 mai 1812 contre le port d'armes sans permis, joint au fait de chasse? — Dans ce cas, la peine la plus forte doit-elle être seule appliquée, conformément à l'art. 365 du Code d'instruction criminelle, le décret de 1812 n'ordonnant la cumulation des peines qu'à l'égard des délits de chasse commis sans permis de port d'armes sur les propriétés des particuliers? 342.

EMIN. Le chemin ou sentier qui sert à l'usage particulier d'une commune pour aller à un moulin peut-il être considéré comme un chemin public, imprescriptible? — N'est-ce, au contraire, qu'un chemin d'aisance, contre lequel le propriétaire dont le fonds est traversé par ce chemin peut prescrire? 83.

**COLONIES. Voy. Commission spéciale.**

**COMMANDEMENT.** Lorsqu'un commandement contient la menace d'une saisie immobilière, sans énoncer ni réserver aucune autre voie de contrainte, peut-il néanmoins tenir lieu du commandement qui doit précéder la saisie-exécution des meubles du débiteur? — Peut-il en tenir lieu, encore qu'il ait plus de trois mois de date, et qu'ainsi il se trouve périmé relativement à la saisie immobilière? 239. — Le cessionnaire qui a fait signifier son transport au débiteur originaire avant de lui faire le commandement tendant à l'expropriation de ses biens est-il tenu de lui donner, dans ce commandement postérieur, une nouvelle copie du transport et de sa signification? — Dans le même cas, le cessionnaire est-il obligé de donner aussi copie du transport et de sa signification dans la sommation qu'aux termes de l'art. 2169 du Code civil il est tenu de faire au tiers détenteur, avant de poursuivre sur lui la vente de l'immeuble hypothéqué? 302.

**COMMIS voyageur. Voy. Marché.**

**COMMISSION spéciale.** Dans les colonies françaises, les affaires qui concernent le commerce étranger ou les vaisseaux étrangers doivent-elles être portées, par appel, devant une commission spéciale? — Les lettres patentes du mois d'octobre 1727, et l'arrêté des consuls du 12 vendémiaire an 11, qui ont attribué la connaissance des affaires de cette espèce à une commission spéciale, sont-ils encore en vigueur? — L'incompétence des Cours de justice ordinaire pour connaître de ces affaires est-elle une incompétence à raison de la matière, qui ne puisse être couverte par l'acquiescement des parties, et qui puisse être opposée pour la première fois devant la Cour de cassation? 576.

**COMMUNAUTÉ.** Les époux qui se marient en communauté peuvent-ils stipuler que les biens immeubles de la femme seront inaliénables en tout ou en partie? — Néanmoins, lorsque le contrat ne présente à cet égard qu'une limitation du droit du mari pendant la communauté, si la femme fait prononcer sa séparation de biens, et reprend ainsi la libre administration de ceux qui lui appartiennent, recouvre-t-elle la faculté d'aliéner ses immeubles avec le consentement de son mari ou l'autorisation de la justice? 481.

**COMMUNE.** Le fait imputé à des habitants d'une commune, d'avoir envoyé leurs troupeaux au pâturage dans des landes situées au territoire d'une autre commune, constitue-t-il l'une des contraventions prévues par les n<sup>os</sup> 13 et 14 de l'art. 471 du Code pénal, et soumises par conséquent au tribunal de simple police? — En supposant que ce fait fût un délit prévu par l'art. 24 du titre 2 de la loi du 6 octobre 1791, le tribunal correctionnel aurait-il seul le droit d'en connaître? — Si les délinquans soutiennent, de concert avec le maire,



autorisé par le conseil municipal, et intervenant, qu'ils ont droit de pâturage dans les landes dont il s'agit, cette détermination présente-t-elle une question *préjudicielle*, jusqu'au jugement de laquelle le tribunal de simple police doit surseoir? — Si l'autorisation municipale accordée au maire n'a été approuvée par le préfet, est-ce le cas de lui accorder un délai pour obtenir cette sanction, et non de rejeter son intervention? — La commune dans le territoire de laquelle les landes sont situées peut-elle se faire un titre à l'appui d'une délibération de son conseil municipal, approuvée par le préfet, qui aurait décidé qu'elle avait seule le droit sur ces landes? — Un pareil débat entre deux communes est-il de la compétence exclusive des tribunaux civils? — La loi du 10 vendémiaire an 4, qui rend les communes responsables des délits qui s'y commettent, est-elle toujours obligatoire? 332.

CONJUGAT. Voy. *Juge de paix*.

COMPENSATION. Lorsqu'un créancier hypothécaire acquiert un immeuble qui lui est affecté, s'opère-t-il une compensation de créance, qui entraîne l'extinction de l'hypothèque, de telle sorte que le créancier soit dispensé de renouveler son inscription pour conserver son rang? 740.

CONJUGAT. Voy. *Femme*.

CONJUGAT. Voy. *Tutelle*.

CONCILIATION. Le défaut de citation en conciliation n'offre-t-il qu'une nullité relative, qui est couverte par la défense au fond? 624.

CONCORDAT. Doit-il être sursis à l'homologation du concordat par cela seul qu'un créancier a porté contre le failli une plainte en banqueroute frauduleuse, si, d'ailleurs, il n'est pas justifié que le Ministère public ait commencé une instruction? — Le créancier dont le titre n'a été ni vérifié, ni affirmé, est-il recevable à s'opposer à l'homologation du concordat, au moins pour cause d'irrégularité? 428.

CONDITION résolutoire. Une condition résolutoire expresse doit-elle être exécutée à la rigueur, si l'événement arrive, de telle sorte que les juges ne puissent en modifier l'efficacité, et, par exemple, accorder un délai au débiteur? 425.

CONGÉ. A Paris, un appartement loué à raison de 4,000 fr. par an peut-il être assimilé, pour le délai du congé, à un corps de logis entier, et, par suite, le congé qui en aurait été donné, non à six mois, mais à trois mois seulement, peut-il être déclaré nul? 647.

CONJUGAT. Voy. *Accusé*.

CONSEILLERS. Voy. *Juges honoraires*.

CONSERVATEUR des hypothèques. Voy. *Inscriptions*.

CONJUGAT. Voy. *Tuteur*.

CONTRIBUTIONS indirectes. Le délai de l'appel d'un jugement



rendu en matière de contributions indirectes est-il de huitaine fraiche? — L'appel doit-il être interjeté dans huitaine qui suit le jour de la signification du jugement? 534.

**COUR d'assises.** L'arrêt par lequel une Cour d'assises refuse de poser au jury une question sur la circonstance de légitime défense ou de provocation doit-il, à peine de nullité, énoncer les motifs de ce refus? 90. — La Cour d'assises doit-elle délibérer, dans le cas où la première partie de la déclaration du jury porte à l'unanimité que l'accusé est coupable d'avoir commis un attentat à la pudeur, si la seconde partie de cette déclaration, portant que l'attentat a été commis *avec violence*, n'a été donnée qu'à la majorité simple? sept voix contre cinq? 239.

**COUR de cassation.** Peut-on, sous notre législation actuelle, demander le renvoi d'un tribunal à un autre, pour cause de suspicion légitime en matière civile, et ces demandes doivent-elles être portées devant la Cour de cassation? La Cour de cassation peut-elle ordonner ce renvoi sur la seule demande de l'une des parties, et sans que l'autre partie ait été appelée? — L'opposition à l'arrêt ainsi rendu par défaut, formée par la partie qui n'a pas été appelée, doit-elle être portée devant la même section qui a rendu l'arrêt par défaut? — Lorsque l'arrêt par défaut a été rendu après partage d'opinions, est-il nécessaire que la section qui a statué, pour statuer sur l'opposition, de même qu'elle statua lorsque l'arrêt par défaut a été rendu? 227. — L'arrêt de Cour royale qui déclare en fait, et pour seule base de sa décision, que l'acte d'appel (interjeté par les deux parties) n'a été signifié ni à personne ni à domicile, peut-il être annulé par la Cour de cassation, sur la représentation de l'original de l'acte d'appel, constatant qu'il a été signifié à personne et à domicile? 271.

**COUR royale.** Lorsque, sur l'appel d'une sentence arbitrale rendue en matière de société de commerce, la Cour royale l'annule pour cause d'incompétence, en ce que les parties soumises aux arbitres n'avaient pas pour objet des différends nées d'une société reconnue, mais l'existence même d'une société contestée, cette Cour peut-elle statuer sur le fond par le même arrêt, sans renvoyer l'affaire devant les arbitres qui devaient en connaître en premier ressort? 717. —

*Exploit.*

**COUTUMES.** Les coutumes sont-elles réelles, tellement que leurs effets ne puissent être étendus par des conventions particulières au delà de leur territoire? 109.

**CRÉANCIERS.** Les créanciers peuvent-ils prendre la voie de tierce opposition contre un jugement rendu avec leur débiteur, lorsqu'ils prétendent que ce jugement est la suite d'une collusion frauduleuse? 440. — Pour que le créancier

**Donner comme frauduleux les actes faits par son débiteur, et si son titre soit antérieur à ces actes? 477. — Un banquier peut-il être autorisé à accepter une succession aux lieu et place de son débiteur, qui ne le paie pas, sans, au préalable, avoir discuté les biens de ce débiteur, et avoir fait constater juridiquement son insolvabilité? — La subrogation donnée à l'effet d'employer tous les moyens nécessaires pour obtenir le remboursement d'une créance autorise-t-elle le mandataire à accepter une succession réputée par le débiteur? 759.**

## D.

**Prescription. Le débiteur qui, en même temps qu'il oppose la prescription à la demande en paiement d'une créance, d'une lettre de change, par exemple, réclame, par des conclusions principales, la subrogation au cessionnaire de la créance qu'il prétend litigieuse, reconnaît-il par-là que la dette n'est pas éteinte, et cet aveu implicite détruit-il l'effet de l'exception de prescription? — Le tribunal de commerce peut-il, dans ce cas, sans donner ouverture à cassation, condamner le défendeur au paiement de la lettre de change, en lui réservant son action en subrogation devant le tribunal civil, seul compétent à cet égard, au lieu de surseoir sur l'exception proposée, jusqu'au jugement de cette action? 61.**

**Prêtre incarcéré. La consignation alimentaire réglée par la loi du 15 germinal au 6 à vingt francs par mois ne comprend-elle qu'une période de trente jours? Le défaut de consignation d'un supplément proportionnel, pour les mois qui excèdent cette période, suffit-il pour autoriser la demande en élargissement du débiteur? 210. — Voy. Cassation.**

**Créance. Voy. Ordre.**

**Part joint. L'art. 153 du Code de procédure civile, qui veut que, quand, de deux ou de plusieurs parties assignées, l'une fait défaut et l'autre comparait, le défaut soit joint, et la cause renvoyée à un autre jour, pour en adjuger le profit, est-il applicable aux affaires qui doivent être jugées sommairement comme aux causes ordinaires? 41. — Voy. Jugement.**

**Pense légitime. Voy. Cour d'assises.**

**Promesse. Voy. Mariage.**

**Dénonciation. Toute dénonciation doit-elle être considérée comme calomnieuse, et donner lieu à des dommages et intérêts contre le dénonciateur, par la seule raison que l'accusé a été acquitté? 242.**

**Vol. Celui qui vend ou détourne un objet qui lui a été**

donné en gage se rend-il coupable de violation de dépôt, et par suite est-il passible des peines portées en l'art. 408 du Code pénal? — Peut-on pour suivre par la voie de police correctionnelle le délit de violation de dépôt, lorsque l'objet excède 150 fr., et que le dépôt n'est pas constaté par écrit, ou qu'il n'y a point de commencement de preuve par écrit? — L'aveu du prétendu dépositaire sur la nature de la convention intervenue entre lui et le déposant donne-t-il, en ce cas, être considéré comme indivisible, conformément à l'art. 1356 du Code civil? — La valeur d'un dépôt doit-elle être considérée comme indéterminée, et dès lors comme pouvant excéder 150 fr., quoique l'objet prétendu déposé ait été apprécié au Mont-de-Piété à une somme bien inférieure? 87.

**Dernier ressort.** Lorsqu'un tribunal prononce sur une demande principale, inférieure à 1,000 fr., et sur une demande incidente, au-dessus de 1,000 fr., qui a pour objet un dommage causé par les frais du procès, son jugement est-il en dernier ressort? 174. — Lorsqu'un individu est condamné en paiement d'une somme inférieure à 1,000 fr. condamnée de son côté, à ce que le demandeur lui rende compte d'une somme au-dessus de 1,000 fr., les juges de première instance peuvent-ils statuer en dernier ressort sur ces deux demandes réunies? 325. — Lorsque le jugement émané d'un juge de paix est à tort qualifié *en dernier ressort*, peut-il néanmoins être attaqué par la voie de l'appel comme les jugemens des tribunaux ordinaires, et l'art. 453 du Code de procédure civile lui est-il applicable? — Lors même que, sur une demande en maintenance ou en réintégration, le demandeur n'a conclu qu'à 50 fr. de dommages et intérêts, si la demande tendante à la destruction du nouvel ouvrage a été formée en même temps que la précédente, l'affaire cesse-t-elle de pouvoir être jugée en dernier ressort par le juge de paix? 778.

**DIFFAMATION.** L'écrit diffamatoire publié par un maire, en réponse à une dénonciation renvoyée par la Chambre des députés au ministre de l'intérieur, peut-il être assimilé à un écrit produit devant les tribunaux, qui, d'après la loi du 17 mai 1819, ne peut donner lieu à aucune action en diffamation? — Au contraire, dans ce cas, les individus qui se prétendent diffamés peuvent-ils intenter une action contre le maire devant la juridiction correctionnelle? 533.

**DONATION.** Le défaut de transcription d'une donation entre-vifs peut-il être opposé par les créanciers dont le titre est postérieur à la donation? 170. — Lorsqu'une partie, ayant succombé dans sa demande en révocation d'une donation pour survenance d'enfant, se pourvoit en réduction de cette même donation, pour fournir la réserve, peut-on lui opposer l'exception de chose jugée, résultante de l'arrêt qui a rejeté sa première demande? — Peut-on la lui opposer sur

tout si, lors de cet acte, elle était défenderesse à la demande en exécution de la donation, sous prétexte qu'à ce titre elle devait faire valoir en défense à cette demande toutes ces exceptions, et par conséquent sa prétention de faire réduire la donation? 388. — Une donation est-elle nulle *en la forme*, faute par le notaire d'avoir fait mention, sur la minute, de la signature des témoins et des parties, encore que, *dans le fait*, l'acte soit signé par chacun d'eux? — La nullité d'une donation est-elle couverte par des actes d'exécution émanés du donateur? 401. — Une donation de tous biens présents et à venir, faite, par contrat de mariage, à un collatéral, sous la réserve de l'usufruit par le donateur, a-t-elle tous les caractères d'une disposition subordonnée au décès, et le droit applicable à cet acte est-il celui de 5 pour 100, réglé, pour les mutations d'immeubles par décès en ligne collatérale, par l'art. 69 de la loi du 22 frimaire an 7? — A défaut de déclaration des biens compris en la donation, dans les six mois du décès du donateur, l'amende imposée par l'article 39 de la loi du 22 frimaire est-elle encourue par le donataire, dans le cas même où le receveur de l'enregistrement, en percevant, par erreur, lors de la présentation du contrat de mariage, le droit exigible pour les donations entre vifs, aurait induit le donataire à penser qu'une nouvelle déclaration, à l'époque du décès, devenait inutile? 765.

**DONATION par contrat de mariage.** En matière de donation de biens présents et à venir, par contrat de mariage, un état estimatif des meubles et effets mobiliers est-il nécessaire? — Le défaut d'état oblige-t-il seulement le donataire à prendre les meubles dans l'état où ils se trouvent à la mort du donateur, sans pouvoir opter pour les biens présents? — Lorsqu'une donation de biens présents et à venir, faite par contrat de mariage, n'a pas été accompagnée d'un état des dettes et charges existantes au moment de la donation, le tiers auquel ont été faites des libéralités apparentes ou déguisées sous la forme de contrats onéreux peut-il exciper de cette omission, pour prétendre que le donataire contractuel n'a pas le droit de demander la nullité de ces libéralités postérieures? 156. — La donation portée dans un contrat de mariage, par laquelle des père et mère *assurent dès à présent* à leur fils une certaine somme *à prendre dans leurs successions*, ne constitue-t-elle qu'une donation de biens à venir, une institution contractuelle, qui laisse les donateurs maîtres de disposer de leurs biens à titre onéreux? 175.

**DONATION déguisée.** Le célibataire qui a fait une donation déguisée sous la forme d'un contrat onéreux, et qui s'est marié ensuite, peut-il être admis à prouver cette simulation et à demander la révocation de l'acte, dans l'intérêt des



enfants provenus de son mariage? 24. — Voy. *Quotité disponible*.

**Dor.** Le privilège de la dot, est-il établi qu'en faveur du mariage et pendant sa durée seulement? — Les biens dotaux que la femme ne pouvait engager pendant le mariage sont-ils, après sa mort et dans les mains de ses héritiers, passibles de l'action hypothécaire des créanciers envers lesquels elle s'était obligée pendant la durée du mariage? 199. — Voy. *Emploi*.

**Dor mobilière.** Voy. *Femme*.

**DUEL.** Le duel peut-il, suivant les circonstances, être qualifié assassinat, notamment lorsque, les combattans étant convenus de se battre au pistolet, à six pas, celui que le sort a favorisé a voulu tirer à cette distance, malgré les instances des témoins et quoiqu'il eût la presque-certitude d'atteindre son adversaire? 643.

## E.

**Eaux.** Lorsque des propriétaires de divers terrains ont le droit de se servir des mêmes eaux et que le mode de jouissance n'est déterminé ni par les titres ni par aucun règlement, est-ce aux tribunaux qu'il appartient de statuer sur les points qui divisent les intéressés? 276.

**ELECTION de domicile.** Une élection de domicile générale pour tous actes et exploits quelconques, et contenant en outre la déclaration expresse de la partie qu'elle regardera comme nulles toutes les significations qui lui seraient faites ailleurs, a-t-elle suffisamment autorisé la notification de l'acte d'appel au domicile indiqué? — Cette élection générale de domicile est-elle censée révoquée, parce que, dans la signification du jugement de première instance, la même partie a déclaré élire domicile en l'étude de l'avoué qui avait occupé pour elle? 583.

**EMANCIPATION.** Les pères et mères naturels ont-ils le droit d'émanciper leurs enfans? — Peuvent-ils nommer valablement un tuteur à leurs enfans sans l'assistance du conseil de famille? 1.

**EMANCIPATION par mariage.** Voy. *Veuve mineure*.

**EMIGRÉ.** Les biens non vendus provenans d'une succession recueillie par la république, comme représentant un émigré, doivent-ils, dans le cas où cet émigré amnistié est décédé avant la loi du 5 décembre 1814, être rendus à ses héritiers à l'exclusion de ceux qui, au temps de l'ouverture de la succession, étaient appelés à les recueillir, comme les parens successibles les plus proches du défunt? 9. — Les émigrés rendus à la vie civile par l'ordonnance royale du 21 août 1814 sont-ils personnellement passibles des dettes par eux con-

**travaux avant leur émigration ?** — Sont-ils tenus au paiement de ces mêmes dettes, comme détenteurs des biens qu'ils y avaient précédemment hypothéqués, et qui leur ont été remis en totalité ou en partie, en vertu de la loi du 5 décembre 1814 ? 296.

**ENFANT.** La présomption légale établie par l'art. 315 du Code civil en faveur de l'enfant dont la légitimité est contestée doit-elle s'étendre au cas où il ne s'agit point de son état, mais seulement de sa capacité pour succéder ? 95. — Le principe sur l'indivisibilité de l'état des personnes est-il absolu, en ce sens que le jugement qui, sur la demande des parens paternels, a déclaré illégitime un enfant, ait l'autorité de la chose jugée en faveur des parens maternels qui n'y étaient point parties ? — Au contraire, les parens maternels sont-ils non recevables à exciper de ce jugement, et même à contester l'état de l'enfant, après l'avoir reconnu comme légitime ? 282. — Le pouvoir discrétionnaire que l'art. 302 du Code civil accordait aux tribunaux, pour régler le sort des enfans dans le cas de divorce, leur appartient-il également dans le cas de séparation de corps ? 362. — Dans tous les cas où les héritiers du mari sont admis à contester, de leur chef, la légitimité de l'enfant, doivent-ils le faire, à peine de déchéance, dans les deux mois qui suivent le trouble que celui-ci a porté à leur possession ? — L'héritier a-t-il suffisamment contesté la légitimité par cela seul que, dans un acte de constitution d'avoué, on a protesté en son nom de la nullité de l'assignation en délaissement des biens, qui lui était donnée à la requête de l'enfant ? — La fin de non recevoir résultante du défaut d'action en temps utile peut-elle être opposée par l'enfant aux héritiers du mari, en tout état de cause ? 372. — Lorsque, après la séparation de corps, il s'élève entre les époux des contestations sur la garde et l'éducation des enfans, la préférence doit-elle être déterminée, en faveur de l'un ou de l'autre, par le plus grand intérêt de ceux-ci ? — Au contraire, faut-il, dans ce cas, suivre une règle uniforme, et confier les garçons au père, et les filles à la mère ? — La délibération de la famille convoquée pour donner son avis doit-elle être motivée, à peine de nullité ? 723. — Voy. *Responsabilité*.

**ENFANT donataire.** Faut-il, dans tous les cas, se porter héritier, pour avoir droit à la réserve légale ? — Un enfant donataire qui, après avoir renoncé à la succession de sa mère, est actionné par les autres enfans en réduction de la donation qu'elle lui a faite, est-il fondé à retenir, par voie d'exception, sur les biens donnés, sa part dans la réserve légale, outre la portion disponible ? 547.

**ENLÈVEMENT.** Voy. *Paternité*.

**ENQUÊTE.** Lorsqu'une partie a laissé procéder à l'enquête demandée en première instance par son adversaire, sans pro-

téstations ni réserves, est-elle recevable, en cause d'appel, à requérir la preuve par témoins de certains faits par elle allégués ? 329.

**ENREGISTREMENT.** L'obligation que contracte le père du futur époux, dans le contrat de mariage de ce dernier, de payer à son fils une pension ou un capital correspondant, dans le cas où les époux cesseraient de vivre avec lui, est-elle soumise non au simple droit fixe de 3 francs, mais au droit proportionnel de 62 cent. et demi sur le capital de la pension ? 327. — Le Code de procédure est-il applicable aux instances sur la perception des droits d'enregistrement, dans tous les cas qui n'ont pas été réglés par la législation spéciale sur cette matière ? 331. — Le droit de cinq et demi pour cent est-il dû sur les adjudications par expropriation forcée, comme sur les ventes volontaires ? 525. — Les licitations entre copropriétaires de biens immeubles acquis par donation en avancement d'hoirie sont-elles soumises au droit de cinq et demi pour cent, établi par l'art. 54 de la loi du 28 avril 1816 ? — Ces licitations demeurent-elles seulement sujettes au droit de quatre pour cent établi par l'art. 69 de la loi du 22 frimaire an 7 ? 528. — Les déclarations à faire par les titulaires de places sujettes à cautionnement, pour assurer aux bailleurs de fonds le privilège du second ordre sur le montant des cautionnements, et qui, aux termes de l'art. 4 du décret du 22 décembre 1812, ne sont passibles que du droit fixe d'un franc, peuvent-elles être soumises au droit proportionnel établi par la loi du 22 frimaire an 7, sous prétexte qu'elles contiennent implicitement, de la part du titulaire, une obligation de sommes au profit de son bailleur de fonds ? 715. — Voy. *Cassation*.

**ERREUR commune.** La maxime qui valide les actes qui sont le résultat de l'erreur commune, *Error communis facit jus*, est-elle applicable à un testament dans lequel a figuré comme témoin un individu que l'on regardait généralement comme citoyen français, quoiqu'il n'eût pas régulièrement acquis cette qualité ? 166.

**ETAT.** Le fils peut-il attaquer, par la tierce opposition, un jugement rendu contre son père, et qui l'obligerait à reconnaître pour frère légitime et pour cohéritier un enfant né hors mariage ? — Le peut-il surtout lorsque, en qualité de donataire de son père, il a un intérêt direct à la question de légitimité ? 332.

**ETAT, indivisibilité.** Voy. *Enfant*.

**ETRANGER.** Un légataire à titre particulier, qui, en sa qualité d'étranger, est réputé n'avoir point droit sur les immeubles de la succession, mais sur le mobilier seulement, est-il tenu de contribuer au paiement des dettes et charges héréditaires, sous prétexte que, s'il prenait son legs sur le mobilier affranchi de toutes dettes, les dettes refluant en tota-



lité sur les immeubles, ce légataire participerait par le fait à la succession immobilière? 112.

ÉVICTIION. Dans le cas de plusieurs ventes successives d'un même immeuble, moyennant des prix différens, le dernier acquéreur, qui vient à être évincé, est-il non recevable à réclamer le prix le plus élevé, et doit-il se contenter du prix de sa propre acquisition? — Peut-il au moins demander le prix payé par l'un des précédens acquéreurs, lorsqu'il est formellement subrogé dans tous les droits de cet acquéreur contre son vendeur? — Le vendeur qui laisse évincer son acquéreur, en négligeant d'acquitter le prix de son acquisition, lui doit-il le paiement des dépenses voluptuaires? — Pour déterminer si l'immeuble a augmenté de valeur à l'époque de l'éviction, et quelle est l'importance de sa plus-value, l'acquéreur peut-il demander une expertise, alors même que le prix d'une vente publique de cet immeuble présenterait une base d'évaluation? — Les dommages et intérêts dus à l'acquéreur évincé comprennent-ils toutes les pertes que l'éviction a pu lui causer, et notamment les frais de déménagement, et les sacrifices qu'il est obligé de faire, en certain cas, pour se procurer un logement approprié à la profession qu'il exerce? 275.

EXPLOIT. Dans le cas où un exploit devait être signifié à plusieurs parties, et que la remise d'une copie séparée à chacune d'elles n'est pas constatée dans l'original, le coût de la vacation de l'huissier suffit-il pour la prouver? — Cette preuve peut-elle résulter de ce que le coût de l'enregistrement est fixé d'après le nombre des parties assignées? — Les Cours royales jugent-elles souverainement la question de savoir s'il résulte ou non des termes d'un exploit qu'il en a été donné une ou plusieurs copies? 206.

EXPLOIT, désignation. Voy. *Appel*.

EXPÉDITION. Voy. *Jugement*.

EXPERTISE. Les juges qui ont à statuer sur une tierce opposition peuvent-ils refuser d'ordonner une nouvelle expertise et prendre pour base de leur décision celle qui a été faite dans la première instance, lorsque les critiques dirigées contre cet acte leur paraissent mal fondées? 551.

## F.

FAILLITE. Un acte de société n'ayant point de date certaine antérieurement à la faillite peut-il être opposé aux créanciers personnels du failli, pour les priver de leurs droits sur les marchandises dont celui-ci faisait son commerce habituel, sous prétexte que ces marchandises ont fait partie de sa mise sociale, et qu'elles sont le gage exclusif des créanciers de la société? 102. — Les syndics d'une faillite peuvent-ils, selon

les circonstances, être condamnés personnellement aux dépens d'une instance, lorsqu'ils l'ont suivie comme représentant la masse des créanciers? 450. — Le jugement qui déclare la faillite ouverte produit-il son effet contre les créanciers du failli, à dater du jour où il a été rendu, et non pas seulement de celui où il a été affiché et inséré dans les journaux? — Les créanciers du failli peuvent-ils obtenir des condamnations contre lui après que ce jugement a été rendu et avant qu'il ait acquis la publicité résultante de l'affiche et de l'insertion aux journaux? 466. — Voy. *Provision*.

**FEMME.** La femme qui, de notoriété publique, gère depuis longues années le commerce de son mari, a-t-elle obligé ce dernier par les engagements de commerce qu'elle a souscrits? 77. — La femme mariée sous l'empire d'un statut qui lui accordait un privilège sur les meubles pour sûreté de sa dot, avec la clause expresse *que ses droits seraient exclusivement réglés par ce statut*, peut-elle en invoquer le bénéfice dans le cas même où, postérieurement au mariage, le mari aurait transféré son domicile sous une autre Coutume qui ne reconnaît point un pareil privilège? 109. — Peut-on condamner comme complice la femme qui a recélé dans le domicile conjugal des objets qu'elle savait provenir d'un vol commis par son mari? 221. — Une femme mariée sous le régime dotal peut-elle, quoique non séparée de biens, mais avec l'autorisation de la justice, attaquer de nullité la vente consentie par son père à son mari, en fraude d'une institution contractuelle à elle faite, alors surtout que la femme se propose de demander la distraction de l'immeuble vendu, contre les créanciers qui ont fait saisir les biens de son mari? — L'autorisation judiciaire accordée à la femme pour former son action en nullité lui donne-t-elle, par suite, le droit de demander la distraction de l'immeuble compris dans la saisie? 440. — La femme mariée sous le régime dotal peut-elle, si elle a fait prononcer sa séparation de biens en justice, aliéner sa dot mobilière? 441. — La femme mariée sous le régime dotal a-t-elle, comme celle qui est mariée en communauté, une hypothèque légale sur les biens de son mari, pour raison de ses immeubles dotaux aliénés pendant le mariage, indépendamment de l'action révocatoire qui lui appartient contre les tiers acquéreurs? — Peut-elle exercer cette hypothèque pendant le mariage, sur le prix des biens de son mari, encore qu'elle ne soit pas séparée de biens d'avec lui? — Les tribunaux doivent-ils, dans ce cas, après avoir colloqué la femme au rang que la loi lui assigne, pourvoir à ce que les fonds lui soient conservés jusqu'à l'instant où elle pourra les recevoir et en donner quittance valable, soit en autorisant l'acquéreur à les retenir dans ses mains, soit en ordonnant tout autre emploi qui mette la dot en sûreté? 513.

**ME mineure.** Une femme mineure peut-elle faire le commerce, avec la simple autorisation de son mari? — Indépendamment de l'autorisation du mari, le consentement du père de la mineure est-il nécessaire? 366.

**ME normande.** La femme normande, mariée avant le Code civil, a-t-elle pu, depuis ce Code, disposer de ses biens doux par testament? 594. — L'art. 127 des *Placités* de Normandie, qui défendait à la femme séparée de biens d'aliéner et d'hypothéquer, sans avis de parens ou permission de justice, les immeubles qu'elle possédait alors et ceux qui lui deviendraient dans la suite par succession, peut-il s'étendre aux biens qui sont échus à la femme normande par succession en ligne directe, depuis la publication du Code civil? 116.

**LE enchère.** Le bail consenti de bonne foi par le fol enchérisseur, et à une époque où il n'avait encore été l'objet d'aucune poursuite, doit-il être exécuté par l'adjudicataire sur folle enchère? 288. — La revente sur folle enchère a-t-elle l'effet d'annuler l'ordre clos et arrêté entre les divers créanciers sur le prix de la première adjudication, et rend-elle un nouvel ordre nécessaire? 666. — Voy. *Saisie immobilière*.

**ÉT.** Voy. *Usage*.

**IS.** Voy. *Mandataire*, et *Privilage*.

**ITS.** Voy. *Héritiers*, et *Legs*.

## G.

**GE.** Voy. *Dépôt*.

**RANTIE.** La demande en garantie est-elle, à l'égard du garant, une demande principale, et doit-elle subir les deux degrés de juridiction? 164.

**DES champêtres.** Les gardes champêtres et forestiers des particuliers doivent-ils, ainsi que les gardes des communes et des forêts de l'Etat, être rangés dans la classe des officiers de police judiciaire, et ne peuvent-ils, pour raison des délits correctionnels par eux commis dans l'exercice de leurs fonctions, être poursuivis que dans les formes prescrites par les art. 479 et 483 du Cod. d'inst. crim.? 108.

## H.

**ÉRITIER.** Des poursuites dirigées contre un individu en qualité d'héritier, même un jugement obtenu contre lui et passé en force de chose jugée, peuvent-ils le faire réputer héritier pur et simple, s'il n'a pas figuré contradictoirement

dans ces poursuites, et qu'il ait au contraire annoncé par des actes publics, faits dans l'intervalle, qu'il n'entendait pas accepter la succession? 104. — Les impenses nécessaires faites sur les immeubles de la succession par l'héritier qui l'a recueillie doivent-elles rester à sa charge, bien qu'il se présente ensuite d'autres héritiers, s'il profite seul des fruits qu'il a perçus pendant sa possession? — Le successible qui, ayant juste raison de se croire seul héritier, s'est emparé de bonne foi de toute la succession, est-il dispensé de restituer les fruits par lui perçus jusqu'au moment où son cohéritier s'est fait reconnaître et a formé sa demande en pétition d'hérédité? — L'art. 138 du Code civil est-il à cet égard introductif d'un droit nouveau? 262. — Le créancier d'un négociant décédé doit-il assigner l'héritier de son débiteur devant le tribunal de commerce dont le défunt était justiciable, et non devant le tribunal du domicile du défendeur? 294. — Quand, par le partage, certains biens ont été laissés en commun et confiés à la garde de l'un des héritiers, celui-ci a-t-il pu en prescrire la propriété contre son cohéritier? — Peut-il au moins invoquer la prescription depuis la demande en redressement et parachèvement de partage formée contre lui? 659. — En matière divisible, l'héritier qui s'est pourvu en temps utile relève-t-il de la déchéance le cohéritier qui a laissé expirer le délai du pourvoi? 661. — Voy. *Appel*, et *Dot*.

**HÉRITIER bénéficiaire.** L'héritier bénéficiaire qui a commis sciemment des infidélités dans l'inventaire, et qui, par son propre fait, se trouve ainsi dans l'impuissance d'établir le véritable état de la succession, doit-il être condamné à payer l'intégralité des legs faits par le défunt, sans pouvoir en demander la réduction, sous prétexte qu'ils portent atteinte à la réserve légale? 49. — Un héritier bénéficiaire peut-il être autorisé, malgré l'opposition des créanciers ou des légataires, à conserver, sous prétexte de convenance, le mobilier de la succession pour le prix de l'estimation qui en a été faite? — *Au contraire*, dans tous les cas où il y a nécessité de vendre le mobilier pour acquitter les dettes et les legs, l'héritier bénéficiaire est-il tenu de faire procéder à cette vente par le ministère d'un officier public, aux enchères et avec toutes les autres formalités prescrites par l'art. 805 du Code civil? 112. — Le droit de vendre les biens immeubles d'une succession bénéficiaire doit-il être maintenu à l'héritier, malgré la saisie pratiquée sur ces mêmes biens par un créancier porteur de titre exécutoire? 632.

**HYPOTHÈQUE.** Voy. *Acquiescement*, et *Licitation*.

**HYPOTHÈQUE, concours.** Voy. *Ordre*.

**HYPOTHÈQUE, formalités.** Voy. *Inscription*.

**HYPOTHÈQUE légale.** Voy. *Saisie immobilière*.

## I.

**BLES par destination.** Dans l'ancienne jurisprudence, les **iaux** attachés à la culture et les instrumens aratoires **ent-ils** de plein droit considérés comme immeubles par **ination** et accessoires du domaine? 276. — Voy. *Manu-*  
*ture.*

**SES.** Voy. *Héritier.*

**TITUDE.** Voy. *Testament.*

**PITION.** Les inscriptions hypothécaires doivent-elles, pour **server** leur effet, être renouvelées dans les dix années de **r date**, dans le cas même où l'immeuble aurait été saisi **llement** avant la révolution de ce terme? — Ce renouvel-  
**ment** est-il d'une nécessité indispensable pour le poursui-  
**nt** lui-même, nonobstant la dénonciation de la saisie au  
**oiteur**, la transcription et l'enregistrement au greffe et au  
**reau** des hypothèques? 83. — La constitution d'hypothè-  
**e** et l'inscription peuvent-elles être annulées pour cause  
**erreur** dans l'indication de la commune où sont situés les  
**ins**, si d'ailleurs cette erreur n'a pu tromper les tiers? —  
**demande** en nullité fondée sur ce motif est-elle surtout  
**n recevable** dans le cas où l'erreur a été causée par un con-  
**rt** frauduleux entre le créancier qui la forme et le débiteur?

La **désignation** des immeubles hypothéqués, qui n'énonce  
leur nature, ni le nom de la commune dans le territoire  
laquelle ils sont situés, est-elle néanmoins suffisante et va-  
ble, pourvu qu'elle apprenne aux tiers tout ce qu'il leur  
apporte desavoir? 91. — Lorsqu'en première instance, l'on  
est borné à demander la nullité d'une inscription hypothé-  
caire, faute de mention de l'époque de l'exigibilité, peut-on,  
sur l'appel, substituer à ce moyen celui pris de la prescrip-  
tion de l'hypothèque? 232. — En matière d'inscriptions,  
orsque le débiteur ou le vendeur porte un nom commun à  
plusieurs familles, le conservateur doit-il délivrer à l'acqué-  
reur qui fait transcrire les inscriptions existantes dans son  
bureau sur tous les individus portant ce même nom, quoique  
leurs prénoms soient différens de ceux donnés au débiteur  
dans l'acte de vente? — Dans ce cas, le conservateur est-il  
responsable, à l'égard d'un créancier qui a mal énoncé dans  
son inscription les prénoms de son débiteur, du défaut de  
mention de cette inscription dans son certificat délivré à l'ac-  
quéreur? 445. — Le créancier hypothécaire est-il obligé de  
renouveler son inscription dans les dix années de sa date,  
ors même que ce terme n'expire qu'après la saisie de l'im-  
meuble et la notification aux créanciers inscrits des placards  
indicatifs de la première publication? 589. — L'inscription  
prise sur les biens d'une caution est-elle nulle, si, au lieu

d'avoir été requise en vertu de l'acte de cautionnement, ne l'a été qu'en vertu du titre original, contenant, de la part de l'obligé direct, promesse de fournir la caution? 774.

**INSCRIPTION de faux.** L'inscription de faux est-elle admissible contre un acte de naissance, lorsqu'elle ne porte pas sur l'état matériel de la pièce arguée de faux, et qu'elle tend uniquement à prouver que l'enfant inscrit comme légitime ne l'est pas, bien qu'il ait une possession d'état conforme à son titre? 594.

**INSCRIPTION de faux incident.** Un jugement qui statue sur une inscription de faux incident est-il susceptible d'appel, lorsque l'objet de la demande originale n'excède pas 1,000 fr.? 775.

**INSTITUTION contractuelle.** L'institution contractuelle est-elle tellement irrévocable que le donateur ne puisse plus, même du consentement du donataire, disposer à titre gratuit de partie des objets compris dans l'institution? — Les créanciers de l'institué peuvent-ils, comme exerçant ses droits, attaquer tout à la fois ces dispositions et les actes d'adhésion émanés de leur débiteur? 466.

**INTÉRÊTS.** Voy. *Mandataire*.

**INVENTAIRE.** Voy. *Héritier bénéficiaire*.

## J.

**JONCTION.** Voy. *Défaut joint*.

**JOUR férié.** Le jugement qui renvoie un individu de l'action intentée contre lui pour avoir travaillé un dimanche ou un jour férié doit-il, à peine de nullité, constater que le prévenu a obtenu la permission de l'autorité municipale; ou que l'autorité administrative a étendu au travail dont il s'agit l'exception portée en l'art. 8 de la loi du 18 novembre 1814? 485.

**JOURNAUX.** L'art. 483 du Code pénal, qui autorise les tribunaux correctionnels à réduire les peines de l'emprisonnement et de l'amende, et même à ne prononcer que l'une ou l'autre de ces peines, lorsque les circonstances sont atténuantes et que le préjudice causé n'excède pas vingt-cinq fr., est-il applicable aux peines prononcées par la loi sur la censure des journaux? 13.

**JUGES honoraires.** Pour que les juges ou conseillers honoraires aient le droit d'assister, avec voix délibérative, aux assemblées de chambres et aux audiences solennelles, faut-il que ce droit leur ait été expressément conféré par des lettres du souverain, expédiées à cet effet? — L'arrêt auquel des conseillers honoraires qui n'avaient point obtenu ces lettres ont concouru est-il nul? 34.

**JUGE de paix.** Lorsque, dans un pays de parcours soumis à

age du troupeau commun, l'un des communistes a été orisé par le préfet à faire paître ses bestiaux séparément, dispensé de concourir au paiement du salaire dû au pâtre commun, le juge de paix peut-il, sans excès de pouvoir et sans usurper l'autorité administrative, condamner le communiste à payer à ce pâtre la moitié du salaire qui lui serait, s'il était resté en communauté? 478. — Voy. *Possession annale*.

**JUGEMENT.** La partie qui plaide au fond, à l'instant même du jugement qui le lui ordonne, sans faire aucunes protestations ni réserves, est-elle censée avoir acquiescé à ce jugement? 72. — L'expédition d'un jugement ou d'un arrêt ne fait que relater les signatures du président et du greffier, au lieu de les transcrire littéralement, est-elle irrégulière et nulle? 362. — Le jugement qui statue sur le profit d'un défaut joint est-il susceptible d'opposition à l'égard de ceux qui, ayant comparu lors du premier jugement en jonction, ont fait défaut, pour la première fois, lors du deuxième jugement, qui adjuge le profit du défaut joint? 8. — Voy. *Acquiescement*.

**JUGEMENT arbitral.** Un jugement arbitral est-il valable, quoiqu'il ne soit pas représenté, si la preuve de cet acte résulte, tant de sa transcription au jugement même, que des conclusions prises par les parties devant les arbitres, en outre de son enregistrement? 7.

**JUGEMENT correctionnel.** Voy. *Père*.

**JUGEMENT par défaut.** Les jugemens par défaut, rendus par les tribunaux de commerce, mais lors desquels la partie elle-même, ou son fondé de pouvoir, s'est présenté, et a néanmoins refusé de défendre au fond, sont-ils exempts, comme les jugemens par défaut, faute de plaider, rendus par les autres tribunaux, de la péremption de six mois établie par l'art. 156 du Code de procédure? 768. — Voy. *Prescription*.

**JUGEMENT interlocutoire.** Peut-on appeler d'un jugement interlocutoire librement exécuté, en même temps qu'on interjette appel du jugement définitif? 615.

**JURÉS.** Peut-il être suppléé à la notification de la liste des trente-six jurés, que prescrit l'art. 394 du Code d'instruction criminelle, par la notification à l'accusé de la liste des jurés dont parle l'art. 395 du même Code? — Mais la notification de cette dernière liste doit-elle, à peine de nullité, contenir tous les noms des jurés dont elle se compose au moment où elle est signifiée? 479.

**PÉREMPTION (Degrés de).** Voy. *Préférence*.

L.

**ÉTATÉTRANGER.** Voy. *Etranger*.

**ÉTATÉTRANGER.** Voy. *Etat*.



**LEGS.** Le légataire à titre universel, qui a formé sa demande en délivrance dans l'année du décès, a-t-il droit aux fruits de la chose léguée, à compter du jour de ce décès? — Y a-t-il droit, s'il est mis en possession de son legs au vu et su des héritiers? 179. — Voy. *Héritier bénéficiaire*.

**LETTRE de change.** Le porteur d'une lettre de change tirée par ordre et pour compte d'un tiers a-t-il, en vertu du contrat de change, une action directe contre ce tiers donneur d'ordre? — *Au contraire*, le porteur de la lettre de change n'a-t-il, contre le tiers qui a donné l'ordre de la tirer, que l'action du mandat, par subrogation au tireur, son garant, sauf à subir les exceptions que le donneur d'ordre aurait à faire valoir contre ce dernier? 741. — Voy. *Provision*.

**LETTRE missive.** Voy. *Mandataire*.

**LIBERTÉ provisoire.** Le cautionnement fourni par le prévenu pour obtenir sa liberté provisoire, a-t-il pour objet non seulement de l'obliger à se présenter pour exécuter le jugement qui serait prononcé contre lui, mais encore de garantir qu'il ne fera pas défaut, et qu'il comparaitra à chaque acte de la procédure; en telle sorte que, s'il vient à faire défaut, ou s'il ne comparait pas à chaque réquisition, le tribunal saisi de l'affaire puisse déclarer le cautionnement définitivement acquis au Trésor? 647.

**LICITATION.** L'immeuble indivis qui est adjugé, sur licitation, à l'un des copropriétaires, est-il affranchi de plein droit, dans la main de ce dernier, des hypothèques précédemment créées par les colicitans sur leur portion indivise? — Si l'un des copropriétaires, en constituant une hypothèque au profit de son créancier, lui a transporté en même temps sa part éventuelle dans le prix de la vente, pour le cas où il ne se rendrait pas adjudicataire, ce transport est-il valable, et la signification qui en est faite aux autres propriétaires, avant la licitation, entraîne-t-elle la saisie immédiate du cessionnaire? 309. — Lorsque des immeubles appartiennent en commun à des majeurs et à des mineurs, et que la licitation en a été ordonnée en justice, sur la demande des majeurs, l'adjudication définitive peut-elle en être faite au-dessous de l'estimation, sans qu'il soit besoin d'une autorisation préalable du tribunal? — Les majeurs peuvent-ils valablement cautionner la vente d'un immeuble qu'ils possèdent par indivis avec des mineurs, encore bien qu'elle puisse être annulée par une exception personnelle à ces derniers? 395. — Voy. *Enregistrement*.

**LOTÉRIE.** La simple exposition dans un lieu public d'un meuble mis en loterie, sur les chances de la loterie royale, peut-elle constituer la contravention prévue par l'art. 475 du Code pénal? 382.

## M.

RE. Voy. *Diffamation*.

PRE *de postes*. Les maîtres de poste peuvent-ils être assimilés à des commerçans ? — L'achat d'un cheval, fait par le maître de poste, est-il un acte de commerce ? — La vente qu'un maître de poste fait d'un cheval qu'il a employé au service de la poste constitue-t-elle un acte de commerce, qui rende le vendeur justiciable de la juridiction commerciale ? 381.

DATAIRE. Le mandataire salarié, auquel le mandat donne le droit de se faire payer, par un tiers qui a des fonds pour cet objet, tous les frais auxquels l'exécution du mandat a pu donner lieu, et qui néglige de déférer à cet avis, est-il responsable de sa négligence, et, par suite, mal fondé à réclamer du mandant le remboursement de ces mêmes frais ?

La mise en demeure à l'effet de faire courir les intérêts des sommes dont le mandataire salarié est reliquataire envers son mandant résulte-t-elle suffisamment de la correspondance des parties, dans le cas où il s'agit d'un mandat commercial ? 215. — Le mandataire qui a excédé son mandat, peut-il prétendre que le mandant a approuvé sa gestion dans une lettre qu'il a écrite à un tiers ? 269. — Une procuration contenant un pouvoir général et spécial pour les actes d'administration était-elle suffisante pour autoriser le mandataire à passer bail d'une partie des biens d'une succession qui ne s'est ouverte au profit du mandant qu'après la procuration donnée ? — Tout ce qui a été fait de bonne foi par le mandataire, depuis le décès du mandant, mais avant qu'il en ait eu connaissance, est-il valable ? 583. — Voy. *Jugement par défaut*.

MANUFACTURE. Les objets et ustensiles qui ont été placés dans une manufacture par le propriétaire ne doivent-ils être considérés comme immeubles par destination qu'autant qu'ils sont rigoureusement nécessaires à l'exploitation de cette manufacture ? 249.

MARCHAND. Le simple particulier auquel on a attribué la qualité de marchand dans les actes d'une procédure dirigée contre lui, sans aucune réclamation de sa part, est-il tenu de contester ensuite cette qualité, pour se soustraire soit à la juridiction commerciale, soit à la contrainte par corps ? 185.

MARCHANDISES. — Voy. *Voiturier*.

MARCHÉ. Le marché fait par l'intermédiaire d'un commis-voyageur est-il censé fait dans le lieu où il a été conclu, et dans celui où siège la maison de commerce pour laquelle le commis-voyageur agissait, bien que les marchandises, et du marché, aient été envoyées de ce dernier lieu ? — En conséquence, si le marché a été passé dans le lieu du

domicile de l'acheteur, toutes les contestations qui lui sont relatives doivent-elles être portées devant les juges de ce domicile ? 681.

**MARIAGE.** Des héritiers collatéraux sont-ils recevables à proposer la nullité du mariage de leur auteur, résultante de son engagement dans les *ordres sacrés* ? — Peuvent-ils invoquer les moyens de nullité résultans de la démence ? 17. — Le Ministère public est-il recevable, de son chef, à interjeter appel d'un jugement qui a déclaré un mariage nul, pour avoir été célébré clandestinement et hors la maison commune ? 179. — Voy. *Opposition à mariage, et Promesse*.

**MATERNITÉ.** La recherche de la maternité n'est-elle admise qu'en faveur de l'enfant contre la mère, et nullement en faveur des collatéraux ou des étrangers contre l'enfant ? 594.

**MEUBLES.** Voy. *Privilégio*.

**MILITAIRES absens.** Les lois d'exception en faveur des militaires absens ont-elles été abrogées par celles des 21 décembre 1814 et 13 janvier 1817 ? — L'article 136 du Code civil, qui autorise les héritiers présens à recueillir la succession, à l'exclusion de ceux dont l'existence n'est pas reconnue, est-il applicable au cas où les absens sont des militaires ? 621.

**MINEUR.** La défense faite au mineur de donner à son tuteur comprend-elle le cotuteur ? — L'exception portée dans l'article 907 du Code civil, en faveur de l'ascendant du mineur, s'étend-elle à l'époux de cet ascendant ? — L'enfant mineur à qui la loi permet de disposer au profit de sa mère, bien qu'elle soit sa tutrice, peut-il également disposer en faveur du second mari de sa mère, devenu son cotuteur ? 58. — L'action en nullité de la vente des biens d'un mineur, faite par son tuteur, sans les formalités voulues par la loi, se prescrit-elle par dix ans, à compter du jour de la majorité du mineur ? — L'acquéreur a-t-il son recours contre le tuteur pour toutes les sommes qu'il lui a payées par suite de l'acquisition ? 385. — Les enfans mineurs ont-ils une hypothèque légale sur les biens de leur père, qui, durant le mariage, est administrateur de leurs biens personnels ? 708. — Voy. *Licitation*.

**MINEUR émancipé.** Les dispositions du Code civil relatives à la durée des baux des biens des mineurs sont-elles applicables aux baux que passent les mineurs émancipés ? — Le mineur émancipé peut-il consentir au bail à ferme de neuf ans pendant la durée d'un précédent passé par son tuteur, et lorsqu'il reste encore à courir plus de cinq ans ? 421.

**MINISTÈRE public.** Voy. *Mariage*.

**MORT civile.** Voy. *Régicides*.

**MUTATION.** Lorsque des héritiers présomptifs se mettent en possession *de fait* des biens d'un absent, les droits de mutation sont-ils dus, comme dans le cas où l'envoi en possession a été ordonné ? 536.

## N.

INS. La question de savoir si un navire échoué est ou n'est pas en état de navigabilité est-elle du ressort du commissaire de la marine? — Au contraire, doit-elle être décidée par le tribunal de commerce? 573.

NOTAIRE. Un notaire qui dispose des deniers d'une vente immobilière laissés dans ses mains, et qui les emploie, sans l'aveu de son client, à payer des créanciers chirographaires, au lieu de les consacrer à l'acquit des charges hypothécaires, peut-il être condamné *par corps* à la restitution des sommes dont il a ainsi disposé? — Peut-il répéter contre les créanciers chirographaires les sommes qu'il leur a payées? 19. — Lorsque les poursuites dirigées contre un notaire pour contravention à la loi sur le notariat ont été discontinuées pendant une année, le notaire peut-il invoquer la prescription établie par l'art. 61 de la loi sur l'enregistrement, pour le cas où une contrainte décernée par la Régie demeurerait plus d'une année sans poursuites? — La prescription dans cette matière est-elle interrompue par les demandes faites au ministre des finances par le notaire, tendantes à obtenir la remise ou la modération des condamnations par lui encourues, par des paiements à compte et autres actes qui supposent le notaire débiteur? 720.

## O.

ORDRE. Lorsque, dans un même ordre, des hypothèques spéciales se trouvent en concours avec une hypothèque générale, celle-ci peut-elle être restreinte sur certains immeubles, de manière à ne pas nuire à l'exercice des hypothèques spéciales? — En cas d'affirmative, l'hypothèque générale doit-elle être colloquée sur les biens affectés au créancier spécial *dernier inscrit*, plutôt que sur ceux affectés au créancier spécial *premier inscrit*? Celui-ci doit-il, à raison de son ancienneté, conserver son gage, de préférence à lui-là? 487. — L'ordre du prix d'un immeuble dépendant d'une succession encore indivise doit-il être suivi devant le tribunal qui a connu de la vente, et qui est en même temps celui de la dévolution de l'ouverture de la succession, à l'exclusion du tribunal dans le ressort duquel l'immeuble vendu est situé? — Doit-on décider ainsi, principalement dans le cas où l'ordre pour la distribution du prix est déjà ouvert devant le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, et que plusieurs créanciers ont déjà produit leurs titres? 505. — En matière d'ordre, les créanciers produisant, qui n'ont pris communication de la collocation provisoire dressée par le juge-commissaire et qui ne l'ont contestée qu'après l'expiration du

mois de la sommation qui leur en a été faite sont-ils déchu du droit de contester, lors même que l'ordre n'est pas encore clos? — Peut-on échapper à la déchéance en opposant un appel que les créanciers qui veulent s'en prévaloir ne l'ont point requise devant le juge-commissaire, ni régulièrement demandée en première instance? — La déchéance est-elle de droit, et devrait-elle être prononcée par les tribunaux, lors même qu'elle n'aurait pas été sollicitée par les parties? 624. — En matière d'ordre, le principe que *nul ne peut forclorre soi-même* souffre-t-il exception; et, dans ce cas, la signification faite par le poursuivant du jugement rendu sur l'ordre fait-elle courir le délai de l'appel, tant contre lui que contre toutes les autres parties? 678. — Voy. *Préférence, Privilège, et Résolution*.

**OPPOSITION à mariage.** Un tribunal, avant de statuer sur l'opposition formée par une mère au mariage de sa fille, âgée de vingt-cinq ans, a-t-il le droit d'ordonner leur comparution dans une audience à huis-clos, pour les entendre sur la proposition de l'acte respectueux de l'une et sur les conseils de l'autre? — Le peut-il surtout lorsque, par cet *avant faire droit*, le jugement du fond se trouve reculé au delà du délai dans lequel le tribunal est tenu de prononcer définitivement? — Le jugement qui ordonne cette comparution est-il interlocutoire et susceptible d'appel avant le jugement définitif? 52.

**OPPOSITION à vente.** L'opposition du redevable à la vente que la Régie fait faire des fruits saisis doit-elle être signifiée au domicile élu chez le receveur, et non au directeur lui-même? 726.

## P.

**PARTAGE.** Voy. *Rescision*.

**PARTIE civile.** Voy. *Appel*.

**PASSAGE.** Voy. *Servitude*.

**PATERNITÉ.** L'article 340 du Code civil, qui, dans le cas d'enlèvement, autorise la recherche de la paternité, peut-il s'appliquer à l'enlèvement par suite de séduction, comme au rapt de violence, surtout si la personne ravie était encore mineure et sous la puissance de son père? — L'enlèvement prévu par cet article dure-t-il jusqu'au jour où la personne enlevée est devenue libre, en telle sorte que le ravisseur puisse être déclaré père de l'enfant, lorsque la mère, à l'époque de la conception, était encore sous sa dépendance? 530.

**PATURAGE.** Voy. *Commune*.

**PENSION alimentaire.** Lorsqu'un ascendant a des enfans et des petits-enfans issus d'un enfant décédé, ceux-ci doivent-ils concourir au paiement de la pension alimentaire due à leur aïeul, encore que les enfans aient le moyen de fournir seuls les alimens? 729.

SSION. Voy. *Enregistrement*.

LE. Un père a-t-il qualité pour appeler, au nom de ses enfans mineurs, des jugemens rendus contre eux en matière correctionnelle? 585.

LE tuteur. Le père, tuteur légal de ses enfans mineurs, peut-il être astreint, par le conseil de famille ou par les tribunaux, à fournir caution pour les capitaux qu'il doit recevoir, sous le prétexte qu'il est insolvable? 465.

SESSION *annale*. Lorsque, de deux acquéreurs du même bien, aucun n'a de son chef la possession annale, celui qui est mis en possession le premier doit-il, par cela seul, y être maintenu? — Au contraire, dans ce cas, le juge de paix doit-il apprécier les titres respectivement produits, pour décider quel est celui des deux acquéreurs qui lui paraît en droit de réunir la possession du vendeur à la sienne? 46.

VOIR *discretionnaire*. Voy. *Enfans*.

PRÉFÉRENCE. La question de savoir laquelle de deux créances doit être préférée à l'autre, dans un ordre, est-elle susceptible de deux degrés de juridiction, si l'une des deux créances excède 1,000 fr.? 599. — Voy. *Privilège*.

SCRIPTION. Lorsque l'une des parties soutient que la prescription qu'on lui oppose n'est pas acquise, et qu'elle a été suspendue par des causes que cette partie explique et développe dans des conclusions précises, une Cour d'appel peut-elle déclarer l'instance ou l'action *prescrite*, sans statuer l'aucune manière sur l'exception prise de la suspension de la prescription? 65. — Voy. *Débiteur, Héritiers, Mineur, Tiers détenteur, et Usurpations de terre*.

ET à la grosse. L'emprunt fait à la grosse, par un capitaine de navire, pour les besoins de l'équipage, mais sans observer les formalités prescrites par l'art. 234 du Code de commerce, oblige-t-il néanmoins le propriétaire du navire envers le prêteur? 703.

EUVE *testimonial*. Voy. *Enquête*.

PRIVILÈGE. Les privilèges sur la généralité des meubles, énoncés en l'art. 2101 du Code civil, tels que les frais de justice, doivent-ils primer ceux sur certains meubles, énumérés en l'art. 2102, et au nombre desquels se trouve le privilège du propriétaire sur les meubles garnissant la maison louée? — Les frais faits pour l'administration de la faillite sont-ils, dans tous les cas, préférables au privilège du propriétaire? 599. — Voy. *Préférence*.

OMESSE *de mariage*. L'obligation, contenue en une promesse de mariage, de payer une somme déterminée, en cas de dédit, est-elle valable? 401.

OVISION. La provision faite chez le tiré est-elle acquise au porteur du moment de la délivrance de la lettre de change? — La faillite du tireur, survenue avant l'acceptation et l'é-

théance de la traite, enlève-t-elle au porteur le droit de réclamer le montant de cette provision ? 317.

## Q.

**QUOTITÉ disponible.** Lorsque les aliénations que le défunt avait faites ont été annulées comme renfermant des donations déguisées, les biens qui en étaient l'objet doivent-ils être comptés pour l'exercice de la portion disponible, de la même manière que s'ils s'étaient trouvés en nature à l'époque du décès ? 433.

## R.

**RAPPORT.** Les biens donnés, en avancement d'hoirie, par un père à ses enfans, sont-ils rapportables à la masse, après le décès du donateur, pour déterminer la quotité disponible dans l'intérêt d'un légataire ? — Le cohéritier qui est en même temps légataire *par préciput* peut-il obliger ses cohéritiers à rapporter ce qu'ils ont reçu du père commun, en avancement d'hoirie, pour fixer, et par suite augmenter le préciput fait en sa faveur ? 68.

**RÉBELLION.** La rébellion est-elle excusable par le motif que la force publique à laquelle on a résisté aurait agi en vertu d'un ordre illégal ? 15.

**RECEL.** Voy. *Femme*.

**RÉGICIDES.** Les régicides bannis à perpétuité par la loi du 12 janvier 1816 sont-ils *morts civilement* ? — La privation des droits civils par eux encourue, aux termes de l'art. 7 de cette loi, est-elle générale et les rend-elle incapables de succéder en France ? 120.

**REMPLI.** Lorsque, dans le contrat d'acquisition d'un immeuble, le mari a déclaré qu'une partie du prix provenait des deniers dotaux de sa femme, à laquelle cette acquisition devait, jusqu'à due concurrence, servir de emploi, et que la femme, présente à l'acte, a déclaré accepter le emploi, les héritiers du mari peuvent-ils se prétendre seuls propriétaires de l'immeuble, sur le prétexte que l'acte, dans son commencement, énonce que le mari acquiert *pour lui, ses héritiers et ayans cause* ? 433.

**RENTE viagère.** Dans les vingt jours de survie exigés par l'art. 1973 du Code civil pour la validité du contrat de rente viagère, doit-on comprendre le jour de la date du contrat ? 712. — Voy. *Cour de cassation*.

**RESCISION.** Lorsqu'au moment du partage il s'élève des difficultés sérieuses, entre les prétendans à la succession, sur la nature et la quotité des droits de certains d'entre eux, la transaction qui les termine est-elle sujette à rescision, pour cause de lésion, si elle est faite par le même acte que le



partage? — *En d'autres termes, n'y a-t-il que la transaction faite après un partage consommé, et sur des difficultés provenant de ce partage, qui soit affranchie de l'action en rescision pour cause de lésion?* 191.

**RÉSOLUTION.** Une demande en résolution de la vente d'un immeuble peut-elle être formée incidemment dans l'instance d'ordre du prix de cet immeuble? 245.

**RESPONSABILITÉ.** La responsabilité imposée, par l'art. 1384 du Code civil, aux père et mère, à l'égard des dommages causés par leurs enfans mineurs, a-t-elle lieu toutes les fois que les écarts des enfans ne peuvent être attribués qu'au relâchement de la discipline domestique? 191.

**RÉTRACTATION.** Voy. *Arrêt de condamnation.*

**RETRAIT successoral.** La veuve commune en biens qui s'est fait céder les droits de plusieurs de ses copartageans dans la communauté est-elle soumise au retrait autorisé par l'art. 841 du Code civil? — L'action en retrait successoral peut-elle être exercée par un héritier contre la veuve légataire en usufruit de tous les biens de son mari, pour les portions par elle acquises dans la succession de ce dernier? 556.

## S.

**SAISIE-ARRÊT.** La saisie-arrêt faite entre les mains du tiers acquéreur d'un immeuble, par un créancier chirographaire du vendeur, et le jugement de validité de la saisie qui le condamne à payer à ce créancier le restant du prix de son acquisition, font-ils obstacle à ce qu'il puisse se libérer valablement entre les mains d'un créancier ayant hypothèque sur cet immeuble, qui, plus tard, lui a fait sommation de payer sa créance ou de délaisser? — Peut-on dire que l'exécution de ce jugement par le tiers acquéreur qui a payé l'intérêt des sommes saisies au créancier saisissant constitue de sa part une obligation personnelle en faveur de ce dernier, et qu'il soit tenu de lui payer une seconde fois son prix, nonobstant le paiement qu'il en a effectué à un créancier hypothécaire? — Ce dernier est-il recevable à former tierce opposition envers le jugement qui ordonne à l'acquéreur de payer son prix à un créancier chirographaire, et lors duquel il n'a été ni entendu ni appelé? 684.

**SAISIE immobilière.** La voie de la folle enchère est-elle ouverte contre l'adjudicataire sur expropriation forcée, non seulement lorsqu'il ne satisfait pas aux conditions de l'enchère, mais encore dans le cas d'inexécution des clauses de l'adjudication; et dans ce cas, tout créancier colloqué peut-il, en vertu de son bordereau de collocation, le poursuivre par cette voie? 441. — L'adjudicataire contre lequel il a été délivré un bordereau de collocation peut-il être contraint sur ses biens personnels, sans qu'il soit besoin de

recourir à la voie de la folle enchère? 444. — En matière d'expropriation, le placard imprimé dont parle l'art. 695 du Code de procédure doit-il être notifié aux créanciers du saisi ayant sur ses biens une hypothèque légale, mais non inscrite au moment de la poursuite? — L'adjudicataire sur expropriation forcée est-il tenu de purger les hypothèques dont peut être grevé l'immeuble qui lui a été adjudgé, et particulièrement les hypothèques légales? 685. — Le saisi qui a demandé la nullité des procédures postérieures à l'adjudication préparatoire, et qu'on a laissé plaider en première instance, sans exiger de lui caution suffisante pour le paiement des frais de l'incident, aux termes du décret du 2 février 1811, peut-il, en cause d'appel, argumenter de cette tolérance pour échapper à la fin de non recevoir résultante du défaut de caution? — Est-il recevable, en appel, à demander un délai pour fournir cette caution? — En matière d'expropriation forcée, l'adjudication sur surenchère peut-elle être prononcée avant la huitaine du jour de l'adjudication définitive? 776. — Voy. *Commandement*.

**SÉPARATION de corps.** Les parens peuvent-ils être entendus comme témoins dans les procès en séparation de corps, de même qu'en matière de divorce? 72. — Le mari contre lequel la séparation de corps est provoquée pour cause d'adultère peut-il opposer comme exception à cette demande la propre inconduite de sa femme? — La maison commune dont parle l'art. 230 du Code civil est-elle la maison où réside le mari, et qui devient, par-là même, la résidence de droit de la femme, bien qu'elle ne soit pas son habitation de fait? 343.

**SERVITEUR à gages.** Voy. *Viol.*

**SERVITUDE.** La servitude de passage en faveur de celui dont les fonds sont enclavés, et qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut-elle s'acquérir par la prescription de trente ans, bien qu'il s'agisse d'une servitude discontinue? — Est-il nécessaire que celui qui invoque cette prescription prouve que sa possession a eu lieu au vu et su des propriétaires sur le fonds desquels le passage est établi? — Les mêmes principes avaient-ils lieu avant le Code civil? 481.

**SIMULATION.** La simulation volontaire d'une vente en opère-t-elle la nullité radicale et absolue, lors même que cette simulation n'a pour objet ni d'éluder une incapacité légale ni de nuire à des tiers? — Le jugement arbitral qui, sur la reconnaissance faite par les parties de la simulation, déclare la vente *nulle*, ne doit-il être considéré, par rapport à l'administration de l'enregistrement, que comme l'instrument d'une rétrocession volontaire, sujette, comme mutation nouvelle, à un second droit proportionnel d'enregistrement? 772.

OCIÉTÉ. Voy. *Faillite*.

OCIÉTÉ *en participation*. Les associés en participation sont-ils tenus solidairement d'acquitter les engagements que chacun d'eux a contractés, relativement à l'objet de l'association? 31.

OURD-MUET *de naissance*. Peut-il être entendu comme témoin dans un procès civil? 608.

UBSTITUTION *prohibée*. Y a-t-il substitution prohibée dans la disposition par laquelle un testateur lègue *l'usufruit* d'une chose à deux personnes *successivement*, pour recueillir l'une après la mort de l'autre, et la *propriété* aux enfants *à naître* de ces deux personnes, dans le cas où ils *survivraient* à celle qui mourra la dernière? 35. — Le fidéicommiss de ce qui restera de biens au donataire ou légataire forme-t-il une substitution prohibée? 276. — La nullité des dispositions contenues dans un testament, résultante d'un vice qui leur est particulier et qui est étranger à la forme, par exemple celui de substitution, s'étend-elle à la clause portant révocation de testaments antérieurs? — Néanmoins, la clause révocatoire doit-elle produire son effet, si le testament qui la renferme, loin de contenir la preuve d'un changement de volonté, n'est au contraire qu'une confirmation du précédent testament? 718.

URCHARGE. Voy. *Acte notarié*.

SURENCHÈRE. La surenchère du quart, qui, aux termes de l'article 710 du Code de procédure, doit avoir lieu dans la huitaine de l'adjudication, peut-elle être valablement formée le *neuvième* jour, lorsque le *huitième* est un jour de fête légale? 152. — Le vendeur est-il garant de l'éviction résultante d'une surenchère? Doit-il indemniser l'acquéreur des impenses et améliorations qu'il a faites sur l'immeuble depuis son acquisition jusqu'au moment où il a été évincé? 257. — L'offre ou simple promesse faite par un créancier surenchérisseur de consigner une somme d'argent pour couvrir l'insuffisance du cautionnement offert en immeubles doit-elle être admise, lorsque, d'ailleurs, elle a été faite non dans l'acte de réquisition de mise aux enchères, mais dans les quarante jours accordés pour surenchérir? 684. — La caution que le surenchérisseur est tenu de fournir, aux termes des art. 2185 du Code civil et 852 du Code de procédure, doit-elle être désignée dans l'acte de réquisition de mise aux enchères, à peine de nullité? — Le surenchérisseur peut-il, après le délai accordé par la loi pour surenchérir, et tant que le jugement n'a pas été rendu, substituer ou adjoindre une caution nouvelle à celle qu'il a d'abord offerte? 689.

SUSPICION *légitime*. Voy. *Cour de cassation*.

SYNDICS. Voy. *Faillite*.

## T.

TÉMOIN. Voy. *Erreur commune*.

frustrer les droits des créanciers du vendeur, et nullement de préjudicier au second acquéreur, dont, d'ailleurs, les droits n'existaient pas encore? — Peut-on opposer à un second acquéreur de bonne foi la simulation d'un premier acte de vente, à laquelle le second acquéreur est entièrement étranger? 772. — Voy. *Bois, Eviction, Mineur, et Résolution*.

**VENTE verbale.** Lorsqu'une vente verbale a eu lieu entre les parties, mais avec la convention qu'il en serait passé acte devant notaire, les juges peuvent-ils, en appréciant les circonstances, décider que la vente n'était qu'un simple projet jusqu'à la réalisation devant notaire, et cela lors même qu'un à-compte aurait été payé sur le prix? 675.

**VEUVE.** Voy. *Retrait successoral*.

**VEUVE mineure.** Une jeune personne émancipée par son mariage, mais devenue veuve avant l'âge de quinze ans, est-elle rentrée de plein droit sous la tutelle de son père? 155.

**VIOL.** Celui qui est reçu dans une maison en qualité de serviteur à gages doit-il être considéré comme tel; non seulement à l'égard du chef de la maison, mais encore à l'égard de la femme ou de l'un des enfans? — Le crime de viol ou d'attentat à la pudeur avec violence, commis par ce serviteur sur la personne de la femme ou de l'un des enfans du chef de la maison, doit-il être puni de la peine des travaux forcés à perpétuité, portée en l'art. 333 du Code pénal? 630.

**VOITURES publiques.** Lorsque deux diligences cherchent à se dépasser mutuellement, et que l'une d'elles vient à verser, les entrepreneurs des deux voitures sont-ils solidairement passibles de dommages et intérêts envers les voyageurs qui ont souffert de cet accident? 150.

**VOITURIER.** Les formalités prescrites par l'art. 106 du Code de commerce, pour constater vis-à-vis du voiturier les pertes et avaries des marchandises transportées, sont-elles applicables au cas d'un marchand qui, recevant des marchandises à lui expédiées par un autre marchand, les refuse pour cause de défectuosité? — Pour condamner le négociant vendeur à reprendre les marchandises comme défectueuses, un tribunal a-t-il pu, sans violer la loi, puiser les motifs de sa conviction et les raisons de décider dans la correspondance personnelle de ce négociant avec un tiers, son fondé de pouvoir? 520.

*Fin de la Table des Matières.*

# TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARRÊTS

RAPPORTÉS DANS LE TOME VINGT-TROISIÈME.

AN 1821.	pag.	Fév.	pag.	Avril.	pag.
iv. 2.	1 <sup>re</sup>	21.	135	4.	271
— 3.	7	23.	140	5.	275
— 3.	9	24.	146	5.	275
— 4.	12	24.	150	6.	276
— 5.	15	27.	152	10.	276
— 5.	15	27.	156	11.	282
— 5.	15	27.	164	14.	288
— 9.	17	28.	164	11.	294
— 9.	24	28.	168	14.	296
— 9.	31	28.	170	16.	302
— 10.	53	28.	174	16.	309
— 10.	34	Mars. 1 <sup>er</sup> .	175	17.	317
— 15.	35	1 <sup>er</sup> .	179	18.	325
— 15.	41	5.	179	18.	327
— 16.	46	7.	185	18.	329
— 16.	49	9.	187	18.	331
— 17.	52	9.	191	24.	332
— 18.	58	10.	191	27.	334
— 18.	61	15.	199	30.	336
— 20.	65	14.	206	30.	338
— 24.	68	14.	210	Mai. 4.	342
— 25.	72	15.	215	9.	343
— 25.	77	15.	221	9.	352
— 30.	83	19.	222	18.	360
— 31.	85	20.	227	24.	362
— 31.	87	21.	227	26.	366
— 2.	88	21.	230	28.	372
— 3.	90	22.	231	Jun. 1 <sup>er</sup> .	381
— 6.	91	22.	232	1 <sup>er</sup> .	382
— 8.	96	22.	239	1 <sup>er</sup> .	385
— 13.	102	23.	242	2.	385
— 15.	104	24.	245	5.	388
— 16.	108	26.	247	6.	393
— 17.	109	27.	249	6.	401
— 19.	112	31.	257	12.	415
— 20.	120	Avril. 5.	262	12.	421
— 20.	130	3.	266	15.	425
— 21.	133	4.	269	16.	425

## CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.
23	46	173	572	443	738	474	731
59	505	256	329	451	52	583	249
61	663	268	608	451	615	634	720
119	52	324	52	456	583	737	441
132	450	337	245	464	232	756	624
138	362	399	331	470	41	900	358
141	65	405	41	473	251	901	358
153	718	420	681	474	352	954	395
156	768	426	294	474	551	1005	7
159	501	443	678	474	666	1033	230

## CODE DE COMMERCE.

ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.
1 <sup>er</sup>	381	116	317	169	61	523	428
2	366	118	741	170	317	570	358
18	31	140	741	234	703	632	381
42	102	142	741	457	466	637	186
106	513	161	759	494	466		

## CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.
3	428	174	251	204	585	353	608
120	647	202	360	215	251	351	259
121	647	202	385	294	12	358	242
137	187	204	360	319	12		

## CODE PÉNAL.

ART.	PAG.	ART.	PAG.
62	221	463	15
209	15	479	460
456	206	480	460

*Fin de la Table des Articles des cinq Codes.*







Stanford Law Library



3 6105 062 797 332

9.44

36

~~... and ...~~ this book should be returned on  
or before the date last stamped below

100-12-45

Stanford Law Library



3 6105 062 797 332

34

